

Défendre les droits de l'homme : la naissance de la procédure judiciaire d'Amparo, Mexique, 1841-1917

Juan José Carrillo Nieto

▶ **To cite this version:**

Juan José Carrillo Nieto. Défendre les droits de l'homme : la naissance de la procédure judiciaire d'Amparo, Mexique, 1841-1917. Histoire. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2022. Français. NNT : 2022PA01H109 . tel-04043242

HAL Id: tel-04043242
https://theses.hal.science/tel-04043242

Submitted on 23 Mar 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON SORBONNE

UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON SORBONNE
ÉCOLE DOCTORALE D'HISTOIRE

Laboratoire de rattachement : Mondes Américains

THÈSE
Pour l'obtention du titre de Docteur en Histoire
Présenté(e) et soutenu(e) publiquement
le 29 septembre 2022 par

Juan José CARRILLO NIETO

Défendre les droits de l'homme : la naissance de la procédure judiciaire d'Amparo, Mexique, 1841- 1917

Volume I/I

Sous la direction de Mme Annick LEMPÉRIÈRE,
Professeur des Universités

Membre du Jury

Mme. Geneviève Verdó, Professeur des Universités, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.

M. Jean-Baptiste Busaall, Maître de conférences, Université Paris Descartes.

M. Rafael Angel Serrano Figueroa, Profesor definitivo por oposición, Universidad Nacional Autónoma de México

M. Joel Flores Rentería, Profesor- Investigador, Universidad Autónoma Metropolitana

Résumé

Dès la Constitution de 1824, les débats juridiques autour des droits de l'homme ont pris de l'ampleur au Mexique. Au début, les différents constituants ont vu dans la figure juridique de l'« habeas corpus » anglais une possibilité pour la défense de la liberté des individus. Néanmoins, ils ont constaté l'insuffisance de ce modèle pour la réalité mexicaine du fait que plus de 80% de la population était analphabète. Ainsi, des juristes et des constituants ont réfléchi d'autres m´canismes juridiques pour de protéger, c'est à dire pour *amparar*, les droits de l'homme promulgués jusqu'alors. Ce travail cherche à analyser, à la lumière des outils méthodologiques de l'histoire critiques du droit, la naissance de l'une des institutions les plus importantes du système judiciaire mexicain : le « *Juicio de amparo* ». Pour ce faire, nous étudierons les différents projets constitutionnels qui sont entrés en vigueur dès l'indépendance, ce qui révèle la manière dont les idées autour des droits de l'homme et leurs garanties ont pris de l'importance au fil du temps. Nous montrerons l'établissement de la procédure judicaire d*'amparo* dans la Constitution de la République de Yucatan en 1841 et ensuite sa mise en place à l'échelle nationale, à commencer par les débats qui ont eu lieu au sein de l'Assemblée constituante de 1856-1857.

Cette recherche abordera, d'un côté, le contenu des trois lois d'*amparo* qui ont pris effet au Mexique tout au long du 19^{e} siècle ; de l'autre côté, l'application des lois par la société mexicaine afin de se défendre des abus commis par les autorités et les fonctionnaires publics.

Enfin, cette étude portera également sur le grand débat autour des droits de l'homme qui a eu lieu dès la déclaration de la Constitution de 1857, ainsi que l'application de la procédure judiciaire d'*amparo* pendant ses premières décennies d'existence. Nous montrerons que cette application fut à l'origine d'un article spécial consigné dans la Constitution politique de 1917.

Summary

Since the Constitution of 1824, the legal debates on the human rights have been gaining more and more importance in Mexico. Initially, the various constituents looked at the legal figure of the English "habeas corpus" as a possibility to defend the people's freedom; however, they also observed that said figure was insufficient for the Mexican reality in which more than 80% of the population was illiterate. In this way, the jurists and constituents reflected on the need to secure the rights, that is to say, "amparar", all the human rights known until now. The present investigation has the objective of explaining the birth of one of the most important institutions of the Mexican legal system: the *Amparo trial*, through the methodological tools of the critical history of law.

To meet this objective, the various constitutional projects that were in force after independence are analyzed, and it is shown how the ideas about the rights of man and their protection are gaining more and more strength. In this way, it is explained how this judicial process was established for the first time in the Constitution of the Republic of Yucatan of 1841, how it was transferred to the national sphere and how it was debated in the Constituent Congress of 1856-1857 together with a broad declaration of human rights.

This research work also explains the content of the three *Amparo laws* that were in force in Mexico during the 19th century and the first and main uses that Mexican society gave them to defend themselves against abuses by authorities and public servants.

Finally, the work also exposes how the great debate that took place around the rights of man after the Constitution of 1857 and the first decades of life of the *Amparo trial*, led to the creation of a special article with its rules in the Political Constitution of 1917.

Mots-clés

Droits de l'homme – Mexique – Constitution politique – Débats juridiques

Liberté – Procédure judiciaire – Historie critique du droit – Lois sur le droit de l'homme –

Usage social des lois – Défense des droits de l'homme au XIXe siècle – Procédure d'amparo – Création des institutions

Keywords

Human rights – Mexico – Political constitution – Legal debates

Freedom – Judicial process – Critical history of law – Human rights laws –

Social use of laws – Defense of human rights in the XIX century – Amparo trial – Creations of institutions

Merci

Je tiens à remercier Mme. Annick Lempérière, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon- Sorbonne, qui m'a encadré tout au long de cette thèse et qui m'a fait partager ses brillantes intuitions. Qu'il soit aussi remercié pour sa gentillesse, sa disponibilité permanente et pour les nombreux encouragements qu'elle m'a prodiguée.

J'exprime ma gratitude à l'Universidad Autónoma Metropolitana et au Ministère de l'éducation publique (SEP) du Mexique, institutions boursiers, grâce aux quelles j'ai pu faite une thèse en histoire dans une des institutions plus prestigieuses du monde : L'université Paris 1 Panthéon Sorbonne.

Je remercié également mes parents Mme. Amelia Nieto Ordóñez et M. Juan José Carrillo Nava, et mon oncle M. Jesús Carrillo Nava, qui m'ont accompagné tout a long de ma trajectoire académique.

Dans ma carrière académique il a y des professeurs qu'ont devenu des conseillers et des amis. Je remercié très particulièrement M. Daniel Villavicencio, M. Thierry Bonnet, Mme. Fabiola Escárzaga, et M. Rafael Serrano Figueroa, Mme. Pilar González et Carlos Hernández Gómez. Merci pour votre exemple.

Il y a des amis qui m'ont accompagné tout au long de l'écriture de cette thèse même quand j'ai passé problèmes de santé. Ils m'ont écouté toujours : Andrés Lugo, Gerardo Perfois, Iván Olaya, Ingrid Torres, Roberto Huerta Peruyero, Luis Pérez, Maribel Anaya, Susana Pérez et Elizabeth Trejo. Merci mes amis.

Table de matieres

Introducción …….. i

I. Les droits de l'Homme dans les premiers documents constitutionnels du Mexique indépendant……...…1

1. Les premiers efforts constituants et les « droits de l'Homme » Au Mexique……..……..1
2. Les premières Constitutions politiques et les droits de l'Homme au Mexique……11
   - i. La Constitution de 1824……..…….…13
   - ii. Les Bases constitutionnelles et les Sept lois constitutionnelles (1835-1836)……..27
   - iii. Le troisième Congrès constituant, le Code d'anarchie et les Fondements organiques de 1843…….……..33

II. De la República de Yucatán al Acta de Reformas (1841- 1847) : La constitucionalización del juicio de amparo…….…….…..44

1. La Constitución de la República de Yucatán de 1841……..……44
   La República de Yucatán y Manuel Crescencio Rejón……..….63
2. El Cuarto Congreso Constituyente y el “Acta Constitutiva y de reformas” de la Federación mexicana de 1847……..……..…67

   El Programa de la mayoría de diputados del Distrito Federal…….……71

   El “Voto particular “de Mariano Otero Mestas……76

   ¿Quién fue Mariano Otero?.....91

III. Los derechos del hombre en la Constitución de 1857……..…..95

1. El Congreso Constituyente (1856-1857) y su organización……..…..96

2. Los debates sobre los derechos del hombre en el Congreso Constituyente…….....105

i. Libertad, igualdad, seguridad jurídica, propiedad y derecho a la indeminización en caso de expropiación…….....……...106

ii. El derecho al trabajo……..…….……107

iii. La libre manifestación de ideas……..……..……111

iv. La libertad de imprenta……..……...…….112

v. La libertad de culto……..……113

vi. Los derechos de los extranjeros……....……121

vii. La libertad de enseñanza…….……..……..122

viii. El derecho de petición……...……123

ix. La pena de muerte y derechos de los involucrados en un proceso penal…….....……..…124

x. La ciudadanía y los derechos políticos…….....……..137

3. El juicio de amparo…….……138

4. Los proyectos rechazados y la mejora en la redacción……146

5. La suspensión de las garantías individuales……..……148

6. Los últimos debates del Constituyente en materia de derechos del hombre……...153

7. Los votos particulares: Un preludio de los nuevos debates…….155

8. Las reformas a la Constitución de 1857 y los derechos del hombre.….160

IV. Los derechos del hombre y la primera modernización jurídica……..…170

1. Las primeras reformas: Ajustes para un nuevo orden político y social..174

2. La primera modernización jurídica (1873-):

Las reformas en el porfiriato….....177

3. El debate jurídico sobre el artículo 14 constitucional……..…….189

4. El debate sobre las consecuencias de la Reforma……..……195

5. Los "Comentarios breves" de 1900 y el concurso nacional de

reformas al juicio de amparo de 1906…….……200

6. Modernización jurídica y derechos del hombre……...……206

V. Las leyes de amparo y el uso social de la institución……209

1. El amparo colonial…….209

2. Justicia e Independencia……..211

3. El primer amparo en la República de Yucatán:

El Amparo Balay de 1842 ……....…..213

4. El primer amparo federal: El amparo Verástegui en 1849……..…217

5. Las leyes de amparo del siglo XIX……..……223

6. La primera ley que reguló el juicio de amparo (1861- 1869)……..225

7. La segunda ley que reguló el juicio de amparo (1869- 1882)……....232

8. La tercera ley que reguló el juicio de amparo (1882-1918)…..……..239

9. El uso social del juicio de amparo……...….246

i. Los amparos contra la retención forzada al servicio de las armas (gleba)…….250

ii. Los amparos desde los pueblos de las comunidades agrarias……...254

iii. Los amparos contra le pena de muerte……..…257

iv. Un amparo contra la tienda de raya……258

v. Los amparos promovidos a causa del ejercicio de la prostitución……..260

10. Los Amparos de personajes políticos participantes en la Revolución Mexicana.....263

i. El Amparo de Emiliano Zapata……...…264

ii. Los amparos de los hermanos Flores Magón……...….264

iii. El Amparo de Francisco I. Madero de 1911……..……268

VI. Los derechos del hombre en el Congreso Constituyente de 1916- 1917 ……..……..271

1. La Revolución y la Constitución de 1917……..……...…….271

2. Sobre los constituyentes de 1916-1917……..…283

3. Precisiones a los derechos del hombre de la
Constitución de 1857..... 287
i. El derecho a la educación……..287
ii. La libertad de imprenta de nuevo a debate…….……...288
4. Las reformas al sistema de justicia…….……290
i. El fuero militar…….……290
ii. El artículo 14 Constitucional y la separación del
proceso penal y el proceso civil ……...…… 292
iii. La seguridad jurídica…….……294
iv. Los derechos de los acusados de cometer delitos……..297
v. La pena de muerte de nuevo a debate:
De regla a excepción……...300
5. El derecho al trabajo y los derechos de los trabajadores……...303
6. La propiedad originaria y los derechos de los pueblos y
comunidades agrarias ……... 317
7. El petit comité……325
8. El derecho al libre culto y credo y la separación Iglesia- Estado….329
9. La ciudadanía y las propuestas para su ampliación……..……334

VII. La consolidation de la procédure d'amparo……..……343

1. Des « Droits de l'Homme » aux « Garanties individuelles »…..……344

2. Le débat sur la procédure d'amparo au Congrès constituant

de 1916-1917 ….....353

3. L'expression des débats sur la procédure d'amparo

dans l'article 107 de la Constitution……....369

4. La procédure d'amparo pendant la distribution agraire et

la personnalité juridique des communautés agraires…….371

5. Le développement de l'institution s'est poursuivi……..….373

a. L'expansion de la procédure d'amparo

en dehors du Mexique…….374

b. La procédure d'amparo à

l'Organisation des Nations Unies……..375

c. La réforme constitutionnelle de 2011……..378

6. Autres débats autour de l'institution : originalité et limites…….383

Conclusions……385

Anexos……..……..396

Bibliographie…… 425

Introduction

Au sein de la formation juridique de la Faculté de Droit de l'Université Nationale Autonome du Mexique, on enseigne que la Constitution Politique des États-Unis Mexicains de 1917 a été l'une des plus avancées du monde car elle a été la première à inclure les droits sociaux de la population, que l'on trouve dans les articles 27 et 123. Cependant, en 2011, l'une des réformes les plus importantes à la Constitution de 1917 a été publiée : la réforme du 10 juin qui a complètement transformé la manière de comprendre les droits humains qui avait été établie depuis 1917. En principe, la réforme a cessé de les appeler « garanties individuelles » pour les nommer « droits humains et leurs garanties », et a par ailleurs accepté l'incorporation de tous les droits humains qui se trouvent dans l'ensemble des traités internationaux dont le Mexique fait partie, et en a fait des droits exécutoires sur le territoire national bien qu'ils ne soient pas mentionnés dans la Constitution, parmi d'autres transformations notoires. En pratique, ni la Constitution, ni les juges, ni les Ministres de la Cour Suprême de Justice de la Nation n'avaient jamais auparavant accepté d'impliquer le *droit international des droits humains* dans les affaires internes du pays. Comme on peut le voir, il existe une contradiction dans l'idée de posséder l'une des Constitutions « les plus avancées du monde » de par le contenu de ses droits sociaux et une réforme qui s'actualise en matière de droits humains 60 ans après la publication de la Déclaration Universelle des droits de l'Homme promue par l'Organisation des Nations Unies (ONU). Cette contradiction est à l'origine de cette thèse, qui, en cherchant les racines historiques de ce phénomème, a trouvé la naissance d'une institution particulière, peu connue en dehors du Mexique, mais d'une richesse exceptionnelle de par ses racines, les débats qu'elle a provoqué et l'usage que la société mexicaine lui a attribué depuis ses débuts. Il s'agit de la procédure d'*amparo*, institution qui a récemment été revalorisée en raison de son importance dans l'histoire des institutions, qui se nourrit de la tradition française des « droits de l'Homme » et de « l'Habeas Corpus » anglais, mais aussi des débats nationaux sur les droits de l'Homme, et des pratiques juridiques et sociales du Mexique.

L'objectif de cette recherche est de connaître l'histoire de la procédure d'*amparo*, ainsi que la manière particulière dont les « droits de l'Homme » (selon l'expression française, à la différence de celle de « droits humains » utilisée en espagnol) sont devenus « garanties individuelles » dans le droit mexicain. Tout au long du XX^{e} siècle, on a utilisé au Mexique le concept de « garanties individuelles », qui s'est imposé par rapport à celui de « droits de l'Homme », qui était le concept prédominant en France, pays qui, avec les États-Unis, a eu une grande influence sur la construction des institutions juridiques mexicaines. Par conséquent, connaître la manière dont le concept de « garanties individuelles » a été mis en place au Mexique, permet de comprendre la manière dont les droits de l'Homme ont été conceptualisés dans la construction de l'État mexicain du XIX^{e} siècle et ont perduré durant le XX^{e} siècle.

La procédure d'*amparo* est un processus judiciaire particulier, qui a servi à la population mexicaine pour se défendre des actions arbitraires des pouvoirs publics dans toutes ses expressions, que ce soit des décisions du Président de la République, de l'administration publique, des décisions du pouvoir judiciaire ou des lois créées par le pouvoir législatif. Elle fonctionne contre les autorités des trois niveaux de gouvernement : fédéral, d'État ou municipal. En d'autres termes, il s'agit d'une procédure qui peut être utilisée contre toute autorité qui violerait les « garanties individuelles » des Mexicains ou des résidents au sein du territoire national et elle peut actuellement être utilisée pour défendre les personnes de violations de leurs « droits humains » par les autorités.

Cette procédure a émergé des débats juridiques du XIXème siècle mais possède d'importants antécédents coloniaux, et européens, et le fait de connaître son histoire est fondamental pour comprendre comment les juristes et politiques mexicains ont conçu la possibilité de défendre les *droits de l'Homme* au sein d'une nation d'une grande instabilité politique, qui perdait progressivement des territoires depuis qu'elle s'était proclamée indépendante, qui aspirait à rester un État souverain et dont une grande partie de la population était analphabète. De surcroît, cette idée de protection des droits de l'Homme s'est concrétisée pour la première fois, non pas dans les débats fédéraux nationaux, mais dans la République du

Yucatán, lorsque cet État s'était séparé du territoire national et élaborait sa propre Constitution politique en tant que nation indépendante entre 1840 et 1841.

La transformation de la structure sociale qui s'est produite suite à l'indépendance de la Nouvelle-Espagne a rendu impérative la nécessité de construire les institutions du nouveau pays aujourd'hui connu comme le Mexique. Néanmoins, la production de ces institutions a été un long processus qui n'a pas été la copie des grandes institutions modernes européennes, bien que divers juristes aient essayé. Cela n'a pas non plus été le produit original de brillants esprits qui ont construit une nation, comme le laisse entendre le discours nationaliste de nombreux juristes qui font de l'histoire du droit au Mexique. Il s'agit, en réalité, de la conjugaison de divers facteurs qui ont eu une influence sur les décisions politiques et juridiques de la nouvelle classe politique au pouvoir: ses intérêts nationaux et locaux, ainsi que ses circonstances. Le besoin même de promouvoir la démarcation territoriale, ainsi que les intérêts géopolitiques des grandes puissances pour la région, ont été déterminants et ont entraîné de grands défis liés aux décisions prises par les nouvelles classes dirigeantes du pays et du reste des pays de l'Amérique latine.

Au niveau juridique, il ne s'est pas réalisé une simple copie des grands instruments du droit que la France, les États-Unis ou l'Angleterre avaient développés. S'il est vrai que ces instruments juridiques, comme la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1791 de la Révolution française et l'*Habeas Corpus* anglais[1], ont été collectés et évalués dans les projets constitutionnels promus par les révolutionnaires qui se sont soulevés en 1810 et les « criollos » qui ont pris le pouvoir à partir de 1821, il l'est également que ce que Carlos Garriga appelait la « culture juridique de la Nouvelle-Espagne »[2] a elle aussi survécu, ce qui a été déterminant dans l'histoire du constitutionnalisme hispanique. On peut observer que si les classes dirigeantes et les grands juristes étaient au fait des

[1] L'*Habeas Corpus* est une institution anglaise à travers laquelle une personne en état d'arrestation demande à un juge d'étudier sa situation juridique pour confirmer la légalité des agissements des autorités qui l'ont arrêtée. Il est important de souligner que l'*Habeas Corpus* se charge uniquement de défendre la liberté des personnes et de vérifier que leur arrestation soit légale, et qu'elle ne protège aucun autre droit.

[2] Garriga, Carlos (coord.), *Historia y Constitución. Trayectos del constitucionalismo hispano,* Instituto Mora, Mexique, 2010.

débats juridiques de l'Europe et des États-Unis, la réalité mexicaine conservait une culture juridique coloniale qui a rendu son instrumentation différente.

Il s'agit d'une période complexe, que l'on peut délimiter dans le temps : de 1821, avec la signature de l'Acte d'indépendance, à 1917, avec la publication de la Constitution politique qui finalise l'acceptation et l'inclusion des villages et des communautés autochtones comme partie intégrante de l'État et leur octroie la personnalité juridique pour se défendre en cas de procès, et qui octroie par ailleurs à la Nation la compétence de réorganiser la propriété, créant ainsi le concept de *propriété originelle*. Il est certes discutable d'affirmer que l'histoire de cette construction institutionnelle s'achève en 1917, au moment où se construit un nouvel ordre institutionnel post-révolutionnaire. Néanmoins, comme on le verra dans les prochains chapitres, les institutions de la Constitution politique de 1917, « la première Constitution sociale du monde », sont le fruit de ces débats juridiques, politiques et sociaux, au cours desquels les grandes révolutions européennes, les intérêts géopolitiques des puissances mondiales, les problèmes et débats internes, ainsi que la culture juridique coloniale se sont entrelacés pour donner lieu au treillis juridique mexicain.

Dans les grands documents juridiques du jeune État mexicain, il est commun de trouver des références et des citations des philosophes des Lumières, du droit constitutionnel français et des institutions anglaises et nord-américaines, mais aussi d'importantes réflexions sur la réalité politique et sociale du pays. On y observe divers efforts pour construire une république ou une monarchie, et pour encourager le fédéralisme, ou au contraire le centralisme, comme système politique de gouvernement.

L'historien Edmundo O'Gorman souligne que de manière interne il y avait deux projets en litige, appelés à tort libéral et conservateur, car il s'agit en réalité d'un litige pour instaurer la république ou la monarchie[3], et chacun d'entre eux faisait face au défi de la réalité sociale mexicaine, auquel on peut ajouter le défi de transformer la culture juridique coloniale. O'Gorman souligne qu'établir la

[3] O'Gorman, Edmundo, *La supervivencia política novohispana. Reflexiones sobre el monarquismo mexicano,* Colección pequeños grandes ensayos, UNAM, Mexique, 2018.

monarchie ne signifie pas nécessairement être « conservateur », surtout si l'on considère que la Constitution de Cadix de 1812, qui a également influé de manière importante sur la construction institutionnelle du Mexique, a eu un fort contenu instruit et libéral, qui a amené à la construction de ce qui est connu comme une *monarchie érudite*. Cela explique que l'un des plus importants projets constitutionnels des centralistes, *Les sept lois* (1835-1837), ait créé un « Pouvoir suprême conservateur » qui protégeait, depuis sa conception, l'ordre constitutionnel et certains droits de l'Homme. Dans le même ordre d'idées, affirmer que ceux qui prônaient le projet républicain étaient « libéraux » est peu précis, ce qui est visible dans leurs projets constitutionnels, qui ont à un certain moment défendu l'intolérance religieuse et la citoyenneté censitaire. Enfin, O'Gorman mentionne que dans le cadre du litige entre la république et la monarchie, les deux secteurs ont pris l'étendard du fédéralisme ou du centralisme, mais qu'il s'est agi d'une lutte qui, dans le fond, était la lutte pour le système qui se mettrait en place dans le pays : la monarchie ou la république.

Si les premières Constitutions politiques du Mexique ont été créées dans ce contexte, il n'existait aucune raison pour que la manière dont l'on envisageait la justice, les droits de l'Homme et leur protection soit différente. Comme on le verra plus tard, la manière dont on a conçu la protection des droits de l'Homme est étroitement liée non seulement à la Déclaration des droits de l'Homme française de 1791, mais aussi aux débats internes et à la persistance de la culture juridique produite au cours de trois siècles de domination espagnole.

Cette réalité pose au moins trois problèmes : tout d'abord le fait que lors de la signature de l'Acte d'indépendance (1821) ou après la publication de la première Constitution politique (1824), il n'était pas possible de disposer, de manière instantanée, des nouveaux codes et lois. Cela a représenté un travail juridique ardu, rendu difficile par l'instabilité politique et sociale. Par ailleurs, on ne pouvait pas créer les codes sans résoudre le problème de la forme de gouvernement, car le fédéralisme supposait l'acceptation d'une certaine autonomie politique et donc juridique, ce qui se manifestait par la possibilité de créer des Constitutions et des codes d'États, alors que l'acceptation du centralisme signifiait la création d'une

seule Constitution nationale et d'uniques codes nationaux. On observe ce fait dans des dizaines de sentences de juges publiées pendant les premières décades suivant l'Indépendance du Mexique, et qui, face à l'absence de normes juridiques nationales et locales, se sont appuyées sur les dispositions juridiques en vigueur en Espagne ou durant la colonie.

Un deuxième problème est que, comme toute révolution, la Révolution d'Indépendance de 1810 a représenté une réorganisation d'intérêts, de groupes et de classes sociales[4], qui ont cherché à exprimer leurs intérêts politiques sous la forme de normes juridiques. Cela explique les différences qui existent entre les projets juridiques publiés par les insurgés (Miguel Hidalgo y Costilla, José María Morelos y Pavón et Ignacio López Rayón) et les projets constitutionnels présentés par les députés des divers congrès constituants convoqués après la signature de l'Acte d'Indépendance de 1821.

Enfin, il est important de souligner la persistance de la culture juridique coloniale qui n'a pas pris fin avec la signature de l'Acte d'Indépendance. Si, une fois l'Indépendance déclarée, il a été difficile d'obtenir les codes civils et pénaux nationaux, il le serait encore plus de générer une nouvelle culture juridique dans laquelle l'« égalité juridique » et la « liberté » seraient les nouveaux axes de la vie sociale. L'inégalité juridique étant un élément du gouvernement de la Nouvelle-Espagne qui a duré 300 ans, les concepts d'égalité et de liberté ont revêtu un caractère distinct de celui qui s'est observé en Europe. En ce sens, il faut mentionner que les philosophes et juristes qui créaient les nouveaux textes constitutionnels ou les avocats qui plaidaient au moins jusqu'à la première moitié du XIXème siècle ont vécu cette transition. Un exemple que nous approfondirons plus tard est le cas du juriste Manuel Crescencio Rejón García y Alcalá, personnage fondamental de l'histoire des droits de l'Homme au Mexique, qui est né dans la communauté de Bolonchenticul, dans le Yucatán, le 23 août 1799, et qui s'est formé en philosophie et en droit dans le Séminaire San Ildefonso à Mérida, où il a achevé sa formation en 1829, quelques années après la signature de l'Acte d'Indépendance.

[4] Villoro, Luis, El proceso ideológico de la revolución de Independencia, UNAM, Mexique, 1977.

Ce travail propose d'expliquer la naissance et l'histoire de la procédure d'*amparo*, ainsi que la manière dont cette procédure s'est précisée au fil du temps avec la pratique juridique, depuis sa constitutionnalisation dans le Yucatán en 1841 jusqu'à sa mise en place définitive par le biais de l'article 107 de la Constitution politique des États-Unis mexicains de 1917. Néanmoins, la pratique de l'histoire du droit représente une série de complications importantes, la première et la plus importante étant la distance qui existe entre les méthodologies des analyses historiques et celles des analyses juridiques. Le langage juridique est technique et complexe, ce qui a tendance à rebuter les historiens et les membres d'autres disciplines. Par ailleurs, la lecture des actes et propositions juridiques est un défi de par la quantité de documents qui sont publiés et qui donnent lieu à de nombreux droits ou institutions juridiques qui s'établissent dans la vie politique des nations. En ce sens, le langage et les débats qui existent au sein de chaque congrès et qui aboutissent à l'adoption d'un article de loi ou d'un article de la Constitution, voire uniquement à l'adoption d'un paragraphe d'un article, impliquent l'analyse du contexte du débat, qui permettra de mieux connaître la décision des législateurs.

Malgré les apports qui peuvent être faits par le biais de l'étude de l'histoire critique du droit, il s'agit d'un espace encore peu exploré depuis les deux disciplines. Les historiens ont été maintenus à distance, par le langage technique du droit, de la possibilité de connaître les explications sociales et politiques de nombre de décisions juridiques et historiques qui ont été prises au sein des pouvoirs publics. D'autre part, ceux qui font de la recherche juridique manquent pour la plupart de la perspective historique et de sa rigueur méthodologique, et cela explique que les documents qu'ils élaborent présentent généralement les normes juridiques comme si elles étaient atemporelles. C'est pour cela que lorsqu'on cherche à expliquer une norme juridique en se basant sur l'histoire, on ne mentionne que la publication des documents les plus importants; et en se basant sur le droit, on ne mentionne que celui qui a promu une norme juridique, sans prendre en compte son contexte historique. Daniel Cosío Villegas, historien mexicain, président du Collège du Mexique (1957-1963) et fondateur du Fond de

Culture Économique en 1934, a été l'un des premiers intellectuels mexicains à avoir observé ce phénomène et à encourager les études historiques s'appuyant sur les outils juridiques[5]. Annick Lempérière, quant à elle, a souligné l'importance de comprendre le droit comme un fait social et politique, qui exprime et formalise les relations de pouvoir et qui aide à comprendre les problèmes sociaux et politiques mais aussi les décisions pratiques des pouvoirs publics:

> « Si l'on admet, d'une part, que dans les sociétés « occidentales » le droit est l'un des instruments du pouvoir, et d'autre part que l'un des objectifs du libéralisme est de limiter le pouvoir politique pour garantir les droits individuels, le fait d'observer le libéralisme dans le miroir du droit signifie ouvrir un questionnement sur une ample gamme de problèmes socio-politico-juridiques qui vont du concept général de gouvernement et de gouvernabilité aux pratiques les plus courantes des enceintes parlementaires, des bureaux de l'administration publique ou des tribunaux de province, en passant par les relations entre citoyens et représentants de l'autorité et par la manière dont se concrétisent - ou non - les droits individuels. »[6]

Ce travail propose d'expliquer l'histoire de la procédure d'*amparo* et les débats autour des droits de l'Homme depuis cette perspective critique. Néanmoins, comme on l'a souligné, l'un des défis de ce travail a été la sélection de documents juridiques et politiques qui permettent de connaître ces processus historiques. Après la guerre d'Indépendance, la quantité de propositions, documents et manifestes politiques est conséquente. De plus, les normes juridiques ont été adoptées depuis les divers espaces politiques qui se disputaient le pouvoir. C'est pour cela que la signature de l'Acte d'Indépendance en 1821 n'était pas suffisante pour qu'un nouvel ordre juridique commence à fonctionner. Il s'agit d'un

[5] Cosío Villegas, Daniel, *La Constitución de 1857 y sus críticos, México,* première édition, 1957. Première édition du Fond de Culture Économique (FCE), Mexique, 2013.
[6] Lempérière, Annick, « El liberalismo hispanoamericano en el espejo del derecho », dans *Revista de Historia del derecho,* no. 57, janvier-juin 2019, Instituto de Investigaciones de Historia del Derecho, Argentine. Page 120.

phénomène complexe que Carlos Garriga a nommé « pluralisme juridique », car les règles de l'époque de la vice-royauté y côtoyaient les efforts pour la création des nouveaux documents juridiques, des nouvelles normes et des nouvelles institutions[7]. C'est un processus complexe qui a affecté la vie de tous les citoyens et les ordres de gouvernement, car en attendant l'obtention de la stabilité politique, la vie quotidienne avait besoin de la certitude juridique pour continuer ; par exemple, un contrat d'achat/vente entre deux personnes exigeait une certaine sécurité légale, et à ce moment-là les grands pouvoirs de l'État se constituaient et se configuraient à peine, et il n'était donc pas possible de publier les premières lois. Un exemple de ce phénomène est la publication du Code Civil de Oaxaca, le premier code civil après l'indépendance, qui n'a été élaboré qu'en 1827, c'est-à-dire 6 ans après la signature de l'Acte d'Indépendance et 3 ans après la première Constitution politique. Il est fort probable que durant ces années certains contrats civils aient été signés, contrats qui rendaient nécessaire un code civil qui leur donne certitude juridique ; c'est pourquoi on a eu recours aux normes juridiques existantes à ce moment-là, bien qu'elles appartiennent au gouvernement de la vice-royauté. Selon Carlos Garriga, ce phénomène s'est étendu en Amérique latine jusqu'à la seconde moitié du XIX^{e} siècle, ce qui est notoire dans le cas mexicain avec la publication de la Constitution politique de 1857 et le travail du Congrès constitutionnel qui l'a élaborée tout au long d'une année.

Un autre défi qu'a rencontré cette recherche est le fait qu'on ne puisse pas étudier les droits de l'Homme au Mexique au XIX^{e} siècle sans analyser l'histoire de la procédure d'*amparo*, qui est l'institution née pour les défendre. En même temps, on ne peut pas connaître la procédure d'*amparo* sans connaître son processus de constitutionnalisation dans la République du Yucatán de 1841 et dans les débats constituants, qui l'ont intégrée aux Constitutions politiques nationales en 1847, 1857 et 1917. Il s'agit, en ce sens, d'une analyse parallèle : il faut à la fois explorer les débats constitutionnels sur les droits de l'Homme et étudier le développement de l'institution appelée *procédure d'amparo* à travers les lois et la pratique quotidienne.

[7] Garriga, Ibid.

Afin d'atteindre l'objectif d'expliquer le processus de naissance, de développement et de consolidation de la procédure d'*amparo* ainsi que les débats sur les droits de l'Homme, cette recherche est organisée en sept chapitres. Le premier d'entre eux, intitulé « Les droits de l'Homme et les premiers efforts constitutionnels (1812-1843) », a pour objectif de présenter brièvement un panorama de la manière dont, durant cette période, se sont présentées les premières ébauches des droits de l'Homme au Mexique. Il s'agit de montrer qu'au long des divers efforts constituants, il existe déjà certaines notions des droits de l'Homme, mais pas encore avec la solidité que l'on observera après la Constitution de la République du Yucatán de 1841. À travers ce chapitre, on peut également observer la manière dont il existe, dans le droit constitutionnel mexicain depuis son origine, une forte influence des institutions constitutionnelles de l'Espagne – comme la Constitution de Cadix –, de la France et des États-Unis. De plus, comme on pourra l'observer dans le chapitre, dès les premières propositions constitutionnelles l'*Habeas Corpus* anglais a été présent, figure juridique utilisée en Angleterre depuis le Moyen-Âge pour protéger la liberté des personnes et éviter les détentions arbitraires de la part des pouvoirs publics.

Le deuxième chapitre a pour objectif d'expliquer la naissance « constitutionnelle » de la procédure d'*amparo*, qui a émergé comme proposition institutionnelle lorsque le Yucatán s'est séparé du territoire national, fondant la République du Yucatán en 1840 et établissant dans sa Constitution de 1841 un moyen de protéger tous les droits de l'Homme qu'elle contenait, à travers la procédure d'*amparo*. Ce chapitre propose également d'expliquer comment, une fois la procédure d'*amparo* établie au Yucatán, celle-ci a circulé et est devenue une procédure nationale à travers le Congrès Constituant de 1846-1847, avec l'aide du yucathèque Manuel Crescencio Rejón y Alcalá, qui avait également été député constituant dans le Yucatán en 1841, et du natif de l'État de Jalisco Mariano Otero Mestas, qui a présenté un « vote particulier » qui contenait la procédure d'*amparo*.

Le troisième chapitre a pour objectif de présenter les débats sur les droits de l'Homme et la procédure d'*amparo* du Congrès Constitutionnel de 1856-1857,

qui a élaboré la Constitution politique publiée le 5 février 1857. Francisco Zarco, député constitutionnel et journaliste, s'est chargé d'informer quotidiennement la population mexicaine de ce qui se déroulait au sein du Congrès constitutionnel, publiant dans le journal *El siglo XIX* de longs comptes-rendus sur les propositions, les débats et les conclusions du Congrès constitutionnel. Ultérieurement, il a compilé tout ce travail dans une *Historia del Congreso Extraordinario Constituyente de 1856 y 1857* (*Histoire du Congrès extraordinaire constituant de 1856 et 1857*, en français), qu'il a publié en 1861 et qui est la source principale pour l'élaboration de ce chapitre. Le Congrès Constitutionnel de 1856-1857 a eu le mérite d'avoir débattu de presque toute la configuration des pouvoirs publics de manière détaillée, la répartition et la séparation territoriale des États, et il s'est chargé durant des mois d'analyser minutieusement les droits de l'Homme, d'élaborer de manière exhaustive une « Charte des droits de l'Homme » dans les premiers articles constitutionnels et d'établir de manière définitive la procédure d'*amparo*. Il s'agit d'un vaste débat, riche en questions sociales et humaines, digne des débats de l'époque, qui s'est achevé avec la publication de la Constitution politique le 5 février 1857.

La publication de la Constitution de 1857 est importante car elle a favorisé le fait que les institutions commencent à fonctionner de manière plus régulière. Néanmoins, la Constitution a fait face à d'importantes résistances et a rencontré, lorsqu'elle est entrée en vigueur, des problèmes pratiques. L'arrivée au pouvoir de Porfirio Díaz en 1877 a apporté une certaine stabilité qui a favorisé le débat juridique et politique, et a ainsi permis de préciser les institutions que le Congrès Constitutionnel avait adoptées. C'est pour ces raisons que le chapitre quatre, intitulé « Les droits de l'Homme et la première modernisation juridique » analyse les réformes de la Constitution de 1857 en divisant les réformes en deux étapes. La première, préalable à l'arrivée au pouvoir de Porfirio Díaz, et la seconde, qui grâce à la stabilité sociale de la « paix porfirienne » a amené les juristes à débattre sur la procédure d'*amparo* et à chercher à résoudre les problèmes pratiques découlant de la constante augmentation des procédures d'*amparo* dans tout le pays, par le biais de deux pratiques communes. La première, celle d'obliger les

ouvriers, les paysans et les jeunes hommes à intégrer les forces armées à travers les interventions militaires appelées « *gleba* » ; la deuxième, celle de l'abus, de la part des avocats, de la procédure d'*amparo* pour modifier les verdicts des tribunaux des États, ce qui empêchait que les jugements aboutissent à des verdicts définitifs et entravait le travail du pouvoir judiciaire des États.

Au-delà des débats constitutionnels et des débats juridiques qui ont eu lieu au sujet des droits de l'Homme, il est important de savoir comment la procédure d'*amparo* a été utilisée par les Mexicains. En raison de la séparation entre l'histoire et le droit mentionnée précédemment, les recherches sur la procédure d'*amparo* au cours de cette période se sont limitées à chercher et à étudier des cas particuliers. En d'autres termes, elles se sont axées sur le fait de trouver le premier recours concédé ainsi que la première procédure d'*amparo* présentée devant les tribunaux. Néanmoins, en 2005 la Cour Suprême de Justice de la Nation a créé 36 *Maisons de la Culture juridique* dans tout le pays pour donner une formation juridique au grand public et pour sauvegarder ses archives historiques. Par conséquent, l'œuvre documentaire que ces 36 Maisons protègent représente une inestimable source d'information sur l'exercice des droits et sur l'exigence de leur protection et les revendications de justice au Mexique au XIXème siècle. Par ailleurs, il existe à Mexico un Centre de documentation et d'analyse de la Cour Suprême de Justice de la Nation, qui conserve un patrimoine documentaire sur les procès ayant eu lieu dans cette ville. Malgré la richesse de ces archives, la recherche de cas particuliers ainsi que de procédures d'*amparo* de personnages historiques a prédominé. Il y a donc peu d'exploration sur l'ensemble des procès en général, et des procédures d'*amparo* en particulier, qui se sont suscités depuis la constitutionnalisation de l'institution en 1841 dans le Yucatán et en 1847 au niveau national. Dans ce contexte, le chapitre cinq, intitulé « Les lois sur l'*amparo* et l'usage social de l'institution », présente les trois lois sur l'*amparo* qui étaient en vigueur à l'époque et qui donnaient des précisions sur l'institution (1861, 1869 et 1882), avant de présenter une analyse des divers usages de la procédure durant ses premières décennies d'existence, sans pour autant oublier certains cas pertinents de son histoire. Ainsi, le chapitre explique le procedure judiciaire connue

comme *Amparo Valley* et la procedure connue comme *Amparo Verástegui*, nommés d'après le nom du demandeur et considérés comme les premières procédures d'*amparo*, mais aussi les recours d'*amparo* présentés par les frères Flores Magón, par Francisco I. Madero et par Emiliano Zapata, personnages clés de la Révolution mexicaine.

D'autre part, il est important de souligner que durant une recherche sur les antécédents en Nouvelle-Espagne de la procédure d'*amparo*, Andrés Lira, chercheur éminent du Collège du Mexique, a trouvé des recours d'*amparo* datant d'avant la révolution d'indépendance de 1810. Les découvertes d'Andrés Lira sont importantes, non seulement parce qu'elles confirment la thèse de Garriga sur le pluralisme juridique, mais aussi parce qu'elles montrent que les institutions sont le fruit d'un long processus de réflexion politique et sociale. En ce sens, les découvertes d'Andrés Lira ainsi que ses conclusions sont présentées dans ce chapitre bien qu'elles ne correspondent pas à la période de post-indépendance et de post-constitutionnalisation de la procédure d'*amparo* (1841 dans le Yucatán et 1847 à niveau national), car elles facilitent la compréhension du phénomène social de quête de justice à travers le recours à l'*amparo*, terme qui est synonyme de protection, en d'autres termes, de protection face aux injustices ou de protection des droits de l'Homme.

Avec l'éclatement de la révolution mexicaine en 1910, une nouvelle période de convulsion sociale débute. Elle ne commencera à se stabiliser qu'en 1915, avec la publication des lois préconstitutionnelles de Venustiano Carranza et l'appel à un Congrès constituant en 1916, convoqué non pas pour élaborer une nouvelle Constitution politique, mais pour réformer la Constitution de 1857. À ce nouveau Congrès constitutionnel s'intégreront d'autres groupes sociaux, qui ont réussi à traduire leurs revendications en droits. Malgré le peu de temps accordé au Congrès constitutionnel pour réformer la Constitution (du 1er décembre 1916 au 31 janvier 1917), son travail a été considérable et passionnant et on y a débattu de nouveau des droits de l'Homme et de la procédure d'*amparo*, ainsi que des propositions de nouveaux droits, bien entendu. C'est pour cela que le sixième chapitre présente la formation du Congrès constitutionnel de 1916-1917 et la

manière dont on a débattu et redéfini les droits de l'Homme qui avaient déjà été établis dans la Constitution de 1857. On ne rendrait pas justice à ce Congrès constitutionnel et à la Constitution de 1917 si on laissait de côté les débats sur les « droits sociaux », qui sont, en fin de compte, ceux qui lui ont donné ce prestige qui a perduré au long d'un siècle et qui en ont fait la première Constitution sociale du monde. Bien qu'il ne s'agisse pas à proprement parler de « droits de l'Homme » ou de « garanties individuelles », les droits sociaux établis dans la Constitution de 1917 ont octroyé une « personnalité juridique » aux communautés agricoles, aux propriétés collectives agricoles (appelées « *ejidos* »), ainsi qu'aux syndicats. Dès lors, ces sujets collectifs ont acquis la capacité de présenter un recours d'*amparo* dans le cas où ils verraient leurs droits violés par les autorités publiques. Cela est aussi l'objectif du chapitre VI : savoir comment ont été débattus et créés les droits sociaux de la Constitution politique de 1917, droits qui lui ont donné cette caractéristique sociale. Il s'agit d'expliquer la manière dont les articles 27 et 123 ont été discutés et adoptés, attribuant ainsi à la Constitution un caractère radical en intégrant les revendications des paysans, des communautés agricoles et des syndicats. C'est un chapitre conséquent car l'histoire de ces articles est extraordinaire et n'a pas seulement exigé des débats lors des sessions du Congrès constitutionnel, mais aussi des réunions hors de l'espace où l'on débattait les réformes, ainsi que des voyages en Europe et aux États-Unis pour documenter les progrès législatifs d'autres pays.

Enfin, le chapitre VII de ce travail analyse la transformation des « droits de l'Homme » en « garanties individuelles » au sein de ce même Congrès constitutionnel de 1916-1917, ainsi que la manière dont on a analysé et débattu la procédure d'*amparo*, qui a conduit à l'élaboration d'un article spécifique qui la détaille : l'article 107. La conclusion de ce chapitre souligne que le débat sur la procédure d'*amparo* et sur les droits de l'Homme n'a pas pris fin avec l'adoption de l'article 107 de la Constitution de 1917. Il existe d'autres débats en-dehors de la période étudiée dans ce travail : par exemple, la manière dont le Mexique a proposé à l'Organisation des Nations Unies (ONU), en 1946, que la procédure d'*amparo* soit intégrée à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme publiée

en 1948, mais aussi la déclaration des archives historiques de la Cour Suprême de Justice de la Nation comme Patrimoine documentaire de l'humanité en 2017 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). En ce sens, le chapitre s'achève par une brève explication de ces évènements pour montrer qu'il reste encore beaucoup à étudier au sujet de cette institution particulière qui défend les droits de l'Homme depuis 1841 dans le Yucatán, et depuis 1847 dans l'ensemble du territoire mexicain.

En ce qui concerne l'historiographie existante, il est important de souligner l'existence des livres et des articles scientifiques qui expliquent certains moments de l'histoire de l'institution, tels que l'analyse et la récupération historique des premiers *amparos* accordés, ou les débats soulevés par la question de savoir si la procédure *d'amparo* devait être résolue par un jury populaire ou par le système judiciaire, entre autres. En ce sens, il est possible d'affirmer qu'il existe une vaste bibliographie sur les différents moments au cours desquels l'institution s'est consolidée; cependant, la grande majorité ne traite que des moments spécifiques de son histoire (sa constitutionnalisation en Yucatán en 1841, sa constitutionnalisation au niveau nationale en 1847, la première procédure *d'amparo* au Mexique, etc.) sans pour autant analyser plus largement sa création et sa consolidation au Mexique. D'autre part, il ne serait pas possible de comprendre sa naissance et sa consolidation sans connaître les usages que la société mexicaine a donnés à l'institution au cours de ses premières décennies d'existence sous le droit positif mexicain. En ce sens, les archives historiques de la Cour Suprême de Justice de la Nation, en particulier celles qui se trouvent au Centre de documentation et d'analyse localisé à Mexico, ont été une source très utile pour savoir quelles autorités et quels actes de l'autorité étaient les plus contestés au travers de la procédure d'*amparo,* parce que considérés comme transgressant les droits de l'homme. Ces archives nous permettent également de savoir qui étaient les promoteurs des processus judiciaires et leurs lieux de résidence, entre autres éléments fondamentaux pour la connaissance de l'institution. Les archives historiques de la Cour Suprême de Justice de la Nation

sont encore peu explorées et constituent une source fondamentale pour comprendre la société mexicaine et ses institutions. Ce travail utilise également les différentes opinions et « votes particuliers » des députés constituants, qui ont débattu et affiné la manière dont les droits de l'homme devaient être défendus au Mexique. Ces opinions se retrouvent dans les actes des différents Congrès Constituants qui ont débattu sur l'institution, et peuvent être utilisés intégralement pour comprendre la réflexion des députés constituants à propos de ce sujet.

Finalement, il est important de souligner que tout au long de ce document, le nom en espagnol de la procedure d'*amparo* est respecté, en tant que jugement de protection des droit de l'homme. Il s'agit d'une institution qui est née dans le cadre des débats sur les droits de l'homme au Mexique, et il n'y a donc aucune institution identique en France. Bien qu'il existe des figures juridiques similaires en France et dans d'autres parties du monde, la procedure judiciaire d'*amparo* est née et s'est développée dans le contexte des débats mexicains sur la protection des droits de l'homme et par conséquent, il est important de respecter le nom d'origine.

I. Les droits de l'Homme dans les premiers documents constitutionnels du Mexique indépendant

L'objectif de ce chapitre est de connaître la manière dont ont été élaborés les droits de l'Homme durant les premiers efforts constitutionnels du Mexique après le début du processus d'indépendance. Pour atteindre cet objectif, le chapitre se divise en deux parties. La première présente les projets constitutionnels élaborés durant la lutte indépendantiste. Il s'agit de « Elementos Constitucionales » (« Éléments constitutionnels ») d'Ignacio López Rayón de 1811, de « Sentimientos de la Nación » (« Sentiments de la nation ») de José María Morelos y Pavón de 1813 et du contenu de la Constitution d'Apatzingán de 1814.

La seconde partie présente le contenu des premières Constitutions du Mexique après l'indépendance et la façon dont on y a présenté les droits de l'Homme. Il s'agit de l'étude des droits de l'Homme de la Constitution de 1824, des Bases constitutionnelles et des sept lois constitutionnelles adoptées entre 1835 et 1836 ainsi que des Fondements organiques de 1843.

Comme on le verra dans ce chapitre, les droits de l'Homme apparaissent dans tous ces documents mais de manière balbutiante, sans la création d'un chapitre spécifique les concernant et sans aucune mention d'une procédure pour les défendre, au-delà de l'effort pour y intégrer l'« Habeas Corpus » anglais.

1. Les premiers efforts constituants et les « droits de l'Homme » au Mexique

Dès les premiers documents élaborés par les rebelles après le début de la Guerre d'Indépendance, on peut observer des éléments de la nouvelle configuration constitutionnelle du Mexique indépendant, ainsi que les premières réferences concernant les droits des habitants et citoyens de la république naissante. Néanmoins, il ne faut pas oublier que les aspirations politiques et sociales de ceux qui ont débuté et

dirigé la révolte populaire d'indépendance à partir de 1810 (Miguel Hidalgo y Costilla, José María Morelos y Pavón, Ignacio López Rayón et Vicente Guerrero, entre autres) et de ceux qui ont pris le pouvoir et ont commencé à construire les nouvelles institutions politiques sous la direction de Agustín Iturbide (ancien chef militaire royaliste qui a changé de position politique en observant l'imminence du triomphe révolutionnaire), connus sous le nom de *criollos*, ont été très différentes[1].

Les aspirations *radicales* des chefs révolutionnaires, tout comme les institutions des *criollos*, dénotent une forte influence du libéralisme éclairé français et de ce qui est connu comme le projet du *despotisme éclairé* de la couronne espagnole. Ainsi, les idées des Lumières ont été très présentes au sein des deux projets, ce que l'on peut observer dans les documents politiques et juridiques qui ont été publiés. Nous présenterons ci-après les éléments centraux de ces documents afin d'observer la présence de ce que l'on appelait à l'époque les « droits de l'Homme » dans trois documents rédigés par les insurgés de la Révolution d'Indépendance : *Elementos constitucionales* (« Éléments constitutionnels » en français) de 1811, *Sentimientos de la Nación* (« Sentiments de la nation » en français) de 1813 et *Constitución de Apatzingán* (« Constitution d'Apatzingán » en français) de 1814.

Le premier projet est un document relativement oublié de l'histoire constitutionnelle du Mexique, il s'agit de *Elementos constitucionales* (« Éléments constitutionnels »), écrit par l'insurgé Ignacio López Rayón en 1811. En pleine révolution, López Rayón a assumé la tâche de proposer un projet de constitution politique qu'il a présenté à José María Morelos y Pavón et qu'il a fait circuler au sein du territoire de la Nouvelle Espagne. Néanmoins, López Rayón a peu après regretté son contenu car il l'a considéré incomplet. *Elementos constitucionales* soulignait dans son article 5 que la souveraineté naissait au sein du peuple et résidait en Ferdinand VII. Quant aux droits de l'Homme, l'article 29 a déclaré la liberté absolue d'impression en matière scientifique et politique, a interdit la torture et a proposé l'utilisation de l'*Habeas Corpus* anglais comme protection du droit à la liberté :

[1] Villoro, Luis, *El proceso ideológico de la revolución de Independencia, UNAM,* Première réimpression, Mexique, 1977.

> « Art. 31 Chacun sera respecté chez soi comme dans un asile sacré, et gèrera ses affaires avec la largesse ou les restrictions dictées par les circonstances, la renommée loi *Habeas Corpus d'Angleterre* »[2]

L'article 1 de *Elementos Constitucionales* a établi que la religion catholique était la seule permise, sans tolérance à aucune autre, l'article 24 a interdit l'esclavage, l'article 25 a établi l'égalité entre les personnes, l'article 29 a souligné la liberté « absolue » d'impression et l'article 32 a interdit la torture. Le juriste et historien du droit Felipe Tena Ramírez a souligné que bien que López Rayón ait regretté sa proposition de *Elementos constitucionales* et l'ait retirée car incomplète selon lui, cette dernière a exercé une forte influence sur les idées de Morelos, et surtout, pour encourager à la création d'une Constitution[3].

Deux ans plus tard, en 1813, José María Morelos y Pavón a publié les *23 Points de Morelos pour la Constitution*, également connus comme *Sentimientos de la Nación* (« Sentiments de la nation ») : il s'agit de l'un des documents fondamentaux pour comprendre les aspirations des dirigeants de la Révolution d'Indépendance débutée en 1810.

Ce document déclare « l'Amérique libre et indépendante de l'Espagne et de toute autre nation »[4], établit la religion catholique comme la seule permise au sein du territoire américain[5] et propose un élément central de l'État mexicain contemporain, qui est celui de la « souveraineté populaire » :

---

[2] López Rayón, Ignacio, « Elementos Constitucionales », dans Tena Ramírez Felipe (compilateur), *Leyes fundamentales de México,* Porrúa, Mexique, P- 26. [Version originale en espagnol : Art. 31. Cada uno se respetará en su casa como en un asilo sagrado, y se administrará con las ampliaciones, restricciones que ofrezcan las circunstancias, la célebre ley *Corpus haveas de la Inglaterra*].

[3] Felipe Tena Ramírez a réalisé une compilation des Constitutions politiques du Mexique ainsi qu'une sélection de certains des documents déterminants de l'histoire constitutionnelle du pays, et a expliqué l'importance de ces documents dans une introduction à chacun d'entre eux. Cette compilation de Tena Ramírez est une œuvre centrale dans l'étude de l'histoire constitutionnelle du Mexique.

[4] Morelos y Pavón, José María, « Los Sentimientos de la Nación de 1813 », dans Tena Ramírez, Felipe, *Leyes fundamentales de México,* Porrúa, Mexique, p. 29.

[5] Ibíd. P. 29.

> « Article 5. La souveraineté émane immédiatement du peuple, qui ne souhaite que la remettre au Congrès suprême national américain, composé de représentants des provinces en nombre égal »[6]

L'article 12 est le plus important du *corpus* de *Sentiments de la nation* car il souligne l'importance de réduire les effets des inégalités et de la pauvreté, qui ont été l'une des causes de l'éclatement de la Révolution de 1810 :

> « Comme la bonne loi est supérieure à l'homme, celles dictées par notre Congrès doivent être telles qu'elles obligent à la constance et au patriotisme, modèrent l'opulence et l'indigence, de manière à ce que le salaire journalier du pauvre soit augmenté, que ses coutumes s'améliorent en éloignant l'ignorance, le vol et le larcin »[7]

L'article 15 de ce document, quant à lui, a établi l'interdiction de l'esclavage et de la distinction de castes, ce qui est aujourd'hui connu comme *l'égalité juridique*, et l'article 17 a souligné l'importance du respect de la propriété privée : « Les propriétés de chacun seront conservées et sa maison sera respectée comme dans un asile sacré, et les infractions seront punies »[8].

Cette intention de modérer les inégalités, tout comme l'interdiction de l'esclavage, sont deux éléments de grande importance du constitutionnalisme naissant car ils sont en avance sur leur époque. D'une part, réduire les inégalités n'était pas l'intention du libéralisme de l'époque, et quand à l'interdiction de l'esclavage, il s'agit de l'un des premiers documents du continent à l'établir.

---

[6] Ibíd. P. 29. [Version originale en espagnol : Art. 31 Cada uno se respetará en su casa como en un asilo sagrado, y se administrará con las ampliaciones, restricciones que ofrezcan las circunstancias, la célebre ley *Corpus haveas de la Inglaterra].*

[7] Ibíd. P. 30. [Version originale en espagnol : Que como la buena ley es superior a todo hombre, las que dicten nuestro Congreso deben ser tales, que obliguen a constancia y patriotismo, moderen la opulencia y la indigencia, y de tal suerte se aumente el jornal del pobre, que mejores sus costumbres alejando la ignorancia, la rapiña y el hurto].

[8] Ibíd. P. 30. [Version originale en espagnol : Que a cada uno se le guarden sus propiedades y respete su casa como en un asilo sagrado, señalando penas a los infractores].

Comme on l'observe dans les paragraphes précédents, *Sentiments de la nation* contient déjà les premiers éléments du constitutionnalisme mexicain, c'est-à-dire, la souveraineté populaire, l'égalité juridique, la recherche de la réduction de l'inégalité sociale et le respect de la propriété privée. Selon l'historien du droit Jorge Sayeg Helú, il s'agit d'un mélange des aspirations libertaires révolutionnaires et des idées du libéralisme dominant en Europe, qui engendrent les premières institutions du libéralisme mexicain[9].

José María Morelos y Pavón a lu *Sentiments de la nation* devant le Congrès d'Anáhuac, qui a été convoqué par les insurgés dans l'intention d'élaborer une Constitution politique. Le Congrès d'Anáhuac a déclaré l'Indépendance, aboli l'esclavage, ordonné la répartition des terres et élaboré le *Décret constitutionnel pour la liberté de l'Amérique mexicaine*, qu'il a publié le 22 octobre 1814.

Le *Décret constitutionnel pour la liberté de l'Amérique mexicaine*, connu également comme *la Constitution d'Apatzingán*, est le premier effort pour créer une Constitution, en pleine guerre d'Indépendance. Rédigé par les dirigeants de la rébellion, il s'agit d'un document élaboré de manière itinérante, pendant que les armées rebelles luttaient contre l'armée royaliste. D'importants dirigeants de la lutte indépendantiste ont participé à son élaboration, à l'exception de Miguel Hidalgo y Costilla, qui avait été capturé et fusillé en 1811. L'historien Ernesto de la Torre Villar a souligné le fait qu'une grande partie des signataires avaient participé dès le début à la guerre d'insurrection et qu'ils « possédaient tous une solide préparation, avaient été formés en droit canonique, théologie et droit »[10].

Ce document de 242 articles a représenté le premier effort de création d'une Constitution élaborée par les dirigeants des groupes rebelles et elle est entrée en vigueur dans les zones où ceux-ci gouvernaient, c'est-à-dire dans les territoires qu'ils gagnaient, ce qui a amené Ernesto de la Torre Villar à affirmer : « il est réellement entré en vigueur, bien qu'avec des limites temporelles et spatiales liées aux circonstances »[11]

[9] Sayeg Helú, Jorge, El Constitucionalismo social mexicano, tome 1, Instituto Nacional de Estudios Históricos de la Revolución Mexicana, Mexique, 1987.
[10] De la Torre Villar, Ernesto, *La génesis del poder judicial en México,* UNAM, 1985, P. 43 et 44.
[11] Ibíd.

La *Constitution d'Apatzingán* a maintenu la religion catholique comme l'unique, ainsi que l'idée d'une souveraineté qui émane du peuple[12] et a instauré le droit des citoyens à établir le type de gouvernement qui leur convient, et à le modifier ou à l'abolir si cela était nécessaire.[13] Ce précepte a perduré à travers les différentes Constitutions mexicaines et on le retrouve aujourd'hui dans l'article 39 de la Constitution en vigueur, connu comme le droit du peuple mexicain à modifier la manière dont il est gouverné[14].

Concernant le thème des droits des citoyens, la Constitution d'Apatzingán a établi un chapitre intitulé *Égalité, sécurité, propriété et liberté des citoyens.* Dans ce chapitre, l'article 24 souligne que le bonheur, l'égalité, la sécurité, la propriété et la liberté étaient les droits des citoyens et que le but des institutions politiques était de les conserver :

> « Article 24. Le bonheur du peuple et de chaque citoyen consiste à jouir d'égalité, de sécurité, de propriété et de liberté. La préservation intégrale de ces droits est l'objectif de l'institution des gouvernements et elle est l'unique but des associations politiques »[15]

Il s'agit de l'une des premières rédactions qui présentent les droits des personnes au sein de la nouvelle nation et parallèlement, on observe dans les articles 27 et 28 une première ébauche des limitations des pouvoirs publics, créant ainsi ce qui a été nommé la *garantie sociale*, c'est-à-dire, une limitation de l'abus de pouvoir à l'encontre des citoyens*:*

---

[12] Congreso de Anáhuac, « Constitución de Apatzingán de 1814 », article 5, dans Tena Ramírez Felipe (compilateur), *Leyes fundamentales de México,* Porrúa, Mexique, p.33.

[13] Ibíd. « Comme le gouvernement n'est instauré pour l'honneur ou l'intérêt particulier d'aucune famille, d'aucun homme ou d'aucune classe d'hommes ; mais pour la protection et la sécurité générale de tous les citoyens, unis volontairement en une société, ces derniers ont le droit incontestable d'établir le gouvernement qui leur convient le plus, de l'altérer, de le modifier et de l'abolir totalement, quand leur bonheur l'exige ».

[14] La redaction actuelle (2021) de l'article 39 de la Constitution politique de 1917 souligne : « La souveraineté nationale réside essentiellement et originellement dans le peuple. Tout pouvoir public émane du peuple et est instauré pour le bénéfice de ce dernier. Le peuple possède à tout moment le droit inaliénable d'altérer ou de modifier la manière dont il est gouverné ». Cette rédaction a été maintenue depuis son approbation originelle en 1917.

[15] Congreso de Anahuac, « La Constitución de Apatzingán de 1814 », Article 24, dans Ramírez Felipe (compilateur), *Leyes fundamentales de México,* Porrúa, Mexique, P. 334. [Version originale en espagnol : Artículo 24. La felicidad del pueblo y de cada uno de los ciudadanos consiste en el goce de la igualdad, seguridad, propiedad y libertad. La íntegra conservación de estos derechos es el objetivo de la institución de los gobiernos y el único fin de las asociaciones políticas].

> « Article 27. La sécurité des citoyens consiste en une garantie sociale : celle-ci ne peut exister que si la loi établit les limites des pouvoirs et la responsabilité des fonctionnaires publics.
> Article 28. Les actions exercées à l'encontre d'un citoyen sans les formalités de la loi sont tyranniques et arbitraires »[16]

Cette *garantie sociale* est basée sur l'idée d'établir des limites au pouvoir et des responsabilités aux fonctionnaires publics qui abuseraient de leur pouvoir. Ainsi, l'établissement dans l'article 24 du bonheur comme objet des institutions et les limitations du pouvoir établies par la *garantie sociale* des articles 27 et 28, ont créé la configuration de l'exercice des droits de l'Homme au Mexique et des limites de l'État face aux citoyens. Ernesto de la Torre a souligné que selon la rédaction de ces articles, on peut observer que les rebelles et les rédacteurs de la Constitution d'Apatzingán de 1814 connaissaient les pensées de Locke, Hume, Paine, Burke, Montesquieu, Rousseau, Bentham et Jefferson :

> « De manière doctrinale, les membres du Congrès constituant de 1814 étaient au fait des pensées politiques et juridiques découlant des Lumières. Ils connaissaient l'œuvre des encyclopédistes et des libéraux du début du XIXème siècle ainsi que les idées de Vittoria, Soto, Cano, du père Las Casas et du père Suarez »[17]

De la Torre signale qu'il s'agit de « sources légales », c'est-à-dire que l'on peut observer l'influence juridique dans l'élaboration de ce document : la Déclaration d'indépendance américaine de 1776, la Constitution française de 1791, l'Acte constitutionnel de 1793 rédigé par Robespierre, la Constitution de la République française de 1795, et la Constitution de Cadix de 1812. Le juriste Emilio Rabasa, quant à lui, souligne qu'il s'agit d'un document progressiste, car il contient des éléments de la

[16] Ibíd. P. 34.
[17] Rabasa, Emilio, « Análisis jurídico » dans Galeana, Patricia, *México y sus constituciones*, FCE, Mexique, 1999, P. 39.

Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 (France) et des amendements américains :

> « La Constitution d'Apatzingán possédait deux éléments pertinents notoires : d'une part, on y établissait de manière claire et ordonnée les garanties individuelles, ce qu'on appelle les libertés ou les droits de l'Homme, comme la sécurité, la propriété ou la liberté. Il s'agissait certes d'une copie de ce qui avait été dit en France dans la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen et se trouvait par ailleurs déjà dans les dix premiers amendements constitutionnels des États-Unis, mais c'était malgré tout un document progressiste »[18]

La Constitution d'Apatzingán créait le *Tribunal suprême de justice de l'Amérique mexicaine* qui a été installé à Ario, dans l'État de Michoacán, en 1815, et a reçu les premières requêtes de justice du Mexique indépendant, provenant des villages de Ario, Santa Clara del Cobre et d'autres communautés de l'État de Mexico et de celui de Guerrero.[19] Néanmoins, la Constitution d'Apatzingán et le Tribunal d'Ario ont seulement existé durant la période de la Révolution, puisque l'Indépendance n'était pas encore acquise et qu'ils n'ont en réalité fonctionné que très peu de temps en tant qu'institutions. De cette manière, entre l'éclatement de la guerre d'Indépendance (1810) et la première Constitution formelle de l'État mexicain (1824), trois projets de Constitution ont existé : *Éléments constitutionnels* (1811), *Sentiments de la nation* (1813) et la *Constitution d'Apatzingán* (1814), projets qui montrent quelles institutions on a envisagé d'instaurer pour le nouvel État mexicain et comment on pensait et établissait les droits de l'Homme dans ces documents.

[18] Rabasa, Emilio, « Análisis jurídico » dans Galeana, Patricia, *México y sus constituciones*, FCE, Mexique, 1999, P. 90- 91.
[19] Court Suprême de Justice de la Nation, *Las resoluciones judiciales que han formado a México,* Tome 1. P. 37. Mexique. . Disponible à l'adresse suivante : http://sistemabibliotecario.scjn.gob.mx/sisbib/CST/78111/78111_2.pdf
Consulté le 10 janvier 2019.

Tableau 1. Projets constitutionnels antérieurs à la première Constitution du Mexique

Document	Année	Auteurs	Éléments à noter
Eléments Constitutionnels	1811	Ignacio López Rayón	• Établit la liberté absolue d'impression en matière scientifique et politique. • Établit le droit au respect du foyer. • Récupère l'*Habeas Corpus* anglais. • Interdit la torture et en fait un acte injustifiable. • Religion catholique unique sans tolérance à aucune autre
Sentiments de la nation	1813	José María Morelos y Pavón	• Cherche à modérer l'opulence et l'indigence (inégalité) • Interdiction de l'esclavage. • Respect de la propriété privée • Interdit la distinction de castes Religion catholique unique sans tolérance à aucune autre
La Constitution d'Apatzingán	1814	José María Morelos y Pavón, José Maria Liceaga, José Maria Cos, Remigio de Yarza, Ignacio López Rayón, Manuel Sabino Crespo, Andrés Quintana Roo, Carlos María de Bustamante et Antonio Sesma.	• Cherche à réduire les effets des inégalités et de la pauvreté • Établit que l'égalité, la sécurité, la propriété et la liberté sont des droits des citoyens • Crée le concept de sécurité sociale : établit des limites à l'exercice du pouvoir et des responsabilités pour les fonctionnaires publics qui en abusent. • Droit du peuple à décider de son type de gouvernement Religion catholique unique sans tolérance à aucune autre

Source : élaboration prope

Dans ces projets constitutionnels on observe l'influence des idées des Lumières et de la Révolution française, ainsi que les premières notions de la mise en place des droits de l'Homme, que ce soit dans la proposition faite par Ignacio López Rayón de reprendre l'*Habeas Corpus* anglais, dans la modération de l'opulence et de l'indigence ou dans le respect de la propriété privée soulignés dans *Sentiments de la nation* ainsi que le concept de *garantie sociale* proposé par la Constitution d'Apatzingán de 1814.

Il est important de souligner que durant les évènements indépendantistes en Nouvelle-Espagne, sur le territoire européen de la Monarchie espagnole, on élaborait une Constitution politique avec des représentants des colonies espagnoles. Il s'agit de la *Constitution politique de la monarchie espagnole* de 1812, connue comme la *Constitution de Cadix*, publiée en Espagne le 19 mars 1812 et en Nouvelle-Espagne le 30 septembre de la même année. Cette Constitution est importante dans l'histoire

constitutionnelle mexicaine, non seulement parce qu'elle a été en vigueur sur le territoire de la Nouvelle-Espagne, mais aussi parce qu'elle a eu une influence de taille sur la rédaction de la première Constitution politique du Mexique qui date de 1824.

Le Parlement (*Cortes de Cadix*) qui a élaboré la *Constitution de Cadix* de 1812 comportait des représentants des provinces et colonies espagnoles. Jose Barragán souligne que 21 députés ont représenté le territoire de ce qui est aujourd'hui le Mexique, dont des ecclésiastiques, des avocats, des militaires, des commerçants et des fonctionnaires[20]. La participation de ces députés diffère beaucoup d'un cas à l'autre ; ainsi, alors que certains députés se sont à peine présentés, d'autres ont été d'actifs participants et ont fait des propositions pour l'élaboration de cette Constitution. Il convient de souligner la participation de José María Couto e Ibea, représentant de la province de Guadalajara, qui a participé à la *Commission de la liberté d'impression*, et celle de José Miguel Gordoa y Barrios, représentant de Zacatecas, qui sera député du Congrès constituant de l'État de Zacatecas en 1823, à son retour au Mexique.

Soulignons également la participation de José Miguel Guridi y Alcocer, qui a représenté la province de Tlaxcala et a même été président du Parlement de Cadix, où il a proposé que le royaume d'Espagne soit une Fédération. Une fois actée l'Indépendance du Mexique, Guridi a fait partie du groupe qui a signé l'Acte d'Indépendance du 28 septembre 1821, et ultérieurement il a participé comme député du premier Congrès constituant du Mexique en 1822, et du deuxième Congrès constituant, qui a rédigé l'Acte constituant des États-Unis mexicains publié le 31 janvier 1824 et la première Constitution politique du Mexique, publiée le 4 octobre 1824 :

> « Sa participation au sein de ces Cours [de Cadix] est souvent qualifiée de remarquable, de par l'intensité et la longueur de ses participations ainsi que les vastes connaissances qu'il démontre, toujours prêt à défendre les droits des Américains : « Les Américains, tant les Espagnols que les autochtones, et

[20] Barragán, José, *Los diputados novohispanos en las Cortes de Cádiz,* Instituto de Investigaciones Jurídicas de la UNAM- Senado de la República, Mexique, 2013, Disponible à l'adresse suivante : https://archivos.juridicas.unam.mx/www/bjv/libros/8/3525/5.pdf Consulté le 1er février 2019.

que les enfants de ces deux classes, ont la même opportunité d'emploi et de destin que les Espagnols européens. »[21]

Il convient de souligner également la participation d'Antonio Joaquín Pérez Martínez, qui a représenté Puebla et a intégré à son retour le Plan d'Indépendance d'Agustín de Iturbide, signant lui aussi l'Acte d'Indépendance et accompagnant Iturbide dans son projet impérial.

Enfin, n'oublions pas le nom de José Miguel Ramos Arizpe, député au sein des Cours en représentation de Coahuila. Au sein des Cours, Ramos Arispe a défendu le gouvernement représentatif et l'élimination des castes sociales. À son retour au Mexique, il a participé au second Congrès constituant du Mexique de 1823-1824, à la rédaction de l'Acte constituant des États-Unis mexicains de 1824 et a fait partie de la Commission de Constitution qui a rédigé la première Constitution politique du Mexique, publiée la même année.

2. Les premières Constitutions politiques et les droits de l'Homme au Mexique

Une fois l'Indépendance actée avec la signature de O'Donojú et Agustín de Iturbide en 1821, le nouveau pays devait commencer à publier ses premières normes juridiques et surtout sa Constitution politique, ce qui n'a pas été simple compte tenu de la diversité des intérêts politiques et des propositions juridiques ainsi que de l'étendue du territoire mexicain.

La signature, en 1821, de l'Acte d'Indépendance a inauguré une période extrêmement complexe de l'histoire du Mexique car le pays ne connaîtrait de nouveau une relative stabilité politique qu'en 1867, avec la défaite de Maximiliano de Habsburgo et du groupe d'intellectuels qui l'avaient invité au pouvoir. Cette période, caractérisée par l'instabilité sociale et durant laquelle ont eu lieu une multitude de soulèvements militaires, de projets constitutionnels et de tentatives de coup d'État, possède diverses

[21] Ibíd. P. 71.

interprétations ; néanmoins, l'une de celles qui expliquent le mieux ce processus historique est celle d'Edmundo O'Gorman, qui souligne qu'entre 1821 et 1867 deux grands projets politiques se disputent le pouvoir : la république et la monarchie [22]. Selon O'Gorman, les deux projets étaient réalisables mais comportaient également de sérieuses difficultés à leur réalisation : la république avait comme principale difficulté les relations sociales héritées de la Nouvelle-Espagne, et la monarchie manquait d'une histoire légitime au sein du territoire national pour y imposer un roi. De plus, selon O'Gorman, le débat entre le fédéralisme et le centralisme était un faux débat, car ceux qui encourageaient la monarchie s'étaient placés du côté du centralisme, alors que ceux qui soutenaient la république avaient pris le parti du fédéralisme, bien que la monarchie tout comme la république, auraient tout aussi bien pu être centralistes ou fédéralistes.

Ainsi, une manière de comprendre les conflits et les soulèvements populaires qui ont surgi entre 1821 et 1867, ainsi que les projets constitutionnels qui ont eu lieu dans ce contexte, est de les envisager comme faisant partie de ce débat. Le tableau suivant permet d'observer la manière dont ce débat s'est exprimé dans les Constitutions et les documents constitutionnels qui ont été en vigueur au XIXème siècle :

Tableau 2. Constitutions politiques mexicaines en vigueur au XIXème siècle (1824-1857)

Document	**Temps relatif en vigeur**	**Caractéristiques**
Constitution de 1824	1824- 1834	• Établit la république • Fruit du deuxième Congrès constituant • Souligne l'intolérance religieuse
Bases constitutionnelles et Sept lois constitutionnelles	1835- 1843	• Établit le centralisme politique • Crée le Pouvoir suprême conservateur • Provoque la menace de séparation de plusieurs État et c'est l'argument juridique pour l'indépendance du Texas et du Yucatán
Les Fondements organiques	1843- 1847	• Maintient le centralisme • Maintient 'intolérance religieuse
L'Acte de Réforme de 1847	1847- 1857	• Réforme la Constitution de 1824 • Rétablit le fédéralisme • Reçoit une forte influence de la Constitution du Yucatán de 1841
La Constitution politique de 1857	1857- 1913	• Réorganise tout le territoire national • Élimine le Sénat bien qu'il sera rétabli par une série de réformes • Développement d'un long chapitre sur les droits de l'Homme

Source : élaboration propre basée sur la bibliographie mentionnée.

[22] O'Gorman, Edmundo, *La supervivencia política novohispana. Reflexiones sobre el monarquismo mexicano*, UNAM, Mexique, 2018.

Les Constitutions qui ont été en vigueur entre 1821 et 1867 ont comme principale caractéristique d'osciller entre le fédéralisme et le centralisme, ce qui confirme l'explication de O'Gorman. Selon les objectifs de cette recherche, la manière dont on a envisagé les droits de l'Homme et leur défense au XIXème siècle a été définie au cours des débats juridiques qui ont eu lieu durant l'élaboration de ces projets constitutionnels et dans le contexte mentionné par O'Gorman.

Ci-après, nous décrirons brièvement les Constitutions politiques promulguées entre 1824 et 1847. Cette description est importante car elle montre comment une certaine conception des droits de l'Homme se renforce de plus en plus, conception fortement influencée par des pays comme la France, l'Angleterre et les États-Unis, mais qui est également adaptée à la réalité nationale.

i. La Constitution de 1824.

La publication de la première Constitution politique mexicaine dans le contexte de la Révolution d'Indépendance a été le fruit de deux Congrès constituants. Le premier Congrès a débuté le 24 février 1822 mais a été dissout le 31 octobre de la même année par Agustín de Iturbide, après sa proclamation en tant qu'Empereur Agustín Ier.

Les objectifs de ce chapitre ne nous permettent pas de détailler l'histoire de la proclamation d'*Agustín Ier* comme empereur ainsi que celle de sa chute. On se contentera de souligner que le premier Congrès constituant n'a pas réussi à créer une Constitution car Agustín de Iturbide a manœuvré pour être nommé empereur, ce qui a provoqué des conflits au sein du Congrès et avec les provinces, conduisant à la dissolution de celui-ci. Au cours de la session durant laquelle Agustín de Iturbide s'est fait nommer *Empereur Agustín Ier*, le premier Congrès constituant a réaffirmé la séparation définitive d'avec l'Espagne avec la consigne suivante[23]:

[23] Congrès constituant de 1822, Réponse au rejet des Cours espagnoles des Traités de Cordoue, session des 12 et 13 février, dans Soberánes Fernández, José Luis, « El primer Congreso Constituyente mexicano », dans *Revista Cuestiones Constitucionales*, Instituto de investigaciones jurídicas, UNAM, 2012, p 336.

« Le Souverain Congrès constituant de l'empire mexicain, compte tenu des accords des cours espagnoles célébrés durant les sessions du 12 et du 13 février derniers... [établit que]... la nation mexicaine est libérée de ses obligations envers la nation espagnole établies dans l'article 3 des traités de Cordoue... et par conséquent elle est libre de prendre des décisions dans cette grave affaire, qui correspondent à sa dignité, sa tranquillité et ses intérêts, que ce soit avec la même dynastie par le biais d'un nouveau pacte ou d'une autre manière conforme à nos bases fondamentales »[24]

67 députés ont voté pour la nomination d'Agustín de Iturbide en tant qu'*Empereur* du Mexique et 15 ont demandé à consulter leurs provinces. Ainsi, Iturbide a obtenu le titre d'*Empereur*, au cours d'une cérémonie qualifiée par les historiens du droit de parodie des cérémonies européennes[25]. Néanmoins, à ce moment-là, on n'avait que peu avancé dans l'élaboration de la Constitution, bien que trois propositions aient déjà été présentées :

- Un projet du député Antonio Valdés intitulé « Constitution de l'Empire ».
- Un « Projet de Constitution présenté à la Commission de cette dernière par l'un des individus qui la compose » attribué au député constituant et gaditan[26] José Miguel Guridi y Alcocer dans lequel on établissait que les droits de l'Homme donnés par la nature sont la liberté, l'égalité, la sécurité et la propriété, et
- Un projet rédigé par le député constituant gaditan José María Couto, qu'il a intitulé « Constitution de l'Empire mexicain ».

Pour l'historien du droit José Luis Soberanes, la proposition de Constitution du gaditan Guridi y Alcocer a été la plus pertinente de par son contenu, étant donné que

[24] Soberanes Fernández José Luis, « El primer Congreso Constituyente mexicano » dans Revista Cuestiones Constitucionales, Instituto de investigaciones jurídicas, UNAM, 2012, P. 336.
[25] Ibíd. P. 342.
[26] On appelle « gaditans » les personnes nées à Cadix, en Espagne. Néanmoins, dans l'histoire constitutionnelle mexicaine, on a également appelé « gaditans » les représentants de la vice-royauté de la Nouvelle-Espagne au Congrès constituant espagnol connu comme les Cours de Cadix, auquel ont participé les représentants des provinces espagnoles.

dans 125 articles, elle contenait une section sur les droits et une autre sur l'organisation politique de l'État :

> « C'est une rédaction moderne pour son époque, dans ses 125 articles elle aborde, d'abord, la partie organique, puis la dogmatique... Les six derniers articles du projet... sont un hymne à ses vocations érudites de la fin du XVIIIème siècle et du début du XIXème siècle, en particulier concernant l'éducation des enfants autochtones et les universités, le tout mené par une instance gouvernementale que l'on appellerait « la direction générale de l'instruction publique », « composée des hommes les plus instruits »[27]

Durant le peu de temps qu'Iturbide a passé au pouvoir en tant qu'Empereur, il a créé une *Assemblée institutionnelle*, à laquelle a participé le gaditan Joaquín Pérez Martínez, et il a publié les « Fondements organiques de l'Assemblée nationale institutionnelle ».

Néanmoins, les Républicains, parmi lesquels se trouvaient certains députés constituants, ont conspiré et se sont insurgés avec le mouvement « Casa Mata » de mars 1823, durant lequel ils ont souligné l'absence de représentation nationale et ses dangers, et ont appelé à l'installation d'un nouveau Congrès auquel pourraient participer les députés démis par Iturbide. Face au discrédit et à l'insuffisante force politique, Iturbide s'est vu obligé de rétablir le Congrès constituant, qui a repris ses tâches le 7 mars 1823, et deux jours plus tard Iturbide a abdiqué du trône impérial avec une lettre d'excuses adressée au Congrès.

Le 8 avril 1823, le Congrès constituant a décrété la nullité de l'Empire, a nommé un triumvirat pour le Pouvoir suprême exécutif, dont Nicolás Bravo, Guadalupe Victoria et Pedro Celestino Negrete sont les membres, a analysé l'abdication d'Iturbide ainsi que son exil, et a réitéré l'annulation du *Plan de Iguala* et du *Traité de Cordoue*, dans le but de maintenir l'indépendance.

[27] Soberanes Fernández, José Luis, « El primer Congreso Constituyente mexicano » dans *Revista Cuestiones Constitucionales*, Instituto de investigaciones jurídicas, UNAM, 2012, p. 344.

La crainte des ambitions monarchiques et impériales a conduit à ce que plusieurs provinces menacent de se séparer du territoire : Puebla a convoqué una Assemblée constituante le 10 mars 1823 mais cette dernière n'a pas eu lieu grâce à l'abdication d'Iturbide. Le 25 avril de la même année, la mairie de Mérida et les membres du conseil de province ont décidé de « reconnaître les pouvoirs nationaux, à condition qu'un nouveau Congrès constituant soit convoqué, qu'on s'engage à ne pas intervenir dans les affaires internes du Yucatán »[28] et qu'il y ait une meilleure représentation des provinces. Jalisco n'a pas reconnu le Congrès constituant réinstauré, jusqu'à ce qu'on garantisse que la formation politique serait celle du fédéralisme.

Durant les débats du Congrès réinstauré, les provinces du Yucatán et de Guadalajara ont fortement encouragé le fédéralisme. Durant ces débats, on observe la participation du député du Yucatán Manuel Crescencio García Rejón y Álcala (1799-1849), l'un des contributeurs les plus remarquables du XIXème siècle qui a souligné l'importance d'instaurer le fédéralisme comme unique possibilité de construire la nouvelle nation :

> « Les provinces sont en pleine effervescence. Elles demandent toutes le gouvernement républicain fédéré ; [...] Comment ces peuples pourraient-ils se calmer [...] si ce qu'ils veulent, c'est qu'on les reconnaisse comme des états fédéraux[29]. »

C'est pour cela que la « Commission spéciale [du Congrès constituant] nommée pour proposer des mesures adéquates visant à éviter les maux qui menacent la patrie » a proposé de convoquer un deuxième Congrès constituant, dans le but de mieux inclure la représentation des provinces et d'assurer la restauration du fédéralisme. Cette proposition a été approuvée alors qu'on imprimait et diffusait le « Projet de Fondements de République fédérative », projet de Constitution politique élaboré en secret par quelques députés constituants. Quant au Yucatán et à Guadalajara, ils ont accepté

[28] Soberanes Fernández, José Luis, « El primer Congreso Constituyente mexicano », dans *Revista Cuestiones Constitucionales*, Instituto de investigaciones jurídicas, UNAM, 2012, p. 366. Pour José Barragán, cela marque pour le Yucatán le début de sa vie indépendante.
[29] Sayeg Helú, Jorge, *El constitucionalismo social mexicano. La integración constitucional de México,* UNAM, Mexique, 1985, p. 242.

l'appel aux élections à condition qu'elles servent à créer des congrès locaux de type fédéral et non de type central-provincial comme établi dans la Constitution de Cadix, ce qui a également été soutenu par la province de Oaxaca.

La crise politique a provoqué, cette même année, la séparation du territoire mexicain des provinces du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Costa Rica, et la fondation entre juillet et octobre 1823 des « Provinces unies du Centre de l'Amérique », à l'exception de la province du Chiapas qui a choisi de réintégrer le Mexique.

José Luis Soberanes souligne que l'on peut observer que les positions d'Iturbide et des provinces de Guadalajara, Zacatecas, Yucatán et Oaxaca, ainsi que celles de leurs dirigeants politiques, ont été déterminantes pour qu'au cours de ce processus constituant la *république* soit consolidée comme type de gouvernement et la *fédération* comme forme d'organisation politique et administrative[30].

Le deuxième Congrès constituant a été convoqué le 17 juin 1823 et beaucoup de députés du premier Congrès y ont participé. Ce deuxième Congrès constituant a commencé à fonctionner le 7 novembre 1823 et le 31 janvier 1824 il a atteint un consensus sur l' « Acte constituant de la Fédération mexicaine »[31], qui était un ensemble de règles pour gouverner le pays en attendant la publication de la Constitution, dont la plus importante était celle qui acceptait l'autonomie des États et le fait que la composition de l'État mexicain soit régie par les règles du fédéralisme.

En se basant sur l'*Acte constituant*, les députés ont commencé le 1er avril 1824 à analyser et débattre la première ébauche de la Constitution politique, qui a été approuvée le 3 octobre et publiée le 25 du même mois sous le nom de « Constitution fédérale des États-Unis mexicains », également connue comme la *Constitution de 1824*. Il s'agit de la première Constitution politique du Mexique indépendant et son élément fondamental est l'organisation fédérale du territoire mexicain. Elle a par ailleurs établi un Congrès bicaméral et pour le Pouvoir exécutif un Président élu par vote ainsi qu'un Vice-président, qui sera la personne arrivée en deuxième position aux élections

[30] Soberanes Fernández, José Luis, « El primer Congreso Constituyente mexicano », dans *Revista Cuestiones Constitucionales*, Instituto de investigaciones jurídicas, UNAM, 2012.
[31] Lorsque l'on étudie les Constitutions, les lois et les commissions de travail, il est normal d'observer qu'elles ont, de manière formelle, de grands noms, alors que de manière usuelle, elles sont connues de manière abrégée. C'est pour cela, et pour éviter des confusions, les noms complets sont écrits entre guillemets et les noms abrégés sont écrits en italique.

présidentielles. Ainsi, lorsqu'on analyse la Constitution de 1824 il faut prendre en compte qu'elle est accompagnée de l'*Acte constituant*.

Quant aux droits de l'Homme, l'« Acte constituant de la Fédération mexicaine » a uniquement établi ce qu'on appelle la *liberté d'impression* dans l'article 31 :

> « Tout habitant de la fédération possède la liberté d'écrire, d'imprimer et de publier ses idées politiques, sans qu'il soit nécessaire de posséder une licence, vérification ou approbation, dans la limite des restrictions et responsabilités des lois. »[32]

La liberté d'impression était déjà soulignée dans « Éléments constitutionnels » d'Ignacio López Rayón (1811), mais a également fait l'objet d'importants débats dans le cadre de la Constitution de Cadix de 1812. Une fois la liberté d'impression approuvée à Cadix, le Vice-Roi de la Nouvelle-Espagne s'est opposé à la publication du décret sur le territoire de la Nouvelle-Espagne, ce qui a provoqué les protestations de José Guridi y Alcocer, et de Miguel Ramos Arizpe à Cadix. Ces protestations ont fonctionné et le Vice-Roi s'est vu obligé à publier le décret. En d'autres termes, la liberté d'impression en tant que droit a acquis un poids significatif dans les projets et les Constitutions du Mexique, ce que l'on peut observer dans la citation précédente et qui sera notoire dans les Constitutions et débats constitutionnels suivants.

Dans la Constitution de 1824, il n'y a que peu de références relatives aux droits de l'Homme, uniquement l'alinéa sept du cinquième titre qui établit les *Règles auxquelles sera soumise l'administration de la justice dans tous les États et territoires de la fédération*, qui inclut les articles 145 a 156. Ce titre contient certains “droits des personnes”, mais il ne nomme pas les droits de l'Homme, qu'il a simplement établis dans la section des *Règles générales* ci-dessous *:*

[32] Congrès constituant de 1823, « Acta constitutiva de la Federación mexicana de 1824 », dans Tena Ramírez (compilateur), *Leyes fundamentales de México 1808-2017,* Porrúa, Mexique. [Version originale en espagnol : Todo habitante de la federación tiene libertad de escribir, imprimir, y publicar sus ideas políticas, sin necesidad de licencia, revisión ó aprobación anterior, a la publicación, bajo las restricciones y responsabilidad de las leyes].

Section sept

Règles générales auxquelles sera soumise l'administration de la justice dans tous les États et territoires de la fédération :

Art. 145. Dans chaque État de la fédération, on attribuera foi et crédit aux actes, registres et procédures des juges et autorités des autres États. Le Congrès général uniformisera les lois auxquelles ces actes, registres et procédures devront être conformes.

Art. 146. La peine d'infamie n'ira pas au-delà du délinquant qui l'aurait méritée selon les lois.

Art. 147. La peine de confiscation de biens est désormais interdite.

Art. 148. Tout procès par commission et toute loi rétroactive sont désormais et pour toujours interdits.

Art. 149. Aucune autorité n'appliquera la torture, quels que soient la nature et l'état du procès

Art. 150. Nul ne pourra être arrêté sans qu'il existe une demi-preuve, ou un indice qu'il soit délinquant.

Art. 151. Nul ne pourra être arrêté par indice plus de soixante heures.

Art. 152. Aucune autorité ne pourra donner l'ordre de fouiller des maisons, documents et autres effets des habitants de la République, si ce n'est dans les cas expressément prévus par la loi, et de la manière déterminée par celle-ci.

Art. 153. Aucun habitant de la République ne pourra prêter serment sur des faits le concernant lors de sa déclaration en matière criminelle.

Art. 156. Nul ne pourra être privé du droit à mettre fin à ses différends par le biais de juges d'arbitrage, nommés par les deux parties, quel que soit l'état du procès.

Source: Elaboration propre.

Tout au long de cette Constitution, on trouve d'autres droits dispersés comme, par exemple, les droits des auteurs d'œuvres, la liberté d'impression, la liberté de travail et le respect à la propriété privée. Mais l'on peut observer qu'il n'y a aucune référence à l'égalité « ni dans la proscription formelle de l'esclavage, ni dans l'abolition des privilèges et prérogatives de classes, ni d'aucune autre manière. »[33]

Malgré ce manque de références, dans le message du Congrès aux habitants du territoire mexicain qui a accompagné la publication de la Constitution, on trouve bien des références aux droits de l'Homme, la première d'entre elles étant la demande à la population de fournir des vertus civiques similaires à celles des citoyens des États-Unis d'Amérique, pour que l'on puisse garantir dans la liberté les droits ainsi que le maintien de la Constitution politique :

[33] Sayeg Helú, Jorge, *El constitucionalismo social mexicano. La integración constitucional de México,* UNAM, México, 1985, P. 242.

> « Vos représentants vous annoncent que si vous souhaitez vous placer au niveau de l'heureuse république de nos voisins du nord, il est nécessaire que vous tâchiez de vous élever au haut niveau de vertus civiques et privées qui caractérisent ce peuple singulier. Voilà l'unique fondement de la véritable liberté et la meilleure *garantie de vos droits* et du maintien de votre Constitution »[34]

Dans le même message, mais à l'adresse des congrès des États qui devaient élaborer la Constitution de chaque État pour configurer la forme fédérale, on leur demandait d'inculquer à leur population le respect au droit des personnes comme fondement de la vie sociale :

> « C'est à vous, législateurs des États, qu'il revient de développer le système de notre Loi fondamentale, dont la clef consiste en l'exercice des vertus publiques et privées. La sagesse de vos lois rayonnera sur votre justice et utilité, et le respect de celles-ci sera le résultat d'une sévère surveillance des coutumes. Inculquez, donc, à vos commettants les règles éternelles de la morale et de l'odre publique : enseignez-leur la religion sans fanatisme, l'amour à la liberté sans exaltation, le respect le plus inviolable aux droits des autres, qui est le fondement des associations humaines. »[35]

Enfin le Congrès explique aux Mexicains l'importance des règles qui ont été établies et leur demande de « commencer à profiter pleinement de leurs droits d'Hommes libres »[36].

Jorge Sayeg Helú a souligné que, de par son contenu, la Constitution de 1824 est l'expression des positions modérées de l'époque, et qu'elle a ignoré les *formules*

[34] Congreso Général Constituant, « Constitución Federal de los Estados Unidos Mexicanos de 1824 », dans Tena Ramírez Felipe, *Leyes fundamentales de México 1808-2017,* Porrúa, Mexique, p. 163, italiques ajoutées par moi-même.
[35] Ibíd. P. 166.
[36] Ibíd. P. 167.

juridiques et sociales que Miguel Hidalgo y Costilla et José María Morelos avaient souligné dans les documents qu'ils avaient signés durant la guerre d'Indépendance :

> « Il s'agit de l'expression la plus fidèle qu'il soit de la position modérée qui, à partir de ce moment-là, allait s'approprier la scène politique nationale... Le Code de 1824 avait non seulement ignoré ces formules sociales qu'Hidalgo et Morelos avaient déjà soulignées comme une condition au développement intégral du peuple du Mexique, mais il s'éloignait également un peu plus des principes qui garantissaient un minimum de dignité humaine... »[37]

Le juriste Emilio Rabasa a critiqué les rares références aux droits de l'Homme dans l'Acte et la Constitution de 1824, tout en observant que dans la Constitution, la souveraineté a cessé d'être dans le peuple, comme l'avait établi Morelos dans Sentiments de la nation, pour appartenir à la nation :

> « Dans la loi suprême de 1824, d'un côté, les garanties sont peu nombreuses et disséminées, le tout d'une manière diffuse et confuse, alors que la grande tradition française, espagnole et américaine des libertés individuelles existait déjà. De l'autre, et cela marque un recul notoire, les auteurs ont souligné la souveraineté de la nation et non celle du peuple »[38].

Cette observation de Rabasa est pertinente, néanmoins ces rares références aux droits de l'Homme s'expliquent, d'une part, par le fait que le débat politique était orienté au choix du type de gouvernement et à la structure que l'on construisait (fédéralisme, centralisme, république ou monarchie) et d'autre part par le fait déjà mentionné que les aspirations politiques de José María Morelos y Pavón et des dirigeants insurgés étaient très différentes de celles des « criollos » : ces derniers avaient pris le pouvoir après la séparation d'avec l'Espagne, et avaient, dans certains cas, participé aux Cours de Cadix (comme Miguel Guridi y Alcocer) et été députés du premier et deuxième Congrès

[37] Sayeg Helu, Jorge, *El constitucionalismo social mexicano. La integración constitucional de México,* UNAM, Mexique, 1987. P. 242.
[38] Rabasa Emilio, , « Análisis jurídico » dans Galeana, Patricia (coordinatrice), *México y sus constituciones*, FCE, Mexique, 1999, P. 91.

constituants. En ce qui concerne le « recul » en matière de souveraineté, Rabasa explique que dans la Constitution de Cadix de 1812, on a utilisé le concept de *souveraineté de la nation* et non du peuple, ce qui a eu une influence sur la Constitution de 1824 :

> « On a pris le concept de la Constitution de Cadix qui pour les Espagnols signifiait une avancée notoire, puisqu'on avait déplacé vers les Cours la souveraineté royale ou le droit absolu des rois. En revanche, en ce qui concerne l'Amérique, Morelos avait déjà souligné la souveraineté populaire, mais dans la Constitution de 1824 on a copié la formule de Cadix et non celle, avancée, de Morelos »[39]

En ce sens, l'observation du politologue Joel Flores Rentería est intéressante. En effet, il souligne la pertinence toute particulière des réflexions politiques de Francisco Suárez au sein de la société de la Nouvelle-Espagne, réflexions grâce auxquelles José María Morelos y Pavón a exprimé dans *Sentiments de la nation* l'idée de la souveraineté populaire et non celle de souveraineté nationale :

> « Dans les réflexions théologiques et politiques de Francisco Suárez on trouve tout autant les antécédents de la pensée insurgée que les éléments qui permettent l'assimilation rapide de la pensée contractuelle moderne. Il existe en effet un certain parallélisme entre elles, comme par exemple, l'universalité de la liberté, fondement de la citoyenneté moderne, le principe d'autodétermination du peuple et le gouvernement comme fruit d'une convention humaine »[40]

C'est pour cela que l'article 3 de l'Acte constituant de la Fédération de 1824 établit la souveraineté de la nation et non la souveraineté populaire :

---

[39] Ibíd. P. 91.
[40] Flores Rentería, Joel, « Fundamentos ideológicos de la Constitución de 1917 », p. 29, UAM, Mexique, 2016.

« Art. 3. La souveraineté réside radicalement et essentiellement dans la nation, et c'est pour cela qu'appartient exclusivement à cette dernière le droit d'adopter et d'établir par le biais de ses représentants la forme de gouvernement et autres lois fondamentales qui lui semblent convenir le mieux à sa conservation et à sa prospérité, ainsi que de les modifier ou varier, selon ce qu'elle considère pertinent »[41]

Bien que la Constitution de 1824 ait été en vigueur jusqu'en 1835, de multiples soulèvements, mouvements, putsch, plans et proclamations n'ont pas permis qu'elle le soit pleinement [42]. L'un des soulèvements les plus importants a été dirigé par Antonio López de Santa Anna[43], qui en était à son deuxième soulèvement après le « Plan de Casa Mata », par le biais du « Plan Perote » de 1828, par lequel il a déclaré comme nulle l'élection indirecte de Manuel Gómez Pedraza, car selon lui l'insurgé Vicente Guerrero possédait une légitimité beaucoup plus importante. Santa Anna demandait par ailleurs l'expulsion des Espagnols[44]. Ce soulèvement a été secondé par celui de « La Acordada » le même année, dirigé par José María Lobato, et a mené à l'acceptation, de la part du Congrès, de déclarer comme nulle l'élection de Gómez Pedraza, ce qui a représenté un coup dur contre la Constitution de 1824.

[41] Art. 3. Du "Acta Constitutiva de la Federación de 1824", dans Tena Ramírez (compilateur), *Leyes fundamentales de México,* Porrúa, Mexique. [Version originale en espagnol : Art. 3. La soberanía reside radical y esencialmente en la nación, y por lo mismo pertenece exclusivamente a esta el derecho de adoptar y establecer por medio de sus representantes la forma de gobierno y demás leyes fundamentales que le parezca más conveniente para su conservación y mayor prosperidad, modificándolas o variándolas, según crea convenirle más].

[42] Sayeg Helu, Jorge, *El constitucionalismo social mexicano. La integración constitucional de México,* UNAM, Mexique, 1987. P. 242.

[43] Antonio López de Santa Anna est un personnage central de l'histoire du XIXème siècle au Mexique. Il occupera à plusieurs reprises la présidence dès 1833. Tout au long de sa vie, il aura des positions politiques contradictoires, il sera monarchiste ou républicain, fédéraliste ou centraliste, libéral ou conservateur, selon les circonstances politiques, ses intérêts personnels et la vie politique du pays. Durant son dernier gouvernement, débuté en 1853, il se fera appeler « Son altesse très sereine » mais le malaise engendré par la vente du territoire appelé « La Mesilla » aux États-Unis le poussera à abandonner le pouvoir et à s'exiler en 1855. L'une des coutumes de Santa Anna était d'accepter la responsabilité du gouvernement et de l'abandonner peu après de manière temporelle, chargeant une personne de confiance d'occuper son poste. Voir Sayeg Helú, Jorge, *El constitucionalismo social mexicano,* Mexique, 1987.

[44] Sayeg Helú, Jorge, *El constitucionalismo social mexicano. La integración constitucional de México,* UNAM, Mexique, 1987, P. 254.

Enfin, observons que dans le message que le Congrès constituant a envoyé aux citoyens, on trouve une phrase qui souligne que la Constitution est « la meilleure garantie de vos droits ». On peut donc comprendre que c'est l'instrument juridique nommé « Constitution » qui garantira les droits des citoyens. On approfondira plus loin la manière dont cette idée de « garantie » a eu une influence sur le processus de création des institutions juridiques pour la défense des droits de l'Homme au Mexique.

Le tableau suivant montre les présidents qui ont gouverné lorsque la Constitution de 1824 était en vigueur. Ce tableau a pour but de montrer l'instabilité politique de la période de onze ans durant laquelle la Constitution est restée en vigueur :

Tableau 3. Présidents qui ont gouverné sous la Constitution de 1824.

Nom	**Période**
Guadalupe Victoria (Vrai nom : José Miguel Ramón Adaucto Fernández y Feliz)	10 octobre 1824 - 31 mars 1929
Vicente Guerrero	1er avril 1829 - 17 décembre 1829
José María Bocanegra	17 décembre 1829 - 23 décembre 1829
Pedro Vélez Lucas Alamán Luis Quintanar	Triumvirat 23 décembre 1829 – 31 décembre 1829
Anastacio Bustamante	1er janvier 1830 - 13 août 1832
Melchor Múzquiz	14 août 1832 - 24 décembre 1832
Manuel Gómez Pedraza	24 décembre 1832- 31 mars 1833
José María Valentín Gómez Farías	1er avril 1833 - 16 mai 1833
Antonio López de Santa Anna	16 mai 1833 - 03 juin 1833
José María Valentín Gómez Farías	03 juin 1833 - 18 juin 1833
Antonio López de Santa Anna	18 juin 1833 - 05 juillet 1833
José María Valentín Gómez Farías	05 juillet 1833 - 27 octobre 1833
Antonio López de Santa Anna	27 octobre 1833 - 15 décembre 1833
José María Valentín Gómez Farías	16 décembre 1833 - 24 avril 1834
Antonio López de Santa Anna	24 avril 1834 - 27 janvier 1835

Source : élaboration propre.

Comme on peut le voir dans ce tableau, durant les onze ans pendant lesquels cette Constitution est restée en vigueur, huit présidents et un triumvirat ont gouverné. De plus, durant les trois dernières années, on observe une alternance d'Antonio López de Santa Anna et José María Valentín Gómez Farías au pouvoir, ce qui montre la pertinence et le pouvoir que ces deux personnages de la vie politique du Mexique ont acquis.

Après la déclaration de la nullité de l'élection de Gómez Pedraza, le coup de grâce pour la Constitution de 1824 a été les réactions de l'Église et de la milice à la publication faite par le Vice-président Valentín Gómez Farías au sujet des premières lois de réforme. Ces faits ont poussé, en 1835, le Président Antonio López de Santa Anna à convoquer le Congrès pour l'élaboration de *Bases constitutionnelles*, c'est-à-dire, pour la création des fondements juridiques qui permettraient de créer une nouvelle Constitution politique.

L'article 166 de la *Constitution de 1824* avait établi l'interdiction de réformer la Constitution avant 1830, mais les secteurs qui soutenaient le centralisme politique ont encouragé une réforme constitutionnelle pour éliminer le fédéralisme. Ainsi, le 4 janvier 1835 des députés qui luttaient pour le centralisme politico-administratif ont réussi à obtenir les votes suffisants pour octroyer des facultés extraordinaires au Congrès pour que celui-ci revoie la Constitution et en particulier la forme de gouvernement, par le biais d'une commission composée de Miguel Valentín, José Ignacio de Anzorena, José María Cuevas, Antonio Pacheco Leal et Francisco Manuel Sánchez de Tagle. La Commission a présenté au Congrès un projet de *Bases constitutionnelles*, approuvées le 23 octobre de la même année sous le nom de *Bases pour la nouvelle Constitution* et qui ont, en principe, mis temporairement fin au système fédéral et imposé le système centraliste[45].

Tableau 4. Les constituants importants de 1824

Nom	**Date et lieu de naissance**	**Formation**	**Activité politique importante**
José Servando Teresa de Mier y Noriega y Guerra	18 octobre 1765 Monterrey	Il a étudié la philosophie au Collège pontifical de Regina Porta Coeli de l'ordre des Dominicains à Mexico. Il avait un doctorat en théologie de l'Université pontificale royale de Mexico.	Il se trouvait en exil entre l'Espagne et la France quand les préparatifs pour les Cours de Cadix ont débuté, c'est pourquoi il a été invité à y participer et il s'est intégré aux représentants du continent américain. Il a participé au premier Congrès constituant et a été emprisonné pour s'être opposé à l'Empire d'Iturbide. Il a participé au deuxième Congrès constituant.

[45] Tena Ramírez, Felipe (compilateur), *Leyes fundamentales de México 1808-2017,* Editoriel Porrúa, Mexique, 1967, P. 202

Carlos María Bustamante	4 novembre 1774 Oaxaca	Il a étudié la théologie au Couvent de San Agustín (Oaxaca). Il a obtenu le titre d'avocat à Guadalajara.	Il a participé en tant que député au Congrès de Chilpancingo où on a lu Sentiments de la nation de José María Morelos y Pavón et élaboréle projet constitutionnel de 1814. Député d'Oaxaca au premier Congrès constituant. Député d'Oaxaca au deuxième Congrès constituant.
José Miguel Guridi y Alcocer	23 décembre 1763 Tlaxcala Il possédait une attestation de légitimité, de propreté et de noblesse de sang	Il a fait un doctorat en théologie au Collège majeur de Santa María de Todos los Santos, à Mexico.	Il a représenté Tlaxcala aux Cours de Cadix. Il a prononcé un discours à la cathédrale de Mexico lorsque l'armée Trigarante est rentrée après le triomphe de la Révolution d'Indépendance. Il a participé au premier Congrès constituant. Il a participé au deuxième Congrès constituant.
José Miguel Ramos Arizpe Son nom complet était José Miguel Rafael Nepomuceno Ramos de Arreola y Arispe	15 février 1775 Coahuila	Il a étudié la théologie au Séminaire de Monterrey. Il a obtenu un doctorat en philosophie, canons et lois à l'Université de Guadalajara.	Il a été député aux Cours de Cadix, en tant que représentant de Coahuila, où il a lutté pour éliminer les différences entre *gachupines*, *criollos*, *indios* et *mulatos*. Il a participé au premier Congrès constituant. Il a participé au deuxième Congrès constituant.
Manuel Crescencio García Rejón y Alcala	23 août 1799 Yucatán	Il a étudié la philosophie au Séminaire de San Ildefonso, à Mérida.	Il a été député du premier Congrès constituant. Il a été député du deuxième Congrès constituant. Député du Congrès constituant de la République du Yucatán (1840-1841) où il a proposé la figure de la procédure d'*amparo*. Secrétaire aux Relations extérieures en 1844. Député du Congrès constituant qui a élaboré l'Acte de réforme de 1847, en tant que représentant de Mexico.
Ignacio López Rayón Son nom complet était José Ignacio López- Rayón y López- Aguado	31 juillet 1773 Michoacán	Il a étudié au Collège de San Nicolás, à Valladolid (aujourd'hui Morelia). Il a étudié le droit au Collège de San Ildefonso, à Mexico.	Il a rejoint les causes insurgées de Miguel Hidalgo y Costilla. Il a été membre du Congrès d'Anáhuac qui a élaboré la Constitution d'Apatzingan. Il a participé au premier Congrès constituant. Il a participé au deuxième Congrès constituant.

Source : élaboration propre basée sur la bibliographie consultée

David Pantoja souligne qu'au sein du deuxième Congrès constituant les députés qui luttaient pour le centralisme, tout comme ceux qui luttaient pour le fédéralisme, étaient érudits et libéraux. Néanmoins, on observe que parmi ceux qui ont lutté pour le centralisme politico-administratif se trouvaient les députés gaditans, c'est-à-dire Servando Teresa de Mier, José Miguel Guridi y Alcocer et José Miguel Ramos Arizpe. Il conclut donc que leur position en faveur du centralisme était dûe à la forte influence qu'avait exercé sur eux le fait d'avoir participé aux débats des Cours qui ont engendré la Constitution de Cadix de 1812[46].

ii. Les Bases constitutionnelles et les Sept lois constitutionnelles (1835-1836)

L'instabilité politique, les menaces séparatistes et la guerre avec le Texas ont compliqué la tâche, donnée au Congrès par Antonio López de Santa Anna, d'élaborer une nouvelle Constitution. Le projet constitutionnel a donc été publié de manière fragmentée entre 1835 et 1836, en huit documents : les *Bases constitutionnelles* et sept *lois constitutionnelles*. Il est important de mentionner que, dans le cas de ces documents constitutionnels, le président López de Santa Anna n'a pas convoqué un Congrès constituant mais un Congrès ordinaire, qui s'est chargé de les élaborer sous le mandat présidentiel.

Les *Bases constitutionnelles* ont été publiées le 23 octobre 1835, la première loi constitutionnelle en décembre 1835 et les six autres en décembre 1836. Il s'agit, comme l'affirme Pablo Mijangos, du « premier modèle d'organisation politique élaboré par le conservatisme au XIXème siècle »[47], un ensemble de lois qui éliminent le fédéralisme pour imposer le centralisme (cause de la sécession du Yucatán et du Texas) et qui établissent un quatrième pouvoir, le *Pouvoir suprême conservateur*, qui pouvait limiter les activités des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Il est important de noter que le *Pouvoir suprême conservateur* était une institution qui, en limitant et

[46] Pantoja Moran, David, « Los constituyentes de 1824 », dans Cruz, Fix-Fierro y Speckman (coordinateurs), *Los abogados y la formación del Estado mexicano,* UNAM, Mexique, 2013.
[47] Mijangos, Pablo, *El primer constitucionalismo conservador. Las siete leyes de 1836,* Mexique, 2014.

surveillant les actions des autres pouvoirs, possédait une fonction de *Contrôle de la constitutionnalité*, c'est-à-dire un système de contrôle et de surveillance de tous les actes des autres pouvoirs pour les empêcher de violer les préceptes constitutionnels, ce qui pouvait inclure la violation des droits de l'Homme, mentionnés dans la première des *Sept lois constitutionnelles*.

Tableau 5. Les Bases constitutionnelles et les Sept lois.

Nom	**Date**	**Contenu**
Bases constitutionnelles	23 octobre 1835	Bases générales pour le pays Établissement du gouvernement centraliste
Première loi constitutionnelle	15 décembre 1835	Droits et devoirs des Mexicains et habitants de la République
Deuxième loi constitutionnelle	29 décembre 1836	Création et organisation du Pouvoir suprême conservateur
Troisième loi constitutionnelle	29 décembre 1836	Sur le Pouvoir législatif, ses membres et la manière de créer des lois
Quatrième loi constitutionnelle	29 décembre 1836	Sur l'organisation du Pouvoir suprême exécutif
Cinquième loi constitutionnelle	29 décembre 1836	Sur le Pouvoir judiciaire
Sixième loi constitutionnelle	29 décembre 1836	Sur la division et l'organisation du territoire
Septième loi constitutionnelle	29 décembre 1836	Sur les réformes des lois constitutionnelles (variations)

Source : élaboration propre basée sur la bibliographie consultée.

Bases constitutionnelles est un document de 14 articles, dont la majorité s'est attachée à l'organisation des secteurs administratifs pour le fonctionnement du gouvernement centraliste. Par ailleurs, l'article 1 a établi la religion catholique comme l'unique dans le pays et l'intolérance religieuse.

L'article 2 des Bases constitutionnelles est le seul qui fasse référence aux droits des personnes, soulignant qu'on respecterait les droits des étrangers sur la base du droit international, et que les citoyens mexicains auraient une loi constitutionnelle qui se chargerait de les établir avec leurs particularités :

> « 2º. On respectera et fera respecter les droits qui correspondent de manière légitime à tous ceux qui transitent, se trouvent ou vivent sur le Territoire mexicain, s'ils respectent la religion et les lois du pays : le droit des personnes

et le droit international désignent ceux qui correspondent aux étrangers. Une loi constitutionnelle déclarera les particularités du citoyen mexicain. »[48]

Néanmoins, la *Première loi constitutionnelle* de décembre 1835 s'est chargée d'établir les droits et devoirs des habitants de la République mexicaine. Cette première loi contenait 15 articles, dont il faut souligner l'article 2, qui contient les droits des Mexicains, et l'article 8, qui contient les droits des citoyens mexicains. Parmi les droits des Mexicains, on trouve les droits en matière pénale, le respect de la propriété privée et la liberté d'imprimer et de diffuser les idées politiques sans censure et sans « abuser » de ce droit :

> « Article 2, paragraphe 7.° Pouvoir imprimer et diffuser, sans avoir à censurer au préalable, ses idées politiques. Les abus de ce droit seront punis et ces abus sont de type délits communs ; mais en ce qui concerne les peines, les Juges ne pourront dépasser celles imposées par les lois d'impression jusqu'à ce que d'autres lois soient prononcées en cette matière. »[49]

Par ailleurs, l'article 4 de la Première loi constitutionnelle établit la possibilité que d'autres lois créent d'autres droits pour les Mexicains :

> « Article 4. Les Mexicains jouiront de tous les autres droits civils et auront tous les autres devoirs du même ordre que la loi établira »[50]

---

[48] « Bases constitucionales de 1835 », dans Tena Ramírez Felipe (compilateur), *Leyes fundamentales de México 1808-2017,* Porrúa, Mexique. p. 205. [Version originale en espagnol : 2º. A todos los transeúntes, estantes y habitantes del Territorio mexicano, mientras respeten la religión y las leyes del país, la nación les guardará y hará guardar los derechos que legítimamente les correspondan: el derecho de gentes y el internacional designan cuáles son los de los extranjeros. Una ley constitucional declarará los particulares al ciudadano mexicano].

[49] «Primera Ley Constitucional de 1836 », dans Tena Ramírez Felipe (compilateur), *Leyes fundamentales de México 1808- 2017,* Porrúa, Mexique, P. 205. [Version originale en espagnol : Artículo 2, párrafo 7.° Poder imprimir y circular, sin necesidad de previa censura sus ideas políticas. Por los abusos de este derecho, se castigará cualquiera que sea culpable en ellos, y así en esto, como en todo lo demás, quedan estos abusos en la clase de delitos comunes; pero con respecto á las penas, los Jueces no podrán excederse de las que imponen las leyes de imprenta mientras tanto no se dicten otras en esta materia].

[50] Ibíd. P. 206. [Version originale en espagnol : Artículo 4. Los mexicanos gozarán de todos los otros derechos civiles y tendrán todas las demás obligaciones del mismo orden que establezcan las leyes].

Enfin, l'article 8 établit les droits des citoyens mexicains sur le vote. C'est tout le contenu sur les droits de l'Homme des Sept lois constitutionnelles. Comme on peut l'observer, il s'agit de la souche de la liberté, la sécurité et l'égalité juridique mais les références à l'exercice des droits sont rares. Il convient de remarquer que le *contrôle de la constitutionnalité*[51] possède déjà l'un de ses premiers antécédents dans l'histoire constitutionnelle du Mexique, sous le nom de *Pouvoir suprême conservateur*, pouvoir chargé d'empêcher la violation de la Constitution. Cela dit, les droits et devoirs des Mexicains se trouvant dans la Première loi constitutionnelle, en cas de violation, ils pourraient être protégés par le Pouvoir suprême conservateur.

En dehors du thème des *droits de l'Homme*, la Sixième loi constitutionnelle a réitéré le centralisme politique et l'élimination du fédéralisme, ce qui a donné au Texas son meilleur argument pour déclarer ses souhaits d'indépendance[52]. Pour Jorge Sayeg, les Sept lois constitutionnelles ont apporté une profonde instabilité politique qui a perduré jusqu'à la réinstauration du fédéralisme : « Ni même le danger de l'invasion française de 1838 n'a été capable de contenir l'avalanche de représentations et de soulèvements qui se sont produits à l'encontre des Sept lois »[53].

---

[51] Le contrôle de la constitutionnalité est un thème de vaste débat dans le monde juridique mexicain. Il s'agit de trouver les mécanismes constitutionnels pour que toutes les autorités de tous les domaines politiques et de tous les pouvoirs respectent la Constitution politique, de la même manière que les citoyens. C'est un thème amplement débattu parce qu'il s'agit d'une aspiration politique et sociale, dans le sens où un fonctionnaire public, indépendamment de son idéologie politique d'un extrême ou de l'autre, devrait être capable de respecter la Constitution et, si ce n'était pas le cas, la Constitution politique devrait établir les mécanismes pour y parvenir.

[52] C'est ainsi que l'a justifié la Déclaration d'indépendance : « le Général Antonio López de Santa Anna ainsi que d'autres chefs militaires ayant détruit par les armes les institutions fédérales du Mexique, et dissout le pacte social qui existait entre le Texas et les autres membres de la Confédération mexicaine, le peuple juste de Texas, faisant usage de ses droits naturels, déclare de manière solennelle :
1….
…
Qu'il considère posséder le droit, durant la désorganisation du système fédéral et du royaume du despotisme, de se séparer de l'union, pour établir un gouvernement indépendant ou adopter les mesures qu'il juge les plus adéquates pour protéger ses droits et libertés ; néanmoins, il restera fidèle au gouvernement mexicain, tant que cette nation sera régie par la Constitution et les Lois qui ont été formulées par le gouvernement de l'Association politique », « Declaración de Independencia de Texas del 2 de marzo de 1836 » dans Sayeg Helu, Jorge, *El constitucionalismo social mexicano. La integración constitucional de México*, UNAM, Mexique, 1987, p. 288.

[53] Sayeg Helú, Jorge, *El constitucionalismo social mexicano. La integración constitucional de México*, UNAM, Mexique, 1987, p. 293.

La Province du Yucatán (qui incluait à l'époque une partie de ce qui est aujourd'hui l'État de Campeche, de Quintana Roo et de Tabasco) a contesté le système centraliste. Le 12 février 1840, le Général Santiago Iban a dirigé une révolte populaire durant laquelle il a fait connaître l'« Acte de Valladolid », document au travers duquel le Yucatán s'est déclaré indépendant, et en mars 1841, la République du Yucatán possédait sa Constitution politique. On n'analysera pas dans ce chapitre la Constitution du Yucatán de 1841 ni son contenu, mais il est néanmoins important d'aborder ce sujet car c'est dans la Constitution de la République du Yucatán de 1841 que l'on fait pour la première fois une référence juridico-constitutionnelle à la « procédure d'*amparo* », aux « garanties individuelles » et à la « liberté de culte ». Le Yucatán s'est séparé en 1840, s'est réintégré au territoire national en 1843, lorsque le gouvernement du Mexique dirigé par López de Santa Anna a accepté et signé le respect de sa pleine autonomie s'il se réintégrait au territoire national, s'est séparé pour la deuxième fois en 1846, quand les conventions de respect d'autonomie ont été supprimées, et s'est réintégré de manière définitive en 1848 quand le gouvernement mexicain a dû soutenir le gouvernement du Yucatán après la crise provoquée par ce qu'on a appelé la *Guerre des castes*.

Enfin, il faut souligner qu'un total de sept présidents ont gouverné durant la période des *Bases constitutionnelles et des Sept lois constitutionnelles*, dans un contexte de profonde instabilité et surtout, avec une influence politique grandissante d'Antonio López de Santa Anna, qui gouvernera à plusieurs reprises durant cette période et la suivante.

En ce qui concerne les députés ayant participé à la création des Bases constitutionnelles et des Sept lois constitutionnelles, il convient de souligner les noms mentionnés dans le tableau suivant :

Tableau 6. Personnages importants dans l'élaboration des Bases constitutionnelles et des Sept lois constitutionnelles de 1835

Nom	**Date et lieu de naissance**	**Formation**	**Activité politiqueé importante**
Francisco Manuel Sánchez de Tagle	Michoacán, 11 janvier 1782	Il a étudié la philosophie, la théologie et la jurisprudence au Collège de San Juan de Letrán à Mexico.	Conseiller de la municipalité de Mexico en 1808. Il a signé l'Acte d'Indépendance. Membre du deuxième Congrès constituant qui rédige la Constitution de 1824. Il a été membre du Pouvoir suprême conservateur. Député à plusieurs reprises. Felipe Tena Ramírez souligne qu'il est le principal rédacteur du contenu des Bases et des Sept lois. Il est l'auteur de diverses œuvres théâtrales et poétiques
Guadalupe Victoria Son vrai nom était José Miguel Ramón Adaucto Fernández y Felix	Durango, 29 septembre 1786	Il a étudié le droit canonique et le droit civil au Collège de San Ildefonso à Mexico	Il a été membre du Pouvoir suprême exécutif, triumvirat qui a gouverné après la chute d'Iturbide en attendant que soit promulguée la première Constitution politique et qu'on ait élu un président. Il a été le premier président du Mexique en tant que pays indépendant. Il a été gouverneur de Puebla. Il a rejoint le Plan de Casa Mata avec Santa Anna. Il a changé son nom pour Guadalupe Victoria après le triomphe de la Révolution d'Indépendance
Carlos María de Bustamante	Oaxaca, 4 novembre 1774	Il a étudié le droit et l'histoire	Il a participé comme député du Congrès de Chilpancingo de 1813 durant lequel on a lu Sentiments de la Nation, écrit par José María Morelos y Pavón et on a élaboré le projet constitutionnel de 1814. Député d'Oaxaca au premier Congrès constituant.

Source : élaboration propre basée sur la bibliographie consultée

iii. Le troisième Congrès constituant, le Code d'anarchie et les Fondements organiques de 1843

Le malaise provoqué par l'imposition centraliste ne s'est pas seulement suscité au Yucatán mais également dans beaucoup d'autres provinces. Par exemple, en 1837, un soulèvement populaire a surgi à San Luis Potosí sous le cri « le fédéralisme ou la mort », le 15 juillet 1840 Valentín Gómez Farías et José Urrea ont proclamé un « Plan fédéraliste » et la même année le gouvernement de Sonora s'est exprimé en faveur du fédéralisme. En 1841, Guadalajara et le Yucatán ont fait de même.

Dans ce contexte, et dans le but de contenir les soulèvements fédéralistes, le 28 septembre 1841, Antonio López de Santa Anna, Gabriel Valencia et Mariano Paderes y Arrillaga ont signé les *Bases de Tacubaya*. Dans ces *Bases*, les signataires ont convenu de demander la démission du président par intérim Antonio Bustamante, de convoquer des élections pour un nouveau Congrès constituant et la rédaction d'une nouvelle Constitution politique qui confirmerait le centralisme politico-administratif. Antonio Bustamante a été obligé d'accepter les *Bases de Tacubaya*, qu'il a signées le 6 octobre 1841, et Antonio López de Santa Anna a immédiatement été de nouveau nommé président temporaire. Le 10 décembre de la même année, Santa Anna a convoqué le troisième Congrès constituant, qui a commencé à travailler le 10 juin 1842, avec une forte tension entre les députés du Congrès et le président Santa Anna, qui était inquiet du nombre de députés en faveur du fédéralisme qui avaient été élus. Au sein du groupe de députés élus connus pour être « libéraux » qui avaient été élus se trouvaient Melchor O'Campo, Manuel Gómez Pedraza, José María Lafragua, Mariano Riva Palacio, Mariano Otero et Octaviano Muñoz Ledo. Au sein du groupe de députés connus pour être « conservateurs », se trouvait Bernardo Couto.

Lorsqu'il a commencé à travailler, le Congrès a formé une « Commission de Constitution », qui a présenté le 26 août 1842 un projet de Constitution et trois votes particuliers de ses membres. Durant la quasi totalité du mois d'août, le Congrès s'est attelé à débattre de la question de savoir s'il était nécessaire d'inclure le mot « fédéral » dans la forme de gouvernement, mais le projet complet a commencé à être analysé le

1er octobre. Ce premier projet a été retourné par la majorité du Congrès au grand complet car il établissait textuellement que le système de gouvernement était fédéral. Ce projet comportait une section sur les « garanties individuelles », contenant un unique article, l'article 7, qui comportait 15 sections détaillant les « garanties individuelles » des personnes. Il vaut la peine de citer le paragraphe d'introduction de l'article, car cette introduction souligne quels sont les droits naturels, selon la pensée juridique de l'époque :

> « Art. 7. La Constitution déclare pour tous les habitants de la République la jouissance perpétuelle des droits naturels de liberté, égalité, sécurité et propriété, contenus dans les dispositions générales »[54]

Après avoir indiqué les droits naturels, le projet établissait une liste de garanties, liberté de circulation, interdiction de la torture, respect au domicile privé, etc. Dans ce projet, on observe pour la première fois une distinction entre « droits naturels » (comme on les nommait à l'époque) et « garanties individuelles », conception qui s'est maintenue jusqu'à la publication de la Constitution de 1857 et a été reprise ultérieurement dans la Constitution de 1917. Il n'y a certes que peu d'explications quant à cette différence, mais on peut cependant remarquer une étroite relation avec les articles 2 et 16 de la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 en France :

> « Art. 2. La but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'Homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression.
> Art. 16. Toute Société dans laquelle la garantie des Droits n'est pas assurée, ni la séparation des Pouvoirs déterminée, n'a point de Constitution ».[55]

[54] « Primer Proyecto de Constitución del Tercer Congreso Constituyente en Tena Ramírez Felipe (compilador), *Leyes fundamentales de México,* 1808-2017, Editorial Porrúa, Mexique, 1967. P 308. [Version originale en espagnol : Art. 7. La Constitución declara a todos los habitantes de la República el goce perpetuo de los derechos naturales de libertad, igualdad, seguridad y propiedad, contenidos en las disposiciones generales].
[55] France, Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen, 1789.

Selon la rédaction du projet constitutionnel et de la Déclaration française de 1789, les droits naturels sont la liberté, l'égalité, la sécurité et la propriété, pour lesquelles on crée une liste de garanties, c'est-à-dire de « protections » que garantit l'État pour assurer le respect des droits naturels. On approfondira plus tard cette distinction, mais il est néanmoins important d'indiquer qu'il s'agit du premier document constitutionnel à échelle nationale qui la souligne, bien qu'on l'ait au préalable établie dans la Constitution de la République du Yucatán de 1841, que l'on analysera dans le prochain chapitre.

Face au rejet de la majorité des députés, la Commission a dû élaborer un nouveau projet qu'elle a présenté le 3 novembre de la même année, dans lequel la Commission prenait en considération que les diverses postures politiques représentées au sein du Congrès s'équilibraient, tout en soutenant le système fédéral. Ce deuxième projet, avec pour titre complet « Garanties individuelles », détaillait les droits d'égalité, liberté, sécurité et propriété. L'article 13 soulignait la reconnaissance des droits naturels, et cet article, ainsi que l'article 4, décrivait amplement les droits des personnes, alors que l'article 15 soulignait l'obligation de toutes les autorités de les respecter :

> « Art. 13. La Constitution reconnaît pour tous les Hommes la jouissance perpétuelle des droits naturels de liberté, égalité, sécurité et propriété, leur octroyant par conséquent les garanties suivantes...
>
> …
>
> Art. 15 Ces garanties touchent tous et chacun des habitants de la République, et leur respect engage toutes et chacune des autorités. »[56]

[56] Sayeg Helú, Jorge, *El constitucionalismo social mexicano. La integración constitucional de México,* UNAM, Mexique, 1987. [Version originale en espagnol : Art. 13. La Constitución reconoce en todos los hombres los derechos naturales de libertad, igualdad, seguridad y propiedad, otorgándoles en consecuencia las siguientes garantías…

…

Art. 15 Dichas garantías alcanzan a todos y cada uno de los habitantes de la República, y su observancia obliga a todas y cada una de las autoridades].

Néanmoins, ce deuxième projet a lui-aussi provoqué une forte réaction et a dérangé le gouvernement, qui l'a qualifié de « Code d'anarchie »[57] car il maintenait le fédéralisme et interdisait seulement le culte public différent du culte catholique, ce qui signifiait qu'il en autorisait le culte privé :

> « Art. 31. La nation pratique la religion catholique, apostolique, romaine et n'admet la pratique publique d'aucune autre. »

Les libertés contenues dans le projet, comme la liberté d'enseignement, la liberté d'impression et la liberté de culte privé, ont amené à ce que ce Congrès soit qualifié de « Congrès rouge »[58].

Tableau 7. Projets de Constitution du Troisième Congrès constituant de 1842

Première propositions de la Commission de la Constitution	**Deuxième proposition de la Commission de la Constitution (Code d'anarchie)**
• Religion catholique et intolérance aux autres religions • Article 7 contient les garanties individuelles : liberté, égalité, sécurité et propriété • Interdiction de l'esclavage • Liberté d'opinion et d'impression • Liberté de circulation • Droits pour les accusés en matière pénale • Interdiction de la torture • Inviolabilité de la propriété	• Religion nationale catholique et n'admet pas le culte *public* d'aucune autre • Titre III dédié aux « Garanties individuelles », inclut les articles 13, 14 et 15 • Développe de manière détaillée les droits d'égalité, liberté, sécurité et propriété

Source : élaboration propre.

La possibilité d'approuver la liberté de cultes privés a provoqué d'importantes réactions. Un groupe de voisins de Huejotzingo (Puebla) n'a pas reconnu le Congrès du 11 décembre. Ultérieurement d'autres zones en ont fait de même, comme la ville de Puebla, qui a demandé que soit nommé un « Comité de notables » qui ait la capacité de créer un « Statut provisoire » et de convoquer le retour au pouvoir d'Antonio López de Santa Anna. Pour répondre à cette demande, le président Nicolás Bravo a ordonné la clôture du Congrès et a convoqué la création du Comité de notables. Bien que

[57] Ibíd. P. 309.
[58] Ibíd. P. 311.

plusieurs des « notables » convoqués aient refusé de faire partie du Comité (Bernardo Couto, José Joaquín Pesado, Melchor Múzquiz, Juan Rodríguez Puebla et Juan Cayetano Gómez de Portugal), il a été créé le 6 janvier 1843 avec 68 membres, dont quelques archevêques, et s'est consacré à l'élaboration des *Fondements organiques*, qui ont été ratifiés le 12 juin de la même année par le gouvernement provisoire d'Antonio López de Santa Anna, qui avait récupéré le pouvoir.

Tableau 8. Certains personnages du Comité de notables

Nom	Date et lieu de naissance	Études	Activité politique importante
Manuel Baranda	1799 Guanajuato	Il a étudié la jurisprudence à Guanajuato puis au Séminaire de San Ildefonso à Mexico.	Président du Comité de notables Il a été Ministre de la Justice et de l'Instruction publique, et ultérieurement Secrétaire aux Relations extérieures et au Gouvernement au sein de l'un des gouvernements d'Antonio López de Santa Anna
Sebastían Camacho Castilla	11 janvier 1791 Veracruz	Études d'avocat à Puebla	Député du deuxième Congrès constituant de 1823-1824. Ministre des relations extérieures de 1825 à 1826 sous le gouvernement de Guadalupe Victoria. En 1829, il a été gouverneur de l'État de Veracruz en alternance avec Antonio López de Santa Anna. Il a été Ministre de la Cour suprême de justice en 1845.
Manuel de la Peña y Peña	10 mars 1789 Mexico	Études d'avocat au Séminaire consulaire de México	Responsable des Ministères publics des Impôts et du Crime sous l'Empire d'Iturbide. Ministre des Relations extérieures du président José Joaquín de Herrera. Président par intérim du Mexique pendant 45 jours en 1847. Président de la Cour suprême de justice de 1849 à 1850.
José Fernando Ramírez	5 mai 1804 Parral, Chihuahua	Études d'avocat à Zacatecas	Député au Congrès fédéral de 1833. Ministre des Relations extérieures entre 1846 et 1847. Sénateur entre 1845 et 1847 et entre 1851 et 1852. Ministre de la Cour suprême de justice en 1851. Ministre des Relations extérieures sous l'Empire de Maximilien d'Hasbourg.
Martín Carrera	20 décembre 1806 Puebla	Formation militaire durant la vice-royauté	Il a rejoint le camp des révolutionnaires avec Iturbide. Président par intérim du Mexique durant 29 jours en 1855.

Andrés Quintana Roo	Yucatán 30 novembre 1787	Études d'avocat au Séminaire de San Ildefonso à Mérida. Il a également étudié à l'Université pontificale royale à Mexico	L'un des premiers dirigeants à rejoindre la Révolution d'Indépendance de 1810 après l'appel de Miguel Hidalgo y Costilla. Président de l'Assemblée constituante de 1813 (Congrès d'Anahuac). Ministre des Relations extérieures du Mexique en 1823 sous le gouvernement d'Agustín I. Président de la Chambre des députés en 1830.
Manuel Dublan	Oaxaca 1er avril 1830	Études d'avocat à l'Institut des Sciences et des Arts à Oaxaca	Il a collaboré à la rédaction de la loi Juárez. Magistrat de la Cour suprême de justice. Député fédéral entre 188' et 1882, en représentation du District fédéral, et entre 1882 et 1884 en représentation d'Oaxaca. Secrétaire des Impôts et du Crédit public durant le gouvernement de Porfirio Díaz.

Source : élaboration propre

Comme on peut le voir dans ce tableau, on remarque l'absence, à quelques exceptions près, des députés qui avaient participé aux Congrès constituants depuis 1822 de manière constante; certains d'entre eux étaient d'ailleurs en exil ou prisonniers suite à la dissolution du Congrès.

Les « Bases de l'organisation politique de la République mexicaine » ont été approuvées par le Comité de notables sans grandes discussions et ont été publiées le 14 juin de la même année par le président López de Santa Anna, qui a octroyé cette même année l'amnistie aux membres du Congrès constituant de 1842 qui étaient prisonniers, parmi lesquels se trouvaient Mariano Otero, José María Lafragua, Gómez Pedraza et Riva Palacio.

Les « Fondements organiques de la République mexicaine » sont une nouvelle tentative de maintien du centralisme et ils ont donné plus de pouvoir au président de la République en éliminant le Pouvoir suprême conservateur. Cette caractéristique a conduit le juriste Emilio Rabasa à les qualifier de document digne du « despotisme constitutionnalisé » [59]. Comptant 202 articles, il a établi un système politique centralisé, avec une division tripartite des pouvoirs et un congrès bicaméral, et a repris l'idée de la souveraineté de la nation et de l'intolérance religieuse :

[59] Rabasa , Emilio, « Análisis jurídico », dans Galeana, Patricia, *México y sus constituciones*, FCE, Mexique, 1999.

« Article 5.- La somme de tous les pouvoirs publics réside essentiellement dans la nation et son exercice se divise entre le législatif, l'exécutif et le judiciaire. On ne pourra réunir deux pouvoirs ou plus au sein d'une même corporation ou personne, ni donner le pouvoir législatif à un individu.
Article 6.- La nation pratique et protège la religion catholique, apostolique, romaine et exclut toute autre. »[60]

Quant aux droits de l'Homme, ils sont établis dans l'article 9. Il est néanmoins intéressant d'observer que les devoirs des Mexicains avaient été soulignés au préalable dans l'article 8 :

« Article 8.- Il est du devoir des habitants de la République de respecter la Constitution et les lois et d'obéir aux autorités. »[61]

Quant aux droits des habitants, l'article 9 souligne la liberté, la liberté d'expression, la liberté d'impression, la sécurité juridique et le droit au respect de la propriété privée :

« Article 9.- Droits des habitants de la République... »

I. Nul n'est esclave sur le territoire de la nation, et celui qui s'y introduira, sera considéré comme libre et sous la protection des lois.
II. Nul ne peut être dérangé pour ses opinions : chacun a le droit de les imprimer et de les diffuser sans qu'une qualification ou censure préalables soient nécessaires. On n'exigera pas de caution aux auteurs, éditeurs ou imprimeurs.
III. Les documents qui traitent du dogme religieux ou des saintes écritures seront soumis aux dispositions des lois en vigueur : il ne sera en aucun cas permis d'écrire sur la vie privée.
IV. Au cours de tout procès concernant des délits d'impression, des juges en la matière interviendront, et se chargeront de la qualification de l'accusation et de la sentence.
V. Nul ne sera appréhendé si ce n'est par mandat d'un fonctionnaire à qui la loi en donne l'autorité ; sauf dans le cas de flagrant délit, où n'importe quelle personne du peuple peut le faire et remettra immédiatement la personne arrêtée sous la garde et à disposition de son juge.
VI. Nul ne sera arrêté si ce n'est par mandat d'une autorité compétente, donné par écrit et

[60] Bases orgánicas de la República mexicana de 1843, dans Tena Ramírez Felipe (compilateur), *Leyes fundamentales de México 1808-2017*, Editorial Porrúa, Mexique, 1967, p. 406. [Version originale en espagnol : Artículo 5.- La suma de todo el poder público reside esencialmente en la Nación y se divide para su ejercicio en Legislativo, Ejecutivo y Judicial. No se reunirán dos o más poderes en una sola corporación o persona, ni se depositará el legislativo en un individuo.
Artículo 6.- La Nación profesa y protege la religión católica, apostólica, romana, con exclusión de cualquiera otra].
[61] Ibíd. P. 406. [Version originale en espagnol : Artículo 8.- Son obligaciones de los habitantes de la República observar la Constitución y las leyes, y obedecer a las autoridades].

signé, et seulement lorsque l'on a des indices suffisants pour qu'une personne soit considérée comme l'auteur présumé du délit pour lequel il est poursuivi. Dans le cas où les indices seraient corroborés légalement, de manière à ce que l'on puisse croire que le détenu a commis le fait criminel, on pourra décréter la prison.

VII. Nul ne sera détenu plus de trois jours par l'autorité politique sans être remis avec les informations correspondantes au juge de sa juridiction, et ce dernier ne pourra le détenir en son pouvoir plus de cinq jours sans le déclarer correctement prisonnier. Si le juge-même avait supervisé l'appréhension, ou reçu l'inculpé avant le terme des trois jours de son arrestation, on donnera l'arrêt correspondant, de manière à ce qu'il ne soit pas détenu plus de huit jours. Le simple dépassement de ces délais rend la détention arbitraire, et l'autorité qui la commet responsable, ainsi que l'autorité supérieure qui laisse ce délit impuni.

VIII. Nul ne pourra être jugé ni condamné pour causes civiles et criminelles si ce n'est par des juges de son district, et par des lois et tribunaux établis avant le fait ou délit dont il est question. Les militaires et ecclésiastiques continueront à être soumis aux autorités auxquelles ils le sont actuellement, selon les lois en vigueur.

IX. En tout état de la cause durant lequel il apparaitrait que le prévenu ne peut recevoir une peine corporelle, il sera remis en liberté sous caution.

X. Nul ne pourra poussé à la confession du fait pour lequel il est jugé, par aucun type de contrainte ou pression qu'il soit.

XI. Le domicile ne sera pas fouillé, ni les documents d'un individu quel qu'il soit, sauf dans les cas et selon les conditions littéralement prévues par les lois.

XII. Nul ne pourra être redevable d'autres contributions que celles établies ou autorisées par le Pouvoir législatif ou par les Assemblées départementales dans le cadre des facultés qui leur sont concédées par ces fondements.

XIII. La propriété est inviolable, qu'elle appartienne à des particuliers ou à des corporations ; nul ne peut être privé de ou troublé dans l'usage ou l'exploitation libre de sa propriété, qui lui correspond selon les lois, qu'il s'agisse de choses, d'actions ou de doits, ou dans l'exercice d'une profession ou industrie que la loi lui ait garantie. Lorsqu'un objet d'utilité publique devra être utilisé, cela se réalisera après l'octroi de l'indemnité correspondante, dans le cadre de la loi.

XIV. On ne pourra interdire à aucun Mexicain le déplacement de sa personne et de ses biens à un autre pays, du moment qu'il ne délaisse pas une responsabilité, quelle qu'elle soit, au sein de la République, et que les droits établis par les lois soient satisfaits par l'extraction de ses intérêts.

Bien qu'il soit unique, l'article 9 contient une liste de droits importants : liberté d'opinion, liberté d'impression, respect de la vie privée, interdiction de l'esclavage (liberté), droits des accusés de délits, liberté de circulation, entre autres. Il ne s'agit certes pas d'une liste exhaustive de droits, mais l'on observe tout de même dans cet article le besoin de les établir dans la Constitution politique.

L'article 18, qui fait référence à la citoyenneté, est l'un des articles les plus controversés car il a établi la *citoyenneté censitaire*, c'est-à-dire : en dehors du fait d'être un homme, il établissait trois conditions pour être citoyen et donc voter ou être élu : i. Il fallait savoir lire et écrire, ii. posséder une rente annuelle et iii. Un certain âge,

avec une différenciation entre les célibataires et les hommes mariés. L'article 18 l'a établi de la manière suivante :

> « Article 18.- Sont citoyens les Mexicains de plus de dix-huit ans, mariés, ou de plus de vingt-et-un ans s'ils ne le sont pas, et qui possèdent une rente annuelle d'au moins deux cents pesos, provenant d'un capital physique, d'une industrie ou d'un travail personnel honnête. Les Congrès constituants pourront ajuster, selon les circonstances des Départements, la rente qui conditionnera la jouissance des droits de citoyen. À partir de l'année 1850, ceux qui atteindraient l'âge de majorité exigé pour être citoyen, devront, en supplément de la rente mentionnée précédemment, savoir lire et écrire pour exercer leurs droits politiques »[62]

Comme on le voit, la rente annuelle de 200 pesos pouvait varier selon le *département* auquel on appartenait et selon les dispositions prises par les congrès départementaux. Par ailleurs, on établissait que pour être membre du congrès, il fallait posséder une rente plus élevée, de 1200 pesos pour être député et de 2000 pesos pour être sénateur.

Les Fondements organiques ont généré une série de déclarations et de soulèvements qui ne les reconnaissaient pas, de par leur caractère centraliste. De plus, la menace de l'invasion nord-américaine était constante. L'un de ces soulèvements a été celui du Général Mariano Salas en 1846, sur la place de la Ciudadela, à Mexico. Salas était un militaire d'un certain âge qui avait participé à la guerre d'Indépendance du côté royaliste, et qui a accompagné Agustín de Iturbide dans sa transition vers le camp indépendantiste. Au cours du soulèvement de 1846, Salas a appelé à la création d'un nouveau Congrès constituant et à faire revenir au pouvoir, de nouveau, Antonio

[62] Ibíd. P. 409. [Version originale en espagnol : Artículo 18.- Son ciudadanos los mexicanos que hayan cumplido diez y ocho años, siendo casados, y veintiuno si no lo han sido, y que tengan una renta anual de doscientos pesos por lo menos, procedente de capital físico, industria o trabajo personal honesto. Los Congresos constitucionales podrán arreglar, según las circunstancias de los Departamentos, la renta que en cada uno de estos haya de requerirse para gozar los derechos de ciudadano. Desde el año de 1850 en adelante los que llegaren a la edad que se exige para ser ciudadano, además de la renta dicha antes para entrar en ejercicio de sus derechos políticos, es necesario que sepan leer y escribir].

López de Santa Anna, qui occupait, comme on l'a vu, de manière intermittente la présidence depuis 1833.

Pour Felipe Tena Ramirez, les trois ans durant lesquels les « Fondements organiques de la République mexicaine » sont restés en vigueur peuvent être qualifiés comme la période la plus turbulente de l'histoire du Mexique car ils ont ravivé les conflits politiques dans un contexte de confrontation avec les États-Unis :

> « Durant un peu plus de trois ans, les Fondements organiques ont présidé la période la plus turbulente de l'histoire du Mexique. Loin d'enrayer les discordes internes, la guerre avec l'Amérique du Nord paraissait les raviver, et les factions ont continué à lutter entre elles au sujet de la forme de gouvernement. »[63]

Le tableau suivant montre les présidents qui ont gouverné lorsque les « Fondements organiques de la République mexicaine » étaient en vigueur. On observe également dans ce tableau la forte présence et le pouvoir politique d'Antonio López de Santa Anna durant cette période :

Tableau 9. Présidents qui ont gouverné sous les Fondements organiques de 1843 (1843-1847)

Nom	**Période**
Antonio López de Santa Anna	14 mai 1843 – 6 septembre 1843
Valentín Canalizo	7 septembre 1843 - 4 juin 1844
Antonio López de Santa Anna	4 juin 1844 - 12 septembre 1844
Valentín Canalizo	21 septembre 1844 - 6 décembre 1844
José Joaquín de Herrera	6 décembre 1844- 30 décembre 1845
José Mariano Epifanio Paredes y Arrillaga	31 décembre 1845 - 28 juillet 1846
Nicolás Bravo Rueda	28 juillet 1846 - 06 août 1846
José Mariano Salas	6 août 1846- 23 décembre 1846
Valentín Gómez Farías	23 décembre 1846 - 21 mars 1847
Antonio López de Santa Anna	21 mars 1847 - 2 avril 1847
Pedro María Anaya	13 novembre 1847 - 8 janvier 1848

Source : élaboration propre.

[63] Tena Ramírez, Felipe, (compilateur), *Leyes fundamentales de México (1808- 2017),* Porrúa, Mexique, 2017.

Comme on l'a observé dans ce chapitre, des *Éléments constitutionnels* d'Ignacio López Rayón écrits en 1811 aux *Fondements organiques de 1843*, les divers projets constitutionnels représentent différentes conceptions des droits de l'Homme, encore naissants. Néanmoins, comme on le verra plus tard, cela marquera la trajectoire de la manière particulière selon laquelle on envisagera les droits de l'Homme au Mexique et leur défense par le biais d'un processus judiciaire particulier.

Comme on l'a observé, dans les projets et documents constitutionnels analysés, les conceptions des droits de l'Homme se présentent de manière balbutiante. Si l'on commence certes à formuler de petites listes de droits, on n'a à ce moment pas encore débattu autour des droits de l'Homme et la manière dont on peut les protéger, bien que l'on observe que la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 en France a acquis plus de poids, en particulier les articles 2 et 16, qui établissent les droits naturels et le besoin de les garantir.

Il n'existe pas non plus, à échelle nationale, de projet qui établisse un processus judiciaire pour garantir les droits de l'Homme, en-dehors de l'« Habeas Corpus » anglais.

II. De la República de Yucatán al Acta de Reformas (1841- 1847): La constitucionalización del juicio de *amparo*

El objetivo del presente capítulo es explicar cómo se institucionalizó el "juicio de *amparo*"; sin embargo, como se verá en las siguientes páginas, esto ocurrió en dos momentos: primero en la Constitución de la República de Yucatán de 1841, y posteriormente a nivel nacional en el Acta de Reformas de 1847. Para cumplir con este objetivo, el capítulo explica el proceso de incorporación del juicio de *amparo* a la Constitución de Yucatán de 1841 y el papel que jugó Manuel Crescencio Rejón como redactor principal. La segunda parte del capítulo explica cómo la institución del *amparo* transitó a nivel nacional en 1847 a pesar de que, en ese momento, Yucatán no formaba parte del territorio mexicano. Como se verá más adelante, en este transito, fueron de suma importancia las propuestas de Manuel Crescencio Rejón, quien había sido designado representante del Distrito Federal ante el Congreso Constituyente de 1846-1847, y Mariano Otero Mestas, representante de Guadalajara.

1. La Constitución de la República de Yucatán de 1841

Como se señaló en el capítulo anterior, la imposición del centralismo a través de las "Bases constitucionales" de 1832 y de las "Siete leyes constitucionales" de 1835 generaron molestia en diversas provincias del país: Texas, Guadalajara, Puebla, Tabasco, entre otros.

Imagen 1. Mapa de México de 1845 con CalifornIa y Nuevo México



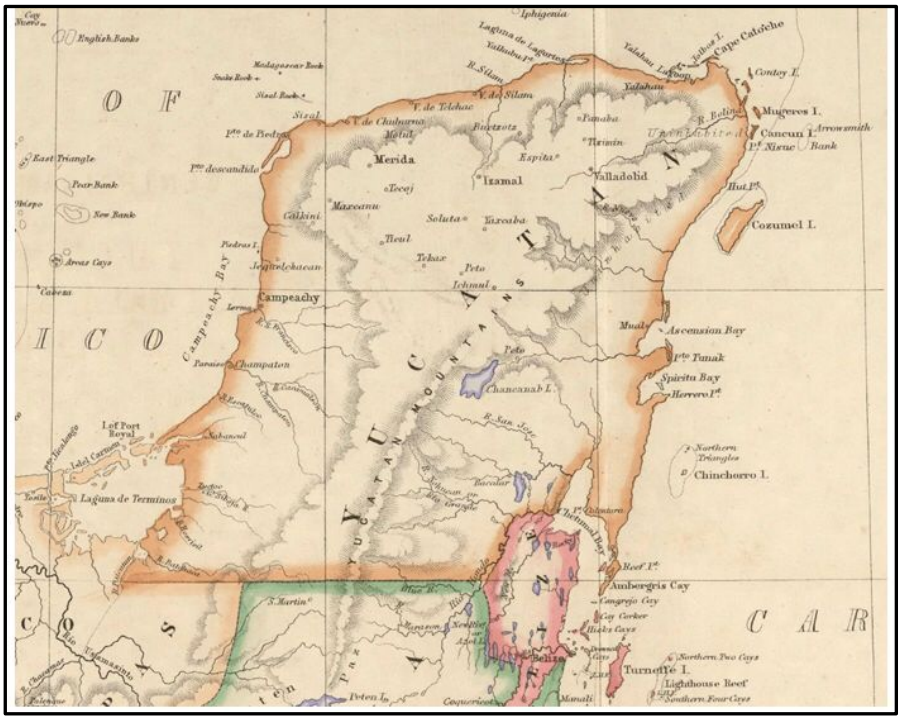
Mapa de México de que data de 1845 cuando California y Nuevo México formaban parte de del país y Texas se había separado (rojo) y Yucatán (azul) era una república independiente. El mapa se encuentra resguardado por la mapoteca de mexico. Fuente: https://mapoteca.mx/products/mexico-1844-texas-y-yucatan-independientes?_pos=5&_sid=6e4b62bb4&_ss=r&variant=39311607038057

En el caso de Yucatán, el descontento se expresó con la revuelta popular encabezada por el General Santiago Imán el 12 de febrero de 1840, quien acompañado de un grupo pro-federalista tomó la Ciudad de Valladolid y dio a conocer el “Acta de Valladolid” en la cual exigió el restablecimiento de la Constitución de 1824 y del federalismo.

Un mes después, el 4 de marzo los insurgentes firmaron el “Acta de Independencia” que estaría vigente en tanto el gobierno “central” no reconociera que Yucatán era un Estado libre y soberano, y mientras no se restableciera la Constitución de 1824. Si bien los centralistas yucatecos y de la capital defendieron el poder, no pudieron detener el avance de los insurgentes yucatecos, quienes el 16 de marzo tomaron la ciudad de Mérida y convocaron a un Congreso Constituyente, el cual aprobó el 31 de marzo de 1841 la “Constitución Política de la República de Yucatán”, que se publicó el 16 de mayo del mismo año.

El Congreso Constituyente de la República de Yucatán se compuso de 20 diputados y sesionó entre el 20 de agosto de 1840 y el 31 de marzo de 1841. Los diputados representaron las comunidades de Campeche, Jequelchacán, Izamal, Valladolid, Tekax, Ichmul, Hunucmá, Teabo, Sotuta, Seiba y Jequelchacány Bolonchenticul.

Imagen 2. Mapa de la República de Yucatán de 1847



Mapa de la República de Yucatán de 1847, en resguardo de la Mapoteca de México. Fuente: https://mapoteca.mx/products/yucatan-1884?_pos=2&_sid=174ce2534&_ss=r&variant=32391182680169

Una de las primeras decisiones del Congreso Constituyente fue crear una "Comisión de reformas" que revisara la Constitución yucateca de 1825 y propusiera las reformas necesarias para el funcionamiento de Yucatán como país independiente[64]. La "Comisión de reformas" estuvo integrada, por Manuel Crescencio Rejón, Pedro C. Perez y Dario Escalante, aunque diversos documentos señalan que el redactor principal del texto fue Manuel Crescencio Rejón[65]:

> "Los más reputados autores de derecho público de la época fueron manejados por el redactor del proyecto, al mismo tiempo que recogía los aspectos fundamentales de la realidad para la que legislaba"[66]

La "Comisión de reformas" presentó el proyecto el 23 de diciembre de 1840, el cual se acompañó de una amplia explicación del por qué proponía determinadas reformas e instituciones. En dicho mensaje la Comisión señaló que hubiera querido hacer modificaciones de menor tamaño pero que la realidad social de Yucatán y del resto de México, hacían necesarias estas propuestas. Como se verá mas adelante, en ellas hay una lectura y análisis de importantes teóricos franceses como Jean Jacques Rousseau, Benjamin Constant, Destut de Tracy y Alexis de Tocqueville. Por la importancia de las reformas propuestas, es necesario presentar un breve resumen de ellas:

1. Creación de un Poder Legislativo bicameral integrado por una Cámara de Diputados y una Cámara de Senadores, evitando que el Senado se convirtiera en una corporación aristocrática, como se le acusaba en la época:

---

[64] La Constitución de 1824 al establecer el sistema federal, señaló que cada entidad federativa (Estado), debía publicar su propia constitución estatal. En el caso de Yucatán esta Constitución se publicó en 1825.

[65] Capetillo Trejo José Enrique, "La Constitución yucateca de 1841 y la reforma constitucional en las entidades federativa" en De Andrea Sánchez Francisco José, *Derecho Constitucional estatal. Estudios históricos, legislativos y teórico- prácticos de los estados de la República Mexicana,* Universidad Nacional Autónoma de México, México, 2011 Disponible en:, https://archivos.juridicas.unam.mx/www/bjv/libros/1/8/35.pdf Fecha de consulta: 10 de febrero de 2019.

[66] Moreno Daniel, Prologo, Manuel Crescencio Rejón. Pensamiento político, UNAM, Mexico 1968 Pág. IX.

> "Nada de formar del Senado una corporación aristocrática, ni de la Cámara de diputados la representante de la democracia: ambas asambleas deben emanar inmediatamente de la libre elección de los pueblos, única fuente de toda autoridad legítima en los gobiernos, en que se saben respetar los principios; y ambas renovarse periódicamente en su totalidad, para que puedan representar con acierto la opinión, en los cambios que sufra, según las necesidades y exigencias emergentes del Estado" [67]

Para la Comisión, los representantes debían ser electos de manera directa, porque la elección indirecta "no es verdaderamente popular", y en las elecciones indirectas resultan electos sujetos en quienes la población no hubiera votado desvirtuando el papel de las elecciones:

> "Ved por qué decía un célebre escritor francés hablando de esta materia, que sólo la elección popular directa es capaz de investir a la representación nacional de una verdadera fuerza, y hacer que eche profundas raíces en la opinión; porque el representante nombrado de otro modo, no encuentra en parte alguna una voz que reconozca la suya, ni tampoco fracción alguna del pueblo que le pida cuenta de su conducta, a causa de que su voto se pierde en los giros que se le da, y en los cuales se cambia su naturaleza, y desaparece enteramente su verdadera voluntad"[68]

Para realizar la elección, las comunidades debían dividirse en secciones "de mil a dos mil almas", que de manera directa e individual elegirán a sus representantes ante el Congreso, generando con la suma de sus intereses individuales, el interés colectivo:

[67] Rejón Manuel Crescencio, "Proyecto de Constitución presentado a la legislatura de Yucatán por su comisión de reformas para la administración interior del Estado" en *Revista Externas. Revista de la Facultad de Derecho*, número 60, Octubre-Diciembre 1965, UNAM, México, Pág. 988. Disponible en: http://historico.juridicas.unam.mx/publica/librev/rev/facdermx/cont/60/ntj/ntj8.pdf Fecha de consulta: 01 de marzo de 2019.
[68] Ibíd. Pág. 989.

> "Por otra parte ¿qué otra cosa es el interés general sino la suma de los intereses seccionados e individuales, cuyo arreglo debe hacerse en sus tendencias divergentes, por transacciones que demanda siempre sacrificios más o menos considerables, para disminuir los de la mayoría consultando su bienestar?"[69]

En la cita anterior hay una clara lectura del contrato social de Jean Jacques Rousseau, cuando señala que el interés general es la suma de los intereses individuales, y en esa lógica la Comisión pensó el fundamento del congreso en Yucatán.

2. La creación del "juicio político".

Basado en la lectura de Benjamin Constant, se trata de un juicio particular contra los servidores públicos de alto nivel (Gobernador, Cónsules, Secretarios de despacho y Ministros de la Corte Suprema de Justicia) por las faltas que cometieran en el ejercicio de sus funciones aunque no estuvieran sancionadas:

> "Veamos sin embargo, lo que, tratando de esta materia, expone Benjamín Constant en su "Curso de derecho constitucional". Un ministro, dice, (y podemos agregar, un gobernador, un tribunal investido del poder que se le da por la Constitución que se presenta) puede hacer tanto daño sin separarse de la letra de ninguna ley, que si no se preparan medios constitucionales para reprimir este mal, y castigar o alejar al culpable, la necesidad hará que se hallen estos medios fuera de la Constitución"[70].

Este "juicio político" se realizaría ante el Congreso, en el que la Cámara de Diputados hacía un análisis previo y declaraba si era procedente o no el juicio, y en caso de ser afirmativo, el Senado se convertía en Jurado para absolver o condenar con privación del empleo, inhabilitación temporal o definitiva para obtener cargos públicos con

[69] Ibíd Pág. 990.
[70] Ibíd Pág. 991.

posterioridad, al servidor público acusado. Sobre la idea de que establecer el juicio político sea injusto y desventajoso para quienes son servidores públicos, la propuesta señaló que esa posible injusticia se limita con las decisiones justas de los jueces:

> "Tal vez se creerá, dice en otra parte el citado Constant, que pongo a los gobernantes en una posición harto desfavorable y peligrosa, pues al paso que exijo para el simple ciudadano la salvaguardia de la aplicación exacta de las leyes, dejo a aquellos a merced de la arbitrariedad de sus acusadores y jueves. Mas esta ilegalidad es inherente a la misma cosa, y debemos convencernos de que estos inconvenientes se disminuyen con la solemnidad de las formulas, el augusto carácter de los jueces, y la moderación de las penas"[71]

Es importante señalar que en pleno siglo XXI esta idea del juicio político a través del Congreso bicameral, en el cual se les quita la protección constitucional a determinados servidores públicos subsiste en la Constitución de 1917.

3. Un Poder Ejecutivo colegiado integrado por un Gobernador y dos Cónsules.

El proyecto propuso un Ejecutivo, denominado Gobernador, acompañado de dos Cónsules, que juntos gobernarían durante 6 años, pero rotando el poder cada bienio. Así, mientras el Gobernador ocupa el Poder Ejecutivo, los Cónsules tendrían la obligación de recorrer Yucatán para conocer la situación de la policía, los caminos, los pueblos, la industria, la educación, las necesidades y solicitudes de las comunidades. Para elaborar esta propuesta, la Comisión estudió al teórico–francés del derecho constitucional Destutt de Tracy, quien analizó las posibilidades de que el Poder Ejecutivo no se concentrara en una sola persona, porque significaba acumular demasiado poder, lo que generaba tentaciones despóticas:

> "Así es que para quitar tanta tentación al despotismo, unos publicistas han propuesto, y entre ellos Destutt de Tracy, que la autoridad ejecutiva se deposite

[71] Ibíd Pág. 992.

> en una corporación, y jamás en una sola persona; y otros como D. Ramón Salas, en su acreditado comentario de la legislación civil y penal de Benthan, quiere que nunca se confíe a una sola junta, sino a muchas encargándose a una los negocios de la guerra, a otra la de las rentas públicas, a otra los de la Justicia; porque dicen, que cuanto más se subdivida el Poder Ejecutivo, tanto menos será el riesgo de que se convierta en tiranía, resumento (sic) las facultades concedidas a los demás funcionarios públicos"[72]

Después del análisis de los teóricos franceses, a la Comisión le pareció demasiado arriesgado proponer ensayos en las condiciones políticas y sociales en que se encontraba Yucatán, por lo que no optó por pequeñas juntas, sino a un Gobernador y dos Cónsules:

> "La comisión, que está muy distante de querer que se hagan ensayos prácticos de teorías que, aunque seductoras, pueden acaso no corresponder a las esperanzas lisonjeras de los amigos de la libertad democrática, no se atreverá por lo mismo a promover innovaciones de trascendencia, en las circunstancias difíciles en que se halla comprometido el Estado. Sin embargo, obsequiándolas hasta cierto punto, os consulta se disminuya la autoridad del gobernador, por lo que toca a la provisión de empleos, dándosele para esto dos asociados, que sean sus inmediatos sucesores en el mando, y que por su interés y prestigio respectivo sirvan de obstáculo al engrandecimiento de aquel, en la ambición que le pueda dominar"[73]

La cita anterior es importante porque muestra la preocupación de la Comisión por establecer instituciones duraderas sin arriesgar a la sociedad experimentando con propuestas que podrían poner en riesgo la continuidad de la vida social e institucional. En este sentido es fundamental observar que la propuesta consideraba los debates teóricos al tiempo que observaba la realidad de Yucatán y de México.

[72] Ibíd. Pág. 993.
[73] Ibíd. Pág. 993.

4. Un Poder Judicial bien organizado, fuerte jurídica y moralmente, que defienda las garantías individuales.

La Comisión señaló que los juzgados se encontraban desorganizados y "sin unidad" para atender las necesidades del país por lo que consideraba importante reorganizarlos para que el Poder Judicial pudiera cumplir con sus funciones, entre ellas la protección de los derechos del hombre y del ciudadano:

> "Os propone la comisión dejéis expeditos a los futuros Congresos, a fin de que puedan determinar algunos ensayos del juicio de juzgados, y vean modo de generalizar aquella benéfica institución, que es sin duda alguna el mejor arbitro inventado para la conservación de la libertad, y la garantía más segura de los derechos del hombre y del ciudadano contra los abusos del poder. Os propone también al intento, la pronta reforma de nuestrós códigos, que compuestos de disposiciones dictadas por distintos gobiernos sin unidad de plan, y según así emergencias de los tiempos, se parecen a los oráculos de la Sibilas por la confusión que en ellos reina"[74]

Para la "Comisión de reformas" el Poder Judicial era un poder que se apoyaba más en la fuerza moral y el derecho que en la fuerza física, como es el caso del Poder Ejecutivo, que tiene a las fuerzas armadas y policía y por lo tanto la fuerza para inponer su voluntad. Por estos motivos, propuso que el Poder Judicial tuviese el poder para detener las acciones anticonstitucionales del Congreso y del Poder Ejecutivo, así como de las "ofensas" contra los derechos de los habitantes del Estado:

> "Por eso os propone se revista a la Corte Suprema de Justicia de un poder suficiente, para oponerse a las providencias anticonstitucionales del Congreso, y a las ilegales del Poder Ejecutivo, en las ofensas que hagan a los derechos políticos y civiles de los habitantes del Estado; y que los jueces se arreglen en

[74] Ibíd. Pág. 1001.

sus fallos a lo prevenido en el Código fundamental[75], prescindiendo de las leyes y decretos posteriores, que de cualquier manera le contraríen. Así se pondrá un dique a los excesos y demasías de las Cámaras, y los ciudadanos contarán con un arbitro, para reparar las injusticias del Ejecutivo del Estado, sin verse en la precisión de exigir responsabilidades contra funcionarios, que tendrán siempre mil medios de eludir pena a los transgresores de la ley, y jamás la reparación completa del agravio a la persona ofendida"[76].

De esta manera, no habría necesidad de crear un poder conservador como el que establecieron las leyes orgánicas de 1835:

"Se haría también innecesaria la creación de un poder conservador monstruoso, que destruya las instituciones fundamentales a pretexto de conservarlas, y que revestido de una omnipotencia política sea el árbitro de los destinos del Estado, sin que haya autoridad que modere sus abusos"[77]

Entonces, el Poder Judicial tendría las facultades para proteger las "Garantías Individuales":

"Por otra parte, dotado así el Poder Judicial de las facultades indicadas con más las de proteger en el goce de las garantías individuales al oprimido por los empleados del orden político, que abusan casi siempre de la fuerza, por el apoyo que les presta el gobierno de que inmediatamente dependen, no queda desnaturalizado sacándole de su esfera."[78]

Además, el Poder Judicial podría censurar la legislación en casos particulares, porque sus sentencias atenderían casos particulares y por lo tanto, no interrumpirian la vigencia de la ley:

[75] Suele denominarse "Código fundamental" a la Constitución Política.
[76] Ibíd. Pág. 995.
[77] Ibíd. Pág. 995.
[78] Ibíd. Pág. 995.

> "Así, es, que aunque según el proyecto, se da al Poder Judicial el derecho de censurar la legislación, también se le obliga a ejercerlo de una manera oscura y en casos particulares, ocultando la importancia del ataque a las miras apasionadas de las facciones. Sus sentencias pues, como dice muy bien Tocqueville, no tendrán por objeto más que el descargar el golpe sobre un interés personal, y la ley sólo se encontrará ofendida por casualidad. De todos modos la ley así censurada no quedará destruida: se disminuira sí su fuerza moral, pero no se suspenderá su efecto material"[79]

De esta manera, tratándose hipotéticamente de un *amparo* contra una ley que un ciudadano considerara violatoria de sus derecho, ésta ley se extinguiría porque carecería de fuerza moral a partir de la sumatoria de casos individuales, viéndose obligado el Congreso a derogarla:

> "Solo perecerá por fin poco a poco y con los golpes redoblados de la jurisprudencia, siendo además fácil de comprender, que encargando al interés particular promover la censura de las leyes, se enlazará el proceso hecho a éstas con el que se siga a un hombre, y habrá por consiguiente seguridad de que la legislación no sufrirá el más leve detrimento, cuando no se le deja expuesto por este sistema a las agresiones diarias de los partidos. En fin, multiplicándose por el medio referido los fallos contra las leyes constitucionales, se harán éstas ineficaces, teniendo las Cámaras por lo mismo que derogarlas, y sacándose de consiguiente la ventaja de conservar el Código fundamental intacto, por un antemural el más fuerte que ha levantado contra la tiranía de las asambleas legislativas".[80]

En este sentido, el Poder Judicial podrá defender las "Garantías individuales" conteniendo las arbitrariedades del gobierno:

[79] Ibíd. Pág. 996.
[80] Ibíd. Pág. 996.

"En resumen, señores, la comisión al engrandecer el Poder Judicial, debilitando la omnipotencia del Legislativo, y poniendo diques a la arbitrariedad del Gobierno y sus agentes subalternos, ha querido colocar las garantías individuales, objeto esencial y único de toda institución política, bajo la salvaguarda de aquel, que responsable de sus actos, sabrá custodiar el sagrado depósito que se confía a su fidelidad y vigilancia. Por eso no sólo consulta que se le conceda la censura de las leyes en los términos ya indicados, sino también que se le revista de una autoridad suficiente, para proteger al oprimido contra las demandas de los empleados políticos del Ejecutivo del Estado"[81]

5. La responsabilidad de los subalternos por la obediencia a las ordenes ilegales de sus superiores.

La Comisión analizó la situación de los empleados públicos que, recibiendo ordenes de sus superiores, cometieran actos ilegales. La Comisión subrayó la importancia de tomar una decisión justa y para ello revisó la legislación británica:

"La responsabilidad de los agentes inferiores del poder público está establecida en Inglaterra, para los casos en que éstos dan cumplimiento a las disposiciones arbitrarias de sus superiores… que la razón y la utilidad pública también están en esta parte"

El problema principal era determinar el limite de la responsabilidad cuando, un servidor público obedeciendo ordenes de sus superiores, cometía ilegalidades, porque atendiendo una orden superior, el subordinado podría quedar liberado de responsabilidad, y dado el poder que puede tener la autoridad superior, el acto ilegal podía quedar impune, por lo que para defender las garantías de los ciudadanos, se debía extender la responsabilidad a ambos individuos:

[81] Ibíd. Pág. 996.

> "Que la razón y la utilidad pública también están en esta parte de acuerdo con la legislación británica, lo demuestra con su acostumbrada solidez y maestría el escritor francés ya citado… ¿Deben, pregunta, considerarse como responsables los agentes inferiores que obedezcan las órdenes arbitrarias de sus superiores? Si se extiende, contesta, la responsabilidad a los actos ilegales, no podrá menos de resolverse esta cuestión por la afirmativa. La negativa destruiría todas las garantías de la seguridad individual; porque si se castiga solamente al ministro que da una orden ilegal, y no a los subalternos que la ejecutan, la reparación de ella quedará a un grado tan elevado, que muchas veces no podrá alcanzarse"[82]

Pero la Comisión consideró importante excluir a las fuerzas armadas porque en sus condiciones se exige obediencia y subordinación estricta:

> "La Comisión ha obrado con mayor circunspección, al consultar que aquella providencia no se extienda a la milicia, cuando opere en las guerras interiores o exteriores. En estos casos la obediencia y la subordinación ilimitada son absolutamente precisas para la consecución de las empresas, que sin duda se desgraciarían, si se exigiese el examen y discusión en los que deben moverse como puros instrumentos"[83]

6. Las protecciones constitucionales (fueros)

La Comisión se encargó de analizar la situación de los fueros, que fue un tema ampliamente discutido a lo largo del siglo XIX. Los fueros son protecciones constitucionales mediante los cuales una persona no puede ser perseguidas judicialmente a pesar de haber cometido delitos. Esta protección constitucional la tenían los miembros del clero, del ejercito y los altos cargos públicos del poder ejecutivo, legislativo y judicial. En particular, la Comisión analizó el caso del fuero militar y el fuero eclesiástico, y para ello consideró las experiencias de Francia e Inglaterra:

[82] Ibíd 998.
[83] Ibíd 998.

> “Hablando de ellas el Dr. D. Ramón Salas dice: “que esta es una de aquellas cosas, que siendo esencialmente viciosas, no tienen otro arreglo ni enmienda que la abolición entera, sin dejar rastro de ellas. No por eso hay que temer, continúa, que los clérigos pierdan la consideración que merezcan por su carácter, su ciencia y sus virtudes, y sin hablar de los ministros protestantes (los cuales ningún derecho tienen más que los otros ciudadanos), en Francia el clero católico se halla en el mismo caso. Allí el eclesiástico delincuente es juzgado y castigado por el mismo tribunal y con la misma pena que el secular que ha cometido el mismo delito, y los ejemplos se repiten con bastante frecuencia, sin que por esto pierdan nada en la opinión publica los individuos respetables de aquel estado”[84]

Respecto al fuero militar, la Comisión observó que se prestaba a la arbitrariedad y al despotismo, utilizando dicho fuero para deshacerse de los adversarios políticos, como lo hizo el gobierno centralista de México, y citando a Benjamin Constant, la Comisión criticó el papel de las fuerzas armadas y la imposición de la lógica militar sobre la vida civil de las personas:

> “Y en Francia ¿qué otro expediente se ha adoptado por las facciones victoriosas, para exterminar a los que no podían avenirse con sus atroces iniquidades? Benjamín Constant responderá en esta parte por vuestra comisión de reformas: “Hemos visto, decía en 1813, durante estos veinte años últimos introducirse una justicia militar, cuyo primer principio era abreviar las formulas, como si toda abreviación fuese otra cosa que un sofismo el más escandaloso”… Nuestros nietos no creerán, si tienen algún sentimiento de la dignidad humana, que hubo un tiempo en que hombres ilustres sin duda por sus innumerables expediciones y gloriosas victorias, pero criados en las tiendas de campaña e ignorantes de la

[84] Ibíd Pág. 999.

vida civil, preguntaban a los acusados a quienes eran incapaces de comprender, y condenaban sin apelación a los ciudadanos que no tenían derecho de juzgar"[85]

Por estos motivos la Comisión propuso "destruir "las funestas excepciones de la jurisdicción ordinaria"[86] y establecer un fuero único para todos los asuntos comunes, civiles, penales, eliminando la mención al fuero militar:

"Art. 68. No habrá más que un solo fuero para los asuntos comunes, civiles o criminales, y no se podrá usar de medios coactivos temporales, ni aplicar penas de este género por las autoridades eclesiásticas"[87]

7. La libertad de culto

Respecto al derecho a ejercer creencias religiosas distintas a la católica, la Comisión señaló la importancia de que todas las personas tuvieran el derecho de adorar "al Creador" de la manera que eligieran, señalando que el Estado se había dedicado demasiado tiempo a cuidad la religión –católica- cuando en realidad debía ocuparse únicamente de las cuestiones terrenales, lo que lo había llevado a descuidar temas fundamentales para el desarrollo nacional:

"Hasta ahora, Señores, por un contraprincipio de los más repúgnantes, hemos reconocido la extensión de la magistratura civil al cuidado de conservar la religión y de salvar a las almas cuando sólo debe limitarse a asegurar a los pueblos la posesión de los bienes temporales y su aumento por leyes equitativas y justas, sin pensar jamás en dirigirlos por determinados caminos al paraíso celestial."[88]

[85] Ibíd. Pág. 1000.
[86] Ibíd. Pág. 1000.
[87] Ibíd. Pág. 1016.
[88] Ibíd. Pág. 1001.

El proyecto propuesto contenía 78 artículos, sin embargo, el pleno del Congreso no aceptó la totalidad de las propuestas de la "Comisión de Constitución" que lideraba Manuel Crescencio Rejón, y hubo instituciones que fueron rechazadas. De esta manera, el pleno del Congreso aceptó la propuesta de Congreso bicameral, el Juicio político, y el derecho al culto privado; por otro lado, el pleno rechazó la propuesta del Ejecutivo con dos cónsules señalando que "El poder ejecutivo del estado se depositará en un gobernador"[89], sin cónsules, pero le otorgó la creación de un Consejo de estado y rechazó el periodo de seis años de gobierno manteniendo el de cuatro. Es relevante señalar también que el pleno del Congreso rechazó la democracia censataria otorgando la ciudadanía a los yucatecos avecindados que tuviesen 21 años de edad cumplidos o 18 años si se encontraban casados sin necesidad de demostrar una renta anual.

Además, es relevante señalar que la propuesta de la Comisión fue colocar a las "Garantías individuales" de forma enlistada en el artículo 62 y señalando en los artículos 63 y 64 la facultad del Poder Judicial de otorgar *amparo*; sin embargo, el pleno del Congreso reorganizó la propuesta, estableciendo en el artículo 1º quiénes son yucatecos, en el 2º quienes son ciudadanos, en el 3º la posibilidad de la ciudadanía para extranjeros, el 4º la suspensión de los derechos de los ciudadanos, el 5º y 6o la residencia en Yucatán, y el artículo 7 se encargó de enlistar las "Garantías individuales" de los habitantes del Estado, y los artículos 8 y 9, del juicio de *amparo*. La relevancia radica en que el Constituyente colocó como artículos prioritatios los relativos a los derechos del hombre y su protección a través del juicio de *amparo*.

[89] Constitución Política de Yucatán de 1841, en Suprema Corte de Justicia de la Nación, *Homenaje a Don Manuel Crescencio Rejón,* Tomo III, México, 1960. Documento en línea: http://www.internet2.scjn.gob.mx/red/marco/PDF/B.%201835-1846/d)%20CP%20Yucatán%20(31%20marzo%201841).pdf Fecha de consulta: 10 de enero de 2019.

Tabla 10. Arquitectura constitucional del *amparo* y la protección de los derechos del hombre en la Constitución de Yucatán de 1841

Artículo	**Contenido**
1	Nacionalidad. ¿Quiénes son yucatecos?
2	Requisitos de la ciudadanía
3	Ciudadanía para extranjeros
4	Suspensión de los derechos políticos (ciudadanía)
5	Residentes yucatecos
6	Residentes yucatecos
7	Listado de garantías individuales
8	Juicio de *amparo*
9	Juicio de *amparo*

Fuente: Elaboración propia

De esta manera, la Constitución de 1841 señaló en su primera parte lo relativo a las garantías individuales, los derechos civiles y políticos y su suspensión, y el juicio de *amparo* para defender los derechos. Se trata entonces, de la primera vez que una constitución, dentro de lo que hoy es elt erritorio mexicano, que establece la vigencia constitucional de los derechos del hombre y su protección a través de la numeración de los derechos y el juicio de *amparo* para defenderlos.

Como se puede observar, es con la publicación de la Constitución de Yucatán de 1841 que apareció por primera vez en un documento constitucional un juicio particular para defender las garantías individuales de todos los habitantes de Yucatán (que hoy conocemos como *Juicio de Amparo*), además, es en esta Constitución donde aparece por segunda vez el concepto de *Garantías individuales*, al denominarse así el capítulo de 3 artículos que se ocupa de los derechos de los habitantes de Yucatán:

Garantías individuales.

Art. 7º. Son derechos de todo habitante del estado, sea nacional o extranjero:

1. No poder ser preso sino por decreto o mandamiento de juez competente, dado por escrito y firmado, ni aprehendido por disposición del Gobernador, sino en los términos indicados en las facultades de éste. Exceptúase el caso de delito infraganti, en el cual puede cualquiera prenderle, presentándole desde luego a su juez respectivo.
2. No poder ser detenido sin expresa orden, dada y firmada por el juez competente que le aprehenda, ni pasar la detención de veinticuatro horas sin recibirle su declaración preparatoria, ni de cuarenta y ocho sin proveer el auto motivado de su prisión.
3. No poder tampoco permanecer preso, ni incomunicado, por mas de seis días sin que se le reciba su confesión con cargos, ni podérsele volver a incomunicar después de practicada esta última diligencia.
4. No poder ser juzgado por comisión, sino por el tribunal competente que establece la ley.
5. No poder ser juzgado ni sentenciado por jueces establecidos, ni por leyes dictadas después del

hecho que haya motivado el litigio o la formación de su causa.
6. Poder terminar sus diferencias por medio de jueces árbitros
7. No poder ser obligado a hacer lo que no le manda la ley, ni a practicar lo prevenido en ésta, sino del modo y en la forma que ella determine, ni a pagar contribución no decretada por el congreso del estado.
8. No podérsele impedir hacer lo que las leyes no le prohiban
9. Poder imprimir y circular sus ideas sin necesidad de previa censura; sujetándose por los abusos que cometa, a las penas de la ley.
10. Poder adquirir bienes raíces, rústicos o urbanos, y dedicarse a cualquier ramo de industria.
11. No poderse catear la casa de su habitación, su correspondencia ni papeles, sino por disposición de juez competente y con los requisitos que las leyes establezcan.
12. Pedir libre y moderadamente la observancia de la constitución y las leyes

El artículo 7 enumera el listado de derechos de los habitantes de Yucatán: libertad de prensa, libertad de profesión, respeto a sus propiedades, y la lista de derechos en materia penal que otorgan seguridad jurídica. Por su parte los artículos 8 y 9 de la Constitución de Yucatán contienen el juicio de *amparo* como un proceso judicial capaz de defender los derechos de los habitantes de Yucatán, que en el documento son denominados "garantías individuales":

> "Artículo 8. Los jueces de primera instancia *ampararán* en el goce de los derechos garantidos por el artículo anterior, a los que pidan su protección contra cualquier funcionario que no correspondan al orden judicial, decidiendo breve y sumariamente las cuestiones que se susciten sobre los asuntos indicados.
> Artículo 9. De los atentados cometidos por los jueces contra los citados derechos, conocerán sus respectivos superiores con la misma preferencia de que se ha hablado en el artículo precedente; remediando desde luego el mal que se les reclame, y enjuiciando inmediatamente al conculcador de las mencionadas garantías"[90]

Hay que observar que, la redacción del artículo 8 se encuentra dedicado a proteger los derechos de las personas contra los actos de autoridad realizados por "cualquier funcionario que no corresponda al orden judicial", es decir, autoridades administrativas

[90] Constitución de Yucatan de 1841, en Suprema Corte de Justicia de la Nación, *Homenaje a Don Manuel Crescencio Rejón,* Tomo III, México, 1960. Documento en línea: http://www.internet2.scjn.gob.mx/red/marco/PDF/B.%201835-1846/d)%20CP%20Yucatán%20(31%20marzo%201841).pdf Fecha de consulta: 10 de enero de 2019.

o legislativas; sin embargo, este artículo se complementa con el artículo 9, el cual se ocupó de proteger los derechos de las personas contra los actos cometidos por jueces, es decir, actos del poder judicial. De esta manera, los artículos 8 y 9 protegen los derechos de las personas contra los actos violatorios de las garantías individuales por parte del poder ejecutivo, legislativo y judicial. Además, el artículo 9 señala que se debe *remediar el daño* ocasionado y enjuiciar a quien cometa dichas violaciones.

Entre los artículos 7, 8 y 9 existe una importante ingeniería constitucional en la cual el artículo 7 se encarga de enumerar las garantías individuales y el artículo 8 y 9 se encargan de señalar instituciones obligadas de hacer respetar dichos derecho, es decir los jueces, *amparando* al habitante de sus derechos, resarciendo el daño y sancionando a los servidores públicos responsables.

Como se puede observar en los párrafos citados, es en la Constitución de Yucatán de 1841 cuando aparece por segunda vez el concepto de "garantías individuales" en los documentos jurídicos que han sido jurídicamente válidos en lo que hoy es México. Es también en estos artículos donde se utiliza por primera vez el verbo *amparar* en los documentos constitucionales del México independiente, que en castellano es sinónimo de "proteger":

> "Emilio Rabasa reconoce en "El Juicio Constitucional" que "fue Rejón el primero en enumerarlos en un capítulo especial". Asimismo, a mi entender, es Rejón el primero en denominar a los derechos subjetivos públicos como garantías individuales concepto que se incorpora a la Constitución de 1857 y prevalecerá en la Constitución que actualmente nos rige"[91]

Es entonces en la Constitución de Yucatan de 1841 donde se constitucionaliza y positivisa el "juicio de *amparo*". Finalmente, hay que señalar que es también en la Constitución de Yucatán donde se estableció por primera vez la libertad de culto[92] y el juicio político.

[91] Rabasa Emilio, "Análisis jurídico" en Galeana Patricia, *México y sus constituciones*, FCE, México 1999. Pág. 475.

[92] En la exposición de motivos del proyecto de la Constitución de Yucatán se señala que los hombres tienen el derecho de adorar a Dios de la manera en que su conciencia les señale. También señala que

Analizando la Constitución de Yucatán de 1841, hay 3 elementos importantes que no existían a nivel nacional en ese momento, y que muestran el avance de los debates jurídicos y políticos en aquella entidad: el nacimiento del juicio de *amparo*, el establecimiento de la libertad de cultos y la eliminación de los fueros (con excepción del militar).

La lucha de los estados por mantener un Estado federado generó que Yucatán declarara su independencia en 1841, se reincorporara en 1843, se separara por segunda ocasión en 1846 y se reincorpore definitivamente en 1848.

La República de Yucatán y Manuel Crescencio Rejón

¿Cómo fue que, en una provincia lejana de la Metrópoli se produjeron estos avances jurídicos frente a lo que ocurría en el resto del territorio mexicano? José Luis Soberanes Fernández señala que desde la Colonia, Yucatán tuvo un *estatus* particular, como *provincia autónoma perteneciente al virreinato*, lo que se expresó en su historia jurídica particular:

> "Yucatán había venido desarrollando una política legislativa ciertamente autónoma desde la época colonial, que se tradujo en una serie de normas evidentemente avanzadas para su tiempo. Entre ellas debemos mencionar la desamortización de bienes eclesiásticos (1782), la abolición de los servicios personales que los indígenas prestaban al clero (1813), la extinción de conventos y de obvenciones parroquiales (1820) o la abolición de fueros y el establecimiento de la tolerancia religiosa (1840)"[93]

Por su parte, Daniel Moreno señala que el ambiente intelectual de Yucatán, al igual que el de otras provincias del territorio que controlaba el virreinato de la Nueva España,

---

es un error que el Estado se ocupe de cuidar la religión, cuando en realidad se debe ocupar de atender adecuadamente las cuestiones terrenales, porque las espirituales no le corresponden.

[93] Soberanes Fernandez, José Luis, "El primer Congreso Constituyente mexicano" en *Revista Cuestiones Constitucionales*, Instituto de investigaciones jurídicas, UNAM, México, 2012, Págs. 222 y 223.

estaba al día de los debates liberales europeos que había producido la Ilustración, así como de las consecuencias políticas y jurídicas de la Revolución Francesa.

Daniel Moreno señala como ejemplo al filósofo Pablo Moreno, responsable de la cátedra de filosófica desde 1802 en el Seminario Conciliar San Ildefonso de Mérida, Yucatán, desde donde defendió a los pueblos indios. También en ese ambiente intelectual, el capellán Vicente María Velásquez de la parroquia de San Juan Bautista fundó el grupo de los *Sanjuanistas,* grupo político-cultural que reivindicaba los derechos de los pueblos indios y las posiciones de Fray Bartolomé de las Casas "llegando a sostener que como los indios eran la mayoría de la población y descendían de los originales propietarios de la tierra, ellos deberían dar la ley en todo el país"[94].

En este ambiente político-intelectual nacieron y crecieron personajes como Andrés Quintana Roo (1787-1851), Lorenzo de Zavala (1788-1836) y Manuel Crescencio García Rejón y Alcalá (1799-1849), mejor conocido como Manuel Crescencio Rejón. Todos ellos participaron en algun momento de los procesos constituyentes de México: Andrés Quintana Roo en el Congreso de Anáhuac y Lorenzo de Zavala y Crescencio Rejón del primero y segundo congresos constituyentes de 1822 y 1824 respectivamente.

Crescencio Rejón nació el 23 de agosto de 1799 en la comunidad de Bolonchenticul de Yucatán (dicha comunidad hoy se denomina Bolonchén de Rejón y se encuentra actualmente en el estado de Campeche) y entre 1816 y 1819 estudió filosofía en el Seminario de Filosofía. Desde muy joven participó de la vida política de Yucatán y de México, sosteniendo ideas republicanas, liberales y a favor de la laicidad y los derechos del hombre. Su vida es la de un pensador que también construye instituciones, escribe y publica en folletos, diarios locales y diarios nacionales sus ideas y las sostiene en los diversos congresos en los que fue representante, lo que le ocasionó prisión y exilio, pero también reconocimiento de su valor político e intelectual. Moreno señala que gran parte de su obra se ha extraviado, en gran medida porque en la época no solían firmarse las notas periodísticas, aunque sobreviven sus participaciones como diputado en diversas legislaturas.

[94] Moreno Daniel, Prologo, Manuel Crescencio Rejón. Pensamiento político, UNAM, Mexico 1968 Pág. IX.

Rejón representó a Yucatán en el Primer Congreso Constituyente de 1822, y se inscribió para participar en la Comisión de Constitución, es decir, en la comisión redactora del proyecto constitucional. Esto significa que a sus 23 años se encontraba debatiendo las instituciones de un nuevo país, al lado de congresistas que habían participado en las Cortés de Cádiz de 1812, como los gaditanos José Miguel Guridi y Alcocer, José Miguel Ramos Arizpe, el insurgente Ignacio López Rayón, Lorenzo de Zavala, y Valentín Gómez Farías, Servando Teresa de Mier, entre otros, así lo señala su biógrafo:

> "Como Rejón había sido uno de los más exaltados partidarios del movimiento emancipador, se explica que al realizarse las elecciones para el Congreso Constituyente que debería celebrarse en la ciudad de México, resultase electo diputado"[95]

Antes de que Iturbide disolviera el Congreso, Rejón propuso eliminar la pena de muerte y todos los servicios personales que proporcionaban los indios. Cuando Iturbide se hizo coronar Agustín I, Rejón se negó a participar de la ceremonia, lo que ocasionó que fuera apresado por primera vez. No sólo fue diputado del primer y segundo congresos constituyentes, pues en 1827 como diputado representante de Yucatán ante el Congreso ordinario discutió la expulsión de los españoles que vivían en México:

> "Notable es su intervención en el asunto de la expulsión de los españoles, en el que actuó con la mayor discreción y al mismo tiempo que con convicción patriótica, con sentido humanitario"[96]

Entre 1829 y 1834 fue senador por Yucatán, donde presentó una iniciativa para que los barcos se construyeran únicamente con madera del país y que los capitanes fueran mexicanos. En este periodo y a causa de sus posiciones políticas en 1832 es golpeado

[95] Ibíd. Pág. XI.
[96] Ibíd. Pág. XV.

en la puerta de su hogar, por lo que tiene que salir del país y exiliarse en Estados Unidos.

En la misma década combatió las Siete leyes, lo que lo llevó a su segundo exilio, esta vez en Cuba, en donde conocerá del avance en el proceso independentista y pro federalista de Yucatán. Tras la Declaración de independencia de la República de Yucatán, Rejón decide viajar para participar en el Congreso Constituyente:

> "Miembro del Congreso local yucateco, no es sorprendente que se le escoja como jefe de la Comisión de reformas de la Ley Fundamental de 1825. Su fama era nacional… mas el designado no se conformó con proponer reformas, sino que elaboró, con algún auxilio de los miembros de la Comisión, el documento"[97]

Luego de librar la acusación de separatista por haber participado en el Constituyente de Yucatán de 1841 fue enviado a una misión diplomática a Colombia, Venezuela, Jamaica y Haití.

En 1843 recibió ordenes de regresar a México en virtud de que crecía la tensión diplomática con Estados Unidos, y para enfrentar la decisión es nombrado por Antonio López de Santa Anna Secretario de Relaciones Exteriores el 19 de agosto de 1844, cargo que ocupó apenas 4 meses, hasta el 10 de diciembre del mismo año, sin embargo, bajo acusaciones de traición tiene que salir nuevamente al exilio.

Regresa a México en 1846 para participar en el nuevo Congreso Constituyente, en esta ocasión representando al Distrito Federal, pero al seguir vigente el conflicto con Estados Unidos, es nuevamente nombrado Secretario de Relaciones Exteriores. Por este motivo deberá dividir su tiempo y sus actividades, como presidente de la Comisión de Puntos Constitucionales del Congreso Constituyente de 1846-1847 y Secretario de Relaciones Exteriores defendiendo el territorio frente a los deseos anexionistas de los Estados Unidos.

Sobre la vida política de Rejón hay dos críticas que no se encuentran bien fundamentadas: por un lado, se le ha acusado de separatista al haber participado en el Congreso Constituyente de la República de Yucatán de 1841, sin embargo, Rejón tuvo

[97] Ibíd. Pág. XXI.

un proceso jurídico acusado de *traición a la patria* donde demostró que no participó de la revuelta política sino que se integró a participar en el Constituyente, además, el proyecto constitucional que redactó señalaba que Yucatán sería una república en tanto no se restableciera el federalismo en México.

El segundo señalamiento establece que a pesar de que fue diputado y senador en múltiples ocasiones, nunca intentó que la institución del juicio de *amparo* se estableciera a nivel nacional, y por estos motivos, Rejón no sería uno de los fundadores del *amparo* a nivel nacional, sino un antecede yucateco. Esta segunda afirmación también es falsa, y lo demuestra su propuesta que como representante del Distrito Federal presentó al Congreso Constituyente de 1846-1847, junto con los diputados Fernando Agrega y José María del Río el 29 de noviembre de 1846 que producirá el Acta de Reformas de 1847, la cual se analiza en el siguiente punto.

Mas adelante abundaremos sobre la figura jurídica del *amparo*. Por ahora, basta señalar que se positivizó, es decir, se creó como figura jurídica, cuando Manuel Crescencio Rejón redactó el proyecto de la Constitución Política de la República de Yucatán en 1841, y posteriormente la propuso para la Constitución política de México en el Constituyente de 1846-1847.

2. El Cuarto Congreso Constituyente y el "Acta Constitutiva y de reformas" de la Federación mexicana de 1847

La separación de Yucatán abrió la necesidad de crear la Constitución de Yucatán, y por tanto, de debatir las instituciones jurídicas de la República de Yucatán. La presencia y los conocimientos jurídicos de Manuel Crescencio Rejón hicieron que por primera vez en un instrumento jurídico se estableciera el "juicio de *amparo*", como institución para proteger los derechos del hombre.

A nivel nacional, la inestabilidad política causada por el centralismo no sólo se reflejó en Yucatán y generó conflictos y sublevaciones en otras partes del territorio. Además, el conflicto entre México y Estados Unidos que lo llevó a perder Texas en

1836 seguía vigente, porque las intenciones anexionistas de Estados Unidos continuaban creciendo.

El país se encontraba amenazado con una nueva guerra con Estados Unidos, e internamente la inestabilidad política causada por la lucha entre los partidarios del centralismo y los del federalismo mantenía escindida a la clase gobernante.

El 13 de mayo de 1846 Estados Unidos declaró la guerra a México, y meses despúes, el 04 de agosto, el General José Mariano Salas, acompañado por Valentín Gómez Farías, se sublevó contra el poder central en la Plaza de la Ciudadela de la Ciudad de México. En esta sublevación, el General Mariano Salas orilló a renunciar al presidente provisional Mariano Paredes y Arteaga, y publicó una Convocatoria para crear un nuevo Congreso Constituyente que restableciera el federalismo, y al mismo tiempo dispuso el regreso de Antonio López de Santa Anna al poder, quien fue acompañado en este viaje por Manuel Crescencio G. Rejón.

El General Salas también estableció en el decreto 2893 del 22 de agosto que mientras se elaboraba la nueva Constitución política, se restablecía la Constitución de 1824, dejando abrogadas las Bases Orgánicas:

"Artículo1. Mientras se publica la nueva Constitución, regirá la de 1824…"[98]

La Convocatoria al Cuarto Congreso Constituyente se publicó el 6 de agosto de 1846, pero la dificultad para comenzar a trabajar en medio de la guerra con Estados Unidos hizo que el debate sobre la nueva Constitución comenzará hasta el 6 de diciembre. Se trató de un Congreso Constituyente sumamente complejo, porque además de redactar la nueva Constitución se le encomendó resolver el problema del financiamiento para mantener la guerra, además sufrió grandes problemas de ausentismo de los diputados y tuvo que realizar su trabajo en condiciones muy difíciles, por lo que tuvo que mudar su sede a Querétaro, luego de la sublevación de los *polkos*[99]. En estas condiciones, fue

[98] Dublán, Manuel y Lozano José María, De las disposiciones legislativas, imprenta del comercio a cargo de Dublan y Lozano hijos, 1876 Disponible en : http://www.internet2.scjn.gob.mx/red/marco/PDF/A.%201824-1835/c)%20CFEUM%201824/REFORMA%201846.pdf Fecha de consulta: 10 Mayo 2019

[99] Se llamaron *Polkos* al grupo político que se organizó en Jalisco para defender la religión católica como única en el territorio nacional. Se sublevaron contra las primeras leyes de desamortización de los bienes

ganando la idea de que lo único que se podía hacer era restablecer la Constitución política de 1824 antes de que el país completo sucumbiera frente a las fuerzas norteamericanas.

> "Acaso ninguna otra de nuestras asambleas nacionales ha sentido sobre sí el peso de tan graves destinos. En plena lucha con los Estados Unidos, asumió la responsabilidad de la guerra y la paz. Ese congreso fue el que autorizó la venta de los bienes del clero para continuar la guerra, lo que provocó la caída de Gómez Farías y fue el que ratificó al Tratado de Guadalupe[100] después de dolorosas deliberaciones. Y en medio de las angustias de esos días, entre las revueltas de la capital y las noticias de los desastres de nuestras tropas, todavía pudo llevar a cabo su tarea de constituyente"[101]

Una de las características de este Congreso Constituyente es que los diputados electos se agrupaban en dos posiciones políticas, los *puros*, es decir federalistas liberales entre quienes destacan Manuel Crescencio Rejón y Benito Juárez; en el otro grupo, liberales conocidos como los *moderados*, se encontraba José María Lafragua, Octaviano Muñoz Ledo, y Mariano Otero. Destacan también personajes que no se identifican con ninguno de los grupos al momento de los trabajos del Constituyente, como Ignacio Comonfort, Espinoza de los Monteros, Eligio Romero, Guillermo Valle, Vicente Romero y Bernardino Carbajal, entre otros.

Reynaldo Sordo Cedeño señala que de haberse cumplido a cabalidad la Convocatoria al Constituyente, debían presentarse 141 diputados, pero que en realidad se presentaron sólo 114 y que éstos nunca se reunieron pues la media de asistencia fluctuó entre 75 y 85 diputados: "De ahí las dificultades que tuvo el Congreso para tener

---

eclesiásticos. Existe la teoría de que se les llamaba *Polkos* por su afinidad con James K. Polk, quien impulsó la separación de Texas. Por estos motivos fueron señalados como traidores.

[100] El Tratado de Guadalupe- Hidalgo es el tratado mediante el cual México cede más de la mitad de su territorio a los Estados Unidos para finalizar la guerra iniciada en 1845.

[101] Sayeg Helu, Jorge, *El constitucionalista social mexicano. La integración constitucional de México,* UNAM, México, 1987, Pág. 323.

quórum y la facilidad para manipular esta situación. La mitad más uno sumaba 71. El Congreso trabajó siempre al límite del número necesario para tener sesión"[102].

Es importante observar que cuando trabaja este Congreso Constituyente, Yucatán seguía con los conflictos separatistas y por la autonomía, por lo que no mandó representantes al Congreso, y que no pudieron realizarse elecciones en Coahuila, Nuevo León, Nuevo México y las Californias. Además, según Sordo Cedeño, se eligieron 5 diputados de Zacatecas, los cuales nunca asistieron a los debates. En este sentido, es importante señalar que en la Convocatoria al Congreso Constituyente, se estableció que además de representantes de los estados, habría diputados designados por el Gobierno nacional, lo que explica la participación de Manuel Crescencio Rejón, liberal *puro*, designado en representación del Distrito Federal. Es decir, Rejón estuvo presente representando al Distrito Federal por designación gubernamental y Yucatán no tuvo representante porque en ese momento no pertenecía al territorio nacional.

El problema de decidir sobre el financiamiento de la guerra ocupó muchos meses de debate, sobretodo porque los *puros* proponían ocupar los "bienes de manos muertas"[103] de la iglesia para adquirir créditos, a lo que se opusieron los *moderados*, y cuando estuvieron cerca de obtenerlo estalló la insurrección de los *Polkos*, en la que Mariano Otero estuvo involucrado.

> "Las dos facciones del liberalismo trabajaron para triunfar. Los centralistas no aparecieron en la contienda y los monarquistas estaban lo suficientemente desprestigiados como para figurar en ese momento"[104]

La Comisión de Constitución estuvo constituida por el jaliscience Mariano Otero, el mexiquense J. Espinosa de los Monteros, el yucateco Manuel Crescencio Rejón, el poblano Joaquín Cardoso y el jaliscience Pedro Zubieta. Ante el avance de las tropas

[102] Sordo Cedeño Reynaldo, "El Congreso y la guerra con Estados Unidos de América, 1846-1848", en Zoraida Vázquez Josefina, *México al tiempo de su guerra con Estados Unidos (1846-1848),* El Colegio de México- SRE, México, 1998, Pág. 55.
[103] Se conoce como bienes de manos muertas a los bienes que la iglesia católica recibía como herencia producto de la venta de indultos eclesiásticos, lo que la hicieron acumular grandes cantidades de bienes, en particular inmuebles, que quedaban ociosos.
[104] Sordo Cedeño Reynaldo, "El Congreso y la guerra con Estados Unidos de América, 1846-1848", en Zoraida Vázquez Josefina, *México al tiempo de su guerra con Estados Unidos (1846-1848),* El Colegio de México- SRE, México, 1998, Pág. 53.

norteamericanas, la Comisión de Constitución llegó al acuerdo de proponer el restablecimiento de la "Constitución de 1824" y el "Acta Constitutiva", con la posibilidad de reformarla posteriormente, cuando el país se encontrara en mejores condiciones políticas.

i. El Programa de la mayoría de diputados del Distrito Federal

Al regresar al poder Antonio López de Santa Anna, luego de ser llamado en la sublevación de La Ciudadela, éste nombró a Manuel Crescencio Rejón "Ministro de Relaciones Exteriores e Interiores", y posteriormente lo nombró Diputado por el Distrito Federal. Esto hizo que Rejón en determinados momentos cumpliera doble funcion, diputado constituyente y Ministro de Relaciones Exteriores. Entre esas actividades se dio a la tarea de redactar el *Programa de la mayoría de diputados del Distrito Federal*, el cual fue presentado ante el pleno del Congreso el 29 de noviembre de 1846, y fue firmado también por los diputados Fernando Agreda y José María del Río. El *Programa* redactado por Rejón era muy similar al que presentó ante el Congreso Constituyente de Yucatán de 1841, citaba a los mismo autores e incluso proponía las mismas instituciones: Ejecutivo colegiado, Congreso bicameral, juicio político, responsabilidad de los servidores públicos subordinados y juicio de *amparo*. Además recogía muchas de las instituciones que fueron novedad en el Congreso Constituyente de Yucatán en 1841: establecimiento de la elección directa por ser verdaderamente popular y por darle legitimidad a los funcionarios electos, ampliación del sufragio, y establecer en la Constitución política una "solemne declaración de derechos" de todo habitante de la República, ya sea nacional o extranjero, y para hacer eficaz esta declaración, establecer el juicio de *amparo*:

> "Primero: Que los jueces de primera instancia amparen en el goce de los citados derechos a los que les pidan su protección contra cualesquiera funcionarios que

> no correspondan al orden judicial, decidiendo breve y sumariamente las cuestiones que susciten sobre los asuntos indicados"[105]

Como se observa, la propuesta de *amparo* es contra todo funcionario que no pertenezca al Poder judicial (es decir, del Poder Ejecutivo y del Poder Legislativo), además, señala que si el juez encargado de revisar la solicitud de protección niega el *amparo*, la persona puede impugnar la resolución frente al juez superior y:

> "Segundo; que de la injusta negativa de los jueces a otorgar el referido *amparo*, así como de los atentados cometidos por ellas contra los mencionados derechos, conozcan sus respectivos superiores con la misma preferencia, remediando desde luego el mal que se les reclame, y enjuiciando inmediatamente al juez omiso a que conculque las citadas garantías"[106]

La redacción anterior indica la posibilidad de presentar *amparo* contra un juez, el cual tendría que presentarse ante el superior jerárquico del juez cuyo acto está siendo impugnado. Finalmente, la propuesta señala la importancia de la vigilancia puntual de los *amparos* otorgados, sancionando a los funcionarios públicos, independientemente de su categoría, por la violación a dichos *amparos*:

> "Y Tercero; que los fallos de los jueces sobre el *amparo* de que se trata, sean puntualmente obedecidos y acabados por todos los funcionarios públicos de cualquier clase y condición que sean, so pena de privación de empleo y sin perjuicio de las otras que demande el caso de la desobediencia o resistencia a cumplirlos, según la ley lo disponga"[107]

Adicionalmente a las instituciones que ya se encontraban en la Constitución de Yucatán, el *Programa* de Crescencio Rejón, Fernando Agreda y José María del Río presentaba la novedad de proponer una clara división de atribuciones útiles para evitar

[105] Ibíd. Pág. 90.
[106] Ibíd. Pág. 90.
[107] Ibíd. Pág. 90.

los conflictos entre el gobierno nacional, los gobiernos estatales, lo que según su biógrafo Daniel Moreno fue una "profesión de fe federalista"[108] y, pugnaban por la mayor ampliación del derecho de reunión de los ciudadanos para que discutieran los problemas públicos, y ampliar el sufragio y hacerlo universal.

Aceptando que Manuel Crescencio Rejón fue el principal redactor de las reformas propuestas, en los párrafos citados puede observarse no sólo su profundidad respecto a las normas vigentes a nivel nacional, sino también las influencias teóricas y prácticas sobre las que se basó. Se observa que Rejón leyó y cito el Curso de Política Constitucional del filósofo francés de origen suizo Benjamín Constant de Rebecque publicado en 1815, al filósofo francés Antoine-Louis –Claude Destut (el Marques de Tracy), al jurista inglés Jeremy Bentham y al jurista y magistrado francés Alexis Henri de Clérel, vizconde de Tocqueville, conocido comúnmente como Alexis de Tocqueville por su obra *La Democracia en América*. Además, como se observa en las citas, Rejón estudió las experiencias de Francia, Inglaterra y Estados Unidos[109].

El jurista e historiador del derecho Héctor Fix-Zamudio[110], se dió a la tarea de buscar las fuentes sobre las cuáles Rejón se basa para estructurar y proponer las instituciones en Yucatán y posteriormente a nivel nacional, en particular el Juicio de *Amparo*. Fix Zamudio encontró la siguiente frase en la exposición de motivos, al momento de proponer el juicio de *amparo*, que es prácticamente idéntica a la redacción de Tocqueville:

> "Sus sentencias pues, como dice muy bien Tocqueville, no tendrán por objeto más que el descargar el golpe sobre un interés personal, y la ley sólo se encontrará ofendida por casualidad. De todos modos la ley así censurada no quedará destruída: se disminuirá sí su fuerza moral, pero no se suspenderá su

[108] Echánove Trujillo, Carlos A., *Como presento Rejón sus ideas sobre Amparo a la nación,* Universidad Nacional Autónoma de México, México, 2002.
[109] Moreno Daniel, Prologo, *Manuel Crescencio Rejón. Pensamiento político*, UNAM, Mexico 1968.
[110] Fix-Zamudio, Héctor, "Algunos aspectos de la obra jurídica de Manuel Crescencio Rejón", *Revista de la Facultad de Derecho*, UNAM, México, 1991. Héctor Fix- Zamudio (1924- 2021) fue un historiador del derecho mexicano especializado en derecho constitucional mexicano y derecho internacional comparado.

efecto material. Sólo perecerá por fin poco a poco y con los golpes redoblados de la jurisprudencia"[111]

Héctor Fix- Zamudio encontró en el texto de Alexis de Tocqueville *La Democracia en América* la siguiente frase:

"Pero cuando el juez ataca una ley en un debate oscuro y sobre una aplicación particular, oculta en parte a las miradas del público la importancia del ataque. Su fallo sólo tiene por objeto lesionar un interés individual, pero la ley no se siente herida más que por casualidad. Por otra parte, la ley así censurada no están destruida: su fuerza moral ha disminuido, pero su efecto material no se suspende. Sólo poco a poco, y bajo los golpes repetidos de la jurisprudencia, llega a sucumbir"

Mas allá de la cita directa de Rejón, al analizar los antecedentes de las propuestas de Rejón, Fix-Zamudio confirmó la diversidad de fuentes jurídicas y políticas que inspiraron a Rejón al proponer las reformas en Yucatán y a nivel nacional años después. El siguiente cuadro, resume los hallazgos de Fix-Zamudio:

Tabla 11. Raíces de las instituciones propuestas por Manuel Crescencio Rejón en Yucatán

Institución	**Fuente u origen**
Ejecutivo Colegiado	Revolución Francesa Constituciones de 1795 y 1799 En México desde 1814
Sistema bicameral	Constitución de 1814
Elección popular directa	No existía en las Constituciones previas
Juicio por jurados	Tendencia en Europa Y de uso común en Estados Unidos
Juicio político y responsabilidad política	Sistema Norteamericano
Responsabilidad penal de los funcionarios públicos y subalternos	Benjamín Constant Expone como ejemplo a Inglaterra

Elaboración propia con base en: Fix-Zamudio, Héctor, Algunos aspectos de la obra jurídica de Manuel Crescencio Rejón. Facultad de Derecho, UNAM, México, 1991

[111] Ibíd. Pág. 490.

Ahora bien, a pesar de su propuesta, Manuel Crescencio Rejón votó por el restablecimiento de la Constitución de 1824. El jurista Carlos Echave Trujilla explica que más allá de la propuesta de la Comisión, Rejón optó por aceptar la propuesta de la mayoría de la Comisión de restablecer la Constitución de 1824 porque la invasión norteamericana mostraba la urgencia de tener un documento constitucional vigente, pero además, al ser Rejón ex Ministro de Relaciones Exteriores e Interiores, recibía comunicaciones destinadas a su persona, por parte de las potencias Inglesa y Norteamericana. Rejón ya tenía prestigio nacional e internacional, por lo que su papel era relevante en las negociaciones para detener la guerra.

De esta manera, el 15 de febrero de 1847 un grupo de 38 diputados encabezados por Octaviano Muñoz Ledo propusieron restablecer la Constitución de 1824. El 05 de abril, la Comisión de Constitución formada por Espinoza de los Monterios, Manuel Crescencio Rejón, Mariano Otero, Cardoso y Zubieta acepta la propuesta porque observan el avance de las tropas norteamericanas, y la presenta al pleno el día 16 del mismo mes. Sin embargo, al presentarse el dictamen de la Comisión, el diputado por Jalisco Mariano Otero presentó su desacuerdo sobre restablecer la Constitución de 1824 sin reformarla en puntos que consideraba centrales para darle estabilidad al país a través de un “voto particular”. El 22 de abril el pleno comenzó a analizar y discutir las propuestas de Otero y las comenzó a votar el 17 de mayo. El 21 de mayo votaron una versión final de las reformas y se publicaron el día 22 de mayo. El documento se denomina “Acta de reformas” porque es el documento que, através de una acta, contiene las reformas a la Constitución de 1824.

De acuerdo a Carlos Echánove el 19 de abril de 1847 Manuel Crescencio Rejón tuvo conocimiento de que el mayor general Bento saldría de Washington hacia México con la intención de entablar comunicaciones con Rejón para firmar la paz, por lo que fue acusado de traición y sufrió un intento de linchamiento, por lo que tuvo que ser resguardado. Este suceso provocó que Rejón optara por no volver a la Cámara, por lo que no participó en adelante del debate, ni de su propuesta de reformas ni de la propuesta de reformas de Mariano Otero:

"En las actas de las sesiones se lee desde entonces que no asiste "por enfermo". Sin su presencia discutió la Cámara y aprobó luego las reformas propuestas por Otero en su voto particular... Su *amparo*, mutilado, había pasado por fin a la nación"[112]

El "Voto particular "de Mariano Otero Mestas

Como se ha señalado, Mariano Otero presentó a través de un "voto particular" su propuesta de reformas a la Constitución de 1824, las cuales fueron analizadas y votadas por el Congreso Constituyente de 1847.

Entre las propuestas de Mariano Otero se encontró la eliminación de la vicepresidencia, la creación del Estado de Guerrero, la creación de un sistema de control de la Constitución que nulificara las leyes que violen la Constitución (el cual tenía como antecedente al Supremo Poder Conservador de las 7 leyes), y la obligación de los tribunales de *amparar* a los habitantes que sufriesen violaciones en sus derechos. A continuación, se presentan algunos extractos del amplio "voto particular" de Otero:

1. Lo primero que señaló Mariano Otero, fue la urgencia de establecer un orden constitucional definitivo, porque la guerra y la ocupación del territorio hacían urgente organizar las instituciones:

"La situación actual de la República demanda con urgencia el establecimiento definitivo del orden constitucional, es una verdad que se palpa con solo contemplar esa misma situación. Comprometida una guerra, en la que México lucha nada menos que por su existencia; ocupada la mitad de su territorio por el enemigo, que tiene ya siete Estados en su poder… A la vista, pues, de una situación tan peligrosa… el mejor de todos los remedios seria resolver de una vez el problema,

[112] Echánove Trujillo, Carlos, "Cómo presentó Rejón sus ideas sobre el "*amparo*" a la nación", UNAM, México, Pág. 11.

tomar con mano firme la dirección de los negocios, adoptar las reformas que se reclaman, dotar a las instituciones de la fuerza que necesitan, y hacer entrar de luego a luego y con toda prontitud a la Nación en el sendero tranquilo de una orden constitucional, que no estando amenazado de un cambio, diera a todos los intereses sociales, orden, quietud, y seguridad"[113]

2. Además, señalaba que varias provincias estaban recuperando su soberanía en virtud de que estaban en desacuerdo del establecimiento de un orden central y pugnaban por la afirmación del federalismo, por lo tanto era importante subrayarlo en la Constitución de 1824:

> "Los antiguos Estados de la Federación han vuelto a ejercer su soberanía, han recobrado el ejercicio pleno de ese derecho, según la expresa declaración de algunos y la manera de obrar de todos ellos; siendo evidente que nadie trata de contradecir ese hecho, y que nada sería hoy tan inútil como emprender demostrar la necesidad y conveniencia del sistema federal. ¿Por qué, pues, no acabar de reconocer ese hecho, poniendo las instituciones federales a cubierto de los peligros que trae consigo su aparente estado de mera provisionalidad?"[114]

3. Mariano Otero reconoció la legitimidad de la Constitución de 1824 y su durabilidad a lo largo de 11 años, tiempo durante el que estuvo vigente:

> "Desde 1835, en que sometida la República por la fuerza de una revolución, *se cometió el crímen de destruir una Constitución sobre cuya legitimidad jamás se ha cuestionado,* y que tenía la imponderable ventaja de ser la primera y haber durado once años: cuantos han querido construir sobre las ruinas de aquel, otro edificio, han recibido el mas triste desengaño. La discusión de leyes

[113] Voto particular de Mariano Otero ante el Congreso Constituyente de 1847en Tena Ramirez Felipe, Leyes Fundamentales de Mexico 1808-2017 Porrúa, XXV edición , México 2018, Págs. 444 y 445.
[114] Ibíd. Pág. 445.

fundamentales, hecho fecundísimo en peligros, ha venido a ser nuestro estado normal"[115]

4. Además, observó la importancia de hacer instituciones duraderas como fue el caso de la las instituciones que se generaban en Francia:

"Bajo el aspecto de una combinación hábil y de una exposición brillante, *servirán siempre de admirables modelos las Constituciones de la Francia revolucionaria*: allí los principios están expresados con energía y concisión, las ideas desarrolladas en todos sus pormenores, las combinaciones más profundas e ingeniosas seguidas con maestría; y sin embargo, pasaron las unas después de las otras sin apoderarse de la sociedad, mientras que a pesar de su desfavorable origen, la Constitución de 1815 ha durado treinta años (sic), solo ella vino a aparecer como la transacción entre el antiguo y el nuevo estado"[116]

También observó la durabilidad de las instituciones de Inglaterra y de los Estados Unidos. En el caso de Inglaterra señala que a pesar de no tener una constitución escrita los ingleses respetaban sus instituciones. En el caso de los Estados Unidos Mario Otero señaló que su virtud era que hacia coincidir las costumbres sociales con el contenido constitucional, lo que hacia que sus ciudadanos la respetases:

"El ejemplo de la Inglaterra es todavía más palpable. Aquella nación, que fue la cuna de las instituciones representativas, conserva desde hace dos siglos su Constitución diseminada en multitud de leyes, muchas de ellas oscuras y mal redactadas; y sin embargo, es tal el amor de todos los ciudadanos ingleses hacia sus instituciones, que las reformas se promueven solo acerca de los puntos especiales que demandan mejora, y que si se anunciara el proyecto de reducir aquellos primitivos establecimientos a un Código tan perfecto, como podría fácilmente hacerlo esa nación tan sabia, todos los partidos se unirían contra el

[115] Ibíd. Pág. 445.
[116] Ibíd. Pág. 447.

funesto promovedor de la perfección. La misma Constitución de los Estados Unidos dista mucho de ser una obra acabada: *ella se refiere en gran parte a las costumbres sociales de aquel pueblo, y precisamente porque está en perfecta consonancia con ellas* ha presidido la marcha más admirable que se registra en la historia antigua y en la moderna"[117]

5. Por estos antecedentes en el documento insistió en que era importante restablecer la Constitución de 1824 pero haciendo determinadas reformas, de las que consideraba se había debatido ya suficiente y era el momento de hacerlas. En este sentido, Otero propuso que la primera reforma fuera la relativa a los derechos de los ciudadanos, porque la Constitución de 1824 permitía que fuesen las constituciones estatales y las leyes secundarias las que se ocupasen del tema, lo que ocasiona que el tema estuviera abandonado por el gobierno federal a pesar de la importancia que tiene:

"Desde 1832 comenzó a observarse que la Constitución federal debía arreglar el ejercicio *de los derechos del ciudadano,* y yo he creído que esta debe ser la primera de las reformas, persuadido como lo estoy de que en este punto es en el que se caracteriza y asegura el principio de la forma de los gobiernos, según se extienden o se limitan esos derechos. Por eso se ha dicho con razón, que "en los Estados populares las leyes que establecen el derecho de sufragio son fundamentales y tan importantes como las que en las monarquías establecen cuál es el monarca" (Montesquieu, El Espírituo de las Leyes, libro 2, capítulo 2); y la Constitución no debe dejar nunca a las leyes secundarias el poder de destruirlas. El medio copiado de las instituciones del Norte, y adoptado por las nuestras de 1824, de dejar ese arreglo a cada uno de los Estados, me parece peligroso y poco consecuente; peligroso porque así se abandona por el poder federal a otros poderes extraños un objeto tan esencial como la forma misma del gobierno, y se expone a la República a una irregularidad muy temible"[118]

[117] Ibíd. Pág. 447.
[118] Ibíd. Pág. 450.

6. Mariano Otero se opuso a que se exigiera determinada renta anual para adquirir el carácter de ciudadano y por lo tanto los derechos a votar y ser votado porque no hay razones suficientes para establecer una cuota, y en caso de establecerla, para hacerla justa tendría que ser distinta dependiendo de la localidad y la profesión de la persona:

> "La idea de exigir cierta renta, como necesaria para gozar *de los derechos del ciudadano*, idea recomendada por algunos escritores de acreditado liberalismo, y adoptada también en algunas de nuestras leyes constitucionales, no me parece conveniente porque nunca puede darse una razón que justifique mas bien una cuota que otra; y principalmente, porque estimando esa cuota como una garantía de moralidad y de independencia para que fuera justa sería necesario variarla, respecto de las diversas profesiones y de las diferentes localidades de la República, lo cual sería tan embarazoso que se haría imposible"[119]

8. Al reiterar la importancia de que en la Constitución Federal se señalaran las "Garantías individuales", porque si no el gobierno federal no podría ocuparse de ellos, no podría protegerlos ni hacerlos efectivos, y para hacerlos valer en todo el país era importante que se establecieran en la Constitución Federal.

> "En este punto la generalidad de las declaraciones constitucionales no presenta ningún inconveniente, porque los principios dictados por la razón son los mismos en todos los países y bajo todos los climas. Pero sin ellas, ¿Cómo podría el gobierno general proteger esos derechos, ni afianzar en los Estados todos la realidad de las instituciones democráticas? ¿Cómo hacer efectivos los principios de libertad? Es, por otra parte, incontestable que en el estado actual de nuestra civilización no se podría dejar tan interesante arreglo a la absoluta discreción de los Estados. Por consiguiente entiendo que la Constitución actual *debe establecer las garantías individuales,* y sobre bases de tal manera estables, que ninguno de los hombres que habiten en cualquiera parte del territorio de la

[119] Ibíd. Pág. 450.

República, *sin distinción de nacionales* y extranjeros, tengan que extrañar sobre este punto las mejores leyes de la tierra"[120]

Además, después de que la Constitución Federal estableciera los derechos individuales y su inviolabilidad, por su importancia debía establecerlos de manera detallada, a pesar de que en una Constitución por lo regular sólo se señalan principios generales. Por estos motivos propuso que Congreso debía elaborar una ley general que detalle los principios de los derechos que se defienden, sus excepciones y la manera de hacerlos efectivos. Es decir, proponía que en la Constitución se establecieran los derechos y sus principios, una ley especial los detallara, porque era imposible insertar en la Constitución el nivel de detalle requerido:

"Dominado por este pensamiento, propongo que la Constitución fije los derechos individuales y asegure su inviolabilidad, dejando a una ley posterior, pero general y de un carácter muy elevado, el detallarlos… Una ley más extensa, que fije exactamente los principios, que reconozca las excepciones, y sobre todo, que establezca los medios de hacerlas efectivas, es el único medio que podrá llenar necesidad tan importante. En la Constitución solo propongo que se enuncie el principio general, que se declare su inviolabilidad y se fije el único caso en que pueden suspenderse las garantías, no todas, *sino solo las respectivas a la detención de los acusados y al cateo de las habitaciones*. Si viniendo tiempos más tranquilos el Congreso pudiese ocuparse en la formación de esa ley, semejante trabajo, por sí solo, elevaría a su memoria un monumento de muy grato recuerdo"[121]

8. Citando al escritor y politólogo francés Abel-François Villemain, Mariano Otero propuso reforzar al Poder Judicial, otorgándole la facultad para defender los derechos de los habitantes del país, contra todos los actos violatorios provenientes del Poder Ejecutivo o Legislativo, tal y como lo establece la

[120] Ibíd. Pág. 452.
[121] Ibíd. Págs. 452- 453.

Constitución de los Estados Unidos (en referencia a las X enmiendas del 15 de diciembre de 1791):

"Un escritor profundo (Villemain) ha observado que la amplitud y respetabilidad del Poder Judicial era el más seguro signo de la libertad de un pueblo, y por esto yo no he vacilado en proponer al Congreso que eleve a grande altura el Poder Judicial de la Federación, dándole el derecho de proteger a todos los habitantes de la República en el goce de los derechos que les aseguren la Constitución y las leyes constitucionales, contrato todos los atentados del Ejecutivo o del Legislativo, ya de los Estados o de la Unión. En Norte América este poder salvador provino de la Constitución, y ha producido los mejores efectos"[122]

En ese sentido, Otero consideraba que era necesaria una institución semejante, para lo cual era necesario reforzar al Poder Judicial y asegurarle su independencia:

"Una institución semejante es del todo necesaria entre nosotros; y como ella exige que los tribunales federales se organicen de un modo correspondiente, las reformas propuestas dejan a las leyes constitucionales la determinación de este punto. Sobre él, en fin, manifestaré que a mi juicio también se necesita extender un poco más la acción del Poder Federal de la Unión, muy imperfectamente organizado en la Constitución federal; *y sobre todo, elevar la condición y asegurar la independencia de un tribunal llamado a representar en el cuerpo político un papel tan importante como el del Supremo Poder Judicial*"[123]

Al final de su "Voto particular" Otero señaló que su voto era producto de sus reflexiones pero no individuales sino colectivas, y que las había discutido con el Diputado Cardoso y el Diputado Espinoza de los Monteros:

[122] Ibíd. Pág. 465.
[123] Ibíd. Pág. 465.

> "El proyecto no es una obra exclusivamente mía, porque hoy no tengo más apoyo que mi aislada firma y mi débil voz: lo formé en conferencias muy detenidas, *con otro de los señores de la comisión (el Sr. Cardoso),* cuyos vastos conocimientos en la materia son bien conocidos, y que hoy difiere de este voto solo respecto a la cuestión de su oportunidad, *y el Sr. Espinoza de los Monteros, cuyo nombre es una autoridad, lo discutió y corrigió*"[124]

Finalmente, Otero subrayó que su interés era enfrentar la crisis política que vivía el país, proponiendo reformas a la Constitución de 1824 para mejorar las instituciones:

> "Mi pensamiento, Señor, es el de hacer cesar la crisis en que estamos: deseo que el Congreso domine las dificultades, y que enfrenando el desorden, constituyan la República, decretando las mejoras que sus instituciones requieran, y que a mi modo de ver están comprendidas en los pocos artículos a que me he referido. Todo nos advierte que cada día urge más esta necesidad, y que ni nuestras conmociones interiores ni la guerra exterior, pueden justificar la dilación. No podemos aguardar a que mejoren las circunstancias, porque se trata puntualmente de que el Congreso las haga variar; ni sería honroso y patriótico que desesperado de la suerte de nuestro país, lo abandonásemos a la lucha de todos los elementos de la anarquía, que si se presentan y fortalecen, solo es porque todo es provisorio y nada estable"[125]

E invitó al Congreso Constituyente a no abdicar en la tarea para la que fue convocado:

> "Pero que si aun es posible el desempeño del principal objeto de nuestra misión, no lo abandonemos desde ahora ni lo dilatemos más, porque esto equivale a renunciar a él y dejar nuestros males sin remedio; con tanta menos excusa, cuanto que no necesitamos emprender un trabajo nuevo, sino que nos bastará discutir quince o veinte artículos de reforma. Recordemos que en la inauguración

[124] Ibíd. Pág. 476.
[125] Ibíd. Pág. 467.

de las cortes de Cádiz el ruido de las balas extranjeras se mezcló con el estruendo de las salvas que solemnizaban aquel acto, y que ese Congreso a los pocos mese dio a la monarquía una Constitución completa"[126].

Mariano Otero y Mestas propuso en el voto partiular una serie de reformas contempladas a través de 22 artículos. En consencuencia, el 22 de abril pleno del Congreso rechazó el dictamen de la Comisión y se dispuso a discutir las propuestas de Otero. Luego de algunas modificaciones y adiciones, el Congreso terminó de discutir las propuestas el 17 de mayo, la aprobó por unanimidad el día 21 del mismo mes y se publicó al día siguiente, el 22 de mayo de 1847 por el Presidente Antonio López de Santa Anna.

De esta manera, al restablecer el "Acta Constitutiva" de 1824 y la "Constitución de 1824", el Congreso Constituyente de 1846-1847, adicionó el "Acta constitutiva y de reformas" propuesta por Mariano Otero. Estos tres documentos en conjunto serán los documentos constituyentes vigentes entre 1847 y 1857, que son conocidos como el "Acta Constitutiva y de reformas". Como se señaló, Otero propuso que la defensa de las Garantías individuales debía hacerlo el Poder Judicial de la Federación, y así quedó establecido en el artículo 25 del "Acta constitutiva y de reformas" aceptada por el Congreso:

"Art. 25. Los Tribunales de la Federación ampararán a cualquier habitante de la república en el ejercicio y conservación de los derechos que le concedan esta Constitución y las leyes constitucionales, contra todo ataque de los poderes legislativo y ejecutivo, ya de la Federación ya de los Estados; limitandose dichos Tribunales a impartir su protección en el caso particular sobre que verse el proceso, sin hacer ninguna declaración general respecto de la Ley o del acto que lo motivare"[127]

[126] Ibíd. Pág. 467.
[127] Acta Constitutiva y de reformas, en Tena Ramírez Felipe*, Leyes Fundamentales de México 1808-2017*, Porrúa, México, Pág, 475.

Es importante observar que en su voto particular, Otero propuso que al ampararse una persona, el juez no hiciera alguna declaración general respecto de la ley o el acto de autoridad y que solo produjese efectos *inter partes*, es decir, efectos sólo entre la persona que solicite el "*amparo*" y la "autoridad" acusada de cometer la violación a los derechos que *concede* la Constitución. Estos son dos elementos novedosos frente al *amparo* establecido en la Constitución de Yucatán de 1841, que son conocidos como *Formula Otero*. La *Formula Otero* y el *Juicio de Amparo* se mantuvieron en la Constitución de 1857 y posteriormente en la de 1917.

En su voto particular, Mariano Otero también propuso que la Constitución estableciera que la independencia, el federalismo, la república, el gobierno representativo y la división de poderes fuesen declarados "intocables".

Para el jurista Francisco Fernández Salgado, la propuesta del efecto *inter partes* y de la *no declaración general sobre la ley o el acto por parte de las autoridades judiciales* en el Juicio de *Amparo* tiene que ver con el hecho de que Otero analizó la ineficacia del funcionamiento del Supremo Poder Conservador de la Segunda Ley Constitucional de 1836:

> "Es posible que en el pensamiento de Otero influyera la desafortunada experiencia del Supremo Poder Conservador de la *Segunda Ley Constitucional* de 1836, órgano de control que, como ya expusimos, estaba habilitado para revisar, y en su caso anular con efectos generales, las leyes y decretos que fueren contrarias a la Constitución. La ineficacia práctica y los conflictos que entre los tres Poderes de la nación generó la actuación del Supremo Poder Conservador, de impronta francesa, es más que probable que condujeran a Otero a la enunciación de su conocidísima «fórmula», cuyo objeto final era imposibilitar al órgano encargado de llevar a cabo el control de constitucionalidad el efectuar declaraciones generales de inconstitucionalidad"[128]

[128] Fernández Segado Francisco, "El voto particular de Don Mariano Otero y el nacimiento del Juicio de *Amparo* en México. Nota introductoria sobre los antecedentes del Juicio de *Amparo*", Anuario Iberoamericano de Justicia Constitucional, No 4, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, España, 2000. Vinculo: https://recyt.fecyt.es/index.php/AIJC/article/view/50319 Fecha de consulta: 10 de septiembre de 2028

Finalmente, es importante señalar que el Congreso aceptó también la idea de crear una ley que asegure los derechos del hombre, lo que quedó establecido en el artículo 5º:

> "Art. 5. Para asegurar *los derechos del hombre* que la Constitución reconoce, una ley fijará las garantías *de libertad, seguridad, propiedad e igualdad* de que gozan todos los habitantes de la República, y establecerá los medios de hacerlas efectivas"[129]

Además de las relativas al Poder Judicial y su facultad para amparar a los ciudadanos respecto de la violación a sus Garantías individuales, el Congreso Constituyente aceptó las propuestas que realizó Mariano Otero para eliminar la renta mínima para adquirir la ciudadanía, el establecimiento del Juicio político, el mandato constitucional para organizar los juzgados y el Poder Judicial, la facultad del Congreso General de declarar anti-constitucional alguna ley estatal, la facultad de la Suprema Corte de declarar anti-constitucional una ley aprobada por el Congreso de la Unión, y la eliminación de la figura del Vicepresidente.

Reynaldo Sordo Cedeño señala que los 21 artículos propuestos se convirtieron en 30 reorganizados y divididos para darles mejor forma[130].

Como se observa, es en el Congreso Constituyente de 1846-1847, que trabajó con profunda inestabilidad política y bajo la invasión norteamericana, donde se discutió y estableció el juicio de *amparo* y se enlistaron las garantías individuales en la Constitución por primera vez a nivel nacional.

Propuestas por Rejón y por Otero, el primero *puro*, el segundo *moderado*, y con poca discusión política en el Congreso, las instituciones defensoras de los derechos del hombre quedarán establecidas en la Constitución mexicana a partir de esta fecha.

Después de aprobar el voto particular de Otero en el Acta de Reformas, a este Congreso Constituyente le correspondió autorizar al gobierno federal la firma de los Acuerdos de paz con Estados Unidos. Sordo Cedeño señala que durante todo el

---

[129] Acta Constitutiva y de reformas, en Tena Ramírez Felipe*, Leyes Fundamentales de México 1808-2017*, Porrúa, México, Pág, 472.

[130] Sordo Cedeño Reynaldo, "El Congreso y la guerra con Estados Unidos de América, 1846-1848", en Zoraida Vázquez Josefina, *México al tiempo de su guerra con Estados Unidos (1846-1848),* El Colegio de México- SRE, México, 1998, Pág. 87.

Congreso hubo una actitud favorable a la guerra por parte de ambos bandos, hasta la derrota de la batalla de Cerro Gordo, a 35 kilometros de Xalapa, en Veracruz, el 18 de abril de 1847, lo que cambió los ánimos de los congresistas de ambos bandos. Sordo Cedeño señala que por estos motivos el Constituyente no tuvo el prestigio que merecía la Constitución, pues no fue bien valorada en su momento y la inestabilidad política en el país continuó. De hecho, entre junio y septiembre de 1847, el Congreso todavía tenía pendientes por discutir y no lograba el *quorum* necesario para iniciar sesiones: "En junio, julio, agosto, y todavía septiembre, el gobierno urgía al Congreso para que se reuniera y tratara asuntos importantes sobre la guerra."[131]

Con muchas dificultades pudo reunirse para validar el Tratado Guadalupe-Hidalgo, donde aceptaba la entrega del territorio originalmente reclamado por Estados Unidos, lo que fue un duro golpe a la moral de la clase política y los ciudadanos, en palabras de Sordo Cedeño:

> "Murió tal como vivió: por falta de quórum. El 5 de diciembre, el Correo Nacional registra la última sesión del cuerpo anárquico, el cual para fortuna de los mexicanos no volvería a reunirse. Las esperanzas se trasladaron hacia el nuevo Congreso que debería reunirse a partir del 1º de enero de 1848. Los políticos y la opinión pública razonaban: éste no podía ser tan malo como el Constituyente, y, por lo menos, estará dividido en dos cámaras"[132]

Tabla 12. Algunos diputados relevantes del Congreso Constituyente de 1846-1847

Nombre	**Fecha y lugar de nacimiento**	**Formación**	**Actividad política relevante**
Manuel Crescencio Rejón	1799 Yucatán	Estudió Filosofía en el Seminario de San Ildefonso, en Mérida	Fue Diputado del Primer Congreso Constituyente Fue Diputado del Segundo Congreso Constituyente Diputado del Congreso Constituyente de la República de Yucatán (1840-1841) donde propuso la figura del Juicio de *Amparo*.

[131] Ibíd. Pág. 89.
[132] Ibíd. Pág. 94.

			Secretario de Relaciones Exteriores en 1844. Diputado del Congreso Constituyente que elaboró el Acta de Reformas de 1847 representando a la Ciudad de México.
Mariano Otero y Mestas	4 de febrero de 1817 Guadalajara	Abogado por el Instituto del Estado de Jalisco	Fue Diputado Constituyente "desigando" en 1842. Alcalde de la Ciudad de México en 1844. Secretario de Relaciones Exteriores en 1848 Senador de la República en 1849.
Benito Juárez	21 de marzo de 1806 Oaxaca	Estudio jurisprudencia en el Instituto de Ciencias y Artes de Oaxaca	Presidente de México entre 1858 y 1872 Ministro de Justicia e Instrucción Pública en 1855 Ministro de Gobernación en 1857 Presidente de la Suprema Corte de Justicia de la Nación de 1857 a 1858 Gobernador de Oaxaca en 1847
José María Lafragua	2 de abril de 1813 Puebla	Estudió Derecho en el Real Colegio Caroligno de Puebla	En 1842 elaboró un proyecto de Ley de Garantías Individuales. Secretario de Relaciones Exteriores en 1846 Secretario de Relaciones Exteriores de 1872 a 1875
Ignacio Comonfort	12 de marzo de 1812 Puebla	Estudio Derecho en el Colegio Caroligno de Puebla pero por sus carencias económicas no pudo terminar	Encabezó la Revolución de Ayutla Presidente de México 1855-1858 Secretario de Marina y Guerra en 1855 Gobernador de Tamaulipas en 1862 Gobernador de Jalisco en 1855 Ministro de Marina y Guerra en 1863

Fuente: Elaboración propia con base en la bibliografía consultada

El restablecimiento de la Constitución de 1824 con las adiciones y del Acta Constitutiva y de reformas de 1847, no fue suficiente para dotar de institucionalidad y fuerza al nuevo Estado, pues los intereses de las grandes potencias, y la división entre los grupos políticos mantuvieron la inestabilidad política. En 1845 Estados Unidos había anexado Texas a su territorio extendiéndose hasta el Río Bravo, lo que inició la guerra que terminó con la aceptación de México, en los Acuerdos de la Mesilla de 1848, de

ceder Texas, Santa Fé de Nuevo México, la Alta California, dos tercios de Sonora y Sinaloa, parte de Tamaulipas y Coahuila, es decir, poco más de la mitad del territorio aceptando el pago de 15 millones de pesos a través del tratado Guadalupe- Hidalgo:

> "La derrota no había unido a los mexicanos. Los partidos y las facciones erguirían en fermento. Cada día sería más difícil conciliar las ideas y los intereses. El gobierno moderado de José Joaquín de Herrrera, apoyado por el partido moderado, no lograría alcanzar la estabilidad y el progreso del país"[133]

Como se observó, la gran mayoría de los diputados de este Congreso Constituyente se encontraban buscando el reestablecimiento del federalismo, y trataban de defender al país del intervencionismo norteamericano. Fuera del Congreso, los centralistas impugnaban el federalismo y en 1853 hicieron renunciar al presidente Arista, y convocaron de nuevo a Antonio López de Santa Anna para entregarle el poder. Lucas Alamán, intelectual conservador, fue parte del grupo que organizó el regreso de Santa Anna y el responsable de hacerlo llegar a México. Alamán dirigió a Santa Anna una carta explicando los motivos por los cuales buscaban su regreso.

Antonio López de Santa Anna aceptó la invitación y regresó al territorio mexicano el 1 de abril de 1853, y fue nombrado Presidente de México, con este nombramiento era la undécima vez que asumía como presidente. Las primeras diez veces gobierno no mas de 3 años con 7 meses, y en esta última gobernó 2 años y 3 meses.

El presidente provisional Juan Bautista Ceballos lo recibió, le hizo llamar "Alteza Serenísima", y pidió una ampliación de poderes para Santa Anna mientras se elaboraba una nueva Constitución. El 22 de abril de 1853, luego de tomar el poder, Santa Anna publicó unas *Bases Orgánicas de la República* elaboradas por Lucas Alamán, las cuales estarían en vigor hasta la publicación de una nueva Constitución que debería ser centralista[134].

Las Bases orgánicas fueron un nuevo intento centralista que no logró concretarse, a causa de la muerte de Lucas Alamán el 2 de junio de ese mismo año, sin embargo, si

[133] Ibíd. Pág. 103.
[134] Sayeg Helu, Jorge, *El constitucionalista social mexicano. La integración constitucional de México*, UNAM, México, 1987, Pág. 348.

se publicaron algunas leyes de corte conservador, como una nueva ley de imprenta que permitía la censura[135], y el establecimiento de la pena de muerte contra los salteadores que fue publicada el 25 de mayo de 1853, además, Santa Anna publicó una ley donde se hizo proclamar emperador:

> "En mayo de 1853 expidió dos decretos centralizando el poder y las rentas; más tarde convierte a los antiguos estados en departamentos, e impone los ridículos impuestos, de ventanas y de balcones. Ocho meses después de iniciado su gobierno, publicó el abominable decreto de 16 de diciembre de 1853, en el que decía haber tomado en cuenta la voluntad de la nación para perpetuarse en el poder y aun nombrar sucesor; señalaba, además, que en adelante el tratamiento de Alteza Serenísima sería anexo al cargo de Presidente de la República"[136]

En virtud de que el gobierno de Estados Unidos pretendía desconocer el *Tratado de Guadalupe Hidalgo* de 1848 que señalaba los límites entre los 2 países, Antonio López de Santa Anna aceptó vender el territorio conocido como *La Mesilla* firmando el 30 de diciembre de 1853 el *Tratado de la Mesilla*. Sin embargo, la venta no gustó ni a los grupos que pugnaban por el centralismo ni a los que pugnaban por el federalismo, generándose el levantamiento popular que lo expulsó definitivamente del poder: "La Revolución de Ayutla". El malestar de la clase política se encontró con el malestar social ocasionado por las medidas impopulares de Santa Anna, lo que provocó una verdadera revuelta popular que hizo que Santa Anna finalmente abandonará la capital en agosto de 1855:

> "La Revolución de Ayutla fue un auténtico levantamiento popular que dio a México su estructura y fisonomía definitivas, pues no se limitó a la simple destrucción del régimen existente, o al simple cambio de quienes detentaban el poder, sino que habría de ser el origen de profundas modificaciones políticas y sociales"[137]

[135] Ibíd. Pág. 349.
[136] Ibíd. Pág. 371.
[137] Ibíd. Pág. 371 – 372.

Juan Alvaréz, Tomas Moreno y Florencio Villareal pronunciaron el Plan de Ayutla el 1 de marzo de 1854, y a él se unieron Benito Juarez y Melchor O'Campo. En el Plan convocaron a derrocar a Santa Anna, establecer un gobierno liberal y federal y convocar a un nuevo Congreso Constituyente. El Plan fue reformado en Acapulco para restablecer los ideales de la Independencia, con ello se ponía en duda la continuidad del "Acta de Constitutiva y de Reformas".

En la siguiente tabla se observan el nombre de los presidentes que gobernaron bajo el Acta constitutiva y de reformas. En ella se observa todavía la influencia de Antonio López de Santa Anna:

Tabla 13. Presidentes que gobernaron bajo el Acta Constitutiva y de reformas (1947- 1857)

Nombre	**Periodo**
Antonio López de Santa Anna	21 de mayo de 1847- 16 de septiembre de 1847
Manuel de la Peña y Peña	16 de septiembre de 1847 – 11 de noviembre de 1847
Pedro María Anaya	13 de noviembre de 1847- 8 de enero de 1848
Manuel de la Peña y Peña	8 de enero de 1848- 2 de junio de 1848
José Joaquín de Herrera	2 de junio de 1848- 15 de enero de 1851
Mariano Arista	15 de enero de 1851- 5 de enero de 1853
Juan Bautista Loreto Mucio Francisco José de Asís de la Santísima Trinidad Ceballos Gómez Sañudo (Juan Bautista Loreto)	6 de enero de 1853- 8 de enero de 1853
Manuel Apolinario José María Ignacio Antonio Lombardini de la Torre	8 de febrero de 1853- 20 de abril de 1853
Antonio López de Santa Anna	20 de abril de 1853- 12 de agosto de 1855
Martín Carrera Sabat	12 de agosto de 1855- 12 de septiembre de 1855
José María Rómulo Díaz de la Vega Fuentes	12 de septiembre de 1855- 3 de octubre de 1855
Juan Alvarez Hurtado	4 de octubre de 1855- 11 de diciembre de 1855
José Ignacio Gregorio Comonfort de los Ríos	11 de diciembre de 1855- 21 de enero de 1858

Fuente: Elaboración propia.

¿Quién fue Mariano Otero?

La figura política de Mariano Otero y Mestas todavía genera controversia. Conocido como uno de los "padres" o "fundadores" del Juicio de *Amparo* a causa de su voto particular, es señalado también por su participación separatista con los *Polkos*.

Otero y Mestas nació en la ciudad de Guadalajara el 07 de febrero de 1817 y murió a la corta edad de 33 años a causa de una infección de cólera en la Ciudad de México el 31 de mayo de 1850. Estudio en el Instituto del Estado de Jalisco, donde se graduó como bachiller en derecho civil a los 18 años y posteriormente como abogado.

Como se revisó en los párrafos de su *voto particular*, su pensamiento político tenía influencias de Benjamín Constant, Edmund Burke, Jean Jacques Rousseau, Sismon de Sismondi et Alexis de Tocqueville, sin embargo, sus ideas políticas también fueron influenciados por celebres pensadores mexicanos como José María Luis Mora y Lorenzo de Zavala. Francisco Fernández Segado señala que en sus escritos también se han encontrado citas de Bartolomé de las Casas y Alexander von Humboldt[138].

Mariano Otero se presentó como candidato al Congreso Constituyente de 1842, pero perdió las elecciones, sin embargo, fue designado delegado por Jalisco, lo que le permitió ingresar como diputado Constituyente donde defendió el federalismo. En ese mismo año participó como co-fundador de *El Siglo Diez y Nueve*, el periódico de mayor influencia en aquella época.

En la disolución del Congreso de 1842, Otero fue preso junto con Manuel Gómez Pedraza, Juan Alvarez y José María Lafragua. Durante 1843 fue profesor del "Ateneo Mexicano" y en 1844 participó en las elecciones por el Ayuntamiento de la Ciudad de México, donde resulto electo bajo la figura de "Tercer Alcalde".

Durante el Congreso Constituyente de 1847 no sólo elaboró su "Voto particular" ya que se opuso a la firma del Tratado Guadalupe-Hidalgo en el que México se vio obligado a ceder más de la mitad de su territorio ante el avance de la tropa norteamericana. Bajo el gobierno de José Joaquín de Herrera fue el encargado del Ministerior de Relaciones Interiores y Exteriores, y en 1848 se integró a la Junta directiva de cárceles y al año siguiente fue electo Senador.

A pesar de su corta edad, Otero realizó importantes escritos sobre la realidad mexicana, el proyecto constitucional y la necesidad de refundar el proceso penal; en 1842 publicó "Ensayo sobre el verdadero estado de la cuestión social y política que se agita en la República Mexicana", un estudio sobre la situación política y social del país; en 1844 "Indicaciones sobre la importancia y necesidad de la reforma de las leyes penales"; y en 1847 "Consideraciones sobre la situación política y social de la República Mexicana". En el diario El Siglo Diez y Nueve publicó un extenso estudio

[138] Fernández Segado Francisco "El voto particular de don Mariano Otero y el nacimiento del juicio de *amparo* en México", en Anuario Iberoamericano de Justicia Constitucional, No 4, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, España, 2000. Vinculo: https://recyt.fecyt.es/index.php/AIJC/article/view/50319, Fecha de consulta: 10 de septiembre de 2018

sobre el federalismo y la Constitución, entre otros documentos que han recuperado sus biografos.

Uno de los hechos que más controversia ha generado de la vida de Mariano Otero es su simpatia y participación en *La rebelión de los Polkos,* que fue un levantamiento armado contra el Presidente Valentín Gómez Farías por haber publicado las leyes de reforma para utilizar los recursos del clero para financiar la defensa contra la intervención norteamericana y por su posible simpatía por el presidente James K. Polk en sus intenciones de anexar a Estados Unidos no sólo Texas sino la totalidad del territorio mexicano, por estos motivos, más allá de sus reflexiones jurídicas y políticas, también ha sido calificado de "traidor".

Daniel Moreno, biógrafo de Manuel Crescencio Rejón, ha señalado la diferencia entre la actuación política de Mariano Otero frente a la de Crescencio Rejón:

> "No es por demás precisar que mientras Rejón, como diputado de la mayoría del Distrito propugna el establecimiento del *amparo* en el orden nacional y lucha al mismo tiempo por la integridad del país, otro jurista, que también figura en la evolución del *amparo*, don Mariano Otero, participaba en la rebelión de los polkos como uno de sus directores"[139]

Como se observa, a partir de estos personajes inició un debate jurídico y político sobre quién es el autor, creador o impulsor del juicio de *amparo* en México; por un lado, Manuel Crescencio Rejón, federalista, pro-laicidad del Estado, redactor principal de la Constitución de la República de Yucatán en 1841, y promotor del *amparo* en el Congreso Constituyente de 1847, aunque finalmente retiró su propuesta para impulsar el reestablecimiento de la Constitución de 1824. Por otro lado, Mariano Otero Mestas, también federalista, participante en el grupo de los *Polkos*, y promotor e impulsor, con su "voto particular", del juicio de *amparo* a nivel nacional. Si bien dicho debate duró prácticamente todo el siglo XX, actualmente se reconoce a ambos personajes como los

[139] Moreno Daniel, Prologo, Manuel Crescencio Rejón. Pensamiento político, UNAM, Mexico 1968, Pág. XXVI

promotores de una institución de gran trascendencia para la historia política y jurídica de México.

Como se observó a lo largo de este capítulo, la institucionalización del juicio de *amparo* fue un proceso complejo, en el que en un primer momento se estableció en la Constitución de Yucatán de 1841, de la mano de Manuel Crescencio Rejón, principal redactor; y posteriormente, a nivel nacional en el "Acta de Reformas de la Constitución de 1824", publicado en 1847. En el Congreso Constituyente de 1846-1847 fueron diputados designados, Manuel Crescencio Rejón representando el Distrito Federal y Mariano Otero Mestas representando a Jalisco.

III. Los derechos del hombre en la Constitución de 1857

Como se observó en el capítulo anterior, es en la Constitución de Yucatán de 1841 y en el Acta de Reformas de 1847 a nivel nacional, en donde se constitucionalizó el "juicio de *amparo*". Sin embargo, es en el Congreso Constituyente de 1856- 1857 cuando se realizó un amplio debate sobre los derechos del hombre y las reglas constitucionales para defenderos. El objetivo del presente capítulo es mostrar este amplio debate que terminó por generar una declaración de los derechos del hombre en los primeros artículos de la Constitución de 1857 y las reglas constitucionales del juicio de *amparo*. En este sentido, el capítulo intenta mostras las posturas políticas, ideológicas y prácticas que tuvieron los diputados constituyente al elaborar esta declaración de derechos del hombre. Se trata de un debate de riqueza excepcional que es importante conocer para los objetivos de esta investigación, en virtud de que muestra las consideraciones que tomaron los diputados constituyentes tanto para la declaración de los derechos del hombre como para las reglas del juicio de *amparo* en la Constitución política que tuvo mayor vigencia durante el siglo XIX en México.

Este Congreso Constituyente trabajo un año, entre febrero de 1856 y 1857, por lo que tuvo la posibilidad de discutir los problemas nacionales y la necesidad de defender los derechos del hombre. Como se verá en este capítulo, cada derecho del hombre aprobado y establecido en la Constitución de 1857 se debatió ampliamente, incluyendo sus limitaciones y por su puesto, la forma en que debería de ser defendido.

Al ser la Constitución política que mayor tiempo estuvo e vigor durante el siglo XIX, época en la que se publicaron las primeras leyes de *amparo* y comenzaron a aplicarse, es necesario conocer cuáles fueron las reformas que esta Constitución sufrió, en particular las vinculadas con los derechos del hombre, tema del que se ocupa la última parte del capítulo.

1. El Congreso Constituyente (1856-1857) y su organización

La inconformidad con el gobierno de Antonio López de Santa Anna, sus excesos, medidas impopulares y la venta del territorio conocido como "La Mesilla" a los Estados Unidos ocasionaron el levantamiento de Ayutla, en Guerrero, también conocido como "La Revolución de Ayutla". En este caso, el descontento no provenía de un sector particular, pues era generalizada la sensación de traición y corrupción, además, Melchor Ocampo, Benito Juárez y Ponciano Arriaga, personajes importantes de la vida política del país habían sido desterrados del territorio nacional[140].

El 1 de marzo de 1854, Juan N. Alvarez, Ignacio Comonfort y Florencio Villareal promulgaron el *Plan de Ayutla*, en el cual llamaron a la población a sublevarse contra la *dictadura* de Santa Anna, a marchar hacia la Ciudad de México, nombrar un presidente interino y a formar un nuevo Congreso Constituyente que elaborara una nueva Constitución Política, la cual se promulgó el 5 de febrero de 1857.

La Constitución de 1857 es la Constitución política que estuvo más tiempo en vigor desde la independencia hasta la Revolución Mexicana que inició en 1910, porque incluso en 1911 tendrá su última reforma, impulsada por Francisco I. Madero, para prohibir la reelección del Presidente de la República y los gobernadores. Además, el Congreso Constituyente de 1916- 1917 se convocó para reformar la Constitución de 1857, por lo que la Constitución de 1917, que es la vigente en el siglo XXI, tomó como base toda la estructura y redacción establecidos en la Constitución de 1857.

La publicación de la Constitución de 1857 desató una guerra interna de resistencia contra ella durante 3 años que dificultó su entrada en vigor, posteriormente se interrumpió parcialmente su vigencia entre 1863 y 1867, durante el intento de

[140] Antes de 1856, es decir, del inicio del Congreso Constituyente, Melchor Ocampo ya había sido diputado y gobernador de Michoacán, desde donde combatió al ejército norteamericano en 1847. En 1850 Antonio López de Santa Anna ordenó detenerlo y llevarlo preso a San Juan de Ulúa. A partir de 1854 comienza a colaborar con Benito Juárez quien se encontraba exiliado en Nueva Orleans. También para estos años Benito Juárez tenía una trayectoria política reconocida. En 1847 fue gobernador de Oaxaca, desde donde realizó una administración pública ampliamente reconocida. Por su parte, Ponciano Arriaga había sido diputado local en 1843, 1846, y 1849. En 1850 fue electo Senador y en 1852 *Ministro de Justicia, Negocios Eclesíasticos e Instrucción Pública.* Como se observa, los 3 personajes tenía una amplia trayectoria política y los tres debieron partir al exliio con la llegada al poder de Antonio López de Santa Anna. De hecho, Juárez y Arriaga se conocen durante el exilio de ambos, en Nueva Orleans.

instaurar el Imperio de Maximiliano de Hamsburgo en México[141]. Para algunos autores, como Manuel González Oropesa, la Constitución siguió vigente durante esos años en virtud de que el gobierno de Benito Juárez siguió gobernando bajo sus reglas fuera de la Ciudad de México de manera itinerante[142]. Además, para autores como Daniel Cosío Villegas, la Constitución estuvo en vigor hasta la llegada al poder de Porfirio Díaz en 1876, porque comenzó la dictadura porfiriana que la violentó constantemente. Cosío Villegas señala que ésta Constitución en realidad tuvo muy poco tiempo para mostrar sus grandes virtudes. Finalmente, para otros juristas, la Constitución estuvo vigente hasta 1913, cuando Victoriano Huerta dio el golpe de Estado contra Francisco I. Madero, en virtud de que durante el gobierno de Madero, la Constitución de 1857 todavía tuvo su última reforma y estuvo vigente bajo su gobierno[143].

El Quinto Congreso Constituyente (1856-1857) convocado por Juan Alvarez e Ignacio Comonfort, fue el encargado de la elaboración de esta Constitución. Dicho Congreso Constituyente estuvo compuesto por 155 diputados, de los cuales se sabe que trabajaron activamente aproximadamente 78, quienes estuvieron divididos en dos grandes grupos, por un lado, el grupo conocido como *liberales radicales* liderado por Ponciano Arriaga y por el otro, un grupo denominado *liberales moderados* encabezados por Melchor Ocampo, vinculados con el presidente Comonfort. La distinción de estos grupos se observó a partir de los debates del Constituyente, pues mientras los *liberales radicales* impulsaron el establecimiento del derecho a la libertad de culto, los segundos buscaban reestablecer la Constitución de 1824 para mantener la intolerancia religiosa.

quienes pretendieron mantener la intolerancia religiosa y para hacerlo buscaron en varias ocasiones restablecer la Constitución de 1824.

En palabras de Daniel Cosio Villegas, el Congreso Constituyente de 1856-1857 tiene entre sus virtudes ser un congreso que logró reunir a la generación de juristas,

[141] Es importante señalar que durante el intento de instaurar el Imperio se publicó una Ley de Garantías Individuales el 1 de noviembre de 1865. Previamente, Benito Juárez había decretado una suspención de garantías individuales el 27 de octubre de 1862, la cual fue prorrogada en 1863.
[142] González Oropeza Manuel, *A los constituyentes de 1857*, Cámara de Diputados, México, 2009.
[143] Cosío Villegas, Daniel*, La Constitución de 1857 y sus críticos*, FCE, México, Primera reimpresión, 2019.

filósofos, periodistas y politólogos más brillantes del siglo XIX[144]. Para Cosio Villegas la Constitución de 1857 fue elaborada por la generación de intelectuales, políticos y juristas más lúcida que ha tenido México en su historia independiente. Para Cosío Villegas, los participantes en el Constituyente tuvieron una honestidad política e intelectual tan trascendente, que después de la Revolución Mexicana, fue necesario tomar como la Constitución de 1857, pues aquí se habían condensado los grandes debates nacionales y los grandes problemas que aquejaban a México a mediados del siglo XIX, y también se tomaron grandes decisiones que han trascendido ese siglo[145].

Tabla 14. Los Constituyentes relevantes de 1856-1857

Nombre	**Fecha y lugar de nacimiento**	**Formación**	**Actividad política relevante**
Valentín Gómez Farías	14 de febrero de 1781 Guadalajara	Estudió medicina en la Universidad de Guadalajara	Diputado Constituyente en 1822 y 1824 Apoyó a Senador por Jalisco entre 1825 y 1830 Ocupó 4 veces la Presidencia alternando con Antonio López de Santa Anna Vicepresidente de México en 2 ocasiones Secretario de Hacienda en 1833
José Ponciano Arriaga Leija	1º de diciembre de 1811 San Luis Potosí	Estudio Derecho en el Colegio Guadalupano Josefino, hoy llamado Universidad Autónoma de San Luis Potosí	Gobernador de Aguastcalientes en 1862 Gobernador del Distrito Federal en 1863 Diputado al Congreso Ceneral en 1847
José Nemesio Francisco Degollado (Santos Degollado)	30 de octubre de 1811 Guanajuato	Tuvo formación militar	Gobernador de Michoacán en 1846 Gobernador en Jalisco 1855-1856 Ministro de Gobernación en 1858 Ministro de Relaciones Exteriores en 1860 Ministro de Guerra y Marina de México de 158 a 1859
Juan Ignacio Paulino Ramírez Calzada (Ignacio Ramírez "El Nigromante")	22 de junio de 1818 Guanajuato	Estudio Artes en el Colegio de San Gregoriano de la Ciudad de México. Estudio Jurisprudencia en la Universidad Pontificia de México	Fundó diversos periodicos donde impulsaba la reformas sociales que creía que el país necesitaba (Don Simplicio, Themis y Deucalión, El clamor progresista, El correo de México. Jefe político en Tlaxcala

[144] Ibíd.
[145] Cosío Villegas Daniel, *La Constitución de 1857 y sus críticos.* FCE, México. Primera reimpresión, 2019.

		También estudió en la Academia Literaria de San Juan de Letrán	Participó en la elaboración de las leyes de reforma Ministro de Fomento en 1861 Ministro de Justicia, Negocios Eclesíasticos e Instrucción Pública en 1861 Secretario de Justicia e Instrucción Pública (1876- 1877) Presidente de la Suprema Corte de Justicia de la Nación (1877-1879)
Ignacio Luis Vallarta Ogazón	25 de agosto de 1830 Guadalajara	Estudió en el Instituto de Ciencias de Jalisco Estudió jurisprudencia en la Universidad de Guadalajara	Gobernador de Jalisco en 1861 Secretario de Relaciones Exteriores 1876-1877 Presidente de la Suprema Corte de Justicia de la Nación 1877-1882 Secretario de Gobernanción en 1868
José Francisco Zarco Mateos	04 de diciembre de 1829 Durango	Estudió diversos cursos en el Colegio de Minas de la Ciudad de México (inglés, francés, italiano, latín, derecho, teología y ciencias sociales). Su formación fue autodidácta	Fue traductor oficial en el Ministerio de Relaciones Exteriores. Su actividades principales fueron el periodismo y la lteratura
José María Lafragua	02 de abril de 1813 Puebla	Estudió Derecho en el Colegio Real Caroligno	Secretario de Relaciones Exteriores 1872-1875 Secretario de Relaciones Exteriores en 1846 Elaboró el primer Código Civil de Pueblo y participó en los proyectos de Código Penal de Puebla, y en el Proyecto de Ley de Garantías Individuales Encargado de Negocios en España en 1857.
Leonardo Francisco Guzmán Montes de Oca (León Gúzman)	05 de noviembre de 1821 Estado de México	Abogado	Gobernador interino de Guanajuato en 1861 Ministro de Fomento en 1858 Ministro de Relaciones Exteriores en 1861 Participó en la elaboración de la Ley de Administración de Justicia 67
José Telésforo Juan Nepomuceno Melchor de la Santísima Trinidad Ocampo tapia (Melchor Ocampo)	05 de enero de 1814 Valladolidad (hoy Morelia, Michoacán)	Estudió Derecho en el Colegio Seminario de México	Gobernador de Michoacán 1846-1848 Ministro de Relaciones Exteriores en 1855 Ministro de relaciones Exteriores 1858-1861 (en tres ocasiones en este periodo) Ministro de Gobernacion 1858-1859 (en dos ocasiones en este periodo) Ministro de Fomento de México 1858-1859 (en dos ocasiones en este periodo)

José María Mata Reyes	13 de noviembre de 1819 Veracruz	Estudió medicina en el Colegio de San Juande Letrán de la Ciudad de México	Secretario de Relaciones Exteriores en 1878 Ministro de Hacienda en 1861
Isidoro Olvero	1815 Ciudad de México	Médico	Diputado local en Toluca
José María del Castillo Velasco	11 de junio de 1820 Oaxaca	Estudio Derecho en el Colegio de San Ildefonso de la Ciudad de México	Ministro de Gobernación 1871-1872 Se dedicó a escribir obras de Derecho Constitucional, *Amparo* y Derecho Administrativo

Fuente: Elaboración propia con base en bibliografía consultada

Se trata de una Constitución que no fue bien valorada cuando estuvo en vigor, y tuvo fuertes críticas de amplios sectores sociales, entre ellas, el prestigioso jurista de la época Emilio Rabasa, quien la acusó de ser la responsable de la dictadura de Porfirio Díaz. Por este motivo Daniel Cosío Villegas dijo que:

> "nació sin que nadie creyera en ella: el liberal moderado, porque el jacobinismo la había manchado; el liberal puro, por su fondo medroso. Detestada y combatida pugnazmente por la Iglesia católica y por el Partido Conservador, recién nacida la empuño Ignacio Comonfort, quien estaba seguro de que con ella se hundiría cualquier gobierno y el país entero"[146]

Gran parte del trabajo legislativo de la segunda mitad del siglo XIX se perdió en el incendio del 22 de agosto de 1872 del Palacio Nacional, y en el incendio del Teatro Iturbide de Querétaro el 23 de marzo de 1909, que destruyeron una parte importante de los archivos legislativos producidos desde 1821. Afortunadamente, los archivos de las actas del Congreso Constituyente de 1856-1857 lograron sobrevivir a estos trágicos sucesos. Además, existe una fuente extraordinaria que permite conocer la profundidad e intensidad de los debates ocurridos en ellas, se trata de la *Historia del Congreso extraordinario constituyente 1856-1857*, escrita por Joaquín Francisco Zarco Mateos (Durango, 1829 - Ciudad de México, 1869), diputado constituyente, abogado y

[146] Ibíd pág. 37.

periodista, políglota, quien tuvo el valor de registrar de manera puntual lo debatido, sin hacer una transcripción estenográfica, sino dando cuenta diariamente a los lectores del periódico *El Siglo XIX* de lo que se discutía en el Congreso y comentando lo que a su parecer era relevante. Posteriormente, compiló los debates, los corrigió y publicó bajo el nombre de *Historia del Congreso extraordinario constituyente 1856-1857.* Gran parte del contenido de este capítulo se basa en los debates reseñados y explicados por Francisco Zarco.

El Congreso Constituyente comenzó a trabajar el 17 de febrero de 1856, se organizó a través de una Mesa directiva rotativa que cambiaba cada mes, y varias comisiones, entre ellas, la *Comisión de Constitución*, encabezada por el liberal Ponciano Arriaga, en la que participaron Mariano Yañez, León Guzmán, Pedro Escudero y Echanove, José María del Castillo Velasco, José María Cortés y Esparza, y José María Mata[147].

El artículo 5 del Plan de Ayutla, origen del Congreso Constituyente, estableció las tres tareas fundamentales del Congreso: constituir a la nación, revisar los actos del "actual" gobierno (entendiéndose el gobierno de Antonio López de Santa Anna) y revisar los actos del presidente provisional (Ignacio de Comonfort), lo que le dio un doble carácter al congreso: legislador constituyente y organismo revisor, y le otorgó un año para realizar su labor. El Congreso comenzó en febrero de 1856 y terminó de trabajar los últimos días de enero de 1857.

En el transcurso de los debates se nombraron diversas comisiones. Destacan las comisiones para elaborar "leyes orgánicas", es decir, comisiones para redactar leyes que el Congreso consideraba que era necesario fueran elaboradas desde el propio Constituyente y no desde un Congreso ordinario. Estas comisiones elaboraron la *ley de*

[147] Además de Ponciano Arriaga quien ya fue presentado, hay que destacar la figura política de José María del Castillo Velasco, nacido en Oaxaca, quien antes de participar en el Congreso Constituyente era conocido por sus editoriales en diversos diarios, entre ellos "El Monitor Republicano", además de diversos libros sobre el derecho público en México. Años más tarde publicará uno de sus textos más importantes "Apuntes históricos sobre la ciencia del Derecho Administrativo en México", publicado en 1874. En el caso de León Gúzman, sin bien tuvo poca presencia pública antes del Congeso Constituyente, lo cierto es que su formación como abogado y sus participaciones fueron de suma importancia. Además, fue el redactor principal de la *Comisión de estilo*. Finalmente, hay que destacar la presencia de José María Mata, quien se formó como médico y participó en el ejército combatiendo al ejército norteamericano en 1847. También fue exiliado en Nueva Orleans, a raíz de la persecución política emprendida por Antonio López de Santa Anna. En su exilio conoció a Benito Juárez y melchor Ocampo.

libertad de prensa, la *ley de la Guardia Nacional*, la *ley del fuero de guerra*, *la ley de expropiación* y la *ley electoral*. El Congreso propuso elaborar una *Ley Orgánica de Justicia*, que organizaria los tribunales federales y el juicio de *amparo*, pero días antes de cerrar su trabajo, el Congreso aceptó que sería incapaz de elaborarla porque ya no tenían mas tiempo.

Nombraron una *Comisión de división territorial* que, junto con las autoridades estatales, se ocupó de revisar toda la organización administrativa y política del territorio nacional y su división entre los estados. El trabajo de esta comisión fue fundamental para la organización del territorio mexicano, el cual poco se ha modificado después de este trabajo[148].

También se nombró una *Comisión de estilo*, para revisar y corregir la redacción y el orden de los artículos aprobados, la cual estuvo integrada por Melchor Ocampo, Joaquín Ruiz y León Guzman, sin embargo, se cree que dadas las diversas actividades de Ocampo y Ruíz, el único que se ocupó de realizar el trabajo de la Comisión fue León Guzmán.

Para cumplir con objetivo de revisar los actos de los gobiernos de Antonio López de Santa Anna y de Ignació de Comonfort se conformó *una Comisión revisora de los actos del gobierno*. Sin embargo, la convocatoria al Congreso Constituyente no señalaba qué actos del gobierno de Santa Anna y del gobierno provisional de Ignacio Comonfort se tenían que revisar, por lo que optaron por revisar todos los actos que encontraron, lo que llevó a que ocuparan mucho tiempo discutiendo la constitucionalidad y legalidad de cada acto. Para ello, la comisión solicitó apoyo de los ministros responsables de cada cartera del gobierno, y junto con ellos revisó contratos, leyes, destierros, ascensos militares, cobros fiscales, etc., acto por acto fueron revisados, y posteriormente confirmados o anulados. Esta comisión también se constituyó en *Gran jurado* de ciertas acusaciones políticas que se hicieron contra los diputados constituyentes Francisco Zarco, Matías Castellanos y Santos Degollado.

La *Comisión de Constitución* presentó un proyecto que contenía un *Decálogo de derechos del hombre*, la soberanía del pueblo, la representación popular, la división de

[148] O', Edmundo, *La supervivencia política novohispana. Reflexiones sobre el monarquismo mexicano*, Primera edición Colección Pequeños Grandes Ensayos, UNAM, México, 2018.

poderes, la forma federal de organización política, la desaparición del Senado y la libertad de cultos. Es importante recordar que la idea del decálogo de derechos se estableció a nivel nacional desde el Acta de Reformas de 1847. Jorge Sayeg Helú ha señalado que no hubo grandes discusiones en torno a estos temas porque los de verdadero debate fueron los vinculados con la tolerancia de cultos y el juicio por jurados[149].

Sin embargo, por desacuerdo con la mayoría de los votos de la Comisión, en el pleno hubo tres votos particulares, que son relevantes porque muestran los primeros debates sobre los problemas sociales del país y la necesidad de impulsar reformas vinculadas con la pobreza y la desigualdad imperante:

1) El voto particular de Isidoro Olvera, del 1 de agosto de 1856, en el que impugnó la desaparición del Senado, se manifestó en contra de la libertad de cultos y contra la división territorial propuesta. Una semana después, el 7 de agosto, el propuso una *Ley Orgánica sobre el derecho de propiedad*.
2) El voto particular de José María Castillo Velasco sobre la injusta distribución de la tierra
3) El voto particular de Ponciano Arriaga, quien pidió establecer una justa distribución de la propiedad territorial.

Además, de estos tres votos particulares, el 20 de junio de 1856 el diputado Moreno presentó su propio proyecto de Constitución, y se presentaron cuatro discursos importantes:

1) El discurso y propuesta de Castillo Velasco por mejorar la administración municipal y del Distrito Federal del 16 de junio de 1856
2) El discurso de Ignacio Ramírez conocido como “Nigromante” del 07 de julio sobre los problemas sociales del país y contra el hecho de que la Constitución sea creada en el nombre de Dios y no en el nombre de los hombres.

[149] Sayeg Helu Jorge, *El constitucionalista social mexicano. La integración constitucional de México*, Tomo I, UNAM, México, 1987.

3) El discurso de Francisco Zarco del 28 de julio para defender la libertad de imprenta
4) El Discurso de Luis Ignacio Vallarta del 19 de agosto en la defensa de las instituciones liberales y contra el Jurado popular, que algunos llaman voto particular.

La *Comisión de Constitución*, la *Comisión de estilo* y en general el pleno del Congreso trabajaron con grandes problemas para completar el *quorum* necesario para iniciar las sesiones, lo que complicó aun más el trabajo del Constituyente. El Diario de los Debates registrado por Francisco Zarco se encuentra lleno de referencias donde se señala que no fue posible iniciar sesiones a causa de la inasistencia de los diputados, incluso, el 4 de septiembre de 1856 se discutió que el tiempo de espera para iniciar el computo de asistencia de los diputados debía ser de 4 horas.

No es un tema menor el hecho de que en la *Comisión de estilo* probablemente haya participado un solo diputado, porque en dichas "correcciones de estilo" se ha planteado que hay una diferencia importante entre lo que aprobó el Congreso Constituyente sobre el *amparo* en la sesión del 30 de octubre de 1856 y lo que se publicó el 05 de febrero de 1857, que se analiza más adelante[150].

Es imposible resumir en un capítulo todo lo que se discutió en este Congreso Constituyente, porque en realidad es el Constituyente que más temas analizó, y que finalmente estableció las bases para el Constituyente de 1916-1917: reorganizó el territorio, estableció una Declaración de derechos del hombre y su protección, redefinió la división de poderes, eliminó las referencias a la religión nacional y dejó finalmente establecido el federalismo.

El trabajo de la *Comisión de Estilo* fue fundamental porque junto con la *Comisión de constitución* y el pleno del Congreso Constituyente elaboraron un documento ordenando y organizado en cuanto a los temas de los que se ocupó y claro respecto a su redacción. Si bien cada uno de estos temas parecerían ser muy lógicos dada la estructura clásica de un Estado propio del siglo XIX y que tenía por ejemplos a Estados

[150] González Oropeza Manuel, "El juicio por jurados en las constituciones de México", *Revista Cuestiones Constitucionales. Revista Mexicana de Derecho Constitucional,* número 2, enero - junio, 2000, Instituto de Investigaciones Jurídicas, UNAM, 2000.

Unidos, Francia, Inglaterra y España, lo cierto es que cada uno de ellos se discutió con base en la realidad mexicana, lo que permitió que las instituciones fueran permanentes y muchas de ellas subsistan hasta el siglo XXI, bajo la Constitución de 1917.

En varias ocasiones algunos diputados pretendieron, incluso a través de sesión secreta, restaurar la Constitución de 1824 porque establecía la intolerancia religiosa. Con la intención de evitar que se aprobara esta iniciativa, y de mostrar el avance que significaría una nueva Constitución en la que subsistieran los artículos más importantes de la Constitución de 1824, el diputado Guillermo Arriaga presentó el 25 de agosto un cuadro comparativo de los artículos del Proyecto de Constitución de la Comisión con los contenidos en la Constitución de 1824 y el Acta Constitutiva de la Federación del mismo año.

No está demás señalar que la primera discusión del Congreso Constituyente fue el preámbulo. Tradicionalmente las constituciones políticas suelen empezar con la frase "En el nombre de Dios", sin embargo, Ignacio Ramírez se opuso al establecimiento de la frase explicando que "es muy respetable el encargo de formar una Constitución para que yo comience mintiendo"[151], además de que la Constitución se instituía en el nombre de la soberanía popular, por estos motivos, la Constitución de 1857 comienza señalando "En el nombre de Dios y con la autoridad del pueblo"[152], es decir, se agregó el elemento social al nacimiento del país.

2. Los debates sobre los derechos del hombre en el Congreso Constituyente

A continuación se presenta una selección de los debates que en materia de los Derechos del Hombre y del juicio de *amparo* que se discutieron en este Constituyente. Hay que señalar que en muchas ocasiones las propuestas de la *Comisión de Constitución* fueron rechazadas, regresadas a la Comisión o reelaboraras por el pleno del Congreso, como se verá más adelante. Es muy importante observar que la

[151] Intervención de Ignacio Ramírez ante el pleno del Congreso Constituyente el día 7 de julio de 1856 en Zarco Francisco, *Historia del congreso extraordinario constituyente (1856-1857)*, El Colegio de México, México, pág. 468.
[152] Constitución de 1857 México en Zarco Francisco, *Historia del congreso extraordinario constituyente (1856-1857)*, El Colegio de México, México, pág. 329.

Comisión siempre estuvo abierta a los comentarios y a aclarar las dudas del resto de los diputados, motivo por el cual los debates no fueron homogéneos, ni las posiciones de los diputados fueron siempre dentro del mismo grupo político al que se les vinculaba.

Después de semanas donde se discutían los actos del gobierno de Santa Anna y los de Ignacio Comonfort, y las credenciales de los diputados que iban llegando a la sede del Congreso, la *Comisión de Constitución* presentó el 20 de junio de 1856 un proyecto de Constitución que contenía un *Decálogo de derechos del hombre*. Además de la soberanía del pueblo, el Constituyente propuso la representación popular, la división de poderes, la forma federal de organización política, la desaparición del Senado y la libertad de cultos. Es importante recordar que la idea del decálogo de derechos no es nueva, pues se estableció desde el Acta de Reformas de 1847 a propuesta de Mariano Otero.

Una vez presentada la propuesta de los artículos por parte de la *Comisión de Constitución* al pleno del Congreso, éste se dedicó a analizar y discutir artículo por artículo y en muchas ocasiones cada artículo fue dividido en partes o en párrafos, y en los casos en que fue aprobado el artículo la *Comisión de estilo* se encargo de ordenarlos, por lo que en la gran mayoría de los casos no coincide el numeral del artículo propuesto con el numeral que la Comisión de estilo le puso al ordenarlos. Esta es la segunda vez en la historia constitucional de México que la Constitución Federal contiene un decálogo de derechos, pues la primera vez fue producto del Acta de Reformas de 1847 referida en el capítulo anterior.

i. Libertad, igualdad, seguridad jurídica, propiedad y derecho a la indeminización en caso de expropiación

Estos derechos, propios del liberalismo decimonónico, fueron protegidos en todo momento por el Congreso constituyente, y hubo algunos debates sobre sus limitaciones, sobre todo porque los diputados con ideas sociales plantearon la necesidad de discutir la propiedad principalmente de la tierra, que estaba concentrada

en pocas manos, en un territorio tan grande, poco poblado y en muchas ocasiones sin producir riqueza. En este sentido, las ideas sociales y de protección a los trabajadores, contra la explotación laboral y de distribución de la tierra ya aparecen planteadas a través de distintos discursos y propuestas de los diputados del Constituyente. En este sentido, el 14 de agosto de 1856 se discutió y aprobó por unanimidad la propuesta del artículo 23 constitucional que señalaba la garantía de respecto de la propiedad privada y el derecho a la indemnización en caso de sufrir expropiación. La Comisión de estilo, puso este artículo en el numeral 27, y como se ve, es un antecedente importante del emblemático artículo 27 de la Constitución Política de 1917[153]:

> "Art. 27. La propiedad de las personas no podrá aprobarse sin su consentimiento, sino por causa de utilidad pública y prévia indemnización. La ley determinará la autoridad que deba hacer la expropiación y los requisitos con que ésta haya de verificarse"[154]

ii. El derecho al trabajo

El primer gran debate que confrontó los principios jurídicos de la libertad, la igualdad y la seguridad jurídica con la realidad social mexicana fue el que comenzó el 18 de julio de 1856 sobre la propuesta de la *Comisión de Constitución* de establecer en el artículo 12 el derecho a la libertad de trabajo, su ejercicio en libertad y el derecho a un salario justo. El proyecto de la Comisión establecía lo siguiente:

> "Nadie puede estar obligado a prestar trabajos personales sin justa retribución y sin su pleno conocimiento.

[153] Constitución de 1857 México en Zarco Francisco, *Historia del congreso extraordinario constituyente (1856-1857)*, El Colegio de México, México, pág. 729.
[154]Versión original del artículo 27 de la Constitución política de los Estados Unidos Mexicanos de 1917. Disponible en:https://archivos.juridicas.unam.mx/www/legislacion/federal/leyes/1917.pdf

> La Ley no puede autorizar ningún contrato que tenga por objeto la pérdida o el irrevocable sacrificio de la libertad del hombre, ya sea por causa de trabajo, de educación o de voto religioso.
> Tampoco puede autorizar convenios en que el hombre pacte su proscripción o destierro"[155]

En este tema, hubo dos posturas en torno a la propuesta, una que señalaba que los contratos laborales no debían ser regulados porque eran del ámbito privado de las personas, y otra que señalaba que era importante poner ciertos límites a la libertad de contratación dadas las condiciones de explotación de los peones en el país. Ignacio Ramírez, "El Nigromante" fue uno de los defensores de los derechos de los trabajadores y peones en el Constituyente. Para Ignacio Ramírez a los peones se les adelantaba el pago como una forma de esclavizarlos:

> "Es cierto que a los jornaleros se les anticipa dinero, pero no para favorecerlos, sino para esclavizarlos e imponerles un yugo abusando de su trabajo. Ellos van contentos al trabajo, lo buscan, y, cuando se niegan, es porque están cansados de las crueldades del propietario, porque están enfermos o porque se retraen de la leva y de los impuestos excesivos"[156]

Ramírez señaló que era necesario mejorar las condiciones sociales de los jornaleros para que la libertad, como derecho del hombre, dejara de ser una abstracción:

> "Si la libertad no ha de ser una abstracción, si no ha de ser una entidad metafísica, es menester que el Código Fundamental proteja los derechos todos del ciudadano, y no cree millones de amos que trafiquen con la vida y con el trabajo de los proletarios. El jornalero de hoy no sólo sacrifica el trabajo de toda

[155] Constitución de 1857 México en Zarco Francisco, *Historia del congreso extraordinario constituyente (1856-1857)*, El Colegio de México, México, pág. 505.
[156] Intervención de Ignacio Ramírez ante el pleno del Congreso Constituyente el día 18 de julio de 1856 en Zarco Francisco, *Historia del congreso extraordinario constituyente (1856-1857)*, El Colegio de México, México, pág. 509.

su vida, sino que empeña a su mujer, a sus hijos y los degrada esclavizándolos para saciar la avaricia de los propietarios"[157]

El debate sobre la propuesta a la libertad de trabajo continuó los días 21 y 22 de julio, y para mejorar la discusión el pleno decidió separar el proyecto en párrafos. El día 21 de julio aprobaron el primer párrafo conocido como el *derecho a la libertad del trabajo*. Cuando la *Comisión de estilo* corrigió y organizó los artículos, colocó este párrafo en el artículo 5 de la Constitución:

"Art. 5. Nadie puede estar obligado a prestar trabajos personales sin justa retribución y sin su pleno consentimiento"[158]

La segunda parte de la propuesta del artículo 12 prohibía firmar contratos donde se perdiera la libertad del hombre por motivos laborales, educativos o religiosos. La redacción generó mucha confusión, porque los diputados preguntaban si los votos religiosos eran actos de devoción o contratos, así mismo preguntaban las implicaciones que esta redacción tenía para los profesores, y algunos diputados más conservadores preguntaban si esta redacción incluía el contrato de matrimonio, por eso el diputado Castañeda señaló su oposición:

"Me opondré siempre a toda innovación antisocial, a toda innovación que sea contraria a nuestros hábitos y que dé por resultado la destrucción de la familia y la pérdida de la moral"[159]

En su intervención del 22 de julio de 1856 el diputado Francisco de Paula Cendejas señaló que en varias ciudades estaba corriendo el rumor de que a través del artículo 12 el Constituyente estaba pensando disolver los matrimonios, por lo que urgió aclarar el sentido de las oraciones. Ese mismo día, en defensa de la propuesta el diputado

[157] Intervención de Ignacio Ramírez ante el pleno del Congreso Constituyente el día 18 de julio de 1856 en Zarco Francisco, *Historia del congreso extraordinario constituyente (1856-1857)*, El Colegio de México, México, pág. 509.
[158] Constitución de 1857 México en Zarco Francisco, *Historia del congreso extraordinario constituyente (1856-1857)*, El Colegio de México, México.
[159] Intervención del diputado Luis Castañeda el día 21 de julio de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd Pág. 513.

Ponciano Arriaga señaló que si bien el matrimonio era un contrato, la mujer no era un objeto sino una persona libre que decidía contraer matrimonio y que en materia educativa el artículo trataba de corregir los abusos de los maestros de taller sobre los aprendices:

> "No es inutil que se hable de contratos por causa de trabajo y de educación, porque se trata de corregir el abuso de los maestros de taller que esclavizan a sus aprendices. Se quiere que esta clase de contratos no tenga efecto civil y que, cuando nace el abuso por una parte cese el consentimiento por la otra, venga la nulidad legal a restaurar su libertad al oprimido"[160]

Finalmente, Arriaga respondió a la pregunta de por qué poner una prohibición en un capítulo de la Constitución que habla de los Derechos del Hombre argumentando que se trata de una prohibición que garantizaba los derechos:

> "El artículo figura en la sección de derechos del hombre, porque, aunque establece prohibiciones, estas tienden a mantener las garantías de los derechos, y la comisión ha declarado más de una vez que considera los Derechos del hombre como preexistentes a toda Constitución"[161]

Despues de que Arriaga respondió a los cuestionamientos de la segunda parte del artículo, esta se sometió a votación, y fue aprobada por el pleno con 69 votos a favor y 22 en contra. Finalmente, la tercera y última parte del artículo no tuvo cuestionamientos ni oposición por lo que se aprobó sin discusión:

> "Tampoco puede autorizar convenios en que el hombre pacte su proscripción o destierro"[162]

---

[160] Intervención del diputado Ponciano Arriaga el día 22 de julio de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd Pág. 518- 519.
[161] Intervención del diputado Ponciano Arriaga el día 22 de julio de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd, Pág. 519.
[162] Constitución de 1857 México en Zarco Francisco, *Historia del congreso extraordinario constituyente (1856-1857)*, El Colegio de México, México, pág. 1345.

La discusión sobre el derecho al trabajo es importante porque muestra que dentro de los diputados constituyentes existe ya cierta sensibilidad sobre la realidad social, la cual hizo analizar temas que iban más allá de la discusión sobre los elementos propiamente liberales de una Constitución política. Por supuesto, esta sensibilidad no fue mayoritaria, sin embargo, hay que notar que se expresó con fuerza en voz de algunos diputados que por sus posturas fueron considerados radicales.

iii. La libre manifestación de ideas

La libre manifestación de ideas se discutió el 25 de julio y fue producto de un amplio debate en el Constituyente. Es importante señalar que en las Cortes de Cádíz de 1812 se había discutido y aprobado este derecho y que al llegar a la Nueva España fue vetado por el Virrey, por lo que los diputados Ignacio Ramírez, Ponciano Arriaga, y Guillermo Prieto lo impulsaron con fuerza, y éste último señaló que "se trata de una de las más preciosas garantías del hombre, la del pensamiento"[163]. A pesar de las impugnaciones menores que sufrió el proyecto, el artículo 13 se votó el mismo día que se presentó a discusión y fue aprobado por 65 votos contra 30. La *Comisión de estilo* lo colocó en el artículo 6 de la Constitución de 1857:

> "Art. 6. La manifestación de las ideas no puede ser objeto de ninguna inquisición judicial o administrativa, sino en el caso de que ataque la moral, los derechos de terceros, provoque a algún crimen o delito ó perturbe el orden público"[164]

[163] Intervención del diputado Guillermo Prieto el día 25 de julio de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd Pág. 524.
[164] Constitución de 1857 México en Zarco Francisco, *Historia del congreso extraordinario constituyente (1856-1857)*, El Colegio de México, México, Pág. 1345.

iv. La libertad de imprenta

El derecho a la libertad de imprenta se debatió el 25 y 28 de julio de 1856 en el pleno del Congreso. La primera sesión es importante porque Francisco Zarco, el redactor de las *Crónicas de los debates*, leyó su famoso *Discurso sobre la libertad de imprenta* en el que señaló que la libertad de imprenta nunca había existido en México y para garantizarla rechazaba la propuesta de la Comisión, porque establecía que los casos de violación a esta garantía se debían analizar a través de un jurado popular, mientras que él proponía que en su lugar se establecieran dos jurados populares: un jurado de calificación y un jurado de sentencia, evitando que lo hiciera el Poder Judicial, al que consideraba un instrumento del poder político, y para ello puso como ejemplo el funcionamiento del jurado popular en Francia.

Si bien la comisión defendió su propuesta, Guillermo Prieto defendió la postura de Zarco al señalar que la libertad de imprenta "es el escudo más firme de los derechos del hombre por lo que debe ser libre como el pensamiento"[165]

Además de la discusión sobre cómo sancionar la violación a la libertad de imprenta, el Congreso discutió si debería existir un límite al ejercicio de este derecho y cual sería. Algunos diputados opinaban a favor de ejercicio irrestricto, y otros por las limitaciones a la moral y a la paz pública. Por estos motivos, el 28 de julio decidieron dividir el artículo en 3 partes y discutirlo por separado: la que establece el derecho, su forma de sancionarlo y sus limites.

La primera parte que señaló que "Es inviolable la libertad de escribir y publicar escritos en cualquier materia" se aprobó sin mayor discusión en el pleno por 90 votos contra 2.

La segunda parte que estableció que "Ninguna ley ni autoridad puede establecer la previa censura, ni exigir fianza a los autores o impresores, ni coartar la libertad de imprenta, que no tiene más límites que el respeto a la vida privada, a la moral y a la paz pública" se aprobó sin mas argumentos que los que se han señalado con 60 votos contra 33.

[165] Intervención del diputado Guillermo Prieto el día 25 de julio de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd Pág. 542.

Finalmente, la tercera parte que señaló que "los delitos de imprenta serán juzgados por un jurado que califique el hecho" fue aprobada por 88 votos contra 3. Sin embargo, luego de la votación, Zarco recordó a los diputados su propuesta de establecer dos jurados, y los diputados en su mayoría decidieron aceptarla, por lo que se estableció el jurado popular como la institución que analizará la violación a la garantía y sus excesos, a través de un jurado popular calificador y un jurado popular sancionador. El artículo quedó de la siguiente manera:

> "Art. 7. Es inviolable la libertad de escribir y publicar escritos sobre cualquiera materia. Ninguna ley ni autoridad puede establecer la previa censura, ni exigir fianza a los autores o impresores, ni coartar la libertad de imprenta, que no tiene más límites que el respeto a la vida privada, a la moral y a la paz pública. Los delitos de imprenta serán juzgados por un jurado que califique el hecho, y por otro que aplique la ley y designe la pena"[166]

v. La libertad de culto

Si bien los artículos anteriores habían generado cierto debate entre los Constituyentes, lo cierto es que el primer gran debate se dio en torno a la propuesta de la *Comisión* referente a la libertad de culto. La noticia había corrido ya fuera del Congreso desde que la Comisión presentó el proyecto de Constitución al pleno el 16 de junio. El 29 de julio el pleno comenzó a discutir la propuesta, y de acuerdo a las *Crónicas* de Francisco Zarco, el salón de sesiones estuvo lleno, con las asistencia de 106 diputados[167]. La propuesta de la Comisión del artículo 15 era la siguiente:

> "Art. 15. No se expedirá en la República ninguna ley, ni orden de autoridad, que prohíba o impida el ejercicio de ningún culto religioso; pero, habiendo sido la

[166] Constitución de 1857, México, Zarco Francisco, *Historia del congreso extraordinario constituyente (1856-1857*), El Colegio de México, México, pág 1346.
[167] Zarco Francisco, *Historia del congreso extraordirano constituyente (1856-1857)*, El Colegio de México, México.

> religión exclusiva del pueblo mexicano la católica, apostólica, romana, el Congreso de la Unión cuidará, por medio de leyes justas y prudentes, de protegerla en cuanto no se perjudiquen los intereses del pueblo, ni los derechos de la soberanía nacional"[168]

El primer orador fue el diputado Castañeda, quien se opuso al artículo al señalar que el pueblo mexicano no quiere la tolerancia de cultos porque va contra el orígen de la nación mexicana. Además, introducir la tolerancia de cultos significaría introducir mas elementos de división en el país, y sería imprudente "exponer al error a tantas personas que carecen de la suficiente instrucción"[169] y terminó de exponer con gritos de "Viva la religión".

El primer defensor por parte de la Comisión fue el diputado José María Mata, quien señaló que la propuesta era el resultado de múltiples debates dentro de la Comisión en los que reflexionaron sobre la conveniencia e inconveniencia de establecer este derecho en el país, así como de la libertad de conciencia de las personas, explicando los ejemplos de Rusia, Holanda, Suiza, Bélgica, Austria, Francia e Inglaterra:

> "En un país en que por tantos años se ha creído que era cosa muy natural y muy legítima el exclusivismo religioso, prevenido por el derecho y sancionado por el hecho, es necesario que, cuando se trata de proclamar en toda su plenitud los derecho del hombre, se hiciese mención del primero de todos, de aquel que por su naturaleza es superior a todos los demás y que, a pesar de esto, ha sido violado hasta hoy, entre nosotros. La no consignación del principio de la libertad de conciencia en nuestro Código fundamental, además de que hubiera dejado incompleta la numeración de los derechos del hombre, nos habría expuesto a que una ley secundaria, que hubiese querido hacerse servir de complemento a la Constitución, hubiese venido a prevenir el exclusivismo religioso que los

[168] Constitución de 1857 México en Zarco Francisco, *Historia del congreso extraordinario constituyente (1856-1857)*, El Colegio de México, México, pág 331
[169] Intervención del diputado Luis Castañeda, el día 29 de julio de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd Pág. 511

legisladores constituyentes habían querido evitar al desentenderse de tocar en la Constitución el punto religioso"[170]

Además, Mata consideraba que no había que defender una institución que se había colocado del lado de los españoles durante la guerra de Independencia:

"En la lucha sangrienta que por espacio de once años tuvo que sostener el heroico pueblo mexicano ¿Cuántas víctimas no fueron sacrificadas por el despotismo enmascarado con el nombre de religión? ¿No se decía a nuestros padres que, si la independencia llega a triunfar, se destruía la religión? Allí están las maquinaciones diarias, en el seno de las familias, en la cátedra del Espíritu Santo, en el tribunal de la penitencia, los escritos incendiarios, las excomuniones vergonzantes, ¿Y para qué todo esto? En realidad para tener estancada la mayor parte de la propiedad de la República, pero aparentemente por defender la religión que todos creemos y respetamos"[171]

En contra del argumento de introducir un nuevo elemento de separación entre los mexicanos, Mata señaló que si para que exista unidad es necesaria la coacción, se trata de una falsa unidad:

"No hay, a mi juicio, objeciones que pudieran obligar al Congreso a desistir de consignar en nuestro Código fundamental el gran principio de la libertad religiosa"[172]

El diputado José María Gamboa, apoyando la propuesta de la Comisión, señaló que el tiempo de la Inquisición se había terminado, que no había intermedio o se estaba con la inquisición o con la libertad de cultos. Además, mencionó que había un "partido

[170] Intervención del diputado José María Mata el día 29 de julio de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd Págs. 555-556.
[171] Intervención del diputado José María Mata el día 29 de julio de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd Pág.557.
[172] Intervención del diputado José María Mata día 29 de julio de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd Pág.556.

conservador" que hablaba de un rey francés, pero que en realidad apoyaba a una iglesia que quería conservar su poder, su estilo de vida y sus costumbres:

> "El clero no solamente quiere conservar su poder temporal, sino también su vida corrompida, sus inmorales costumbres… El único medio de que nuestro clero se ilustre y cumpla con su santa misión es el que tengan clérigos de otras sectas que hagan avergonzar a nuestro clero"[173]

Por su parte, el diputado Castillo Velasco, también integrante de la Comisión, defendió la propuesta señalando que lo que se discutía no era una cuestión religiosa sino una cuestión social y política, porque se trataba de la libertad de culto como parte de los derechos del hombre, los cuales no pueden mutilarse ni limitarse:

> "El artículo que se discute no entraña una cuestión verdaderamente religiosa, sino una cuestión mera y esencialmente social y política. Se trata de los derechos del hombre, y la libertad de cultos es uno de esos derechos, que en vano se dicen que son varios cuando el derecho es uno solo y varias las garantías que se le conceden para su desarrollo y ejercicio"[174]

Además, señaló que se trataba de un derecho no exclusivo de los mexicanos sino de todos los hombres independientemente de la nación donde estuvieren, y que la Comisión no quiere atacar ni las creencias religiosas ni el culto católico sino asegurarlos a través de la libertad humana, pero además señalaba la importancia de que el clero dejara de ser una potencia dentro del país y los sacerdotes dejaran de ser considerados funcionarios públicos:

> "En los países intolerantes, en los países donde hay exclusivismo de cultos, el clero es una potencia, y cada sacerdote un funcionario público, influyente y

[173] Intervención del diputado Gamboa día 29 de julio de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd Pág. 566.
[174] Intervención del diputado Castillo Velazco día 29 de julio de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd Pág. 568-569.

> absolutamente irresponsable. ¿Conviene a nuestra patria que haya en ella la mitad, por lo menos, de sus funcionarios públicos sin la más absoluta responsabilidad, suponiendo que ellos quieren que sea sólo ante Dios y no ante la sociedad?... Pues para evitar los males que produciría esa irresponsabilidad es preciso decretar la tolerancia como la expresa el artículo que se discute. Desde el momento en que la Constitución no decrete la intolerancia y el exclusivismo religioso, el clero habrá dejado de ser una potencia y el sacerdote un funcionario público. El Congreso no ataca la religión, defiende y proclama la libertad"[175]

Por su parte, Francisco Zarco señaló que el artículo estaba brillantemente defendido por los diputados Mata, Gamboa y Castillo Velasco, pero que tenía que impugnarlo porque consideraba que la redacción en su primera parte era demasiado tibia y la segunda parte, que protegia la religión católica, era innecesaria porque "el catolicismo como verdad eterna no necesita de la protección"[176]

Luego de Zarco, Ponciano Arriaga defendió el artículo agregando que no se puede hablar de democracia en un país con una religión dominante, subrayando la importancia de mantener la libertad de conciencia, y que la redacción del artículo podría ser mejorada. Ponciano Arriaga fue el último diputado de la sesión pero el debate continuó por varios días más.

Al día siguiente, el 30 de julio, al indicar la sesión tres diputados –Zarco no menciona su nombre en las Crónicas- propusieron que no hubiese limite de intervenciones en este tema y que pudieran participar todos los diputados que quisieran, lo que fue aprobado por el pleno del Congreso.

El día 30 el diputado Cortés Esparza fue de los primeros en argumentar contra el artículo, señalando que el Congreso no tenía autoridad para legislar en este tema porque la cuestión religiosa era un símbolo de unidad en el país, por lo que se debería retirar el artículo. Más tarde, el diputado Arizcoreta dará uno de los argumentos que

[175] Intervención del diputado Castillo Velazco día 29 de julio de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd. Pág. 570.
[176] Intervención del diputado Francisco Zarco día 29de julio de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd. Pág. 570.

más se repetirán contra el proyecto: "No es el momento" de aplicar esta reforma porque la población no está preparada para ello, como lo señaló más adelante el diputado Sánchez González al leer su discurso:

> "El pueblo en esto no es un pueblo, es un vulgo necio e ignorante… No estando nuestro pueblo en gran parte en disposición de resistir una lucha de ideas en asuntos religiosos, porque es imposible que no sabiendo leer, se quiera que sepa disertar y se pretenda que sepa contestar los argumentos que se le pongan en contra de sus creencias, resulta que fácilmente se alucina, que fácilmente entra al indeferentismo (sic) religioso, se suscribe a una secta que halague sus pasiones, y entonces se perdió la fuerza moral, o se debilitó en gran manera"[177]

El argumento de Sánchez González al mismo tiempo que señalaba que no era tiempo para establecer la libertad religiosa, argumentaba que la población mexicana era ingnorante. Por supuesto, el argumento fue recriminado por diversos diputados, quienes lo acusaron de insultar a la población mexicana con la finalidad de justificar el mantenimiento de la intolerancia religiosa.

Minutos mas tarde, defendiendo el proyecto, el diputado García Granados señaló que la tolerancia religiosa sería una garantía para los extranjeros lo que favorecería la migración. Sin embargo, la discusión tampoco se agotó este día y continuó el 31 de julio y el 1º de agosto en los que nuevamente hubo manifestaciones a favor y en contra del proyecto.

El primero de agosto el diputado José María Lafragua, representante por Puebla, quien a la vez era Ministro de Gobernación, se manifestó en contra del proyecto por diversas razones, entre estas, porque consideraba que daría pie a establecer en el territorio mexicano una mezquita, una sinagoga y un teocalli, lo que explotaría "el fanatismo de los indios"[178] y generaría males sociales.

---

[177] Intervención del diputado Gonzales Sanchez día 30 de julio de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd. Pág. 600.

[178] Intervención del diputado Lafragua día 30 de julio de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd Págs. 597- 598.

La discusión no terminó el 1 de agosto, sin embargo, en su nueva intervención Zarco señaló que ya se estaban repitiendo los argumentos y que se aproximaba el momento de votar. Además, combatió detalladamente cada uno de los argumentos de aquellos quienes rechazaban el proyecto y con estas palabras terminó la sesión de este día:

> "Éste debate sólo, vale un triunfo para nosotros, una victoria para la idea democrática. El Congreso de 1856 tiene la gloria de haber abordado esta cuestion sin vacilación y sin miedo. Si perdemos hoy, ganaremos mañana, porque el porvenir es nuestro, no de los hombres del pasado"[179]

El 4 de agosto el debate sobre el proyecto del artículo 15 continuó con argumentos en pro y en contra. Este día los diputados que se encontraban a favor del proyecto, reprocharon el doble papel de Ministro y diputado de José María Lafragua: El diputado Gamboa le reclamó sus insultos al pueblo mexicano porque "lo insulta hasta en sus poesías"[180], y Francisco Zarco le pidió ser más coherente:

> "Yo no comprendo esa especie de dualismo del señor Lafragua; yo no concibo que un hombre de conciencia opine de un modo en la tribuna y de otro cuando lleva la cartera debajo del brazo. Los hombres de principios los profesan siempre y, cuando llegan al poder, es para hacerlos triunfar. Pero ya hable el diputado, ya hable el ministro o ya hable el diputado-ministro, veamos cuáles son sus razones. Es imposible incurrir en más contradicciones que las que se notan en el discurso del señor Lafragua"[181]

Posteriormente lo acusa de estar cobrando un salario que es posible que esté siendo determinante para sus posiciones dentro del Congreso: "la cartera puede dar algún

[179] Intervención del diputado Francisco Zarco el día 4 agosto de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd. Pág. 678.
[180] Intervención del diputado José María Gamboa el día 21 de julio de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd. Pág. 678.
[181] Intervención del diputado Francisco Zarco el día 04 de agosto de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd. Pág. 674 672.

peso en sus carteras"[182] y lo acusa de insultar al pueblo: "Prodigar insultos al pueblo, llamándolo fanático, idólatra, ignorante, supersticioso, es toda el arma que emplean nuestros adversarios para retardar la reforma"[183] y de querer volver al pasado:

> "El señor Lafragua quiere volvernos a 1846. Otros intentan que retrocedamos a 1824, y hay un partido, que todos conocemos, que suspira por 1808. Los hombres del porvenir, los hombres del progreso, no retroceden jamás"[184]

Así terminó la acalorada sesión del 4 de agosto y al día siguiente, el 5 de agosto continuó, con la asistencia de 110 diputados, "algunos de los que rara vez asisten"[185] en palabras de Zarco, y también con la presencia del Ministro de Relaciones, el Ministro de Gobernación y el Ministro de Justicia y Negocios Eclesiasticos Ezequiel Montes quien acudió con la intención de "expresar cuál es el concepto que el ejecutivo tiene acerca de la opinión pública en esta importante cuestión"[186] asegurando que "la comisión conmovería a la sociedad hasta sus cimientos y sería contraria a la voluntad de la mayoría absoluta de la nación"[187]:

> "La libertad de conciencia no es un principio nuevo, no es tampoco un derecho, es una facultad natural y es el libre albedrío, pero de reconocerse esta facultad no se infiere la facultad de los cultos. A las ideas de la Comisión puede oponerse la autoridad de Locke, que aconsejaba que no se conscienta ni el ateismo ni las sectas que se entregan a impurezas contrarias a la moral"[188]

---

[182] Intervención del diputado Francisco Zarco el día 04 de agosto de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, Ibíd. Pág. 678.
[183] Intervención del diputado Francisco Zarco el día 04 de agosto de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd. Pág. 678.
[184] Intervención del diputado Francisco Zarco el día 04 de agosto de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd. Pág. 678.
[185] Intervención del diputado Francisco Zarco el día 05 de agosto de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd. Pág. 685.
[186] Intervención del diputado Montes el día 05 de agosto de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd. Pág. 684.
[187] Intervención del diputado Ezequiel Montes el día 05 de agosto de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd. Pág. 684.
[188] Intervención del diputado Ezequiel Montes el día 05 de agosto de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd. Pág. 684.

Posteriormente Santos Degollado, - en este momento Presidente del Congreso -, anunció que renunciaban a la palabra las personas que estaban a favor y en contra del proyecto, porque consideraban que ya se habían expuesto todos los motivos de ambas posiciones, por lo que se declaró suficientemente debatido el punto y se procedió a votar. El resultado fue de 65 contra el proyecto del artículo y 45 a favor, lo que generó el caos en la sesión, por lo que debío de darse por terminada.

Como se observa, este debate fue uno de los más amplios y complejos, y los diputados que defendieron la intoleracia religiosa llegaron a argumentar que la ignoracia del pueblo no permitía la libertad de credos. El resultado de esta votación no fue definitivo porque, como se verá mas adelante, en los últimos días de trabajo del Congreso Constituyente, se volvió a poner a discusión el tema, y el resultado de la votación fue distinto.

vi. Los derechos de los extranjeros

El 6 de agosto no hubo sesión por falta de quorum y el 7 de agosto comenzó el análisis de la propuesta de artículo 16 que versaba sobre los derechos de los extranjeros y sobre la migración, sin embargo, sobre un sector importante del Congreso pesaba la derrota en el debate sobre la libertad de cultos, por lo que los debates no fueron tan entusiastas. Además, este día el diputado Olvera propuso una *Ley Orgánica sobre el Derecho de Propiedad* en la que propuso arreglar y distribuir la propiedad territorial de todo el país, sin embargo, su propuesta no tuvo éxito. El proyecto de artículo 16 continuó discutiendose el 8 de agosto, y sólo hubo debates sobre precisión en la redacción, por lo que se aprobó con 68 votos contra 15.

En general no hubo mayor debate sobre los derechos de los extranjeros, sin embargo, es importante señalar que el Congreso decidió establecerlos en la Constitución por dos motivos: porque determinó que los derechos del hombre son universales y porque los extranjeros al ingresar al territorio mexicano requieren ciertas garantías de que sus derechos serán respetados. En este sentido, los diputados también acordaron revisar las reglas del derecho internacional para armonizar al país

con ellas. La Comisión de estilo colocó los derechos de los extranjeros en el artículo 31 de la Constitución.

vii. La libertad de enseñanza

El día 11 de agosto el pleno debatió el proyecto del artículo 18 que señalaba el derecho a la libertad de enseñanza, es decir, la libertad para enseñar en las aulas. En este caso, se volvieron a mostrar dos posiciones, una posición temerosa de que las ideas que se difundieran desde la enseñanza fueran "radicales", "anticlericales" o "desde la charlatanería", y otra en el sentido de proteger las libertades humanas. Sin embargo, en este tema, los argumentos de Ignacio Ramírez "El Nigromante", fueron poco debatidos, entre ellos señaló que:

> "Si todo hombre tiene derecho de hablar para emitir su pensamiento, todo hombre tiene derecho de enseñar y de escuchar a los que enseñan. De esta libertad es de la que trata el artículo, y, como ya está reconocido el derecho de emitir libremente el pensamiento, el artículo está aprobado de antemano. Nada hay que tener de la libertad de enseñanza, a las cátedras concurren u hombres ya formados, que son libres para ir o no ir, o niños que van por la voluntad de sus padres"[189]

Después de lo señalado por Ignacio Ramírez, el artículo se sometió a votación y fue aprobado por 59 votos contra 15. La Comisión de estilo lo acomodó en el artículo 3 de la Constitución:

> "Art. 3. La enseñanza es libre. La ley determinará qué profesiones necesitan título para su ejercicio, y con que requisitos se deben espedir"[190]

[189] Intervención del diputado Ignacio Ramírez el día 11 de agosto de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd. Pág. 723.
[190] Constitución de 1857 México en Zarco Francisco, *Historia del congreso extraordinario constituyente (1856-1857),* El Colegio de México, México, pág 1345.

viii. El derecho de petición

El 19 de agosto se propuso a discusión y votación el llamado derecho de petición de los ciudadanos a las autoridades. El proyecto del artículo contenías cinco partes que se votaron el mismo día. Las primeras 3 partes fueron aprobadas sin discusión y querdaron como sigue:

> "Es inviolable el derecho de petición ejercido por escrito de una manera pacífica y respetuosa.
> Pero en materia política sólo pueden ejercerlo los ciudadanos de la República.
> En toda petición deberá recaer un acuerdo escrito de la autoridad a quien se haya dirigido"[191]

Posteriormente se rechazaron los dos párrafos siguientes por su falta de claridad respecto al ejercicio de este derecho, los cuales buscaban que el Congreso calificara las peticiones ciudadanas. *La Comisión de estilo* organizó el artículo en un solo párrafo y lo colocó en el numeral 8, quedando como sigue:

> "Art. 8. Es inviolable el derecho de petición ejercido por escrito, de una manera pacífica y respetuosa; pero en materias políticas sólo pueden ejercerlo los ciudadanos de la República. A toda petición debe recaer un acuerdo escrito de la autoridad a quien se haya dirigido, y ésta tiene obligación de hacer conocer el resultado al peticionario"[192]

[191] Constitución de 1857 México en Zarco Francisco, *Historia del congreso extraordinario constituyente (1856-1857)*, El Colegio de México, México, pág 331
[192] Constitución de 1857 México en Zarco Francisco, *Historia del congreso extraordinario constituyente (1856-1857),* El Colegio de México, México, pág 1346

ix. La pena de muerte y derechos de los involucrados en un proceso penal

Los derechos de los involucrados en el proceso penal (victima, acusado, etc.) son un tema que para el siglo XIX se encontraba en plena especialización. En el Congreso Constituyente se discutieron a partir del 18 de agosto de 1856. A pesar de ser varios los artículos, en la gran mayoría de los párrafos y artículos se revisaron detalles de redacción y cuestiones técnicas que la Comisión fue aclarando al pleno en los días subsecuentes. Sin embargo, hubo tres grandes debates, el primero, en torno a la propuesta de la Comisión para sancionar los delitos a través del Jurado popular, el segundo, sobre la prohibición o no de la pena de muerte y el tercero sobre la posiblidad de considerar los grilletes (también conocidos como grillos o esposas) como elemento de tortura para los presos en los centros de detención y en las prisiones.

El 19 de agosto, el pleno del Congreso se inclinaba por aceptar la propuesta del Jurado popular, pues la *Comisión de Constitución* explicaba que era la institución que por excelencia estaba funcionando en Europa para hacer justicia, sin embargo, el representante por Jalisco, Ignacio L. Vallarta, se opuso señalando que la opinión popular no era sinónimo de justicia y que un tema tan delicado como lo es la sanción de los delitos, no podía dejarse en manos de los ciudadanos aunque existiera esa institución en Europa: "La Comisión ha ido a buscar a los países cultos el secreto de su progreso, y, creyendo haberlo encontrado en determinadas instituciones, hoy nos presenta esas ideas"[193]. En esa lógica, lo primero que señaló Vallarta es que el jurado popular no era inherente de la democracia:

> "No creo que el jurado sea una institución esencial a la democracia… La democracia antigua, no puede existir en las actuales sociedades diseminadas en extensos territorios y compuestas de abundante población. El sistema democrático, el gobierno del pueblo, hoy sólo es posible establecerlo por medio

[193] Intervención del diputado Ignacio L. Vallarta el día 19 de agosto de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd Pág.741.

de la representación de ese mismo pueblo. Que cinco millones de ciudadanos se reúna y deliberen, acuerden y den leyes es una quimera que nadie puede dar"[194]

Mas adelante comentó que si no se podía reunir todo el pueblo para hacer las leyes en un Congreso, menos lo podría hacer para dictar una sentencia, y que para que un fallo sea la expresión de la conciencia nacional, sería necesario que se reuniera la totalidad del pueblo:

"Si un jurado en México absolviera a un reo y otro jurado en Guadalajara condenase a otro reo en iguales circunstancias y lejos de ser no imposible sino rara tal hipótesis sería casi de diaria realización. ¿Cuál jurado representaría la conciencia pública?... El Jurado destruye la igualdad ante la ley"[195]

Posteriormente señaló que al establecerse el Federalismo, los estados podrían crear sus sistemas de justicia estatal, lo que le permitiría a los estados desarrollar su propio sistema de justicia con base en sus necesidades y características:

"La indisputable bondad del sistema federal que vamos a adoptar consiste principalmente en dejar a las localidades la suma de poder necesario para desarrollar los peculiares elementos de su ilustración y riqueza; consiste en descentralizar el poder de la ley en un país tan extenso y de tan varios elementos morales y físicos como el nuestro; consiste en no obcecarse en la necedad de querer que la ley que fomenta la riqueza en un país comercial la desarrolle con facilidad igual en un territorio agrícola, de querer que la ley que asegure la ilustración y la promueve en una ciudad ya civilizada vaya a dar iguales resultados en los miserables pueblos de nuestros indios. Pues bien, es necesario no asustarnos con las exigencias de la lógica. ¿Tenemos aquellos

[194] Intervención del diputado Ignacio L. Vallarta el día 19 de agosto de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd. Pág. 742.
[195] Intervención del diputado Ignacio L. Vallarta el día 19 de agosto de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd. Pág. 742.

> principios? Consagremos, pues sin demora esta consecuencia: la organización de los tribunales no puede ser hija de una ley general"[196]

Este sistema de justicia estatal debía considerar las particularidades de cada entidad, lo que les permitiría ejercer soberanía en su administración interior, como consecuencia lógica de la instauración del federalismo:

> "Cada estado tiene su particular grado de cultura, así como tiene su determinada fuente de riqueza. Si no queremos herir a quélla, así como no queremos cegar a ésta, reconozcamos en toda su plenitud la soberanía de los estados en su administración interior; no cometamos la inconsecuencia de reconocer a medias un principio. La inconsecuencia, señor, la falta de lógica en un escritos es punible; la falta de lógica en la ley es mil veces más lamentable, y muchas ocasiones cuesta lágrimas de sangre a los pueblos"[197]

Además, señaló que establecer el Jurado no necesariamente significaba que se haría justicia, lo que se observaba al estudiar el tribunal francés:

> "El artículo que refuto nos habla sólo de "un jurado imparcial, compuesto por vecinos honrados"[198], y la palabra jurado es tan lata que ella puede comprender así al tribunal inglés, tipo, según se dice, de la imparcialidad y de la justicia, como al tribunal revolucionario francés, símbolo de la matanza y del buen asesinato"[199]

Por lo tanto observaba una contradicción al pedir un jurado con una ley orgánica, porque no sería coherente tener una ley orgánica en un país federal:

---

[196] Intervención del diputado Ignacio L. Vallarta el día 19 de agosto de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd. Pág. 744.
[197] Intervención del diputado Ignacio L. Vallarta el día 19 de agosto de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd. Pág. 744.
[198] Intervención del diputado Ignacio L. Vallarta el día 19 de agosto de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd. Pág. 745. Nota en el documento original dice "lata" pero comprendiendo el contexto, es posible afirmar que la palabra correcta es "laxa".
[199] Ibíd. Pág. 745.

> "Yo opino porque en la Constitución general se imponga a los estados ciertas obligaciones que sean como el molde en que formen sus particulares constituciones, que los poderes no estén confundidos en una persona, que las leyes se formen por los diputados del estado, etc., etc. Todo esto lo requiere la necesidad de que la nación sea un cuerpo homogéneo, cuyos gobiernos todos estén inspirados por la misma idea; pero ir hasta organizar sus tribunales, pero decir hasta cómo han de juzgar los jurados (esto es necesario para que haya la garantía deseada) es extraviarnos del camino que debemos llevar, es engañarnos con ilusiones"[200]

Señaló que suponiendo que el Jurado era la institución más perfecta que se pudiese concebir, esto no significaba que se podría importar directamente porque antes estaban las costumbres de los pueblos que no se olvidaban por mandato de una ley:

> "Yo creo, señor, que las instituciones no se importan en un país con la facilidad que se hacen viajar las modas…¿Con qué condiciones de estabilidad local debe contar el legislador para asegurarse de que podrá con éxito plantear el jurado en el pueblo que por primera vez lo va a ver"[201]

Para sostener sus ideas, citó a Mittermaier, Starkie y Bentham y preguntó al pleno si consideraba que existían en México las condiciones necesarias para instituirlo:

> "Los que queremos que el jurado sea una institución en México ¿Contamos con la existencia de todas esas circunstancias preexistentes al jurado y sin las que su efecto es ilusorio? ¿El pueblo, la nación mexicana tiene esas costumbres que, amalgamándose con estrecha afinidad con el jurado, le hagan un elemento de su vida social? Yo no lo creo"[202]

---

[200] Ibíd. Pág. 745.
[201] Intervención del diputado Ignacio L. Vallarta el día 19 de agosto de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, Pág. 746.
[202] Intervención del diputado Ignacio L. Vallarta el día 19 de agosto de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, Pág 747.

Ignacio Luis Vallarta señaló entre los motivos por los que no creía que el Jurado pudiese incorporarse de manera adecuado en la sociedad mexicana, el hecho de que el sistema jurídico heredado de la legislación española era lejano al sistema de jurados, consideró que la población mexicana no confiaba en sus gobiernos y por la tanto veía con indiferencia los asuntos públicos, además señalo que una gran parte era analfabeta, lo que le dificultaba conocer lo que ocurría en otras sociedades "modernas":

> "Hago mías las opiniones del señor Olvera en su voto particular, digo que en la generalidad del país no hay ilustración necesaria, la moralidad bastante a sostener al jurado"[203]

Vallarta cuestionaba el sentido común de una sociedad en gran parte analfabeta, porque para él significaba realizar ensayos sociales ignorando los padecimientos del pueblo mexicano:

> "El sentido común no basta a calificar las pruebas, porque el sentido común ignora las reglas de crítica que la ciencia, después de largas vigilias, ha podido describir, porque la cuestión de la prueba, engendra por lo común cuestiones jurídicas que aquél <el pueblo> no conoce, porque él no puede guiarse por su sola inspiración no razonada ni definida sin trastornar todos los principios y sin subvertir el orden de las cosas… Hacer ensayos en el cuerpo social, es cometer el más grande de todos los crímenes, es ver con indiferencia los padecimientos de todo un pueblo"[204]

Finalmente, les pidió no olvidar las condiciones sociales del país y reprobar la cuarta parte del artículo 24 que establecía el jurado popular:

[203] Intervención del diputado Ignacio L. Vallarta el día 18 de agosto de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, Pág. 748.
[204] Intervención del diputado Ignacio L. Vallarta el día 18 de agosto de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, Págs. 748-749.

> "No nos olvidemos que estamos en México y que pisamos el suelo de un pueblo desgraciado para ir a viajar en la región de las teorías, porque éstas, lo diré en una palabra, sólo son aplicables a un país cuando sus exigencias las piden"[205]

El diputado Mata, miembro de la Comisión, expuso que no sentía grandes esperanzas en impulsar reformas importantes después del voto contra la intolerancia religiosa, y sobre todo después del argumento de que "no es tiempo". Citando a Thomas Jefferson y a José Luis María Mora[206], rechazó la postura de Vallarta pues en su opinión en el Jurado hay mayor independencia que en los jueces, además de que la población tiene mayor identificación con los jurados.

Por su parte, el diputado Arizcorreta señaló que no se atacaba la institución del Jurado sino su inconveniencia en México, y puso el ejemplo de un juicio actual, en el Tribunal Superior del Estado de México en el que existía una causa penal porque un pueblo entero acordó enterrar vivo a un brujo, creyendo que sus hechizos había causado la muerte de un hombre, y señaló que conocía de casos similares en Michoacán y Querétaro, lo que lo llevaba a inferir que el jurado era imposible en México. Además, señaló que el jurado tendría muchos problemas técnicos para hacerse efectivo y justo:

> "Que los jueces no puedan proceder conforme a lo alegado y probado, <es> una importante garantía, y así no obran las pasiones mientras nadie puede asegurar que haya completa imparcialidad en los jurados"[207]

Posteriormente, el diputado García Melo cuestionó a los presentes sobre qué ocurriría si la medicina se ejerciera por jurados. Después de una serie de participaciones de los diputados Garcia Granados, Gamboa y Aranda todos a favor del proyecto, éste se sometió a votación, siendo rechazado por 42 votos contra 40 de los asistentes, lo que muestra que los argumentos de Vallarta lograron imponerse. La Comisión volvió a

[205] Intervención del diputado Ignacio L. Vallarta el día 19 de agosto de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, Págs. 748- 749.
[206] Político e historiador mexicano de gran influencia en el pensamiento político del siglo XIX.
[207] Intervención del diputado Mata el día 19 de agosto de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd, Pág. 752.

presentar el tema el 26 de agosto y volvió a ser rechazado el juicio por jurados en asuntos crminales. Por estos motivos, la Comisión presentó el 27 de noviembre una nueva versión de este párrafo del artículo 24, eliminando el juicio por jurados y estableciendo únicamente que los detenidos tienen el derecho de que les sea tomada una *declaración preparatoria* en las primeras 48 horas de su detención, contabilizadas desde el momento en que fueran presentados ante un juez. Esta adición fua aprobada por el pleno por 79 votos contra 1. La Comisión de estilo colocó este párrafo en el artículo 20, junto con otros derechos de los acusados, quedando de la siguiente manera en la fracción segunda:

> "Art. 20. En todo juicio criminal, el acusado tendrá las siguientes garantías:
> I. Que se le haga saber el motivo del procedimiento y el nombre del acusador si lo hubiera.
> II. Que se le tome su declaración preparatoria dentro de cuarenta y ocho horas, contadas desde que esté a disposiciñon del juez
> III. Que se le caree con los testigos que depongan en su contra
> IV. Que se le faciliten los datos que necesite y consten en el proceso, para preparar sus descargos,
> V. Que se le oiga en defensa por sí o por persona de su confianza, o por ambos, según su voluntad. En caso de no tener quien lo defienda, se le presentará lista de defensores de oficio, para que elija el qué, o los que le convengan"[208]

Ese mismo día se votó el artículo que establecía algunos derechos de los acusados en materia penal que son herencia de la época del Imperio Romano y sus normas jurídicas: que los juicios tienen máximo tres instancias, que nadie puede ser juzgado dos veces por el mismo delito, etc.;

[208] Constitución Política de 1857, en Tena Ramírez Felipe, *Leyes fundamentales de México,* Porrúa, México, pág. 609.

> "Ningún juicio criminal puede tener más de tres instancias. Nadie puede ser juzgado dos veces por el mismo delito, ya sea que en el juicio se le absuelva o se le condene. Queda abolida la práctica de absolver de la instancia"[209]

El artículo fue propuesto en el artículo 25 y la Comisión de estilo lo colocó en el 24. El proyecto fue aprobado por unanimidad y de esta manera terminó la sesión del día 19 de agosto de 1856.

A partir del mes de agosto el ausentismo de los diputados fue cada vez mayor, por lo que el día 20 no hubo sesión por falta de *quorum* y entre el día 21 y el día 25 de agosto se comenzaron a discutir los demás artículos vinculados con el proceso penal. Se trató de un debate complejo en virtud de que el tema penal es una materia jurídica especializada, por lo que a pesar de considerar únicamente las reglas máximas del proceso penal, en muchas ocasiones fue necesario explicarlas a los diputados de menor experiencia, y en otras ocasiones tuvieron que mejorar la redacción para darle mayor precisión.

Mas allá de estas generalidades hubo dos debates importantes en materia de derechos del hombre para las personas que se encontraban sujetas a un proceso penal: en primer lugar, la posible prohibición de lo que hoy en día se conoce como tortura, que en la época se conocía como tormentos, y en particular prohibir el uso del grillete[210] para evitar la fuga de los presos, y en segundo lugar, la prohibición de la pena de muerte en acusados por delitos políticos.

La Comisión y un sector importante de los diputados consideraban que era necesario prohibir los tormentos y la pena de muerte para proteger los derechos del hombre, pero otro sector consideraba que esto no era posible dadas las condiciones en que se encontraban las prisiones en el país:

El 29 de agosto, el diputado Ruiz señaló que los grilletes son necesarios porque evitan la fuga de los criminales y son necesarias para trasladar a los reos. El diputado Moreno señaló que eran la forma de evitar la fuga de los reos y que si no se evitaba éstos repetían sus crímenes.

---

[209] Zarco, ibíd, Pág. 754.

[210] En español los grilletes, también conocidos como grillos, son los instrumentos metálicos con los que ata a un reo o un preso para limitar su movilidad. Su nombre en francés es "entraver".

Por su parte, Ignacio Ramírez señaló que él mismo tuvo puestos los grilletes por motivos políticos y que "son un verdadero tormento y una pena infame"[211], Además, dijo que "el pésimo estado de las prisiones y la lentitud de la administración de justicia hacen que la sola permanencia en la cárcel sea una pena grave para los acusados que no son siempre culpables y para sus familias que quedan en la miseria y el abandono"[212].

Posteriormente Francisco Zarco dijo que prohibir los grilletes era un asunto de humanidad, de justicia y de filosofía, además de que utilizar este instrumento era una degradación del hombre que produce enfermedades incurables, y recordó que Ignacio López Rayón, el líder de la Revolución de Independencia, los tuvo puestos cuando fue preso, lo que le generó problemas de salud que lo llevaron a la muerte. Además, Zarco señaló que en México eran frecuentes las prisiones arbitrarias, por lo que en las cárceles había gente inocente, por lo que era necesario mejorar las cárceles y evitar dar continuidad a un instrumento de la Santa Inquisición:

> "Los grillos son vestigios de la bárbara jurisprudencia de la Inquisición, como tradición de todas las tiranías"

Por su parte, Ignacio Ramírez recordó que la tortura es más cruel con las personas más pobres:

> "Muchas veces una parte de la asamblea, tratándose del pueblo y de los pobres, se olvida de todos sentimientos de humanidad y de justicia. Les niega todo derecho, los insulta pintándolos incapaces de toda libertad, y sólo les concede castigos y tormentos y se deja llevar por un repugnante espíritu draconiano. ¿Hay penas crueles y bárbaras? ¡Que importa! Recaen sólo sobre el pueblo, sobre los pobres, y nosotros estamos seguros"[213]

[211] Intervención del diputado Ignacio Ramirez el día 22 de agosto de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd. Pág. 760.
[212] Ibíd. Pág. 760.
[213] Ibíd. Pág. 762.

En este caso no hubo acuerdo, por lo que una mayoría de 46 diputados contra 33 votó por que no se aprobara el artículo y se volviera a discutir más adelante. El 20 de noviembre la Comisión presentó una nueva versión del artículo 29 que prohibía la tortura, donde mantuvo su propuesta de prohibir los grilletes:

> "Art. 29. Quedan para siempre prohibidas las penas de mutilación y de infamia, la marca, los azotes, los palos, el tormento de cualquier especie, los grillos, cadena o grillete, la multa excesiva, la confiscación de bienes y cualesquiera otras penas inusitadas o trascendentales"[214]

Ante el acalorado debate, el pleno decidió dividir el texto en tres partes. La prohibición de la mutilación, la infamia, las marcas, azotes, palos y tormentos fue aprobada por unanimidad de 79 votos. La prohibición de los grillos, cadenas o grilletes fue rechazada por 47 votos contra 32, y la multa excesiva, la confiscación de bienes y las penas inusitadas fueron prohibidas 76 contra 3. La Comisión de estilo colocó este artículo en el numeral 22 de la Constitución:

> "Art. 22. Quedan para siempre prohibidas las penas de mutilación y de infamia, la marca, los azotes, los palos, el tormento de cualquier especie, la multa ecsesiva, la confiscación de bienes y cualesquiera otras enas inusiatdas o trascendentales"[215]

En el caso de la pena de muerte, la Comisión propuso prohibirla en los casos de *delitos políticos*. La Comisión explicó que consideraba proponer eliminarla totalmente, pero que viendo los resultados de votaciones anteriores, los miembros de la Comisión no tenían mucha esperanza en que procedería, por lo que creyeron que sería importante eliminarla al menos en los casos políticos. El argumento principal para no eliminarla por

[214] Constitución de 1857 México en Zarco Francisco, *Historia del congreso extraordinario constituyente (1856-1857)*, El Colegio de México, México, P. 1037.
[215] Constitución Política de 1857, en Tena Ramírez Felipe, *Leyes Fundamentales de México 1808- 2017*, Porrúa, México, Pág. 609

completo era que muchas partes del país no contaban con las prisiones necesarias y adecuadas para los presos.

Sin embargo, el diputado Francisco Zarco se declaró en contra del artículo señalando que la venganza no debe funcionar en las instituciones sociales, que era incorrecta la idea de que "no es tiempo" porque no había prisiones, y que tampoco consideraba correcto dejarlo a discreción del gobierno y a la lentitud de las autoridades:

> "La justicia debe tener por objeto la reparación del mal causado y la corrección y mejora del delincuente, y nada de eso se logra con ofrecer al pueblo espectáculos de sangre que sirven sólo para desmoralizarlo"[216]

Francisco Zarco señaló que le parecía correcta la propuesta del diputado Ruiz[217] de establecer un tiempo preciso al gobierno para crear las prisiones y dejar de aplicar la pena de muerte y "excitó a la Comisión a que franca y generosamente siga el camino que le trazan la filosofía, la humanidad y el cristianismo, proclamando completa la proscripción (prohibición) de la pena de muerte para todo género de delitos"[218], porque la sociedad no tiene derecho de atentar contra la vida humana y porque él no contribuiría jamás a la muerte de nadie.

Enseguida, respaldando el punto de vista de Zarco, Ignacio Ramírez acusó a la Comisión de establecer la regla de que es posible asesinar mientras no haya buenas cárceles.

La posición contra la pena de muerte cobró fuerza después de los argumentos de Francisco Zarco e Ignacio Ramírez, por lo que luego de una débil defensa del artículo por parte del diputado Mata, Ponciano Arriaga continuó cuestionándolo. Para Arriaga se trataba de una discusión fundamental de los derechos del hombre que cuestionaba

---

[216] Intervención del diputado Francisco Zarco el día 25 de agosto de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd. Pág. 782-783.

[217] En las Crónicas de Zarco no señala cuál diputado de apellido Ruiz es el que hace la propuesta. Revisando el listado de los diputados Constituyentes hay tres personas con el apellido Ruiz: Joaquín Ruíz, diputado por Puebla, Alejandro Ruíz, también diputado por Puebla y Antonio Ruíz de Bustamante, diputado por San Luis Potosí; si embargo, revisando las participaciones y asistencias, lo más probable es que se trate de Joaquín Ruíz.

[218] Intervención del diputado Francisco Zarco el día 25 de agosto de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd. Pág. 783.

si es inviolable la vida humana y si la sociedad puede aniquilar a quien, ya preso, no le puede causar ningún mal:

> "La Comisión dice: Debemos matar al hombre porque no tenemos donde encerrarlo, porque nos molesta escuchar sus gemidos, porque somos impotentes para moralizarlo, y, para no tropezar con ciertas manchas de sangre, queremos borrarlas con más y más sangre... ¿La Comisión que reprocha los retrocesos dice que no es tiempo para la inviolabilidad de la vida humana?... ¿Y para quien se legisla? Para el pobre pueblo a quien dice el legislador: No te doy trabajo ni educación; pero te doy cadenas. No te puedo dar moralidad, pero te doy horca. Muere, y paga mi indolencia y mi abandono. Esto no es justicia. La justicia es reparadora y benéfica, y vuestra justicia mata, asesina, bebe sangre"[219]

Posteriormente, Francisco Zarco observó también que la redacción del artículo permitía la pena de muerte para el delito de traición a la patria y les recordó que Antonio López de Santa Anna llamaba traidores a la patria a todos los liberales, quienes llamaban traidores a la patria a los conservadores, lo que significaba continuar con la pena de muerte en casos políticos, por lo que les propuso prohibir la pena de muerte completamente y evitar ser verdugos al aceptarla.

Sin embargo, los argumentos que señalaban la falta de prisiones tuvieron también importantes defensores, por lo que los diputados acordaron una prohibición progresiva de la pena de muerte, es decir, acordaron dar un tiempo al gobierno para terminar de crear las prisiones a lo largo del país, lo que haría en algunos años innecesaria la pena de muerte. De esta manera, la prohibición progresiva de la pena de muerte quedó aprobada por unanimidad de 79 votos el 25 de agosto, y la Comisión de estilo la colocó en el artículo 23 de la Constitución:

[219] Intervención del diputado Francisco Zarco el día 25 de agosto de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, Ibíd. Pág. 784.

> "Art. 23. Para la abolición de la pena de muerte, queda a cargo del poder administrativo el establecer, a la mayor brevedad, el régimen penitenciario. Entre tanto, queda abolida para los derecho políticos, y no podrá extenderse a otros casos más que al traidor a la patria en guerra extranjera, al salteador de caminos, al incendiario, al parricida, al homicida con alevosía, premeditación o ventaja, a los delitos graves del orden militar y a los de piratería que definiere la ley"[220]

Sin embargo, el debate sobre la pena de muerte no terminó con esta votación porque al día siguiente Luis I. Vallarta propuso adicionar que el gobierno contaba con un máximo de 5 años para establecer el sistema penitenciario. La propuesta fue admitida. Posteriormente, el diputado Olvera propuso que antes de aplicar la pena de muerte, el sentenciado debía ser examinado por un *jurado de fisiologías*. Estas propuestas dieron pie para reiniciar el debate y la votación, aunque finalmente el artículo quedó aprobado como se había aprobado el día anterior.

Finalmente, es importante señala que en esta materia se aprobó la propuesta de Francisco Zarco de hacer gratuita la justicia para que toda la población pueda acceder a ella, es decir, eliminar los costos del proceso judicial, lo que quedó sentenciado en el artículo 17:

> "Art. 17…
> …Los tribunales estarán siempre expedidos para administrar justicia. Esta será gratuita, quedando en consecuencia abolidas las costas judiciales"

[220] Constitución de 1857 México en Zarco Francisco, *Historia del congreso extraordinario constituyente (1856-1857)*, El Colegio de México, México, Pág. 1,347

x. La ciudadanía y los derechos políticos

El 1º de septiembre la Comisión presentó su propuesta sobre la ciudadanía de los mexicanos, en la que propuso que para ser ciudadanos, los mexicanos debían tener 18 años si eran casados y 21 si eran solteros, además de tener un modo honesto de vida. Además, la propuesta de la Comisión establecía que a partir de 1860, para ser ciudadano sería requisito saber leer y escribir.

Sin embargo, la propuesta de saber leer y escribir generó cierto rechazo. En particular el diputado Peña y Ramírez señaló que "las clases indigentes y menesterosas no tienen ninguna culpa, sino los gobiernos que con tanto descuido han visto la instrucción pública"[221]

Como respuesta la Comisión retiró el requisito, y se procedió la votación, aprobado por unanimidad el artículo de la ciudadanía con 82 votos:

> "Art. 34. Son ciudadanos de la República todos los que, teniendo la calidad de mexicanos, reúnan además las siguientes:
>
> I. Haber cumpliendo diez y ocho años siendo casados, o veintiuno si no lo son
>
> II. Tener un modo honesto de vivir"[222]

Inmediatamente después de aprobar los requisitos para la ciudadanía, los diputados procedieron a votar el proyecto de artículo 41 sobre los derechos que implicaban la ciudadanía: votar, ser votado, asociarse para los asuntos políticos del país y tomar las armas en el ejercito para defender el país. En este caso se suscitó un pequeño debate porque la Comisión propuso el término "prerrogativas" en lugar de "derechos"; sin embargo, la mayoría de los diputados no consideró importante el asunto y decidió votar el proyecto, aprobándolo por una mayoría de 82 votos contra 2.

---

[221] Intervención del diputado Peña y Ramirez, día 01 de septiembre de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd. Pág. 817.

[222] Constitución de 1857 México en Zarco Francisco, *Historia del congreso extraordinario constituyente (1856-1857)*, Colegio de México, México, Pág. 1349.

Entre el 2 y el 4 de septiembre hubo un fuerte intento por parte de un grupo de diputados por votar el restablecimiento de la Constitución de 1824, por lo que no se debatió ningún artículo propuesto por la Comisión, sin embargo, luego de vencer la intención restauradora el debate reinició el día 5 de septiembre, con la propuesta del artículo 42 sobre las obligaciones del ciudadano. El artículo se votó sin objeciones y por unanimidad y la Comisión de estilo lo colocó en el artículo 36.

Posteriormente, el día 9 de septiembre se aprobó sin mayor debate la propuesta de artículo 44 que señalaría que la suspensión o perdida de los derechos que otorga la ciudadanía serían establecidos en una ley:

"Art. 37. La calidad de ciudadano se pierde:

I. Por naturalización en país extranjero.

II. Por servir oficialmente al gobierno de otro país, o admitir de él condecoraciones, títulos o funciones, sin previa licencia del congreso federal. Exceptuándose los títulos literarios, científicos y humanitarios, que puede aceptarse libremente"[223]

3. El juicio de *amparo*

Durante la segunda mitad del mes de septiembre y prácticamente todo el mes de octubre el Congreso Constituyente tuvo muchas dificultades para conseguir quorum. A pesar de ello, logró discutir la soberanía nacional y las características y conformación del Poder Legislativo.

El 28 de octubre la *Comisión de Constitución* presentó una propuesta que establecía el Juicio de *Amparo* y los juicios por conflictos entre ámbitos de gobierno[224]

[223] Constitución de 1857 México en Zarco Francisco, *Historia del congreso extraordinario constituyente (1856-1857)*, El Colegio de México, México, Pág. 1,349.

[224] El tema de los posibles conflictos entre los distitos ámbitos de gobierno ha sido producto de un amplio debate. Como se señaló con anteriorioridad, se trata de hacer que cada gobierno (federal, estatal y municipal) y cada poder (Ejecutivio, Legislativo) y Judicial cumplan con su mandato constitucional y sean responsables en caso de no hacerlo. A los ámbitos de gobierno, también se les ha llamado niveles de gobierno (federal, estatal y municipal), sin embargo, existe consenso en el sentido de señalar que la

y entre poderes en el artículo 102 de la Constitución Política, en una redacción sumamente confusa:

> "Art. 102 Toda controversia que se suscite por leyes o actos de cualquier autoridad que violaren las garantías individuales, o de la federación que vulneren o restrinjan la soberanía de los estados o de estos cuando invada la esfera de la autoridad federal, se resuelve a petición de la parte agraviada por medio de una sentencia y de procedimientos y formas del orden jurídico, ya por los tribunales de la federación exclusivamente, ya por estos juntamente con los de los estados, según loa diferentes casos que establezca la ley orgánica, pero siempre de manera que la sentencia no se ocupe sino de individuos y se limite a protegerlos y ampararlos en el caso especial sobre que verse el proceso sin hacer ninguna declaración respecto de la ley o del acto que lo motivare.
>
> En todos estos casos los tribunales de la federación procederán con la garantía de un jurado compuesto de vecinos del distrito respectivo, cuyo jurado calificará el hecho de la manera que disponga la ley orgánica.
>
> Exceptuando solamente las diferencias propiamente contenciosas en que puede ser parte para litigar los derecho civiles y un estado contra otro de la federación, o ésta contra alguno de aquellos, en los que fallará la Suprema Corte federal, según los procedimientos del orden común"[225]

Como se observa, el proyecto de artículo mezclaba tres posibles actos inconstitucionales:

1) Actos de cualquier autoridad que violen garantías individuales.
2) Actos de la federación que vulneren la soberanía de los estados
3) Actos de los gobiernos estatales que violen o invadan las competencias de las autoridades federales.

---

palabra correcta es "ámbitos" porque significa una distrubición de poder con base en las federales, en cambio, llamarles niveles, significa una jerárquia que afectaría las soberanías estatales.

[225] Versión original del artículo 27 de la Constitución política de los Estados Unidos Mexicanos de 1917. Disponible en: https://archivos.juridicas.unam.mx/www/legislacion/federal/leyes/1917.pdf

Para atacar estos tres tipos de actos, el proyecto del artículo 102, proponía la creación de una ley orgánica que detallara el procedimiento, en el cual la figura del jurado popular funcionaría como órgano impartidor de justicia para los 3 casos.

La propuesta ante el pleno generó muchas dudas porque el artículo abordaba demasiados temas de manera muy confuso, por lo que los diputados decidieron dividir el artículo.

Respecto al tema de la protección de las Garantías Individuales, el debate giro en torno a la idea de que los tribunales federales –apoyados del Jurado popular- revisaran actos de los gobiernos estatales, lo que podría estar atentando contra el federalismo y generaría confusión entre los ciudadanos. En esta caso la Comisión argumentó que al establecerse los Derechos del Hombre y las Garantías Individuales en la Constitución Federal, adquirían un nivel de importancia nacional y violentarlos significaría violentar la Constitución Federal, y que la ley orgánica que elaboraría el Congreso Constituyente se encargaría de organizar los tribunales federales para la defensa de las Garantías Individuales y evitar dicha confusión y contradicciones con las autoridades.

En el caso de los conflictos generados por actos de autoridades que invadan la competencia de otras autoridades, se discutió el hecho de que fuera el Poder Judicial el que resolviera dichos conflictos, porque podría significar que éste poder se volvería en un poder con mayor fuerza que los otros, afectando la independencia de los poderes.

El diputado Ignacio Ramírez señaló que la propuesta era absurda porque los *amparos* derogarían parcialmente las leyes y las ordenes de las autoridades administrativas, lo que haría que los tribunales se convirtieran en legisladores superiores a los estados y a los poderes federales: “cuando un juez pueda dispensar la aplicación de una ley, acaba la majestad de las leyes y las que se den después, carecerán de todo prestigio, lo cual de ninguna manera puede ser conveniente”[226] señaló Ramírez, quien además, consideraba que casi todas las leyes contienen restricciones que disminuyen el ejercicio de las garantías individuales, porque lo que la

[226] Intervención del diputado Ignacio Ramirez, ante el Congreso Constituyente de 1856-1857 el día 28 de octubre de 1856, en Zarco, ibíd Pág. 990.

mayoría de las leyes estarían denunciadas ante los jueces, y sus decisiones las nulificarían.

Ante este cuestionamiento, Ponciano Arriaga señaló que en su redacción se basaron en eminentes obras -sin decir cuales-, pero que no las tenía en ese momento para citarlas en extenso, explicando que el objetivo era que las leyes atentatorias a las garantías individuales sucumbieran parcial y paulatinamente, y que los ataques a las garantías son ataques a la Constitución, motivo por el cual debían ser atendidas por los tribunales federales:

> "Se quiere que las leyes absurdas, que las leyes atentatorias sucumban parcialmente, paulatinamente, ante fallos de los tribunales, y no con estrépito ni con escándalo en un palenque abierto a luchas funestas entre la soberanía de los estados o la soberanía de la federación… Las garantías Individuales, aseguradas por la Constitución, deben ser respetadas por todas las autoridades del país, los ataques que se den a tales garantías son ataques a la Constitución, y de ellos deben tener conocimiento los tribunales federales"[227]

En clara referencia a los escritos de Alexis de Tocqueville, Ponciano Arriaga señaló que no se trata de un sistema inventado por la Comisión, sino de una práctica que ocurre en los Estados Unidos que ha sido administrada por los estudios de las instituciones norteamericanas[228]. Mencionando a los franceses Tocqueville y Paul de Flotte, señaló que el *amparo* otorgado por un tribunal federal a un ciudadano evitaría el desorden y el desprestigio de las autoridades:

> "En lugar de todo esto, que trae consigo el desprestigio de la autoridad y grandísimo desórdenes, es mucho mejor que el ciudadano se considere herido en los derechos que la Constitución le concede ocurra en su queja a los tribunales, y estos lo amparen, si la encuentra fundada; pues no se establece

[227] Intervención del diputado Ponciano Arriaga ante el Congreso Constituyente de 1856-1857 el día 28 de octubre de 1856, en Zarco, ibíd. Pág. 990.
[228] Intervención del diputado Ponciano Arriaga ante el Congreso Constituyente de 1856-1857 el día 28 de octubre de 1856, en Zarco, ibíd. Pág. 990.

que siempre y por siempre los tribunales han de acceder a cuantas peticiones se les dirijan. Así se logrará la práctica pacífica y tranquila del sistema federal, librándolo de los peligros y dificultades que antes lo hicieron ilusorio"[229]

El diputado Ignacio Ramírez dijo que no estaba a favor de una derogación parcial e individual de las leyes, pues consideraba que la derogación de una ley violatoria de garantías individuales debía ser "franca y terminante"[230], además de que adicionar al *amparo* "la teoría del jurado", es decir, el jurado popular, se mezclarían dos sistemas que generarían un absurdo.

La discusión no terminó el día 28 de octubre y continuó el 29 con su defensa por parte del diputado Espiridion Moreno , quien señaló que frente a la acusación de que los tribunales se convertirían en un "Poder Conservador" –en clara referencia al Supremo Poder Conservador de las 7 leyes Constitucionales de 1836- habría que responder que si lo harían porque conservarían la Constitución y las Garantías individuales en los casos en que se excedan en sus facultades los congresos y las autoridades afectando los derechos de los ciudadanos:

"Si se exceden los congresos, los ciudadanos tendrán una manera pacífica de defender sus derechos y garantías… Es importante que haya *amparo* contra las disposiciones inconstitucionales de los estados y que el *amparo* sea efectivo y no ilusorio… Es necesario que los ciudadanos de los estados, que lo son de la República, encuentren *amparo* en la autoridad federal contra las autoridades de los mismos estados cuando atropellen las garantías individuales o violen la Constitución"[231]

[229] Intervención del diputado Ponciano Arriaga ante el Congreso Constituyente de 1856-1857 el día 28 de octubre de 1856, en Zarco, ibíd. Pág. 991.
[230] Intervención del diputado Ignacio Ramirez el día 28 de octubre de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd. Pág. 992.
[231] Intervención del diputado Espiridion Moreno el día 29 de octubre de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd. Pág. 994.

Contra la acusación de que el Poder Judicial se convertiría un super- poder, el diputado Aranda señaló que se trataba del poder que había sido más digno en sus funciones desde la Independencia:

> "El Poder Judicial no merece las increpaciones que se le han hecho. Ha sido, el más digno, el más respetable, y en la naturaleza de sus funciones cabe muy bien el ministerio que la Comisión le encomienda"[232]

Por su parte, Melchor Ocampo, en defensa del *amparo* federal señaló que en la vida independiente de México cuando una persona era agraviada se tenía que quejar a gritos, desprestigiando a la autoridad, propagandose el desprestigio hasta provocar insurrecciones y guerra, por lo que era importante que el Congreso Constituyente estableciera un medio de resolver estos problemas sin que se hiciera necesaria recurrir a ellas:

> "Hasta ahora aquí, en cuanto a infracciones de la Constitución, el sistema ha sido que el agraviado se queje a gritos con el fin de desprestigiar a la autoridad, que el desprestigio se extienda de corrillo en corrillo y de plaza en plaza, que al fin se propague una opinión y se recurra a una revolución. Si toda revolución es la expresión de una necesidad no satisfecha, los legisladores constituyentes deben proporcionar el medio de satisfacer las necesidades públicas sin que sean necesarias la insurrección y la guerra, que nada tiene de filosófica ni de humanitaria"[233]

Para analizar de mejor manera el tema, el mismo 29 de octubre, el diputado Melchor Ocampo propuso una mejor redacción que ayudará a comprender el sentido de lo que establecía el proyecto. En respuesta la Comisión de Constitución pidió unas horas para revisarlo de manera interna, y lo modificó ligeramente presentando el proyecto el

[232] Intervención del diputado Aranda el día 29 de octubre de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd. Pág. 994.
[233] Intervención del diputado Melchor Ocampo el día 29 de octubre de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd. Pág. 995.

mismo día, organizando las ideas que se presentaron en los artículos 100, 101 y 102, quedando la propuesta como sigue:

"Art. 100. Los tribunales de la federación resolverán toda controversia que se suscite:

1. Por leyes o actos de cualquiera autoridad que violaren las garantías individuales.
2. Por leyes o actos de la autoridad federal que vulneren o restrinjan la soberanía de los estados
3. Por leyes o actos de la autoridad de los estados que invadan la autoridad federal.

Art. 101. Todos los juicios de que habla el artículo anterior se seguirán a petición de la parte agraviada y se decidirán por medio de una sentencia y de procedimientos y formas del orden jurídico determinados por una ley orgánica.

La sentencia será siempre tal que no se ocupe sino de individuos particulares y se limita a protegerlos y ampararlos en el caso especial sobre que versa el proceso sin hacer ninguna declaración general respecto de la ley o del acto que la motivare.

Art. 102. En todos los casos de que hablan los dos artículos anteriores se procederá con la garantía de un jurado compuesto de vecinos del distrito a que corresponde la parte actora. Este jurado se formará y calificará el hecho de la manera que disponga la ley Orgánica"[234]

Con la presentación del proyecto de estos tres artículos terminó la sesión del 29 de octubre, y el día 30, al iniciar la sesión se procedió a la votación. El proyecto de artículo 100 no tuvo oradores para la discusión y se aprobó con 46 votos contra 36. El artículo 101 tampoco tuvo nuevos oradores y se aprobó 49 votos contra 30 y para el proyecto del artículo 102 se inició nuevamente el debate entorno al jurado popular.

La redacción que propuso Melchor Ocampo fue aceptada y mejorada por la Comisión luego de un debate interno, y ese mismo día el pleno la votó y la aceptó. Sin

[234] Constitución de 1857 México en Zarco Francisco, *Historia del congreso extraordinario constituyente (1856-1857),* El Colegio de México, México, Pág. 1,357.

embargo, estaba pendiente la propuesta del Jurado popular, que fue defendido por gran parte de los Constituyentes, a pesar de los señalamientos que Vallarta había hecho sobre la institución cuando se discutieron las reglas constitucionales de los juicios criminales. En la defensa de la institución Melchor Ocampo señaló que en el jurado estaba funcionando la conciencia social por lo que como institución representaba el porvenir de la humanidad:

> "En el jurado obra siempre la conciencia, y asi se ve que, en negocios criminales de los más sencillos, cuantos conocen los hechos llegan a formar opinión invariable sobre la inocencia o culpabilidad del acusado, mucho antes de que el juez perdido entre los legajos de las actuaciones pueda pronunciar su sentencia… El jurado hoy tan combatido, es el porvenir de la humanidad que camina a la emancipación de todas las tutelas y las tiranías"[235]

El mismo día, el diputado Isidoro Olvera señaló que entonces era necesario crear un jurado nacional que serviría de jurado de apelación del primer jurado popular, idea que fue rechazada por la mayoría de los diputados porque un jurado nacional representando a los estados es en realidad el Senado.

Sin más argumentos que los señalados, el pleno del Congreso consideró suficientemente debatido el tema y lo sometió a votación, aprobándose la figura del jurado popular para los juicios de *amparo* con 56 votos contra 27. Posteriormente, el pleno del Congreso formó una comisión para elaborar la Ley Orgánica de los Tribunales Federal, que sería encargada de organizar los tribunales de la federación, su funcionamiento y el funcionamiento del Juicio de *Amparo* a través del jurado popular. Los diputados electos para esta encomienda fueron el diputado Joaquín Ruiz, León Guzmán y Manuel Morales Puente[236], y como suplente el diputado Eligio Sierra.

Como se observa, en la arquitectura jurídica que se aprobó para el juicio de *amparo* se concedía por un jurado compuesto por los vecinos del distrito "de la parte

[235] Intervención del diputado Melchor Ocampo, el día 30 de octubre de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd, Pág. 996.
[236] En las Crónicas de Zarco sólo se hace referencia al apellido Morales, pero dadas las intervenciones del Constituyente, es probable que se refiera a Manuel Morales Puente y no a Juan Morales Ayala.

actora", es decir, del distrito donde vivía la persona que solicitaba el *amparo*. Sin embargo, si revisamos cómo se publicó el 05 de Febrero de 1857 el artículo 102 en Diario Oficial, y cómo se reprodujo con posterioridad, es una versión distinta que eliminó el jurado popular:

> "Art. 102. Todos los juicios de que habla el artículo anterior se seguirán, a petición de la parte agraviada, por medio de procedimientos y formas del orden jurídico, que determinará una ley. La sentencia será siempre tal, que solo se ocupe de individuos particulares, limitándose a protegerlos y ampararlos en el caso especial sobre que verse el proceso, sin hacer ninguna declaración general respecto de la ley o acto que la motivare"[237]

La eliminación del jurado para el juicio de *amparo* ha desatado varias hipótesis. La principal de ellas es la que señala que la Comisión de estilo cambió la redacción al estar de acuerdo con las advertencias de Ignacio Luis Vallarta sobre el jurado popular. Como se recordará, los integrantes de dicha Comisión eran Melchor Ocampo, León Guzmán, y Joaquín Ruiz. Sin embargo, se ha reconocido que en realidad, quien verdaderamente pudo ocuparse del tema fue el diputado León Guzmán. Entonces, una de las hipótesis principales señala que León Guzmán, cambió la redacción al considerar que el Jurado no sería una institución adecuada para el juicio de *amparo*.

4. Los proyectos rechazados y la mejora en la redacción

Los debates del pleno del Congreso llevaron a mejorar la redacción, y se hicieran adecuaciones al proyecto original de la Comisión. Además, desde el inicio de los debates se había propuesto una *Comisión de estilo* que revisara y corrigiera los artículos que se habían aprobado con base en lo que se estaba discutiendo. En la sesión del 10 de noviembre el pleno eligió a los integrantes de la *Comisión de Estilo* -a

[237] Constitución de 1857 México en Zarco Francisco, *Historia del congreso extraordinario constituyente (1856-1857),* El Colegio de México, México, Pág. 1,357.

propuesta de la *Comisión de Gobernación*- y fueron electos los diputados Melchor Ocampo, León Guzman y Joaquín Ruiz.

Tabla 15. Comisión de estilo

Comisión de Estilo
Melchor Ocampo León Guzman Joaquín Ruíz

Fuente: Elaboración propia

Días después, el 18 de noviembre, la *Comisión de Constitución* presentó una nueva versión de los artículos que se habían declarado sin lugar a votar, que el pleno había pedido modificar o que habían sido retirados por la propia Comisión en las sesiones anteriores. Esto sirvió a la Comisión para recoger las opiniones de diputados en el pleno del Congreso y para mejorar las redacciones. En ese tenor, el 20 de noviembre, la Comisión presentó un borrador de los artículos 1 al 29, que serán finalmente el contenido del capítulo primero de la Constitución titulado *De los derechos del hombre*. De esta manera, con un borrador del capítulo, los diputados pudieron nuevamente realizar precisiones a los artículos.

Primero revisaron la nueva versión sobre los delitos de imprenta y su calificación por dos jurados que había sido propuesta por Francisco Zarco, la cual se aprobó por unanimidad de 79 votos, quedando como sigue:

> "Art. 14…
> III. Los delitos de imprenta serán juzgados por un jurado que califique el hecho y por otro que aplique la ley y designe la pena"

También presentó una mejor redacción sobre el juicio por jurados en el proceso penal que se incluía en el artículo 24, siendo aprobado por 48 votos contra 31. Y finalmente, la Comisión de Constitución presentó una nueva versión sobre la prohibición de la tortura que fue rechazada porque nuevamente incluía la prohibición de utilizar grilletes. El pleno regresó el artículo a la Comisión, que la volvió a elaborar modificando el párrafo que prohibía dichos instrumentos, por lo que al eliminarse la prohibición,

quedaron autorizados. La *Comisión de estilo* colocó el artículo en el numeral 23 para quedar como sigue:

> "Art. 23. Quedan para siempre prohibidas las penas de mutilación y de infamia, la marca, los azotes, los palos, el tormento de cualquier especie, la multa excesiva, la confiscación de bienes y cualesquiera otras penas inusitadas o trascendentales"[238]

5. La suspensión de las garantías individuales

El último artículo sobre los derechos humanos del primer capítulo fue el proyecto del artículo 34, el cual establecía los casos particulares en los cuales podrían suspenderse las Garantías Individuales para restablecer la paz pública, combatir una invasión extranjera o en casos en que la sociedad estuviera en peligro. La propuesta de la Comisión señalaba que el Presidente de la República podría, con acuerdo de los ministros y el consentimiento del Congreso, suspender las garantías individuales:

> "Art. 34. En los casos de invasión, perturbación grave de la paz pública, o cualesquiera otros que pongan o puedan poner a la sociedad en grande peligro o conflicto, solamente el Presidente de la república, de acuerdo con el Consejo de Ministros y con el consentimiento del Congreso de la Unión, y, en los recesos de éste, del Consejo de Gobierno, puede suspender las garantías otorgadas en esta Constitución, con excepción de las que aseguran la vida del hombre; pero deberá hacerlo por un tiempo limitado, por medio de prevenciones generales y sin que la suspención pueda contraerse a determinado individuo"

El análisis y discusión del artículo se realizó el 21 de noviembre de 1856. Las objeciones al proyecto del artículo fueron varias, Francisco Zarco señaló que el artículo

[238] Constitución de 1857 México en Zarco Francisco, *Historia del congreso extraordinario constituyente (1856-1857),* El Colegio de México, México, Pág. 1,347.

era muy vago, y que la frase de poner "en peligro a la sociedad" se podía aplicar faccionsamente para deshacerse de los enemigos políticos, por lo que el artículo permitía la dictadura e invalidaba la Constitución.

A Francisco Zarco le respondió el diputado Mata, miembro de la Comisión, explicándole que sólo se utilizaría en caso de conflictos y que si la autoridad cometía injusticias, éstas eran reparables, por lo que era importante salvar la vida de las personas. Zarco respondió que entendía los intereses de la Comisión, pero que la redacción del artículo no expresaba claramente su intensiones.

Por su parte el diputado Ponciano Arriaga propuso que para salvar el orden social había que evitar más conspiraciones, y que en ciertas ocasiones para lograrlo era necesario suspender las garantías individuales, por lo que, para otorgar mayor seguridad proponía que la autorización debía requerir de los votos de las dos terceras partes o la unanimidad del Congreso, señalando que el artículo es "una necesidad social, pero es también un gravísimo peligro"[239] por lo que era importante que los diputados se apresuraran a plantear sus inquietudes. Después de escuchar varias opiniones, la Comisión presentó en la misma tarde una nueva versión del artículo en la que consideró la propuesta de Ponciano Arriaga:

> "Art. 34. En los casos de invasión, perturbación grave de la paz pública, o cualesquiera otros que pongan o puedan poner a la sociedad en grande peligro o conflicto, solamente el Presidente de la República, de acuerdo con el consejo de ministros, y con la aprobación del Congreso de la Unión, y en los recesos de éste, de la diputación permanente, puede suspender las garantías individuales otorgadas"[240]

Esta nueva versión fue presentada al pleno, sin embargo, al intentar votarla el Congreso ya no contaba con *quorum*, por lo que se votó al día siguiente, el 22 de noviembre cuando se aprobó con 68 votos contra 12.

[239] Intervención del diputado Ponciano Arriaga el día 21 de noviembre de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd Pág. 1,040.
[240] Ibíd Pág. 1,037.

El 27 de noviembre la Comisión propuso al pleno una serie de adiciones al capítulo *De los derechos del hombre* que fueron rechazadas en su mayoría y sólo fue aprobada y por unanimidad una adición al artículo 11 que estableció la prohibición de celebrar tratados de extradición de reos políticos, y la prohibición de celebrar tratados internacionales y convenciones en los cuales se afecten los derechos del hombre y del ciudadano.

Ese mismo día, el diputado Díaz González hizo las siguientes propuestas:

- Señalar que el derecho de reunión tendría que especificar que el objetivo de las reuniones públicas tendría que ser lícito, lo que se aprobó con 76 votos contra 4, y
- Señalar que ninguna reunión armada tendría el derecho de deliberar, lo que se aprobó con 75 votos contra 4.
- Finalmente, propuso que se adicionara al artículo 24 que establecía la inviolabilidad de la propiedad, una adición que señalara que una ley debía especificar el procedimiento de una expropiación, lo que se aprobó con 73 votos contra 6. La *Comisión de estilo* colocó este artículo sobre la propiedad y la expropiación en el artículo 27. El tema es relevante porque será la base jurídica del artículo 27 de la Constitución del 1917 que otorgará la facultad de reorganizar la propiedad a la Nación. El artículo 27 publicado en 1857 quedó como sigue:

  "Art. 27. La propiedad de las personas no puede ser ocupada sin su consentimiento, sino por causa de utilidad pública y previa indemnización. La ley determinará la autoridad que deba hacer la expropiación y los requisitos con que esta haya de verificarse"[241]

Por su parte, la *Comisión de Constitución* propuso una adición al artículo 24 sobre los procesos penales estableciendo que cuando una persona fuera detenida, tendría que

[241] Constitución de 1857 México en Zarco Francisco, *Historia del congreso extraordinario constituyente (1856-1857)*, El Colegio de México, México, Pág. 1,348.

ser presentada ante un juez antes de que se cumplieran 48 horas de su detención, lo que fue aprobado por 79 votos contra 1. Con esta votación terminó la discusión del capítulo sobre los derechos del hombre, y la segunda parte de la jornada del 27 de noviembre la dedicó el Congreso a discutir el capítulo sobre las responsabilidades de los servidores públicos.

En adelante, durante los meses de diciembre de 1856 y enero de 1857, el Congreso se ocupará de otros capítulos de la Constitución y seguirá revisando los actos de los gobiernos de Santa Anna y de Ignacio Commonfort .

Además, como se dio a la tarea de redactar las leyes orgánicas que consideraba relevantes, el 22 de diciembre comenzó a discutir un proyecto de *Ley orgánica de guerra*, el 29 de diciembre un proyecto de *Ley orgánica electoral*, y el 13 de enero una *Ley orgánica de la libertad de imprenta*.

El 13 de noviembre, reconociendo su ardua labor en el siglo XIX informando diariamente a los ciudadanos de los debates del Congreso Constituyente, el Congreso pidió a Francisco Zarco redactar un *Manifiesto a la nación* en el que le explicara a los ciudadanos de México el esfuerzo del constituyente por otorgarle una Constitución al país adaptado a sus circunstancias y necesidades.

En la tarde del 13 de noviembre, Ignacio L. Vallarta propuso establecer la abolición definitiva de la pena de muerte en 5 años lo que reinició el debate sobre la este tema. El diputado García Granados contestó que era inútil poner un término de 5 años porque tenía la seguridad de que en ese tiempo no se terminarían de construir las prisiones y se pedirían prorrogas y el diputado Guillermo Prieto respondió que era muy grave que por indolencia y pereza se perpetuara la pena de muerte.

Francisco Zarco, apoyando la propuesta de Vallarta, les recordó a los diputados que quienes sufrirían de la pena de muerte sería en los sectores más pobres del país:

> “Pero se dice que no hay recursos, que no está floreciente la hacienda pública. Es decir, que porque este país es pobre a consecuencia de la ineptitud, y los despilfarros y los robos de sus gobiernos, para lavar estas manchas de ser asesino, puesto que la pena de muerte no es más que un frío asesinato. ¿Y en quienes ha de recaer ese rigor? En infelices que delinquen por ignorancia o por

> miseria, en hombres de pueblo a quienes, como ha dicho un escritor español, se les da horma pero no educación. En vez de corregirá estos desgraciados, en vez de moralizarlos, en vez de rescatarlos para la humanidad, para la sociedad y para la familia, se han de entregar al verdugo, y todo porque los gobiernos no han sabido crear la hacienda pública"[242]

Además, señaló que no se requerían grandes cantidades de dinero, y que la sociedad podría colaborar -incluida la iglesia católica- con la finalidad de asegurar la inviolabilidad de la vida humana:

> "Para que haya penitenciarias no se necesitan magníficos edificios como el de Filadelfia; basta lograr el separo, el aislamiento de los presos, y esto puede hacerse hasta en los pueblos más miserables. Aun cuando el erario esté en ruina, si el gobierno anuncia que se trata de abolir la pena de muerte y apelar a la beneficencia pública, contará sin duda con el apoyo de la sociedad entera, con las clases todas de una sociedad cristiana. Y entonces el clero opulento, que ha estado gastando sus riquezas en encender la guerra civil, en derramar sangre mexicana, en reclutar forajidos que roben e incendien las poblaciones, ese clero para lavarse sus manchas, movido por los sacerdotes que condenan tales excesos, podrá contribuir a la erección de penitenciarias, a la abolición de la pena de muerte, y ayudará al país a consagrar la inviolabilidad de la vida humana, sobre todo si recuerda el "No matarás" del decálogo y los preceptos de la víctima del golgota"[243]

Estas intervenciones hicieron que se repitiera la votación, sin embargo, volvió a triunfar la negativa por 43 votos por el no a la propuesta de Vallarta contra 36 por el si. Guillermo Prieto volvió a argumentar y solicitó repetir la votación, al realizarse ésta, nuevamente fue reprobada la propuesta por 45 votos contra 37.

[242] Intervención del diputado Francisco Zarco el día 20 de enero de 1857 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd Pág. 1,208.
[243] Ibíd. Pág. 1,209.

6. Los últimos debates del Constituyente en materia de derechos del hombre

Los últimos días del mes de enero el Congreso Constituyente entró en cuenta que tenía poco tiempo para terminar su encomienda. Lo que vemos a partir del 24 de enero de 1857 son ajustes urgentes a los artículos aprobados y votaciones pendientes. En la gran mayoría de los casos, se trató de reformas o adiciones pequeñas, sin embargo, hay una modificación que terminó por hacer una transformación profunda del Estado mexicano y sus relaciones sociales:

- El 24 de enero la *Comisión de Constitución* propone un artículo prohibiendo a las corporaciones civiles o eclesiásticas adquirir o administrar más bienes raíces que los necesarios para su funcionamiento. Se trata de incorporar a nivel constitucional la desmoralización de los bienes, es decir, favorecer el mercado de las tierras que estaban concentradas en pocas manos. La propuesta fue aprobada con 76 votos contra 3.
- Posteriormente, la *Comisión de Constitución* propuso una adición al artículo 34 sobre la suspensión de las garantías individuales precisando que la autorización del Congreso cuando estuviera en receso, debía ser realizada por la Comisión Permanente.
- El mismo día la Comisión propuso retirar el artículo 15 de la intolerancia religiosa, pero los diputados que estaban en contra salieron del recinto y no hubo *quorum* para votar. En la siguiente sesión, que ocurrió hasta el día 26 de enero, la Comisión volvió a proponer retirar el artículo 15, y el pleno lo aceptó en una votación de 57 contra 22. El resultado sorprendió a varios de sus impulsores y reinició el debate sobre la tolerancia a los cultos distintos al católico. Aprovechando que se reinició el debate, el diputado Arriaga propuso una adición a la Constitución. sin señalar a qué artículo. La propuesta de Arriaga proponía señalar que correspondía exclusivamente al ámbito federal intervenir en los temas de culto religioso, con la finalidad de que la federación tuviera herramientas para evitar los excesos de la iglesia en los estados. Luego de

varias intervenciones a favor, el pleno lo aprobó 82 votos contra 4 y la Comisión de estilo la colocó en el artículo 123:

"Art. 123. Corresponde exclusivamente a los poderes federales ejercer, en materias de culto religioso y disciplina externa, la intervención que designen las leyes"[244]

- Este día Francisco Zarco señaló que quedaba muy poco tiempo para seguir discutiendo la Constitución, y que la Comisión encargada de elaborar la *Ley Orgánica de Justicia*, la cual se encargaría de regular el Juicio de *Amparo*, no había iniciado sus trabajos. Por estos motivos propuso establecer que los salarios de los jueces y magistrados estuvieran asegurados en la Constitución, para confirmar la gratuidad de la justicia. Aunque la mayoría de las opiniones de los diputados coincidieron con la importancia del tema, consideraron que debía establecerse en una ley secundaria, por lo que no se aprobó la propuesta.

Ante la falta de tiempo para discutir una cantidad de temas importantes, el pleno del Congreso decidió abrir una sesión permanente entre el 28 y el 31 de enero de 1857. Sin bien tuvieron recesos y horarios para descansar, no habría necesidad de pasar lista los últimos días, por lo que finalmente el 31 de enero se leyó ante el pleno la minuta de la Constitución, es decir, todos los artículos de la Constitución Política aprobados y re-organizados por la Comisión de estilo.

El día 3 de febrero los dipuados aprobaron que la nueva Constitución debái ser jurada por el Presidente de la República el 5 de febrero, se designó a uan Comisión para informarle al Presidente que se había terminado la redacción de la Constitución y que debía presentarse a juramentarla. Por último, se leyó el proyecto de *Ley Orgánica de Imprenta.*

El 5 de febrero, José María Mata leyó el texto constitucional, y posteriormente los diputados constituyentes juraron la Constitución. Más tarde llegó el Presidente Ignacio

[244] Art. 123 de la Constitución de 1857.

Comonfort a darles un mensaje de agradecimiento por haber cumplido con su trabajo y correspondió al diputado León Guzman responder al mensaje presidencial.

Finalmente, la Constitución Política se publicó en el Diario Oficial de la Federación el 06 de febrero de 1857 y el día 17 el Congreso clausuró sus sesiones.

7. Los votos particulares: Un preludio de los nuevos debates

Como ya se explicó en el capítulo anterior, los *votos particulares* son posiciones independientes de los diputados, ya sea en Comisión o en pleno, en los que un diputado o varios, deciden plantear su posición respecto a un tema particular, que no fue considerado por la mayoría, y que les parece importante exponerlo, tanto para que sea escuchada su postura, como para dejar constancia de su posición respecto al tema en las Actas de los Congresos Constituyentes.

En el Congreso Constituyente de 1856-1857 se presentaron 3 votos particulares. En la Comisión se presentó el voto particular de Isidro Olvera, y el de Ponciano Arriaga, y en el pleno, el diputado Espiridion Moreno[245] presentó su propio proyecto de Constitución, y José María Velasco presentó su voto particular contra de la injusta distribución de la propiedad proponiendo mejorar su distribución, por el contenido de estos votos, los tres diputados fueron denominados *diputados extremistas.*

Tabla 16. Los votos particulares en el Congreso Constituyente de 1856- 1857

Autor	**Fecha y ante quién se presentó**	**Contenido**
Ponciano Arriaga	23 de junio de 1856 Voto presentado ante la Comisión	Pide establecer una justa distribución de la propiedad territorial
José María Castillo Velasco	Voto presentado ante el pleno	Contra la injusta distribución de la tierra
Isidoro Olvera	1 de agosto de 1856 Voto presentado ante la Comisión	Impugnó la desaparición del Senado Se manifestó encontra la de la libertad de cultos Una semana después propuso una ley orgánica sobre el derecho de propiedad

Fuente: Elaboración propia con base en Zarco y Rena Ramírez

[245] Soberanes Fernández José Luis, *Una historia constitucional de México,* Tomo II, Instituto de Investigaciones Jurídicas, UNAM, México, 2019. Documento en línea: https://archivos.juridicas.unam.mx/www/bjv/libros/12/5778/4.pdf Fecha de consulta: 10 de enero de 2020

En el caso del Congreso Constituyente de 1856-1857, la trascendencia de estos *votos particulares* radica en que permiten observar que, en algunos diputados ya se encuentra presente la preocupación por la distribución de la tierra y los problemas sociales de México, de los cuales se volverá a ocupar el Constituyente de 1916-1917, generando los emblemáticos artículos sociales. A continuación se presentan las ideas generales del voto particular de Ponciano Arriaga.

El 23 de junio de 1856, Ponciano Arriaga presentó su voto particular ante la Comisión de Constitución. En dicho voto Arriaga señaló que la propiedad territorial del país era muy desigual, pues pocas personas concentraban enormes cantidades de tierras y millones de personas se encontraban desposeidas, sin trabajo y en la pobreza, por lo que tener una Constitución con muchos derechos abstractos era un absurdo:

> "Mientras que pocos individuos están en posesión de inmensos e incultos terrenos, que podrían dar subsistencia para muchos millones de hombres, un pueblo numeroso, crecida mayoría de ciudadanos, gime en la más horrenda pobreza, sin propiedad, sin hogar, sin industria ni trabajo… Ese pueblo no puede ser libre, ni republicano, y mucho menos venturoso, por mas que cien constituciones y millares de leyes proclamen derechos abstractos, teorías bellísimas, pero impracticables, en consecuencia del absurdo sistema económico de la sociedad"[246]

Señaló que la concentración de las tierras eran mayores a las que existían en Europa, y que estas se encontraban ociosas, desiertas y abandonadas, al tiempo que estimaba que había 5 millones de mexicanos sin trabajo y sin tierra, en condiciones de precariedad que los orillaba al la comisión de delitos, a la pereza o a la sobreexplotación:

> ¿Cómo se puede racionalmente concebir y esperar, que tales infelices salgan alguna vez por las vías legales de la esfera de colonos abyectos y se conviertan

[246] Intervención del diputado Ponciano Arriaga, el día 23 de junio de 1856 ante el Congreso Constituyente de 1856-1857, en Zarco, ibíd. Pág. 387.

por las mágicas palabras de una ley escrita, en ciudadanos libres, que conozcan y defiendan la dignidad e importancia de sus derechos? Se proclaman ideas y se olvidan las cosas… La constitución debiera ser la ley de la *tierra*, pero no se constituye ni se examina el estado de la *tierra*"[247]

Ponciano Arriaga cuestionó el establecimiento de una declaración de derechos del hombre sin que ello modificar las condiciones de los proletarios, de los indios y de los peones:

"¿Hemos de proclamar la igualdad y los derechos del hombre, y dejamos a la clase más numerosa, a la mayoría de los que forman la nación, en peores condiciones que los ilotas, o los parias?...

…Pues una de dos cosas es inevitable; o ha de obrar por mucho tiempo en las entrañas de nuestro régimen político el elemento aristocrático de hecho, y a pesar de lo que digan nuestras leyes fundamentales, y los señores de titulo y de rango, *los lores de tierra,* la casta privilegiada, la que monopoliza la riqueza territorial, la que hace el agio con el sudor de sus sirvientes, ha de tener y la influencia en todos los asuntos políticos y civiles, o es preciso, indefectible, que llegue la reforma, que se hagan pedazos las restricciones y lazos de la servidumbre feudal; que caigan todos los monopolios y despotismos, que sucumban todos los abusos, y penetre en el corazón y en las venas de nuestra institución política, el fecundo elemento de la igualdad democrática, el poderoso elemento de la soberanía popular, el único legítimo, el único a quién de derecho pertenece la autoridad"[248]

Además, explicó la diversidad de formas de explotación que era necesario detener, es decir, la explotación a la que era sometida gran parte de la población a través del trabajo gratuito, el diezmo, la faena, entre otros excesos:

[247] Ibíd. Pág. 313.
[248] Ibíd. Pág. 389.

> "Es tan exquisita como asombrosa la diversidad de combinaciones empleadas para explotar y sacrificar a los *arrimados, a los peones, a los sirvientes o arrendatarios,* haciendo granjerías inmorales y especulaciones vergonzosas con el fruto de su sudor y su trabajo. Se les impone faenas gratuitas aun en los días consagrados al descanso. Se les obliga a recibir semillas podridas o animales enfermos a cuenta de sus mezquinos jornales. Se les cargan enormes derechos y obtenciones parroquiales sin proporción a las igualas que el dueño o mayordomo tiene de antemano con el cura párroco. Se les obliga a comprarlo todo en la hacienda por medio de vales o papel moneda que no puede circular en ningún otro mercado. Se les *avía* en ciertas épocas del año con géneros o efectos de mala calidad, tasados por el administrador o propietario, formándoles así una deuda de que nunca se redimen. Se les impide el uso de los pastos y montes, de la leña y de las aguas, de todos los frutos naturales del campo, si no es que se verifique con expresa licencia del amo. En suma, se emplea con ellos, un poder ilimitado, impune, sin responsabilidad de ninguna especie"[249].

Arriaga señaló que proponía cuestionar la propiedad privada como hecho político a pesar de que el tema se discutió en la Constitución de Francia de 1848:

> "Sabe bien el soberano congreso que al proclamarse la República en la Revolución Francesa de 1848, se suscitaron sobre el derecho de propiedad, el principio de la asociación, la organización del trabajo, la suerte de las clases pobres, y mil otros objetos de igual trascendencia, cuestiones tales y tan graves, que hicieron estremecer en sus cimientos a toda la sociedad … Entre otras cosas propuso la comisión nombrada y compuesta de los doctores Cousin, de Beaumont, Troplong, Blanqui y Thiers, el famoso propugnador del derecho de propiedad, que sería muy conveniente verificar a nombre de la academia algunas publicaciones periódicas bajo la forma de *Pequeños tratados*, sobre

[249] Ibíd. Pág. 393.

> todas las cuestiones de su competencia, y particularmente sobre aquellas que pueden interesar al orden social"[250]

En este sentido, Arriaga abogó no por abolir la propiedad, sino por reconocer que el producto del trabajo es propiedad de los trabajadores:

> "La sociedad, pues, no está basada sobre la propiedad bien entendida. La sociedad está basada sobre el privilegio de la minoría y la explotación de la mayoría… ¿Esta máxima es justa? ¿La sociedad debe continuar establecida sobre la misma base que limita el derecho de la propiedad del suelo a una minoría?--- No porque la sociedad no puede reposar sobre un principio relativo a la minoría, sino sobre un principio absoluto que represente la universalidad… En consecuencia, será preciso adoptar el que consagra que el fruto del trabajo es una propiedad de los trabajadores… Es necesario, no destruir la propiedad, esto sería absurdo; sino por el contrario, generalizarla, aboliendo el privilegio antiguo, porque este privilegio hace imposible el derecho racional"[251]

Cuestionando el *estatus quo* y la forma en que se desenvolvía el derecho de propiedad, propuso una ley de reorganización de la propiedad, que declaraba que para tener una propiedad no bastaba con ocuparla sino que era necesario trabajarla y hacerla productiva, y que su acumulación perjudicaba el bien común:

> "Art. 1. El derecho de propiedad consiste en la ocupación o posesión, teniendo los requisitos legales; pero no se declara, confirma y perfecciona, sino por medio del trabajo y la producción. La acumulación en poder de una o pocas personas, de grandes posesiones territoriales, sin trabajo, cultivo, ni producción, perjudica el bien común y es contraria a la índole del gobierno republicano y democrático"[252]

[250] Ibíd. Pág. 394.
[251] Ibíd. Pág. 402.
[252] Ibíd. Pág. 592.

Dicha ley, debía establecer un máximo de cantidad de propiedad de las tierras y de las herencias, prohibir las adjudicaciones a las iglesias, y proteger las propiedades de las personas con menores ingresos y propiedades:

> "Art. 10. Los habitantes del campo que no tengan un terreno cuyo valor exceda de cincuenta pesos, quedan libres y exentos por el espacio de diez años, de toda contribución forzosa; del uso de papel sellado en sus contratos y negocios; de costas procesales en sus litigios; de trabajos en obras públicas, aun en el caso de sentencia judicial; de todo derecho de estola y obvenciones parroquiales, tengan la denominación que tuvieren; y de todo servicio o faena personal, contrarios a su voluntad, exceptuándose la ejecutiva aprehensión de los malhechores. El salario de los peones y jornaleros no se considerará legalmente pagado ni satisfecho, sino cuando lo sea en dinero efectivo. Para dirimir todas las contiendas es indispensable siempre un juicio en la forma legal, y ningún particular puede ejercer por sí mismo coacción o violencia para recobrar su derecho, ni para castigar una falta o delito"[253]

Como se observa en el voto de Arriaga, los problemas sociales de México, en particualr el problema de las tierras, están ya presenten en el Constituyente de 1856-1857. Aunque en esta ocasión no quedarán plasmados con mayor radicalidad, lo cierto es que los *diputados extremistas* están señalando los principales problemas sociales sin los cuales, difícilmente el país podrá encontrar estabilidad política y social por la vía institucional.

8. Las reformas a la Constitución de 1857 y los derechos del hombre

La vida de la primera Constitución calificada como liberal de México por permitir la tolerancia religiosa (1857- ?) tampoco fue sencilla. Desde su publicación tuvo una fuerte resistencia social, y generó poca confianza entre los mexicanos. De hecho, su

[253] Ibíd. Pág. 403- 404.

publicación provocó la *Guerra de los 3 años*, que fue una sublevación contra la tolerancia religiosa que contenía el artículo 15, por ello, es hasta después de la guerra de los tres años, en 1861, cuando se ha señalado que comenzó a observarse su funcionamiento[254].

La afectación de la guerra en las finanzas públicas produjo que México decretara la suspensión de pagos de la deuda externa, lo que generó una fuerte reacción de los principales acreedores, Francia, Inglaterra y España. Los últimos dos aceptaron negociar, sin embargo, Francia, bajo el mando de Napoleón III, utilizó la suspensión de pagos como pretexto para comenzar en 1862 la segunda guerra contra México, y con el avance de su tropa logro tomar la Ciudad de México en julio de 1863. Es el momento en que Benito Juárez comenzó su *presidencia itinerante*, estableciendo el gobierno en San Luis Potosí y posteriormente en Paso del Norte. Por su parte, los monarquistas en la capital nombraron a Maximiliano de Hamsburgo, *Emperador de Méxic*o. Juárez y los republicanos recuperaron la capital en 1867, cuando sometieron a Maximiliano de Hambsurgo y lo fusilaron en el Cerro de las Tres Campanas de Querétaro. A partir de este momento Juárez gobernó hasta su muerte el 19 de julio de 1872[255].

Como se señaló al inicio del capítulo, a pesar del esfuerzo del Congreso Constituyente, la Constitución de 1857 no tuvo la recepción esperada. Para Cosió Villegas, a los sectores más conservadores les incomodaba la tolerancia religiosa, y de hecho, la iglesia católica excmulgó a todos los participantes del Congreso[256], y los liberales clásicos, les incomodó el esfuerzo por impulsar reformas sociales a través de la protección al trabajo y los trabajadores en el artículo 5. El descontento con la tolerancia religiosa terminó desatando la *guerra de los 3 años*, también conocida como *guerra de reforma.* En medio de este conflicto, los liberales publicaron las *leyes de reforma*, que posteriormente fueron incorporadas a la Constitución en la reforma de 1873.

Todavía presente la *guerra de los 3 años,* en 1862 comenzó la segunda guerra con Francia, que Edmundo O'Gorman calificó como el último intento monarquismo, la cual terminó en 1867 con el triunfo de Benito Juarez y el fusilamiento de Maximiliano de

[254] Cosío Villegas Daniel, Ibíd.
[255] Para recuperar el control de la capital, el Presidente Juárez publicó la primera ley de suspensión de las garantías individuales. Mientras que Maximiliano de Hamburgo, al tomar la capital, publicó una ley de garantías individuales.
[256] González Oropeza, *A los Constituyentes de 1857*, Cámara de Diputados, México, 2008.

Hamburgo y otros líderes del proyecto monarquista en el Cerro de las Tres Campanas, Queretaro, en 1867[257].

Vale la pena señalar que durante la intervención francesa, Benito Juárez se vio obligado a publicar un Decreto de suspensión de las garantías individuales el X de XX de 1863, mientras que Maximiliano de Hamburgo, al tomar la capital del país, la Ciudad de México, comenzó a gobernar bajo un Estatuto y posteriormente publicó una *Ley de Garantías Individuales*.

El triunfo de los liberales con Juárez en 1863 no significó la estabilidad política y la plena vigencia de la Constitución de 1857, porque una década más tarde, en 1876 asumió la presidencia José de la Cruz Porfirio Díaz Mori, quien gobernará de manera intermitente hasta que es derrocado en 1911, con el estallido de la Revolución Mexicana. Al periodo de gobierno de Porfirio Díaz se le ha denominado *Porfiriato*, y al gobernar por casi 30 años y reformar en varias ocasiones la Constitución, se le ha calificado como una dictadura. En términos constitucionales, esto significa que la Constitución no tuvo plena vigencia o que la tuvo parcialmente.

Ante tal inestabilidad, no hay consenso sobre el tiempo en que estuvo en vigor la Constitución Política de 1857. Podría considerarse que estuvo vigente incluso durante el gobierno de Porfirio Díaz e incluso bajo el gobierno provisional de Francisco I. Madero en 1911, porque es cuando se le hace su última reforma para prohibir la reelección. Además, Venustiano Carranza, la reformó con varios decretos en 1915. Daniel Cosío Villegas, señala que la Constitución de 1857 funcionó hasta 1878, cuando llegó al poder Porfirio Díaz y comenzó su dictadura[258], por este hecho Cosío Villegas ha señalado que fue muy poco el tiempo en que estuvo en vigor la Constitución de 1857, por lo que es difícil que se puedan probar todas las acusaciones que hubo contra ella y que por el contrario, los debates que se dieron en el Congreso son de gran relevancia y muestran las preocupaciones de una generación de políticos, juristas y académicos preocupados por construir las grandes instituciones y resolver de manera definitiva los problemas del país. Considerando todas estas opiniones, es importante señalar que, a

[257] O'Gorman, Edmundo, *La supervivencia política novohispana. Reflexiones sobre el monarquismo mexicano*, Primera edición, Colección Pequeños Grandes Ensayos, UNAM, México, 2018.
[258] Cosío Villegas Daniel, *La Constitución de 1857 y sus críticos*. FCE, México, Primera reimpresión, 2019.

pesar de sus dificultades, esta fue la Constitución que mayor tiempo estuvo en vigor desde la Independencia de México hasta la publicación de la Constitución posterior, la de 1917. Al ser la Constitución Política con mayor duración en el siglo XIX y ser la que reorganizó el el territorio y el poder, al grado de que actualmente muchas de sus reglas son vigentes, es importante conocer sus reformas, en particular las relacionadas con los derechos del hombre.

Entre el 5 de febrero de 1857, fecha de su publicación, y la publicación de la de 1917, la Constitución de 1857 se reformó en 34 ocasiones. En estas reformas se puede observar las tendencias constitucionales de la época, los debates nacionales, y su afectación en materia de los derechos del hombre. El siguiente cuadro resume el contenido de dichas reformas:

Tabla 17. Las reformas a la Constitución de 1857

Número de reforma	**Fecha de publicación en el Diario Oficial**	**Presidente en turno**	**Artículos**	**Contenido**
1	24 enero 1861	Benito Juárez	124	Abolición entre las alcabalas y aduanas entre los estados
2	14 abril de 1862	Benito Juárez	124	Restablece las alcabalas
3	29 abril 1863	Benito Juárez	43	Admite a Campeche como Estado
4	20 noviembre 1868	Benito Juárez	43	Readmite como estado a Coahuila de Zaragoza
5	15 enero 1869	Benito Juárez	43	Crea el estado de Hidalgo
6	17 abril 1869	Benito Juárez	43	Crea el estado de Morelos
7	25 septiembre 1873	Sebastián Lerdo de Tejada	1, 2, 3, 4,5	Incorporación de las leyes de reforma y la separación iglesia- Estado
8	13 noviembre 1874	Sebastian Lerdo de Tejada	51, 52, 57, 58, 59, 60, 61, 64,65, 66, 67, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 103, 104 y 105	Reinstalación del Senado (Sistema bicameral) y la forma de instalar el Congreso general y cada una de las cámaras
9	5 mayo 1878	Porfirio Díaz	78 y 109	Prohibición de la reelección inmediata del Presidente de la República y de los Gobernadores
10	17 mayo 1882	Manuel González	124	Prohibición de las alcabalas y aduanas internas
11	2 junio 1882	Manuel González	72 y 75	Nuevas atribuciones al Congreso.
12	3 octubre 1882	Manuel González	79, 80 y 82	Se establecieron reglas en caso de falta absoluta y temporal del Presidente del país
13	15 mayo 1883	Manuel González	7	Se reafirmó el derecho a escribir libremente y se detalló el artículo respectivo
14	15 diciembre 1883	Manuel González	27	Autoriza al Ejecutivo a expedir los Códigos de Comercio y Código de Minería
15	29 mayo 1884	Manuel González	97	Reforma sobre el Poder Judicial
16	26 noviembre 1884	Manuel González	124	Abolición de las alcabalas donde no se hayan suprimido

17	12 diciembre 1884	Porfirio Díaz	43	Agrega a la Constitución el territorio de Tepic
18	22 noviembre 1886	Porfirio Díaz	124	Prohibe gravar el tránsito de mercancías entre las entidades federativas
19	21 octubre 1887	Porfirio Díaz	78 y 109	Se permite la reelección inmediata del presidente hasta por 2 periodos de 4 años, y la necesidad de interrumpir un periodo presidencial para volver a ser presidente. Se establece la posibilidad de la reelección en las entidades federativas.
20	20 diciembre 1890	Porfirio Díaz	78 y 109	Se elimina cualquier restricción a la reelección
21	24 abril 1896	Porfirio Díaz	72, 79, 80, 82 y 83	Se establecen nuevas reglas para los casos de la renuncia y falta absoluta del presidente. Se establece la protesta constitucional. Se establecen las reglas para la renuncia de los integrantes de la Suprema Corte
22	1 mayo 1897	Porfirio Díaz	111 y 124	Se prohibe a los estados acuñar moneda y gravar el tránsito de las personas
23	10 junio 1898	Porfirio Díaz	5, 31 y 35	Mejora la redacción del derecho al trabajo, las obligaciones de los mexicanos y los requisitos para la ciudadanía
24	22 mayo 1900	Porfirio Díaz	91 y 96	Reorganiza la Suprema Corte de Justicia
25	14 mayo 1901	Porfirio Díaz	23	Abolición de la limitación de la pena de muerte
26	14 de mayo de 1901	Porfirio Díaz	27	Nuevas limitaciones a las iglesias
27	31 octubre 1901	Porfirio Díaz	72 y 125	Facultad al Congreso Federal a legislar sobre el Distrito Federal
28	18 diciembre 1901	Porfirio Díaz	53	Reorganiza la forma de elegir diputados
29	18 de diciembre de 1901	Porfirio Díaz	111	Prohibe a los estados contratar deuda económica con gobiernos extranjeros o sociedades extranjeras
30	24 noviembre 1902	Porfirio Díaz	Reforma artículo 43	Adiciona el territorio de Quintana Roo a los territorios nacionales
31	06 mayo 1904	Porfirio Díaz	72, 74, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84 y 103	Reincorpora la figura de la Vicepresidencia y eleva el periodo presidencial a 6 años Señala la irrenunciabilidad del cargo de presidente y vicepresidente.
32	20 junio 1908	Porfirio Díaz	72	Establece que el Congreso puede legislar en materia de vías generales de comunicación
33	12 noviembre 1908	Porfirio Díaz	11, 72 y 102	Establece el derecho a los mexicanos de entrar y salir libremente del país. Reforma el *Amparo*
34	7 noviembre 1911	Francisco I. Madero	Reforma los artículos 78 y 109	Prohibe la reelección del Presidente de la República, el vicepresidente y los gobernadores.

Fuente: Elaboración propia.

Con base en el cuadro anterior, es posible afirmar que las reformas a la Constitución de 1857 consistieron en los siguientes puntos:

i. Durante el periodo en que Benito Juárez fue presidente (1861- 1869), las reformas constitucionales se hicieron con la intención de mejorar la reorganización territorial que hizo el Congreso Constituyente de 1856-1857, por lo que se crearon nuevos estados. En este periodo no se tocaron los artículos vinculados a los Derechos del Hombre ni la organización política estatal.

ii. Durante el gobierno de Sebastián Lerdo de Tejada (1874- 1878), la reforma constitucional que se aprobó tuvo la intención de constitucionalizar las leyes de reforma, confirmar la separación entre la iglesia y el Estado y para restaurar el Senado, que había sido considerada por los Constituyentes de 1856-1857 una institución aristocrática.

iii. El mayor número de reformas (13 de 32) se realizaron durante el gobierno de Porfirio Díaz y Manuel González.

iv. La última reforma a esta Constitución se realizó cuando Porfirio Díaz había abandonado ya el poder. Se trató de una reforma que publicó Francisco I. Madero en la que prohibe la reelección del Presidente de la República y de los gobernadores de los Estado.

v. Se realizaron reformas respecto a la elección del Congreso, de la presidencia y vicepresidencia.

vi. Contrario a lo que se piensa, durante el periodo del gobierno de Porfirio Díaz y Manuel González, lo que se conoce como el porfiriato (1884-1910) si existieron reformas importantes en materia de derechos del hombre:

- El 14 de mayo de 1901 se eliminó el párrafo constitucional que establecía un limite para el establecimiento de las prisiones en todo el país, lo que conllevaría a la abolición de la pena de muerte. Esto significó que la pena de muerte quedo reestablecida en los delitos para los cuales podía aplicarse, sin considerar que algún podría dejar de aplicarse en el país
- El 12 de noviembre de 1908 se publicó la reforma constitucional que establece el derecho de los mexicanos para entrar y salir libremente del país y que reformó la ley de *Amparo* para precisar su ejercicio en los casos de *amparos* promovidos a causa de violaciones a las garantías

individuales en los procesos judiciales civiles (conocido como *amparo* en negocios judiciales), por su importancia, esta reforma se analiza en el próximo capítulo.

Tabla 18. Comparativo de las reformas a la Constitución de 1857

Artículo	**Versión original 1857**	**Versión reformada y fecha**
Art. 7	Es inviolable la libertad de escribir y publicar escritos sobre cualquiera materia. Ninguna ley ni autoridad puede establecer la previa censura, ni exigir fianza a los autores o impresores, ni coartar la libertad de imprenta, que no tiene más límites que el respeto a la vida privada , a la moral, y a la paz pública. *Los delitos de imprenta serán juzgados por un jurado que califique el hecho, y por otro que aplique la ley y designe la pena*	Es inviolable la libertad de escribir y publicar escritos sobre cualquier materia. Ninguna ley ni autoridad puede establecer la previa censura ni exigir fianza a los autores o impresores, ni coartar la libertad de imprenta, que no tiene más límites que el respeto a la vida privada, a la moral y a la paz pública. *Los delitos que se cometan por medio de la imprenta, serán juzgados por los tribunales competentes de la Federación o por los de los Estados, los del Distrito federal y territorio de la Baja California, conforme a su legislación penal.* 15 de mayo de 1883
Art 5.	Nadie puede ser obligado a prestar trabajos personales, sin la justa retribución y sin su pleno consentimiento. La ley no puede autorizar ningún contrato que tenga por objeto la pérdida o el irrevocable sacrificio de la libertad del hombre, ya sea por causa de trabajo, de educación, o de voto religioso. Tampoco puede autorizar convenios en que el hombre pacte su proscripción o destierro	Nadie puede ser obligado a prestar trabajos personales sin la justa retribución y sin su pleno conocimiento, *salvo el trabajo impuesto como pena por la autoridad judicial. En cuanto a los servicios públicos, sólo podrán ser en los términos que establezcan las leyes respectivas, obligatorio el de las armas, y obligatorias y gratuitas las funciones electorales, las cargas concejiles y las de jurado. El Estado no puede permitir que se lleva a cabo ningún contrato, pacto o convenio, que tenga por objeto el menoscabo, la pérdida o el irrevocable sacrificio de la libertad del hombre, ya sea por causa de trabajo, de educación o de voto religioso. La ley en consecuencia no reconoce órdenes monásticas, ni puede permitir su establecimiento, cualquiera que sea la denominación u objeto con que pretendan erigirse. Tampoco puede admitirse convenio en que el hombre pacte su proscripción o destierro.* 10 de junio de 1898
Art. 31	Es obligación de todo mexicano: I. Defender la independencia, el territorio, el honor, los derechos e intereses de su patria. II. Contribuir para los gastos públicos, así de la federación como del Estado y municipio en que resida, de la manera	Es obligación de todo mexicano: I. Defender la independencia, el territorio, el honor, los derechos e intereses de su patria. II. *Prestar sus servicios en el Ejército o Guardia Nacional, conforme a las leyes orgánicas respectivas*.

	proporcional y equitativa que dispongan las leyes.	III. Contribuir para los gastos públicos, así de la Federación, como del Estado y Municipio en que resida, de la manera proporcional y equitativa que dispongan las leyes. 10 de junio de 1898
Art. 35	Son prerrogativas del ciudadano: I. Votar en las elecciones populares II. Poder ser votado para todos los cargos de elección popular, y nombrado para cualquier otro empleo o comisión, teniendo las calidades que la ley establezca III. Asociarse para tratar los asuntos políticos del país IV. Tomar las armas en el ejército o en la guardia nacional para la defensa de la República y de sus instituciones V. Ejercer en toda clase de negocios el derecho de petición	Son prerrogativas del ciudadano. I. Votar en las elecciones populares II. Poder ser votado para todos los cargos de elección popular, y nombrado para cualquier otro empleo o comisión, teniendo las calidades que la ley establezca III. Asociarse para tratar los asuntos políticos del país IV. Tomar las armas en el Ejército o Guardia Nacional, para la defensa de la República o sus instituciones, *en los términos que prescriban las leyes* V. Ejercer en toda clase de negocios el derecho de petición 10 de junio de 1898
Art. 23	Para la abolición de la pena de muerte, queda a cargo del poder administrativo el establecer, a la mayor brevedad, el régimen penitenciario. En tanto, queda abolida para los delitos políticos, y no podrá extenderse a otros casos mas que al traidor a la patria en guerra extranjera, al salteador de caminos, al incendiario, al parricida, al homicida con alevosía, premeditación o ventaja, a los delitos graves del orden militar y a los de piratería que definiere la ley	*Queda abolida la pena de muerte para los delitos políticos. En cuanto a los demás, sólo podrá imponerse al taridor a la patria en guerra extranjera, al parricida, al homicida con alevosía, premeditación o ventaja, al incendiario, al plagiario, al salteador de caminos, al pirata y a los reos de delitos graves de orden militar.* 14 de mayo de 1901
11	Todo hombre tiene derecho para entrar y salir de la república, viajar por su territorio y mudar de residencia sin necesidad de carta de seguridad, pasaporte, salvoconducto u otro requisito semejante. *El ejercicio de este derecho no perjudica las legítimas facultades de la autoridad judicial o administrativa, en los casos de responsabilidad criminal o civil.*	Todo hombre tiene derecho para entrar y salir de la República, viajar por su territorio y mudar de residencia, sin necesidad de carta de seguridad, pasaporte, salvoconducto, u otro requisito semejante. *El ejercicio de este derecho estará subordinado a las facultades de la autoridad judicial y administrativa, en los casos de responsabilidad criminal o civil, y a las limitaciones que imponga la ley sobre emigración e inmigración y salubridad general de la República.* 12 de noviembre de 1908
102	Todos los juicios de que habla el artículo anterior se seguirán, a petición de la parte agraviada por medio de procedimientos y formas del orden jurídico, que determinará	Todos los juicios de que habla el artículo anterior se seguirán, a petición de la parte agraviada por medio de procedimientos y formas del orden jurídico, que determinará

	una ley. La sentencia será siempre tal, que sólo se ocupe de individuos particulares, limitándose a protegerlos, y ampararlos en el caso especial sobre que verse el proceso, sin hacer ninguna declaración general respecto de la ley o acto que la motivare.	una ley. La sentencia será siempre tal, que sólo se ocupe de individuos particulares, limitándose a protegerlos, y ampararlos en el caso especial sobre que verse el proceso, sin hacer ninguna declaración general respecto de la ley o acto que la motivare. Cuando la controversia se suscite con motivo de violación de garantías individuales en asuntos judiciales del orden civil, solamente podrá ocurrirse a los Tribunales de la Federación, después de pronunciada la sentencia que ponga final al litigio y contra la cual no conceda la ley ningún recursos, cuyo efecto pueda ser la revocación 12 de noviembre de 1908

Fuente: Elaboración propia con base en . Las cursivas son mías.

De esta manera, entre la publicación de la Constitución de 1857, y la siguiente constitución política, la de 1917, hay una guerra de reforma contra los artículos constitucionales que de alguna manera permitían la libertad de culto (1858-1861), hay una segunda invasión francesa que tiene la intención de establecer un Imperio (1862-1867), posteriormente un periodo de 3 décadas gobierno dictatorial (1876-1911), y un estallido revolucionario (1910) que terminará por crear una nueva Constitución política en 1917. Como ha señalado Daniel Cossio Villegas, a pesar de sus grandes virtudes, y de ser la Constitución que reorganizó el territorio nacional, los derechos de las personas, el proceso penal, y la distribución de poderes, la Constitución de 1857 no tuvo la oportunidad de mostrar sus grandes virtudes a causa de los turbulentos tiempos que estuvo en vigor, sin embargo, sus aportaciones en todas estas materias serán las que en gran medida le darán estabilidad al sistema político mexicano del siglo XX, porque el Congreso Constituyente de 1916- 1917, fue convocado para trabajar no un año, sino 2 meses, con la intención de reformar la Constitución Política de 1857 y no de crear una nueva Constitución.

Tabla 19. Presidentes que gobernaron bajo la Constitución de 1857 hasta el inicio de la Revolución Mexicana (1857- 1911)

Nombre	**Periodo**
Ignacio Comonfort de los Ríos	5 de febrero de 1857 – 21 de enero de 1858
Benito Juárez García	21 de enero de 1858 – 18 de julio de 1872
Felix Maria Zuloaga	*23 de enero de 1858 - 24 de diciembre de 1858*
Manuel Roblez Pezuela	*24 de diciembre de 1858 - 21 de enero de 1859*
José Mariano Salas	*21 de enero de 1859 - 02 de febrero de 1859*
Miguel Miramon y Tarelo	*2 de febrero de 1859 - 13 de agosto de 1860*
José Ignacio Pavón	*13 de agosto de 1860- 15 de agosto de 1860*
Miguel Miramón y Tarelo	*15 de agosto de 1860- 24 de diciembre de 1860*
Junta Superior de Gobierno	*21 de junio de 1863 – 10 de julio de 1863*
Regencia	*11 de julio de 1863- 10 de abril de 1864*
Benito Juárez García	15 de mayo de 1867- 18 de julio de 1872
José María Valentín Gómez Farías	05 de julio de 1833- 27 de octubre de 1833
Sebastían Lerdo de Tejada	18 de julio de 1872- 20 de noviembre de 1876
José María Iglesias	26 de octubre de 1876- 6 de diciembre de 1876
Porfirio Díaz	28 de noviembre de 1876- 06 de diciembre de 1867
Juan Nepomuceno Méndez	06 de diciembre de 1876 – 16 de febrero de 1877
Porfirio Díaz	17 de febrero de 1877- 30 de noviembre de 1880
Manuel González Flores	01 de diciembre de 1880- 30 de diciembre de 1884
Porfirio Díaz	01 de diciembre de 1884 – 25 de mayo de 1911

Fuente: Elaboración propia.
Nota 1: Maximiliano no utiliza la Constitución de 1857 sino un Estatuto Imperial entre 1864 y 1867.
Nota 2. Los presidentes señalados con cursivas pertenecian a grupos que impugnaban la Constitución.

Como se observó a lo largo de este capítulo, la declaración de derechos del hombre y las reglas del juicio de *amparo* en la Constitución de 1857 fueron producto de un debate muy amplio. El tiempo de un año que el Congreso Constituyente tuvo para elaborar la Constitución le permitió tomar decisiones en todos los aspectos posibles: división territorial, división de poderes, federales, derechos del hombre y juicio de *amparo*. Además, en las posiciones de los diputados constituyentes se observar ya las preocupaciones sobre la desigual distribución de la tierra y de la propiedad, y sobre las malas condiciones de los trabajadores. Los votos particulares de Isidoro Olvera y Ponciano Arriaga muestran la intención de los diputados constituyentes por considerar los problemas sociales en la Constitución Política para mejorar la calidad de vida de los mexicanos. Finalmente, es importante recordar que a lo largo de todo el constituyente el debate sobre la protección al culto católico estuvo presente. Este debate concluyó en el mes de enero de 1857, a pocos días de concluir el trabajo del Congreso Constituyente, con la votación que eliminó la la protección al credo católico, lo que permitió que pudieran ejercerse creencias religiosas distintas.

IV. Los derechos del hombre y la primera modernización jurídica

El objetivo del presente capítulo es conocer las reformas de la Constitución de 1857 y los debates que se generaron a raíz de las dificultades para hacerla funcionar. Se trata de conocer cómo, a pesar de ser una constitución "liberal", con un amplio catálogo de derechos del hombre, división de poderes, reglas sobre el federalismo, entre otros elementos bien definidos, enfrentó grandes dificultades para que se cumpliera, y en realidad se logró hacer, de manera estable, hasta que llegó a la presidencia Porfirio Díaz, en 1876, contexto en el cual se publicaron las 3 leyes de *amparo* del siglo XIX, en 1861, 1869 y 1882 respectivamente. El historiador del derecho Héctor Fix- Zamudio ha señalado que el periodo de relativa paz que se vivió durante el gobierno de Porfirio Díaz permitió que comenzara a funcionar con mayor regularidad el poder judicial, lo que permitió observar vacios legales y contradicciones, por lo que se se reformaron tanto la Constitución de 1857 como diversas leyes. A este proceso, FiX-Zamudio le ha denomiado "primera modernización jurídica", porque fue producto de amplios debates jurídicos y sociales que actualizaron la Constitución y la legislación que se había producido a lo largo del siglo XIX.

La vigencia de la primera Constitución política de México calificada como "liberal" por no hacer referencia a una religión nacional todavía es debatida (1857- ?) porque su entrada en vigor tuvo una fuerte resistencia social, y generó poca confianza entre diversos grupos políticos, y porque tampoco se ha definido cuándo dejo de estar en vigor ya que para algunos autores Porfirio Díaz gobernó sin la Constitución.

La publicación de la Constitución de 1857 provocó la *Guerra de los 3 años*, que fue una sublevación contra la tolerancia religiosa que contenía el artículo 15, por ello, para algunos autores hasta después de la guerra de los tres años, en 1861, se podría señalar que comenzó a funcionar. En este sentido Jorge Sayeg señala que luego de promulgarla, el presidente Ignacio Comonfort renunció a su cargo porque consideraba que era imposible aplicarla.

Esto significa que a pesar del esfuerzo del Congreso Constituyente, la Constitución de 1857 no tuvo la recepción que ellos esperaban. Para Daniel Cossio

Villegas, a los sectores más conservadores les incomodó la tolerancia religiosa[259], y de hecho, la iglesia católica excomulgó a todos los diputados participantes del Congreso Constituyente[260], y a los liberales clásicos, les incomodó el esfuerzo por impulsar reformas sociales a través de la protección al trabajo y a los trabajadores en el artículo 5 que estableció el derecho al trabajo.

El descontento con la tolerancia religiosa terminó desatando la *Guerra de los 3 años*, también conocida como *guerra de reforma.* En medio de este conflicto, los liberales publicaron las *leyes de reforma*, que son las leyes que establecieron la separación entre la iglesia y el Estado, y que posteriormente fueron incorporadas a la Constitución en la reforma de 1873.

La afectación de la guerra en las finanzas públicas generó que México decretara la suspensión de pagos de la deuda externa, lo que ocasionó una fuerte reacción de los principales acreedores, Francia, Inglaterra y España. Los últimos dos aceptaron negociar, sin embargo, Francia bajo el mando de Napoleón III, utilizó la suspensión de pagos como pretexto para comenzar en 1862 la segunda guerra contra México, y con el avance de su tropa logró tomar la Ciudad de México en julio de 1863. Aprovechando la coyuntura de la guerra, los sectores que estaban en contra de la tolerancia religiosa y buscaban establecer una monarquía, ofrecieron a Maximiliano de Hamsburgo el poder y la "Corona" del Imperio Mexicano. Convencido, Maximiliano de Hamsburgo desembargo en el puerto de Veracruz el 28 de mayo de 1864.

Es el periodo en que Benito Juárez ejerció la *presidencia itinerante*, estableciendo el gobierno en San Luis Potosí y posteriormente en Paso del Norte. Juárez y los republicanos recuperaron la capital en 1867, y fusilaron a Maximiliano de Habsburgo y otros líderes del proyecto monarquista en el Cerro de las Tres Campanas de Querétaro. A partir de este momento Juárez gobernó hasta su muerte el 19 de julio de 1872.

Entonces, en medio de la *guerra de los 3 años,* en 1862, comenzó la segunda guerra con Francia, que Edmundo O'Gorman calificó como "el último intento

[259] Cosío Villegas, Daniel, *La Constitución de 1857 y sus críticos*, FCE, México, Primera reimpresión, 2019.
[260] González Oropeza, *A los Constituyentes de 1857*, Cámara de Diputados, México, 2009.

monarquista", la cual terminó en 1867 con el triunfo de Benito Juarez y el fusilamiento de Maximiliano de Habsburgo[261].

Vale la pena señalar que durante la intervención francesa, Benito Juárez se vio obligado a publicar un "Decreto de suspensión de las garantías individuales el 25 deenero de 1862", mientras que Maximiliano de Hamburgo, al tomar la capital del país, comenzó a gobernar bajo un "Estatuto del Imperio Mexicano" que contenía una sección *de* "Garantías Individuales"[262]. Más allá de lo anecdótico, el hecho es relevante porque muestra que tanto quienes pugnaron por una monarquía como quienes pugnaron por una república, eran hombres ilustrados y conocedores de los debates de la época, y que tanto por sus intereses políticos, como por convicción pugnaron por el proyecto que mejor consideraban se adaptaba al país.

El triunfo de los liberales con Juárez en 1863 no significó la estabilidad política y la plena vigencia de la Constitución de 1857, y una década más tarde, en 1876 Sebastián Lerdo de Tejada fue obligado a dejar el poder cuando intentó reelegirse, a causa de la Revolución de Tuxtepec encabezada por José de la Cruz Porfirio Díaz Mori[263]. En ese momento asumió a la presidencia Porfirio Díaz Mori, quien gobernó hasta que fue obligado a dejar el gobierno en 1911, con el estallido de la revolución mexicana. El único periodo en que se interrumpió el gobierno de Porfirio Díaz fue entre 1880 y 1884, cuando Manuel González estuvo a cargo de la presidencia; sin embargo, a partir de 1884 Díaz regresó a ocupar la presidencia hasta el año 1911.

Al periodo de gobierno de Porfirio Díaz se le ha denominado *Porfiriato*, y al gobernar por casi 30 años y reformar en varias ocasiones la Constitución para mantener el poder, se le ha calificado como una dictadura. En términos constitucionales, esto significa que la Constitución tuvo vigencia parcialmente.

En resumen, la Constitución se publica en 1857, pero inicia una guerra de 3 años contra ella, la cual terminará en 1861, pero en 1862 inicia la segunda guerra con Francia, las tropas de Maximiliano de Habsburgo toman la Ciudad de México en 1863,

[261] O'Gorman, Edmundo, *La supervivencia política Novo Hispana. Reflexiones sobre el monarquismo mexicano*, Colección Pequeños Grandes Ensayos, Primera edición UNAM, México, 2018. Pág. 184.
[262] Se trata del Estatuto Provisional del imperio Mexicano, publicado el 10 de abril de 1865, y el cual contenía la indicación de que la Constitución Política 1857 quedaba invalidada.
[263] La Revolución de Tuxtepec fue la revuelta de 1876 encabezada por Porfirio Díaz contra el intento de Sebastían Lerdo de Tejada de reelegirse como Presidente de la República. Con esta revuelta Porfirio Díaz logró tomar el poder en la Ciudad de México el 5 de mayo de 1877

y fueron derrotadas hasta 1867. Una vez que Benito Juárez recuperó el poder y la Ciudad de México, gobernó hasta su muerte en 1872, y lo sustituyó Sebastián Lerdo de Tejada, quien fue obligado a dejar el poder en 1876, tras la revuelta de Tuxtepec. A partir de ese año gobernó Porfirio Díaz hasta 1911, tras el estallido de la revolución, con la excepción del periodo comprendido entre 1880 y 1884 en el que gobernó Manuel González.

Por estos motivos, no hay consenso sobre el tiempo en que estuvo en vigor la Constitución Política de 1857. Podría considerarse que estuvo vigente incluso bajo el gobierno provisional de Francisco I. Madero en 1911, porque es cuando se le hace su última reforma para prohibir la reelección. Además, Venustiano Carranza, la reformó con varios decretos en 1915. Por ejemplo, Daniel Cosío Villegas señala que desde su perspectiva, la Constitución de 1857 funcionó hasta 1877, cuando llegó al poder Porfirio Díaz y comenzó su gobierno, por este hecho ha planteado que fue muy poco el tiempo en que estuvo en vigor, por lo que es difícil que se puedan probar todas las acusaciones que hubo contra ella y que por el contrario, los debates que se dieron en el Congreso Constituyente son de gran relevancia y muestran las preocupaciones de una generación de políticos, juristas y académicos ocupados en construir las grandes instituciones y resolver de manera definitiva los problemas del país[264].

Considerando todas estas circunstancias, es importante señalar que a pesar de sus dificultades, esta fue la Constitución que mayor tiempo estuvo en vigor desde la Independencia de México hasta la publicación de la Constitución de 1917. Al ser la Constitución Política con mayor duración en el siglo XIX y ser la que reorganizó el territorio y el poder, al grado de que actualmente muchas de sus reglas son vigentes, es importante conocer sus reformas, en particular las relacionadas con los derechos del hombre.

Charles A. Hale divide el periodo de vigencia de la Constitución de 1957 en dos momentos: Desde 1857 y hasta 1867, con el triunfo de Juárez sobre Maximiliano de Habsburgo, señala que es el momento en que termina de imponerse el liberalismo y en adelante, “el establecimiento de una tradición liberal oficial”, que continuará incluso

[264] Cosío Villegas Daniel, *La Constitución de 1857 y sus críticos*, FCE, México, Primera reimpresión, 2019.

después de la revolución mexicana de 1910: “En otras palabras, después de 1867 el liberalismo dejó de ser una ideología en lucha contra unas instituciones, un orden social y unos valores heredados, y se convirtió en un mito político unificador”[265]. Por estos motivos la reformas constitucionales que se realizaron en este periodo fueron para sostener y mantener el orden jurídico liberal.

Siguiendo a Hale, este liberalismo estuvo influenciado por la filosofía positivista, pero que tuvo verdadero impacto sobre las ideas políticas a partir de 1878, es decir, en coincidencia con el ascenso al poder de Porfirio Díaz. En otras palabras, antes de 1867 la lucha política fue para mantener el liberalismo, y después de la llegada de Porfirio Díaz a la presidencia, se generó por parte de las elites un esfuerzo unificador de los distintos grupos políticos liberales en sus distintas expresiones, lo que generó mayor estabilidad en el sistema político.

Este es el contexto de la vigencia de la Constitución de 1857, motivo por el cual el análisis de sus reformas se divide en dos momentos: el primero, desde su publicación en 1857 y hasta la expulsión del poder de Sebastián Lerdo de Tejada en 1876; y el segundo, una vez que comenzó el gobierno de Porfirio Díaz en ese mismo año, y hasta que deja el poder en 1911.

Ahora bien, de los aproximadamente 60 años que relativamente estuvo en vigor la Constitución de 1857 (entre el 5 de febrero de 1857, fecha de su publicación, y la publicación de la de 1917), ésta se reformó en 34 ocasiones, las primeras 18 bajo las dificultades y el contexto del primer momento explicado por Charles A. Hale.

1. Las primeras reformas: Ajustes para un nuevo orden político y social

Uno de los aportes más relevantes de la Constitución de 1857 y que es poco conocido y valorado, es que reorganizó el territorio nacional, con lo que sentó las bases para la re-organizacación del poder público entre el Ejecutivo, el Legislativo y el Judicial, así como la organización de las facultades federales, estatales y municipales. Es

[265]Hale, Charles A, *La transformación del liberalismo en México a fines del siglo XIX*, Fondo de Cultura Económica, México, 2002.

importante recordar que el Constituyente de 1856-1857 formó diversas comisiones para ordenar el territorio y definir limites territoriales entre estados y municipios; como consecuencia de esta re-organización territorial, pudo definirse qué autoridades gobernaban determinados municipios, y sobre todo, para el caso de este trabajo, qué jueces hacían justicia, y por lo tanto, qué jueces podrían otorgar un *amparo*. En este sentido dos leyes favorecieron la organización de los tribunales: la Ley de Administración de Justicia y Orgánica de los Tribunales de la Federación, conocida como Ley Juárez, que fue publicada el 23 de noviembre de 1855, es decir, dos años antes de la Constitución, y que buscó comenzar a organizar los tribunales federales, y *la Ley Orgánica Reglamentaria de los artículos 101 y 102 de la Constitución* publicada en 1861 que estableció las reglas de los juicios federales, entre ellos, el juicio de *amparo*.

En este primer periodo, la Constitución se reformó en 8 ocasiones, bajo los gobiernos de Benito Juárez y de Sebastián Lerdo de Tejada.

Tabla 20. Reformas Constitucionales pre-porfirianas.

Número de reforma	**Fecha de publicación en el Diario Oficial**	**Presidente en turno**	**Artículos**	**Contenido**
1	24 enero 1861	Benito Juárez	124	Abolición entre las alcabalas y aduanas entre los estados (Eliminación de impuestos por transacciones realizadas entre los estados o por el tránsito de mercancias entre ellas).
2	14 abril de 1862	Benito Juárez	124	Restablece las alcabalas
3	29 abril 1863	Benito Juárez	43	Admite a Campeche como Estado
4	20 noviembre 1868	Benito Juárez	43	Readmite como estado a Coahuila de Zaragoza
5	15 enero 1869	Benito Juárez	43	Crea el estado de Hidalgo
6	17 abril 1869	Benito Juárez	43	Crea el estado de Morelos
7*	25 septiembre 1873	Sebastián Lerdo de Tejada	1, 2, 3, 4,5	Incorporación de las leyes de reforma y la separación iglesia- Estado
8	13 noviembre 1874	Sebastian Lerdo de Tejada	51, 52, 57, 58, 59, 60, 61, 64,65, 66, 67, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 103, 104 y 105	Reinstalación del Senado (Sistema bicameral) y la forma de instalar el Congreso general y cada una de las cámaras

Fuente: Elaboración propia con base en la legislación consultada

La tabla 1 resume las 8 reformas constitucionales del primer período; en ellas se observa que continuó la reorganización territorial, por lo que en 1863 se admitió como estado a Campeche, en 1868 a Coahuila, y en 1869 a Hidalgo y Morelos.

A nivel político, la reforma publicada el 13 de noviembre de 1874 reinstaló el Senado, que había sido eliminado por el Constituyente de 1856-1857 al considerarlo aristocrático, y por ende reinstaló el sistema bicameral, y reorganizó la forma de elegir ambas Cámaras.

Sin duda, la reforma más importante de este periodo se publicó el 25 de septiembre de 1873 porque "incorporó" las leyes de reforma a la Constitución política, a través de un "decreto de reformas y adiciones" firmado por el Presidente Sebastián Lerdo de Tejada. Lo singular del decreto, es que "modifica" a la Constitución a través de cinco artículos de "reforma y adición", sin pasar por el Congreso, es decir, sin respetar la división de poderes y las reglas de la propia Constitución para ser reformada.

Tabla 21. Contenido del Decreto de reforma constitucional del 25 de septiembre de 1873

Decreto de reforma constitucional del 25 de septiembre de 1873
Art. 1º El Estado y la Iglesia son independientes entre sí. El Congreso no puede dictar leyes o prohibiendo religión alguna.
Art. 2. El matrimonio es un contrato civil. Este y los demás actos del estado civil de las personas, son de la exclusiva competencia de los funcionarios y de la autoridad del orden civil, en los términos prevenidos por las leyes, y tendrán la fuerza y validez que las mismas les atribuyan.
Art. 3º. Ninguna institución religiosa puede adquirir bienes raíces ni capitales impuestos sobre éstos, con la sola excepción establecida en el artículo 27 de la Constitución.
Art. 4º. La simple promesa de decir verdad y de cumplir las obligaciones que se contraen, sustituirá al juramento religioso con sus efectos y penas.
Art. 5º. Nadie puede ser obligado a prestar trabajos personales, sin la justa retribución y sin su pleno consentimiento. La ley no puede autorizar ningún contrato que tenga como objeto la pérdida o el irrevocable sacrificio de la libertad del hombre, ya sea por causa de trabajo, de educación, o de voto religioso. La ley, en consecuencia, no reconoce órdenes monásticas, ni puede permitir su establecimiento, cualquiera que sea la denominación u objeto con que pretendan erigirse. Tampoco puede admitirse convenio en que el hombre pacte su proscripción o destierro.

Fuente: Elaboración propia

Además de ser un decreto, éste carecía de la claridad que señalara si se incorporaba a la Constitución o se adicionaban los artículos, es decir, fue un decreto presidencial con poca claridad en la redacción y contenido. Sin embargo, no parece ser aleatorio el

hecho de que el artículo 5º del decreto respete la primera parte del artículo 5º de la Constitución Política, y adicione un párrafo.

En resumen, es posible señalar que desde su publicación hasta 1878, las reformas constitucionales se hicieron con la intención de mejorar la reorganización territorial que hizo el Congreso Constituyente de 1856-1857, y terminar de establecer el proyecto liberal. Es de observar que en este periodo no se tocaron los artículos vinculados a los derechos del hombre, salvo el decreto de reforma constitucional publicado por Sebastián Lerdo de Tejada, que "reformó" el artículo 5º. Destaca el decreto de reforma constitucional de 1873 que constitucionalizó las leyes de reforma, confirmando la separación entre la iglesia y el Estado y la restauración del Senado, institución que había sido considerada aristocrática por los Constituyentes de 1856-1857. Las reformas realizas en este periodo coinciden con la explicación de Hale en el sentido de que se realizaron para terminar de establecer el liberalismo: ajuste en la división de poderes, las reglas del federalismo y la separación iglesia- Estado.

2. La primera modernización jurídica (1873-): Las reformas en el porfiriato

Las reformas constitucionales realizas durante el gobierno de Porfirio Díaz y Manuel González (1873-1911) deben de entenderse como resultado de la estabilidad política que generó el gobierno de Porfirio Díaz, a través de la llamada "paz porfiriana", la cual permitió, que en el ámbito jurídico se produjera lo que el historiador del derecho Héctor Fix-Zamudio denominó el ciclo de la "primera modernización jurídica" en México.

Cuando se habla de "paz porfiriana" se hace referencia a la estabilidad y tranquilidad política y social que tuvo el país durante este periodo, que no se habían visto desde la Independencia, y que Díaz logró a través de métodos autoritarios. La "paz porfiriana" se consiguió a través del fortalecimiento del poder personal de Díaz, y de la aplicación de la mano dura y represiva contra sus oponentes políticos y contra quienes se resistieran a su proyecto económico, bajo el argumento de que era necesario atraer capital externo, el cual sólo llegaría al país si éste se encontraba en paz y si tenía las condiciones adecuadas para invertir. Por supuesto, esto significó

permitir la intensificación de la explotación de los peones, mineros y en general de la fuerza de trabajo.

En este sentido, la "paz porfiriana" generó que por primera vez, desde la independencia, el Poder judicial federal y los poderes judiciales estatales pudieran funcionar con mayor regularidad y estabilidad, y por lo tanto, se generaran los primeros grandes debates jurídicos post- constitucionales, por supuesto, todos estos debates tenían la limitación del respeto a la figura de Porfirio Díaz. El historiador del derecho Héctor Fix-Zamudio ha conceptualizado a estas reformas jurídicas del porfiriato como propias del "primer ciclo de modernización jurídica":

> "La *paz porfiriana*, que duró casi 30 años, permitió concluir la obra de construcción de un orden jurídico nacional que el caos político y social de los dos primeros tercios del siglo XIX había impedido lograr hasta ese momento, pero también puso de relieve las contradicciones, en apariencia insalvables, entre el proyecto de modernidad asentado en las leyes y la obstinada realidad de una sociedad que, como diría Spinoza, sólo deseaba "permanecer en su ser"[266]

Héctor Fix-Zamudio señala que la actualización de las normas durante estos casi 30 años fue muy amplia, y se reformaron decenas de normas vinculadas con la economía, los impuestos, las empresas privadas, entre otras materias, y que los autores de los proyectos estudiaron las leyes y modelos jurídicos del extranjero sin olvidar las condiciones sociales y políticas del país, lo que permitió que se diera el ciclo de modernización.

En este proceso se pueden observar diversas tensiones entre la ficción jurídica de un estado liberal, con división tripartita de poder, federalismo, y con base en los derechos del hombre, y la realidad de las relaciones sociales, tensiones a las que François Xavier Guerra calificó como un desfase entre la realidad social y la imagen

[266] Fix-Zamudio, Hector, "Porfirio Díaz y la modernización del derecho mexicano" en Ávila, Castellanos y Hernández (coordinadores), *Porfirio Díaz y el derecho.* Balance crítico*,* Cámara de Diputados, Cuidad de México, 2015. Pág. 17.

que las élites criollas querían de ella[267]. François Xavier Guerra observó que en la Constitución política de 1857 no hay mención a las tribus, pueblos y comunidades agrarias, sino únicamente a individuos, porque no había actores colectivos que vivieran en el ideal de la sociedad liberal pensada por el Constituyente:

> "Son actores colectivos que no encajan en la sociedad ideal del pensamiento liberal, fundada sobre individuos legalmente iguales y teóricamente homogéneos. Sin embargo, son, como veremos, la forma social predominante para la aplastante mayoría del país, aun en la época porfirista"[268]

Para François Xavier Guerra, la Constitución era la obra de una élite, pero la realidad social era otra. Poniendo como ejemplo el caso del sistema judicial y la justicia, Guerra observó que a pesar de la amplia lista de derechos, éstos sólo podían ser defendidos por quienes los conocían y sabían utilizarlos, es decir, las minorías, elites y clases medias urbanas:

> "El sistema judicial ofrecía posibilidades de garantías a aquel que conocía sus derechos y sabía utilizarlos. Para la gran mayoría de la población, la realidad seguía siendo la de una sociedad tradicional cuyo aislamiento y dependencia se habían hasta acrecentado con la inseguridad provocada por las guerras civiles y por la desaparición legal de todas las leyes y autoridades del Ántiguo Régimen"[269]

En este sentido, Guerra observa una Constitución crónicamente violada por el resurgimiento de realidad. Una realidad de las relaciones sociales que no corresponden a las reglas jurídicas del liberalismo que establecía la propia Constitución.

Por su parte, Charles A. Hale ha señalado que durante este periodo de "paz porfiriana" prevalecieron las reglas del liberalismo, pero con una fuerte influencia

[267] Guerra, François- Xavier, *México: Del antiguo régimen a la revolución*, Fondo de Cultura Económica, México D.F, 2000. Tomo I, Pág. 34.
[268] Ibíd.
[269] Ibíd. Pág. 35.

positivista. Para comprender los debates políticos y jurídicos de la época, Hale exploró los orígenes del positivismo en México y encontró sus raíces en el positivismo de Gabino Barreda (1818-1881), quien a su vez fue asiduo lector de Henri de Saint-Simon y Augusto Comte, y fue el primer director de la Escuela Nacional Preparatoria, donde se ocupó de crear los planes de estudios con un contenido fuertemente positivista.

En este contexto de ficción jurídica (Guerra), de paz porfiriana y de modernización jurídica (Fix-Zamudio), con fuerte influencia positivista (Hale), durante el porfiriato se generaron 24 reformas constitucionales:

i. De esas 24 reformas, 2 se encargaron todavía de la reorganización territorial: la reforma de 1884 que agrega el territorio de Tepic y lo reconoce como el Estado de Nayarit, y la reforma de 1902 que reconoce a Quintana Roo como parte del territorio nacional.

Tabla 22. Reformas constitucionales para la creación de nuevos estados en la primera modernización jurídica

Número de reforma	**Fecha de publicación en el Diario Oficial de la Federación**	**Presidente en turno**	**Artículo**	**Contenido**
17	12 diciembre 1884	Porfirio Díaz	43	Agrega a la Constitución el territorio de Tepic
30	24 noviembre 1902	Porfirio Díaz	43	Adiciona el territorio de Quintana Roo a los territorios nacionales

Fuente: Elaboración propia

ii. De las 24 reformas, 7 se ocuparon de los temas vinculados a la reelección presidencial, primero su prohibición, posteriormente su autorización por dos periodos, y finalmente la eliminación de las restricciones para la reelección. También se ocuparon de organizar el poder presidencial en caso de ausencia temporal y ausencia definitiva del presidente. Cabe destacar la reforma en esa materia que se realizó bajo el gobierno provisional de Francisco I. Madero en el año de 1911, una vez que Díaz dejó el poder y partió al exilio, la cual se realizó para prohibir de manera definitiva la reelección del Presidente, del Vicepresidente y de los gobernadores.

Tabla 23. Reformas constitucionales a partir de 1873 sobre reelección y ausencia presidencial

Número de reforma	Fecha de publicación en el Diario Oficial de la Federación	Presidente en turno	Artículos	Contenido
9	5 de mayo 1878	Porfirio Díaz	78 y 109	Prohibición de la reelección inmediata del Presidente de la República y de los Gobernadores
12	3 octubre 1882	Manuel González	79, 80 y 82	Se establecieron reglas en caso de falta absoluta y temporal del Presidente del país
19	21 octubre 1887	Porfirio Díaz	78 y 109	Se permite la reelección inmediata del presidente hasta por 2 periodos de 4 años, y la necesidad de interrumpir un periodo presidencial para volver a ser presidente. Se establece la posibilidad de la reelección en las entidades federativas.
20	20 diciembre 1890	Porfirio Díaz	78 y 109	Se elimina cualquier restricción a la reelección
21	24 abril 1896	Porfirio Díaz	72, 79, 80, 82 y 83	Se establecen nuevas reglas para los casos de la renuncia y falta absoluta del presidente. Se establece la protesta constitucional. Se establecen las reglas para la renuncia de los integrantes de la Suprema Corte
28	18 diciembre 1901	Porfirio Díaz	53	Reorganiza la forma de elegir diputados
31	06 mayo 1904	Porfirio Díaz	72, 74, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84 y 103	Reincorpora la figura de la Vicepresidencia y eleva el periodo presidencial a 6 años Señala la irrenunciabilidad del cargo de presidente y vicepresidente.
34	7 noviembre 1911	Francisco I. Madero	Reforma los artículos 78 y 109	Prohibe la reelección del Presidente de la República, el vicepresidente y los gobernadores.

Fuente: Elaboración propia

iii. De las 24 reformas, 5 se realizaron para reorganizar el poder otorgando nuevas facultades al Congreso, y reorganizando el Poder Judicial y la Suprema Corte de Justicia de la Nación. Se trata también del otorgamiento de nuevas atribuciones a los poderes federales, es decir, al ejecutivo, al legislativo y al judicial.

Tabla 24. Reformas constitucionales para otorgar nuevas atribuciones a los poderes federales.

Número de reforma	Fecha de publicación en el Diario Oficial de la Federación	Presidente en turno	Artículo	Contenido
11	2 junio 1882	Manuel González	72 y 75	Nuevas atribuciones al Congreso.
15	29 mayo 1884	Manuel González	97	Reforma sobre el Poder Judicial
24	22 mayo 1900	Porfirio Díaz	91 y 96	Reorganiza la Suprema Corte de Justicia
27	31 octubre 1901	Porfirio Díaz	72 y 125	Facultad al Congreso Federal a legislar sobre el Distrito Federal
32	20 junio 1908	Porfirio Díaz	72	Establece que el Congreso puede legislar en materia de vías generales de comunicación

Fuente: Elaboración propia

iv. De las 24 reformas, 6 se realizaron para ajustar las facultades de los gobiernos estatales, y su relación entre ellos y la federación. Sobre ellas Fix Zamudio observó que daban mayores facultades a los poderes federales[270]:

Tabla 25. Reformas constitucionales para ajustar las facultades de los gobiernos estatales

Número de reforma	Fecha de publicación en el Diario Oficial de la Federación	Presidente en turno	Artículo	Contenido
10	17 mayo 1882	Manuel González	124	Prohibición de las alcabalas y aduanas internas
14	15 diciembre 1883	Manuel González	27	Autoriza al Ejecutivo a expedir los Códigos de Comercio y Código de Minería
16	26 noviembre 1884	Manuel González	124	Abolición de las alcabalas donde no se hayan suprimido
18	22 noviembre 1886	Porfirio Díaz	124	Prohibe gravar el tránsito de mercancías entre las entidades federativas
22	1 mayo 1897	Porfirio Díaz	111 y 124	Se prohibe a los estados acuñar moneda y gravar el tránsito de las personas
29	18 de diciembre de 1901	Porfirio Díaz	111	Prohibe a los estados contratar deuda económica con gobiernos extranjeros o sociedades extranjeras

Fuente: Elaboración propia.

[270] Fix-Zamudio, Hector, "Porfirio Díaz y la modernización del derecho mexicano" en Ávila, Castellanos y Hernández (coordinadores), *Porfirio Díaz y el derecho.* Balance crítico*,* Cámara de Diputados, Ciudad de México, 2015.

v. Una de las reformas se realizó para reforzar la separación iglesias-Estado, generando a través del artículo 27 la eliminación de la personalidad jurídica de las corporaciones

Tabla 26. Reforma de continuidad sobre la separación iglesia- Estado

Número de reforma	**Fecha de publicación en el Diario Oficial de la Federación**	**Presidente en turno**	**Artículo**	**Contenido**
26	14 de mayo de 1901	Porfirio Díaz	27	Eliminación de la personalidad jurídica de las "corporaciones civiles o eclesiásticas"

Fuente: Elaboración propia.

Esta es una de las reformas más importantes a la Constitución de 1857 porque al eliminar la personalidad jurídica de las "corporaciones civiles o eclesiásticas", no sólo le quitó personalidad jurídica a las iglesias, sino también a ejidos y comunidades agrarias, y en consecuencia les quitó el derecho de poder demandar *amparo* por la violación a sus derechos del hombre de manera colectiva. Al respecto, Daniela Marino ha explicado que la reforma ocasionó una batalla jurídica porque a pesar de la eliminación de la personalidad jurídica, muchos pueblos y comunidades agrarias demandaron *amparo* contra las leyes de la reforma que pretendían individualizar la propiedad de la tierra. Daniela Marino explica, a través del estudio de diversos juicios de *amparo* promovidos por ejidos y comunidades agrarias, que los jueces resolvieron de distintas formas las demandas pero que fue prevaleciendo el criterio de Luis Ignacio Vallarta en la Suprema Corte de Justicia de la Nación, según el cual los derechos eran individuales y no de sujetos colectivos[271].

vi. Finalmente, durante este ciclo de modernización se realizaron 4 reformas constitucionales vinculadas con los derechos del hombre: se trata de una reforma vinculada con la libertad de imprenta, la libertad del trabajo, la pena de muerte, el libre tránsito y una reforma, en 1908 sobre el Juicio de *Amparo*, las que se reseñan a continuación.

[271] Marino Daniela, "La medida de su existencia. La abolición de las comunidades indígenas y el juicio de *amparo* en el contexto desamortizador (Centro de México, 1856- 1910)" *Revista de Indias,* 2016, vol. LXXVI, no. 266- Págs. 287-131.

Tabla 27. Reformas a la Constitución de 1857 en materia de derechos del hombre durante la primera modernización jurídica (1873- 1911)

Número de reforma	**Fecha de publicación en el Diario Oficial de la Federación**	**Presidente en turno**	**Artículo**	**Contenido**
13	15 mayo 1883	Manuel González	7	Libertad de imprenta
23	10 junio 1898	Porfirio Díaz	5, 31 y 35	Mejora la redacción del derecho al trabajo, las obligaciones de los mexicanos y los requisitos para la ciudadanía
25	14 mayo 1901	Porfirio Díaz	23	Pena de muerte
33	12 noviembre 1908	Porfirio Díaz	11, 72 y 102	Establece el derecho a los mexicanos de entrar y salir libremente del país y reforma al Juicio de *Amparo*

Fuente: Elaboración propia.

En el caso de la reforma al artículo 7º constitucional publicada el 15 de mayo de 1883, es importante observar que se eliminó el jurado popular para los delitos de imprenta y se estableció que estos serían juzgados por los tribunales de la federación o de los estados. Se trata de la continuidad del debate sobre el jurado popular y los tribunales que hubo en el Congreso Constituyente de 1856-1857. Además, aquí hay que observar que Luis Ignacio Vallarta, quien había defendido el establecimiento de los tribunales durante el Constituyente 1856-1857, había sido Magistrado de la Suprema Corte de Justicia de la Nación entre 1877 y 1882, por lo tanto, se observa que su posición y argumentos en la Corte Suprema en particular, y en el mundo jurídico en general, tuvieron este impacto.

Tabla 28. Reforma al artículo 7º de la Constitución de 1857

Versión original	**15 de mayo de 1883**
Es inviolable la libertad de escribir y publicar escritos sobre cualquiera materia. Ninguna ley ni autoridad puede establecer la previa censura, ni exigir fianza a los autores o impresores, ni coartar la libertad de imprenta, que no tiene más límites que el respeto a la vida privada , a la moral, y a la paz pública. *Los delitos de imprenta serán juzgados por un jurado que califique el hecho, y por otro que aplique la ley y designe la pena*	Es inviolable la libertad de escribir y publicar escritos sobre cualquier materia. Ninguna ley ni autoridad puede establecer la previa censura ni exigir fianza a los autores o impresores, ni coartar la libertad de imprenta, que no tiene más límites que el respeto a la vida privada, a la moral y a la paz pública. *Los delitos que se cometan por medio de la imprenta, serán juzgados por los tribunales competentes de la Federación o por los de los Estados, los del Distrito federal y territorio de la Baja California, conforme a su legislación penal.*

Fuente: Elaboración propia

El 10 de junio de 1898 se publicó una de las reformas constitucionales más importantes relativa a los derechos del hombre, porque reformó el artículo 5º, 30 y 31 constitucionales en materia del derecho al trabajo y trabajo forzoso, y adicionó el derecho de asociación política.

Tabla 29. Reforma constitucional del 10 de junio de 1898

Artículo versión de 1857	**Artículo reformado en 1898**
Art. 5. Nadie puede ser obligado a prestar trabajos personales, sin la justa retribución y sin su pleno consentimiento. La ley no puede autorizar ningún contrato que tenga por objeto la pérdida o el irrevocable sacrificio de la libertad del hombre, ya sea por causa de trabajo, de educación, o de voto religioso. Tampoco puede autorizar convenios en que el hombre pacte su proscripción o destierro	Nadie puede ser obligado a prestar trabajos personales sin la justa retribución y sin su pleno conocimiento, *salvo el trabajo impuesto como pena por la autoridad judicial. En cuanto a los servicios públicos, sólo podrán ser en los términos que establezcan las leyes respectivas, obligatorio el de las armas, y obligatorias y gratuitas las funciones electorales, las cargas concejiles y las de jurado. El Estado no puede permitir que se lleva a cabo ningún contrato, pacto o convenio, que tenga por objeto el menoscabo, la pérdida o el irrevocable sacrificio de la libertad del hombre, ya sea por causa de trabajo, de educación o de voto religioso. La ley en consecuencia no reconoce órdenes monásticas, ni puede permitir su establecimiento, cualquiera que sea la denominación u objeto con que pretendan erigirse. Tampoco puede admitirse convenio en que el hombre pacte su proscripción o destierro.*
Art. 31. Es obligación de todo mexicano: I. Defender la independencia, el territorio, el honor, los derechos e intereses de su patria II. Contribuir para los gastos públicos, así de la federación como del Estado y municipio en que resida, de la manera proporcional y equitativa que dispongan las leyes.	Es obligación de todo mexicano: I. Defender la independencia, el territorio, el honor, los derechos e intereses de su patria. II. *Prestar sus servicios en el Ejército o Guardia Nacional, conforme a las leyes orgánicas respectivas*. III. Contribuir para los gastos públicos, así de la Federación, como del Estado y Municipio en que resida, de la manera proporcional y equitativa que dispongan las leyes.
Art. 35. Son prerrogativas del ciudadano: I. Votar en las elecciones populares II. Poder ser votado para todos los cargos de elección popular, y nombrado para cualquier otro empleo o comisión, teniendo las calidades que la ley establezca III. Asociarse para tratar los asuntos políticos del país IV. Tomar las armas en el ejército o en la guardia nacional para la defensa de	Son prerrogativas del ciudadano. I. Votar en las elecciones populares II. Poder ser votado para todos los cargos de elección popular, y nombrado para cualquier otro empleo o comisión, teniendo las calidades que la ley establezca III. Asociarse para tratar los asuntos políticos del país IV. Tomar las armas en el Ejército o Guardia Nacional, para la defensa de

la República y de sus instituciones V. Ejercer en toda clase de negocios el derecho de petición	la República o sus instituciones, *en los términos que prescriban las leyes* V. Ejercer en toda clase de negocios el derecho de petición

Fuente: Elaboración propia. Las cursivas son mías.

Esta reforma es muy importante y ha sido poco analizada. Se trata de una reforma que muestra las tensiones políticas y sociales que existen entre el liberalismo y la realidad social de la época y que observó François Xavier Guerra: por un lado, una Constitución política que considera que la libertad de trabajo es un derecho, y que salvo excepciones, está prohibido forzar a una persona a realizar labores gratuitas (trabajo forzoso); y por otro lado, relaciones sociales que históricamente se basaban en el trabajo forzoso, ya fuera para la iglesia, para obedecer autoridades políticas, o para atender a las autoridades tradicionales de los pueblos y comunidades agrarias e indígenas. De hecho el decreto de reforma constitucional publicado por Sebastián Lerdo de Tejada en 1873, y que es la única reforma en materia de derechos del hombre bajo los gobiernos de Benito Juárez y Lerdo de Tejada, va en el mismo sentido que esta reforma constitucional de 1898.

En este proceso de ajuste y modernización, con la reforma de 1898 al artículo 5º se precisó el derecho a la libertad de trabajo, prohibiendo los trabajos forzosos por causas religiosas, laborales o educativas, y se señaló explícitamente los casos en los que si podría establecerse: servicio de armas, cargos electorales, concejiles y de jurado.

Tabla 30. Las reformas al artículo 5º en materia de derecho al trabajo.

Versión original de 1857	**Decreto de reforma de 1873**	**Reforma constitucional del 1898**
Art. 5º. Nadie puede ser obligado a prestar trabajos personales, sin la justa retribución y sin su pleno consentimiento. La ley no puede autorizar ningún contrato que tenga como objeto la pérdida o el irrevocable sacrificio de la libertad del hombre, ya sea por causa de trabajo, de educación, o de voto religioso.	Art. 5º. Nadie puede ser obligado a prestar trabajos personales, sin la justa retribución y sin su pleno consentimiento. La ley no puede autorizar ningún contrato que tenga como objeto la pérdida o el irrevocable sacrificio de la libertad del hombre, ya sea por causa de trabajo, de educación, o de voto religioso.	Nadie puede ser obligado a prestar trabajos personales sin justa retribución y sin su pleno consentimiento, salvo el trabajo impuesto como pena por la autoridad judicial. En cuanto a los servicios públicos, sólo podrán ser en los términos que establezcan las leyes respectivas, obligatorio el de armas, y obligatorias y gratuitas las funciones electorales, las cargas concejiles y

	La ley, en consecuencia, no reconoce órdenes monásticas, ni puede permitir su establecimiento, cualquiera que sea la denominación u objeto con que pretendan erigirse.	las de jurado. El Estado no puede permitir que se lleve a cabo ningún contrato, pacto o convenio, que tenga por objeto el menoscabo, la pérdida o el irrevocable sacrificio de la libertad del hombre, ya sea por causa de trabajo, de educación o de voto religioso La ley, en consecuencia, no reconoce órdenes monásticas ni puede permitir su establecimiento, cualquiera que sea la denominación u objeto con que pretendar erigirse.
Tampoco puede autorizar convenios en que el hombre pacte su proscripción o destierro.	Tampoco puede admitirse convenio en que el hombre pacte su proscripción o destierro	Tampoco puede admitirse convenio en que el hombre pacte su proscripicón o destierrro

Fuente: Elaboración propia. Las cursivas son mías.

Otra de las reformas en materia de derechos del hombre se publicó el 14 de mayo de 1901, en ella se reformó el artículo 23 constitucional para eliminar el párrafo que establecía la necesidad de establecer prisiones en todo el país, para así eliminar la pena de muerte, conforme lo habían acordado los diputados del Congreso Constituyente de 1856-1857. En consecuencia, la pena de muerte quedo establecida de manera definitiva en los delitos de traición a la patria, parricidio, homicidio con alevosía, premeditación o ventaja, y para el incendiario, plagiario, salteador de caminos, al pirata y para los reos de delitos graves en materia militar.

Tabla 31. Artículo 23 y su reforma sobre la pena de muerte

Versión original	**14 de mayo de 1901**
Art. 23. Para la abolición de la pena de muerte, queda a cargo del poder administrativo el establecer, a la mayor brevedad, el régimen penitenciario. En tanto, queda abolida para los delitos políticos, y no podrá extenderse a otros casos mas que al traidor a la patria en guerra extranjera, al salteador de caminos, al incendiario, al parricida, al homicida con alevosía, premeditación o ventaja, a los delitos graves del orden militar y a los de piratería que definiere la ley	Queda abolida la pena de muerte para los delitos políticos. En cuanto a los demás, sólo podrá imponerse al traidor a la patria en guerra extranjera, al parricida, al homicida con alevosía, premeditación o ventaja, al incendiario, al plagiario, al salteador de caminos, al pirata y a los reos de delitos graves de orden militar.

Fuente: Elaboración propia

Finalmente, el 12 de noviembre de 1908 se publicó la reforma al artículo 11 constitucional que estableció el derecho de los mexicanos para entrar y salir libremente

del país, para adicionar que habría una ley de emigración e inmigración que establecería los limites de este derecho.

Tabla 32. Reforma sobre libertad de tránsito

Versión original de 1857	**12 de noviembre de 1908**
Art. 11. Todo hombre tiene derecho para entrar y salir de la república, viajar por su territorio y mudar de residencia sin necesidad de carta de seguridad, pasaporte, salvoconducto u otro requisito semejante. *El ejercicio de este derecho no perjudica las legítimas facultades de la autoridad judicial o administrativa, en los casos de responsabilidad criminal o civil.*	Art. 11. Todo hombre tiene derecho para entrar y salir de la República, viajar por su territorio y mudar de residencia, sin necesidad de carta de seguridad, pasaporte, salvoconducto, u otro requisito semejante. *El ejercicio de este derecho estará subordinado a las facultades de la autoridad judicial y administrativa, en los casos de responsabilidad criminal o civil, y a las limitaciones que imponga la ley sobre emigración e inmigración y salubridad general de la República.*

Fuente: Elaboración propia

En la misma reforma constitucional de 1908 sobre la libertad de transito, se reformó el artículo 102 relativo al juicio de *amparo*. Como se observa en el siguiente cuadro, la reforma fue la adición de un párrafo que establecía que en los casos de violaciones a los derechos del hombre durante los procesos judiciales en materia civil (conocido como *amparo* en negocios judiciales), sólo procedería el *amparo* una vez que el litigio hubiera terminado.

Tabla 33. Reforma constitución sobre el juicio de *amparo*

Versión original de 1857	**12 de noviembre de 1908**
Art. 102. Todos los juicios de que habla el artículo anterior se seguirán, a petición de la parte agraviada por medio de procedimientos y formas del orden jurídico, que determinará una ley. La sentencia será siempre tal, que sólo se ocupe de individuos particulares, limitándose a protegerlos, y ampararlos en el caso especial sobre que verse el proceso, sin hacer ninguna declaración general respecto de la ley o acto que la motivare.	Art. 102. Todos los juicios de que habla el artículo anterior se seguirán, a petición de la parte agraviada por medio de procedimientos y formas del orden jurídico, que determinará una ley. La sentencia será siempre tal, que sólo se ocupe de individuos particulares, limitándose a protegerlos, y ampararlos en el caso especial sobre que verse el proceso, sin hacer ninguna declaración general respecto de la ley o acto que la motivare. Cuando la controversia se suscite con motivo de violación de garantías individuales en asuntos judiciales del orden civil, solamente podrá ocurrirse a los Tribunales de la Federación, después de pronunciada la sentencia que ponga final al litigio y contra la cual no conceda la ley ningún recursos, cuyo efecto pueda ser la revocación

Fuente: Elaboración propia. Las cursivas son mías.

Esta reforma al juicio de *amparo* es producto de un amplio debate que pretendió dar salida a la saturación de juicios de *amparos* que vivían los tribunales federales y la Suprema Corte de Justicia de la Nación. La reforma también es consecuencia de uno de los grandes debates de la segunda mitad del siglo XIX y en él participaron los grandes jurídicas de la época. Por su trascendencia constitucional y jurídica, y para analizar la historia del uso social del juicio de *amparo*, en el siguiente punto se analiza el tema.

3. El debate jurídico sobre el artículo 14 constitucional

En este periodo que Héctor Fix-Zamudio denominó primera modernización jurídica, se publicaron una cantidad importante de obras que analizaban la trascendencia de la Constitución de 1857, sus problemas, propuestas de reformas, la distancia entre lo que establecía y la realidad de las relaciones sociales, y la importancia y dificultades del naciente juicio de *amparo*.

En este contexto surgió un debate a propósito de las dificultades de llevar a la práctica el artículo 14 constitucional, sobre el cual escribieron los grandes juristas de la época, como José María Lozano, Luis Ignacio Vallarta y Emilio Rabasa. El artículo 14 de la Constitución señalaba la no retroactividad de la ley, y que las leyes debía debían tener exacta aplicación al hecho que se disputaba, por tribunales previamente establecidos:

> "Art. 14. No se podrá espedir (sic) ninguna ley retroactiva. Nadie puede ser juzgado ni sentenciado; sino por leyes dadas con anterioridad al hecho y esactamente (sic) aplicadas a él, por el tribunal que previamente haya establecido la ley"[272]

[272]Tena Ramírez, Felipe, *Leyes fundamentales de México 1808-2017*, Editorial Porrúa, México 1957. Pág. 608.

El debate surgió porque desde 1876, cada vez con mayor frecuencia, los litigantes comenzaron a pedir la "exacta aplicación de la ley" para todos los procesos, en particular los civiles, y en muchas ocasiones pedían *amparo* argumentando la violación al derecho a un correcto proceso judicial. Los jueces federales, en muchos ocasiones otorgaron el *amparo*, y en otras tantas lo negaron, haciendo que la disputa fuera revisada por la Suprema Corte de Justicia de la Nación, y por lo tanto, que el debate se elevara a las máximas instituciones que podrían interpretar la Constitución política. De hecho en febrero de 1904 renunció el responsable de la estadística de la Suprema Corte de Justicia de la Nación al aceptar que no podía entregar trabajo "exacto y fidedigno" de la contabilidad de las demandas de *amparo* y las revisiones que se le pedían a la Suprema Corte[273]

La dificultad era mayor porque los jueces y magistrados estaban en una disyuntiva: si se otorgaba el *amparo*, los procesos judiciales se volvían interminables, porque en cada etapa procesal podía presentarse un *amparo*, lo que finalmente colapsaba el sistema de justicia y llevaba todos los procesos a resolverse en la Suprema Corte de Justicia de la Nación, en la Ciudad de México; en cambio, si se negaba el *amparo*, se cometía una violación a la Constitución. Finalmente, un tercer problema es que no había criterios homogéneos, por lo que los jueces interpretaban en distinto sentido según su propio criterio. De hecho, esto generó que la segunda ley de *amparo*, publicada en 1868, señalara que el *amparo* no procedía en *negocios judiciales,* es decir, sobre decisiones del poder judicial, lo que acrecentó el debate, porque ahora una ley, contravenía el contenido de la Constitución.

Cuando el jalisciense Ignacio Luis Vallarta, diputado Constituyente en 1856-1857, fue Magistrado de la Suprema Corte de Justicia de la Nación (1877-1882), hizo prevalecer el criterio de que la regla de la exacta aplicación de la norma era aplicable únicamente para los procesos penales, pero en cuanto dejó la magistratura, la mayoría de los juzgadores dejaron de atender este criterio.

El jurista chiapaneco Emilio Rabasa Estebanell (1856- 1930) publicó en 1906 uno de los estudios más importantes sobre el tema: *El artículo 14, estudio constitucional*.

[273] Cossío Díaz José Ramón, "El juicio de *amparo* en el porfiriato", en Ávlia, Castellanos y Hernández, *Porfirio Díaz y el derecho,* Instituto de Investigaciones Jurídicas, UNAM, México, 2015.

Rabasa estudió derecho en el Instituto de Ciencias y Artes de Oaxaca, y fue diputado local y Gobernador de Chiapas (1891-1894). Fue uno de los juristas más próximos a Porfirio Díaz, y escribió 3 libros fundamentales para comprender la historia constitucional de México: *La Constitución y la Dictadura* en 1912, *El artículo 14, estudio constitucional* en 1906, y en el exilio al que partió cuando Porfirio Díaz tuvo que dejar el poder al estallar la Revolución Mexicana, publicó una crítica a la nueva Constitución en el libro *El derecho de propiedad y la Constitución mexicana de 1917* en el mismo año, donde la calificó de "ilegítima". A su regresó a México fue uno de los fundadores de la Escuela Libre de Derecho en la Ciudad de México, además de su obra jurídica y política escribió poesía y literatura.

En *El artículo 14, estudio constitucional* Emilio Rabasa explica la historia del artículo y por qué más que un debate jurídico era un "problema" urgente de resolver. Para Rabasa el origen del problema venía desde el Congreso Constituyente y la influencia de la Constitución de los Estados Unidos en él, porque el Constituyente hizo una lectura errónea y una mala traducción. En el estudio, Rabasa cita los artículos de la Constitución norteamericana que el Constituyente utilizó como base, para la redacción del artículo 14, se trata de las secciones 9 y 10 del artículo 1 y el artículo V de las enmiendas:

> "He aquí las palabras de la Constitución americana correspondientes a los artículos del proyecto:
> No… ex post facto law shall be passed… (Art. 1, sec. 9).
> No state shall… pass any… law impairing the obligations of contracts…" (Art. 1, sec. 10).
> No person shall… be deprived of life, liberty or property, without due process of law…" (Enmiendas, art. V)"[274]

Para Rabasa el problema radicaba en que esa redacción se había elaborado con base en la historia de los abusos que sufrieron las poblaciones de las 13 colonias, que no

[274] Rabasa Emilio, "Análisis jurídico" en Galeana Patricia, *México y sus constituciones*, FCE, México 1999. Pág. 2.

eran exactamente los mismos abusos que se vivieron en la Nueva España y demás colonias hispánicas, ni eran las mismas sociedades en ese momento, además de que había problemas de traducción del inglés al español.

Rabasa señala que el Constituyente de 1856-1857 tuvo grandes aciertos, pero que este era uno de los errores más importantes, y citando a 3 abogados constituyentes -Luis Ignacio Vallarta, Castillo Veslaco y León Guzmán- mostró que ellos mismos entendían de diversa manera el precepto constitucional:

> "Castillo Velasco no da valor ninguno a la palabra *exactamente* del artículo 14, en sus Apuntamientos de Derecho Constitucional mexicano. Guzmán, en un estudio que publicó en "El Foro" dice que, según el precepto aludido, hay violación de garantías individuales cuando la inexacta aplicación de la ley toca el estatuto personal, mas no cuando se refiere al estatuto real; Vallarta, mas tarde, da sus famosos estudios, estableciendo que el precepto sólo puede aplicarse en causas criminales, mas nunca en asuntos civiles. Tres distinguidos constituyentes y tres opiniones absolutamente diversas"[275]

Finalmente, Rabasa cuenta que la primera vez que se mostró con claridad que el problema del artículo era que no distinguía entre los procesos civiles y los procesos penales fue en el libro *Tratado de los Derechos del Hombre* del jurista José María Lozano (1823-1893), quien de 1888 a 1993 fue Magistrado de la Suprema Corte de Justicia de la Nación, y quien escribió el libro mientras se resguardaba en 1876, durante la Revolución de Tuxtepec. Ignacio L. Vallarta recuperó la interpretación de Lozano en sus sentencias como Magistrado:

> "El Lic. Don Ignacio L. Vallarta, que ocupó después la presidencia de la Corte Suprema, adoptó la nueva interpretación de Lozano, puso de su parte, con varios estudios en que amplió notablemente los fundamentos de Lozano, una mayoría del alto Tribuna, y pudo creerse, después de algunos años de constante aplicación de sus opiniones, que el sentido del rebelde artículo había quedado

[275] Ibíd. Pág. 41.

definido de una vez para siempre. Pero la mayoría de la Corte no llegó nunca a la unanimidad; la nueva teoría tuvo al lado de Vallarta impugnadores irreductibles, y si los jueces de Distrito, en su mayor parte, la adoptaron sin reserva, algunos hubo que la desconocieron en sus sentencias, y que la combatieron con habilidad. Es de notarse entre ellos, la del Juez de Guanajuato, Lic. Torres Aranda, del 17 de junio de 1880"[276]

Rabasa también observa que en cuanto Vallarta y Lozano dejaron la Suprema Corte de Justicia, el criterio comenzó a ser desatendido, por lo que en la tercera ley de *amparo*, la publicada en 1882, se mantuvo la laxitud que el artículo 14 constitucional establecía:

"Tal es en breves líneas la historia de la interpretación del artículo 14. No se le parece la de ningún otro precepto constitucional, y por sí sola denuncia, dados los extremos a que con tanta frecuencia se ha llegado y la instabilidad de las opiniones, que el vicio está en el precepto mismo, ya no sólo por la redacción, sino por el fondo del mandamiento"[277]

En medio de este debate, el magistrado Luis Ignacio Vallarta[278] publicó en 1881 un estudio analítico y comparativo entre el "Habeas Corpus" inglés y el Juicio de *amparo*, y cuando fue Ministro de la Corte emitió una serie de tesis jurisprudenciales sobre los derechos del hombre y cuestiones constitucionales que han sido compiladas en distintas ediciones. En su obra *El Habeas corpus y el Juicio de amparo* señaló que desde su perspectiva, el *amparo* era un instrumento "superior al inglés" al que habría que hacerle algunas precisiones, y consideraba que el juicio de *amparo* en realidad era

[276] Rabasa Emilio, *El artículo 14, estudio constitucional,* Tipografía del "El progreso latino", México, 1906. Pág. 51.
[277] Ibíd. Pág. 53.
[278] Ignacio Luis Vallarta Ogazón nació el 25 de agosto de 1830 en Guadalajara, Jalisco, y estudió abogacia en la Universidad de Guadalajara. Fue diputado constituyente por Jalisco (1856-1857), gobernador de Jalisco (1861), Secretario de Relaciones Exteriores (1876-1877), Magistrado de la Suprema Corte de Justicia de la Nación (1877-1882) y Secretario de Gobernación (1868). Se trata de uno de los juristas más prestiogiosos de la segunda mitad del siglo XIX. En el Congreso Constituyente 1856- 1857 su intervención más notable ocurrió cuando argumentó en contra del jurado popular en los procesos penales, en la que convenció a los Constituyentes de generar tribunales suficientes y racionales para juzgar los crimenes, dejando de lado las pasiones sociales que produciría el jurado popular.

un perfeccionamiento del *Habeas corpus* inglés, por lo que, la utilidad de su estudio era mostrar que México se encontraba también en la vanguardia de los países creadores de las grandes instituciones.

> "Si este ensayo… hace confesar a los extranjeros que México, a pesar de sus inmerecidas desgracias, toma también la iniciativa en el progreso científico y social y, que su Constitución de 1857 ha desarrollado y perfeccionado la grande institución de la *Charta Magna*, el *Writ of Habeas corpus*, que es la gloria de Inglaterra, el orgullo de los Estados-Unidos, la envidia de Francia, la aspiración de los países cultos, mi penoso trabajo quedará con usura compensado"[279]

Dentro de las diferencias que Vallarta observó entre ambas instituciones la principal se encuentra en que el *Habeas corpus* esta delimitado a la libertad de las personas, mientras que el *amparo* protegía todos los derechos del hombre, por lo que el primero se otorgaba la libertad, y el segundo se conocía de cualquier acto de autoridad violatorio de los derechos del hombre.

De esta manera, José María Lozano, Luis Ignacio Vallarta y Emilio Rabasa, observaron el problema de redacción del artículo 14 y propusieron, cada uno en sus libros de derecho constitucional y derechos del hombre, que la forma en que se debía de resolver el conflicto debía ser a través de la separación de los juicios civiles de los juicios penales, siendo en estos últimos donde debía prevalecer la exacta observancia de la ley.

En el contexto de este debate se publicaron las 3 leyes que regularon el *amparo* después de la Constitución de 1857 y hasta 1919; se trata de la "Ley Orgánica de procedimientos de los Tribunales de la Federación, que exige el artículo 102 de la Constitución Federal, para los juicios de que habla el artículo 101 de la misma" publicada en 1861, la Ley Orgánica Constitucional sobre el Recurso de *Amparo* publicada el 20 enero de 1869, y la "Ley Orgánica de los artículos 101 y 102 de la Constitución Federal del 5 de febrero de 1857" publicada en 1882.

[279] Vallarta Ignacio, *El Juicio de amparo y el Writh of Habeas corpus: Ensayo crítico comparativo sobre esos recursos constitucionales,* Imprenta de Francisco Díaz de León, México, 1881*,* Págs. 421 y 422.

Es importante señalar que como parte de este debate en 1907 se publicó la obra denominada "El *Amparo* y sus reformas" escrita por los abogados Isidro Rojas y Francisco Pascual García en la que detallan la transformación de cada una de las leyes de *amparo*[280].

4. El debate sobre las consecuencias de la Reforma

Un segundo debate que se generó durante esta "primera modernización jurídica" fue el tema de la propiedad privada, la propiedad de las comunidades agrarias y las consecuencias de la reforma. Charles L. Hale señala que es la época donde comienza la revalorización de la figura de Benito Juárez García, y en 1906 se creo una Comisión para conmemorar el centenario de su nacimiento, y como parte de las actividades conmemorativas, convocó a una serie de concursos sobre la importancia de la reforma en la historia nacional y la vida de Juárez. Por eso, alrededor del año 1906 hay una significativa producción de obras sobre el tema, por ejemplo, *El verdadero Juárez y la verdad sobre la Intervención y el Imperio* (1904) de Francisco Bulnes, *Juárez su obra y su tiempo* (1905) de Justo Sierra, *Juárez y la Reforma* (1906), de Andrés Molina Enríquez, y *La cuestión agraria* (1911) de Winstano Luis Orozoco. Sin embargo, más allá de las diversas valoraciones sobre Juárez y su tiempo, una obra que logró plasmar las preocupaciones sobre las consecuencias de la reforma y que por lo tanto se convirtió en una obra de referencia en la época, y tendrá repercusiones en los debates jurídicos subsecuentes será la publicada por Andrés Molina Enríquez[281] llamada *Los*

[280] Ambos juristas se ocuparon de la historia del derecho. Isidro Rojas (Zacatecas, 1847) publicó decenas de textos, entre los que destacan: "Biografía mexicana del siglo XVI" (s/d), "El archipiélago del norte. Derechos de México sobre ese grupo de islas" (1895), "El embargo de los valores mexicanos en Nueva York, desde el punto de vista jurídico" (1899), "La evolución del derecho en México" (1900), "Academia mexicana de jurisprudencia y legislación antigua" (1905), "La última nota de la Cancillería Americana ante los principios del Derecho Internacional" (1912), entre otros. Francisco Pascual García (Oaxaca, 1856) escribió "Historia eclesíastica indiana" (1870) y Código de la reforma, o Colección de las leyes que afectan especialmente a los católicos y al clero (1903). En este sentido, se confirma que la "paz porfiriana" permitió desarrollar un ambiente intelectual para el desarrollo de los debates jurídicos y la historia del derecho.

[281] Andrés Molina Enríquez nació en el Estado de México el 30 de noviembre de 1868. Estudió derecho en el Instituto Científico y Literario del Estado de México, en la ciudad de Toluca, también estudió sociología y antropología, fue juez en distintos poblados del Estado de México, y publicó distintos libros

grandes problemas nacionales, publicada entre 1905 y 1906 a modo de investigación perodística y finalmente compilada como libro en 1909 bajo su nombre definitivo.

Conforme a las ideas positivistas de la época, en *Los grandes problemas nacionales* Andrés Molina Enríquez parte de la supuesta existencia de una escala sobre la naturaleza de los derechos sobre la tierra en función del estado de desarrollo de las sociedades. En esta escala evolutiva, las sociedades pasaban por cinco etapas de desarrollo, partiendo de las sociedades nómadas que no tenían derecho de propiedad sobre la tierra y terminaba con las sociedades que tenían bien definidas las diferencias entre la propiedad territorial y su diferencia con la posesión.

Tabla 34. Escala de la naturaleza de los derechos territoriales y de los estados evolutivos correspondientes

Estado evolutivo	**Periodo**	**Estado de desarrollo/ Característica**
1	Falta absoluta de toda noción del derecho territorial	● Sociedades nómadas ● Sociedades sedentarias pero movibles
2	Noción de la ocupación, pero no de la posesión	● Sociedades de ocupación común no definida ● Sociedades de ocupación común limitada
3	Noción de la posesión pero no de la propiedad	● Sociedades de posesión comunal sin posesión individual ● Sociedades de ocupación comunal con posesión individual
4	Noción de la propiedad	● Sociedades de propiedad comunal ● Sociedades de propiedad individual
5	Derecho de propiedad territorial, desligados de la posesión misma	● Sociedades de crédito territorial ● Sociedades de titulación territorial

Fuente: Molina Enríquez, *Los grandes problemas nacionales,* Pág. 106

Andrés Molina Enriquez consideraba que las sociedades europeas se encontraban ya en el 5º estadio evolutivo, mientras que México había comunidades indígenas que no habían llegado al 4º estado evolutivo porque no tenían el reconocimiento de la propiedad privada.

---

de la historia política y social de México, con particular énfasis en los problemas agrarios, como: “El tema del día: La agricultura nacional” (1902), “El evangelio de la reforma” (1905), “Juárez y la Reforma” (1906), y “Los grandes problemas nacionales” a través del periódico (1905-1906) y finalmente como libro (1909). De la vida política de Molina Enríquez se han estudiado sus reflexiones durante el porfiriato, su acercamiento con el villismo, y luego con el constitucionalismo de Venustiano Carranza. Con la construcción del régimen revolucionario, luego de la Constitución de 1917, Molina Enríquez reforzará sus ideas sociales y tenderá al socialismo y al marxismo en sus últimos documentos.

Molina Enriquez señalaba que a partir del 4º estado evolutivo de México convivían 5 “elementos sociales”: los criollos civiles (señores), los criollos laicos (liberales), el clero, los mestizos y los indios, y en sus conclusiones, señalaba que la reforma había beneficiado a los criollos pero no había afectado a los grandes propietarios sino a los pueblos indios y a la iglesia, la cual todavía era fuerte.

En su opinión, las leyes de desamortización y la Ley Lerdo[282], que tenían como objetivo quitar territorio a la iglesia para hacerla productiva, tuvieron como consecuencia transferir tierras de las comunidades agrarias hacia los mestizos y hacia los grandes propietarios, porque las comunidades agrarias habían sido forzadas a vender sus tierras a precios muy bajos. Además, señalaba que las tierras que las comunidades agrarias habían sido obligadas a vender eran de mayor calidad que las tierras que les dejaron y que a pesar de ello, con su trabajo hacían que las tierras que poseían fueran más productivas:

> “El resultado de la repartición de los terrenos de los pueblos de indígenas, fue que los indígenas perdieron dichos terrenos. No podía ser de otro modo. La comunidad tenía para los indígenas notorias ventajas. Desde luego, aunque los terrenos comunes eran en lo general estériles y de mala calidad, ofrecían a los mismos indígenas medios de vivir en todos los estados de su evolución, desde el de horda salvaje hasta el de pueblo incorporado a la civilización general; rendían esos terrenos muchos aprovechamientos de que los indígenas podían gozar sin gran trabajo, sin capital, y lo que es más importante, sin menoscabo alguno apreciable de dichos terrenos, entre esos aprovechamientos podemos señalar los de los montes, como la madera que tornaban para vender en leña, en vigas, en morillos, en carbón, y para alumbrarse, para calentar sus hogares y para caldear sus hornos de teja, de ladrillo y de alfarería; los de las llanuras, como pasto que utilizaban para la alimentación de sus animales, y no sólo de sus animales grandes, sino pequeños, como guajolotes, gallinas, etcétera; los de las aguas, como la caza de patos y de otras aves, la pesca de peces y de otros

[282] Se le llama Ley Lerdo por su autor pero en realidad se trata de la Ley de Desamortización de las Fincas Rústicas y Urbanas de las Corpaciones Civiles y Religiosas de México publicada el 5 de junio de 1856.

> animales de alimentación también; y otros muchos como los del barro, el tequexquite, la cal, etcétera, en los cuales el trabajo de producirlos y aderezarlos, tocaba a la naturaleza, y a los indígenas sólo tocaba el pequeño esfuerzo correspondiente a su grado evolutivo para consumirlos o ponerlos en el mercado"[283]

Como se observa en la cita, Molina Enríquez señala que las tierras comunes eran útiles para los distintos estados evolutivos que convivian en México, por lo que la forma colectiva de propiedad había sido muy útil para los pueblos y comunidades

> "Dentro de la comunidad, como era consiguiente, se respetaba el derecho del ocupante, y poco a poco se iba formando en ella una especie de propiedad individual que se transmitía de padres a hijos. No ha acertado México independiente con un medio más eficaz de ayudar a la raza indígena, que el de la comunidad"[284]

En ese sentido, la Reforma había sido una obra incompleta y defectuosa, que formó una nueva clase de criollos liberales con intereses propios, y esa clase, al ser producto del mestizaje e ir adquiriendo fuerza política, se volvió la expresión de la nacionalidad mexicana:

> "En suma, la Reforma en lo que respecta a la propiedad hizo una obra incompleta y gravemente defectuosa; aun así fue una obra benéfica, porque poniendo en circulación toda la propiedad eclesiástica, una parte de la municipal, y otra parte de la comunal indígena, formó una nueva clase de intereses que fue la de los criollos nuevos o criollos liberales, y ayudó a formar con los mestizos, que ya eran la clase preponderante, una nueva clase de intereses también. El hecho de que los mestizos comenzaran a ser clase de intereses, significó la consolidación de su preponderancia, y esto ha significado el afianzamiento de la

[283] Molina Enriquez, Andrés, *Los grandes problemas nacionales*, INEHRM, Ciudad de México, 2016, Pág. 204.
[284] Ibíd.

nacionalidad, tanto en el interior, cuanto para el extranjero; pero sin duda la obra de la Reforma pudo haberse hecho mejor, porque pudieron haber quedado con ella resueltos los grandes problemas que son el objeto principal de este libro."[285]

Señaló que esos nuevos propietarios estaban acumulando grandes cantidades de tierra, de extensiones mayores a las de los latifundios en Europa, y citando a otro estudioso del tema, Wistano Luis Orozco, comparó el significado de latifundio y gran propietario entre ambos continentes. Finalmente, Molina Enríquez concluía que si bien las haciendas habían acumulado grandes extensiones de tierras y de mejor calidad, no por ello eran más productivas que las que tenían las comunidades agrarias, porque el latifundista tenía una mentalidad medieval:

"La consecuencia necesaria de todo ello es que la producción de las haciendas es casi siempre segura, pero extraordinariamente raquítica y rutinaria en relación con la producción de la propiedad individual pequeña, de la propiedad ranchería y hasta de la propiedad comunal indígena…. El hacendado inteligente lo primero que hace en su hacienda, es, como él generalmente dice, encarrilarla, es decir, sujetarla en sus productos y en sus gastos a la mayor normalidad posible para tener una renta segura. Entretanto consigue esto, trabaja más o menos, pero al fin trabaja; en cuanto lo logra, abandona la hacienda en manos de sus administradores, a los que no pide más que la renta calculada. Asegurada la renta, el hacendado no necesita ya trabajar y puede dedicarse, y se dedica en efecto, a pasear por Europa, cuando no se radica en ella, o cuando menos, a vivir en esta capital, viendo desfilar mujeres desde la puerta de su club. Manteniendo la renta indefinidamente, la propiedad de las haciendas se transmite de padres a hijos, y no sale de la familia propietaria sino como ya dijimos, siguiendo a Jovellanos, en caso de extrema necesidad."[286]

[285] Ibíd.
[286] Ibíd. Pág.149.

Si bien Andrés Molina Enríquez no propone una salida a la desigual acumulación de tierras, lo cierto es que desarrolló con amplitud el problema. Más allá de la influencia del positivismo en el pensamiento de Molina Enríquez, como en la gran mayoría de los pensadores de la época, lo cierto es que la claridad con la que planteó el problema de la desigualdad de la propiedad de la tierra, los distintos tipos de propiedad coexistentes, su desigual productividad, el arrebato que sufrieron las comunidades agrarias, y las consencuencias de la reforma, permitió tener un diagnóstico que será muy útil cuando se discuta el problema agrario en el Congreso Constituyente de 1916-1917. Por estos motivos, Andés Molina Enriquez fue invitado a participar de la Comisión que se encargó de redactar el artículo relacionado con los problemas de la tierra y las comunidades agrarias, y como se verá más adelante, será el redactor de la exposición de motivos del artículo 27 constitucional.

5. Los "Comentarios breves" de 1900 y el concurso nacional de reformas al juicio de *amparo* de 1906

El ambiente de modernización jurídica no sólo se expresó en las reformas constitucionales y el concurso para celebrar el natalicio de Benito Juárez. Otros dos eventos que muestran las reflexiones jurídicas de la época son la publicación de los "Comentarios breves sobre la legislación patria. Periodo legislativo de 1876 a 1900" del año 1900 y el "Concurso nacional sobre el *amparo*" del año 1906.

Los "Comentarios breves" fueron un regalo que un grupo de abogados y estudiosos del derecho hicieron con motivo del 68 aniversario del presidente Porfirio Díaz el 15 de septiembre de 1900. Se trató de una obra que en su primera página contenía una litografía, con una frase en latín del emperador romano Justiniano:

> "Imperatoriam majestatem non solum armis decoratam, sed etiam legibus oportet esse armatam, un utrumque tempus, et bellorum et pacis recte possit gubernari: et Princeps Romanus non soulm in hostilibus praeliis voctor existat, sed etiam

per legitimos tramites calumniantium iniquitates expellat et fiat tam juris religiosissimus, quam victis hostibus triumphator"[287]

La litografía tenía en sus esquinas superiores las palabras "paz" y "ley", y en las esquinas inferiores la fecha del nacimiento de Porfirio Díaz y la fecha de entrega del documento. El documento tenía una dedicatoria a Díaz, en la cual le señalaron que en los tiempos que vivía el país, el *amparo* se había desarrollado de tal manera, que en caso de que un ciudadano sintiera afectación en sus garantías, no tenía la necesidad de acudir a la rebelión porque los tribunales federales lo protegían a través del juicio de *amparo*, el cual antes del porfiriato había sido poco considerado:

> "Este precioso elemento de paz y de orden político y social era visto antes con desdén y sin miramiento científico; mas bajo nuestro gobierno, no hay pretexto alguno para que el ciudadano o extranjero que sufre violencias o ataques de la autoridad, acuda a la fuerza y a la sublevación como remedio único del mal. Se nos enseñaba que el derecho de sublevación era ingénito en el ciudadano, para derrocar un mal gobierno y para restablecer el respeto debido a los derechos e intereses legítimos de los gobernados. Hoy nadie tiene derecho de levantarse en armas en la República de México: todo el que se encuentre herido en sus garantías, no tiene para qué acudir a la fuerza: el tribunal federal le protegería contra la autoridad opresora, restablecerá el perdido equilibrio, y vos, señor, acudis con vuestro poder y vuestro respecto a hacer real y positiva esa protección"[288]

El libro contenía 55 análisis jurídicos y algunas propuestas de reforma. Se trato de una amplia cantidad de temas estudiados: testamentos, créditos, sistema de justicia penal, propiedad literaria, minería, extradiciones, matrimonio, misiones diplomáticas,

[287] Traducción de Alberto Saíd: "La autoridad pública no sólo ha de estar rodeada del brillo de las armas, sino que ha de apoyarse también en leyes sabias, para que el Estado esté bien gobernado, tanto en tiempo de guerra, como en el de paz, rechazando en los combates las agresiones de los enemigos, y con la justicia y la ley, los ataques de los hombres inicuos, y mostrándose el gobernante tan religioso guardador del derecho, como victorioso y triunfante en los combates"

[288] *Comentarios breves sobre la legislación patria*, México, 1900, Edición fascimilar, México, 2006, Página III.

paternidad, educación base en el positivismo, divorcio, etc. El anexo 1 “Imagenes referenciadas” de este trabajo muestra la imagen de la portada del libro y la litografía descritos.

Tres de estos ensayos llaman la atención. El primero, escrito por Irineo Paz –abuelo de Octavio Paz- en el que hizo un recorrido sobre las reformas constitucionales en materia de reelección presidencial, y concluye que eran necesarias para la estabilidad del país.

El segundo, de Isidro Rojas, sobre la libertad de imprenta, en el cual se ocupo de explicar el debate del Congreso Constituyente sobre el jurado popular, y cómo se había dificultado implementarlo, por lo que consideraba que la reforma del año 1882 que eliminó el jurado popular para los delitos de imprenta había sido muy positiva. En el escrito Isidro Rojas se encargó también de explicar el debate del Congreso ordinario de 1882 que realizó la reforma, en el que se presentaron casos de publicaciones difamatorias para cometer actos de extorsión, y los debates que había ocurrido en la Corte Suprema respecto a la libertad de imprenta, en los que habían participado José María Lozano y Luis I. Vallarta. Finalmente, Isidro Rojas señaló que hacía falta precisar las sanciones de prisión en el caso de este delito, en virtud de que con la redacción que se había elaborado en 1882 y que era vigente, podrían cometerse abusos contra quienes publicaran textos que hicieran críticas a alguna autoridad.

Finalmente, el tercer texto, de Fernando Vega se ocupó de explicar el debate sobre el *amparo* judicial y sus efectos en los procesos civiles y penales. En el desarrollo de sus argumentos Vega recordó las posturas de Ignacio L. Vallarta en la Corte Suprema y les dio la razón, pero se lamentó de que gran parte de los magistrados y abogados hubieran rechazado continuarlos:

> “Por respetable que sea, como de verdad lo es, la escuela Vallartista pura que fundó el principio de la improcedencia de *amparo* por inexacta aplicación de la ley civil, forzoso es confesar que la tendencia de los jurisconsultos y la opinión

del primer Tribunal de la República, al menos de una gran mayoría de ese respetabilisimo cuerpo, era la de inclinarse a favor de estos *amparos*"[289]

El próximo capítulo analiza este debate porque es un momento importante de la historia del juicio de *amparo* que se vio reflejadado en las 3 leyes de *amparo* que fueron vigentes durante el siglo XIX. En particular, el debate giró en torno a la posibilidad de que una persona pudiera solicitar un *amparo* por un acto los tribunales, es decir, pedir al poder judicial un *amparo* contra actos del poder judicial, al cual se le denominó "*amparo* en negocios judiciales".

Finalmente, Vega consideraba que la ley de 1882 significaba un avance hacia el perfeccionamiento de la institución.

Otro evento que es poco conocido de la historia del juicio de *amparo* y de los debates de la primera modernización jurídica es que en enero de 1906 el Colegio de Abogados de México convocó a un concurso nacional para proponer mejoras al *Amparo*. Bajo el nombre de "Indicación motivada de las reformas que convendría hacer al Código de Procedimientos Federales en el capítulo destinado al juicio de *Amparo*". Miguel Bonilla López ha señalado que el Colegio de Abogados recibió 9 trabajos, 5 de ellos fueron aceptados y publicados por la imprenta "El arte moderno" y 4 de ellos rechazados por diversos motivos.

"En resumen, juzgamos que tres de las memorias presentadas, no han llenado las condiciones impuestas en la convocatoria para entrar en concursos; que de las seis restantes, cinco merecen ser publicadas a fin de que se aprovechen en más amplia discusión algunas de las observaciones que contienen; otras dos restantes, además de la publicidad, merecen que se haga de ellas mención honorífica, y que el autor de la última de que hemos hablado se le debe discernir el premio"[290]

[289] Vega Fernando, "El recurso de *Amparo* y el Código de Procedimientos Federales", en *Comentarios breves sobre la legislación patria*, México, 1900, Edición fascimilar, México, 2006, Pág. 296.

[290] Moreno, Vazquez y Pimentel, "Dictamen del jurado calificador", en *Concurso de 1906. Indicación motivada de las reformas que convendría hacer al Código de Procedimientos Federales en el capítulo destinado al Juicio de Amparo,* 1906, Edición fascimilar de la Suprema Corte de Justicia de la Nación, México, 2011, Pág. 16.

La siguiente tabla muestra el nombre de los textos que fueron recibidos. Es de señalar que hasta la fecha no hay un estudio sobre el contenido de los trabajos que se presentaron:

Tabla 35. Trabajos presentados en el Concurso Nacional de *Amparos* de 1906.

Número	**Nombre del trabajo/Pseudónimo y/o lema de identificación**	**Características**	**Dictamen**
1	Flor como imagen de identificación	● Unicamente se ocupó del significado de la "exacta aplicación de la ley" y no se ocupa del resto de la institución	Rechazado
2	Frase de identificación: Veritas veritaris et omnia veritas	● Se limitó a estudiar el trabajo forzado por enganche y la consignación al servicio de las armas ● Expone los efectos de la libertad de los reos cuando obtienen *amparo*	Rechazado
3	Frase de identificación: Lo que importa es que la idea del Derecho penetre en la Política, porque concluirá por ser bastante poderosa para refrenar todas las codicias"(Laurent)	● Se limitó a exponer sus ideas sobre el *amparo*, en particular sobre la libertad del reo como consecuencia de una demanda de *amparo*. ● Contiene un análisis somero e incidental de otros temas	Rechazado
4	Pseudónimo: Litterula	● Se limita a analizar los *amparos* en los que se presenta como autoridad a quien no lo es. ● Propone limitar el *amparo* judicial	Rechazado
5	Autor: Rodolfo Reyes Pseudónimo: Montesquieu Frase de identificación: Obedezcamos las necesidades; pero respetemos el ideal, que es el alma de los individuos y de los pueblos	● Propone conservar la institución del *Amparo* pero limitar los abusos que se hacen de la institución para hacer más fácil el procedimiento ● Propone que se cree una ley especial de *Amparo*, fuera del Código de Procedimientos Civiles donde se encuentra	Mención especial Publicable
6	Autor: Antonio Ramos Pedreuza Frase de identificación: Labor longa, locus brevis	● Crítica la facilidad que hay para promover los *amparos* en juicios civiles ● Critica lo aleatorio de los resultados del juicio de *amparo* ● El uso de mala fe de abogados que buscan impedir la acción de la justicia con *amparos*	Publicable
7	Autor:Antonio Díaz Soto y Gama	● Propone la creación de una ley de *Amparo*.	Publicable

	Frase de identificación: Limitar el número de los *amparos*, sin coartar para ello la libertad de promoverlos	● Propone que la ley no limite el derecho de presentar *amparos* y castigar sus abusos. ● Propone reglamentar la indeminzación de costas (gastos), daños y perjuicios en los *amparos* indebidamente promovidos ● Señala la falta de uniformidad en las sentencias de los juicios de *Amparo*	
8	Autor: Roberto A. Esteva Ruiz Pseudónimo: Un liberal moderno Frase de identificación: Si hubiera un pueblo de dioses se gobernaría democráticamente (Rousseau)	● Estudio extenso ● Propone reformar el procedimiento de *Amparo* ● La Comisión evaluadora considera que debió profundizar más a pesar de que es muy completo el estudio	Mención especial y Publicable
9	Autores: Miguel Bolaños Cacho y Manuel Olivera Toro Frase de identificación: Libertas incestinabilis res est	● Propone reformar el artículo 14 Constitucional para mejorar la exacta aplicación de la ley en asuntos civiles ● Analiza el *Amparo* judicial y la suspensión del acto reclamado ● Propone un sistema de reglas para ejecutar las sentencias del juicio de *Amparo*	Publicable Es el trabajo ganador

Fuente: Elaboración propia con base en el dictamen del concurso.

Los resultados de concurso fueron publicados por el Colegio de Abogados de México en el año 1906, junto con el dictamen en el que se explicaron los motivos de rechazo y de aceptación de publicación de cada uno de los 9 textos que se recibieron. Más allá de lo anecdótico que pueda resultar el concurso sobre el juicio de *amparo*, es importante observar que los ensayos presentados y publicados, abordaron los temas que los autores, y por ende el ambiente jurídico de la época, discutían sobre la institución: la necesidad de una ley especial sobre el juicio de *amparo*, el *amparo* judicial, el significado de la "suspensión del acto reclamado", y la "exacta aplicación de la ley", el abuso en el uso de la institución, la desobediencia de las autoridades a las ordenes de un juez de *amparo* y la ejecución de las sentencias. En el próximo capítulo se aborda cómo se fueron desarrollando estos elementos de el juicio de *amparo* a través de las leyes que estuvieron vigentes durante la segunda mitad del siglo XIX.

6. Modernización jurídica y derechos del hombre

Como se ha observado, el hecho de que las discusiones del Congreso Constituyente de 1856-1857 terminaran en la elaboración de una amplia lista de derechos del hombre, no significó que se lograra su aplicación y respeto; primero, porque su entrada en vigor fue difícil, y luego, una vez Porfirio Díaz en la presidencia y con ello cierta estabilidad y pacificación, porque se trataba de una Constitución que no correspondía con la realidad social, al grado de que, como lo señaló François Xavier Guerra, hubo sectores sociales que ni siquiera fueron mencionados y contemplados en ella.

La "paz" que significó el porfiriato permitió que los debates jurídicos llevaran a la primera modernización jurídica del país luego de la Constitución liberal de 1857, y en este proceso se observó una tensión jurídico- social fundamental, la del derecho a la libertad de trabajo frente a la obligación que de facto imponían el clero, los dueños de las haciendas, diversas autoridades, y los propios grupos agrarios y pueblos de comunidades indígenas a los individuos. Este es el motivo por el que el presidente Sebastian Lerdo de Tejada reformó el artículo 5º constitucional a través de un decreto, proceso que continuó con la reforma constitucional del año de 1898.

Además, en este proceso de modernización jurídica, las reflexiones jurídicas y el litigio del *amparo* vivieron un debate particular que se expresó en el análisis que los juristas más relevantes de la época hicieron sobre la aplicabilidad del artículo 14 de la Constitución Política, y sobre el ajuste del procedimiento del juicio de *amparo* (tema que se analiza en el siguiente capítulo). Este debate se expresó finalmente en la reforma al artículo 102 constitucional que prohibió el *amparo* en procesos judiciales antes de que tuvieran sentencia, pero también en el hecho de que durante este período se publicaron 3 leyes que regularon el *amparo*: 1861, 1869 y 1882, la última, resultado de los debates jurídicos de la época y de los problemas prácticos de las primeras dos.

También dentro de este ciclo de modernización abundaron los análisis sobre las consecuencias sociales de la Reforma que impulsó la laicidad del Estado. Este debate se reformó con el impulso gubernamental de celebrar el centenario del natalicio de Benito Juárez en 1906. En este contexto, Andrés Molina Enríquez escribió "Los

grandes problemas nacionales", un documento amplio que contenía un diagnóstico sobre la sociedad mexicana, la propiedad y las consecuencias sociales de la Reforma.

Ejemplos de la riqueza de los debates jurídicos en este primer ciclo de modernización son los 55 análisis contenidos en los Comentarios breves sobre la legislación patria del año 1900, el concurso nacional sobre las consecuencias de la reforma de 1906, y el concurso nacional sobre el *amparo* del mismo año.

La última reforma constitucional la impulsó Francisco I. Madero, luego de tomar el poder de manera provisional tras la salida de Porfirio Díaz al exilio en 1911. En ella estableció el principio de la no reelección. Sin embargo, Francisco I. Madero fue traicionado en 1913 y reiniciaron las hostilidades entre los grupos revolucionarios, hasta que en 1915 Venustiano Carranza, jefe del Ejército Constitucionalista tomó el poder, y a través de una estrategia jurídico- política buscó restablecer las instituciones, principalmente la Constitución de 1857. Por estos motivos Carranza convocó a un nuevo Congreso Constituyente que de nueva cuenta, discutirá y analizará los derechos del hombre y el juicio de *amparo*.

Respecto al juicio de *amparo*, es bajo esta Constitución que se elaboraran y publicaran las primeras leyes que lo regularon, y bajo el ambiente jurídico de la época, se debatirán en textos teóricos y en la práctica los limites y formas de ejercer esta institución. En el siguiente capítulo nos ocupamos de explicar los ajustes a la práctica del juicio de *amparo*.

Tabla 36. Presidentes que gobernaron bajo la Constitución de 1857 hasta el inicio de la Revolución Mexicana (1857- 1911)

Nombre	**Periodo**
Ignacio Comonfort de los Ríos	5 de febrero de 1857 – 21 de enero de 1858
Benito Juárez García	21 de enero de 1858 – 18 de julio de 1872
Felix Maria Zuloaga	*23 de enero de 1858 - 24 de diciembre de 1858*
Manuel Roblez Pezuela	*24 de diciembre de 1858 - 21 de enero de 1859*
José Mariano Salas	*21 de enero de 1859 - 02 de febrero de 1859*
Miguel Miramon y Tarelo	*2 de febrero de 1859 - 13 de agosto de 1860*
José Ignacio Pavón	*13 de agosto de 1860- 15 de agosto de 1860*
Miguel Miramón y Tarelo	*15 de agosto de 1860- 24 de diciembre de 1860*
Junta Superior de Gobierno	*21 de junio de 1863 – 10 de julio de 1863*
Regencia	*11 de julio de 1863- 10 de abril de 1864*
Benito Juárez García	15 de mayo de 1867- 18 de julio de 1872
José María Valentín Gómez Farías	05 de julio de 1833- 27 de octubre de 1833
Sebastían Lerdo de Tejada	18 de julio de 1872- 20 de noviembre de 2876
José María Iglesias	26 de octubre de 1876- 6 de diciembre de 1876
Porfirio Díaz	28 de noviembre de 1876- 06 de diciembre de 1867
Juan Nepomuceno Méndez	06 de diciembre de 1876 – 16 de febrero de 1877
Porfirio Díaz	17 de febrero de 1877- 30 de noviembre de 1880
Manuel González Flores	01 de diciembre de 1880- 30 de diciembre de 1884
Porfirio Díaz	01 de diciembre de 1884 – 25 de mayo de 1911

Fuente: Elaboración propia.
Nota 1: Maximiliano no utiliza la Constitución de 1857 sino un Estatuto Imperial entre 1864 y 1867.
Nota 2. Los presidentes señalados con cursivas pertenecían a grupos que impugnaban la Constitución.

V. Las leyes de *amparo* y el uso social de la institución

El objetivo del presente capítulo es conocer cómo se comenzó a utilizar el juicio de *amparo* una vez que se institucionalizó en México. Sin embargo, como se vio en los capítulos anteriores, el proceso de institucionalización se produjo de manera gradual, hasta llegar a una ley especificanba las caracteristicas que tiene el juicio referido. Por esos motivos, el capítulo se inicia explicando las búsquedas que diversos investigadores han realizado sobre los primeros juicios y demandas de *amparo*. Posteriormente, explica el contenido de las primeras leyes que regularon el juicio, es decir, las leyes de 1861, 1869 y 1882. Posteriormente, el capítulo presenta los resultados de una exploración sobre los juicios de *amparo* que se encuentran en el archivo histórico del Centro de Documentación y Análisis de la Suprema Corte de Justicia de la Nación con sede en la Ciudad de México (en adleante CDyA-SCJN), con la finalidad de conocer qué usos sociales se dieron al juicio de *amparo* en estas primeras décadas. A continuación, el capítulo presenta algunos ejemplos de estos *amparos*, en los casos de los *amparos* contra la gleba, contra la pena de muerte, las estrategias de las comunidades agrarias para hacer uso de este juicio a pesar de no tener reconocimiento jurídico, entre otros. Finalmente, el capítulo presenta tres casos de juicios de *amparo* presentados por personajes que participaron en la revolución mexicana.

1. El *amparo* colonial

Muchos juristas mexicanos han sostenido la idea de que el *amparo* es producto de las reflexiones intelectuales de Manuel Crescencio Rejón (con su propuesta en la Constitución de Yucatán de 1841) y los ajustes de Mariano Otero y Mestas (La Formula Otero) en el Congreso Constituyente de 1847 que derivó en el Acta de reformas del mismo año. Esta es la idea dominante que se enseña en las escuelas de derecho de México, porque como se vio en los capítulos anteriores, gracias a estos juristas la institución se concretizo. Sin embargo, gracias al trabajo del historiador del derecho

Andrés Lira González, quien por años ha indagado las influencias o antecedentes de los juicios de protección de derechos del hombre o de *amparos* previos a la Constitución de Yucatán, es posible descubrir que el *amparo* tiene orígenes o antecedentes previos a 1841[291].

Para indagar sobre estos antecedentes Andrés Lira buscó en el Archivo General de la Nación y en el Archivo Judicial de Puebla procesos judiciales donde se solicitó la protección de los derechos de las personas o se solicitó justicia ante los abusos cometidos por autoridades o por particulares durante la época virreinal contra pueblos y comunidades de indios. Los resultados de la investigación de Andrés Lira son poco conocidos en el mundo jurídico pero sumamente relevantes para conocer la historia de la justicia en México, y en particular la historia del juicio de *amparo*, porque muestran que la creación de las instituciones no es el producto original de las profundas reflexiones de mentes brillantes, por el contrario, son estas mentes las que haciendo uso de la historia, pueden concretar estas instituciones jurídicas. Andrés Lira encontró 532 archivos de demandas de *amparo*, a los que denominó "Juicios de *amparo* colonial", los cuales analizó detalladamente y comparó con el juicio de *amparo* instituido en el siglo XIX (el de Yucatán y el del Acta de Reformas de 1847 y que denominó "Juicio de *amparo* mexicano"), lo que lo llevó a concluir que se trata de una "institución nacida en la práctica sin expresión legal concreta"[292] que solicitaba impedir una injusticia, y para ello era necesaria la "protección" es decir, el "*amparo*" de una autoridad, o sea, el Virrey. En palabras de Andrés Lira, dicha institución cumplía la misma función del juicio de *Amparo* actual porque:

> "En la Colonia existía un *Amparo* Colonial, sistema por el cual la autoridad máxima de entonces, el Virrey, otorgaba protección frente a autoridades inferiores y frente a otras personas, que sin tener un carácter de autoridad, se

[291] Lira González Andrés, *El Amparo Colonial y el Juicio de Amparo Mexicano (antecedentes novohispanos del Juicio de Amparo),* Fondo de Cultura Económica, México, 1971.
Lira González Andrés, *El Amparo Colonial y el Juicio de Amparo Mexicano (antecedentes novohispanos del Juicio de Amparo),* Fondo de Cultura Económica, México, 1971, Pág. 126.

hallaban en una situación ventajosa en relación con el protegido debido a su posición social y a su poder real dentro de la sociedad colonial"[293]

Se trató entonces, de una solicitud de protección y de *amparo* a la autoridad virreinal, en la búsqueda de justicia o contra un abuso de autoridad o un abuso de alguna persona que aprovechaba su posición política. A decir de Lira, la solicitud de "*amparo*" al Virrey fue una práctica relativamente común, que al momento de crear las instituciones de justicia y de defensa de los derechos del hombre estuvo presente en la mente de los juristas mexicanos del siglo XIX, seguramente porque era común utilizar la solicitud de protección (*amparo*) ante las autoridades.

2. Justicia e Independencia

Como ya se señaló, el juicio de *amparo* se estableció como proceso judicial en Yucatán en 1841 y posteriormente en 1847 a nivel federal con su inclusión en el Acta de Reformas. Esto abrió la posibilidad de que existieran solicitudes de *amparo* a las autoridades del país luego de la Independencia, porque ya existía una tradición social a demandar la protección de las autoridades. Quizá en el Tribunal de Ario (Michoacán) podrían existir algunas solicitudes de este tipo, porque los estudios que se han encontrado muestran que hay pueblos que buscan "justicia"[294]. Además, no hay investigación sobre *amparos* entre 1821 y 1847 ni tampoco demandas en el archivo explorado. La Suprema Corte de Justicia de la Nación documentó varias demandas de justicia entre 1821 y 1847, pero no directamente relacionadas con el *amparo*[295], por lo

[293] Ibíd Pág.127.
[294] El Supremo Tribunal de Justicia de la América Mexicana se estableció en Ario, Michoacan en 1815 ordenado por la Constitución de Apatzingán de 1814 publicada por los insurgentes de la independencia. Los estudios sobre el funcionamiento de este tribunal muestran diversas demandas de "justicia" por parte de habitantes de Michoacán, el Estado de México y Guerrero. Algunos expedientes se encuentran en la Casa de la Cultura Jurídica de Michoacán y otros en la Universidad de Texas. Fuente: Suprema Corte de Justicia de la Nación, *Las resoluciones judiciales que han forjado a México*, Tomo 1. SCJN, México, 2010.
[295] Suprema Corte de Justicia de la Nación, Las resoluciones judiciales que han forjado a México, Tomo 2, SCJN, México, 2010.

que hay una gran ausencia de investigaciones históricas e historiográficas sobre el periodo inmediato a la independencia y la justicia.

Sin duda, la institucionalización del juicio de *amparo* en Yucatán creó la posibilidad de tener los primeros juicios a partir de 1841, además, en el caso de Yucatán pocas semanas después de la publicación de la Constitución de 1841, el 31 de marzo del mismo año, se publicó el "Reglamento de Administración de Justicia para los tribunales y juzgados del Estado", el cual estableció la obligación de los jueces de restituir o amparar en juicio sumario a las personas que sientan afectadas sus posesiones:

> "Cualquier persona que sea deshojada o perturbada en la posesión de alguna cosa profana o espiritual ocurrirá al juez ordinario de 1ª instancia para que la restituya o *ampare*, conociendo en estos asuntos recursos por medio del juicio sumarísimo que corresponda, y aun por el plenario de posiciones si las partes los promovieran con las apelaciones a la Suprema Corte de Justicia"[296]

Con el transito de la institución a nivel federal y nacional en 1847 finalmente se creó la posibilidad de que existieran solicitudes de *amparo* en todo el territorio nacional, pero la forma en que terminó el Constituyente que trabajó entre 1846 y 1847, y la difícil situación del país luego de la publicación del Acta de Reformas de 1847, no permitieron la creación de una ley que regulara dicho procedimiento. De hecho, hay que recordar que el constituyente de 1856-1857 también propuso crear una ley orgánica de los tribunales federales para regular el *amparo*, pero durante sus últimos días de trabajo reconoció que no tenía tiempo para cumplir con la encomienda. En realidad esta ley se publicó en 1861, bajo el nombre de "Ley Orgánica de procedimientos de los Tribunales de la Federación". Pero el *amparo* o protección se pudo haber solicitado antes de que llegara a su primera regulación de ley en 1861.

Se sabe que la inclusión del juicio de *amparo* en el "Acta de Reformas de 1847" generó temor entre las autoridades de todo el país, porque poco se conocía de sus

[296] Artículo 52 del Reglamento de Administración de Justicia para los tribunales y juzgados del Estado, en Narváez h. José Ramón, *Historia social de la defensa de los derechos en México. El origen del Juicio de* Amparo *en la Península Yucateca*, Suprema Corte de Justicia de la Nación, México, 2007. Pág. 57.

consecuencias prácticas cuando un juez otorgaba el *amparo*, porque limitaba las actuaciones de los servidores públicos y porque no existía una ley que lo regulara. Además, una cosa es que alguna persona haya solicitado *amparo* y otra que se le haya otorgado.

Por años se especuló que la primera demanda de *amparo* después de su constitucionalización en 1847 había ocurrido en San Luis Potosí, sin embargo, los investigadores no lo habían localizado. También se sostenía la hipótesis de que si el *amparo* se instituyó mientras Yucatán se había declarado independiente, era muy probable que esta primera demanda de *amparo* se hubiese generado en Yucatán, entre el 31 de marzo de 1841 fecha de la publicación de la Constitución yucateca y 1847, cuando se estableció en el Acta de Reformas a nivel nacional. De esta manera, los historiadores del derecho mantuvieron diversas hipótesis de búsqueda sobre el primer *amparo* después de la Independencia.

3. El primer *amparo* en la República de Yucatán: El *Amparo* Balay de 1842

Se le atribuye al investigador Carlos Toledo Cabrera haber encontrado el expediente del primer *Amparo* en Yucatán, el cual data de 1842, es decir, apenas un año después de publicada la Constitución de Yucatán y la ley orgánica del Poder Judicial de la República de Yucatán. El "*Amparo* Balay" o "*Amparo* Valay" -se encuentra referenciado de ambas maneras-, se encuentra en manos de Toledo Cabrera, quien señala que está en proceso de publicarlo con un análisis respecto a sus orígenes y trascendencia, por lo que no es un documento público. Sin embargo, con la noticia del hallazgo, otros investigadores han encontrado referencias periodísticas e incluso la sentencia, lo que ha arrojado información importante respecto al juicio[297].

El investigador José Ramón Narvaez ha tenido acceso al *Amparo* Valay y ha reconstruido su historia, la cual se originó en Campeche, cuando la ciudad de Campeche, que hoy es una entidad federativa (un estado), era parte del territorio

[297] Narvaez José Ramón, *Historia social de la defensa de los derechos en México. El origen del Juicio de Amparo en la Península Yucateca*, Suprema Corte de Justicia de la Nación, México, 2007.

yucateco. En su libro *Historia social de la defensa de los derechos en México. El origen del Juicio de Amparo en la Península Yucateca*, José Ramón Narváez cuenta la historia[298].

El promotor del *amparo* fue Esteban Balay González, abogado campechano, quien en 1848 fue detenido junto con un grupo de varones, por haber secuestrado un buque que ayudaría al gobierno central de Antonio López de Santa Anna a reincorporar a Yucatán al territorio mexicano.

Esteban Balay, a pesar de ser crítico de las ideas separatistas y estar a favor del centralismo, era abogado, es decir, conocía la Constitución yucateca y la legislación que se estaba publicando, por lo que al ser detenido sin orden de un juez por el secuestro del buque, solicitó ante los tribunales de Yucatán *amparo* para él y para sus compañeros, argumentando que se violaban sus derechos garantizados en los artículos 2 y 7 de la Constitución de Yucatán, es decir, porque se le privaba ilegalmente de la libertad, por ser detenido sin fundamento, por malos tratos y por incomunicación, por lo que incluso, en el oficio de solicitud de *amparo* dijo al juez: "Desgraciado del país en el que el ciudadano sólo ve escritas sus garantías"[299]:

> "Los que suscribimos, presos incomunicados en la pública de esta ciudad hace espacio de más de treinta y cuatro horas por disposición del jefe superior político de este departamento, ante V. por el recurso más oportuno, respetuosamente exponemos: que por más que hemos leído y vuelto a ver el *Reglamento del Gobierno Interior de los Pueblos* en que están designadas sus facultades no hemos encontrado artículo alguno que lo autorizara para poner en prisión a ningún ciudadano…"[300]

Como se observa, Valay señaló en el escrito que no encontró legislación que facultara a las autoridades a detener sin orden judicial a los ciudadanos, además, explicó que no se le había tomado declaración preparatoria, como lo que exigía el artículo 7 constitucional:

[298] Ibíd.
[299] Ibíd. Pág. 62.
[300] Ibíd. Pág. 67.

> "Por consecuencia de este abuso hablamos con respecto del jefe superior político se nos ha privado de la 2ª garantía individual que concede a todos los habitantes el artículo 7 de nuestra referida Constitución; tal es la de deberse recibir al detenido su declaración preparatoria dentro de las 24 horas de su arresto"[301]

El documento, fechado el 7 de julio de 1842 en Campeche, firmado por Balay y los otros 7 detenidos, solicitaba su libertad y que se iniciara el proceso penal respectivo en caso de que las autoridades lo considerasen necesario:

> "a V. suplicamos que en cumplimiento del artículo 8 de la repetida Constitución, breve y sumariamente decida V. la cuestión presente, mandándonos poner en libertad, como que hemos sido presos por autoridad incompetente o pedirle al jefe político los datos que haya tenido, para ello sin pérdida de tiempo, procediendo enseguida si prestasen mérito a formarnos la correspondiente causa. En justicia que pedimos, no proceder de malicia y lo demás necesario, etc. Campeche, julio 7 de 1842"[302]

El juez que analizó el asunto fue Francisco Campos, quien le pidió a la autoridad local un informe sobre la detención de Balay y sus compañeros. El gobierno de Yucatán argumentó que a Balay y a sus compañeros los había detenido para brindarles seguridad, pues al atentar contra la independencia de Yucatán corrían el riesgo de ser lastimados por la población que los acusaba de traición. Una vez analizada la demanda y los argumentos de la autoridad responsable, el 8 de julio del mismo año el juez Campos resolvió que la protección solicitada no era procedente, es decir: "no ha lugar a lo pedido por ocurrentes"[303]:

[301] Ibíd. Pág. 68.
[302] Ibíd. Pág. 69.
[303] Ibíd. Pág. 62.

> "Siendo de pública notoriedad, en auto expone a este juzgado el Sr. Jefe Superior Político y están a su autoridad cometida la conservación del orden pública no ha lugar a lo pedido por los recurrentes, pudiendo el presente notario librar cuantos testimonios le puedan dar los interesados a su costo para que haga el uso que les convenga, archivando en su oficio estas diligencias"[304]

Con base en la "Ley Orgánica del Poder Judicial de la República de Yucatán", los promoventes del *amparo* podían "apelar", es decir, impugnar la resolución ante los superiores del juez, lo que hizo Balay un día después de conocida la sentencia del juez Campos. Mientras estaba en trámite la apelación, el 13 de febrero de 1843, un grupo de ciudadanos comandado por el Capitán Miguel Bolio quiso dar un escarmiento a los "traidores", y en la trifulca Balay fue asesinado:

> "El Sr. Valay sabiendo lo que le esperaba en su prisión, y protegida su fuga, se trasladó a la casa vecina (Calle de Colón número 9) donde se ocultó; pero denunciaron el refugio a sus perseguidores, y éstos le asesinaron, mutilaron su cadáver y lo arrastraron por las calles de la ciudad"[305]

Dado el asesinato, la impugnación contra la sentencia quedó sin materia; si bien para algunos autores el juicio no terminó, para otros lo importante es que sí hubo un análisis del Poder Judicial y una sentencia de un juez, y lo que no fue posible continuar fue la impugnación, por lo que la sentencia del juez Francisco Campos señalando que "no ha lugar a lo pedido por ocurrentes" es la sentencia del primer juicio de *amparo* promovido en Yucatán y data del año 1843. A pesar del nombre del libro de José Ramón Narvaez (*Historia social de la defensa de los derechos en México. El origen del juicio de* amparo *en la Península Yucateca*), lo cierto es que sólo se ocupa de contar la historia de esta primera sentencia y no contiene mayor referencia a los *amparos* que pudieron haberse solicitado entre 1841 y 1847. La página electrónica de la Casa de la Cultura Jurídica en

[304] Ibíd. Pág. 71.
[305] Lanz Manuel A, citado en: Narváez H, José Ramón, *Historia social de la defensa de los derechos en México. El origen del Juicio de Amparo en la Península Yucateca*, Suprema Corte de Justicia de la Nación, México, 2007. Pág. 64 .

Mérida (Yucatán) – una de las 36 casas de la cultura jurídica- señala que resguarda 3008 expedientes en su acervo histórico, de los cuales el más antiguo data del año 1900[306]; sin duda, dada la trascendencia del tema es necesaria una nueva exploración en este archivo, que permita aclarar qué otras solicitudes de *amparo* ocurrieron antes de la federalización del juicio. No parece lógico que siendo Yucatán el lugar donde se presentaron las primeras demandas de *amparo*, en su archivo histórico no tenga documentos pertenecientes al siglo XIX.

4. El primer *amparo* federal: El *amparo* Verástegui en 1849

La búsqueda del primer *amparo* otorgado después de la publicación del Acta de Reformas de 1847, la encabezó el jurista Enrique Arizpe Narro[307], quien logró encontrar la primera sentencia federal, la cual se generó en San Luis Potosí en 1849. Enrique Arizpe señala que en su búsqueda encontró solicitudes de *amparo* previas a la primera sentencia que encontró, pero que las respuestas de la autoridad judicial habían sido negativas, principalmente bajo el argumento de que aún no se expedía la ley en la materia; sin embargo, el juicio con la sentencia más antigua que otorga el *amparo* que encontró es el juicio conocido como "*amparo* Verástegui", por el apellido de la persona que lo solicitó.

Manuel Verástegui fue un ciudadano que se sublevó con la intensión de rechazar el Tratado de Guadalupe de 1848, en el que México firmó la paz con Estados Unidos y perdió territorio frente a aquella nación. Tras la sublevación Verástegui fue detenido, y el gobernador de San Luis Potosí ordenó su destierro, es decir, expulsarlo de San Luis Potosí y no permitirle su regreso. Para detener el destierro Verástegui demandó la protección de sus derechos ante el juzgado federal único de la entidad. Si bien a la fecha no había una ley que regulara la protección de los derechos del hombre o de las

[306] Casa de la Cultura Juridica de Mérida Yucatán, México. Vinculo al archivo histórico: https://www.sitios.scjn.gob.mx/casascultura/casas-cultura-juridica/merida-yucatan/archivo-historico Fecha de consulta: 11 de octubre de 2020.
[307] Enrique Arizpe Moreno es un jurista, juez y magistrado del Poder Judicial de la Federación. Catedrático del Instituto de Especialización Judicial de la Suprema Corte de Justicia de la Nación.

garantías individuales, el juez consideró que el mandato constitucional era una responsabilidad mayor:

> "San Luis Potosí, agosto 13 de 1849. Visto el antecedente dictamen y teniendo presente que el artículo 25 de la Acta de Reformas, impone al juzgado de mi cargo la obligación de amparar a cualquier ciudadano contra los ataques violentos, ya sea de los supremos poderes de la nación, ya de los Estados…"[308]

En la sentencia el juez señaló que si bien el gobernador de San Luis Potosí argumentó la razón del destierro, esta razón no era motivo suficiente para privar de sus garantías a una persona:

> "… a pesar de las razones que expresa el Sr. Gobernador del Estado en la comunicación que dirigió a este juzgado el 4 del corriente por conducto de su secretaría, por no ser suficientes para no observar lo que manda la ley con objeto de proteger las garantías individuales, y siendo como es cierto que el mismo Sr. Gobernador expidió contra D. Manuel Verastegui la orden de destierro… y cometiendo un verdadero ataque a las garantías individuales que deben respetarse siempre por cualquier autoridad.."[309]

Por estos motivos, el juez decidió otorgarle a Manuel Verástegui la protección que demandó, es decir, lo amparó:

> "Se declara que este juzgado dispensa a D. Manuel Verástegui la protección que solicita, en conformidad de lo dispuesto en el repetido artículo 25 del Acta de reformas para que no pueda ser desterrado del Estado, … debiendo quedar entre tanto en pleno uso de los derechos y la libertad que la misma Carta fundamental le concede como ciudadano mexicano"[310].

[308] Arizpe Narro Enrique, *La primera sentencia de Amparo,* Suprema Corte de Justicia de la Nación, México, 2006, pág. 45.
[309] Ibíd. Págs. 46- 47.
[310] Ibíd. Pág. 47.

En la misma sentencia el juez ordenó informar al solicitante y al gobernador que otorgaba la protección, advirtiendo que el Poder Judicial tenía otros instrumentos para hacer valer su decisión:

> "Comuníquese esta disposición al interesado para su inteligencia, dándole copia testimoniada de ella si la pidiere.- Hágase igual comunicación por medio de la correspondiente nota al supremo gobierno del Estado, para el debido acatamiento de este fallo y sus efectos, manifestándole a la vez que el juzgado en manera alguna espera se le obligué a usar de los recursos que la ley ha puesto en sus manos para hacer respetar y cumplir sus disposiciones, estando como se halla dispuesto a conservar la dignidad de este tribunal, y a hacer que sus fallos sean debidamente respetados, y dése cuenta con todo al Supremo Gobierno de la Unión para los efectos que hubiere lugar"[311]

El *amparo* otorgado generó gran inquietud en las autoridades de todo el país, que demandaban la urgente publicación de una ley que regulara el procedimiento, los plazos y las formalidades del juicio de *amparo*. Sin embargo, la inestabilidad política no permitió discutir ningún proyecto de ley hasta el año de 1861, cuando se discutió y votó en el Congreso la *Ley Orgánica de procedimientos de los Tribunales de la Federación,* la cual fue publicada por el entonces Presidente Benito Juárez García.

En el Centro de Documentación y Análisis de la Suprema Corte de Justicia de la Nación (en adelante CDA-SCJN) con sede en la Ciudad de México, el juicio de *amparo* más antiguo data de 1850, cuando aun no se había publicado la primera ley que reguló el *amparo*. Además, entre ese primer *amparo* de 1850 y 1861, cuando se publica la primera ley de *amparo*, los archivos de este centro contienen 13 juicios de *amparo*:

[311] Ibíd. Pág. 48.

Tabla 37. Juicios de *amparo* del Centro de Documentación y Análisis de la Suprema Corte de Justicia de la Nación con sede en la Ciudad de México promovidos antes de la publicación de la primera ley que reguló el *amparo*.

Número	Año en que se presentó	Lugar de Origen	Acto violatorio
1	1850	San Cristobal, Estado de México	Contra su retención forzada al servicio de armas. Presentado de manera colectiva
2	1850	México	Contra su retención forzada al servicio de armas
3	1850	México	Contra su retención forzada al servicio de armas
4	1850	Colima	Promovido por el francés Antonio Pelesingeas Contra actos de la administración (sin precisar)
5	1850	Pachuca	Contra una multa impuesta por la administración
6	1850	Pachuca	Contra su retención forzada al servicio de armas
7	1850	Pachuca	Contra la resolución de un juez que impone una multa
8	1850	Zacatecas	Contra actos de la administración de Ciudad García
9	1850	Guadalajara	Contra su retención forzada al servicio de armas
10	1850	Morelia	Contra la derogación de la acabala (fiscal)
11	1850	Zacatecas	Contra una sentencia de un juez promovida por una asamblea comunal
12	1850	Tabasco	Contra apercibimiento de embargo por parte de la autoridad administrativa
13	1851	Guanajuato	Se desconoce por la calidad del documento Documento dañado e ilegible

Fuente: Elaboración propia.

Como se observa en la tabla anterior, en el CDA-SCJN hay 13 demandas de *amparo* previas a la publicación de la primera ley de *amparo*. De estos 13 *amparos*, es importante observar que 5 son contra la gleba, es decir, la retención forzada para participar con el ejército en el servicio de las armas, 5 contra diversos actos administrativos, y 2 contra actos de un juez, es decir, contra una decisión del Poder Judicial. Vale la pena señalar que el primer documento, que data de 1850, es un *amparo* firmado por varias personas, de manera colectiva, contra la retención forzada al servicio de las armas, y que otro documento, que data también de 1850, es presentado por un empresario francés radicado en Colima, contra actos de la administración, aunque lamentablemente no se precisa cuáles. Estos ejemplos muestran la necesidad social de una ley para proteger los derechos y garantías porque socialmente buscaba una vía jurídica para detener los “abusos” o violaciones a los derechos cometidos por la autoridad.

Por su parte, el investigador Manuel González Oropeza en su búsqueda de los primeros *amparos* recorrió al Archivo General de la Nación (AGN) donde encontró 8

demandas de *amparo* de ésta época y una más perteneciente a la entrada en vigor de la primera ley, a los que ha denominado "*amparos* primigenios"[312].

Tabla 38. Los *amparos* "primigenios" de Manuel Gonzáles Oropeza

Número	Año en que se presentó	Lugar de origen	Ubicación del documento	Contenido
1	1848	Guerrero	AGN	*Amparo* contra la cancelación de la construcción de un camino en Acapulco
2	1848	San Luis Potosí	CDA- SCJN	Contra actos del gobernador que manipula las listas de los candidatos del estado. El caso es relevante porque el juez pregunta a su superior (SCJN) qué hacer cuando no existe una ley en la materia. Además, es el primero que se conoce en materia electoral.
3	1849	Coahuila	AGN	Contra el gobernador de Coahuila por multar a los promoventes por tocar la campana de la parroquia de Santillo. El *amparo* generó una discusión en el juicio sobre la división de poderes
4	1849	Querétaro	AGN	Contra la pena de muerte a la que fue condenado un reo por ser detenido como salteador de caminos. El *amparo* se otorgó
5	1850	Durango	AGN	Contra las leyes del estado que le obligaban a pagar impuestos de importación de tabaco
6	1853	Puebla	AGN	Presentado por un ciudadano alemán contra actos del juez civil de Puebla
7	1854	Puebla	AGN	Solicitud de un ciudadana para ser informado de dónde puede solicitar *amparo* contra la actuación de un juez
8	1861	Oaxaca	AGN	Contra actos del gobernador violatorios de las garantías individuales de 3 ciudadanos Se presentó antes de la ley del mismo año
9	1865	Ciudad de México	AGN	Contra la sentencia de un juez civil. Sin resolución porque es el Imperio Aplica la de 1861

Fuente: Elaboración propia con base en González Oropeza Manuel, *Los amparos primigenios (1848-1865),* Porrúa, México, 2012[313]

Del conjunto de *amparos* que encontró González Oropeza, hay que destacar que se presentaron en diversas entidades del país como Guerrero, San Luis Potosí, Puebla y la Ciudad de México. Además, que González Oropeza los ubicó en el Archivo General

[312] González Oropeza Manuel, *Los amparos primigenios,* Porrúa, México, 2012.

[313] Nota 1:El amparo 8 se encuentra fechado en 1861, sin embargo, al revisarlo a detalle se observa que fue presentado antes de la publicación de la primera ley que reguló a esta institución.
Nota 2: Se coloca el *amparo* 9 en esta tabla con la finalidad de tener ubicación de su referencia a pesar de ser una demanda que no pertenece propiamente a este periodo de análisis.

de la Nación –con excepción de uno-, y 8 de 9 se presentaron antes de la publicación de la ley de 1862. Se observa que se presentaron contra los tres poderes estatales: el gobernador o la administración pública local, el legislativo y contra decisiones de jueces.

De acuerdo a González Oropeza, destaca el *amparo* presentado en San Luis Potosí en 1848 por dos razones: por ser una demanda de *amparo* en materia electoral, y porque el juez que recibió la demanda, solicitó auxilio a la Suprema Corte de Justicia, porque no sabía cómo proceder al no existir una ley que estableciera el procedimiento del juicio de *amparo*, así lo señalan sus argumentos:

> "… me pareció más obvio… no aventurarme a instruir… sin tener reglas a que debiera sujetar sus procedimientos… Entre tantos vacíos de nuestro derecho constitucional uno de ellos es el de la ley que ofrece el artículo 5º de la citada acta de reformas, y otro que debe reglamentar los medios judiciales de los que los tribunales de la Federación hayan de valerse para usar de aquel poder político, y para que los fallos adquieran toda la fuerza moral necesaria para su cumplimiento… es preciso convenir que los mexicanos aún no podemos contar con esa nueva garantía"[314]

Además, hay que observar que el *amparo* "primigenio" con el numeral 6 fue presentado por un alemán que realizaba diversas actividades comerciales en la ciudad de Puebla y que no estuvo de acuerdo con la resolución de un juez civil. Se trata de un caso interesante porque inicialmente el alemán Jorge Federico Hube demandó *amparo* porque en su opinión, el juez civil que analizaba su demanda con otra persona, violentaba sus derechos al ocuparse del asunto y no excusarse de este. En opinión de Hube, el juez tenía una relación personal con su contraparte en el juicio, y al no aceptar esta relación y negar separarse del asunto, se violentaban sus derechos del hombre porque el juez no sería imparcial. Lamentablemente, el caso no concluyó a través del juicio de *amparo* porque Hube decidió resolver el conflicto por la vía diplomática a

[314] Argumentos del juez José María Esparza y Peredo al enviar la demanda a la Suprema Corte de Justicia, en González Oropeza, Manuel, *Los amparos primigenios (1848-1865),* Porrúa, México, 2013. Págs. 22 y 23.

través de la embajada de Prusia en México. González Oropeza señala que en este caso, Hube utilizó diversos argumentos que no justificaban sus demandas, lo que lo llevó a recurrir a todas las instancias que consideraba posibles, entre ellas la embajada y la Suprema Corte, pero que no logró demostrar sus dichos.

Finalmente, de este conjunto de demandas de *amparo* hay que destacar la presentada en 1865 (numeral 9), porque se presentó durante la segunda guerra con Francia, y al revisarla, en todo momento citó la legislación expedida por el gobierno de Benito Juárez y no la publicada por Maximiliano de Habsburgo.

El hallazgo de Oropeza de los "*amparos* primigenios" en el Archivo General de la Nación, y el rastro que se realizó en el Centro de Análisis y Documentación de la Suprema Corte de Justicia de la Nación muestran en conjunto que en distintas regiones del país se buscó la protección a los derechos del hombre que la población sintió vulnerados por las autoridades de diversos niveles. Destaca la inclusión en estos *amparos*, de las demandas de un ciudadano alemán (Puebla, 1853, AGN), y un ciudadano francés (colima, 1850, CdyA-SCJN), lo que muestra que los extrajeros radicados en el país también buscaron la protección de sus derechos e hicieron uso de la institución.

5. Las leyes de *amparo* del siglo XIX

Como hemos señalado, entre la publicación del Acta de Reformas de 1847 y la primera ley de *amparo* de 1861, hay 13 años en los que México no tuvo una legislación para regular la protección a las "garantías individuales" como las nombró el Acta de Reformas, ni para regular el procedimiento de protección de los "derechos del hombre y sus garantías" como les llamó la Constitución de 1857. Ya en 1852 se había presentado una primera propuesta del Ministro de Justicia José Urbano Foncesa, para reglamentar el artículo 25 del Acta de Reformas, la que sería la primera ley de *amparo*, sin embargo, la inestabilidad política no permitió que se analizara en el Congreso[315].

[315] Rojas, Isidro y Pascual García, Francisco, *El Amparo y sus reformas*, Compañía Editorial Católica, México, 1907. Pág. 29.

Este es el motivo por el que muchas de las solicitudes de protección que encontró Enrique Arizpe Narro fueron rechazadas antes de la primera sentencia que lo otorgó. De hecho, la Suprema Corte de Justicia envió una petición al Presidente de la República, señalando la importancia de impulsar la publicación de una ley que reglamentaría la protección de las garantías individuales:

> "Por el artículo 25 de la Acta última Reformas –es decir, el Acta de Reformas de 1847- se previene que los Tribunales de la Federación ampararán a cualquier habitante de la República en el ejercicio y conservación de los derechos que les concede la Constitución y las leyes constitucionales… Fundados en este artículo algunos individuos han ocurrido a este Tribunal, quejándose de ciertas providencias de ese Supremo Gobierno que dicen atacar su libertad y sus derechos naturales, y exigiendo que se les imparta la protección prevenida en el artículo…
>
> …Pero la Suprema Corte se ha abstenido de tomar providencia alguna sobre estas quejas, estimando que el citado artículo constitucional, por la misma generalidad propia de su clase, hace indispensable que una ley secundaria fije los casos y circunstancias en que deba tener lugar, determine los medios y maneras con que deban proceder los tribunales para impartir esta protección…
>
> …Mientras que las leyes secundarias no fijen y determinen, de conformidad con las bases constitucionales, los medios y modos de ejercer ese cuidado, el Ejecutivo no puede hacer otra cosa que lo que está establecido en las leyes vigentes, sin dirigir ni forzar la opinión de los jueces, respetando su independencia y la libertad de su juicio, y denunciando y acusando debidamente sus infracciones ante la autoridad que puede calificarlas y castigarlas"[316]

Como se observa en los *amparos* encontrados y en las reacciones de diversas autoridades, la publicación de una ley que organizara un proceso para la defensa de las garantías individuales se convirtió en una necesidad social importante que pudo

[316]Arizpe Narro, Enrique, *La primera sentencia de Amparo,* Suprema Corte de Justicia de la Nación, México, 2006. Pág. 41- 43. Arizpe Narro no señala la fecha exacta de la petición.

cumplirse hasta 1861, cuando se publicó la primera ley que organizaba los procedimientos judiciales federales, bajo el nombre de *Ley Orgánica de procedimientos de los Tribunales de la Federación que exige el artículo 102 de la Constitución Federal, para los juicios de que habla el artículo 101 de la misma.*

Sin embargo, ésta no alcanzó a regular todas las formas en que se violaban las garantías individuales por las distintas autoridades del país (autoridades federales, estatales, jefes políticos, jueces, gobernadores, etc.), por esos motivos, la primera ley sólo estuvo en vigor 8 años, y parcialmente, pues Ignacio Burgoa, historiador del derecho, ha señalado que en realidad la ley pudo comenzar a funcionar desde 1867, después del fusilamiento de Maximiliano de Habsburgo[317]. La segunda ley corrigió errores y mejoró el procedimiento, pero no fue suficiente, por lo que estuvo en vigor sólo 13 años. Posteriormente, en 1882 se publicó la tercera ley que reguló el *amparo*, la cual de nueva cuenta ajustó y detalló el procedimiento, motivo por el cual estuvo en vigor hasta que el procedimiento de ajusto de nuevo, tras la publicación de la Constitución Política de 1917.

Tabla 39. Leyes que regularon el juicio de *amparo* en México durante el siglo XIX

	Nombre correcto	**Fecha de publicación**
1	Ley Orgánica de procedimientos de los Tribunales de la Federación, que exige el artículo 102 de la Constitución Federal, para los juicios de que habla el artículo 101 de la misma.	30 de noviembre de 1861
2	Ley Orgánica Constitucional sobre el Recurso de *Amparo* 20 enero de 1869	20 de enero de 1869
3	Ley Orgánica de los artículos 101 y 102 de la Constitución Federal del 5 de febrero de 1857	14 de diciembre de 1882

Fuente: Elaboración propia

6. La primera ley que reguló el juicio de *amparo* (1861- 1869)

La que es conocida como la primera Ley de *amparo* fue discutida durante los primeros años del gobierno del Presidente Benito Juárez, a quien correspondió publicarla. El periodo en el que estuvo vigente es complejo, pues le correspondió la guerra con Francia que inició en 1862, y el intento de nombrar a Maximiliano de Habsburgo como

[317] Burgoa Ignacio, "El juicio de *amparo*", Porrúa, décima edición, México, 1975 Pág. 137

Emperador. Se trata entonces de una ley con muchas dificultades para funcionar. El intento de establecer el Imperio de Maximiliano terminó en 1867 y la ley fue reemplazada por otra en 1869. Es decir, la ley estuvo relativamente en vigor durante un momento complejo e inestable de la historia de México.

Debe recordarse que el Congreso Constituyente de 1856-1857 se había propuesto elaborar una ley orgánica que organizaría los juicios, lo que significa que no se trataba de crear una ley especial para el juicio de *amparo* sino una que dentro de sus objetivos, se encargara de regularlo. Sin embargo, al no lograrse dicho objetivo en el Constituyente, fue hasta 1861 cuando logró publicarse, bajo el nombre de *Ley Orgánica de Procedimientos de los Tribunales de la Federación, que exige el artículo 102 de la Constitución federal, para los juicios de que habla el artículo 101 de la misma*, la cual fue publicada el 30 de noviembre de 1861. Esta ley, de apenas 34 artículos, estableció las primeras reglas procedimentales del juicio de *amparo*.

Al tratarse de una ley para regular los procedimientos del artículo 101 constitucional, se ocupo de tres juicios: el juicio de *amparo*, el juicio para hacer respetar la soberanía de los estados y el juicio para hacer respetar las atribuciones federales.

Tabla 40. Contenido de la primera ley que reguló el *amparo* (1861-1869)

Tipo de Juicio/Artículos	**Artículos relacionados al tema**	**Total de Artículos**
Amparo	2-19	17
Leyes o actos de la autoridad que vulneren la soberanía de los Estados	20-26	7
Leyes o actos de los Estados que invadan las atribuciones de los poderes de la Unión	27-29	3
Artículos generales	31- 34, y 1	5

Fuente: Elaboración propia con base en la Ley

Como se observa en la tabla anterior, de los 3 procedimientos que reguló esta ley, la primera sección que reguló el juicio de *amparo* es la que ocupó la mayoría de su contenido, pues 17 de los 34 artículos regularon el procedimiento.

Analizando la ley se observa que el artículo 2º de ésta ley estableció el derecho de todos los habitantes del país para solicitar *amparo* y protección de la justicia federal en caso de que sintiese violadas sus garantías individuales:

> "Art. 2º. Todo habitante de la República que en su persona o intereses crea violadas las garantías que le otorgan la Constitución o sus leyes orgánicas, tiene derecho de ocurrir a la justicia federal, en la forma que le prescribe esta ley, solicitando *amparo* y protección"[318]

Para solicitar la protección, el artículo 3º estableció la necesidad de señalar detalladamente el hecho y la garantía violada:

> "Art. 3. El ocurso se hará ante el juez de distrito del Estado en que resida la autoridad que motiva la queja; y si el que la motivare fuere dicho juez, ante su respectivo suplente. En el ocurso se expresará detenidamente el hecho, fijándose cuál es la garantía violada"[319]

Si el juez decidía negar el *amparo*, el ciudadano podía apelar ante el tribunal de circuito respectivo (superior), el cual tenía 6 días para resolver.

Una de las particularidades de este juicio durante la vigencia de esta ley fue que estableció que con base en la información que el demandante proporcionara, el juez que recibiera una demanda de *amparo* debía analizarla y en un lapso de máximo 3 días debía emitir una declaratoria, en la que debía señalar si conforme a su criterio debía o no iniciarse el juicio de *amparo*, a lo que Rojas y Pascual llamaron "momento pre-judicial".

Posteriormente, al tomar una decisión y dictar una sentencia, el juez debía publicarla en los periódicos y comunicarla formalmente al gobierno del estado para el caso de que fuese necesario establecer responsabilidades de los servidores públicos involucrados. Además, con base en la Constitución de 1857, en el fallo debía limitarse a otorgar o negar la protección solicitada:

---

[318] Art 2 de la "Ley Orgánica de Procedimientos de los Tribunales de la Federación, que exige el artículo 102 de la Constitución federal, para los juicios de que habla el artículo 101 de la misma", Documento en línea: http://www.internet2.scjn.gob.mx/red/marco/PDF/D.%201855-1861/e)%20LEY%20DE%20AMPARO%20DE%201861.pdf Fecha de consulta 1 de febrero de 2020.

[319] Art 3 de la "Ley Orgánica de Procedimientos de los Tribunales de la Federación, que exige el artículo 102 de la Constitución federal, para los juicios de que habla el artículo 101 de la misma", Documento en línea: http://www.internet2.scjn.gob.mx/red/marco/PDF/D.%201855-1861/e)%20LEY%20DE%20AMPARO%20DE%201861.pdf Fecha de consulta 1 de febrero de 2020.

> "Art. 11. En él se limitará únicamente a declarar que la justicia de la Unión ampara y protege al individuo, cuyas garantías han sido violadas, o que no es el caso del artículo constitucional, en virtud de haber procedido la autoridad que dictó la providencia en el ejercicio de un derecho reconocido por la ley"[320]

La ley también estableció que el juez estaba obligado a vigilar que se respetara su fallo y que las sentencias de los juicios de *amparo* sólo serían aplicables a las personas que solicitaran el *amparo*:

> "Art. 31. Las sentencias que se pronuncien en los juicios de esta naturaleza, sólo favorecen a los que litigaren. En consecuencia, nunca podrán alegarse por otros, como ejecutorias, para dejar de cumplir las leyes que los motivaren"[321]

Como se observa, la llamada "primera ley de *amparo*", fue una ley sencilla, que se limitó a establecer las reglas básicas para proteger las garantías individuales y los temas de vulneración de la soberanía de los estados y de la invasión de las facultades de la federación por autoridades estatales o municipales: señalamiento del acto violatorio, de la autoridad y de la garantía violada, así como el efecto únicamente entre las partes, es decir, únicamente entre el demandante y la autoridad acusada.

En los archivos del CDyA-SCJN no hay juicios de *amparo* presentados durante la vigencia de la primera ley que reguló el *amparo*, es decir, entre 1860 y 1869. Sin embargo, Isidro Rojas y Francisco Pascual García señalan que sí hubo una cantidad creciente de *amparos* a partir de la publicación de la primera ley, y que en muchas ocasiones éstos fueron otorgados:

---

[320] Artículo 11 de la "Ley Orgánica de Procedimientos de los Tribunales de la Federación, que exige el artículo 102 de la Constitución federal, para los juicios de que habla el artículo 101 de la misma", Documento en línea: http://www.internet2.scjn.gob.mx/red/marco/PDF/D.%201855-1861/e)%20LEY%20DE%20AMPARO%20DE%201861.pdf Fecha de consulta 1 de febrero de 2020.

[321] Art 31 de la "Ley Orgánica de Procedimientos de los Tribunales de la Federación, que exige el artículo 102 de la Constitución federal, para los juicios de que habla el artículo 101 de la misma", Documento en línea: http://www.internet2.scjn.gob.mx/red/marco/PDF/D.%201855-1861/e)%20LEY%20DE%20AMPARO%20DE%201861.pdf Fecha de consulta 1 de febrero de 2020.

> "Desde [su publicación] la institución se ha venido desenvolviendo de día en día; el número de juicios de *amparo* se ha venido desenvolviendo de día en día; el número de juicios ha venido creciendo incesantemente, si se exceptúan los años de 1876 y 1877, es decir, los de la revolución de Tuxtepec y su triunfo definitivo, en que disminuyeron drásticamente los *amparos* de una manera bastante apreciable…"[322]

Rojas y Pascual señalan que los *amparos* que se presentaron fueron contra actos del poder ejecutivo, del poder legislativo y del poder judicial, que incluyen decisiones del Congreso hasta decisiones de las secretarías del poder ejecutivo, que lo usaron nacionales y extranjeros, los acusados en asuntos penales, que se utilizó asuntos mineros, de patentes de aguas y caminos, contra la nacionalización de los bienes eclesiásticos, por temas de tráfico de mercancías, en materia de servicios militares, y contra las decisiones de jueces y magistrados. De este periodo, Rojas y Pascual señalan que documentaron la existencia de 123 juicios de *amparo*. Además, hay que recordar el último *amparo* "primigenio" ubicado por Oropeza, que propiamente corresponde a esta época.

Dado el aumento constante del número de *amparos* solicitados a partir de la publicación de la primera ley en 1861, las autoridades locales, estatales y municipales tuvieron una percepción negativa sobre el juicio, sobre todo porque la ley no desarrollaba con detalle las sanciones a los servidores públicos o autoridades que violentaran las decisiones de un juez en materia de *amparo*, es decir, "llegaron a creer que podían eludir el cumplimiento de las sentencias"[323] del juicio de *amparo*.

Isidro Rojas y Francisco Pascual García señalan que en este contexto hubo sentencias judiciales de juicios criminales que establecieron la pena de muerte como sanción en casos de delitos graves que escandalizaron a la sociedad mexicana, uno de ellos ocurrió en Tlaxcala y otro en Puebla, ambos en 1856; en el segundo caso se trató de un secuestro que fue ampliamente conocido. En ambos casos los jueces

[322] Rojas, Isidro y Pascual García, Francisco, *El Amparo y sus reformas*, Compañía Editorial Católica, México, 1907. Págs 56-57.
[323] Rojas, Isidro y Pascual García, Francisco, *El Amparo y sus reformas*, Compañía Editorial Católica, México, 1907. Pág. 71.

concedieron el *amparo*. En el juicio de *amparo* del caso poblano, la sentencia del juez hizo una reflexión sobre los derechos del hombre y las leyes vigentes:

> "Estaba en pugna evidentemente con el artículo 20 de la Constitución Federal, por más que se quisiera fundar en la citada ley de 6 de diciembre, pues ésta en sus artículos citados, es diametralmente opuesta a la carta fundamental, por cuya circunstancia y con arreglo al artículo 28 de la ley de 20 de enero de 1869, debe comprenderse que no están en vigor los artículos 5º, 6º y 54 ya dichos, como también por el principio común de derecho, de que toda ley posterior deroga la anterior, y también porque semejante procedimiento está reprobado por el derecho natural y divino, puesto que priva de la defensa natural, escrita en el corazón humano, sin que se pueda objetar que dicha ley de 6 de diciembre quedó vigente en todas sus partes por el artículo 11 de la ley de 12 de junio de 1861, pues no es posible ni lo permite así la Constitución Federal de la República, que es la suprema ley"[324]

Como se observa, el juez reflexionó sobre las garantías individuales y la Constitución, lo que lo llevó a otorgar el *amparo*. En este caso el juez señaló que la ley estaba violentando los derechos de los acusados de cometer delitos que se encontraban establecidos en el artículo 20 de la Constitución Política de 1857, entre ellos, el derecho a una defensa en el juicio –es decir, priva de la defensa natural-. De acuerdo a Rojas y García, en otras sentencias se puede encontrar las misma reflexiones, pero con citas a Tocqueville, Daunou, Wattel, entre otros autores.

Ante la reacción negativa del grueso de los servidores públicos, el 8 de junio de 1868 la Secretaría de Justicia del gobierno federal publicó una circular para los trabajadores de la administración pública recordándoles la obligatoriedad de respetar las sentencias de los juicios de *amparo*, y días después publicó una segunda circular recordándole a los jueces que su obligación era negar o conceder el *amparo* y observar que se cumpliera la sentencia, por lo tanto debían cuidar no extralimitarse[325].

[324] Ibíd. Pág. 102.
[325] Ibíd. Pág. 84.

De acuerdo con Isidro Rojas y Francisco Pascual García, las circulares que publicó la Secretaría de Justicia en 1868 mostraron la necesidad de establecer mayor claridad respecto al procedimiento del juicio de *amparo* y sus alcances. Además, al ser una institución nueva, la diversidad de *amparos* que se iban presentando hicieron necesario ajustar su procedimiento.

En los archivos del primer año en vigencia de esta ley que se ubicaron en el CDyA-SCJN se hallaron 9 demandas de *amparo*, de éstas la mayoría (8) no pertenece a la Ciudad de México (es decir, son *revisiones* hechas por la Suprema Corte de Justicia sobre sentencias de *amparo* realizadas en otros estados del país) y hay que observar que hay un caso que pide *amparo* para defender el derecho a la libertad de prensa, otro contra la decisión de un juez, otro contra la pena de muerte y otro contra el Congreso de Zacatecas. En este sentido vemos que en este pequeño grupo de *amparos* solicitados también se encuentran demandas contra actos del poder ejecutivo, del poder legislativo y del poder judicial, además, hay demandas contra un jefe político y contra un gobierno estatal, lo que en términos generales muestra el potencial que tuvo la institución.

Tabla 41. Juicios de *amparo* del Centro de Documentación y Análisis de la Suprema Corte de Justicia de la Nación con sede en la Ciudad de México promovidos durante la vigencia de la primera ley que reguló el *amparo* del año 1969

Número	Año	Lugar	Autoridad acusada	Acto violatorio o derecho violado
1	1869	Veracruz	Juez	Libertad de prensa Por la sanción que recibió a causa de la publicación de un artículo
2	1869	Aguascalientes	Administración pública	Por el cobro de contribuciones (fiscales)
3	1869	Aguascalientes	Administración pública	Por el cobro de contribuciones (fiscales)
4	1869	Aguascalientes	Administración pública	Por el cobro de contribuciones (fiscales)
5	1869	Zacatecas	Juez	Contra la orden de aprehensión de un juez por deudas civiles
6	1869	Zacatecas	Congreso	Contra una ley o decreto del Congreso que ordenaba una expropiación
7	1869	Zacatecas	Autoridad administrativa	Contra orden de expropiación
8	1869	Guerrero	Jefe político de Guerrero	Contra la exigencia de contribuciones fiscales por parte del Jefe político.
9	1869	México	Juez	Derecho a la vida Contra la pena de muerte

Fuente: Elaboración propia

7. La segunda ley que reguló el juicio de *amparo* (1869- 1882)

La segunda ley de *amparo* también se publicó durante la vigencia de la Constitución de 1857, bajo el gobierno de Benito Juárez. Estuvo en vigor entre 1869 y 1882, es decir, desde los últimos años del gobierno de Juárez y hasta los primeros del de Porfirio Díaz, e incluye los gobiernos de Valentín Gómez Farías (provisional), Sebastian Lerdo de Tejada y José María Iglesias (provisional). Esto significa que es el periodo en el cual comienza a estabilizarse el funcionamiento de la Constitución de 1857 y en el que ocurre la Revolución de Tuxtepec, es decir, la sublevación de Porfirio Díaz y la expulsión del poder de Lerdo de Tejada en 1876. El nombre correcto de esta ley es *Ley orgánica constitucional sobre el Recurso de Amparo*; fue publicada el 20 de enero de 1869, y a pesar de su nombre, también reguló los otros procedimientos judiciales establecidos en el artículo 101 y 102 de la Constitución de 1857.

Se trata, en realidad, de una ley especializada en el proceso de *amparo* de tan sólo 31 artículos. Respecto a la primera ley, ésta precisó el concepto de "suspensión" y dividió esta en "suspensión provisional" (cuando temporalmente la autoridad debe suspender el acto impugnado) y "suspensión definitiva" (cuando la autoridad debe suspender el acto impugnado de manera definitiva), y estableció que una impugnación sobre la decisión del *amparo* sólo podría resolverla la Suprema Corte de Justicia de la Nación.

Como ya se explicó, uno de los principales debates que se generó entorno al *amparo*, fue sobre el mal uso que se hacía de él y sobre el entorpecimiento que ocasionaba al trabajo del poder judicial, porque se presentaban *amparos* en todos los momentos de los juicios civiles y penales, lo que los convertía en asuntos interminables para el poder judicial y en consecuencia para los involucrados[326]. Además, según la Constitución Política, en todos los juicios debían existir máximo tres instancias, lo que significaba que una violación a las garantías individuales en cualquier momento del proceso judicial convertía el largo procedimiento en muchos juicios de *amparo* dentro

[326] En el capítulo anterior se han expuesto los principales argumentos de este debate así como las formas en que los juristas más renombrados de la época, entre ellos dos Magistrados de la Suprema Corte de Justicia de la Nación, intentaron resolverlo.

de cada proceso, y mientras no se resolvía cada uno de ellos, no se podía resolver el conflicto principal.

Por otro lado, para algunos juristas un *amparo* frente a una resolución judicial era una cuarta instancia, lo que significaba una violación al límite máximo de 3 instancias establecidas en la Constitución federal; para otros, si una sentencia judicial era violatoria de las garantías individuales, lo lógico era que el *amparo* fuese procedente independientemente de si esto significaba abrir una nueva instancia. Se trató de un amplio debate que resolvió el Congreso en esta segunda ley decidiendo que el *amparo* no procedía contra actos del poder judicial:

> "Art. 8. No es admisible recurso de *amparo* en negocios judiciales"[327]

Establecer que el *amparo* no se admite en negocios judiciales equivalía a decir que no se podría presentar *amparo* contra actos de intengrantes del poder judicial, es decir, contra ordenes, resoluciones o sentencias de jueces y magistrados. Si bien la ley establecía la improcedencia en estos casos, lo cierto es que el debate siguió abierto, porque una autoridad judicial podría tomar alguna decisión violatoria de los derechos del hombre establecidos en la Constitución de 1857.

En esta segunda ley el Congreso también decidió eliminar el largo proceso de las tres instancias que tienen los juicios ordinarios[328], es decir, una vez que el primer juez federal emitiera una sentencia respecto a una demanda de *amparo*, sólo la Suprema Corte de Justicia de la Nación podía revisarlo, y contra la sentencia de la revisión no habría ningún recurso:

> "Artículo 17. Contra la sentencia de la Suprema Corte no hay recurso alguno, y con motivo de ella sólo podrá exigirse la responsabilidad a los magistrados,

[327] Artículo 8 de la Ley Orgánica Constitucional sobre el Recurso de *Amparo*, 20 de enero de 1869. Vínculo: https://cursodeamparo.com/ley-organica-constitucional-sobre-el-recurso-de-amparo-1869/. Fecha de consulta: 10 de enero de 2020.

[328] Tradicionalmente los juicios tienen 3 instancias (o niveles). La *primera instancia* es primera revisión y sentencia que establece el primer juez al revisar un caso. La *segunda instancia* es la revisión que hace el superior del juez sobre la sentencia que dictó. Finalmente, la *tercera instancia* es la revisión que hace el maximo órgano de justicia de la revisión que se realizó. En México la Suprema Corte de Justicia de la Nación es el órgano revisor de tercera y última instancia.

conforme al capitulo 19 del decreto de 21 de marzo de 1813, en lo que no se oponga a la Constitución."[329]

El artículo 3º de la primera ley que regulaba el *amparo* daba tres días a la autoridad violadora de las garantías individuales para cumplir con su sentencia, pero la segunda ley redujo este lapso a 24 horas, y si el "acto reclamado" se consumaba de un modo irremediable, el juez debía iniciar un proceso penal contra la autoridad ejecutora, por lo que se reformó el Código Penal Federal para establecer las sanciones respectivas.

Otro de los grandes temas que se debatieron, fue la incertidumbre para saber cuál era el efecto de un juicio de *amparo*, es decir, había la necesidad de precisar los efectos cuando un juez otorgue un *amparo*, por lo que la nueva versión del artículo 23 fue más clara:

> "Artículo. 23. El efecto de una sentencia que concede *amparo*, es: que se restituyan las cosas al estado que guardaban antes de violarse la Constitución"[330]

Como se observa, el artículo 23 de la ley estableció que el efecto o consencuencia de que el juez otorgue el *amparo* es que la autoridad restituya las cosas al estado en que se encontraban antes del acto de autoridad. Es decir, reestablecer las cosas como si no hubiera acto de autoridad, en virtud de que el acto impugnado es incostitucional y violatorio de los derechos del hombre.

Además, la ley precisó que nadie podía invocar (es decir, hacer referencia o recordar) una sentencia de otro *amparo* para su propio proceso de *amparo* porque la sentencia sólo produce efectos entre las partes y porque no podía hacer declaración general respecto de la ley o el acto que la motivase; por lo tanto el *amparo* contra acto de autoridad o contra una ley, no podía tener el carácter de general. Si bien esto ya lo

[329] Artículo 17 de la Ley Orgánica Constitucional sobre el Recurso de *Amparo*, 20 de enero de 1869. Vínculo: https://cursodeamparo.com/ley-organica-constitucional-sobre-el-recurso-de-amparo-1869/. Fecha de consulta: 10 de enero de 2020.
[330] Artículo 23 de la Ley Orgánica Constitucional sobre el Recurso de Amparo, 20 de enero de 1869. Vínculo: https://cursodeamparo.com/ley-organica-constitucional-sobre-el-recurso-de-amparo-1869/. Fecha de consulta: 10 de enero de 2020.

señalaban la Constitución de 1857 y la primera ley que reguló el juicio, y es la conocida "Formula Otero" que se explicó en capítulos anteriores, la práctica común de los litigantes mostraba el intento constante de ampliar las sentencias para favorecer a otras personas, por lo que fue necesario precisarla:

> "Artículo 26. Las sentencias que se pronuncien en recursos de esta naturaleza, sólo favorecen a los que hayan litigado. En consecuencia, nunca podrá alegarse por otro como ejecutorias, para dejar de cumplir las leyes ó providencias que las motivaron."[331]

Por los motivos que se explican, Isidro Rojas y Francisco Pascual García señalan que la segunda ley fue un progreso que corrigió deficiencias y facilitó el arraigo de la institución en México:

> "Los que aprendieron derecho constitucional durante la vigencia de la ley de 1869 pueden recordar que la generalidad de los profesores de la época, al explicar en las cátedras el amparo y llegar al artículo 8º de la ley orgánica, se limitaban a breves frases despectivas para mostrar que era error y error evidente contra la Constitución. Superflua creían la tarea de poner en claro el carácter anticonstitucional del artículo, después de explicados los textos de la Constitución relativos a garantías individuales"[332]

Como se señaló en el capítulo anterior, en esta situación los jueces sentenciaban de manera dividida: si bien hubo "*amparos* en negocios judiciales" que fueron rechazados porque los jueces aplicaron el artículo 8º de la ley, otra cantidad importante fueron otorgados por otros jueces que consideraron que si una sentencia judicial violaba un derecho del hombre, era importante hacer prevalecer la Constitución. Esta diversidad de sentencias hizo que el tema llegara a la Suprema Corte de Justicia - única instancia

[331] Artículo 26 de la Ley Orgánica Constitucional sobre el Recurso de *Amparo*, 20 de enero de 1869. Vínculo: https://cursodeamparo.com/ley-organica-constitucional-sobre-el-recurso-de-amparo-1869/. Fecha de consulta: 10 de enero de 2020.
[332] Rojas, Isidro y Pascual García, Francisco, *El Amparo y sus reformas*, Compañía Editorial Católica, México, 1907. Pág. 88.

que podía revisar la resolución de un *amparo* -, la cual, después de analizar los conceptos, señaló que el *amparo* era procedente en los actos de las autoridades del Poder Judicial y que el artículo 8 de la ley era inconstitucional, aunque, como se señaló en el capítulo anterior, también hubo criterios judiciales que señalaban que el artículo 8º era constitucional.

Finalmente, vale la pena señalar que con el "*amparo* judicial" se discutió y estableció la práctica de escuchar al colitigante del juicio original (es decir, a la contraparte), por ello Rojas y Pascual García señalaron que este es el momento donde la institución adquiere plenitud:

> "El periodo transcurrido del 20 de enero de 1869 al 14 de diciembre de 1882, puede decirse que fue cuando el *amparo* alcanzó su plenitud como institución. Posteriormente, los juicios se han multiplicado; no han faltado importantes cuestiones, nuevamente planteadas y resueltas; pero aquellos catorce años, con sus tempestades políticas y hasta revolucionarias, que no han vuelto a reproducirse ni de lejos; con su periodo inicial de paz, que ha venido prolongándose sin interrupción, y con la atención que pudo consagrarse a los estudios de ese género, vieron llegar el *amparo* a su edad adulta y adquirir un vigor que le aseguraba indefinida y benéfica duración"[333]

En el caso de la búsqueda que se realizó en el CDyA-SCJN, debe señalarse que se encontraron 400 juicios de *amparo* presentados durante la vigencia de la segunda ley de *amparo*. La siguiente tabla muestra la cantidad de expedientes encontrados por cada año en el Centro de Documentación y Análisis:

[333] Ibíd. Pág. 100.

Tabla 42. Los Juicios de *amparo* en el CDyA-SCJN durante la vigencia de la segunda ley que reguló el *amparo* (1869- 1882)

Año	*Amparos* encontrados en el archivo	Año	*Amparos* encontrados en el archivo
1869	9	1876	4
1870	1	1877	2
1871	39	1878	3
1872	7	1879	26
1873	0	1880	180
1874	38	1881	44
1875	37	1882 [334]	10

Fuente: Elaboración propia

En el caso del contenido de las demandas de *amparo* ubicadas en el CDyA-SCJN es posible observar que a pesar de que los datos encontrados son irregulares, los *amparos* solicitados durante la vigencia de la segunda ley son cada vez mayores, incluso hay años en los que se observa un alto número de demandas de *amparo*, como es en 1880 año del que el Centro de Documentación resguarda 180 Juicios de *Amparo*, pero tambien hay años como 1871, 1874, 1875 y 1881 donde la cifra anual se aproxima a 40.

Al ser 1880 el año donde hay más *amparos* presentados que se encuentran en el CDyA-SCJN de este periodo, es relevante revisar los *amparos* que se presentaron. Como se observa en la siguiente tabla, en los 180 archivos del año de 1880 se encuentran solicitudes de *amparo* contra expropiaciones, cobros fiscales, multas, despidos de la administración, desalojos, sentencias de jueces, contra la orden de traslado de reos a San Juan de Ulúa y contra las sanciones de pena corporal; sin embargo, es de notar que el 80.55% de los *amparos* presentados ese año son contra la retención forzada al servicio de armas (gleba).

Tabla 43. *Amparos* solicitados en el año 1880 resguardados en el Centro de Documentación y Análisis de la Suprema Corte de Justicia de la Nación

Acto de autoridad impugnado	Número de *amparos*	Porcentaje
Contra la retención forzada al servicio de armas (gleba)	145	80.55%
Contra multas o actos de autoridad fiscal	6	3.3%
Contra su traslado a la prisión de San Juan de Ulúa	5	2.75%

[334] La ley de 1882 se publicó el 14 de diciembre por lo que todos prácticamente los juicios iniciados en 1882 son presentados bajo las reglas de la ley de 1869.

Contra resolución de juez civil	3	1.65%
Contra resolución de juez penal	3	1.65%
Contra la pena de muerte (sentencia de juez penal)	3	1.65%
Contra una expropiación	2	1.11%
Contra la conmutación de pena	1	0.55%
Contra la expropiación de bienes	1	0.55%
Contra la falta de pago de un salario	1	0.55%
Contra la tortura	1	0.55%
Sin precisar	1	0.55%
Total	**180**	**100%**

Fuente: Elaboración propia

Como se observa en la tabla 8, a pesar del artículo 8º que los prohíbe, en ese año se tienen 9 *amparos* contra resoluciones de los jueces: 3 contra resoluciones de juez civil y 6 contra resoluciones del juez penal. Contra la sentencia de pena de muerte son 3 de estos 6 en materia penal. Más adelante se analizan estos usos sociales del juicio de *amparo*.

Al tratarse de una institución de reciente positivización, las precisiones que hizo la segunda ley no fueron suficientes, y las dudas y debates continuaron, por ejemplo, se preguntaba cuál era el efecto de un *amparo* en materia penal, ¿liberar al acusado o cambiarle la sentencia penal? Frente a estos debates, el 17 de enero de 1870, Mariano Riva Palacio gobernador del Estado de México publicó un decreto que el congreso local le hizo llegar, el cual señalaba que cuando se ampara a un reo, la autoridad debe actuar como si el *acto de la autoridad* que ha sido impugnado no hubiese existido[335]. Con el decreto se amplió el debate jurídico y político porque ahora, un congreso estatal y su gobernador estaban explicando el contenido y la forma de interpretar una ley federal, lo que en principio, sería inconstitucional.

[335] Rojas, Isidro y Pascual García, Francisco, *El Amparo y sus reformas*, Compañia Editorial Católica, México, 1907. Págs.106-107.

8. La tercera ley que reguló el juicio de *amparo* (1882-1918)

Ante los nuevos debates generados con la aplicación de la segunda ley, la "Comisión de Puntos Constitucionales y la Comisión de Justicia" de la Cámara de Diputados presentó en 1877 un nuevo proyecto de reformas a la ley de *amparo*, que generó un amplio debate entre juristas y en la prensa nacional. En este proyecto se presentaron precisiones en materia de términos[336], personalidad jurídica[337] y sobre las sanciones a los servidores públicos que no atendieran la sentencia de los *amparos*. Además, el Magistrado José María Bautista (1882-1883) presentó el 5 de marzo de 1878 una propuesta de proyecto de ley a la Corte Suprema de Justicia, en la que colaboró también el Magistrado Luis Ignacio Vallarta. La Corte presentó este proyecto al Congreso Federal el 5 de abril del mismo año. Con estos documentos se inició una nueva discusión legislativa sobre el *amparo* que terminó con la publicación el 14 de diciembre de 1882 en el Diario Oficial de la Federación de una tercera ley que reguló el juicio de *amparo*.

Esta tercera ley de *amparo* se publicó bajo el gobierno de Manuel Gonzalez, durante el único momento en que se interrumpió el gobierno de Porfirio Díaz. Por lo tanto, es la ley que estuvo en vigor gran parte del periodo denominado "porfiriato" y siguió vigente hasta 1918, ya terminada la revolución mexicana y publicada la Constitución Política de 1917.

En ella aparece por primera vez la obligatoriedad de publicar las sentencias de los Jueces de Distrito, las revisiones de la Suprema Corte de Justicia (denominadas ejecutorias) y los votos particulares de los ministros de la Corte en los casos que tuviesen que atender, así lo estableció el artículo 47:

> "Art. 47. Las sentencias de los jueces de distrito, las ejecutorias de la Suprema Corte y los votos de la minoría de que habla el artículo 41, se publicaran en el periódico oficial del Poder Judicial Federal. Los tribunales, para fijar el derecho

[336] Es decir límites de tiempo para ejercer derechos, presentar pruebas dentro del juicio de *amparo* y que el juez respectivo tome decisiones.
[337] Es decir, quiénes tienen capacidad jurídica para presentarse en juicio, y presentar un juicio a nombre de otras personas.

público, tendrán como regla suprema de conducta la Constitución federal, las ejecutorias que la interpreten, las leyes emanadas de ellas y los tratados de la República con naciones extranjeras"[338]

Como se observa en la cita, las resoluciones en materia de *amparo* tomadas por los jueces de Distrito (primera instancia), como las revisiones realizadas por la Suprema Corte de Justicia de la Nación (ejecutorias), debían ser publicadas en el diario oficial del Poder Judicial. Está publicación tuvo como objetivo difundir las decisiones que en materia de derechos del hombre tomaban los jueces de Distrito y la Suprema Corte de Justicia de la Nación, con la finalidad de ir formando criterios uniformes en todo el país sobre el tema. Esta obligación marcó el inicio de la jurisprudencia en México, es decir, a partir de este momento comenzaron a publicarse los criterios judiciales de interpretación de la Constitución y de las leyes[339].

Para Isidro Rojas y Francisco Pascual García, en la publicación de la tercera ley de *amparo* se reunió "la experiencia adquirida durante veinte años; se hicieron muchas innovaciones a la legislación y se fijaron algunos puntos"[340] que serían duraderos en la institución.

Porfirio Díaz llegó al poder en 1876 y esta ley se publicó 6 años después, por lo que a pesar de ser publicada en el único momento en que se interrumpió su presidencia, es posible señalar que se inscribe dentro de lo que Héctor Fix-Zamudio denominó la primera modernización jurídica del país, en la que se detallaron y mejoraron décenas de normas y procedimientos jurídicos gracias al periodo de relativa paz que se estaba viviendo.

Esta nueva ley tuvo de nombre *Ley orgánica de los artículos 101 y 102 de la Constitución Federal del 5 de febrero de 1857*, y al desarrollar con mayor detalle el proceso del juicio de *amparo*, fue una ley mas grande, de 83 artículos. Además, al estarse debatiendo y desarrollando la legislación en muchas materias, se publicaron dos códigos que precisaron la generalidad de los procesos judiciales federales: el

[338] Martínez Godínez María Concepción, "La Jurisprudencia", en *Revista Práxis de la justicia fiscal y administrativa,* año 3, número 5, Tribunal Federal de Justicia Fiscal y Administrativa, México, 2011.
[339] Ibíd.
[340] Rojas, Isidro y Pascual García, Francisco, *El Amparo y sus reformas*, Compañía Editorial Católica, México, 1907. Pág.111.

Código de Procedimientos Federales de 1897, el cual fue substituido en 1909 por el *Código Federal de Procedimientos Civiles*. Estas códigos acompañaron al juicio de *amparo* en los vacíos legales que se iban presentando durante la práctica del *amparo*. En palabras del jurista Ignacio Burgoa, con la ley de *amparo* de 1882 el juicio desarrolló la técnica de su procedimiento, lo que le permitió consolidarse como institución social:

> "Puede sostenerse que mediante la Ley de 82 el juicio de *amparo* no sólo se estructuró con más técnica, sino que bajo su vigencia ahondó sus raíces en la conciencia jurídica nacional."[341]

Tabla 44. Resumen del contenido de la tercera ley que reguló el *amparo* (1882)

Capítulo	**Artículos**
I. De la naturaleza del *amparo* y de la competencia de los jueces que conocen de él	1- 6
II. De la demanda de *amparo*	7- 10
III. De la suspensión del acto reclamado	11- 19
IV. De las excusas, recusaciones e impedimentos	20- 26
V. De la substanciación del recurso	27-34
VI. Del sobreseimiento	35- 37
VII. De las sentencias de la Suprema Corte	38- 47
VIII. De la ejecución de las sentencias	48- 52
IX. Disposiciones generales	53- 62
X. De la responsabilidad en los juicios de *amparo*	63- 83

Fuente: Elaboración propia con base en la ley referida

Con los debates generados después de la segunda ley y las nuevas situaciones que se presentaron durante su vigencia, el Congreso tomó las siguientes decisiones y ajustes para el juicio de *amparo*, que se incluyeron en la ley de 1882:

- Se restableció la posibilidad de demandar *amparo* contra actos y decisiones del poder judicial, es decir, en "negocios judiciales". Pero retomando el criterio jurisprudencial de Luis I. L. Vallarta, Ministro de la Corte entre 1877 y 1882, se estableció que los *amparos* no procedían contra decisiones de la Suprema Corte de Justicia de la Nación:

[341] Burgoa Ignacio, *El juicio de Amparo*, Porrúa, México, 1975 Pág. 140.

"Art. 6. El *amparo* procede también, en su caso, contra los jueces federales, y entonces se interpondrá ante el juez suplente, si se reclamasen los actos del (juez) propietario o ante éste o los suplentes por su orden, si la violación se imputa al magistrado de circuito. En ningún caso se admitirá este recurso en los juicios de *amparo*, ni contra los actos de la Suprema Corte, ya sea funcionando en tribunal o pleno, o en salas"[342]

- Se creó la posibilidad de que la demanda de *amparo* se presentara por un tercero cuando el directamente afectado no pudiese presentarla. Esta opción fue importante, sobretodo para los casos de las detenciones arbitrarias y de las detenciones forzadas al servicio de las armas porque las personas no estaban en libertad para acudir a los tribunales. Los terceros a los que se les permitió presentar un *amparo* a nombre de otra persona fueron sus familiares: ascendientes, descendientes, esposo, esposa, parientes por consanguineidad hasta el cuarto grado, y personas sin parentesco pero mediante el pago de un fianza:

  "Art. 9. Cualquier habitante de la República, por sí o por apoderado legítimo, puede entablar la demanda de *amparo*.
  Cuando haya urgencia pueden entablarla los ascendientes por los descendientes o viceversa; el marido por la mujer y la mujer por el marido; los parientes por consanguinidad hasta el cuarto grado; los afines hasta el segundo grado; los extraños también podrán entablar siempre que ofrezcan fianza, a satisfacción del juez, de que el interesado ratificará la demanda inmediatamente que esté en condiciones de poderlo verificar"[343]

[342] Artículo 6 de la Ley Orgánica de los artículos 101 y 102 de la Constitución Federal del 5 de febrero de 1857. Vinculo: http://www.internet2.scjn.gob.mx/red/marco/PDF/H.%201881-1889/b)%20Ley%20Orgánica%20arts.%20101%20Y%20102%20(14%20Dic.%201882).pdf Fecha de consulta: 10 de febrero de 2020.
[343] Artículo 9 de la Ley Orgánica de los artículos 101 y 102 de la Constitución Federal del 5 de febrero de 1857. Vinculo: http://www.internet2.scjn.gob.mx/red/marco/PDF/H.%201881-1889/b)%20Ley%20Orgánica%20arts.%20101%20Y%20102%20(14%20Dic.%201882).pdf Fecha de consulta: 10 de febrero de 2020.

- Se estableció la "jurisdicción supletoria", es decir, que cuando un juzgado no estaba disponible, el colindante podía recibir la demanda de *amparo* con la finalidad de que nunca existiera la posibilidad de que la ausencia de jueces permitiera que se violaran las garantías individuales en el país:

  "Art. 4º. En los lugares en que no haya jueces de distrito, los jueces letrados de los Estados, podrán recibir la demanda de *amparo*, suspender el acto reclamado en los términos prescritos en esta ley y practicar las diligencias urgentes, dando cuenta de ellas inmediatamente al juez de distrito respectivo, y pudiendo, bajo la dirección de éste, continuar el procedimiento hasta ponerlo en estado de sentencia"[344]

- Se estableció que no procedía el *amparo* en asuntos que antes ya habían sido analizados previamente por un juez de *amparo*, con la finalidad de no saturar el trabajo de los tribunales federales:

  "Art. 10. No se admitirá nuevo recurso de *amparo* respecto de un asunto ya fallado, ni aun a pretexto de vicio de inconstitucionalidad que no se hicieron valer en el primer juicio"[345]

Con la finalidad de no saturar al lector con los artículos de la ley, se presentan otras reglas de la ley sin citar los artículos:

- Al eliminar la prohibición de presentar *amparos* en negocios judiciales (lo que establecía el artículo 8 de la ley anterior), se restableció la posibilidad de

[344] Artículo 4 de la Ley Orgánica de los artículos 101 y 102 de la Constitución Federal del 5 de febrero de 1857. Vinculo: http://www.internet2.scjn.gob.mx/red/marco/PDF/H.%201881-1889/b)%20Ley%20Orgánica%20arts.%20101%20Y%20102%20(14%20Dic.%201882).pdf Fecha de consulta: 10 de febrero de 2020.
[345] Artículo 10 de la Ley Orgánica de los artículos 101 y 102 de la Constitución Federal del 5 de febrero de 1857. Vinculo: http://www.internet2.scjn.gob.mx/red/marco/PDF/H.%201881-1889/b)%20Ley%20Orgánica%20arts.%20101%20Y%20102%20(14%20Dic.%201882).pdf Fecha de consulta: 10 de febrero de 2020.

presentar este tipo de juicios, por lo tanto, volvió a proceder el *amparo* contra resoluciones de los jueces.

- Se permitió la presentación de *amparos* vía telégrafo con la finalidad de evitar que la distancia entre una comunidad y la sede judicial donde se debía presentar la demanda de ampara dificultara la defensa de los derechos del hombre.
- Se creó la figura de la "suspensión del acto reclamado" y se le establecieron reglas, lo que ayudaba en los casos en que la violación de una garantía era continua o no se había concretado pero era inminente. La "suspensión del acto reclamado" se convirtió en un elemento central del juicio de *amparo* porque a partir de ella un juez puede ordenar suspender temporalmente a una autoridad el acto que el ciudadano está reclamando. Como la propia palabra lo dice, "suspender", es pausar temporalmente un acto, en tanto el juez confirma si hay una violación a una garantía o no. Si el juez al analizar detalladamente el asunto considera que no existe tan violación, deja sin efectos la suspensión y la autoridad puede reiniciar el acto. Por el contrario, si el juez considera que sí hay una violación, puede establecer una "suspensión definitiva".
- Se estableció que la Suprema Corte de Justicia de la Nación podía revisar la "suspensión del acto reclamado".
- Estableció que la autoridad tenía la obligación de dar un informe al juez cuando éste se lo solicitara para que pudiera conocer el contexto bajo el cual se daba la supuesta violación a los derechos del hombre o a sus garantías. De esta manera el juez tendría mayor información sobre el "acto reclamado", y la versión de la autoridad acusada de cometer la violación.
- Estableció las causales de "sobreseimiento", es decir, las razones por las cuales un juez podía decidir no continuar el juicio: desistimiento (quien inició el juicio decide no continuarlo), cuando la autoridad acusada restituye por si misma las cosas al estado en que se encontraban, cuando cesan los efectos del acto reclamado y por imposibilidad de restituir las cosas al estado en que se encontraban.[346]

[346] Rojas, Isidro y Pascual García, Francisco, *El Amparo y sus reformas*, Compañia Editorial Católica, México, 1907. Pág.123

- Estableció que el sobreseimiento no excluye la responsabilidad civil o penal en que puede incurrir una autoridad.
- Autorizó al juez a presentar denuncia penal contra servidores públicos si encontraba la comisión de algún delito al analizar el caso.
- Determinó que cuando un *amparo* fuera negado, se estableciera una sancion económica a la persona que lo solicitó, con la finalidad de limitar los excesos.
- Estableció que podía haber responsabilidad de los jueces y magistrados por su comportamiento si se violaban las garantías individuales de las personas.
- Se endurecieron las sanciones para los servidores públicos que violaran un *amparo* otorgado.

Además, con la publicación de la tercera ley que reguló el *amparo* se generó la necesidad de reformar el Código de Procedimientos Civiles (federal), porque era el Código que regulaba la generalidad de los procesos jurídicos. La reforma al Código estableció que cuando se solicitara un *amparo* por violaciones a determinados derechos o garantías y el juez encontrara otros derechos o garantías violados, el juez debe proteger estos derechos otorgando el *amparo* para protegerlos.

Tabla 45. Resumen de las leyes que regularon el juicio de *amparo* en el siglo XIX

	Nombre correcto y fecha de publicación	**Aportes al desarrollo del juicio de *amparo***
1	Ley Orgánica de procedimientos de los Tribunales de la Federación, que exige el artículo 102 de la Constitución Federal, para los juicios de que habla el artículo 101 de la misma. 30 de noviembre de 1861	● Es la primera que reguló el juicio de *amparo* de México. ● Surgimiento de la formula jurídica “La justicia de la Unión ampara y protege a:” ● Establecía un “ante-juicio” para que el juez considerara previamente si el juicio era procedente. ● Por la redacción del artículo 28 se entendió que podían ampararse los servidores públicos. ● Solicitaba establecer en la demanda los hechos y la garantía violentada. ● Establecía que las sentencias sólo favorecían a quienes las litigaren.
2	Ley Orgánica Constitucional sobre el Recurso de *Amparo* 20 enero de 1869 20 de enero de 1869	● Estableció la prohibición del “*amparo* en negocios judiciales”. ● Estableció que la resolución de un juicio de *amparo* sólo podría ser revisado por la Suprema Corte de Justicia de la Nación, y que contra su resolución no habría recursos para impugnarlas. ● Estableció que el efecto de una sentencia de *amparo* era restituir las acosas al estado en que se encontraban antes de la violación a la Constitución. ● Impulsó una reforma al Código Penal Federal para regular las

		sanciones por la violación a un *amparo* por parte de una autoridad.
3	Ley Orgánica de los artículos 101 y 102 de la Constitución Federal del 5 de febrero de 1857 1882	● Es producto de los debates de la primera modernización jurídica del país. ● Desarrolla ampliamente el procedimiento del juicio de *amparo*. ● Restableció los *amparos* en "negocios judiciales". ● Estableció la posibilidad de que terceros presentaran demanda de *amparo* en nombre otra persona. ● Estableció la jurisdicción supletoria ● Estableció que el *amparo* no procedía en asuntos que ya se habían revisado ● Permitió la presentación de *amparos* a través del telégrafo. ● Creó la "suspensión del acto reclamado", el cual podía ser revisado por la Suprema Corte de Justicia de la Nación. ● Amplió las responsabilidades de los funcionarios que violaran un *amparo*. ● Autorizó a los jueces de *amparo* a presentar denuncias penales contra servidores públicos si observaba en el análisis de la demanda de *amparo* la comisión de delitos. ● Estableció una sanción económica para el proponente del juicio de *amparo* no procedente para limitar los abusos. ● Estableció la responsabilidad de jueces y magistrados en el curso de un juicio de *amparo*.

Fuente: Elaboración propia

9. El uso social del juicio de *amparo*

Como se observa en estas páginas, el número de demandas de *amparo* fue en ascenso desde su institucionalización en el Acta de Reformas de 1847 y aún más con la publicación de la primera ley que lo reguló en 1861, y es muy amplia la diversidad de autoridades acusadas de violar los derechos del hombre, y de actos que los ciudadanos consideraban que violaban sus derechos.

En el caso de los *amparos* encontrados en el CDyA-SCJN se puede observar el ascenso de su uso en la siguiente tabla que los acumula por décadas:

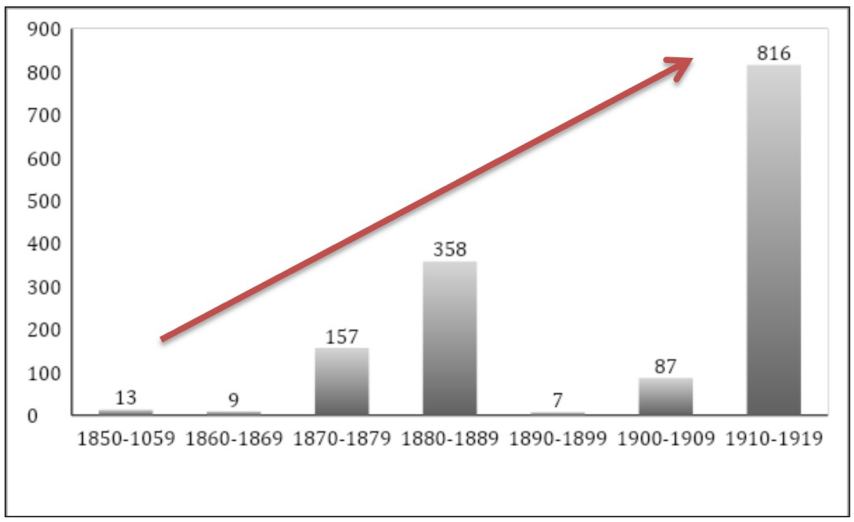
Tabla 46. *Amparos* por década del archivo del CDyA- SCJN

Década	**Número de *Amparos***	**Década**	**Número de *Amparos***
1850-1859	13	1890-1899	7[347]
1860-1869	9	1900-1909	87
1870-1879	157	1910-1919	816
1880-1889	358	1920-1929	26842

Fuente: Elaboración propia

La expresión gráfica que muestra la tendencia a la alza de los *amparos* y sus revisiones que se encuentran en el CDyA-SCJN es la siguiente:

Gráfico 1. *Amparos* por década del archivo del CDyA- SCJN



Fuente: Elaboración propia. La flecha tiene la intención de mostrar el ascenso.

Como se observa en la gráfica, el número de demandas de *amparo* que se presentaron fue en aumento desde que se constitucionalizó la institución en 1847. Sin embargo, además de conocer el aumento de demandas de *amparo* es importante conocer cómo

[347] En los archivos del CDyA-SCJN no ha una explicación del porqué del descenso del número de *amparo* en la última década del siglo XIX; sin embargo, una hipótesis fue que disminuyeron los amaparos motivados por la "retención forzada al servicio de las armas" (gleba), tema que se analiza más adelante.

los ciudadanos utilizaron este juicio y que significado tiene el uso de la institución en la sociedad mexicana del siglo XIX.

Para 1846, cuando la institución se estaba impulsando a nivel nacional con el *Acta de reformas de 1847,* el censo realizado por Thomas Famharn calcula que en México había 7 millones de habitantes. Para 1856, cuando iniciaba el Congreso Constituyente, el censo encargado por Sebastián Lerdo de Tejada calcula que la población aumentó hasta 7 millones 859 mil habitantes. Para 1910, año del III Censo General de Población realizado por el gobierno de México, se calcula que hay una población aproximada de 15 millones 160 mil personas. Estos datos significan que durante la segunda mitad del siglo XIX México duplicó su población. El Instituto Nacional de Geografía y Estadística (INEGI) calcula que para 1895 había un analfabetismo de personas mayores de 15 años del 82.1% de la población; es decir, que aproximadamente el 18% de la población sabía leer y escribir, lo que es el equivalente a un aproximado de 2.7 millones de personas[348]. Si bien el nivel de analfabetismo jugó un papel importante para que la población tuviera acceso a la justicia, es importante señalar que con la transformación del juicio de *amparo* entre la primera y la tercera ley que lo regularon, hay un esfuerzo institucional por acercar el acceso a la justicia a la mayoría de la población como sujetos individuales. Este esfuerzo se observa cuando se permitió presentar *amparos* a través del telégrafo, y sobretodo, cuando se permitió que terceras personas, próximas de las que consideraban afectados sus derechos del hombre, pudieran presentar la demanda a su nombre.

Con base en el Primer Censo General, que data de 1895, las ciudades más pobladas eran Guanajuato, Jalisco, Oaxaca, Veracruz, Michoacán, Estado de México, Puebla, San Luis Potosí y el Distrito Federal (Ciudad de México). Cada una de estas ciudades tenía una población de entre 0.5 y 1 millón de personas[349]. Como se verá en los casos analizados, es en estas ciudades en donde se ocurre la mayoría de los juicios de *amparo* analizados.

En el Archivo Histórico de la Ciudad de México se encontraron 649 expedientes de *amparo* que se presentaron durante la vigencia de la segunda y tercera ley que

[348] Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática (INEGI), *Estadísticas Históricas de México,* Tomo I, México, Primera reimpresión, enero de 2000.
[349] Ibíd.

regularon el juicio. La siguiente tabla muestra la clasificación que se realizó de estos archivos

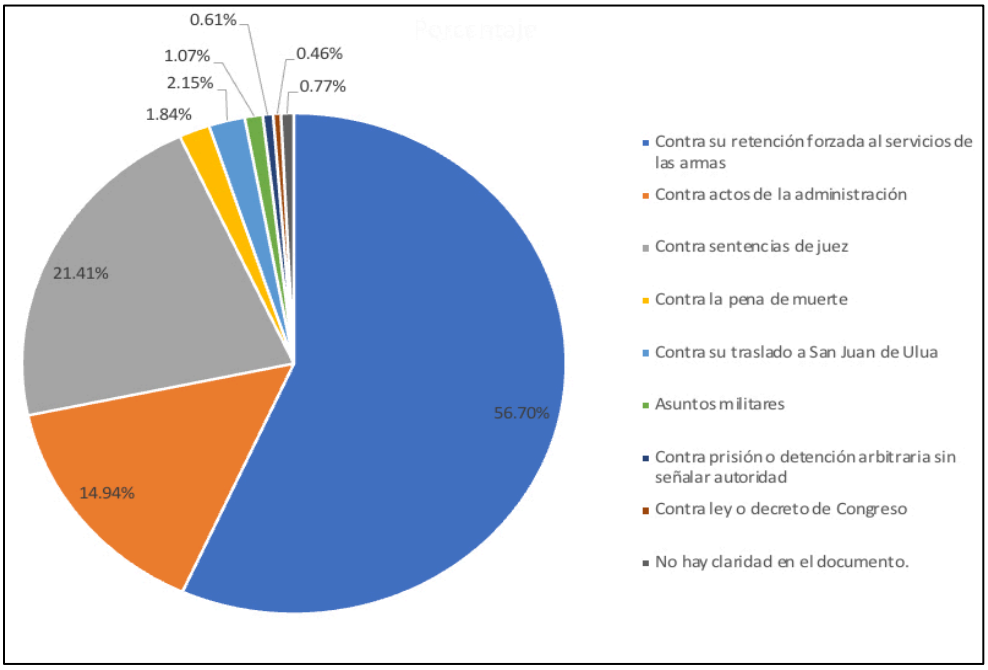
Tabla 47. Juicios de *amparo* encontrados en el archivo histórico del CDyA- SCJN (1850- 1917)

Motivo del juicio o autoridad acusada	**Juicios presentados durante la vigencia de segunda ley**	**Juicios presentados durante la vigencia de la tercera ley**	**Total de juicios**	**Porcentaje**
Contra su retención forzada al servicios de las armas	293	75	368	56%
Contra actos de la administración	50	47	97	14.94%
Contra sentencias de juez	30	109	139	21.41%
Contra la pena de muerte	8	4	12	1.84%
Contra su traslado a San Juan de Ulua	8	6	14	2.15%
Asuntos militares	5	2	7	1.07%
Contra prisión o detención arbitraria sin señalar autoridad	4	0	4	0.61%
Contra ley o decreto de Congreso	2	1	3	0.46%
No hay claridad en el documento.	0	5	5	0.77%
Total	400	249	649	100%

Fuente: Elaboración propia.

Como se observa en la tabla y en la siguiente gráfica, el juicio de *amparo* se utilizó con frecuencia “contra la retención forzada al servicio de las armas”, es decir, contra la gleba, aunque no es la única razón por la cual la población en México demandó la protección a sus derechos del hombre a través del juicio de *amparo*. Del total de juicios encontrados, 368, es decir, el 56%, se presentaron “contra la retención forzada al servicio de las armas”:

Gráfico 2. Expresión gráfica de los juicios de *amparo* encontrados en el archivo histórico del CDyA- SCJN (1850- 1917)



Fuente: Elaboración propia

Con la finalidad de conocer un poco más sobre la institución y sus usos más comunes durante sus primeras décadas de existencia, a continuación se muestran algunos ejemplos de las demandas que se han localizado en los archivos históricos del poder judicial:

i. Los *amparos* contra la retención forzada al servicio de las armas (gleba)

Como se señaló, en el archivo analizado se encontraron 368 juicios de *amparo* contra la retención forzada al servicio de las armas, sin embargo, el investigador de la Universidad Nacional Autónoma de México (UNAM), Mario Ramírez Rancaño señala que entre los distintos archivos históricos de la Suprema Corte de Justicia de la Nación y las “Memorias” (archivo histórico) de la Secretaría de Guerra y Marina ha ubicado la

existencia de más de 12,557 expedientes de *amparo* presentados entre 1872 y 1914 por este mismo motivo[350].

De acuerdo a Ramírez Rancaño, desde el gobierno de Benito Juárez se buscaba fortalecer al ejército, porque contaba con muy pocos integrantes, y en muchas ocasiones, los presidentes de la llamaron a la población a integrarse al ejército para fortalecer a las fuerzas armadas. Ramírez Rancaño señala que la población no respondió a los llamados, por lo que los presidentes pedían a los gobernadores, jefes políticos, y jefes militares integrar a jóvenes varones al ejército, lo que produjo los levantamientos forzados, es decir, la gleba. En muchas ocasiones se organizaron redadas para detener jóvenes varones, llevarlos a las bases militares e integrarlos a las fuerzas armadas. Con el objetivo de ampliar el número de integrantes del ejército, el 28 de mayo de 1869 se publicó la ley que estableció el servicio militar obligatorio al cumplir 16 años para los jóvenes varones, seleccionando determinado número de jóvenes de cada comunidad a través de un sorteo.

Los ciudadanos detenidos a través de las redadas rechazaban la integración al ejército, y este rechazo aumentó en los últimos años del gobierno de Porfirio Díaz cuando iniciaron las revueltas populares y la revolución, porque los detenidos temían por sus vidas. Ramírez Rancaño señala que hay expedientes con demandas de *amparo* más elaboradas que otras, pero que la gran mayoría señalaban la violación al artículo 5º de la Constitución de 1857, es decir, la violación al derecho a la libertad de trabajo, la falta de consentimiento para laborar en el ejército, y la pérdida de la libertad[351]. También señala que el trámite duraba entre 2 y 5 meses, que muchos fueron negados y otros tantos otorgados al demandante, dependiendo del juzgado donde se presentaba, las circunstancias de la detención, los argumentos de la persona demandante y los argumentos de la autoridad que cometía el acto, es decir, la detención forzada.

[350] Ramírez Rancaño Mario, *La justicia durante el Porfiriato y la Revolución. Los amparos entre el Ejército Federal (1898-1914),* Suprema Corte de Justicia de la Nación, México, 2010.

[351] Recordemos que el artículo 5º de la Constitución Política de 1857 señalaba: "Nadie puede ser obligado a prestar trabajos personales, sin la justa retribución y sin su pleno consentimiento. La ley no puede autorizar ningún contrato que tenga por objeto la pérdida o el irrevocable sacrificio de la libertad del hombre, ya sea por causa de trabajo, de educación, o de voto religioso. Tampoco puede autorizar convenios en que el hombre pacte su proscripción o destierro"

En ese sentido, analizando la siguiente tabla se observa que a partir de 1876 cae relativamente el número de juicios de *amparo* contra la gleba que resguarda el archivo histórico de la Suprema Corte de Justicia de la Nación; esto se debe al decreto de reforma constitucional que publicó un año antes (1873) Sebastián Lerdo de Tejada, que reforzó la prohibición de los trabajos forzosos.

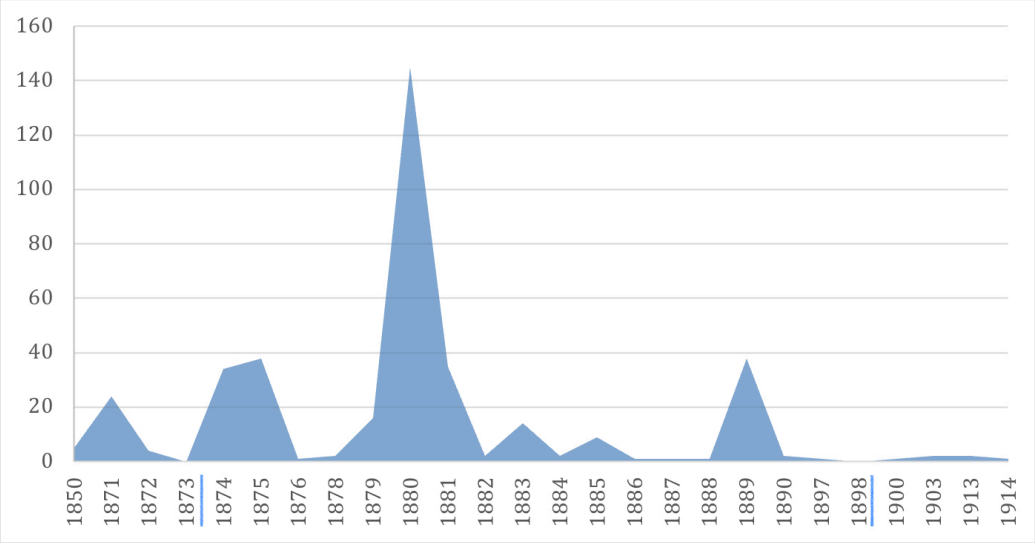
Tabla 48. Los *Amparos* contra la gleba (1850- 1914)

Año	***Amparos***	**Año**	***Amparos***	**Año**	***Amparos***	**Año**	***Amparos***
1850	5	1878	2	1885	9	**1898**	0
1871	24	1879	16	1886	1	1900	1
1872	4	1880	145	1887	1	1903	2
1873	**0**	1881	35	1888	1	1913	2
1874	34	1882	2	1889	39	1914	1
1875	38	1883	14	1890	2		
1876	1	1884	2	1897	1		

Fuente: Elaboración propia.

En la tabla y en el gráfico siguiente se observa que el decreto de reforma constitucional de 1873 no fue suficiente, por lo que impulsó la reforma constitucional del 1898, que finalmente logra disminuir el número de *amparos* contra los trabajos forzosos.

Gráfica 3. Los *Amparos* contra la gleba (1850- 1914)



Fuente: Elaboración propia

Es importante señalar la observación que hacen Rene García y Ana Lidia García Peña sobre este tipo de *amparos*. Para estos investigadores la solicitud de *amparo* contra la retención forzada al servicio de las armas significa que indígenas y campesinos comenzaron a construirse a través del discurso del individuo, la libertad y la igualdad jurídica.

Como ejemplo de un *amparo* presentado "contra la detención forzada al servicio de las armas" se presenta el expediente 968/1901. Se trata de una demanda de *amparo* presentada el 18 de abril de 1901 por Nicolasa Vidal, a nombre de su esposo Higinio González, contra el jefe político de Veracruz y ante el Juzgado de Distrito de Veracruz. En este caso, Nicolasa Vidal e Higinio González argumentaron que se violaron los derechos contenidos en los artículos 5, 16 y 19 de la Constitución cuando se detuvo a Higinio González contra su voluntad, el día 20 de marzo del mismo año. En la solicitud de *amparo*, también señalaron que González no podía prestar su servicio en las fuerzas armadas porque se encontraba próximo a contraer matrimonio y era el sustento económico de dos hijos y su madre. Como prueba presentó las actas de nacimiento de sus hijos y testimonios familiares. También argumentaron que no se había realizado el sorteo establecido en la ley de 1869 para el servicio militar obligatorio.

El juez de Distrito de Veruacruz otorgó el *amparo* y lo envió para su revisión a la Suprema Corte de Justicia, la cual revisó y confirmó la sentencia que otorgaba el *amparo*. El trámite duró 4 meses y el 26 de junio la Corte ratificó el *amparo* con la resolución que señaló:

> "Julio 2 de 1901.
>
> Por unanimidad, fue confirmado el fallo que concedió el *amparo*, habiendo la superioridad – es decir, la Suprema Corte - tenido en cuenta, para decidirlo así, la falta de acta de sorteo"[352].

[352] Ramírez Rancaño Mario, *La justicia durante el Porfiriato y la Revolución. Los amparos entre el Ejército Federal (1898-1914),* Suprema Corte de Justicia de la Nación, México, 2010. Página 55.

Como se observa en la cita, la Suprema Corte *confirma el fallo que concedió el amparo,* es decir, confirmó que la protección debía otorgarse a los demandantes del *amparo* porque exisía violación a sus derechos del hombre. El anexo 1 “Imagenes referenciadas” de este trabajo muestra la imagen de la sentencia de este juicio donde el juez otorga el amparo.

ii. Los *amparos* desde los pueblos de las comunidades agrarias

Si se observa la tabla y gráfica anteriores, es de notar que hay una gran cantidad de *amparos* contra actos de la administración. Los actos de la administración pueden ser del gobierno federal, estatal, municipal o del jefe político de la ciudad. Entre los “actos de la administración” que fueron denunciados se encuentran excesivos cobros de impuestos, expropiaciones, retenciones ilegales, multas, expulsiones de la ciudad, entre otros. Dentro de esta cantidad de juicios de *amparo* se encuentra un número importante de *amparos* promovidos por individuos pertenecientes a pueblos y comunidades agrarias, que no podían presentarse a juicio como sujeto colectivo, porque el proceso de reforma tendía a individualizar la propiedad, y no les otorgaba “personalidad jurídica”, requisito indispensable para presentar una demanda ante un juez.

Dentro de las decenas de juicios de *amparo* que existen “contra actos de la administración” se encuentran las demandas de justicia de los pueblos y comunidades agrarias, que ante el desconocimiento constitucional de su existencia, se veían obligados a presentar de manera individual su demanda, como “vecinos” de determinada comunidad.

En estos casos, la estrategia de la comunidad agraria era presentar *amparos* individualizados por parte de cada integrante de la comunidad. Más allá de la estrategia, lo cierto es que la Constitución no les reconocía “personalidad jurídica” a las comunidades agrarias, y por tanto, su acceso a la justicia era mucho mas precario que a las personas que no pertenecían a estas comunidades, que además, eran la mayoría de la población, así lo confirma la investigadora Daniela Marino:

> "La anulación de la personalidad jurídica de las corporaciones provocó un sinfín de complicaciones a la de por sí difícil desamortización civil, pues significaba que las comunidades no podían realizar ningún acto jurídico sobre su propiedad colectiva, si siquiera presentarse a juicio en caso de demandas o abusos sobre ella"[353]

El investigador Felipe Ávila señala que los conflictos de este tipo son muy diversos, pues los hay entre las comunidades, entre comunidades y haciendas, entre las comunidades y la iglesia, y entre estas últimas y los gobiernos estatales o el gobierno nacional, que intentaba fragmentar e individualizar la propiedad de la tierra[354].

Daniela Marino señala que dentro de las estrategias de las comunidades agrarias se encuentra incluso la utilización a su favor de las propias leyes de reforma, por ejemplo, cuando la *Ley de desamortización de fincas rústicas y urbanas de corporaciones civiles y eclesiásticas* de 1856, mencionó a comunidades agrarias pero no a ejidos, éstos comenzaron a citarla en artículos que les serían favorables. Moreno señala que también los gobiernos estatales buscaron dar cause a las demandas de las comunidades agrarias; sin embargo, muchas de estas acciones y leyes estatales fueron declaradas inconstitucionales por la Suprema Corte de Justicia de la Nación, porque para proceder partían del reconocimiento colectivo de los pueblos y comunidades agrarias[355].

Las leyes de desamortización ordenaban individualizar la propiedad, pero entregarla a los miembros de la comunidad; sin embargo, este proceso se prestaba para actos de corrupción y apropiación de las tierras a personas ajenas de la comunidad.

Un ejemplo de la estrategia de litigio de pueblos y comunidades es la demanda de *amparo* que presentaron en el año de 1879, 112 vecinos de manera individual,

---

[353] Marino Daniela, "La medida de su existencia. La abolición de las comunidades indígenas y el juicio de *amparo* en el contexto desamortizador. (Centro de México, 1856- 1910)", en Revista de Indias, Vol. LXXVI, número 266, Instituto Nacional de Antropología e Historia, México, 2016. Pág. 292.
[354] Ávila Espinosa Felipe, *La justicia durante el porfiriato y la revolución (1898-1914). El problema agrario a fines del porfiriato y en los comienzos de la revolución,* Suprema Corte de Justicia de la Nación, México, 2010.
[355] Ibíd, Pág. 293.

pertenecientes al pueblo de Santa María Atarasquillo, en el Estado de México, en 1879 contra actos del presidente municipal, por la repartición de tierras que consideraban de su propiedad. Se trata no de una demanda de *amparo* a nombre del pueblo, porque ante la falta de reconocimiento jurídico, los pobladores decidieron individualizarla, presentando cada uno de ellos su demanda de *amparo*.

Un segundo ejemplo es el caso del *amparo* solicitado en 1878 por María de la Luz Servín ante el Juez de Distrito del Estado de México contra los actos del juez de Tlalnepantla que había ordenado a los vecinos de Cahuacán estar presentes en el deslinde de tierras del pueblo. En este caso, el Juez de Distrito negó el *amparo* señalando que el pueblo no tenía personalidad jurídica; sin embargo, María de la Luz Servín impugnó la decisión del juez, y en la revisión que hizo la Suprema Corte de Justicia de la Nación, ésta señaló que Servín presentó su demanda como individuo y que en su carácter de propietaria estaba siendo afectada por las autoridades.

Daniela Marino señala que este debate continuó hasta 1882, cuando el Ministro Presidente de la Suprema Corte de Justicia de la Nación Ignacio Luis Vallarta redactó 5 sentencias que crearon jurisprudencia y determinaron "la inexistencia legal de las comunidades de indios"[356].

> "…la corporación no autorizada, más aún, prohibida por la ley, es incapaz de vida jurídica, no tiene derechos civiles, no puede exhibirse como persona viviente ante los tribunales…"[357]

En este sentido, el no reconocimiento de los pueblos y comunidades agrarias a la personalidad jurídica, y en consecuencia a los tribunales y a la justicia, fue una gran limitación del juicio de *amparo* que facilitó el despojo de sus tierras. Se trata de un tema fundamental que será analizado por el Congreso Constituyente de 1916-1917, como se verá en los próximos capítulos.

[356] Merino, Ibíd. Pág. 295.
[357] Ibíd, Pág. 295.

iii. Los *amparos* contra le pena de muerte

Como se recordará, la Constitución de 1857 estableció en el artículo 23 que en tanto se establecieran prisiones en el país, la pena de muerte estaría autorizada. La reforma constitucional de 1901 eliminó la orden de crear prisiones para eliminar la pena de muerte y por lo tanto, la dejó establecida como una sanción constitucional que podrían imponer los jueces penales. En el archivo histórico explorado se encontraron 8 demandas de *amparo* contra la pena de muerte.

Tabla 49. Los *Amparos* contra la pena de muerte (1850- 1915)

Año del *Amparo*	Número de juicios encontrados
1869	1
1871	1
1872	1
1880	2
1882	1
1883	1
1901	1

Fuente: Elaboración propia con base en los *amparos* encontrados en el CDyA-SCJN

Como ejemplo de las demandas de *amparo* contra la pena de muerte, se expone el caso promovido por el señor Pomposo Ortega a nombre de los reos José Castro Gutiérrez, José María Lozano y Amado Nava contra la decisión del jefe político de Lerma de condenarlos a pena de muerte por haber cometido los delitos de robo y plagio (secuestro) en el pueblo de Huixquilucan ante el Juez de Distrito de Toluca.

En el expediente del caso se observa que los presos argumentaron que se les violaba su derecho a una defensa en juicio (artículo 20 constitucional) y violaciones al procedimiento penal. En este caso, el Promotor Fiscal entregó al Juez de Distrito un "Pedimiento" para que negara el *amparo* señalando que la pena de muerte era la sanción adecuada para estos delitos, la cual se encontraba establecida en la Constitución Política de 1857 y no se habían violentado los procedimientos penales. En su informe al juez, el Jefe Político de Lerma también solicitó negar el *amparo* porque se estaba actuando conforme a la ley de la materia.

El Juez de Distrito de Toluca emitió su sentencia el 5 de octubre de 1871, en la que señaló que se negaba el *amparo* a los reos porque no se les violaba ningún derecho ni garantía otorgados por la Constitución. En consecuencia, los reos impugnaron la resolución ante la Suprema Corte de Justicia de la Nación, la cual ratificó la negación del *amparo* al considerarla constitucional y no violatoria de sus derechos:

> "El Tribunal Pleno de la Corte Suprema de Justicia confirmó la sentencia de pena de muerte dictada por el Juzgado de Distrito de Toluca, Estado de México, contra los ladrones y secuestradores José Castro Gutiérrez, José María Lozano y Amado Nava, por el delito cometido el dos de julio de 1871, consistente en el asalto a la casa de Josefa Fragoso y el secuestro de Gabriel Medina. No se admitió el *amparo* en donde se aducía violación a la garantía otorgada por la fracción V del artículo 20 de la Constitución de 1857"[358]

iv. Un *amparo* contra la tienda de raya

Un asunto interesante porque muestra cómo el juicio de *amparo* sirvió para delimitar las funciones de las autoridades y evitar sus excesos, es el juicio de *amparo* que solicitó el abogado Justo Prieto en Chihuahua el 8 de julio de 1881. El abogado Prieto defendía a 5 trabajadores en un proceso penal que iniciaron el 19 de febrero de 1881, en el cual denunciaban a su patrón y solicitaban "justicia contra los abusos de su amo"[359], con el que trabajaban desde hacía más de diez años, y quien hacia uso de la *tienda de raya*[360] para mantenerlos subordinados.

---

[358] Suprema Corte de Justicia de la Nación, "*Amparo* del 16 de septiembre de 1871 promovido por los reos Jose Casto Gutiérrez, José María Lozano y Amado Nava, contra la sentencia de muerte pronunciada por el jefe político de Lerma, por violación a las garantías del artículo 20, fracción 5º de la Constitución", en *Las resoluciones judiciales que han forjado a México,* Tomo III, La Suprema Corte de Justicia de la Nación en el siglo XIX. Vigencia de la Constitución de 1857 (1857-1917), SCJN, México, 2010*,* Pág. 62

[359] Ibíd.

[360] Se conoce como *tienda de raya* a la práctica de los dueños de haciendas de prestar dinero a sus trabajadores y descontarles el prestamo con intereses en el pago de sus salarios, generando una deuda

En la *Ley reglamentaria de justicia* de Chihuahua se encontraba establecido que era un delito tener deudas económicas con el patrón, no pagarlas y dejar de asistir al trabajo, delito al que se denominaba “fuga fraudulenta”.

El juez penal decidió que sí se estaba configurando el delito de “fuga fraudulenta” y mandó detener a los trabajadores; sin embargo, en los argumentos de defensa de los trabajadores, el abogado Justo Prieto señaló al juez que la *Ley reglamentaria de justicia* era inconstitucional porque era contraria a la Constitución Política de 1857 y pedía al juez penal valorar el peso de la Constitución Federal frente a una ley estatal, observar que dicha ley violaba la Constitución y en consencuencia liberar a los presos.

En respuesta, el tribunal del estado señalo que el lenguaje del abogado Justo Sierra era irrespetuoso e infundado, y que pedía al juez violar la ley, y en consecuencia correspondía sancionar al abogado con la suspensión de sus derechos civiles y de su empleo por dos meses y pidió su detención por pedir al juez violentar la ley. También consideró que los trabajadores tenían un adeudo por préstamos de dinero que les había hecho el patrón (tienda de raya), y no devolver el dinero ni regresar a trabajar era considerado “fuga fraudulenta”.

En consecuencia el abogado Justo Prieto solicitó *amparo* ante el Juez de Distrito de Chihuahua señalando que se violentaban sus derechos contenidos en los artículos 13, 14 y 24 de la Constitución Política de 1857, es decir, que no se le debería sancionar por expresar sus opiniones, pues opinar no era un delito, y las sanciones que se le habían impuesto no se encontrabana establecidas en ningún código o ley penal. El juez de Distrito de Chihuahua al revisar la demanda de *amparo* decidió conceder la protección (amparar) y señaló que se estaba violentando la Constitución Política. También señaló que las detenciones de los trabajadores eran ilegales y arbitrarias, por lo que ordenó su libertad. El juez de Distrito también envió el expediente a revisión a la Suprema Corte de Justicia de la Nación.

Al momento en que este juicio es revisado en la Suprema Corte, es Ministro Luis Ignacio Luis Vallarta, antiguo constituyente de 1856-1857, y jurista de gran prestigio. Analizando los hechos, Vallarta señaló que el abogado Prieto no cometía ningún delito,

---

impagable. También solían venderles los productos de su consumo diario en el mismo lugar de trabajo, produciendo la misma relación de depedencia del trabajador hacia el dueño de la hacienda.

pero que el Tribunal de Chihuahua si violaba el artículo 14 constitucional, y por tal motivo, pidió la ratificación del *amparo*, que se votó de la siguiente manera:

> "La Justicia de la Unión ampara y protege al Lic. Justo Prieto, contra todos los procedimientos del Tribunal Supremo de Chihuahua, motivamos por el dictamen que extendió el quejoso, como asesor del Juez 1º del Canton Hidalgo, consultándole pusiese en absoluta libertad a los sirvientes de Tomás Núñez"[361]

Además de otorgar la protección, el asunto es importante porque hizo prevalecer la Constitución Política de 1857 sobre una ley estatal de Chihuahua. En este sentido, el juicio de *amparo* también fue útil para definir los límites de actuación de las autoridades y de las normas jurídicas.

v. Los *amparos* promovidos a causa del ejercicio de la prostitución

Durante la segunda mitad del siglo XIX, fue común la publicación de distintos reglamentos que regularon la prostitución en las ciudades más grandes del país. Los reglamentos tuvieron distintas finalidades, siendo una de las mas importantes el tener un control sanitario de la población. Muchos de estos reglamentos ordenaban la creación de un registro público de las mujeres que se dedicaban a esta actividad, les otorgaban algún documento de identificación, les ordenaban exámenes médicos con determinada periodicidad y les asignaban alguna zona de la ciudad para ejercer este oficio. Dentro de los miles de juicios de *amparo* que se encuentran en los archivos del poder judicial, se han identificado al menos 4 *amparos* de mujeres que ejercían la prostitución durante el siglo XIX y que consideraban que con algún acto de autoridad se les violentaban sus derechos del hombre. Estos casos ocurrieron en Veracruz, Zacatecas, Guanajuato y Tampico. Para ejemplificar el uso del juicio de *amparo* en

[361] Suprema Corte de Justicia de la Nación, "*Amparo* contra las tiendas de raya. Supremacía constitucional", en *Las resoluciones judiciales que han forjado a México,* Tomo III, La Suprema Corte de Justicia de la Nación en el siglo XIX. Vigencia de la Constitución de 1857 (1857-1917), SCJN, México, 2010,Pág. 167.

estos casos, se ha elegido el que fue presentado en el estado de Veracruz, por la importancia de los argumentos vertidos por la señorita Amada Sevilla.

El expediente con registro 656/1887 contiene el juicio de *amparo* presentado por Amanda Sevilla ante el 2º juzgado de distrito de Veracruz, contra los actos del jefe político de esa ciudad, que consideraba le violaban los derechos del hombre establecidos en los artículos 5º (libertad de trabajo) y 16 (seguridad jurídica) de la Constitución Política de 1857.

En el documento Amanda Sevilla argumenta que decidió retirarse de ejercer la prostitución y por lo tanto solicitaba se retirara su nombre del *Registro de mujeres públicas* que administraba el jefe político de la localidad. Por su parte, la autoridad acusada señaló que había escuchado que Sevilla continuaba ejerciendo la prostitución, por lo que decidió no retirarla del registro.

El juez de distrito al revisar los argumentos de Sevilla y del jefe político de la ciudad, señaló que el artículo 5º constitucional no se encontraba siendo violentado por la autoridad porque Amanda Sevilla se dedicaba a la actividad laboral que ella misma determinaba, pero que el artículo 16 constitucional que establecía la seguridad jurídica estaba siendo violentado porque se le estaban ocasionando molestias sin mandamiento por escrito de autoridad competente y sin motivo legal, por lo que la decisión del juez fue la de otorgar el *amparo*, y la resolución fue revisada por la Suprema Corte de Justicia, que ratificó la sentencia:

> “Considerando: que de lo expuesto se infiere que, si bien no hay méritos para conceptuar violada en el caso la garantía del artículo 5º de la Constitución, si los hay para amparar a la quejosa por la violación del artículo 16, puesto que ha sido molestada en su persona sin mandamiento escrito de la autoridad política y sin motivo o causa legal, cuyo último requisito es en estos casos tan indispensable, como lo enseña Lozano, en su tratado de “Los derechos del Hombre”, página 287 párrafo 231. Por los mismos en cuanto a su parte sustancial y con arreglo a los artículos 101 y 10 de la Constitución se confirma la

sentencia del Juez de Distrito y se declara, que la Justicia de la Unión ampara y protege a la quejosa contra los actos de que se queja"[362]

El anexo 1 "Imagenes referenciadas" de este trabajo muestra una imagen de la sentencia del juicio referido en la que el juez otorgó el amparo.

Otro ejemplo similar de este tipo de *amparos* es el que presentó Lucia González el 15 de marzo de 1899 en el juzgado de Distrito de Guanajuato contra el jefe político de la ciudad porque consideraba que se le violentaban sus derechos contenidos en los artículos 5, 14, 16 y 21 de la Constitución Política de 1857.

El expediente 561/1899 señala que Lucia González se encontraba inscrita en el *Registro de mujeres públicas* de la ciudad, pero que decidió cambiar y comenzar a lavar y coser ropa para obtener ingresos económicos. Sin embargo, un policía al verla con un joven en su casa sospechó que seguía dedicándose a la prostitución por lo que el jefe político de la ciudad decidió volverla a incluir en el registro.

Por su parte, el juez de Distrito negó el *amparo* al observar que la medida de reinscripción al Registro no fue tomada por el Jefe Político de Guanajuato sino por el Inspector de Sanidad, y el *amparo* no hacía referencia a éste.

Lucia González impugnó la resolución del juez ante la Suprema Corte de Justicia de la Nación, y en la revisión los Ministros de la Corte consideraron que la autoridad no tenía motivos para intervenir en la vida privada de Lucia González, y que su testimonio era suficiente prueba de que había cambiado de actividad. Por estos motivos, la Suprema Corte consideró que sí se estaba causando una molestia y violando los derechos contenidos en el artículo 16 de la Constitución Político a Lucía González, y por consecuencia resolvió revocar el fallo del juez de distrito que había negado el *amparo*, y amparar y proteger a Lucia González para que la autoridad de Guanajuato dejara de causarle molestias:

[362] Suprema Corte de Justicia de la Nación, "Expediente 656/1887", en *Prostitución y garantías constitucionales a finales del siglo XIX,* SCJN, México, 2018, Pág. 145.

> "Por lo expuesto y con apoyo en los artículos 16, 101 y 102 de la ley fundamental -es decir, la Constitución Política-, así como en el artículo 818 del Código de Procedimientos Federales, se resuelve:
> Primero: Se revoca el fallo que dictó el Juez de Distrito de Guanajuato en el citado día once de Mayo del presente año.
> Segundo: La Justicia de la Unión ampara y protege a Lucía González contra las providencias a que se refiere y que fueron de la probación de la autoridad política, tendiendo a causarle molestias para modificar su conducta privada"[363]

Los ejemplos de *amparos* promovidos a causa del ejercicio de la prostitución muestran dos elementos de la realidad de la época; en primer lugar, que a pesar de no tener derecho a votar y ser votadas, las mujeres podían presentarse ante un juez para pedir la protección de sus derechos, por otro lado, muestran que el ejercicio de la prostitución, si bien requería de ciertas medidas de sanidad pública, era una actividad que no estaba penalizada e incluso, en uno de los primeros *amparos*, se argumentó que su ejercicio se debía a la libertad de trabajo garantizada por la Constitución. En ambos ejemplos se otorgó el *amparo* a las mujeres solicitantes porque se consideró que la autoridad no tenía motivos para molestarlas al realizar dichas actividades.

10. Los *Amparos* de personajes políticos participantes en la Revolución Mexicana

Además de los juicios de *amparo* que se han expuesto, en los archivos del poder judicial hay tres juicios de *amparo* de personajes que participaron en la revolución mexicana. Por la trascendencia política de las personas, y porque las resoluciones de las demandas de *amparo* permiten ver las limitaciones de este juicio, a continuación se exponen los *amparos* solicitados para defender los derechos de Emiliano Zapata, de los hermanos Flores Magón y de Francisco I. Madero.

[363] Ibíd. Pág. 157.

i. El *Amparo* de Emiliano Zapata

Emiliano Zapata (1879-1919) fue uno de los líderes agrarios más importantes de la revolución mexicana y comandó el Ejército Libertador del Sur, en el estado de Morelos. A pesar de que su *amparo* no fue promovido por alguna persecución política, si se trata de un *amparo* que muestra las precarias condiciones de vida de los campesinos del país durante el porfiriato y los conflictos políticos y sociales que enfrentaban[364].

El *amparo* se presentó el 28 de enero de 1910 ante el Juez de Distrito de Morelos firmado por su hermano Jesús Zapata, contra el Jefe político de Cuautla. La demanda señaló que Emiliano Zapata se encontraba consignado al servicio de las armas (gleba), por lo que se le violaban sus derechos contenidos en los artículos 14 y 20 de la Constitución Política de 1857.

El Ministerio Público a nombre de la autoridad solicitó el sobreseimiento (suspensión del procedimiento) argumentando que el directamente agraviado (Emiliano Zapata) se había desistido de continuar la demanda. El juez de Morelos aceptó el sobreseimiento, por lo que Jesús Zapata solicitó la revisión por la Corte Suprema de Justicia, la cual confirmó el 24 de febrero de 1910 la sentencia del juez de Morelos. Si bien no es un juicio de trascendencia particular, es relevante observar que esta forma de solicitar protección fue utilizada de manera amplia por distintos sectores sociales y sobretodo, muestra la utilidad de que la demanda pudiera ser presentada por terceras personas. El juicio de *amparo* se encuentra en los archivos de la Casa de la Cultura Jurídica "Ministro Teófilo Olea y Leyva" con sede en Cuernavaca, Morelos. El anexo 1 "Imagenes referenciadas" de este trabajo muestra una imagen de la página 1 de una de las demandas de amparo que presentó la hermana de Emiliano Zapata.

ii. Los *amparos* de los hermanos Flores Magón

Los hermanos Jesús (1872-1930), Ricardo (1874-1922), y Enrique (1877-1954) Flores Magón son considerados precursores de la Revolución Mexicana porque a través de

[364] Ávila Espinosa Felipe, Ibíd.

sus publicaciones convocaron constantemente a sublevarse contra el gobierno de Porfirio Díaz. Nacidos en el seno de una familia juarista en Oaxaca, en 1881 se trasladaron a la Ciudad de México para continuar su formación profesional como abogados.

Desde 1893 los 3 comenzaron a participar en periódicos críticos al gobierno de Porfirio Díaz. En 1900 fundaron el periódico *Regeneración. Periódico jurídico independiente* y a partir de 1902 comienzan a editar *El hijo del Ahuizote*. En 1901, Jesús, el hermano mayor, decide separarse de las actividades políticas de sus hermanos al considerar que eran radicales y que ponían en riesgo a su familia. Las críticas al gobierno nacional y municipal y las denuncias de corrupción que publicaron hicieron que en múltiples ocasiones fueran detenidos y apresados y que vivieran un exilio en Estados Unidos. Desde 1904 y en el exilio, impulsaron la creación del Partido Liberal Mexicano (PLM), al que se unirá Francisco I. Madero desde San Luis Potosí. Bajo esta dinámica, fueron acusados de la comisión de los delitos de injurias, difamación, y calumnias, en diversas ocasiones. En el caso de los hermanos Flores Magón, la Suprema Corte de Justicia de la Nación en 2012 documentó la existencia de 4 juicios de *amparo* promovidos por su detención a causa de las publicaciones que hacían[365]. En el estudio publicado por la Corte se señala que el 30 de junio de 1903 Porfirio Díaz publicó un decreto que prohibía expresamente la publicación de los textos escritos por los hermanos Flores Magón:

> "Cualquier impresor que fuere encontrado imprimiendo cualquiera de los escritos de los Flores Magón, ya sea en panfleto u otra forma, será castigado con dos años de cárcel, 5000 pesos de multa y la confiscación de su planta."[366]

Cuando tomó el gobierno de manera provisional tras la salida de Díaz en 1911, Francisco I. Madero ofreció el cargo de vicepresidente a Ricardo Flores Magón, sin

[365]Los hermanos Flores Magón : semblanza y actividades que los llevaron ante la justicia federal / [esta obra estuvo a cargo del Centro de Documentación y Análisis, Archivos y Compilación de Leyes ; presentación Ministro Juan N. Silva Meza]. Primera edición. México : Suprema Corte de Justicia de la Nación, 2012 Dispinible en: http://sistemabibliotecario.scjn.gob.mx/F/?func=find-b&request=000256290&find_code=SYS&local_base=SCJ01 Fecha de consulta: 10 de enero de 2020

[366] Ibíd. Pág. 11.

embargo, éste rechazó la propuesta al considerar que Madero estaba traicionando las aspiraciones sociales. De esta manera, los conflictos continuaron y Enrique y Ricardo fueron apresados nuevamente.

Cuando Venustiano Carranza ocupó el gobierno de manera provisional luego de derrotar el golpe de Huerta, la lucha política de los hermanos Flores Magón continuó y al ser nuevamente detenido Ricardo, fue condenado a prisión y asesinado en ella en 1922.

Tabla 50. Juicios de *amparo* promovidos por los hermanos Flores Magón.

Fecha	**Número de oficio**	**Contenido**
Mayo de 1901	1338/1901 y 1417/1901 *Amparos* en revisión por la SCJN Se trata de dos expedientes de *amparo*, uno para promover la protección de Jesús Flores Magón y otro para promover la protección de Ricardo Flores Magón	*Amparo* presentado a favor de Jesús Flores Magón *Amparo* contra actos del juez correccional Por violación a los derechos establecidos en los artículos 7, 14 y 19 de la Constitución Política de 1857 Es contra la sentencia condenatoria por el delito de difamación que denunció el ex jefe político de Huajuapan quien consideró que el artículo "instintos salvajes" publicado en la revista Regeneración. El juez de Distrito en Oaxaca negó el *Amparo* y los demandantes solicitaron la revisión en la Corte Suprema de Justicia. Los demandantes señalaron que no había difamación ya que sólo daban cuenta del despido del servidor público a causa de sus actos. La Corte negó la suspensión del acto reclamado
Mayo de 1901	1417/1901 *Amparo* en revisión por la SCNJ	*Amparo* presentado ante el Juez de Distrito de la Ciudad de México para proteger a Jesús y Ricardo Flores Magón. Se presento contra sentencia de un juez Se presentó por la violación al artículo 7 de la Constitución Política de 1857. El documento señala que la acusación se debió no a la escritura y publicación sino a la reproducción del texto "Incalificable abuso de autoridad en Huajuapan" y que no es de su autoría. La corte negó el *amparo*
Septiembre de 1902	*Amparo* en revisión 2673/1902	*Amparo* promovido por Jesús Flores Magón a nombre de su hermano Enrique Flores Magón en la Ciudad de México contra actos del Juzgado tercero militar por la violación de los artículos 13, 14, 16 y 19 de la Constitución de 1857 donde se le dicta auto de formal prisión e incomunicación. La sentencia se debió a que se le acusó de insultos al ejercito en sus críticas en *El hijo del Ahuizote.* Se solicitó al juez la suspensión por lo que lo reviso la Corte Suprema de Justicia. El *amparo* se promovió por la violación al artículo 7 de la Constitución de 1857. También se argumentó la incompetencia de los tribunales militares para juzgar actos de civiles.

		En este caso la Corte Suprema revocó la decisión del juez militar, y antes de ser comunicados de la decisión, Enrique Flores Magón fue liberado por lo que el asunto fue sobreseido.
Septiembre de 1902	*Amparo* en revisión 2675/1902	Se trata de un juicio idéntico de causas al 2673/1902 salvo que en esta caso Jusés Flores Magón lo promueve a nombre de Ricardo Flores Magón por lo que fue sobreseido el asunto. El asunto tuvo el mismo final que el anterior.
Abril 1903	*Amparo* en revisión 1373/1903	*Amparo* presentado por Juan Sarabia, Ricardo Flores Magón, Enrique Flores Magón, Alfonso Cravioto y Santiago R de la Vega en la Ciudad de México ante el Juez Primero Correccional por violación de los artículos 7, 14 y 16 de la Constitución de 1857 al ser detenidos y privados de la libertad por la supuesta comisión del delito de injurias en el periódico *El hijo del Ahuizote* contra Magistrados. Al ser negado el *amparo* los quejosos pidieron la revisión por parte de la Corte Suprema de Justicia, institución que negó la protección demandada

Fuente: Elaboración propia con base en Suprema Corte de Justicia de la Nación,

Como se observa, la actividad política de los hermanos Flores Magón los llevó a tener conflictos con los gobiernos de Porfirio Díaz y Francisco I. Madero. En su lucha política se vieron en la necesidad de presentar 5 demandas de *amparo*; sin embargo, poco funcionaron las demandas ante la lógica del poder político: las cuatro demandas fueron negadas, lo que muestra una de las grandes limitaciones de este proceso judicial, tema que se analizará mas adelante. Los expediente del juicio de *amparo* de los Hermanos Flores Magón se encuentran en el Centro de Documentación y Análisis de la Suprema Corte de Justicia de la Nación y han sido digitalizados y analizados, por lo que se pueden consultar de manera electrónica[367]. El anexo 1 “Imagenes referenciadas” de este trabajo muestra una imagen de la página 1 de una de las demandas de amparo que presentaron los hermanos Flores Magón.

[367] Página de consulta de los *amparos* presentados por los hermanos Flores Magón con estudio realizado por la Suprema Corte de Justicia de la Naciona: http://sistemabibliotecario.scjn.gob.mx/sisbib/CST_2013/90727/90727_1.pdf Fecha de consulta 10 de diciembre de 2020.

iii. El *Amparo* de Francisco I. Madero de 1911

Francisco Ignacio Madero es conocido por encabezar la sublevación contra el gobierno de Porfirio Díaz, a la que convocó a través del Plan de San Luis[368], y que inició la Revolución Mexicana en 1910. Sin embargo, la participación política de Madero inició años antes, cuando intentó crear proyectos de infraestructura y desarrollo social en Coahuila en 1903. Nacido en 1873 en una familia de clase alta de Parral, Chihuahua, tuvo las posibilidades de viajar a Europa y formarse en Francia y posteriormente en California en la Universidad de Berkeley.

Su participación política fue en ascenso al cuestionar la permanencia en el poder de Porfirio Díaz y la falta de democracia en el país, lo que desde su perspectiva no permitía que el desarrollo nacional se orientará en el rumbo de los países más avanzados como Francia y Estados Unidos.

Si bien estuvo en contacto con los hermanos Flores Magón, sus posiciones políticas eran menos radicales, y están plasmadas en su libro *La sucesión presidencial de 1910*, un texto donde explicó su posición respecto al gobierno de Porfirio Díaz, la democracia y las condiciones sociales del país. En 1909 comenzó a organizar el "Partido Antirreeleccionista" con el cual se postularía a las elecciones presidenciales y también comenzó a recorrer el territorio nacional.

Antes de su designación como candidato presidencial sufrió un intento de arresto pero logró escapar; sin embargo, cuando se postuló como candidato a la presidencia en 1910, el acoso gubernamental aumentó, y fue detenido días después del mitín del 5 de junio en Monterrey en el que logró congregar aproximadamente 10 mil personas[369]. El 22 de junio de 1910 Francisco I. Madero y su compañero Roque Estrada, candidato a la vicepresidencia, fueron detenidos y trasladados a la prisión de San Luis Potosí para evitar que se concretaran sus planes de darse a la fuga, y el 26 de junio se celebraron las elecciones presidenciales, en las que resultó triunfador nuevamente Porfirio Díaz.

[368] Es el manifiesto mediante el cual Francisco I. Madero convocó a los mexicanos a sublevarse contra el gobierno de Porfirio Díaz bajo el lema de "Sufragio efectivo- No reelección", que dio a conocer el 5 de noviembre de 1910 en San Luis Potosí.

[369] Suprema Corte de Justicia de la Nación, *El preámbulo de la Revolución: El juicio de amparo promovido por Francisco I. Madero*, Archivo Histórico de la Suprema Corte de Justicia de la Nación, México, 2017, pág. 30.

En la orden de arresto contra Francisco I. Madero y Roque Estrada del Juez de Letras de lo penal de Monterrey, se les acusó de injurias contra el Presidente de la República y a Estrada además de injurias contra la policía.

El delito de injurias era un delito sancionado por el Código Penal Federal, por tal motivo, el juez local envió el asunto a un juez federal, quien ordenó el traslado de los presos y la continuidad del proceso. Ante la actuación de los jueces, Francisco I. Madero y Roque Estrada solicitaron un *amparo* por la violación de los artículos 6, 14, 16 y 19 de la Constitución de 1857. El juez negó la protección, y los demandantes pidieron la revisión por la Corte Suprema de Justicia, la cual confirmó la sentencia del primer juez que negó el *amparo*.

La Corte argumentó que la detención no se debía a la manifestación de sus ideas políticas sino a la comisión del delito de injurias, que la detención había sido legal y en el caso del traslado, ya se había consumado el acto:

> "La justicia de la Unión no ampara ni protege a los señores Francisco I. Madero y Licenciado Roque Estrada por las violaciones del procedimiento consistentes en haber sido mandados procesar por manifestar sus ideas políticas; en haber sido declarados formalmente presos sin carearlos con los testigos que deponen en su contra, habiéndolos mandado aprehender por delito distinto; por haberse inhibido de seguir conocido de su proceso y de haber acordado su remisión y la de los autos respectivos al juzgado de San Luis Potosí, y por último, por no haberles concedido el término para apelar, conforme a las leyes por ellos citadas, violaciones que según los procesados, habían sido llevadas a cabo por el Juez de Distrito propietario, en el proceso que les instruía por ultrajes al ciudadano presidente de la República y demás altos funcionarios de la Federación"[370]

De esta manera, mientras Madero estaba preso se realizaron las elecciones presidenciales en las que triunfaba, nuevamente, Porfirio Díaz en formula con Ramón Corral. En este sentido, el *amparo* no fue una institución suficiente para defender los

[370]Ibíd. Pág. 37.

derechos de Madero y Estrada frente a la fuerza del poder político del gobierno de Porfirio Díaz.

Como se ha observado en estas páginas, el juicio de *amparo* se desarrolló de manera importante a lo largo de la segunda mitad del siglo XIX, periodo en el que se ajustó su procedimiento y reglas principales. Además, es este periodo en que la sociedad mexicana comenzó a utilizarlo como forma para defender sus derechos del hombre. El uso social del juicio de *amparo* muestra que en esta época tuvo dos limitaciones importantes, la primera, al no reconocer jurídicamente a los pueblos y comunidades agrarias, les dificultaba el acceso a la justicia. Este tema tendrá que ser reconsiderado por el Congreso Constituyente de 1916-1917 al debatir que si desea pacificar al país deberá hacer que las comunidades agrarias tengan acceso a la justicia y sus instituciones.

La segunda limitación no es propia del juicio de *amparo*, pero es importante señalarla porque es una limitación del funcionamiento de las instituciones de los pueblos. Se trata de las dificultades que tienen las instituciones para funcionar contra las decisiones políticas de los gobernantes. Esta limitación se expresa de manera clara en los últimos casos presentados.

VI. Los derechos del hombre en el Congreso Constituyente de 1916- 1917

Como se observó en los capítulos anteriores, durante los diversos procesos constituyentes, la protección de los derechos del hombre y el juicio de *amparo* se fueron consolidando como parte de las instituciones de México; sin embargo, la forma en que se consolidaron en el siglo XIX no atendieron a las desigualdades sociales que existían en el país, por lo que la Constitución de 1857 fue interpretada por François Xavier Guerra como una ficción jurídica[371]. En realidad, la consolidación del juicio de *amparo* y la forma de entender los derechos del hombre a través de las "garantías individuales" se concretizó en la Constitución de 1917. Sin embargo, comprender este proceso implica conocer cómo se discutieron los derechos del hombre, los derechos sociales y el juicio de *amparo* en el Congreso Constituyente de 1916-1917. Con la finalidad de explicar mejor dicho proceso, el presente capítulo tiene el objetivo de explicar cómo se impulsaron las condiciones políticas y sociales para convocar a un Congreso Constituyente una vez que Venustiano Carranza logró negociar con sindicatos y diversos grupos sociales su permanencia en el poder a partir de 1915. Posteriormente, el capítulo explica la conformación del Congreso Constituyente de 1916-1917, las reformas que dicho constituyente hizo al capítulo de los derechos del hombre de la Constitución de 1857, así como la introducción de los derechos sociales, y la laicidad del Estado.

1. La revolución y la Constitución de 1917

Los votos particulares de Ignacio Ramírez "El Nigromante" y de Isidoro Olvera en el Congreso Constituyente de 1856-1857, y el estudio realizado por Andrés Molina Enríquez en *Los grandes problemas nacionales* muestran que la preocupación por la desigualdad social estaba presente en los debates jurídicos y políticos de la segunda

[371] Guerra François- Xavier, *México: Del Antiguo Régimen a la Revolución*, Fondo de Cultura Económica, Octava reimpresión, México, 2012.

mitad del siglo XIX. De hecho, la desigualdad social fue uno de los principales motivos del estallido social de la revolución mexicana iniciada en 1910.

Cuando se hace referencia a la desigualdad social en México a inicios del siglo XX, se está señalando que el nivel de analfabetismo en el país, la pobreza de la mayoría de la población, la ausencia de derechos laborales y las condiciones de trabajo, y la desigualdad en la distribución de la tierra fueron en gran medida las condiciones sociales en que vivía gran parte de la población, y fueron los motivos sociales por los que el llamado de Francisco I. Madero a sublevarse contra el poder de Díaz fue atendido por amplios sectores sociales.

La revolución mexicana inició en 1910, cuando Francisco I. Madero se sublevó con el "Plan de San Luis" y llamó a expulsar a Porfirio Díaz del poder después de que éste había gobernado por casi 30 años. El eco social del llamado de Madero hizo que Díaz abandonara el gobierno el 25 de mayo de 1911 y partiera al exilio rumbo a Francia. Francisco I. Madero asumió la presidencia de manera provisional e impulsó una de las ultimas reformas a la Constitución de 1857: la reforma del 7 de noviembre de 1911 que estableció el voto directo y prohibió la reelección del presidente. Sin embargo, Madero fue traicionado en 1913 y sufrió un golpe de Estado que terminó con su vida y la de su hermano Gustavo A. Madero. El golpe de Estado de Victoriano Huerta inició la segunda etapa de la revolución porque diversos grupos comandados por Venustiano Carranza, Francisco Villa, Emiliano Zapara y Álvaro Obregón, se unieron para derribar al gobierno de *facto*. Sin embargo, al derrocar a Huerta iniciaron las hostilidades entre ellos porque su proyecto político era distinto.

En términos generales, estos cuatro grupos tenían dos proyectos políticos y sociales distintos. Por un lado los villistas y zapatistas buscaban el reparto agrario y mejorar las condiciones de vida de los campesinos, y por el otro, los carrancistas y obregonistas buscaban restablecer la democracia y la institucionalidad del país a través de reformas a la Constitución de 1857.

No es posible detenerse a detallar el curso de la Revolución Mexicana en este capítulo[372], sin embargo, es importante señalar que con la finalidad de conquistar el

[372] Es muy amplia la obra que se ha utilizado para conocer y estudiar la Revolución México. Para un análisis que muestras las diferentes perspectivas se recomienda la lectura de Matute Álvaro, *Aproximaciones a la historiografía de la revolución mexicana,* UNAM, México, 2005.

poder y obtener el reconocimiento por parte del gobierno de Estados Unidos, Venustiano Carranza impulsó una "estrategia jurídico-política" a partir de 1915[373], la cual consistió en publicar una serie de leyes que mostraban su intención de cumplir con las demandas sociales de los campesinos y obreros en cuanto se pacificara el país. A través de esta serie de decretos denominados "leyes preconstitucionales", Carranza hizo una serie de reformas jurídicas importantes:

- El 12 de diciembre de 1914 publicó un Decreto de subsistencia y continuidad del Plan de Guadalupe, - conocido como *Adiciones al Plan de Guadalupe -,* en el cual como Primer Jefe de la Revolución propuso una revisión jurídica de todo lo que el país requiriera para satisfacer sus necesidades económicas, sociales y políticas. En general, el artículo 2 propone una revisión jurídica integral y una transformación jurídica radical:

  "Art. 2º. El Primer Jefe de la Revolución y Encargado del Poder Ejecutivo, expedirá y pondrá en vigor durante la lucha todas las leyes, disposiciones y medidas encaminadas a dar satisfacción a las necesidades económicas, sociales y políticas del país, efectuando las reformas que la opinión pública exige como indispensables para establecer un régimen que garantice la igualdad de los mexicanos entre sí; leyes agrarias que favorezcan la formación de la pequeña propiedad, disolviendo los latifundios, y restituyendo a los pueblos las tierras de que fueron injustamente privados; leyes fiscales encaminadas a obtener un sistema equitativo de impuestos a la propiedad raíz; legislación para mejorar la condición del peón rural, del obrero, del minero, y, en general, de las clases proletarias; establecimiento de la libertad municipal como institución constitucional; bases para un nuevo sistema de organización del Ejército; reformas del sistema electoral para obtener la efectividad del sufragio; organización del Poder Judicial independiente, tanto en la Federación como en los Estados; revisión de las leyes relativas al matrimonio y al estado civil de las personas; disposiciones que garanticen el estricto cumplimiento de las Leyes de

[373] Así la denomina Ignacio Marván en su libro *Cómo hicieron la Constitución de 1917*, FCE, México, 2017.

> Reforma, revisión de los Códigos Civil y Penal y de Comercio; reformas del procedimiento judicial, con el propósito de hacer expedita y efectiva la justicia; revisión de las leyes relativas a explotación de minas, petróleo, aguas, bosques y demás recursos naturales del país, para destruir los monopolios creados por el antiguo régimen y evitar que se formen otros en el futuro; reformas políticas que garanticen la verdadera aplicación de la Constitución de la República, y, en general, todas las demás leyes que se estimen necesarias para asegurar a todos los habitantes del país la efectividad y el pleno goce de sus derechos, y la igualdad ante la ley"[374]

Como se observa en el artículo 2 del *Decreto de Continuidad del Plan de Guadalupe*, Carranza deberá publicar y poner en vigor todas las leyes y medidas necesarias para satisfacer las necesidades políticas, sociales y económicas de la población, incluyendo las reformas constitucionales necesarias para que los ciudadanos puedan ejercer sus derechos y ser iguales ante la ley, entre las que destacan:

- El 29 de diciembre de 1914 publicó un decreto para permitir el divorcio en el país, conocido como *Ley de divorcio*, la primera en la historia del país.
- El 6 de enero de 1915, publicó un decreto que declaraba nulas las enajenaciones de tierras, aguas y montes pertenecientes a los pueblos, rancherías y comunidades hechas por los jefes políticos y gobernadores de los estados, y además organizaba el derecho de los pueblos a demandar tierras y aguas o a demandar su restitución. Este decreto es conocido como la *Ley agraria de 1915* y es un antecedente jurídico del artículo 27 de la Constitución Política de 1917.
- El 8 de enero de 1915 publicó una *Ley del petróleo,* bajo la cual ordenaba detener todos los trabajos en materia de exploración petrolera hasta que no se publicara una nueva legislación que revisara completamente el uso de este recurso.

[374] Carranza Venustiano, "Decreto de subsistencia y continuidad del Plan de Guadalupe", en Carranza Venustiano, *Plan de Guadalupe: Decretos y acuerdos,* IEHRM, México, 2013. Pág. 56.

- El 29 de enero de 1915 publicó una reforma a la Constitución de 1857 en la cual otorgaba al Congreso la facultad de legislar en materia de minería, comercio, instituciones de crédito y de trabajo.
- El 22 de junio de 1915 publicó un decreto que otorgaba los mismos derechos a los deudos de los trabajadores de los ferrocarriles que los derechos de los deudos de miembros del ejército, dadas las condiciones en las que estaban trabajando y en virtud de que las líneas férreas habían sido incautadas.
- El 26 de junio de 1915 publicó un decreto presidencial en el cual prohibía a los gobiernos de los estados eximir de impuestos a las empresas mineras y solicitar préstamos y créditos internacionales.
- El 2 de julio de 1915 publicó un decreto en el cual dejaba de funcionar la prisión de San Juan de Ulúa porque agravaba el sufrimiento de los presidiarios.

Es muy amplia la cantidad de transformaciones de la "legislación preconstitucional" de Venustiano Carranza, con la que mostró su interés por transformar las condiciones políticas y sociales del país. Como se verá más adelante, todas estas reformas hechas a través de "decretos presidenciales" son un antecedente de lo que se discutirá en el Congreso Constituyente de 1916-1917.

Sin embargo, este Congreso no debía elaborar una nueva Constitución sino que tendría que aprobar las reformas a la Constitución de 1857 que considerara necesarias. La convocatoria tuvo varias restricciones importantes:

i. El Congreso Constituyente tendría que dedicarse a reformar la Constitución Política de 1857, no a crear una nueva.
ii. Al tratarse de una reforma, debía analizar y discutir las propuestas que enviaría Carranza.
iii. El Constituyente tendría únicamente dos meses para aprobar las reformas, pues su trabajo se realizaría del 1º de diciembre de 1916 al 31 de enero de 1917.
iv. Tenía prohibido participar en el Constituyente toda aquella persona que hubiese pertenecido a grupos hostiles al Primer Jefe de la Revolución, es

> decir a Carranza, y al Ejército Constitucionalista. Por lo tanto, no podían participar personas que hubiesen sido afines al grupo político de Porfirio Díaz, de Victoriano Huerta, de Francisco Villa y de Emiliano Zapata. Esto quiere decir que todos los participantes en el Congreso Constituyente debían ser carrancistas y fieles a Venustiano Carranza.

Las elecciones de los diputados se realizaron el 22 de octubre de 1916 y se calcula que participaron alrededor de 500 mil electores, de una población nacional de 15.2 millones de habitantes con un analfabetismo que rondaba entre el 70% y el 80% de la población, y se eligieron 218 diputados representantes de prácticamente todo el territorio nacional.

Carranza decidió que la sede fuera el "Teatro Iturbide" (hoy Teatro de la República) en Querétaro, por su lejanía con los grupos hostiles y su facilidad de comunicación con la Ciudad de México. El día 21 de noviembre se instaló la Mesa directiva y comenzaron a entregarse credenciales a los diputados electos. El 1º de diciembre Carranza leyó un discurso inaugural y entregó la propuesta de reformas a la Constitución de 1857:

> "…Vengo a poner en vuestras manos, en cumplimiento de una de las promesas que en nombre de la revolución hice en la heroica ciudad de Veracruz al pueblo mexicano: el proyecto de Constitución reformada, proyecto en el que están contenidas todas las reformas políticas que la experiencia de varios años, y una observación atenta y detenida, me han sugerido como indispensables para cimentar, sobre las bases sólidas, las instituciones, al *amparo* de las que deba y pueda la nación laborar últimamente por su prosperidad, encauzando su marcha hacia el progreso por la senda de la libertad y del derecho…"[375]

Lo primero que señaló Carranza sobre la Constitución de 1857 es que estaba elaborada en formulaciones abstractas, con conclusiones científicas pero sin utilidad

[375] Palabras de Venustiano Carranza ante el Congreso Constituyente el 1 de diciembre de 1916 en *Diario de los debates del Congreso Constituyente 1916-1917*, INEHRM, México, 2016, Tomo I, Pág. 390.

práctica, y que el instrumento para defender los derechos individuales, es decir, el juicio de *amparo* y su ley, sólo hacía más lenta la impartición de la justicia:

> "Los derechos individuales que la Constitución de 1857 declara que son la base de las instituciones sociales, han sido conculcados de una manera casi constante por los diversos gobiernos que desde la promulgación de aquélla se han sucedido en la República; las leyes orgánicas del juicio de *amparo* ideado para protegerlos, lejos de llegar a un resultado pronto y seguro, no hicieron otra cosa que embrollar la marcha de la justicia, haciéndose casi imposible la acción de los tribunales, no sólo de los federales, que siempre se vieron ahogados por el sinnúmero de expedientes, sino también de los comunes, cuya marcha quedó obstruida por virtud de los autos de suspensión que sin tasa ni medida se dictaban."[376]

Señaló que el juicio de *amparo* se había desnaturalizado, convertido en arma política y en instrumento para acabar con la soberanía de los estados, porque al ser la Suprema Corte de Justicia de la Nación la responsable de revisarlos, y esta al estar supeditada en su conformación por el Poder Ejecutivo, hacían que los derechos del hombre quedaran anulados:

> "El recurso de *amparo*, establecido con un alto fin social, pronto se desnaturalizó, hasta quedar, primero, convertido en arma política; y, después, en medio apropiado para acabar con la soberanía de los Estados: pues de hecho quedaron sujetos de la revisión de la Suprema Corte hasta los actos más insignificantes de las autoridades de aquéllos; y como ese alto tribunal, por la forma en que se designaban sus miembros, estaba completamente a disposición del jefe del Poder Ejecutivo, se llegó a palpar que la declaración de los derechos

[376] Palabras de Venustiano Carranza ante el Congreso Constituyente el 1 de diciembre de 1916 en *Diario de los debates del Congreso Constituyente 1916-1917*, INEHRM, México, 2016, Tomo I, Pág.389.

del hombre al frente de la Constitución federal de 1857, no había tenido la importancia práctica que de ella se esperaba"[377]

Para Carranza, lo mismo ocurría con otros principios constitucionales, que sólo eran esperanzas, como la soberanía del pueblo y la división de poderes, llegando al caso de que el Poder Legislativo jamás hizo observación alguna a las propuestas legislativas que le envío el Poder Ejecutivo:

"…pues tal división sólo ha estado, por regla general, escrita en la ley, en abierta oposición con la realidad, en la que, de hecho, todos los poderes han estado ejercidos por una sola persona, habiéndose llegado hasta el grado de manifestar, por una serie de hechos constantemente repetidos, el desprecio a la ley suprema, dándose sin el menor obstáculo al Jefe del Poder Ejecutivo la facultad de legislar sobre toda clase de asuntos, habiéndose reducido a esto la función del poder Legislativo, el que de hecho quedó reducido a delegar sus facultades y aprobar después lo ejecutado por virtud de ellas, sin que haya llegado a presentarse el caso, ya no de que reprobase, sino al menos de que hiciese observación alguna."[378]

Señaló que la soberanía de los estados, y por lo tanto el federalismo, era sólo nominal, y que, con base en el Plan de Guadalupe y sus reformas, sus propuestas tendían a mantener un proyecto de Estado liberal, que se reformaría para quitarle lo inaplicable y suplir sus deficiencias:

"se conservaría intacto el espíritu liberal de aquella y la forma de gobierno en ella establecida; que dichas reformas sólo se reducirían a quitarle lo que la hace inaplicable, a suplir sus deficiencias, a disipar la oscuridad de algunos de sus preceptos, y a limpiarla de todas las reformas que no hayan sido inspiradas más que en la idea de poderse servir de ella para entronizar la dictadura."[379]

[377] Palabras de Venustiano Carranza, ante el Congreso Constituyente el 1 de diciembre de 1916 en *Diario de los debates del Congreso Constituyente 1916-1917*, INEHRM, México, 2016, Tomo I, Pág. 389.
[378] Ibíd. Pág. 390.
[379] Ibíd. Pág.391.

Enseguida, se enlistan las principales reformas que propuso:

i. Limitar el juicio de *amparo* en materia civil sin eliminarlo, para evitar sus excesos y al mismo tiempo permitir a las personas defender sus derechos de los abusos del juez:

> "El pueblo mexicano está ya tan acostumbrado al *amparo* en los juicios civiles, para librarse de las arbitrariedades de los jueces, que el gobierno de mi cargo ha creído que sería no sólo injusto, sino impolítico, privarlo ahora de tal recurso, estimando que bastará limitarlo únicamente a los casos de verdadera y positiva necesidad, dándole un procedimiento fácil y expedito para que sea efectivo, como se servirá ver la Cámara en las bases que se proponen para su reglamentación"[380]

ii. Reformar el artículo 20 constitucional para establecer la duración máxima de los juicios penales.

iii. Reformar el artículo 21 constitucional para precisar la diferencia entre un delito y una falta administrativa, sus sanciones y la autoridad responsable de sancionar dichas faltas.

iv. Reformar la institución del "Ministerio público"[381] para que realmente pudiera funcionar.

v. Reformar el artículo 27 constitucional para mejorar el procedimiento de la expropiación y hacer que la autoridad administrativa haga previamente una declaratoria de utilidad pública, con la finalidad de que se pueda realizar el reparto agrario, y otorgar al Poder Judicial la facultad de señalar la indemnización respectiva.

---

[380] Ibíd. Pág. 393.

[381] En el proceso de construcción institucional hay una figura jurídica que también tardó décadas en consolidarse, se trata del "Ministerio público", que en algunos estados tenía el nombre de "Promotor fiscal". Se trata de la institución que un juicio penal cumple el papel de "acusador", que dirige la investigación de los delitos y que por su naturaleza no puede pertenecer al poder judicial. En caso de pertenecer al poder judicial, este se convertiría en parte acusadora y juez al mismo tiempo. Por estos motivos precisas su funcionamiento institucional ha sido complejo y fue tema de amplios debates durante todo el siglo XX. El avance de la propuesta de Carranza consistió en que finalmente estableció la institución para todo el país con sus funciones, eliminando los "promotores fiscales" de los estados.

vi. Establecer en el artículo 27 constitucional que todo extranjero que adquiera bienes raíces en el país, renuncia a su nacionalidad extranjera respecto de dichos bienes, sometiéndose en cuanto a ellos de manera absoluta a las leyes mexicanas[382].

vii. Reformar el artículo 72 constitucional para otorgar al Congreso de la Unión la facultad de expedir leyes sobre el trabajo que establezcan la duración de la jornada laboral y los derechos de los trabajadores, que incluyan seguros de accidentes de trabajo, establecimiento de un salario mínimo, entre otros.

viii. Reformar el artículo 30 para precisar la nacionalidad y la adquisición de la nacionalidad por parte de extranjeros y sus derechos.

ix. Reformar los artículos 38 y 39 de la Constitución para establecer el voto para todos los varones independientemente de sus ingresos y su estado civil.

x. Establecer el principio del "municipio libre" como la base del gobierno.

xi. Reformar el Poder Legislativo y suprimirle la facultad de juzgar al Presidente de la República para evitar que el Presidente busque tenerlo controlado y evitar también el intento de transitar al régimen parlamentario, porque en su opinión no había funcionado en los países latinoamericanos.

xii. Confirmar la reforma de Francisco I. Madero de elección presidencial directa y el principio de la no reelección para consolidar y robustecer la institución presidencial.

xiii. Suprimir la Vicepresidencia porque solía debilitar al Presidente al convertirse en su principal opositor.

xiv. Crear un sistema de sustitución presidencial en caso de ausencias definitivas y temporales que evitara las especulaciones y luchas por el poder dentro del gabinete presidencial, y

xv. Fortalecer el Poder Judicial y la Suprema Corte de Justicia para generar tribunales independientes que defiendan las Garantías individuales de las personas.

[382] A esta propuesta se le conoce como "Doctrina Carranza", al ser la primera que se conoce en el país.

Como se observa, Carranza propuso una larga lista de reformas, entre las que destacan las reformas al sistema de justicia, el establecimiento de un artículo con las reglas del juicio de *amparo*, y el tema de la propiedad de la tierra. A través de la lista de reformas se puede observar una idea que tendrá fuerza a lo largo del Congreso Constituyente: si se quiere pacificar el país, es importante que funcione adecuadamente el poder judicial, para que todas las personas tengan acceso a la justicia a través de las distintas vías que establece la Constitución, en ellas, una de las más importantes, que es el juicio de *amparo*.

Ahora bien, el proyecto que Venustiano Carranza presentó al Congreso Constituyente no fue elaborado únicamente por él, pues sus colaboradores más cercanos que lo apoyaron en la elaboración de las leyes pre-constitucionales también se encargaron de redactar el proyecto de reformas a la Constitución de 1857. Se trata de Fulgencio Palavicini, José Natividad Macías, Luis Cabrera, y Luis Manuel Rojas, quienes también fueron diputados en el Congreso Constituyente –a excepción de Cabrera-, y esta es la razón por la que en muchas ocasiones defendieron el proyecto frente a las comisiones de reformas y frente al pleno de los diputados[383].

Los diputados constituyentes elaboraron un reglamento interno en el que planearon la instalación de 6 comisiones integradas cada una por tres diputados, a excepción de la comisión "De reformas a la Constitución", que estaría compuesta por 5 miembros, y una Mesa directiva en rotación. Posteriormente y dado el retraso de los trabajos, Francisco J. Múgica propuso la integración de una Segunda Comisión de reformas. La Primera Comisión de reformas estuvo conformada por Francisco J. Múgica, Alberto Román, Enrique Recio, Luis Monzón y Enrique Colunga. La Segunda Comisión de reformas se formó el 23 de diciembre, cuando todavía se discutía la reforma al artículo 5º, y estuvo integrada por Paulino Machorro y Narváez, Hilario Medina, Arturo Méndez, Heriberto Jara y Agustín Garza González[384].

[383] Para un estudio detallado de la forma en que se tomó la decisión de convocar a Congreso Constituyente véase Garciadiego Javier, "¿Por qué, cuándo, cómo y quiénes hicieron la Constitución de 1917", en *Revista Historia Mexicana,* vol. 66, No. 3, El Colegio de México, 2017.

[384] Si bien el nombre correcto es "Comisión de reformas a la Constitución", en diversas ocasiones lo diputados se refieren a ella como "Comisión de Constitución". Al crearse la segunda comisión, los diputados se refirieron a ella como la "Segunda comisión", o la "Segunda comisión de constitución". Por estos motivos, y para evitar confusiones, en adelante, ocuparemos para la primera comisión creada el

Tabla 51. Comisiones del Congreso Constituyente de 1916-1917

Comisiones del Congreso Constituyente	**Integrantes**
De Reformas a la Constitución	Francisco J. Múgica Alberto Román Enrique Recio Luis Monzón Enrique Colunga
Segunda Comisión de Reformas a la Constitución	Paulino Machorro y Narváez Hilario Medina Arturo Méndez Heriberto Jara Agustín Garza Gonzáles
De Corrección de Estilo	Marcelino Dávalos Alfonso Cravioto Ciro B. Ceballos
De redacción del Diario de Debates	Fernando Lizardi Ernesto Meade Fierro Rafael Martínez
De administración	Antonio Madrazo/ Amador Lozano José j. Reynoso Antonio Ancona Albertos
De archivo y biblioteca	Amador Lozano Francisco Ramírez Villareal Enrique O'Farril
De peticiones	Fernando Lizardi José María Truchuelo Flavio A. Bórquez

Fuente: Elaboración propia con base en el diario de los debates

A pesar de que Carranza había limitado el tiempo y los temas que debían debatirse, lo cierto es que la Primera comisión de reformas optó por presentar una discusión artículo por artículo y su posible reforma, con base en las propuestas de Carranza, lo que hizo mas lento el trabajo, y motivó la creación de la Segunda Comisión de reformas.

nombre de "Primera comisión de reformas" o "Comisión de reformas" indistintamente. Para el caso de la segunda comisión, se señala explícitamente.

2. Sobre los constituyentes de 1916-1917

Como se ha señalado, la convocatoria de Venustiano Carranza estableció quienes podían participar en el Constituyente: aquellos que no hubiesen sido hostiles a las fuerzas del ejercito constitucionalista. Con esta regla se excluyó a protagonistas del viejo régimen porfirista, a los colaboradores de Victoriano Huerta en el golpe de Estado de 1913, y a personajes cercanos al villismo y al zapatismo, con quienes el carrancismo rompió en 1914. Esta fue una determinante importante en los constituyentes, en sus debates y en sus posiciones políticas. Además, desde 1915 Carranza había establecido alianzas con grupos agraristas y sindicalistas, y la legislación preconstitucional le había generado importantes simpatías de estos grupos, por lo que estas alianzas se observaron también en la integración del Constituyente.

Ignacio Marván Laborde ha señalado que en el Congreso Constituyente había en su mayoría políticos (77.5%) con estudios profesionales como el derecho, la ingeniería o la política y con experiencia en el servicio público (82%)[385]. A través del estudio de sus biografías, Marván Laborde señala que a la mayoría de diputados se les podría caracterizar como integrantes de la nueva clase política gobernante. Respecto a su formación, muchos de ellos en su juventud se trasladaron a la Ciudad de México para estudiar en las Escuelas Nacionales de Jurisprudencia, de Medicina, o de Ingeniería, pero también en importantes universidades estatales; además, dos constituyentes hicieron sus estudios en el extranjero, uno en *Columbia University* y otro en la Universidad de Gante en Bélgica.

Marván señala que entre los 218 diputados electos el promedio de edad era de 36 años cuando la esperanza de vida de México era de 33, entre ellos el diputado de menor edad tenía 19 años –por lo que no cumplía con los requisitos para ser diputado- y el de mayor 60 años. Muchos de ellos eran cercanos a Venustiano Carranza, como su asesor jurídico y rector de la Universidad Nacional, José Natividad Macías; Fulgencio Palavicini, Secretario de Instrucción Pública del Gobierno provisional y Pastor Rouaix, quien fue Gobernador de Durango de 1913 a 1914, y Secretario de

[385] Marván Laborde Ignacio, *Cómo hicieron la Constitución de 1917,* FCE-CIDE, México, 2017.

Industria, Comercio y Trabajo de 1914 a 1917, al tiempo que fungía como Constituyente. Diez diputados constituyentes habían sido gobernadores previamente.

También es relevante señalar que 32 de los diputados constituyentes habían sido diputados durante la XXVI Legislatura (1912-1913) y sufrieron la disolución del Congreso en el golpe de Estado de Victoriano Huerta. De esos 32, 12 fueron llevados a prisión[386].

Dentro de los constituyentes había militares [387], periodistas [388] y algunos sindicalistas[389]. Pastor Rouaix, representante por Puebla, es considerado el diputado agrarista porque había participado en la elaboración de la "Ley agraria" de 1915, y en la ley agraria de 1914 de Durango.

Como se puede observar, la composición del Constituyente hizo que los temas que se discutieran rebasaran los de la creación de una Constitución clásica de la época, porque había representantes de la clase media, expresada a través de los profesionistas, pero también había representación militar y sindical. Además, la exclusión de los altos perfiles del gobierno porfirista y de los colaboradores de Huerta definió también el carácter revolucionario de este Congreso.

Si bien todos los diputados se auto-denominaban carrancistas y fieles a Venustiano Carranza, el "Jefe de la Revolución", internamente los diputados estuvieron divididos en dos grupos: por un lado, los que sólo buscaban aprobar lo que había propuesto Carranza, llamados los "Renovadores", quienes eran liderados por Fulgencio Palavicini; y por otro lado, un grupo de diputados más radicales, denominados los "Jacobinos", quienes impulsaron las propuestas sociales, el cual fue liderado por Francisco J. Múgica. Pero es necesario parcializar la idea de dos grupos completamente antagónicos. Históricamente se ha señalado que el debate y la votación en el Constituyente se daba entre estos dos grupos, sin embargo, el investigador Ignacio Marván recientemente analizó la votación de cada artículo, y logró mostrar que cada diputado votó conforme a su pensamiento y su conciencia política. Para Marván,

[386] Entre ellos Fulgencio Palavicini, Luis Manuel Rojas, José Natividad Macías, Garzayn Ugarte y Alfonso Cravioto.
[387] Como Francisco J. Múgica, Heriberto jara e Ignacio Pesqueira.
[388] Se trata de Rafael Martínez Rip-Rip, Héctor barrón y Froylan Manjarrez
[389] Como Santiago Manrique, Carlos Gracidas, Samuel Castañón, y Esteban Baca Calderón, éste último dirigente de la huelga de Cananea.

en el Constituyente predominó la unanimidad, entre otras causas, porque existía el condicionamiento de "no haber sido hostil" a la causa carrancista después del levantamiento de 1913, lo que excluyó a muchas otras posiciones políticas, desde los porfiristas hasta los villistas y zapatistas. En ese sentido señala que no hubo divisiones permanentes sino voto por convicciones:

> "Frente a la idea muy generalizada de que en ese Constituyente una "mayoría jacobina" supuestamente favorable al general Álvaro Obregón le impuso una constitución a una minoría "moderada" o "liberal" por Carranza, la tesis que aquí presento se basa en la evidencia dura disponible… El análisis de las votaciones demuestra que en el Constituyente prevaleció la unanimidad, no hubo divisiones permanentes entre los diputados y, mucho menos, hubo "partidos políticos", esto particularmente en el sentido de que no existió un partido que funcionara como lo hacen desde su origen los partidos en el parlamento, es decir, que actuara de manera conjunta, disciplinada y sistemática en las votaciones a favor o en contra de las mismas preferencias"[390]

Si bien es cierto que ambos grupos existieron, que polemizaron y que ellos mismos así se nombran en los debates, también es cierto que su votación no fue homogénea ni obedeció siempre al grupo al que pertenecían o a alguno de los líderes de éste. La idea de la separación irreconciliable en dos grupos comenzó a partir del debate ocurrido sobre el artículo 3º constitucional y la posibilidad de que las instituciones religiosas pudieran impartir educación. Pastor Rouaix, diputado constituyente por Puebla, desmintió esa hipótesis en la historia que escribió en 1945 sobre los artículos 27 y 123[391].

Por su parte, la historiadora Josefina Mac-Gregor explica que el sobrenombre de "Renovadores" lo puso el abogado y agrarista Luis Cabrera a los diputados de la XXVI Legislatura (1912-1913), que tras el ascenso al poder de Francisco I. Madero, llegaron

[390] Marván Laborde, Ignacio, *Cómo hicieron la Constitución de 1917*, FCE, México, 2017. Págs. 109 y 110.
[391] Rouaix Pastor, *Génesis de los artículos 27 y 123 constitucionales*, IEHRM, México, Tercera edición, México, 2016.

con posiciones políticas "renovadas" al Congreso. Sin embargo, dicha legislatura no pudo terminar su encomienda a causa del golpe de Estado de Victoriano Huerta en febrero de 1913:

> "Frente a la pluralidad de posiciones de esta asamblea, Luis Cabrera —legislador destacado por su intensa actividad y claridad de ideas, sin duda uno de los ideólogos de la Revolución— nombró "renovadores" a aquellos representantes que, independientemente del partido que representaran, defendían la renovación nacional bajo los principios revolucionarios"[392]

Como se ha señalado, luego de la disolución del Congreso en 1913, algunos diputados fueron presos, otros huyeron, otros fueron asesinados y otros se unieron a la causa Constitucionalista de Venustiano Carranza, entre ellos, Fulgencio Palavicini, Luis Manuel Rojas, José Natividad Macías, Garzayn Ugarte y Alfonso Cravioto.

En el otro grupo, los "Jacobinos", conocidos así por sus ideas más sociales y radicales, se encontraban Francisco J. Múgica, Enrique Colunga, Enrique Recio, Luis G. Monzón, Alberto Román, Heriberto Jara y Esteban Baca Calderón, quienes fueron elegidos en el pleno del Congreso para pertenecer a la Comisión de Constitución, es decir, la comisión encargada de revisar el proyecto enviado por Carranza y mejorarlo en caso de que lo consideraran necesario.

Respecto a los abogados, Edgar Rojano subraya que Francisco Martín del Campo había sido el abogado de Francisco I. Madero, y José Natividad Macías, sindicalista, consejero jurídico de Carranza y rector de la Universidad Nacional[393]. La alianza de Carranza con otros sectores sociales distintos a los dominantes del porfiriato se verá expresada en los debates del Congreso Constituyente y en los artículos vinculados a los derechos de las personas y de los grupos sociales que hicieron la revolución.

---

[392] Mac-Gregor, Josefina "Los diputados renovadores de la XXVI legislatura al Congreso Constituyente", *Revista Historia Méxicana,* vol. 66, número 3, enero- marzo 2017, El Colegio de México, México Pág. 1325.

[393] Rojano García Edgar, "El constituyente de 1917. Radiografía de sus hombres", en Cámara de Diputados, *México 2010. Publicaciones y artículos*, publicación electrónica. Vinculo: http://201.147.98.14/camara/001_diputados/010_comisioneslxi/002_especiales/005_festejos_bicentenario_independencia_y_centenario_rev/10_publicaciones_y_articulos Fecha de consulta: 10 de diciembre de 2020.

El primer gran debate del Constituyente se dio recién iniciado el Congreso cuando la Comisión puso a discusión el nombre del país. Si bien parecería algo sencillo, lo cierto es que para el Constituyente fue importante mantener la idea del federalismo y el republicanismo, y cerrar la puerta a nuevos intentos centralistas y monarquistas, por estos motivos los diputados pasaron 6 días discutiendo si el país debía llamarse "Estados Unidos Mexicanos" o "República Mexicana". Al final, el Constituyente acordó que el nombre oficial sería "Estados Unidos Mexicanos", aunque hasta la fecha se ocupan los dos nombres.

3. Precisiones a los derechos del hombre de la Constitución de 1857

Al responder a la convocatoria para reformar la Constitución de 1857, el Congreso Constituyente de 1916-1917 comenzó analizando las reformas al primer capítulo, que es el de los derechos del hombre, para precisar y reformar lo que consideraban necesario, con base en la propuesta de Venustiano Carranza.

Respecto a los derechos del hombre, el Constituyente discutió y reformó de manera importante el derecho a la educación, la libertad de imprenta, el sistema de justicia, la separación de las reglas del proceso civil de las reglas del proceso penal, la seguridad jurídica, los derechos de los acusados de cometer delitos y la pena de muerte. Como puede observarse, salvo el derecho a la educación y la libertad de imprenta, los demás se vinculan fuertemente con el sistema de justicia. A continuación se presenta de manera breve el debate y la reforma que realizó este Congreso respecto a estos derechos del hombre.

i. El derecho a la educación

Respecto al derecho a la educación se analizaron tres temas: la prohibición a la iglesia de impartir educación (pública y privada); el establecimiento de la laicidad en la educación; y finalmente, la propuesta del diputado constituyente y pedagogo Luis Monzón, a través de un "voto particular", de establecer que la educación debía ser

racional en lugar de laica. El debate sobre estos temas fue muy amplio, y fue el debate que separó en dos grupos al Congreso Constituyente. De hecho, a raíz de este debate nació la idea de que el Constituyente de 1916-1917 siempre estuvo dividido en dos grupos: los Renovadores y los Jacobinos.

Si bien ambos grupos eran abiertamente anti-clericales, en este debate los Renovadores defendieron la idea liberal de permitir a los padres decidir si querían que sus hijos tuvieran educación religiosa en su formación, mientras que los Jacobinos pugnaban por establecer una prohibición absoluta de impartir educación religiosa en las escuelas.

Se trató de uno de los debates más amplios, que duró 10 días y en el cual los jacobinos resultaron vencedores con la prohibición absoluta a la Iglesia de impartir educación y estableciendo la laicidad educativa. El 15 de enero de 1917 se aprobó la versión jacobina del artículo 3º constitucional.

Tabla 52. Comparativo del artículo 3o.

Art. 3º. Constitución de 1857	**Art. 3º. Constitución de 1917**
La enseñanza es libre. La ley determinará qué profesiones necesitan título para su ejercicio, y con que requisitos se deben expedir.	Art. 3. La enseñanza es libre; pero será laica la que se de en los establecimientos oficiales de educación, lo mismo que la enseñanza primaria, elemental y superior que se imparta en los establecimientos particulares. Ninguna corporación religiosa, ni ministro de algún culto, podrán establecer o dirigir escuelas de instrucción primaria. Las escuelas primarias particulares sólo podrán establecerse sujetándose a la vigilancia oficial. En los establecimientos oficiales se impartirá gratuitamente la enseñanza primaria

Fuente: Elaboración propia

ii. La libertad de imprenta de nuevo a debate

Como se recordará, el Congreso Constituyente de 1856-1857 estableció el derecho a la libertad de escribir y publicar sobre cualquier materia, y los abusos en el ejercicio de este derecho se denominaron “delitos de imprenta”. Para sancionarlos, se había establecido el jurador popular que fue propuesto por Francisco Zarco. Sin embargo, en 1883, se reformó el artículo 7 constitucional para eliminar el jurado popular

estableciendo que los “delitos de imprenta” se debían sancionar a través de tribunales, es decir, del poder judicial. Por su parte, Venustiano Carranza propuso al Constituyente establecer en el artículo 7º la prohibición de “secuestrar la imprenta”, es decir, prohibir que las autoridades sustrajeran los materiales necesarios para publicar, cuando alguna persona era investigada por el delito de imprenta, porque era una práctica común de finales del siglo XIX que excedía las facultades de investigación y de sanción, y limitaba la libertad de imprenta.

La propuesta de Carranza hizo que se reiniciara el debate sobre el jurado popular, sobretodo porque algunos diputados consideraban que la eliminación del jurado popular en 1883 era producto de la dictadura, la cual impulsaba a los escritores y publicistas a someterse al poder público. También se discutió el hecho de que durante el gobierno de Porfirio Díaz, cuando se buscaba detener una publicación, solían ser detenidos todos los trabajadores de la imprenta o del periódico, incluidos los vendedores del periódico y no sólo el autor de la nota que ocasionaba la persecución.

Luego de varios días de debate, el 21 de diciembre de 1916, el Congreso rechazó restablecer el jurado popular, aceptó la propuesta de Carranza sobre la prohibición de “secuestrar la imprenta” y estableció la prohibición de detener a los trabajadores de la misma.

Tabla 53. Artículo 7 aprobado por el Congreso Constituyente

Art. 7o.- Es inviolable la libertad de escribir y publicar escritos sobre cualquiera materia. Ninguna ley ni autoridad puede establecer la previa censura, ni exigir fianza a los autores o impresores, ni coartar la libertad de imprenta, que no tiene más limites que el respeto a la vida privada, a la moral y a la paz pública. En ningún caso podrá secuestrarse la imprenta como instrumento del delito. Las leyes orgánicas dictarán cuantas disposiciones sean necesarias para evitar que so pretexto de las denuncias por delito de prensa, sean encarcelados los expendedores, “papeleros”, operarios y demás empleados del establecimiento donde haya salido el escrito denunciado, a menos que se demuestre previamente la responsabilidad de aquellos.

Fuente: Elaboración propia con base en las Actas del Congreso Constituyente 1916-1917

4. Las reformas al sistema de justicia

Como se observó en el capítulo de los debates del Congreso Constituyente de 1856-1857, analizar y determinar los derechos de las personas involucradas en un proceso penal es un tema complejo, entre otras cosas porque el juicio penal es una materia que se ha especializado y está basada en diversas teorías sociales sobre cómo se deben entender y sancionar las conductas que dañan la vida en comunidad. Además, uno de los grandes debates del Congreso de 1856-1857 había sido la posibilidad de eliminar la pena de muerte, en virtud de que no se consideraba correcto mantener esta sanción; pero no había prisiones suficientes en el país para eliminarla. En la Constitución de 1857 estos derechos y reglas quedaron establecidos en los artículos 13 al 24.

En el caso de las reformas propuestas por Venustiano Carranza y de los debates del Congreso de 1916-1917, es posible observar que en esta materia se precisaron conceptos, tiempos y derechos, en virtud de que se consideraba que el sistema de justicia no estaba funcionando correctamente en el país y que la revolución se había hecho para detener las injusticias. El conjunto de artículos que representan los derechos durante los procesos judiciales en general, y el proceso penal en particular, comenzaron a analizarse el 8 de enero de 1917, cuando la primera Comisión presentó el proyecto, y a partir de ahí se discutió el fuero militar, la separación del proceso civil del proceso penal, la seguridad jurídica, los derechos de los acusados de cometer delitos, y la pena de muerte.

i. El fuero militar

Respecto al fuero militar, el artículo 13 de la Constitución de 1857 establecía la prohibición de las leyes privativas y los tribunales especiales. Se trató de uno de los grandes avances de esta Constitución porque finalmente estableció la igualdad jurídica. Además estableció la prohibición de los fueros, con la excepción del militar. En este caso la Comisión adoptó la propuesta de Carranza sin modificaciones y señaló que la propuesta eliminaba la posibilidad de que un civil fuera juzgado en tribunales militares

por consecuencia de tener algún conflicto con alguno de ellos, lo que era un avance importante.

El debate en este tema se ocasionó porque el miembro de la Comisión e integrante de las fuerzas armadas Francisco J. Múgica presentó a través de un voto particular la solicitud de eliminar el fuero militar en tiempos de paz y mantenerlo en tiempos de guerra, entre otros motivos porque lo consideraba propio de los tiempos superados, y para evitar que la ciudadanía pensara que se creaba una clase social privilegiada; sin embargo, el argumento de Múgica no procedió, porque diversos diputados señalaron la importancia de mantener el fuero de guerra para cuando los integrantes del ejército cometieran delitos. De esta manera, el pleno del Congreso aprobó por 122 votos la propuesta de Carranza y de la Comisión sobre el mantenimiento del fuero de guerra, y rechazó el "voto particular" de Múgica, el cual únicamente obtuvo 61 votos:[394]

> "Art. 13. Nadie puede ser juzgado por leyes privativas ni por tribunales especiales. Ninguna persona o corporación puede tener fuero, ni gozar más emolumentos que los que sean compensación de servicios públicos y estén fijados por la ley. Subsiste el fuero de guerra para los delitos y faltas contra la disciplina militar; pero los tribunales militares en ningún caso y por ningún motivo podrán extender su jurisdicción sobre personas que no pertenezcan al Ejército. Cuando en un delito o falta del orden militar estuviese complicado un paisano, conocerá del caso la autoridad civil que corresponda."

El tema del fuero militar es importante, porque hizo que el Constituyente de 1916-1917 refrendara la decisión del de 1856-1857 de establecer la igualdad jurídica, es decir, la igualdad de derechos de todas las personas. Si bien la Constitución de 1857 estableció la igualdad jurídica, las excepciones para los integrantes del clero y para los militares hacían dudar sobre la vigencia de este principio constitucional. Por estos motivos, Múgica al pedir la eliminación del fuero militar volvió a abrir la discusión sobre la igualdad jurídica y la igualdad real. El Constituyente comprendió los argumentos de

[394] Artículo 13 aprobado por el Congreso Constituyente de 1916-1917.

Múgica pero creyó necesario mantener el fuero militar para garantizar la estabilidad del poder político.

ii. El artículo 14 Constitucional y la separación del proceso penal y el proceso civil

El artículo 14 adquiere particular relevancia porque en la Constitución de 1857 fue la base constitucional para el denominado "*amparo* en negocios judiciales", ampliamente debatido durante la vigencia de las leyes de *amparo* del siglo XIX.

En este caso, el proyecto que presentó Carranza tuvo la innovación de separar el proceso penal y el proceso civil; es decir, señaló que en materia penal las penas se establecían con base en una ley que sancionara estrictamente la conducta perseguida, por lo que no se podían imponer sanciones por analogía, o por "mayoría de razón", es decir, por opinión mayoritaria. Esto significó también que si una conducta no estaba señalada como delito en un código penal u otra ley, no podía ser sancionada. En contraste, en materia civil, se hacia justicia atendiendo lo que señalara la ley, su interpretación o los principios generales del derecho (libertad, igualdad, seguridad jurídica), es decir, establecía que en materia civil se podría juzgar con otros elementos distintos a los de la estricta aplicación de la ley porque no estaba en juego la libertad humana.

En su discurso del 1º de diciembre de 1916, durante la inauguración del Congreso Constituyente, Carranza explicó el motivo por el cual proponía reformar el artículo 14: la redacción en la Constitución de 1857 generó que se entendiera su contenido para todo tipo de juicios, cuando la intención del Constituyente había sido establecer en este artículo las reglas para el proceso penal, lo que llevó a que se utilizara el "*amparo* en negocios judiciales" para que el Poder Judicial Federal revisara todos los actos del poder judicial de los estados, sobrecargando su trabajo y entorpeciendo el trabajo de los poderes judiciales estatales. Por estos motivos Carranza propuso establecer en el

artículo 14 la separación entre los procesos penales y los procesos civiles[395]. Por su parte, la Comisión revisora señaló que compartía estas razones y criterios para reformar el proyecto, por lo que respaldó el proyecto de Carranza.

Tabla 54. Comparativo del artículo 14 Constitucional

Constitución de 1857	**Proyecto de Carranza y de la Comisión**
No se podrá expedir ninguna ley retroactiva. Nadie puede ser juzgado ni sentenciado sino por leyes dadas con anterioridad al hecho y exactamente aplicadas a él, por el tribunal que previamente haya establecido la ley	A ninguna ley se le dará efecto retroactivo en perjuicio de persona alguna. Nadie podrá ser privado de la vida, de la libertad o de sus propiedades, posesiones o derechos, sino mediante el juicio seguido ante los tribunales previamente establecidos, en el que se cumplan las formalidades esenciales del procedimiento y conforme a las leyes expedidas con anterioridad al hecho. En los juicios del orden criminal, queda prohibido imponer por simple analogía y aun por mayoría de razón, pena alguna que no esté decretada por una ley exactamente aplicable al delito de que se trata. En los juicios del orden civil, la sentencia definitiva deberá ser conforme a la letra o a la interpretación jurídica de la ley, y a falta de ésta se fundará en los principios generales del derecho.

Fuente: Elaboración propia

La Mesa directiva programó para el día 21 de diciembre la discusión y aprobación de la propuesta. Al abrirse el debate no hubo ningún interesado en opinar a favor o en contra del proyecto, por lo tanto los artículos se sometieron a votación, y fueron

[395] Carranza Venustiano, "Discurso pronunciado por el Primer Jefe del Ejército Constitucionalista y encargado del Poder Ejecutivo de la Unión, don Venustiano Carranza, en la sesión inaugural de Don Congreso Constituyente de Querétaro, celebrada el viernes 1 de diciembre de 1916", en Cámara de Diputados, *Venustiano Carranza frente al Congreso Constituyente. Archivo histórico de su proyecto de reformas, intervenciones y comunicaciones,* Pág. 33, México, 2016.

aprobados, por unanimidad. La aprobación de la reforma al artículo 14 significó la solución al debate sobre el "*amparo* en negocios judiciales" como se analizó en capítulos anteriores. La segunda ley que reguló el *amparo* (1868) lo prohibió, pero era inconstitucional porque iba en el sentido contrario de lo que establecía la Constitución de 1857. La reforma al artículo 102 constitucional del 12 de noviembre de 1908 pretendió resolver el conflicto limitando el *amparo* en el proceso civil, pero no fue suficiente. Finalmente, la propuesta de Carranza que aprobó el Constituyente es la propuesta que había hecho Emilio Rabasa en 1906 en su libro *El artículo 14, estudio constitucional*, en el que señalaba los problemas de redacción del artículo y las consecuencias que tenía cuando los litigantes buscaban el *amparo* por violación a la "exacta aplicación de la ley".

Si bien no hubo una gran discusión sobre el tema, lo cierto es que ya había un consenso porque el tema era el resultado de un debate de muchos años, al que Emilio Rabasa contribuyó poniendo con claridad el problema real del artículo 14 en su versión de la Constitución de 1857.

iii. La seguridad jurídica

En su versión de 1856 el artículo 16 constitucional establecía lo que en el siglo XX se conoció como *garantía de seguridad jurídica*, es decir, el derecho de las personas a no ser molestadas en su persona, familia o propiedad, salvo que existiera un escrito de una autoridad con las atribuciones legales para hacerlo.

Tabla 55. Artículo 16 de la Constitución de 1857

Art. 16. Nadie puede ser molestado en su persona, familia, domicilio, papeles y posesiones, sino en virtud de mandamiento escrito de la autoridad competente, que funde y motive la causa legal del procedimiento. En el caso de delitos infraganti, toda persona puede aprehender al delincuente y a sus cómplices, poniéndolos sin demora a disposición de la autoridad inmediata.

Fuente: Elaboración propia

La propuesta de Venustiano Carranza sobre este artículo fue para mejorar la redacción, especificando que los arrestos tenían que ser ordenados por una autoridad judicial, es decir, que ni la autoridad administrativa ni la autoridad legislativa podrían realizar arrestos; y para arrestar a una persona previamente tendría que existir una acusación por un hecho que la ley castigue con pena de prisión; además, limitaba los “casos urgentes”, es decir, la actuación de las autoridades administrativas para realizar detenciones urgentes sin orden de un juez, y sólo les permitía realizar visitas domiciliarias para el cumplimiento de reglamentos sanitarios, de policía y verificaciones fiscales. Finalmente, el proyecto de Carranza establecía también los requisitos de las ordenes para revisar las propiedades de las personas a través de las “ordenes de cateo”. La importancia del artículo radica en que establece límites en la actuación de las autoridades, para que no molesten ni a las personas, sus derechos ni sus propiedades, salvo en casos que lo permita la Constitución, y por una autoridad que tenga facultades para hacerlo. De esta manera, se establecía qué autoridades y bajo qué circunstancias una autoridad podría ocasionar molestias a un ciudadano, entre ellas, arrestarlo.

En la exposición de motivos la Comisión explicó que la versión de Carranza tenía una mejor redacción y era más exacta con respecto a la Constitución de 1857, pero que consideró hacerle algunas mejoras; sin embargo, la versión de la Comisión tuvo imprecisiones debido al desconocimiento de los diputados sobre las particularidades del proceso penal y su tecnicismo. Por estos motivos, la versión de la Comisión fue rechazada por el pleno el 23 de diciembre de 1916. La Comisión presentó una segunda versión del artículo el 27 de diciembre y se discutió el 2 de enero de 1917; sin embargo, esta también fue rechazada porque continuaban las imprecisiones en las propuestas.

Finalmente, la Comisión presentó una tercera versión el 11 de enero. En la nueva versión la Comisión señaló que mantenía las enmiendas que habían sido aceptadas en las discusiones anteriores, pero que respecto a los comentarios y propuestas que había recibido, había tenido dificultades para comprenderlas a cabalidad, y por estos motivos optó por citar a todos los abogados que participaran del Constituyente, para recoger sus opiniones y elaborar una nueva propuesta, que era la que estaban presentando:

> "Prefirió la Comisión citar a todos los abogados que figuran en la Cámara, por tratarse de un punto técnico, para conocer sus opiniones, recoger las ideas generales en que todos coincidieran y darles forma en el nuevo artículo. Citó, pues, la Comisión, a todos los referidos abogados; y aunque no logró la concurrencia de todos, asistió el número suficiente para que la Comisión pudiera considerarse ya suficientemente orientada."[396]

Una vez leído el artículo y el dictamen con la exposición de motivos, se preguntó al pleno si había diputados que quisieran hacer uso de la palabra para preguntar o debatir, pero ninguno mostró interés en particular. En consecuencia se procedió a la votación siendo aprobado el artículo por 147 votos contra 12.

Tabla 56. Artículo 16 Constitucional votada el 12 de enero de 1917.

Artículo 16. Nadie puede ser molestado en su persona, familia, domicilio, papeles y posesiones si no en virtud de mandamiento escrito de la autoridad competente, que funde y motive la causa legal del procedimiento. No podrá librarse ninguna orden de aprehensión o detención sino por la autoridad judicial, sin que preceda denuncia, acusación o querella de un hecho determinado que la ley castigue con pena corporal, y sin que estén apoyadas aquéllas por declaración bajo protesta de persona digna de fe o por otros datos que hagan probable la responsabilidad del inculpado, hecha excepción de los casos de flagrante delito en que cualquiera persona puede aprehender al delincuente y a sus cómplices, poniéndolos sin demora a disposición de la autoridad inmediata. Solamente en casos urgentes, cuando no haya en el lugar ninguna autoridad judicial, y tratándose de delitos que se persigan de oficio, podrá la autoridad administrativa, bajo su más estrecha responsabilidad, decretar la detención de un acusado, poniéndolo inmediatamente a disposición de la autoridad judicial. En toda orden de cateo, que sólo la autoridad judicial podrá expedir, y que será escrita, se expresará el lugar que ha de inspeccionarse, la persona o personas que hayan de aprehenderse y los objetos que se buscan, a lo que únicamente debe limitarse la diligencia, levantándose en el acto de concluirla, una acta circunstanciada en presencia de dos testigos propuestos por el ocupante del lugar cateado o en su ausencia o negativa, por la autoridad que practique la diligencia. La autoridad administrativa podrá practicar visitas domiciliarias únicamente para cerciorarse de que se han cumplido los reglamentos sanitarios y de Policía, y exigir la exhibición de los libros y papeles indispensables para comprobar que se han cumplido las disposiciones fiscales, sujetándose en estos casos a las leyes respectivas y a las formalidades prescriptas para las cateos.

Fuente: Diario de los debates, Págs. 1970-1971

[396] Ibíd. Pág. 142.

Como se observa, la elaboración del artículo 16 constitucional requirió del apoyo técnico de los diputados constituyentes que eran abogados, lo que determinó que se aprobó un artículo amplio, técnico, detallado, y que luego de tres versiones fue aprobado por la mayoría. La nueva redacción del artículo 16 constitucional es de suma importancia para que una autoridad -ejecutiva, legislativa o judicial, federal o local-, actúe constitucionalmente frente a los ciudadanos. También es importante porque al rebasar estos límites, violaría la *garantía de seguridad jurídica de los ciudadanos*, lo que podría detenerse a través de un juicio de *amparo* presentado por el ciudadano que sufriera la afectación.

iv. Los derechos de los acusados de cometer delitos

El artículo 20 de la Constitución de 1857 contemplaba los derechos de las personas acusadas de cometer delitos: conocer el delito del que se les acuse, el nombre del acusador, derecho a declarar, confrontar sus argumentos con los de los testigos, recibir información para defenderse y ser escuchado.

Tabla 57. Artículo 20 de la Constitución política de 1857

Art. 20. En todo juicio criminal el acusado tendrá las siguientes características: I. Que se le haga saber el motivo del procedimiento y el nombre del acusador, si lo hubiere. II. Que se le tome su declaración preparatoria dentro de cuarenta y ocho horas, contadas desde que esté á disposición de su juez. III. Que se le caree con los testigos que depongan en su contra. IV. Que se le faciliten los datos que necesite y consten en el proceso, para preparar sus descargos. V. Que se le oiga en defensa por sí ó por persona de su confianza, ó por ambos, según su voluntad. En caso de no tener quien lo defienda, se le presentará lista de defensores de oficio, para que elija el que ó los que le convengan.

El proyecto de Carranza ampliaba estos derechos a obtener libertad bajo fianza, la obligación de la autoridad de proporcionarle la información sobre el delito y el acusar en menos de 48 horas, que se reciban sus testigos y pruebas, que el proceso tenga una

duración máxima, tener derecho a un defensor público, prohibir que el acusado sea obligado a declarar en su contra, entre otros.

Por su parte, el 2 de enero la Comisión presentó el proyecto señalando que con las modificaciones de Carranza habría una transformación del sistema de justicia penal haciéndolo más humano, y sólo consideró hacerle la adición de un párrafo en la fracción VI para que los delitos cometidos a través de la prensa se sancionaran por jurado popular, tal y como lo había aprobado el Congreso Constituyente de 1856-1857.

La Comisión informó que recibió numerosas propuestas de distintos diputados para mejorar el artículo, pero que las rechazó porque no eran viables, por ejemplo, la propuesta de darle al acusado el derecho a elegir si deseaba ser juzgado por un juez o por un jurado popular.

El 4 de enero el pleno del Constituyente comenzó a discutir el proyecto del artículo 20, y en realidad lo único que se debatió fue la adición de la Comisión, es decir, el jurado para sancionar los delitos de imprenta, que generó un gran debate –con los argumentos antes vertidos sobre el jurado popular- pero finalmente fue aprobada con 84 votos contra 70. Así se ampliaron y precisaron los derechos de las personas acusadas de cometer delitos y se estableció el jurado popular para los delitos de imprenta.

Tabla 58. Artículo 20 de la Constitución política de 1917

Artículo 20 En todo juicio del orden criminal tendrá el acusado las siguientes garantías:
I. Será puesto en libertad, inmediatamente que lo solicite, bajo de fianza hasta que diez mil pesos, según sus circunstancias personales y la gravedad del delito que se le impute, siempre que dicho delito merezca ser castigado con una pena mayor de cinco años de prisión, y sin más requisitos que poner la suma de dinero respectiva a disposición de la autoridad, u otorgar caución hipotecaria o personal, bastante para asegurarla;
II. No podrá ser compelido a declarar en su contra, por lo cual queda rigurosamente prohibida toda comunicación o cualquier otro medio que tienda a aquél objeto;
III. Se le hará saber en audiencia pública y dentro de las cuarenta y ocho horas siguientes a su consignación a la justicia, el nombre de su acusador y la naturaleza y causa de la acusación, a fin de que conozca bien el hecho punible que se le atribuya y pueda contestar el cargo, rindiendo en este acto su declaración preparatoria;
IV. Será careado con los testigos que depongan en su contra, los que declararán en su presencia si estuviesen en el lugar del juicio, para que pueda hacerles todas la preguntas conducentes a su defensa;
V. Se le recibirán los testigos y demás pruebas que ofreciere, concediéndole el tiempo que la ley estime necesario al efecto, y se le auxiliará para obtener la comparecencia de las personas cuyo testimonio solicite, siempre que se encontraren en el lugar del proceso;

VI. Será juzgado en audiencia pública por un juez o Jurado de ciudadanos que sepan leer y escribir, vecinos del lugar y partido en que se cometiera el delito, siempre que éste pueda ser castigado con una pena mayor de un año de prisión;

En todo caso serán juzgados por un Jurado los delitos cometidos por medio de la prensa contra el orden público o la seguridad exterior o interior de la nación[397]

VII. Le serán facilitados todos los datos que solicite para su defensa y que consten en el proceso;

VIII. Será juzgado antes de cuatro meses si se tratare de delitos cuya pena máxima no exceda de dos años de prisión, y antes de un año si la pena máxima excediere de ese tiempo;

IX. Se le oirá en defensa por sí o por persona de su confianza, o por ambos, según su voluntad. En caso de no tener quien lo defienda, se le presentará lista de los defensores de oficio, para que elija el o los que le convengan. Si el acusado no quisiere nombrar defensores, después que se le requiriere para ello, al rendir su declaración preparatoria, el juez le nombrará uno de oficio. El acusado podrá nombrar defensor desde el momento en que sea aprehendido, y tendrá derecho a que éste se halle presente en todos los actos del juicio; pero tendrá obligación de hacerlo comparecer cuantas veces se necesite; y,

X. En ningún caso podrá prolongarse la prisión o detención, por falta de pago de honorarios de defensores o por cualquiera otra prestación de dinero por causa de responsabilidad civil o algún otro motivo.

Tampoco podrá prolongarse la prisión preventiva por más tiempo del que como máximo fije la ley al delito que motivare el proceso.
En toda pena de prisión que imponga una sentencia se computará el tiempo de la detención.

Como se observa, en el artículo 20 aprobado se establecieron los derechos –garantías, dice el artículo-, de todas las personas acusadas de haber cometido delitos. El listado detallado de estos derechos como son el derecho a la libertad bajo fianza, el derecho a un juicio pronto, derecho a ser escuchado por el juez, a presentar testigos, y a tener acceso a la información que necesita para defenderse en el juicio, entre otros, es importante para que una persona que esté sometida a un proceso penal pueda defenderse y en caso de que considere violados algunos de estos derechos, pueda presentar una demanda de *amparo* para hacerlos respetar.

[397] Párrafo en cursivas adicionado por la Comisión al proyecto de Carranza.

v. La pena de muerte de nuevo a debate: De regla a excepción

El 8 de enero de 1917 la Comisión presentó su proyecto de reforma del artículo 22 Constitucional. Es de recordar que se trató de un artículo ampliamente debatido en el Constituyente de 1857, que permitió la pena de muerte y prohibió la tortura pero no los grilletes.

En el proyecto que Carranza les había entregado, se adicionaba un párrafo en el que se especificaba que las sanciones materiales o pecuniarias establecidas por un juez y el pago de impuestos y multas no debían ser consideradas "confiscación de bienes", con la intención de dar seguridad jurídica a las personas que eran sancionadas y a las autoridades que establecían estas sanciones. La Comisión consideró adecuada la adición de Carranza y propuso un tercer párrafo, el cual prohibía en términos generales la pena de muerte, pero establecía la excepción en los casos de traición a la patria durante la guerra, al parricida, al que cometiera homicidio con alevosía, premeditación y ventaja, al incendiario, al plagiario, al salteador de caminos, al pirata, al violador y a quien cometiera delitos graves en contra del orden militar.

En el dictamen la Comisión recordó que en el Constituyente de 1857 se estableció la pena de muerte porque no se contaba con las prisiones suficientes, pero estas ya se habían construido en los últimos años, por lo que era el momento de abolirla en lo general, y detallar los casos excepcionales donde podría imponerse. La Comisión consideraba que cuando una persona afectaba los derechos de otros o afectaba a la sociedad, ésta podía buscar evitar nuevas agresiones, teniendo el derecho de aplicar la pena de muerte si esto garantizaba la seguridad social. Se trataba entonces de que la sociedad se asegurara a si misma de que se sancionaran los delitos que afectaban de manera grave la coexistencia social.

Entonces, al iniciarse el debate había tres versiones del artículo 22 constitucional: la original de 1857, la de Carranza que adicionaba un párrafo, y la de la Comisión que al proyecto de Carranza adicionaba un párrafo más sobre la pena de muerte.

Tabla 59. Las tres versiones del artículo 22 constitucional

Constitución de 1857	**Proyecto de Carranza**	**Proyecto de la Comisión**
Artículo 22. Quedan para siempre prohibidas las penas de mutilación y de infamia, la marca, los azotes, los palos, el tormento de cualquier especie, la multa excesiva, la confiscación de bienes y cualesquiera otras penas inusitadas o trascendentales	Artículo 22**.** Quedan prohibidas las penas de mutilación y de infamia, la marca, los azotes, los palos, el tormento de cualquier especie, la multa excesiva, la confiscación de bienes y cualesquiera otras penas inusitadas o trascendentales. No se considerará como confiscación de bienes, la aplicación total o parcial de los bienes de una persona, hecha por la autoridad judicial, para el pago de la responsabilidad civil resultante de la comisión de un delito, o para el pago de impuestos o multas.	"Artículo 22. Quedan prohibidas las penas de mutilación y de infamia, la marca, los azotes, los palos, el tormento de cualquier especie, la multa excesiva, la confiscación de bienes y cualesquiera otras penas inusitadas y trascendentales. No se considerará como confiscación de bienes, la aplicación total o parcial de los bienes de una persona hecha por la autoridad judicial para el pago de la responsabilidad civil resultante de la comisión de un delito, o para el pago de impuestos o multas. Queda también prohibida la pena de muerte por delitos políticos, y en cuanto a los demás, sólo podrá imponerse al traidor a la patria en guerra extranjera, al parricida, al homicida por alevosía, premeditación y ventaja, al incendiario, al plagiario, al salteador de caminos, al pirata, al violador y a los reos de delitos graves del orden militar

Fuente: Elaboración propia

Para la Comisión la pena de muerte iba a desaparecer, pero no en ese momento, porque los países que la habían abolido la habían tenido que restablecer al no alcanzar "el progreso y la dulcificación de las costumbres" sociales, y por estos motivos habían decidido agregar el delito de violación a la lista de aquellos que se castigarían con la pena de muerte.

El proyecto se discutió el 12 de enero de 1917. La mayoría de los diputados optó por aceptar la propuesta de la Comisión de delimitar con precisión en contra de qué delitos podría permitirse la pena de muerte. Sin embargo, dentro del listado de delitos propuestos por la Comisión se había incluido al delito de violación, lo que generó la oposición de algunos diputados que pidieron retirar dicho delito argumentando que se podría prestar para extorsionar varones.

Después de analizar ambas propuestas, los diputados aceptaron la idea de precisar los delitos para la pena de muerte y excluir la violación. En el caso del "salteador de caminos", el diputado Luis Tli Zaliturri advirtió que este delito no existía, que no se encontraba señalado en el código penal, y que lo más parecido a él era el delito de "robo con violencia", sin embargo, la advertencia no tuvo eco por parte del pleno y no se corrigió la redacción. Respecto al delito de plagiario no hubo ningún señalamiento. Una vez eliminado el delito de violación del listado de delitos castigables con pena de muerte, se puso a consideración el artículo, siendo aprobado por una mayoría de 110 votos contra 71.

Tabla 60. Versión aprobada del artículo 22 de la Constitución Política de 1917

"Artículo 22. Quedan prohibidas las penas de mutilación y de infamia, la marca, los azotes, los palos, el tormento de cualquier especie, la multa excesiva, la confiscación de bienes y cualesquiera otras penas inusitadas y trascendentales. "No se considerará como confiscación de bienes, la aplicación total o parcial de los bienes de una persona, hecha por la autoridad judicial, para el pago de la responsabilidad civil resultante de la comisión de un delito, o para el pago de impuestos o multas. "Queda también prohibida la pena de muerte por delitos políticos, y en cuanto a los demás, sólo podrá imponerse al traidor a la patria en guerra extranjera, al parricida, al homicida con alevosía, premeditación o ventaja, al incendiario, al plagiario, al salteador de caminos, al pirata y a los reos de delitos graves del orden militar"[398]

La delimitación de los delitos que podrían castigarse con pena de muerte a partir del artículo 22 constitucional es importante porque ningún otro delito podría tener esta sanción por parte de un juez, y en caso de que un juez quisiera imponerla por la comisión de otros delitos, el acusado podría interponer una demanda de *amparo*.

En conjunto, las reformas al sistema de justicia, también permitieron que todo el proceso penal, y el civil, tuvieran un mejor procedimiento, y en caso de violaciones a los derechos de las personas que enfrentaran un proceso judicial (penal o civil), sus derechos estuvieran delimitados y protegidos por el juicio de *amparo*.

[398] Versión aprobada del artículo 22 de la Constitución Política de 1917 en Diario de los debates del Congreso Constituyente 1916-1917, INEHRM, 2016. Tomo II. Pág. 657.

5. El derecho al trabajo y los derechos de los trabajadores

El Congreso no sólo se dedicó a reformar la Constitución de 1857 con base en la propuesta de Carranza, porque se ocupó por hacer que la Constitución ayudara a resolver los problemas de los grupos sociales que habían participado en la revolución. En este contexto se discutieron, y aprobaron o rechazaron nuevos derechos. Algunos de ellos son ampliamente conocidos y son los que le dieron su carácter emblemático a la Constitución de 1917, como el 123 con los derechos de los trabajadores.

El artículo 5º de la Constitución de 1857 establecía el derecho al trabajo y al salario justo. Con las reformas de 1873 y 1898 se adicionó la invalidez de los contratos que afectaran la libertad de las personas por motivo laboral, educativo o religioso y se estableció la prohibición de los monasterios religiosos. Es importante recordar la alta cantidad de *amparos* presentados por causa de la gleba en los que se argumentaba la violación a la libertad de trabajo, por lo que las reformas de 1873 y 1898 pretendieron ampliar la defensa de este derecho, aunque no fueron suficientes. Si bien en su conjunto el artículo 5º tenía una concepción liberal sobre el trabajo y la libertad de las personas, lo cierto es que este artículo se encontraba lejano a la realidad del país, porque la gleba, las fiestas religiosas, la tienda de raya y otras actividades obligaban a realizar trabajo forzado en distintas modalidades.

El artículo 5º sobre la libertad de trabajo se discutió a partir del 19 de diciembre de 1916. La propuesta de Carranza corregía la redacción del artículo 5º de la Constitución de 1857 y adicionaba dos párrafos en los que establecía la prohibición de obligar a las personas a realizar trabajos en el servicio público (a excepción de las armas, los de jurado y los cargos de elección popular), y establecía que el contrato laboral sólo obligaba a la prestación del servicio contratado. En este sentido, la propuesta de Carranza continuaba el debate sobre la libertad de trabajo y reformaba la Constitución para precisar esta “garantía”. Por su parte, la Primera Comisión de reformas a la Constitución presentó un proyecto ante el pleno el 12 de diciembre de 1916 que contenía mayores modificaciones que las que proponía Carranza. La Comisión explicó que el artículo se había reformado en 1898 para especificar cuáles servicios públicos eran obligatorios y cuáles además se debían prestar de manera gratuita, y que en

realidad se respetaba la integridad del artículo 5º, pero que contenía 2 innovaciones importantes: 1) prohibir los convenios laborales (contratos) en los que las personas renuncian a ejercer determinada profesión, industria o comercio, con la finalidad de combatir los monopolios y generar competencia; y 2) establecer que la duración máxima del contrato laboral obligatorio sería de un año, para proteger a los trabajadores de los abusos de las empresas[399]. La Comisión señaló que les parecía importante recoger las propuestas de los diputados representantes de Veracruz, Cándido Aguilar, Heriberto Jara y Victorio Góngora, sobre establecer límites a la jornada laboral y un día de descanso a la semana, pero que dudaban si el artículo 5 era el lugar donde debían establecerse. Además, la Comisión señaló que proponían crear un "servicio judicial obligatorio"[400] para los abogados, en virtud de que había mucha desigualdad entre los litigantes, que algunos acumulaban recursos económicos en el ejercicio de su profesión, mientras que los miembros del Poder Judicial se veían desfavorecidos de estas condiciones, y por ende presionados económicamente por los litigantes a través de actos de corrupción.

Luego de ser leído el proyecto, se mandó copiar para todos los diputados y se estableció como fecha para su discusión el 19 de diciembre; sin embargo, un día antes, el 18 de diciembre, un grupo de diputados presentó una "moción suspensiva", es decir, solicitaron una suspensión de la discusión para que la Comisión pudiera analizar una serie de propuestas de distintos diputados que consideraron sería importante adicionar al artículo 5º, porque consideraban que la Comisión tendría que discernir entre cuáles propuestas debían establecerse en una ley y cuáles en la Constitución. La moción fue aceptada y el proyecto fue retirado. Una semana después, la Comisión de reformas presentó una nueva propuesta de artículo 5º, a la cual incorporaron algunas de las propuestas del grupo que había presentado la moción, y la Mesa directiva dispuso que

[399] La Comisión consideraba que dentro de los abusos que se cometían contra los trabajadores se encontraba el hecho de contratarlos para un trabajo determinado de corta duración porque los dejaba en incertidumbre y en el desempleo de manera continua, sin tener la posibilidad de cubrir sus necesidades básicas. Pero también consideraba que los contratos de mayor duración terminaban por afectar la libertad de los trabajadores para cambiar de trabajo si encontraban otro espacio laboral con mayor salario o mejores condiciones laborales.

[400] El servicio social es un trabajo sin pago que se presta como retribución por haber recibido alguna formación profesional o educativa en instituciones públicas. En este sentido, el "servicio judicial obligatorio" implicaría que los abogados, al egresar de las escuelas de derecho o jurisprudencia, trabajaran por determinando tiempo y de manera gratuita en el poder judicial.

sería analizada el día 26 de diciembre; sin embargo, dada la importancia del tema, el debate se extendió dos días más. En la nueva propuesta la Comisión únicamente agregó al artículo 5º la jornada laboral máxima de 8 horas, el descanso semanal y la prohibición del trabajo nocturno para los niños y las mujeres.

El 26 de diciembre, día del debate, se inscribieron 14 diputados para opinar sobre el dictamen por diversos motivos. El debate primero giró en torno a la posibilidad de establecer en la Constitución reglas sobre el trabajo porque para algunos diputados no correspondía establecer la jornada laboral en la Constitución sino en un código laboral, mientras que para otros, establecer únicamente la jornada de 8 horas era insuficiente para resolver los problemas sociales, y sobre todo, tratándose de una Constitución que era producto de una revolución social. Una de las intervenciones más importantes de este día fue la del diputado Heriberto Jara[401], quien dijo que la Constitución de 1857 tenía hermosos capítulos que en apariencia garantizaban la libertad, pero en la práctica no funcionaban. Señaló que establecer la jornada máxima de 8 horas aseguraba la libertad de las personas y su vida, porque limitaba la explotación sobre ellas y no hacerlo las llevaba a la decadencia. Además, explicó que era importante colocar la restricción en la Constitución porque los obreros tenían la experiencia de que los legisladores no se habían preocupado por el tema. Consideró que las largas jornadas laborales también afectaban el ejercicio de los derechos civiles de los trabajadores, porque en jornadas extenuantes no podían asistir a las votaciones, o intencionalmente eran sobrecargados de trabajo en esas fechas por los patrones, y que las amplias jornadas de trabajo también afectaban las posibilidades de los trabajadores para educarse e instruirse porque salían agotados y con hambre:

> "¿qué deseos puede tener un hombre de instruirse, de leer un libro, de saber cuáles son sus derechos, cuáles las prerrogativas que tiene, de qué cosas puede gozar en medio de esta sociedad, si sale del trabajo perfectamente agobiado, rendido y completamente incapaz de hacer otra cosa más que tomar

[401] Heriberto Jara (Veracruz, 1879), fue uno de los diputados constituyentes más preocupados por atender los problemas de los trabajadores y establecer sus derechos en la Constitución. Jara estudió en la milicia y tuvo formación profesional en "Tenedor de libros" (hoy contabilidad). Participó y fue dirigente de la huelga de Río Blanco (Veracruz). Fue fundador del Partido Antirreleccionista. Por su trabajo a favor de los trabajadores, en 1950 la Unión de Repúblicas Soviéticas Socialistas (URSS) le entregó el "Premio Lenin por la paz entre los pueblos".

un mediano bocado y echarse sobre el suelo para descansar? ¿Qué aliciente puede tener para el trabajador un libro, cuando su estómago está vacío? »[402]

También señaló que las constituciones eran un producto de los seres humanos y como seres humanos los constituyentes podían agregar elementos y romper con las teorías de los tratadistas del derecho constitucional con los nobles fines de limitar la explotación de las mujeres y los niños.

Otra de las intervenciones fundamentales fue la del diputado Héctor Victoria, quien se opuso al dictamen y al proyecto de Carranza porque consideraba que en ninguno de los dos proyectos atendían los problemas de los trabajadores con el respeto y la atención debida. En su opinión era necesario adicionar al artículo 5º la obligación de los estados de legislar en materia de trabajo considerando las particularidades de cada uno de ellos, y se deberían establecer las bases constitucionales de las relaciones laborales en todo el país. Héctor Victoria consideraba que dichas bases debían contener también la creación de tribunales laborales "de conciliación y arbitraje", porque no había gobernantes revolucionarios en todos los estados. Recordó que los obreros de Yucatán, que él representaba, habían obtenido una legislación que defendía sus derechos, lo que les permitía observar de mejor manera lo que podrían proponer al resto del país:

"…si en el Estado de Yucatán estamos palpando todos estos beneficios, si allí los trabajadores no le besan la mano a los patrones, si ahora lo tratan de tú a tú, de usted a usted, de caballero a caballero; si por efecto de la revolución los obreros yucatecos se han reivindicado, señores diputados, un representante obrero del Estado de Yucatán viene a pedir aquí se legisle radicalmente en materia de trabajo. Por consiguiente, el artículo 5º a discusión, en mi concepto, debe trazar las bases fundamentales sobre las que ha de legislarse en materia de trabajo, entre otras, las siguientes: jornada máxima, salario mínimo, descanso semanario, higienización de talleres, fábricas, minas, convenios industriales,

[402] Intervención del diputado Heriberto Jara en la sesión del 22 de diciembre de 1916, en Diario de los debates del Congreso Constituyente 1916-1917, INEHRM, 2016. Tomo II. Pág. 600.

creación de tribunales de conciliación, de arbitraje, prohibición del trabajo nocturno a las mujeres y niños, accidentes, seguros e indemnizaciones, etcétera."[403]

Como se observa, Héctor Victoria señaló que en Yucatán la tendencia hacia la protección de los trabajadores, y las innovaciones jurídicas (que también mencionó en la discusión sobre las restricciones a las iglesias) iban en el mismo sentido y estaban ya surtiendo efectos sociales.

Por su parte, el diputado Dionisio Zavala recordó que habían sido los obreros los que habían hecho la revolución, porque los generales del ejército no hubieran podido hacer nada sin sus soldados, es decir, sin los obreros, y en el norte del país los primeros que se levantaron fueron los campesinos. Por estos motivos indicó que era el momento de hacer justicia a los trabajadores, y acusó a quienes votaran en contra del dictamen de defender intereses personales y querer seguir explotando a sus trabajadores.

El diputado Froylan C. Manjarrez explicó que se trataba de una revolución social, no de una revolución política, y que en algunos estados se había comenzado a impulsar una legislación obrera, como en el caso de Sonora, la cual generó que algunas organizaciones socialistas de Estados Unidos y Europa felicitaran al gobierno estatal. Por estos motivos argumentó que el tema de los derechos de los trabajadores debía desarrollarse más, y si era necesario, no sólo en un artículo o una adición, sino con un capítulo completo de la Constitución:

"yo no estaría conforme con que el problema de los trabajadores, tan hondo y tan intenso y que debe ser la parte en que más fijemos nuestra atención, pasara así solamente pidiendo las ocho horas de trabajo, no; creo que debe ser más explícita nuestra Carta Magna sobre este punto, y precisamente porque debe

[403] Intervención del diputado Héctor Victoria en la sesión del 22 de diciembre de 1916, en Diario de los debates del Congreso Constituyente 1916-1917, INEHRM, 2016. Tomo II. Pág. 608.

serlo, debemos dedicarle toda atención, y si se quiere, no un artículo, no una adición, sino todo un capítulo, todo un título de la Carta Magna."[404]

Manjarrez también señaló que nada garantizaba que el próximo Congreso ordinario estaría integrado por revolucionarios, por lo que, aunque la Constitución no respondiera a los moldes de los juristas, lo importante era que se dieran las garantías necesarias a los trabajadores, y al ser tantos los puntos que era necesario tratar, podría ser en un título completo de la Constitución Política:

"… a mí no me importa que esta Constitución esté o no dentro de los moldes que previenen jurisconsultos, a mí no me importa nada de eso, a mí lo que me importa es que se den las garantías suficientes a los trabajadores, a mí lo que me importa es que atendamos debidamente al clamor de esos hombres que se levantaron en la lucha armada y que son los que más merecen que nosotros busquemos su bienestar y no nos espantemos a que debido a errores de forma aparezca la Constitución un poco mala en la forma; no nos asustemos de esas trivialidades, vamos al fondo de la cuestión; introduzcamos todas las reformas que sean necesarias al trabajo; démosles los salarios que necesiten, atendamos en todas y cada una de sus partes lo que merecen los trabajadores y lo demás no lo tengamos en cuenta, pero repito, señores diputados, precisamente porque son muchos los puntos que tienen que tratarse en la cuestión obrera, no queremos que todo esté en el artículo 5º, es imposible, esto lo tenemos que hacer más explícito en el texto de la Constitución y ya les digo a ustedes, si es preciso pedirle a la Comisión que nos presente un proyecto en que se comprenda todo un título, toda una parte de la Constitución, yo estaré con ustedes porque con ello habremos cumplido nuestra misión de revolucionarios. "[405]

De las participaciones sobre este tema también hay que destacar la de Carlos Gracidas, quien señaló que el debate le generaba muchas contradicciones, porque

[404] Intervención de Froylan Manjarrez, ante el Congreso Constituyente el de diciembre de 1916 *en Diario de los debates del Congreso Constituyente 1916-1917*, INEHRM, 2016. Tomo II. Pág. 216
[405] Ibíd. Pág. 216

desde los 7 años de edad había dejado los estudios y se dedicaba a trabajar en los talleres de Veracruz. Recordó que el primer gobierno del Constitucionalismo en Veracruz empezó a impulsar la protección de los trabajadores y a fomentar la creación de sindicatos, y que con esa misma lógica y objetivos se había fundado la Casa del Obrero Mundial (COM); sin embargo, consideraba que el artículo era vago porque no establecía qué era la "justa retribución" (un salario justo), ni establecía lo que era un pleno consentimiento en un contrato laboral. Finalmente, propuso dejar en el artículo 5º constitucional la garantía del derecho al trabajo, y generar el capítulo especial con los temas de los trabajadores y sus derechos.

El 28 de diciembre presentaron su opinión los diputados Alfonso Cravioto, Luis Monzón, Modesto González Galindo, José Natividad Macías, Luis Espinosa, Francisco J. Mujica y Gerzayn Ugarte Rodríguez. Ese día una de las intervenciones más importantes sobre el tema fue la de José Natividad Macías quien se manifestó contra el dictamen señalando que ya había un proyecto de leyes laborales que no había sido publicado. Macías comenzó explicando que Carranza había encomendado a Luis Manuel Rojas y a él los proyectos necesarios en materia de trabajo, y esos proyectos fueron elaborados y entregados a Carranza en 1915, quien junto con Luis Cabrera los revisaron y publicaron en la prensa para que todos los trabajadores del país pudieran leerlos y hacerles observaciones. Narró que mientras las organizaciones de trabajadores revisaban los proyectos, él fue enviado a revisar la legislación de los Estados Unidos. A su regreso a México se reunió con Carranza, y revisaron las opiniones de los trabajadores y la legislación inglesa, de Estados Unidos y de Bélgica para revisar qué se podía adaptar en México:

> "…fui a Estados Unidos, cumplí mi cometido sobre ese particular y después de haber visitado los grandes establecimientos de Chicago, los no menos importantes de Baltimore y los grandes establecimientos que existen en Filadelfia, pasé a Nueva York, donde hice igualmente mi visita a establecimientos importantes que había allí: recogí toda la legislación obrera de Estados Unidos, busqué también todas las leyes inglesas de donde esta legislación de Estados Unidos se ha tomado, y ya con todos esos datos volví al

> puerto de Veracruz a dar cuenta al jefe supremo de la revolución del desempeño de mi comisión; después de haber tenido largas conferencias con él, que se dedicaba a este asunto todo el tiempo que le dejaban las atenciones de la guerra, convino conmigo en los puntos cardinales sobre los cuales se había de fundar la legislación obrera tomada de la legislación de Estados Unidos, de la legislación inglesa y de la legislación belga, que son las más adelantadas en la materia; todo cuanto fuera adaptable como justo, como permanente, como enteramente científico y racional a las necesidades de México y a la vez teniendo en cuenta los problemas nacionales"[406]

Por estos motivos, José Natividad Macías señaló que atender "el problema obrero" –como se nombraba en la época- requería una ley de trabajo, una ley de accidentes de trabajo, una ley de seguros, y una ley con temas diversos que afectaban el bienestar de los trabajadores y que eso no lo estaba cubriendo el proyecto de la Comisión. También señaló que temas como el de la precisión de la "justa retribución" y lo que debía ser el "salario mínimo" se encontraban en los proyectos de leyes que habían elaborado junto con Carranza. Dichos proyectos, a decir de Macías, incluían un concepto de contrato de trabajo y la diversidad de trabajos que existían: trabajo obrero, trabajo doméstico, el trabajo de los médicos, de los abogados y de los ingenieros. Además, estas actividades tendrían su propia ley, y en dichas leyes se especificarían las obligaciones del trabajador y del patrón.

Explicó que en su investigación encontró que no había un solo país que tuviera legislado el "salario mínimo", pero había que establecerlo de tal manera que el trabajador tuviera independencia económica, porque esas eran los objetivos de la revolución, y la legislación que se preparaba con Carranza lo incluía, al igual que el establecimiento de tribunales laborales, los cuales tendrían que tener perfectamente bien definidas sus funciones para no terminar por afectar a los trabajadores. Por estos motivos y observando la experiencia de otros países, en el proyecto de legislación se establecerían "Juntas de conciliación y arbitraje" y no tribunales. Dichas Juntas

[406] Intervención de José Natividad Macías, ante el Congreso Constituyente el 28 de diciembre de 1916 en Diario de los debates del Congreso Constituyente 1916-1917, INEHRM, 2016. Tomo II. Pág. 266.

establecerían el salario mínimo y estarían compuestas de representantes de los trabajadores y representantes de los patrones de cada industria. Para establecer el "salario mínimo" debían considerar satisfacer todas las necesidades básicas de los trabajadores, y fijarían las compensaciones en los casos de violación al contrato laboral de manera justificada y actualizada al momento en que ellas tomen una resolución del caso. También señaló que dichas leyes reconocían el "derecho social económico" de la huelga y la regulaban para evitar abusos por parte de los trabajadores, porque las Juntas de conciliación y arbitraje servirían como mediadoras para procurar resolver el problema en términos legales, para dejarla protegida y sancionada.

Con la finalidad de que las Juntas fueran efectivas, debían tomar decisiones con base en la ley, pero al mismo tiempo funcionar como árbitros; es decir, sus decisiones requerían del consentimiento de las dos partes, y en caso de no lograrlo, tomar una decisión con base en la ley. Explicó también que habría un capítulo sobre los sindicatos, otorgándoles personalidad jurídica, y sobre el contrato colectivo de trabajo para que los trabajadores pudieran negociar de manera colectiva frente a los patrones:

> "Hoy, en Estados Unidos, en Inglaterra y en Bélgica, los contratos de trabajo ya no son individuales, son colectivos, y esta es la única manera, por una parte, de dar seguridad al empresario de que el contrato de trabajo será cumplido, es por la otra parte la manera de asegurar que a cada trabajador se le dará exactamente el mismo salario,"[407]

El proyecto de legislación debía incluir los requisitos para formar un sindicato, las obligaciones de los trabajadores con el sindicato y el derecho a separarse de un sindicato, generando una protección definitiva mediante los sindicatos y el contrato colectivo de trabajo.

Según Macías, el proyecto que habían elaborado con Carranza incluía la reglamentación del aprendizaje, para que los niños y jóvenes recibieran instrucción para que cuando fueran adultos tuvieran un salario conveniente. Señaló que respecto

[407] Ibíd. Pág. 271.

al tema de la tercerización (outsoursing), al no encontrarlo bien resuelto en la legislación sajona, decidieron proteger al trabajador estableciendo responsabilidades y obligaciones a las empresas que sub-contrataban. Finalmente explicó que también se encontraba desarrollada la materia de los accidentes laborales. Consideró que se requería establecer sistemas de responsabilidad en accidentes como ocurría ya en Estados Unidos, Alemania, Bélgica y Francia, donde con un pago mensual del patrón quedaban protegidos todos los trabajadores, y además explicó que había un proyecto de ley para el momento en que el trabajador no pudiera continuar laborando a causa de su edad a través de un sistema de seguros, y dijo que la situación en que se encontraba el país no había permitido publicar las leyes que ya estaban listas y terminar las que se estaban elaborando. Además, señaló que mientras viajó a los Estados Unidos, Venustiano Carranza impulsó una reforma para que las leyes laborales fueran publicadas por la federación, a lo que él se oponía porque las condiciones de los trabajadores eran distintas en los estados del país, por lo que a su regreso habló con Carranza y decidieron entonces detener la publicación y esperar a las decisiones del Congreso Constituyente:

> "…entonces convenimos en que esas reformas se hicieran en la Constitución; entonces le propuse que esperásemos que el Congreso Constituyente considerara la cuestión; si él dice que los Estados darán esas leyes, así será; si dice que la Federación dictará esas leyes, la Federación y los Estados estudiarán después la cuestión y la resolverán como les parezca mejor. "[408]

Por los motivos que expuso, señaló que el dictamen de la Comisión era malo, pero que con apoyo de Pastor Rouaix[409] se podrían formular las bases generales de la legislación del trabajo, elaborando un artículo en otro lugar de la Constitución distinto al

[408] Ibíd. Pág. 273.

[409] Pastor Rouaix era diputado representante de Puebla. Fue el único diputado que al mismo tiempo tenía un cargo en el gobierno de Carranza. Si bien otros iniciaron trabajando con el gobierno, debieron renunciar al Constituyente para cumplir su encargo. En el caso de Rouaix, logró realizar las dos actividades, y sus conocimientos de agronomía e ingeniería fueron fundamentales para la redacción del artículo 27 constitucional. Entre 1913 y 1914 fue gobernador de Durango, donde publicó una ley agraria, una ley laboral. En 1915 colaboró en la elaboración de la ley preconstitucional agraria que publicó Venustiano Carranza, por lo que tenía amplió reconocimiento de sus compañeros diputados. Véase Rouaix Pastor, *Génesis de los artículos 27 y 123 de la Constitución Política de 1917,* INEHRM, México, 2017.

del capítulo de las garantías individuales, para obligar a los estados a legislar en materia laboral. según él, el proyecto de la Comisión sólo proporcionaba tres elementos básicos de las relaciones laborales cuando debían elaborarse unas bases generales que no cabían en pocos renglones. En este momento puso a disposición del Constituyente los proyectos de ley que habían elaborado y señaló que Venustiano Carranza no lo colocó en el proyecto de Constitución porque consideraba que correspondía a la legislación secundaria.

Por los motivos que expuso, José Natividad Matías propuso votar el proyecto de Carranza y eliminar el de la Comisión, con la intención de favorecer la publicación de la legislación secundaria.

Posteriormente el diputado Froylan Manjarrez propuso crear un capítulo de la Constitución dedicado a la materia laboral, el cual debía ser elaborado por una Comisión especial, la cual debía recuperar todas las propuestas que se habían vertido en la asamblea desde que comenzó a discutirse el artículo 5º constitucional, conteniendo todos los artículos que se consideraran necesarios, y apoyando la propuesta de Froylan Manjarrez, los diputados Rafael Ochoa, Rafael de los Ríos, y José María Rodríguez propusieron que no se votara el artículo 5º hasta que no fuera elaborado el artículo que se ocupaba de los problemas de los trabajadores. La propuesta fue aceptada por el pleno, y comenzó un debate sobre si debía ser la misma Comisión la que hiciera la propuesta de capítulo sobre derechos de los trabajadores. El tema era también procedimental porque si se hacía una nueva Comisión, ésta debía conocer los debates de la primera, y si era la misma Comisión, ésta se encontraba rebasada de trabajo, y era el motivo por el que se había creado la Segunda Comisión de reformas de la Constitución o Segunda Comisión Revisora, como también le llamaba. En ambos casos era necesario rechazar la propuesta de artículo 5º de la Comisión, por lo que la Comisión retiró su dictamen, y aceptó trabajar un nuevo artículo 5º constitucional y que se creara un nuevo título en materia de relaciones laborales. El pleno aceptó la asesoría del Secretario de Fomento y diputado constituyente por Puebla Pastor Rouaix, quien se encontraba en la sala, y la sesión terminó a las 20:30

horas sin decidir sobre los integrantes de la comisión especial para el artículo de los derechos de los trabajadores.

Casi un mes después, el 23 de enero de 1917, la comisión de reformas presentó un nuevo proyecto de artículo 5º constitucional, y un nuevo título para la Constitución denominado “VI. Del trabajo y de la previsión social”. El nuevo título contenía un solo artículo con el numeral 123 con 30 fracciones. El proyecto fue recibido con aplausos por el pleno, pues su contenido era ya conocido. Los diputados Héctor Victoria Aguilar, Fulgencio Palavicini y Esteban Baca Calderón pidieron la palabra para solicitar que se discutiera de manera inmediata el proyecto, y el pleno acepto.

Iniciado el debate del artículo 5º, el diputado Federico E. Ibarra señaló que notaba una ausencia importante: las consecuencias de la falta de cumplimiento del contrato laboral. La Comisión explicó por qué había suprimido el párrafo, pero que si el pleno lo aceptaba, podría incluirlo en ese momento para evitar dudas y mejorar la redacción. El pleno aceptó que la Comisión reformara el proyecto adicionando al final del proyecto el párrafo señalado por Ibarra.

Tabla 61. Artículo 5º aprobado por el Congreso Constituyente

Art. 5°.- Nadie podrá ser obligado a prestar trabajos personales sin la justa retribución y sin su pleno consentimiento, salvo el trabajo impuesto como pena por la autoridad judicial, el cual se ajustará a lo dispuesto en las fracciones I y II del artículo 123. En cuanto a los servicios públicos, sólo podrán ser obligatorios, en los términos que establezcan las leyes respectivas, el de las armas, los de jurados, los cargos concejiles y los cargos de elección popular, directa e indirecta, y obligatorias y gratuitas, las funciones electorales. El Estado no puede permitir que se lleve a efecto ningún contrato, pacto o convenio que tenga por objeto el menoscabo, la pérdida o el irrevocable sacrificio de la libertad del hombre, ya sea por causa de trabajo, de educación o de voto religioso. La ley, en consecuencia, no permite el establecimiento de órdenes monásticas, cualquiera que sea la denominación u objeto con que pretendan erigirse. Tampoco puede admitirse convenio en que el hombre pacte su proscripción o destierro, o en que renuncie temporal o permanentemente a ejercer determinada profesión, industria o comercio.

El contrato de trabajo sólo obligará a prestar el servicio convenido por el tiempo que fije la ley, sin poder exceder de un año en perjuicio del trabajador, y no podrá extenderse, en ningún caso, a la renuncia, pérdida o menoscabo de cualquiera de los derechos políticos o civiles.

La falta de cumplimiento de dicho contrato, por lo que respecta al trabajador, sólo obligará a éste a la correspondiente responsabilidad civil, sin que en ningún caso, pueda hacerse coacción sobre su persona.

Fuente: INEHRM, *Diario de los debates del Congreso Constituyente 1916-1917*, 2016. Tomo II. Pág. 665. En cursivas se encuentra el párrafo adicionado.

Luego de agregar el párrafo referido, no hubo más discusión sobre el artículo 5º, y se pasó a analizar el proyecto de artículo sobre derechos de los trabajadores que presentó la Primera Comisión de reformas a la Constitución, pero ante el tamaño del artículo propuesto (30 fracciones) se decidió analizar párrafo por párrafo. En el proyecto se incluyó la duración de la jornada laboral diurna y nocturna, la duración de la jornada de los niños de 12 a 16 años, el día de descanso semanal, el derecho al descanso de las mujeres embarazadas, el salario mínimo, la igualdad de los salarios entre las personas que realicen la misma actividad, los seguros en los riesgos y accidentes de los trabajadores, la seguridad social, la higiene, salubridad y medidas de seguridad en los lugares de trabajo, el derecho a la huelga y a sindicalizarse, el derecho a la vivienda de los trabajadores, entre otras reglas laborales[410].

La Mesa directiva leyó de manera separada las fracciones y párrafos, y al terminar cada párrafo preguntó si había algo que discutir o se reservaba a votación. Dada la extensión del artículo, el debate continuó el día siguiente, con la dinámica de leer cada fracción subsecuente y abrir el debate cuando algún diputado lo considerara necesario. Se leyeron y abrieron a debate todas las fracciones del artículo y el artículo transitorio, donde no hubo mayor debate, sino aclaraciones de la Comisión. Respecto al artículo transitorio se analizó que se trataba de una norma retroactiva, es decir, que regulaba cosas que ya habían existido (las deudas de los trabajadores), por lo que en general

[410] Dada la extensión del artículo y con la finalidad de facilitar su lectura, éste se encuentra integro como fue aprobado por el Congreso Constituyente en el Anexo 2 de este trabajo.

esas normas eran el contra derecho, sin embargo, se consideró que era necesario aprobarla, dadas las condiciones sociales del país y lo endeudados que se encontraban los trabajadores por consecuencia de la tienda de raya:

> "Transitorio: Quedan extinguidas de pleno derecho las deudas que por razón de trabajo hayan contraído los trabajadores hasta la fecha de esta Constitución con los patronos, sus familiares o intermediarios".

La aprobación del artículo transitorio es importante porque implicaba anular todas las deudas de los trabajadores que eran producto de la conocida *tienda de raya*, pero también porque implicaba anular actos jurídicos previos a la Revolución de 1910 y al Congreso Constituyente.

Posteriormente, el diputado Juan de Dios Bojórquez señaló que tener este artículo aprobado representaba un momento de júbilo, porque luego de acaloradas discusiones públicas y privadas a las que habían asistido representaciones obreras se consumaba "uno de los actos mas grandiosos de la revolución"[411]. Finalmente, el Diputado Saúl Rodiles pidió una copia del dictamen porque consideraba importante conservarlo y se procedió a la votación: El artículo 5º y el capítulo sobre el trabajo se aprobaron por unanimidad con 163 votos y siendo las 22:15 pm se levantó la sesión del 23 de enero de 1917.

La importancia de la aprobación del artículo que contiene los derechos de los trabajadores, que será el numeral 123, radica en que por primera vez se incluyeron en una constitución política; es decir, la Constitución fue más allá de los derechos liberales de propiedad, libertad e igualdad jurídica y elevó a rango constitucional los derechos de los trabajadores. Además, al otorgarle reconocimiento constitucional a los sindicatos de los trabajadores, les otorgó personalidad jurídica, la cual es necesaria para presentarse en un juicio, y en este caso, les permitió a los trabajadores defender sus derechos constitucionales a través del juicio de *amparo*.

[411] Intervención de Juan de Dios Bojórquez ante el Congreso Constituyente el 23 de enero de 1917 en *Diario de los debates del Congreso Constituyente 1916-1917*, INEHRM, 2016. Tomo III. Pág. 351.

6. La propiedad originaria y los derechos de los pueblos y comunidades agrarias

El 29 de enero el Congreso trabajaba a marchas forzadas porque tenía pocos días para terminar la encomienda. Ese día se presentó y leyó el dictamen del artículo 27 Constitucional sobre la propiedad y la expropiación. Ante la premura, se comenzó la discusión repitiendo la dinámica que aplicaron en los artículos 5º y 123 constitucional de revisar cada párrafo.

La propuesta original de Venustiano Carranza señalaba las reglas generales de la propiedad de los bienes inmuebles. Primero establecía el respeto a la propiedad privada y un procedimiento especial para la expropiación, en el cual, la autoridad administrativa hacía una "declaración de interés público", pero era la autoridad judicial quien realizaba el trámite. Además, en esta propuesta, las corporaciones religiosas carecían de capacidad legal para adquirir bienes inmuebles, más allá de los indispensables para sus actividades. También prohibía a las iglesias y ministros de culto la administración de instituciones de beneficencia y la difusión de la enseñanza.

Sin embargo, la Comisión de reformas señaló que era necesario resolver los problemas sobre la propiedad de la tierra que había en el país, los cuales no se limitaban a la acumulación de tierras por parte de la Iglesia, y que esta era una de las principales causas de la revolución. Para ello, la Comisión reconoció que desde hacía semanas había estado revisando el punto, con el apoyo de Pastor Rouaix, especialista en el tema:

> "El estudio del artículo 27 del proyecto de Constitución abarca varios puntos capitales: si debe considerarse la propiedad como derecho natural; cuál es la extensión de este derecho; a quiénes debe reconocerse capacidad para adquirir bienes raíces y qué bases generales pueden plantearse siquiera como preliminares para la resolución del problema agrario, ya que el tiempo angustioso de que dispone el Congreso no es bastante para encontrar una solución completa de problema tan trascendental. Conforme a este plan, emprendió su estudio la Comisión, teniendo a la vista las numerosas iniciativas que ha recibido, lo mismo que el trabajo que presentó a la Cámara el diputado

Pastor Rouaix, quien ayudó eficazmente a la Comisión, tomando parte en sus deliberaciones."[412]

El dictamen de la Comisión señalaba que abolir la propiedad privada era sólo una utopía, pero que el derecho de propiedad no era absoluto, porque tiene modalidades y pueden crearse modalidades nuevas. Para ello había que reconocer que el territorio pertenecía originalmente a la nación, quién lo convertía en propiedad privada cediéndolo a particulares. En esta lógica, la Comisión consideró que primero se reconocía la propiedad privada como garantía individual, estableciendo un procedimiento para la expropiación siempre y cuando se fundamentara en la utilidad pública, y posteriormente estableciendo restricciones a esta garantía de la propiedad privada.

Además, la Comisión observaba la desigualdad existente en la propiedad privada del país, y los problemas que enfrentaban los campesinos a causa de esta desigualdad, pero reconocía que quedaba poco tiempo para discutirlos, por lo que únicamente proponía establecer ciertas reglas generales. La propuesta de la Comisión fue un artículo de más de 27 párrafos que regulaban distintas formas de la propiedad, partiendo del señalamiento de que la propiedad originaria pertenecía a la nación, quien la transmitía a los particulares. En términos generales, la propuesta señaló[413]:

i. La propiedad originaria de la Nación sobre las tierras y aguas de todo el territorio
ii. El respeto a la propiedad privada y el procedimiento para la expropiación, a través de la declaratoria de la administración y la aprobación del Poder Judicial.
iii. El derecho de la nación de imponer las modalidades que considere a la propiedad privada para el beneficio del interés público.

[412] Dictamen de la Primera Comisión sobre el proyecto del artículo 127 Constitucional, en *Diario de los debates del Congreso Constituyente 1916-1917*, INEHRM, 2016. Tomo III, Pág. 558.
[413] Con la finalidad de no hacer más compleja la lectura de estos proyectos, se ha decidido no copiar en esta sección la propuesta integra de la Comisión, y colocarla como documento Anexo numeral 3 al final del trabajo.

iv. El derecho de la Nación de hacer una distribución equitativa de la riqueza pública y los recursos naturales, denominados en el texto “elementos naturales susceptibles de apropiación.

v. Para obtener dicha distribución equitativa el artículo señalaba la necesidad de fraccionar los latifundios, desarrollar pequeña propiedad y nuevos centros de población agrícola.

vi. Estableció el derecho de los pueblos, rancherías o comunidades a recibir tierras y agua, tomándola de las propiedades inmediatas y respetando la pequeña propiedad.

vii. El respeto de las dotaciones de tierras que se hicieron con el decreto del 6 de enero de 1915.

viii. El derecho y dominio directo de la nación de todos los minerales y yacimientos mineros, metales, metaloides, piedras preciosas, combustibles, petróleo, y todos los carburantes y las riquezas mineras.

ix. La propiedad de la Nación sobre las aguas de los mares con base en Derecho Internacional.

x. La propiedad de la Nación sobre lagunas, lagos, ríos y aguas interiores

xi. Una serie de reglas para adquirir propiedad y dominio de tierras y aguas de la nación:

   a. Sólo los mexicanos tienen derecho a adquirir tierras y aguas.
   b. Los extranjeros tendrán este derecho siempre y cuando renuncien a su calidad de extranjeros y a la protección de sus gobiernos respecto a estas tierras y aguas (doctrina Carranza).
   c. Las iglesias no tienen derecho a adquirir, poseer o administrar bienes raíces y los que poseen en este momento pasan al dominio de la Nación.
   d. Los templos destinados al culto público son propiedad de la Nación.
   e. Todos los edificios construidos o destinados a la administración, propaganda o enseñanza de un culto religioso pasan al dominio directo de la Nación.

f. Los nuevos templos que se construyan para el culto público son propiedad de la nación si se construyen con dinero público y propiedad privada si se construyen con dinero de particulares.
g. Las instituciones de beneficencia pública o privada no podrán adquirir más bienes raíces que los indispensables para su objetivo, y no pueden ser administradas por instituciones religiosas ni ministros de culto.
h. Las sociedades comerciales no podrán adquirir fincas rústicas, y las que se construyan con fines no agrícolas, podrán adquirir terrenos únicamente en la extensión que sea estrictamente necesaria para su objetivo principal.
i. Los bancos únicamente podrán tener en propiedad o administración los bienes necesarios para su objetivo principal.
j. Las rancherías, pueblos, congregaciones y poblaciones que –de hecho o de derecho- funcionen como comunidad tendrán la capacidad para disfrutar en común las tierras, bosques y aguas que les pertenezcan o que se les hayan restituido conforme al decreto del 6 de enero de 1915.
k. Todas las corporaciones civiles podrán tener en propiedad o administración bienes raíces únicamente para el cumplimiento de su objeto.
l. Los gobiernos estatales y municipales, incluido el Distrito Federal, tendrán plena capacidad para adquirir los bienes raíces necesarios para otorgar los servicios públicos.

xii. Deberán expedirse leyes que regulen la expropiación a la propiedad privada.
xiii. Se declaran nulas todas las apropiaciones de tierras, bosques y aguas de las comunidades y pueblos que se hayan producido con motivo de la ley del 25 de junio de 1856 y en consecuencia deben ser restituidas
xiv. Los miembros de las comunidades que reciban dotación de tierras tendrán derecho a los terrenos y éste derecho es inalienable, es decir, no se puede vender.

xv. El Congreso Federal y los congresos estatales deberán expedir en el próximo periodo legislativo leyes que contengan: extensión máxima de tierra que puede tener una persona o sociedad y la forma en que se fraccionen sus excedentes, la expropiación para los propietarios que se nieguen a fraccionar, la forma de pago para quienes compren las fracciones, y la creación de una deuda agraria para cubrir los costos de las compras estas tierras para los pueblos y comunidades. Estas leyes deberán señalar que los mexicanos que hayan participado en el Ejército Constitucionalista, hayan servido a las causas de la Revolución o que participen de la instrucción pública tendrán derecho de preferencia para las adquisiciones.

xvi. Se declaran revisables todos los contratos y concesiones hechos por los gobiernos desde 1876 que hayan generado acaparamiento de tierras, aguas y requisas naturales por una persona o sociedad, y se le otorga al Presidente la facultad de declarar nulos dichos contratos y concesiones.

Como se observa en el amplio listado de reglas de la propiedad que se propuso, se trató de resolver el problema de la concentración de las tierras que se había acelerado en la segunda mitad del siglo XIX. Sin embargo, para resolver este problema, lo primero que había que hacer era declarar que la propiedad de la tierra pertenecía a la Nación –la propiedad originaria-, porque sino cualquier intento de reorganización de la propiedad se detendría con un *amparo* contra la violación a la propiedad privada. La siguiente decisión era ordenar el reparto agrario y la devolución de las tierras y aguas que pueblos y comunidades agrarias había perdido. En esta decisión era importante establecer el derecho de los pueblos a la tierra y mantener en vigor la ley agraria preconstitucional que publicó Carranza en 1915. Dados los posibles conflictos con las empresas mineras y petroleras, era necesario ampliar la propiedad originaria a las aguas, yacimientos mineros y petróleo. Dada la forma en que se perdió Texas, era necesario evitar que los extranjeros que adquirieran tierras invocaran a sus gobiernos y sus normas jurídicas al momento de llevar a cabo procesos judiciales y administrativos respecto a estas propiedades. Respecto a las iglesias, era necesario limitar el crecimiento el uso que le estaban dando a los inmuebles que utilizaban, por esos

motivos, primero había que establecer la propiedad de la nación sobre ellos, y luego limitar su uso exclusivo al culto. Dado que la concentración de tierras se había dado a partir de las leyes de reforma, era necesario declarar la nulidad de acciones jurídicas donde los pueblos y comunidades habían sido despojados de sus propiedades a partir de estas tierras, lo que también estableció el proyecto del artículo.

Como se observa, la cantidad de temas que era importante regular desde la Constitución sobre la propiedad generó un proyecto de artículo muy amplio que partió de la idea de la propiedad originaria.

Dado que quedaban 48 horas para terminar la encomienda del Congreso Constituyente, los diputados votaron instalarse en sesión permanente, es decir, continuar el trabajo hasta terminar las actividades pendientes. Dada la gran cantidad de temas que ahora incluía el artículo 27, los diputados decidieron votar párrafo por párrafo, considerando además, que el dictamen no estaba impreso y por lo tanto, sólo habían circulado algunos ejemplares entre el pleno de los diputados. Hubo algunos párrafos y fracciones que no fueron comentados ni impugnados, sin embargo, algunas fracciones si fueron debatidas, o tuvieron cuestionamientos por alguno de los diputados.

Al igual que en el caso del artículo sobre los derechos de los trabajadores, hubo algunos diputados que consideraban que regular la propiedad, y arreglar los problemas de las tierras y los campesinos, debía ser materia de una ley y no de la Constitución. Tal fue el caso del diputado Fulgencio Palavicini, quien fue acusado de negociar en los pasillos del Teatro contra la redacción del proyecto del artículo 27 constitucional. También hubo impugnaciones al proyecto de artículo 27 constitucional porque no era lo suficientemente radical, por ejemplo, el diputado Luis Navarro propuso señalar que la nación sería la única dueña de todo, que la tierra no se podría vender, y sólo podría entregar la posesión de las tierras a quien pudiera trabajarlas. Por su parte, el diputado Juan de Dios Bojórquez pidió a sus compañeros observar que este era el debate más importante del Constituyente, porque trataba del principal problema que hizo estallar la revolución, y por lo tanto sería la vía para pacificar al país:

> "En estos momentos se ha iniciado el debate más importante de este Congreso; tenemos a nuestra vista, tenemos que estudiar, durante estos debates, el problema capital de la revolución, que es la cuestión agraria. Digo que la cuestión agraria es el problema capital de la revolución, y el que más debe interesarnos, porque ya en la conciencia de todos los revolucionarios está que si no se resuelve debidamente esta asunto, continuará la guerra. "[414]

Un debate interesante ocurrió cuando se discutió el inciso i) de la fracción VII del proyecto de artículo porque estableció que solo los mexicanos podían adquirir tierras y aguas, y en el caso de extranjeros, estos debían renunciar a su calidad de extranjeros y a la protección de sus gobiernos respecto de dichos bienes. El debate surgió porque los diputados se preguntaron si en el derecho internacional era ya aceptada la idea de que los extranjeros debían renunciar a su nacionalidad respecto a los bienes que adquirieran en territorio nacional. El tema tenía varias líneas de discusión, la primera, que dicha regla podría desincentivar la migración hacia el país, pero también, el tema de las propiedades de la iglesia católica, los matrimonios entre un mexicano o mexicana y una persona de otra nacionalidad y las propiedades de las sociedades (empresas) extranjeras. En este caso la Comisión retiró el párrafo para modificarlo con los comentarios que hicieron los diputados, en particular, agregando la propuesta del Diputado Macías de señalar que los bienes de las corporaciones religiosas se regulaban por las leyes locales y mantuvo la idea de obligar a los extranjeros a renunciar a su nacionalidad respecto de las tierras y aguas para obligarlos a resolver los conflictos en tribunales nacionales.

Al momento de discutir la fracción VI sobre las dotaciones de tierras con base en el Decreto de 1915 sobre la reforma agraria –conocido como la Ley agraria de 1915-, el diputado Rafael Cañete señaló la importancia de darles a las comunidades agrarias la capacidad jurídica de defender judicialmente este derecho:

[414] Intervención de Juan de Dios Bojórquez, ante el Congreso Constituyente el 29, 30 y 31 de enero de 1917 en *Diario de los debates del Congreso Constituyente 1916-1917*, INEHRM, 2016. Tomo lll. Pág. 572.

> "Yo creo que es conveniente que al establecer el derecho de esas comunidades para poseer esos bienes, se diga que tendrán capacidad para defenderlos judicial y extrajudicialmente…Ha sucedido que, al despojarse a una comunidad de una parte de sus terrenos, ha habido prolongadas controversias y se han dictado resoluciones contradictorias, precisamente por no establecerse que un apoderado o el síndico del Ayuntamiento tienen personalidad para defender esas propiedades. Pido que en esta fracción se establezca la personalidad jurídica de esas comunidades con el objeto dicho."[415]

Por su parte, el diputado Hilario Medina preguntó al pleno si consideraba que si desde la Constitución de 1856 no había existido nada legal en el país, ya que la nulidad que estaba proponiendo la Comisión en la adquisición de tierras durante el porfiriato ponía en duda lo que había ocurrido a lo largo de 60 años. La respuesta de la Comisión fue que si se hacía un recorrido histórico, la constante era el despojo de las tierras de los pueblos y comunidades a través de diversas vías como la presión política, el apoderamiento, el deslinde, la declaración de baldío, etc., y para eso se estaba creando el artículo 27 Constitucional.

Luego de haber puesto cada párrafo a discusión y que la Comisión corrigió algunos párrafos que fueron cuestionados se votó nominalmente, quedando aprobado el artículo 27 en la madrugada de 30 de enero de 1917 alrededor de las 3:00. Se votó junto con otro grupo de artículos que fueron discutidos la misma noche, por lo que no hay detalle de los resultados del artículo 27, aunque el computo de los resultados parece indicar que fue por unanimidad:

> "El resultado de la votación ha sido el siguiente: Aprobado todo por unanimidad de 150 votos, a excepción hecha de la fracción II, que tuvo 88 por la afirmativa y 62 por la negativa, y el 33 que tuvo 93 por la afirmativa y 57 por la negativa; y el

[415]Intervención de Rafael Cañete, ante el Congreso Constituyente el 29, 30 y 31 de enero de 1917 en *Diario de los debates del Congreso Constituyente 1916-1917*, INEHRM, 2016. Tomo lll. Pág. 597

82, que fue aprobado por 149 votos de la afirmativa contra 1 de la negativa, del ciudadano diputado Ibarra, por la fracción V."[416]

El resultado fue el emblemático artículo 27 que regula las diversas formas de propiedad en México, partiendo de la idea de la "propiedad originaria de la Nación", y limitando la propiedad de las Iglesias. Con esta redacción el artículo también mandató el fraccionamiento de los latifundios, ordenó la restitución de las tierras a las comunidades agrarias que habían sufrido despojo durante la segunda mitad del siglo XIX y otorgó *personalidad jurídica* a los pueblos y comunidades agrarias, con la cual en adelante tendrán la capacidad jurídica para presentarse a juicios para defender sus derechos. Una de las vías más importantes que tendrán para defender sus derechos una vez que obtuvieron *personalidad jurídica* es el juicio de *amparo*.

7. El *petit comité*

Si se compara la facilidad con la que se aprobó el artículo 27 constitucional (un día), frente a la dificultad y gran debate para discutir los artículos 3º (3 días), 5º y 123 (un mes), es de suponer que ciertos acuerdos ocurrieron fuera del reciento o fuera de las sesiones de debates. Este contraste es aun mayor si se observa la extensión de los artículos referidos: el artículo 3º tuvo 3 párrafos, el 27, 29 párrafos y el 123 más de 30 párrafos.

Pastor Rouaix escribió en 1945 una obra titulada *Génesis de los artículos 27 y 123 de la Constitución Política de 1917* en la que explica que en realidad el artículo 123 y el artículo 27 se elaboraron en una comisión informal, que trabajó fuera de las sesiones y del salón del pleno.

Pastor Rouaix recuerda que en la discusión del proyecto de artículo 5º constitucional se propuso una comisión especial para proponer un artículo sobre los derechos de los trabajadores, pero que no hubo elección de integrantes y que el tema quedó sólo propuesto, en gran medida porque consideraban que él, dada su

[416] Resultados de la votación de los artículos 27, 10, 17, 19, 29, 33 y 82. *Diario de los debates del Congreso Constituyente 1916-1917*, INEHRM, 2016.Tomo III. Pág. 1835.

experiencia en la materia debería encabezarla[417]. Rouaix señala que entonces se formó una comisión informal, en la que participaron de manera nuclear y constante, como *petit comité*, 4 diputados constituyentes (Pastor Rouaix, José Natividad Macías, José Inocente Lugo y Rafael L. de los Ríos), que trabajaron en reuniones abiertas, por lo que a algunas reuniones llegaron a asistir más de 40 diputados.

Para elaborar el proyecto del artículo 123, estos 4 diputados se encargaron de revisar la propuesta de Carranza, los documentos que expuso el diputado Macías, la propuesta de la Comisión de Constitución, las leyes laborales pre-constitucionales de Veracruz, Durango y Yucatán, y formaron un plan preliminar. Pastor Rouaix refiere que trabajaban en la Capilla del Obispado de la Ciudad de Querétaro, después de las sesiones del Congreso, es decir, por la noche, y en las mañanas muy temprano, y llevaban los avances a comentar de manera informal con los diputados en los pasillos del Teatro Iturbide, por lo que ocuparon 10 días en la elaboración del proyecto del artículo y lo entregaron a la Comisión de reformas el 10 de enero. El documento que entregaron a la Comisión fue una propuesta de artículo 5º y otro artículo de derechos laborales, separando por un lado la garantía de la libertad al trabajo, y por otro, los derechos de los trabajadores. Además, como el proyecto se conocía entre los diputados constituyentes, éste fue respaldado en una carta adicional por más de 60 de ellos. La redacción del preámbulo fue elaborada por José Natividad Macías, conocedor del tema. Rouaix señala que la Comisión le hizo algunas pequeñas reformas al proyecto que entregaron, entre ellas dos adiciones importantes: el derecho de los trabajadores a recibir una parte de las ganancias del patrón (denominadas “utilidades”) y la obligación de las empresas de proporcionar habitaciones higiénicas a los trabajadores.

La Comisión de reformas entregó su dictamen al pleno el 23 de enero, y como ya se conocía el proyecto y había uniformidad y ánimo en votarla, el diputado Héctor Victoria propuso pasar directamente a la discusión y votación, lo que fue respaldado por la mayoría de los diputados.

[417] Como se mencionó anteriormente, Pastor Rouaix fue uno de los personajes cercanos a Carranza y fue el único diputado que se mantuvo al mismo tiempo en el gobierno de Carranza y en el Congreso Constituyente. Su formación como ingeniero le permitió participar en la elaboración de ley agraria (pre-constitucional) de 1915 junto con Luis Cabrera, y previamente, en 1914, la primera ley agraria de Durango, donde era gobernador.

Como se observó antes, en la discusión se le adicionó al artículo 5º la prohibición de coaccionar la libertad de las personas por contratos laborales, a propuesta del diputado Federico Ibarra. Posteriormente pasaron a hacer la lectura y votación del artículo sobre los derechos de los trabajadores, que la Comisión de estilo confirmó en el numeral 123, y como se observó en líneas anteriores, hubo pocas observaciones.

Respecto al artículo 27, Pastor Rouaix explica que una vez terminado su proyecto del artículo 123 los diputados consideraron que era importante tener un proyecto sobre el problema de las tierras y los campesinos porque el proyecto de Carranza no había convencido al pleno y había dejado preocupación respecto a los problemas agrarios; por estos motivos algunos diputados les pidieron apoyo para redactar un proyecto. En consecuencia la misma comisión informal solicitó el apoyo de Andrés Molina Enríquez, como abogado agrarista, consultor de la Comisión Nacional Agraria y que había publicado en 1909 el estudio sobre la situación de la propiedad y las tierras titulado *Los grandes problemas nacionales*, en donde presentaba un diagnóstico de la propiedad de la tierra y las consecuencias de su mala distribución, la expulsión de las comunidades agrarias, y el problema del latifundio. Andrés Molina Enríquez viajó de la Ciudad de México a Querétaro y les presentó un proyecto.

En este caso el *petit comité* comenzó a trabajar el 14 de enero, revisando la propuesta de Carranza y la que Molina Enríquez les presentó, pero que ninguna satisfizo las expectativas de los diputados, por lo que ellos mismos tuvieron que asumir también la tarea de la elaboración del artículo, considerando sus opiniones y propuestas. Es decir, se dedicaron a elaborar un proyecto considerando las bases de Carranza, los estudios de Molina Enríquez y la lectura de las leyes de reforma. También revisaron el Plan de San Luis[418] y el Plan de Ayala[419], la ley agraria de Durango publicada por Rouaix en 1914 cuando fue gobernador de Durango, y la ley agraria publicada por Carranza el 6 de enero de 1915 elaborada por Luis Cabrera, y los acuerdos que entregaban las concesiones de explotación a las petroleras extranjeras.

[418] El Plan de San Luis es el Plan publicado por Francisco I. Madero el 5 de octubre de 1910 en el cual llamó a sublevarse contra el gobierno de Porfirio Díaz el 20 de noviembre del mismo año.
[419] El Plan de Ayala es el manifiesto publicado por Emiliano Zapata el 28 de noviembre de 1911, en el cual desconocían a Madero, y llamaban a restituir las tierras arrebatadas a los campesinos por las haciendas durante el gobierno de Porfirio Díaz.

Un elemento fundamental del proyecto del 27 Constitucional fue la necesidad de declarar que la propiedad originalmente pertenecía a la Nación, porque era la forma de evitar que al restablecerse el orden constitucional, toda posible distribución y restitución de tierras fuera detenida por el primer *amparo* interpuesto:

> "Por eso, el primer punto que estudiamos y asentamos en nuestro magno artículo, fue la declaración expresa de que la propiedad de las tierras y aguas comprendidas dentro de los límites del territorio nacional, corresponde originalmente a la nación, la que tenía y tiene el derecho de transmitir el dominio directo a los particulares, constituyendo la propiedad privada"[420]

La comisión encargó a Andrés Molina Enríquez la redacción de la exposición de motivos, lo que en palabras de Rouaix se observa cuando Molina Enríquez forzó en su redacción una relación inexistente entre el derecho colonial y el artículo 27 Constitucional:

> "Si los diputados que firmamos el artículo hubiéramos dispuesto de tiempo bastante para redactar la exposición, no hubiéramos tomado como apoyo jurídico de nuestras reformas el derecho de conquista, que no había sido mas que un despojo en suprema escala y que precisamente, eran sus efectos los que trataba de arrancar y destruir la revolución popular que representábamos en aquellos momentos"[421]

Como se observa en la cita, Pastor Rouaix señala que no hay un vínculo entre la exposición de motivos redactada por Molina Enríquez y el contenido del artículo 27 constitucional. Es decir, lo redactado por la comisión tendía a resolver los problemas prácticos de la distribución de la tierra y la propiedad, y la exposición de motivos redactada por Molina Enríquez era un análisis teórico forzado para explicar el contenido del artículo.

[420]Rouaix, Pastor, *Génesis de los artículos 27 y 123 de la Constitución Política de 1917*, INEHRM, México, 2016, Pág. 193
[421] Ibíd. Pág. 203

La comisión informal entregó el 24 de enero la propuesta de artículo 27 a la Comisión de reformas, firmada por 18 diputados que la respaldaban. La Comisión de reformas presentó dos días después el proyecto con algunas ligeras modificaciones. Después del breve debate, el 30 de enero a las 3:30 am se aprobó el artículo por unanimidad de 150 votos.

Finalmente Rouaix señala que muchos detalles no puede explicarlos porque no guardaron nada de aquellas reuniones, ni sus apuntes, ni existió un orden de trabajo, lo que les facilitó cumplir con su objetivo pero los hizo perder información importante de la elaboración de los emblemáticos artículos 27 y 130 constitucionales. El anexo 1 "Imagenes referenciadas" de este trabajo muestra una imagen del *petit comité* que trabajo en la elaboración del artículo 27 y 123 constitucionales.

La historia que cuenta Pastor Rouaix explica por qué a pesar de su amplio contenido y trascendencia, en las Actas del Congreso Constituyente se aprobaron los artículos 27 y 123 sin mayor debate, a diferencia de lo ocurrido con los artículos 3º y 5º, todos ellos emblemáticos de la Constitución de 1917.

8. El derecho al libre culto y credo y la separación Iglesia- Estado

El 4 de enero de 1917 la Primera Comisión de reformas entregó la propuesta de artículo 24 Constitucional, ese día se le dio lectura ante el pleno, se leyó un voto particular del diputado Enrique Recio y se fijó la fecha del 27 de enero para su discusión.

En el dictamen, la Comisión señaló que el proyecto de Carranza presentaba dos garantías importantes: la libertad de conciencia y la libertad del culto, siempre y cuando fuera privado. Para la Comisión no había una gran novedad en la propuesta porque si bien en la Constitución de 1857 no había una garantía sobre el tema, las leyes de reforma que se impulsaron en 1873 contenían estas ideas, por lo que sólo mejoraban la redacción al proyecto de Carranza. Por su parte, el voto particular del diputado Enrique Recio pedía mas radicalidad en el contenido y proponía la adición de dos fracciones, la primera, para prohibir la confesión auricular porque en su opinión era inmoral que por motivos religiosos una persona obtuviera información de la vida privada de otras, y la

segunda propuesta, establecer que para ser sacerdote en México debía ser un requisito ser ciudadano mexicano por nacimiento y casado civilmente si se tenía menos de 50 años de edad, porque en su opinión, una persona soltera no tenía la calidad moral para explicarle a otras como debía guiar una familia. Para Enrique Recio, la confesión hacía que el sacerdote se involucrara en la vida privada de las personas y de las familias, otorgándole poder e influencia en perjuicio del progreso, por lo que era necesario suprimirla.

Respecto a la propuesta de exigir la nacionalidad mexicana por nacimiento para ejercer el culto, Enrique Recio señaló que había muchos curas extranjeros sin cariño por el país, además de que en su opinión no estar casado a los 50 años era ir en contra de las leyes de la naturaleza que preservan la especie humana, por lo que era necesario hacerlas respetar.

Como se ha señalado, se estableció como fecha para la discusión el sábado 27 de enero, y al ser los últimos días del Congreso Constituyente, se discutió la propuesta en la noche. La discusión inició a las 21:10 horas, y al ser un Congreso abiertamente anticlerical, no hubo un gran debate entorno a lo propuesto por la Comisión, que era muy similar a lo propuesto por Carranza; sin embargo, el debate se dio entorno al voto particular de Enrique Recio. Los diputados que defendieron el dictamen de la Comisión argumentaron que el artículo 24 se encontraba en el capítulo de las “Garantías individuales”, por lo que las restricciones a la iglesia correspondían al artículo de la separación entre la iglesia y el Estado, que era el artículo 129. Por su parte, quienes defendían el voto particular señalaron que prohibir la confesión debía ser una garantía porque el acto contenía una gran inmoralidad.

Terminadas estas exposiciones y cerca de la media noche, la Mesa directiva preguntó si se encontraba suficientemente discutido el tema para ser votado, a lo que la mayoría del pleno señaló que sí. Inmediatamente se puso a votación el dictamen de la Comisión y se aprobó el artículo por 93 votos contra 63, por lo que se aprobó la propuesta de la Primera Comisión y el “voto particular” de Enrique Recio fue rechazado.

A pesar de la hora, había premura por terminar el trabajo del Congreso Constituyente, por lo que la Mesa directiva preguntó si podrían pasar a la discusión del

artículo 129, es decir, las leyes de reforma y la separación iglesia- Estado, y en virtud de que los ánimos anti-clericales estaban encendidos, el pleno decidió continuar con la discusión del artículo.

Dos días antes, el 26 de enero, la Segunda comisión de reformas había presentado la propuesta de artículo 129, por lo que el pleno conocía el proyecto. Dada la premura, que era de madrugada, y dado que era conocido el proyecto, no se leyó la exposición de motivos de la Comisión, y únicamente se hizo lectura del artículo, por este motivo no se encuentra la exposición de motivos de la Comisión en las Actas del Congreso Constituyente[422]; sin embargo, es importante señalar que en la Constitución de 1857 no existía un artículo dedicado a la separación entre la Iglesia y el Estado. Lo que en dicha Constitución había era la inserción la limitación a las propiedades de las iglesias a través de adiciones al artículo 27 sobre la propiedad y el 123, el cual establecía, desde su versión original, que regular el culto religioso era atribución de la federación.

Entonces, lo que en realidad propuso Venustiano Carranza fue crear un artículo especial de la Constitución para las reglas de la separación entre las Iglesias y el Estado, que sería el artículo 129, el cual establecía, además, que el matrimonio era un contrato civil y que el registro civil de las personas lo administraría el Estado.

Como se ha señalado, al no haber lectura en voz alta del proyecto, en las Actas del Congreso Constituyente no se encuentra la exposición de motivos del proyecto del artículo 129; sin embargo, al revisar su contenido se observa que la Segunda Comisión de reformas limitó aun más a las iglesias: presentó un artículo de 16 párrafos que quitaba personalidad jurídica de las iglesias, prohibía a los ministros de culto opinar sobre las leyes y gobierno mexicanos, establecía el nombramiento de un representante del gobierno en todos los templos para verificar el cumplimiento de la Constitución, establecía la prohibición de la creación de agrupaciones políticas que se relacionen con

[422] Se han revisado dos versiones de las Actas del Congreso Constituyente y en ninguna de ellas se encuentra la exposición de motivos del proyecto de artículo 129 constitucional: la edición facsimilar publicada por la Cámara de Diputados en 2016 y la edición e-book del Instituto de Estudios Históricos de las Revoluciones de México del año 2017.

alguna confesión religiosa y la incapacidad legal de los ministros de culto para heredar, entre otras reglas[423].

Terminando la lectura del proyecto de la Comisión, un grupo de 13 diputados propuso adicionar un párrafo para prohibir el uso de los bienes de la nación para el culto religioso, aunque en tiempos pasados se hubiesen ocupado para ellos:

> "Los templos que se han destinado o destinaren al culto religioso y que sean propios de la nación, no podrán darse en arrendamiento, uso, explotación, administración, encargo o en cualquiera otra forma, directa o indirecta, a ministros de cualquier culto religioso o secta que reconozcan autoridad, jurisdicción o dependencia de alguna soberanía o poder extranjero, sean cuales fueren su naturaleza y persona o personas en quienes radiquen."[424]

Enseguida la Mesa directiva propuso que se analizara de manera separada cada párrafo para su discusión y aprobación. De las participaciones del debate destaca lo señalado por el diputado José Álvarez, quien agradeció que en el dictamen, la Segunda Comisión de reformas, que elaboró este artículo, hubiera aceptado su propuesta de no otorgarle personalidad jurídica a las instituciones religiosas porque era "necesario fijar un hasta aquí a esa inmensa multitud de zánganos que viven sin trabajar, a costillas de la sociedad"[425] y mencionó que en Veracruz la legislación también estaba avanzando en ese sentido. Posteriormente propuso limitar el número de sacerdotes en el país con la intención de seguir luchando por la razón y la justicia, considerando que en el país había millones de analfabetas que eran víctimas de los curas.

Fulgencio Palavicini formuló la acusación de que en el fondo todos los jacobinos escondían imágenes religiosas en su hogar porque tenían todavía una tradición religiosa, y subrayó que la Primera comisión de reformas había redactado el proyecto de artículo 24 y la Segunda Comisión el proyecto del artículo 129, y celebraba que, a

[423] En el Anexo 4 de este trabajo se encuentra la versión completa del Proyecto de artículo 129 constitucional con señalamientos a lo reformado durante la discusión en el Congreso Constituyente.
[424] Propuesta de párrafo adicional ante el Congreso Constituyente el 27 de enero de 1917 en Diario de los debates del Congreso Constituyente 1916-1917, INEHRM, 2016. Tomo III. Pág. 533.
[425] Intervención de José Álvarez, ante el Congreso Constituyente el 27 de enero de 1917 en Diario de los debates del Congreso Constituyente 1916-1917, INEHRM, 2016. Tomo III. Pág. 539.

pesar de ser dos comisiones distintas, tuvieron la capacidad de recuperar el espíritu del Congreso Constituyente. Explicó que no veía grandes deficiencias en el dictamen del artículo 129, y que no debía haber discusión sobre su contenido porque el artículo resumía las Leyes de Reforma, por lo que sólo tenían observaciones de forma:

> "En el dictamen de la 2ª Comisión no encuentro graves deficiencias; son solamente de forma, porque substancialmente no hay quien discuta ese dictamen. ¿Y sabéis porqué? Porque estas son las Leyes de Reforma admitidas previamente por todos nosotros. Es verdad que se ha agregado algo al artículo 129, pero la iniciativa del señor Álvarez no entraña ninguna novedad, pues son cosas perfectamente admitidas; que si no se ponía en vigor el artículo 129 no era por culpa de las leyes ni del gobierno, sino porque el pueblo no permitía que se atacaran sus creencias. De modo que contra el artículo 129 solamente queremos hacer algunas observaciones de forma; solamente pedimos la reforma de algunos de sus conceptos"[426]

Hubo un pequeño debate sobre la nacionalidad de los sacerdotes de cualquier culto, correcciones en la redacción de algunos párrafos, se analizó la importancia de cuidar las obras que se encontraban dentro de los templos y la arquitectura de éstos, las facultades de los congresos estatales para legislar en materia religiosa, entre otros temas. Luego de estas precisiones y dado que pasaba de la media noche, los diputados decidieron no votar párrafo por párrafo el artículo y en cambio realizar una votación general. Inmediatamente después, la Mesa directiva llamó a levantar la mano si se aprobaba el proyecto, y durante el conteo observaron que el salón se estaba quedando vacío dado que ya eran las 2 de la mañana del 28 de enero. Al terminar el conteo la Mesa señaló que al día siguiente informaría del resultado del conteo, sin embargo, no lo hizo y el artículo se tomó como aprobado, sin explicar el resultado preciso de la votación, por lo que en las Actas del Congreso Constituyente no consta tal resultado. La Comisión de estilo colocó los derechos de los trabajadores en el artículo

[426] Ibíd. Pág. 543.

123, y en consecuencia el proyecto de artículo 129 terminó siendo el artículo 130 constitucional que regula las relaciones entre el Estado y las iglesias y establece su separación.

La creación del artículo 130 constitucional, y la decisión del Congreso Constituyente de no otorgarle personalidad jurídica a las Iglesias es fundamental para comprender la compleja relación que hubo a lo largo del siglo XX entre el Estado mexicano y la Iglesia católica. Mas allá de la posición política respecto a la institución eclesiástica, es fundamental comprender que sin reconocimiento jurídico la institución no podría presentarse ante tribunales, y a diferencia de otras personas colectivas como los ejidos o las empresas – denominadas *personas morales* en la terminología jurídica-, las Iglesias no tuvieron derecho a defender sus derechos a través del juicio de *amparo* a partir del momento en que se publicó la Constitución política el 5 de febrero de 1917.

9. La ciudadanía y las propuestas para su ampliación

El 23 de enero, el mismo día que la Primera comisión de reformas presentó el proyecto de los artículo 5º y 123, la Segunda comisión de reformas presentó el proyecto sobre los artículos vinculados a la nacionalidad y la ciudadanía (34-37). En la exposición de motivos, la Comisión señalaba que hacía ligeras modificaciones a la redacción de la Constitución de 1857 porque Carranza no había presentado una propuesta distinta. A través de la lectura de la propuesta de la Segunda comisión de reformas, se puede observar que la solicitud que Hermila Galindo había presentado el 12 de diciembre de 1916 y enviado al Congreso Constituyente para establecer el derecho al voto a las mujeres y el de ser votadas, había sido desechada.

Respecto al tema, la segunda comisión de reformas señaló que si bien presentaba el mismo proyecto que Carranza, no podía evitar señalar que tal y como se presentaban, implicaban rechazar el voto femenino, a pesar de haber recibido la solicitud de Hermina Galindo, y una segunda iniciativa en el mismo sentido por parte del diputado Salvador González Torres. La Comisión señaló que además había

recibido una solicitud por parte de la señorita Inés Malváez para rechazar la propuesta de establecer el derecho de voto a la mujer.

En ese sentido la Comisión argumentó que si bien había mujeres excepcionales que podían ejercer los derechos políticos, no todas se encontraban en las mismas condiciones:

> "El hecho de que algunas mujeres excepcionales tengan las condiciones necesarias para ejercer satisfactoriamente los derechos políticos, no funda la conclusión de que éstos deben concederse a las mujeres como clase. La dificultad de hacer la selección autoriza la negativa"[427].

La Comisión señaló que la actividad de las mujeres no había salido del hogar y que tampoco tenía intereses en hacerlo, lo que se demostraba con la ausencia de movimientos colectivos que impulsaran dicha transformación:

> "La diferencia de los sexos determina la diferencia en la aplicación de las actividades; en el estado en que se encuentra nuestra sociedad, la actividad de la mujer no ha salido del círculo del hogar doméstico, ni sus intereses se han desvinculado de los miembros masculinos de la familia; no ha llegado a nosotros a romperse la unidad de la familia, como llega a suceder con el avance de la civilización; las mujeres no sienten, pues, la necesidad de participar en los asuntos públicos, como lo demuestra la falta de todo movimiento colectivo en ese sentido."

Y que en la realidad mexicana no se observaba la necesidad de conceder el voto a las mujeres.

> "Por otra parte, los derechos políticos no se fundan en la naturaleza del ser humano, sino en las funciones reguladoras del Estado, en las funciones que

[427] Argumento de la Comisión, ante el Congreso Constituyente el 23 de enero de 1917 en Diario de los debates del Congreso Constituyente 1916-1917, INEHRM, 2016. Tomo lll. Pág. 317.

debe ejercer para que se mantenga la coexistencia de los derechos naturales de todos; en las condiciones en que se encuentra la sociedad mexicana no se advierte la necesidad de conceder el voto a las mujeres."[428]

La propuesta de la Comisión sobre la ciudadanía se discutió el 26 de enero. Esa tarde el primer orador fue Fulgencio Palavicini, quien preguntó por qué no se habían considerado las propuestas relativas al voto femenino. Respondió Luis Monzón, miembro de la Primera comisión de reformas, quien señaló que no se consideró la propuesta a solicitud de varios diputados del Congreso Constituyente y porque era un tema de tradición. Fulgencio Palavicini respondió señalando que el artículo estaba redactado en genérico y que era necesario aclarar en qué condiciones quedaba la participación política de la mujer:

"El dictamen dice que tienen voto todos los ciudadanos: está el nombre genérico; esta misma redacción tenía la adición que existe en la Constitución del 57 y que se conserva hoy, y yo deseo que aclare la Comisión en qué condiciones quedan las mujeres y si no estamos en peligro de que se organicen para votar y ser votadas. Parece que no he podido hacerme entender del señor Monzón."[429]

Luis Monzón insistió en su respuesta: "No tomamos en consideración esa opinión de que la mujer también debía tener voto."[430]

La propuesta de Hermila Galindo abrió nuevamente un breve debate sobre si bastaba cumplir determinada edad para que los varones pudieran votar y ser votados, y Esteban Baca Calderón señaló que dado el nivel de analfabetismo del país, sería necesario poner mayores restricciones, a lo que Luis Monzón respondió rechazando su propuesta, recordando el llamado de Francisco I. Madero por el sufragio efectivo y que se trataba de responder a una las necesidades de una revolución social.

[428]Dictamen sobre los artículos 34, 35, 36 Y 37, ante el Congreso Constituyente el 23 de enero de 1917 en *Diario de los debates del Congreso Constituyente 1916-1917*, INEHRM, 2016. Tomo lll. Pág.318.
[429] Intervención de Fulgencio Palavicini, ante el Congreso Constituyente el 26 de enero de 1917 en *Diario de los debates del Congreso Constituyente 1916-1917*, INEHRM, 2016. Tomo lll. Pág. 473.
[430] Intervención de Luis Monzón, ante el Congreso Constituyente el 25 de enero de 1917 en *Diario de los debates del Congreso Constituyente 1916-1917*, INEHRM, 2016. Tomo lll. Pág.473.

No existiendo mas diputados que quisieran opinar a favor o en contra del dictamen, la Mesa directiva preguntó al pleno si lo consideraban suficientemente debatido, y el pleno respondió que sí, por lo que se reservó su votación para cuando terminaran de debatir los artículos relacionados con la ciudadanía. Se procedió a discutir los artículos 36, 37 y 38, y posteriormente se votaron individualmente los artículos 34 al 38. El artículo 34 se aprobó con 166 votos contra 2 y el artículo 35 se aprobó por 136 votos contra 5.

Al no haber sido leída la carta de Hermila Galindo ante el pleno del Congreso, no aparece en las Actas del Congreso Constituyente[431]. Sin embargo, fue publicada en la revista *Mujer moderna* en su número de diciembre de 1916 bajo el nombre de "Petición hecha por nuestra directora al H. Constituyente sobre el derecho al voto de la mujer". En la solicitud Hermina Galindo señala que respecto a las obligaciones fiscales y penales las mujeres cumplían con la ley al igual que los hombres pero que cuando se trataba de derechos no existía dicha igualdad:

> "Es de estricta justicia que la mujer tenga el voto en las elecciones de las autoridades, porque si ella tiene obligaciones con el grupo social, razonable es, que no carezca de derecho. Las leyes se aplican por igual a hombres y mujeres: la mujer paga contribuciones, la mujer, especialmente la independiente, ayuda a los gastos en la comunidad, obedece a las disposiciones gubernativas y, por si acaso delinque, sufre las mismas penas que el hombre culpado. Así pues, para las obligaciones, la ley la considera igual que al hombre, solamente al tratarse de prerrogativas, la desconoce y no le concede ninguna de las que goza el varón"[432]

Más allá de que el Constituyente haya rechazado la propuesta, no deja de ser notorio el hecho de que el tema ya esté presente en este Congreso Constituyente. Hermina Galindo (Durango, 1886- Ciudad de México, 1954) luchó por conquistar los derechos

[431] Se han revisado dos versiones de las Actas del Congreso Constituyente y en ninguna de ellas se encuentra la carta enviada por Hermila Galindo: la edición facsimilar publicada por la Cámara de Diputados en 2016 y la edición e-book del Instituto de Estudios Históricos de las Revoluciones de México del año 2017.

[432] Carta citada en Rocha Islas Martha Eva, "Feminismo y revolución", en Espinosa Damián Gisela y Jaiven Ana Lau, (coordinadoras), *Un fantasma recorre el siglo. Luchas feministas en México 1910- 2010,* Universidad Autónoma Metropolitana, México, 2011, Pág. 50.

civiles de las mujeres por distintas vías: simpatizante de Francisco I. Madero, en 1915 fundó el semanario *Mujer moderna* desde donde promovía la laicidad en la educación, la educación sexual y la igualdad entre hombres y mujeres. En 1916 participó como ponente en el Primer Congreso Feminista de Yucatán y fundó clubes feministas en distintos estados del país. Tras el rechazo a su propuesta por parte del Congreso Constituyente, y aprovechando que la redacción de los artículos 34 y 35 constitucionales era neutra, como lo señaló Palavicini, en 1918 se inscribió como candidata a diputada por el Distrito Federal, pero no fue reconocida por el Colegio Electoral. Su insistencia la llevó en 1952 a ser la primera mujer diputada federal en México y a que en 1953 se generara la reforma constitucional para que el artículo 34 señalara que las mujeres eran ciudadanos y por lo tanto, tienen derechos políticos:

> "Art. 34. Son ciudadanos de la República los varones y mujeres que, teniendo la calidad de mexicanos, reúnan además los siguientes requisitos: haber cumplido 18 años de edad, siendo casados, o 21 si no lo son, y tener un modo honesto de vivir"[433]

Es importante señalar que a pesar de que se rechazó el derecho de las mujeres a votar y ser votadas, esto no significaba que las mujeres no tuvieran "derechos del hombre" o "garantías individuales" durante el siglo XIX y el XX. Esto se demuestra con los ejemplos del uso que hicieron del juicio de *amparo* (cf. algunos de los ejemplos expuestos en el capítulo anterior). La idea de otorgar el voto a la mujer fue una lucha por la conquista de derechos civiles y políticas; sin embargo, es importante señalar la existencia de esta discusión para tener una mejor comprensión de la trascendencia de los temas que analizó y discutió el Congreso Constituyente de 1916-1917.

Además de la propuesta sobre el derecho para las mujeres a votar y ser votadas, hay otro debate poco conocido del Congreso Constituyente vinculado con la ciudadanía, que se generó el 6 de enero de 1917 cuando se analizaban los requisitos

[433] México, "Decreto que reforma los artículos 34 y 115 de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos", en *Diario Oficial de la Federación*, Sábado 17 de octubre de 1853. Documento en línea: https://archivos.juridicas.unam.mx/www/legislacion/federal/reformas/rc053.pdf Fecha de consulta: 20 de diciembre de 2020.

para ser diputado. La propuesta de Venustiano Carranza señalaba que para ser diputado eran requisitos: ser ciudadano mexicano en el ejercicio de los derechos políticos, saber leer y escribir, tener al menos 25 años, y ser originario del estado o territorio que se quería representar o avecindado con residencia efectiva de al menos 6 meses. Además establecía quiénes no podían ser diputados: quienes estuvieran en el servicio activo en el ejército, los secretarios o subsecretarios de Estado, los magistrados de la Suprema Corte de Justicia de la Nación, gobernadores, jueces y ministros de culto.

La Comisión por su parte propuso dos modificaciones al proyecto; la primera, exigir para ser diputado federal la nacionalidad "por nacimiento", porque consideraba que una de las facultades del Congreso era nombrar un presidente provisional en caso de ausencia del presidente constitucional, por lo que consideraban necesario ser más estrictos en los requisitos. La segunda modificación consistía en proponer que en lugar de señalar el requisito de "estar en el ejercicio de los derechos políticos", establecer algo como "estar en el ejercicio de sus derechos", en virtud de que mejoraba la redacción y limitaba a los presos a participar en el Congreso al tener suspendidos sus derechos.

Al iniciar el debate se dio lectura a una carta que envió el diputado Juan de Dios Bojórquez, quien se disculpaba por su inasistencia por motivos de salud, que lo habían hecho viajar a la Ciudad de México. En la carta se manifestaba en contra del proyecto, en particular contra la modificación que pedía la nacionalidad "por nacimiento", porque desde su perspectiva la humanidad era una sola y los revolucionarios mexicanos veían con simpatía otras revoluciones del mundo, y por estos motivos proponía que para ser diputado se estableciera como requisito ser ciudadano por nacimiento o latinoamericano nacionalizado mexicano:

> "¿No creéis que es patriótico, que es político y que es pertinente abrir una puerta de nuestra Constitución a nuestros hermanos de América? Yo sí. Y porque así lo considero, vengo a proponeros que la fracción I del artículo 55 no se acepte como la Comisión la presenta, sino en esta forma: *Artículo 55. Para ser diputado*

se requieren los siguientes requisitos: I. Ser ciudadano mexicano por nacimiento o latinoamericano nacionalizado, en el ejercicio de sus derechos, y saber leer y escribir. De esta manera, el Congreso Constituyente dará en América la primera llamada hacia el latinoamericanismo… De esta suerte podremos responder por vez primera al llamado de Simón Bolívar, en cuyo cerebro luminoso germinó el pensamiento que tenemos el sagrado deber de hacer por que se lleve a la práctica: «la unión de la América Latina».”[434]

Luego de leída la propuesta de Bojórquez, el diputado Francisco J. Múgica señaló que las decisiones que se estaban tomando en materia de educación respaldaban al país internamente, pero que se requería reforzarlo a nivel internacional, y que este apoyo debía buscarlo México al sur del país, por lo que apoyaba la propuesta de Juan de Dios Bojórquez. Múgica comparó el comportamiento con México de “el Norte” en referencia al gobierno de los Estados Unidos frente al comportamiento de los países latinoamericanos:

> “Lo hemos visto, señores, en esta lucha en que el pueblo mexicano se ha empeñado; mientras al Norte hemos encontrado la obstrucción de mil maneras para realizar nuestras conquistas, mejor dicho, para consolidarnos, allá en el Sur hemos encontrado amplio apoyo en la opinión pública y aplausos que nos alientan a seguir luchando; mientras que la cancillería americana nos manda a diario notas amenazantes, las cancillerías del Sur nos mandan notas llenas de consuelos y llenas de aliento; mientras que aquí en el Norte se nos niega toda clase de recursos y se les entregan a nuestros enemigos, en el Sur sienten con nosotros esos agravios, en el Sur surgen alientos nuevos, se despierta el espíritu de aquella raza que es hermana nuestra y se inician movimientos populares allá para estrechar los vínculos que deben estrechar a esas naciones del continente americano con esta nación mexicana que está a la vanguardia de las necesidades y del progreso de toda la América Latina.”[435]

[434] Carta enviada por Juan de Dios Bojórquez al Congreso Constituyente leía el 6 de enero de 1917 en *Diario de los debates del Congreso Constituyente 1916-1917*, INEHRM, 2016. Tomo II. Pág. 481.
[435] Ibíd. Pág. 483.

La propuesta no generó consenso, y si bien algunos diputados señalaron que era un hermoso ideal que llevaría a crear algún día la ciudadanía latinoamericana, les llevó 3 días el debate y al momento de la votación la propuesta fue derrotada por 98 votos contra 5.

El Congreso Constituyente terminó sus labores el 31 de enero de 1917, y el 5 de febrero se publicaron las reformas a la Constitución. Como se observó a lo largo del capítulo, la denominada *Constitución de 1917* es producto de los debates políticos, sociales y jurídicos de finales del siglo XIX en México. Si bien la Constitución de 1857 fue una Constitución liberal que contó con una amplia declaración de derechos, lo cierto es que era lejana a la realidad de los mexicanos. El Congreso Constituyente de 1916-1917 revisó y precisó la declaración de derechos, en particular los vinculados con la justicia, porque consideró que las revoluciones se iniciaban por las injusticias que sufrían los pueblos. Además, incluyó las reglas de la separación iglesia-Estado, y los derechos de los trabajadores y de los pueblos y comunidades agrarias. En este sentido, la Constitución de 1917 se convirtió en la primera constitución social del mundo, que otorgó personalidad jurídica a los pueblos y comunidades agrarias y a los trabajadores organizados en sindicatos.

Esta Constitución se publicó el 05 de febrero de 1917 bajo el nombre de: "Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos que reforma la del 5 de febrero de 1857". Esta forma de denominarla se ha prestado a un amplio debate sobre si se trata de la Constitución de 1857 pero reformada o se trata de una nueva Constitución Política. La investigadora del Centro de Investigación y Docencia Económicas (CIDE) María del Refugio González ha explorado las implicaciones de este debate[436]. Señala que al convocarse a un Congreso Constituyente no se respetó el procedimiento de reforma de la Constitución de 1857. Sin embargo, para Venustiano Carranza era importante que la Constitución tuviera legitimidad, por lo que no debía romperse el vinculo político entre ambas constituciones. Por esta razón, González señala que durante las primeras décadas del régimen post-revolucionario, siempre se hacía

[436] González María del Refugio "La Constitución de 1857, reformada" en Ferrer Mac-Gregor Eduardo y Herrera García Alfonso (coordinadores), *El juicio de amparo en el centenario de la Constitución mexicana de 1917. Pasado, presente y futuro*, Tomo I, UNAM, México, 2017.

referencia a *la Constitución de 1857 reformada en 1917*. Posteriormente, en la medida en que el nuevo régimen debía demostrar sus diferencias con el régimen porfiriano, y basaba sus mensajes políticos en la ruptura con el gobierno de Porfirio Díaz, fue necesario marcar también una ruptura constitucional, lo que hizo que desde la presidencia y desde la Suprema Corte de Justicia se estableciera que se trataba de una Constitución política distinta, la Constitución Política de 1917, como se la conoce actualmente.

Como se observa, la “Constitución de 1917" implicó una discusión y avances importantes en materia de derechos. El próximo capítulo se ocupa en detalle de este avance y reformas en el caso particular del juicio de *amparo*.

VII. La consolidation de la procédure d'*amparo*

La manière dont on a décidé de nommer les droits de l'Homme « garanties individuelles » dans la Constitution politique a été votée au Congrès constituant de 1916-1917, et c'est au cours des travaux de ce Congrès qu'il a été décidé de créer un article spécifique pour la procédure d'*amparo*. L'objectif de ce chapitre est d'expliquer comment le Congrès constituant a pris ces décisions, qui ont marqué de manière définitive l'évolution de la manière d'appréhender les droits de l'Homme ainsi que celle de la procédure d'*amparo*, tout au long du XX^{e} siècle. Comme on le verra plus loin, les idées positivistes des dernières décennies du XIX^{e} siècle ont été déterminantes dans cette conceptualisation des droits de l'Homme. Ce chapitre s'attache également à expliquer que l'histoire de la procédure d'*amparo* ne s'est pas terminée avec la création de l'article 107 de la Constitution, mais que cet article marque sa consolidation et sa permanence au sein des institutions mexicaines. Bien que la temporalité de ce travail de recherche se termine en 1917 avec l'article 107, l'institution a continué à se développer et a été sujet de débat à l'Organisation des Nations Unies (ONU) et à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). C'est pourquoi ce chapitre se termine par une brève explication de ces moments de l'histoire de l'institution qui doivent être pris en compte dans d'autres travaux de recherche, recherche qui doit inclure la réforme constitutionnelle de 2011 qui transforme les « garanties individuelles » en « droits humains ».

Enfin, le chapitre se conclut par deux débats qui se sont suscités autour de la procédure d'*amparo*, le premier étant : Qui en a été le créateur ? et le second : Si la procédure d'*amparo* est si efficace, pourquoi a-t-elle été si limitée dans ses possibilités réelles de défense des droits humains ?

1. Des « Droits de l'Homme » aux « Garanties individuelles »

L'un des débats importants et méconnus de ce Congrès constituant est la transformation de l'intitulé du chapitre I de la Constitution de « droits de l'Homme » en « garanties individuelles ». Ce thème est pertinent car il déterminera tout au long du XX^{e} siècle la manière d'envisager les droits de l'Homme au Mexique, qui perdurera jusqu'à la réforme constitutionnelle de 2011.

Le 9 décembre 1916, la Commission de réforme a présenté le projet de l'article 1 de la Constitution et le débat a été fixé au 13 décembre. Dans ce cas, la Commission a respecté la proposition de Venustiano Carranza, y compris le changement de nom du premier chapitre, qui est passé de « Des droits de l'Homme » à « Des garanties individuelles ». La Commission n'a pas indiqué dans l'exposé des motifs la raison du changement de nom du titre ; en revanche, elle a souligné qu'il était important d'établir que l'autorité devait garantir les droits naturels de tous les habitants, et que ces droits ne pouvaient être restreints que conformément à la Constitution elle-même, et pour ces raisons, la Commission a proposé de respecter la proposition de Carranza.

Tableau 62. Comparaison du premier chapitre de la Constitution de 1857 et du projet de Carranza

Constitution de 1857	**Projet de Carranza et de la Commission**
Chapitre 1 Section I Des droits de l'Homme	Chapitre 1 Section I Des garanties individuelles
Art. 1. Le peuple mexicain reconnaît que les droits de l'Homme sont la base et l'objet des institutions sociales. En conséquence, il déclare que toutes les lois et toutes les autorités du pays doivent respecter et maintenir les garanties accordées par cette Constitution.	Art. 1. Au sein de la République mexicaine, tout individu bénéficiera des garanties accordées par la présente Constitution, qui ne peuvent être restreintes ou suspendues, sauf dans les cas et sous les conditions qu'elle établit.

Au cours de ce débat, le premier à prendre la parole a été le député Rafael Martínez Rip-Rip, qui a souligné que l'article possédait deux vertus : d'une part, il établissait que les « droits de l'Homme », désormais appelés « garanties individuelles », étaient pour toutes les personnes, et d'autre part, il établissait que celles-ci ne

pouvaient être suspendues que dans les cas établis par la Constitution elle-même. Par la suite, le député Rafael Martínez de Escobar a souligné qu'une Constitution était la manifestation d'une société organisée, et a rappelé que dans l'histoire du Mexique, il y avait trois constitutions qui étaient d'une grande importance en raison de leur influence sur les débats constitutionnels du pays : la Constitution de 1787 des États-Unis, celle de la France de 1793 et celle de Cadix de 1812. Martínez Escobar a souligné que la Constitution française possédait une importance particulière en ce qui concerne les droits de l'Homme, mais que la rédaction de l'article de la Constitution de 1857 n'était pas logique car elle établissait que « les droits de l'Homme sont la base et l'objet des institutions », ce qui revenait à dire que le gouvernement est constitué pour protéger le gouvernement et que l'État est constitué pour protéger l'État. En d'autres termes, la formulation disait que l'origine (base) et la finalité (objet) des institutions étaient les mêmes, ce qui n'était pas logique. Cependant, il a estimé qu'il était erroné que le titre soit « Des garanties individuelles », car il était plus correct de parler « Des garanties constitutionnelles » puisqu'en réalité la Constitution recouvrait les garanties individuelles et les garanties sociales :

> « La rédaction de 1857 est caressante, elle berce les oreilles comme une musique du ciel, elle enivre les foules, celui qui la lit, celui qui aime les lire, celui qui apprécie la beauté… Je trouve cette écriture sublime, elle est belle, elle est parfumée ; mais nous devons dépouiller ces articles de cette rhétorique. »[437]

Ce que Martínez Escobar soulignait, c'est qu'en terme de déclaration, la Constitution politique de 1857 était très bonne, mais qu'elle ne correspondait pas à la réalité mexicaine, et qu'elle n'avait été que rhétorique parce qu'elle n'était pas appliquée dans la réalité.

Pour répondre aux doutes générés par la nouvelle rédaction, José Natividad Macías a souligné qu'il connaissait les raisons des modifications proposées par

[437] Paroles de C. Martínez de Escobar, devant le Congrès constituant le 1er décembre 1916 dans Diario de los debates del Congreso Constituyente 1916-1917, INEHRM, Tome I, Mexique, 2016, p. 625.

Carranza : l'article 1 de la Constitution de 1857 avait cette formulation illogique indiquée par Martínez de Escobar, mais il y avait également une erreur de lecture :

> « …comme la Constitution n'énumère pas les droits naturels, tout le monde croyait y voir qu'il n'y avait pas de droit qui ne soit approuvé par la Constitution ; de sorte qu'on n'a pas seulement cru que les droits proprement fondamentaux étaient approuvés ; mais aussi que tous les droits secondaires et politiques étaient inclus, et de cette erreur ont surgi une série de difficultés. »[438]

En d'autres termes, selon Macías, avec la rédaction de 1857, la logique de défense et de protection des droits de l'Homme s'est étendue aux droits civils et politiques, ce qui a saturé la justice fédérale ; il faut comprendre que par le biais de la procédure d'*amparo* :

> « Le droit individuel a voulu s'étendre à une autre classe de droits et la justice fédérale s'est vue sollicitée d'une manière telle, qu'il était impossible que l'on puisse résoudre toutes les questions qui ont été présentées pour cette raison. » [439]

De plus, il y avait dans ce chapitre des droits naturels mais ils n'y étaient pas tous, car il n'existait pas de consensus doctrinal sur ce qu'étaient les droits naturels dans leur intégralité, et dans le même chapitre de la Constitution sur les droits de l'Homme, on trouvait des droits politiques :

> « La conclusion à laquelle on est parvenu est que l'Homme a un droit fondamental, qui est le droit à la vie, et ce droit comprend le droit à la liberté, qui se traduit par le droit à tous les besoins naturels de l'individu. Il faut éviter

[438] Intervention de José Natividad Macías, devant le Congrès constituant le 1er décembre 1916 dans Diario de los debates del Congreso Constituyente 1916-1917, INEHRM, Volume I, Mexique, 2016, p. 1813.
[439] Ibíd. P. 1813.

soigneusement toutes ces discussions philosophiques qui ne servent qu'à brouiller les idées et conduire à des erreurs qui sont toujours préjudiciables aux peuples, et aboutir à quelque chose de pratique et de positif. »[440]

En ce sens, plutôt que de faire une déclaration de droits, il fallait garantir la vie, la liberté et toutes ses manifestations. José Natividad Macías a également souligné que la contradiction dans la rédaction du premier paragraphe était connue :

« Cette contradiction si évidente, que M. Martínez de Escobar relevait à juste titre, a donné lieu, messieurs les députés, à ce que les auteurs de traités du monde entier se moquent de notre Constitution, à ce qu'ils désignent les illustres membres du Congrès constituant de 1857 comme des hommes qui ne savaient pas ce qu'ils étaient en train de faire et qui n'ont même pas su formuler la base fondamentale sur laquelle devait reposer le droit de la société et des institutions d'un peuple. »[441]

Macías a souligné que c'est en ce sens que les corrections apportées par Carranza au titre du premier chapitre et à l'article 1 de la Constitution ont été formulées, et qu'avec la nouvelle rédaction, on reconnaissait les droits naturels de tous les individus, respectant ainsi toutes les manifestations de la liberté humaine. José Natividad Macías a également souligné que c'était une grave erreur que de les appeler « garanties sociales constitutionnelles », comme l'avait proposé Rafael Martínez, car cela conduirait à des confusions. Selon lui, l'État est composé de trois éléments « combinants » : l'individu, la nation et le gouvernement :

« Il ne peut y avoir, et il n'y a jamais eu nulle part, une Constitution politique, d'aucun peuple, que ce soit une dictature, que ce soit un empire ou un

[440] Ibíd. P. 628.
[441] Ibíd. P. 629.

gouvernement libre, qui n'ait pas nécessairement ces éléments : l'individu, la nation et le gouvernement. »[442]

L'individu, selon Macías, est la molécule et la partie principale ; ni la nation ni l'État ne devraient avoir de « portée » sur lui, et la section de la Constitution qui leur correspondait était la suivante :

> « C'est la section recommandée par plusieurs auteurs de traités modernes ; le citoyen Premier Chef a cru que la section « Des garanties individuelles » était plus claire car, étant donné qu'il existe ces trois éléments, l'individu, la nation et le gouvernement, il y a des garanties individuelles qui voient l'individu, cet élément du droit constitutionnel qu'on appelle individu ; il y a des garanties sociales qui sont celles qui voient la nation, tout l'ensemble, tout le conglomérat d'individus ; et il y a des garanties constitutionnelles ou politiques, qui vont soit vers la structure, soit vers la combinaison du gouvernement lui-même. »[443]

Dans cette logique, dire « garanties individuelles constitutionnelles » entraînerait la présentation de procédures d'*amparo* lorsque d'autres articles de la Constitution seraient violés :

> « Ni les garanties sociales ni les garanties constitutionnelles ne sont protégées par l'*amparo* : seules les garanties individuelles sont protégées par l'*amparo*. Les autres garanties, sociales, politiques ou constitutionnelles, sont garanties par la structure elle-même et par le fonctionnement des pouvoirs. »[444]

Selon l'explication de Macías, le deuxième élément était la nation, qui n'était pas la même chose que le gouvernement ou l'État. La nation était supérieure au

[442] Ibíd. P. 629.
[443] Ibíd. P. 629.
[444] Ibíd. P. 630.

gouvernement mais lui était subordonnée. La nation crée le gouvernement, qui en son nom exerce le pouvoir :

> « Ce sont les trois éléments constitutifs du droit constituant et je le répète de nouveau, parce que c'est fondamental. La nation a le droit électoral, la nation a le moyen de dire comment et sous quelle forme elle exprime sa volonté souveraine, afin d'instruire les mandataires qui doivent exercer le pouvoir, et il s'agit d'une garantie sociale, c'est une garantie entièrement politique, et non constitutionnelle, et cette garantie politique n'est pas protégée par l'*amparo*. »[445]

Pour Macías, les garanties constitutionnelles étaient le respect de la division tripartite des pouvoirs, le respect du fédéralisme et des pouvoirs des États et des municipalités ; et les garanties sociales étaient les garanties politiques, qui dans d'autres pays comme la Suisse, l'Angleterre et les États-Unis étaient si avancées qu'elles avaient établi le *référendum*, qu'il n'était pas encore temps d'encourager au Mexique. Il est important de noter que ce que Macías appelle les « garanties sociales » est actuellement connu sous le nom de droits civils et politiques. Le député Rafael Martínez de Escobar a immédiatement insisté pour établir l'impossibilité de renoncer à ces garanties car l'expérience montrait que les travailleurs étaient contraints de renoncer à leurs droits. En réponse, Francisco J. Múgica, membre de la Commission, a souligné qu'il était contre l'ajout proposé parce que les personnes qui avaient renoncé à leurs droits lorsque la Constitution de 1857 était en vigueur le faisaient par ignorance, et non pas parce que la Constitution le permettait ; par ailleurs, pour le cas des contrats de travail, cette disposition était établie dans l'article 5. Une fois que José Natividad Macías et Francisco J. Múgica ont terminé d'expliquer le contenu du projet d'intitulé du chapitre ainsi que de l'article, le projet a été soumis à un vote et a été approuvé à l'unanimité.

Cela dit, le chercheur Andrés Lira a souligné que cette transformation, passée inaperçue dans l'histoire du Congrès constituant, est très importante. Tout d'abord parce que c'est la concrétisation du regard *juspositiviste* des droits de l'Homme, laissant

[445] Ibíd. P. 630.

de côté, en raison de l'urgence d'approuver la Constitution et en raison des nécessités pratiques, la réflexion philosophique et la tendance *jusnaturaliste* des droits de l'Homme. Deuxièmement, la transformation est importante car elle adopte les critères que Luis I. Vallarta avait lors de son mandat de magistrat de la Cour suprême de justice de la nation, durant lequel il s'était battu pour limiter les excès commis lors des procédures d'*amparo* :

> « En 1881, Vallarta a attaqué de front la conception jusnaturaliste de la Constitution de 1857. Il fallait le faire, car si l'on maintenait l'ambiguïté et l'ampleur auxquelles la première partie de l'article donnait lieu, on pouvait recourir à la procédure d'*amparo* en invoquant n'importe quel article dans lequel il semblait y avoir une garantie des droits de l'Homme… »[446]

Comme on peut le voir, dans ce cas également la définition de l'article 1 de la Constitution est directement liée aux débats qui ont eu lieu durant ce qu'on a appelé la « première modernisation juridique ». De plus, il est important d'analyser l'explication du député José Natividad Macías sur les « garanties individuelles ».

Selon Macías, l'individu est la « molécule », mais l'État a deux autres composantes, qui sont la nation et le gouvernement. Il s'agit d'une vision positiviste qui se nourrit probablement des visions organicistes du philosophe anglais Herbert Spencer, pour qui la société était un organisme social, mais avec l'influence d'Augusto Comte, auteur de lectures obligatoires dans les écoles pendant le Porfiriat. En ce sens, Charles H. Hale considère que des éléments importants des textes de Comte et Spencer se retrouvent dans le positivisme mexicain de la fin du XIX^{e} siècle:

> « Celui qui voudrait découvrir l'héritage de la politique scientifique du Mexique d'après 1910 doit prêter attention à l'idéologie de la révolution de Madero et au

[446] Lira, Andrés, “Derechos del hombre y garantías individuales. Vallarta en la Constitución de 1917”, dans *Revista de Investigaciones Jurídicas,* vol. 29, 2005, École Libre de Droit, Mexique, p. 580.

> mouvement constitutionnaliste de Venustiano Carranza qui l'a suivie et qui a triomphé des autres factions révolutionnaires vers 1917. »[447]

On a beaucoup spéculé sur le concept de « garanties individuelles ». Rappelons qu'il a commencé à être utilisé dans la Constitution du Yucatán de 1841, et dans l'Acte de réforme de 1847. Cependant, il a été éliminé dans la Constitution de 1857, rétablissant le concept de « droits de l'Homme » jusqu'à la Constitution de 1917, qui utilise à nouveau celui de « garanties individuelles ». Une explication possible est celle de la traduction et la compréhension de l'article 16 de la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, approuvée par l'Assemblée nationale constituante de France, qui stipule :

> « Art. 16. Toute Société dans laquelle la garantie des Droits n'est pas assurée, ni la séparation des Pouvoirs déterminée, n'a point de Constitution ».[448]

Sous l'influence des idées positivistes de l'époque, on peut penser que les juristes, et donc les constituants, ont fait une lecture littérale de l'article 16 de la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen, dans lequel la Constitution politique devait contenir les garanties des droits énumérés. De plus, comme le rappelle l'article 16 lui-même, il s'agit d'énumérer non pas les droits, mais ce qui les garantit, c'est-à-dire les garanties individuelles. Ainsi, si les droits de l'Homme sont la liberté, l'égalité et la sécurité juridique, les garanties sont un ensemble de principes qui tendent, précisément, à les garantir : liberté de la presse, liberté d'expression, droits des accusés dans un procès pénal, liberté de culte, etc. Jusqu'à présent, cela apparaît comme l'hypothèse la plus forte quant à la différence entre les deux concepts. Cependant, on ne trouve aucune

[447] Hale, Charles, *La transformación del liberalismo en México a fines del siglo XIX,* Fondo de Cultura Económica, Mexique, 2002, p. 398.
[448] France, *Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen de 1789*, dans Page du gouvernement français, Conseil Constitutionnel, Document en ligne : https://www.conseil-constitutionnel.fr/sites/default/files/as/root/bank_mm/espagnol/es_ddhc.pdf Date de consultation : 1er avril 2021.

autre référence à ce sujet, ni dans les débats des Congrès constituants analysés (1847, 1856-1857 et 1916-1917), ni dans la littérature spécialisée.

Une fois constitutionnalisées la liste des garanties individuelles et la procédure d'*amparo*, on obtient une manière particulière d'appréhender les droits de l'Homme et leur défense qui durera près de 100 ans, jusqu'à la réforme constitutionnelle de 2011 concernant les droits de l'Homme.

Le 13 décembre, à l'issue du vote sur l'article 1, on a également analysé le projet de l'article 2, qui présentait en réalité peu de changements par rapport au projet de Venustiano Carranza.

Tableau 63. Les trois versions de l'article 2 de la Constitution

Constitution de 1857	**Projet de Carranza***	**Projet de la Commission**
Art. 2 Dans la République, tous naissent libres. Les esclaves qui entrent sur le territoire national récupèrent par ce simple fait leur liberté et ont droit à la protection des lois.	Art. 2 L'esclavage est interdit aux États-Unis mexicains. Les esclaves d'autres pays qui entrent sur le territoire national obtiendront par ce simple fait leur liberté et la protection des lois.	Art. 2 L'esclavage est interdit dans la République mexicaine. Les esclaves d'autres pays qui entrent sur le territoire national obtiendront par ce simple fait leur liberté et la protection des lois.

Source : Élaboration propre.

Comme on avait débattu quelques jours auparavant de l'importance d'établir que le nom du pays soit « États-Unis mexicains » pour éviter de relancer le débat sur le centralisme, plusieurs députés ont questionné le fait que le projet de la Commission utilise le terme « République mexicaine ». En réponse, la Commission a indiqué qu'elle avait étudié l'article 2 avant le débat sur le nom du pays et qu'elle ne voyait aucun problème à changer le nom dans le projet. Une fois le changement fait par la Commission, le laissant comme Carranza l'avait proposé, l'article a été soumis au vote et approuvé à l'unanimité par 177 voix.

2. Le débat sur la procédure d'*amparo* au Congrès constituant de 1916-1917

Le 17 janvier 1917, la deuxième Commission de réforme a présenté le projet sur le Pouvoir judiciaire et à partir du 22 janvier, on a commencé à en débattre. La procédure d'*amparo* étant établie comme procès fédéral depuis 1847, et maintenue ainsi par le Congrès constituant de 1856-1857, il était temps de la revoir. Il est important de rappeler que Carranza, dans son discours inaugural du Congrès constituant, avait souligné l'importance de limiter la procédure d'*amparo* car on en abusait, ce qui entravait l'avancée de la justice et le travail des autorités administratives et judiciaires.

La proposition de Carranza comprenait l'ajout, dans l'article 101 régulant la procédure d'*amparo*, d'une section pour renforcer les municipalités, leur accordant le pouvoir d'engager un procès si l'une d'entre elles considérait que son autonomie était violentée. Dans ce cas, la deuxième Commission de révision a décidé d'éliminer l'ajout lié aux municipalités pour créer à la place un article constitutionnel spécifique au gouvernement municipal, qui une fois approuvé sera l'article 115. L'importance de la création de l'article 115 de la Constitution, ainsi que de la réglementation des municipalités dans la Constitution, réside dans le fait que Carranza et le Congrès constituant ont cherché à homogénéiser la diversité des gouvernements locaux existants, à travers l'établissement des municipalités comme le niveau de gouvernement le plus proche des citoyens, des peuples et des communautés.

Tableau 64. Comparaison de la proposition de réforme de Carranza et de celle proposée par la deuxième Commission

Projet de Venustiano Carranza	**Projet proposé par la deuxième Commission de Constitution**
Art. 101. Les tribunaux de la Fédération résoudront tout litige survenant : I. Par des lois ou actes de toute autorité qui violent les garanties individuelles ; II. Par des lois ou actes de l'autorité fédérale, qui portent atteinte ou limitent la souveraineté des	Article 103. Les tribunaux de la Fédération résoudront tout litige survenant : I. Par des lois ou actes de l'autorité qui violent les garanties individuelles ; II. Par des lois ou actes de l'autorité fédérale qui portent atteinte ou limitent la souveraineté des

États ou la liberté des municipalités ; III. Par des lois ou des actes des autorités des États, qui envahissent la sphère de l'autorité fédérale ou qui portent atteinte ou limitent la liberté des municipalités V. Par des dispositions ou des actes des autorités municipales qui envahissent les sphères de l'autorité fédérale ou des États.	États ou la liberté des municipalités ; III. Par des lois ou des actes des autorités des ceux qui envahissent la sphère de l'autorité fédérale.

Source : élaboration propre basée sur les Actes du Congrès constituant

Carranza a également proposé un article spécifique dans la Constitution pour établir et réguler toutes les règles de la procédure d'*amparo*, qui a été proposé au numéro 107. La Deuxième Commission a étudié cette proposition et lui a apporté des corrections de rédaction ainsi que la modification de deux fractions, mais elle a largement respecté le projet de Carranza.

Tableau 65. Projet d'article 107 de Carranza et de la deuxième Commission de réforme

Article 107. Toutes les controverses mentionnées dans l'article 103 seront poursuivies à la demande de la partie lésée, à travers des procédures et des formes de l'ordre juridique qui seront déterminées par une loi qui suivra les bases suivantes : I. La sentence sera toujours telle qu'elle ne visera que des individus particuliers, se limitant à les faire bénéficier de l'*amparo* et à les protéger dans le cas spécifique sur lequel la plainte est fondée, sans faire une déclaration générale sur la loi ou l'acte qui la motiverait ; II. *Dans les procès civils ou pénaux, à l'exception des cas de la règle IX, l'amparo ne sera valable que contre les sentences définitives pour lesquelles aucun recours ordinaire n'est approprié à leur modification ou réforme, à condition qu'elles constituent une violation de la loi, ou que la procédure aille à l'encontre de la loi, que la réclamation ait été faite en temps utile pour faute de réparation, et que lorsqu'elle a été commise en première instance, elle ait été alléguée en seconde instance, par voie d'injustice*[449]. La Cour suprême, malgré cette règle, pourra pallier à l'insuffisance de la plainte dans un procès pénal, lorsqu'il sera constaté qu'il y a eu contre le plaignant une violation manifeste de la loi, qui l'a laissé sans défense ou qu'il a été jugé selon une loi qui n'est pas celle exactement applicable au cas et qu'uniquement par maladresse la violation n'a pas été correctement combattue ; III. Dans les procès civils ou pénaux, la procédure d'*amparo* ne pourra être utilisée contre la violation des lois procédurales que lorsque les parties substantielles s'en trouvent affectées, et de telle manière que leur infraction laisse le plaignant sans défense ;

[449] Le premier paragraphe de cette section a été corrigé par la Commission, la proposition de Carranza était la suivante : « Dans les procès civils ou pénaux, à l'exception des cas de la règle IX, l'*amparo* ne sera valable que contre les sentences définitives pour lesquelles aucun recours ordinaire n'est approprié à leur modification ou réforme, à condition qu'elles constituent une violation de la loi, ou que la procédure aille à l'encontre de la loi, que la réclamation ait été faite en temps utile pour faute de réparation, et que lorsqu'elle a été commise en première instance, elle ait été alléguée en seconde instance, par voie d'injustice ». Le deuxième paragraphe n'a pas été modifié.

IV. Lorsque l'*amparo* est demandé contre la sentence définitive, dans un procès civil, il ne sera valable, outre le cas de la règle précédente, que lorsque, remplissant les conditions de la deuxième règle, cette condamnation est contraire à la loi applicable au cas ou à son interprétation juridique, lorsqu'elle comprend des personnes, des actions, des exceptions ou des choses qui n'ont pas fait l'objet d'un procès, ou lorsqu'elle ne les comprend pas toutes par omission ou refus exprès.

Lorsque la procédure d'amparo est demandée à l'encontre des résolutions non définitives, conformément aux dispositions de la section *précédente, on suivra ces règles dans la mesure de leur pertinence ;*[450]

V. Dans les procès pénaux, l'exécution de la sentence définitive contre laquelle l'*amparo* est demandé sera suspendue par l'autorité responsable, et le plaignant notifiera à cette dernière, dans le délai fixé par la loi et dans une déclaration sous serment, l'interposition de la procédure d'*amparo*, en joignant deux exemplaires, un pour le dossier et un autre qui sera remis à la partie adverse ;

VI. Dans les procès civils, l'exécution de la sentence définitive ne sera suspendue que si le plaignant verse une caution pour payer les dommages et intérêts que la suspension pourrait causer, à moins que l'autre partie ne verse une contre caution pour garantir que les choses soient rendues dans l'état où elles se trouvaient si la procédure d'*amparo* était accordée, ainsi que le paiement des dommages et intérêts correspondants. Dans ce cas, la procédure d'*amparo* sera annoncée, comme l'indique la règle précédente ;

VII. Lorsque l'on souhaitera utiliser la procédure d'*amparo* contre une sentence définitive, une copie certifiée conforme des attestations indiquées par le plaignant sera demandée à l'autorité responsable et sera ajoutée à celles indiquées par l'autre partie, dans laquelle cette même autorité responsable, de manière brève et claire, indiquera les raisons qui justifient l'acte qui va être contesté, et dont elle laissera une annotation dans les arrêts ;

VII. Lorsque la procédure d'*amparo* est utilisée contre une sentence définitive, elle sera présentée directement auprès de la Cour suprême, en lui remettant le document accompagné de la copie mentionnée dans la règle précédente, ou en l'envoyant par l'intermédiaire de l'autorité responsable ou du juge du district de l'État correspondant. La Cour prononcera une sentence sans autre formalité ni diligence que le document dans lequel la procédure d'*amparo* est présentée, celui produit par l'autre partie et le procureur général ou l'agent désigné à cet effet, et sans intégrer aucune autre affaire légale que celle contenue dans la plainte ;

IX. Lorsqu'il s'agit d'actes d'une autorité autre que la judiciaire ou d'actes de celle-ci exécutés en dehors du procès ou après sa conclusion, ou d'actes durant le procès dont l'exécution est irréparable ou qui affectent des personnes extérieures au procès, la procédure d'*amparo* sera demandée devant le juge du district sous la juridiction duquel se trouve le lieu où l'acte dénoncé est exécuté ou tenté d'être exécuté. La démarche se limitera au rapport de l'autorité, à une audience à laquelle elle sera convoquée dans le même arrêté qui lui demande un rapport, audience qui sera réalisée dans les plus brefs délais et en y recevant les preuves que les parties intéressées offrent et en y entendant les plaidoiries, qui ne pourront excéder une heure chacune, ainsi que la sentence qui sera prononcée au cours de la même audience. La sentence sera exécutoire si les intéressés ne comparaissent pas devant la Cour suprême dans le délai fixé par la loi et de la manière prévue par l'article VIII.

La violation des garanties des articles 16, 19 et 20 sera dénoncée devant le Tribunal supérieur qui la commet ou devant le juge du district correspondant, et l'on pourra faire appel à la Cour dans les deux cas, contre la résolution émise.

Si le juge du district ne résidait pas au même endroit que l'autorité responsable, la loi désignera le juge à

[450] La section IV proposée par Carranza ne comprenait pas le dernier paragraphe et c'est pour cela que l'ajout de la Commission a été mis en italique.

qui le document de la procédure d'*amparo* devra être présenté et qui pourra suspendre provisoirement l'acte dénoncé, dans les cas et conditions que la loi établit ;

X. L'autorité responsable sera déférée à l'autorité correspondante, lorsqu'elle ne suspend pas l'acte dénoncé alors qu'elle doit le faire et lorsqu'elle fixe une caution illusoire ou insuffisante, la responsabilité pénale et civile de l'autorité étant solidaire dans ces deux derniers cas, avec celui qui offre la caution et celui qui la fournit ;

XI. Si, après l'octroi de l'*amparo*, l'autorité responsable s'attachait à répéter l'acte dénoncé ou tentait de se soustraire à la sentence de l'autorité fédérale, elle sera immédiatement relevée de ses fonctions et déférée devant le juge de district correspondant, afin qu'il puisse la juger ;

XII. Les directeurs et gardiens de prison qui ne recevraient pas une copie autorisée de l'ordonnance d'incarcération formelle d'un détenu, dans les 72 heures prévues par l'article 19 et qui sont comptées à partir du moment où le détenu est à la disposition de son juge, devront attirer l'attention de ce dernier sur ce fait dans le document qui stipule la conclusion du terme, et si l'attestation mentionnée n'est pas reçue dans les trois heures qui suivent, ils le remettront en liberté.

Les contrevenants à l'article cité et à la présente disposition seront immédiatement déférés à l'autorité compétente.

Toute personne qui, suite à une appréhension, ne mettra pas le détenu à la disposition de son juge dans les vingt-quatre heures qui suivent, sera également déférée à l'autorité ou à son agent.

Si la détention était constatée en dehors du lieu de résidence du juge, il sera ajouté au délai mentionné un délai suffisant pour parcourir la distance entre ce lieu et celui où la détention a été réalisée.

Source : élaboration propre.

Comme on l'indique, les différences entre la proposition de Carranza et celle de la deuxième Commission étaient que la Commission a ajouté un paragraphe à la section IV pour préciser les procédures d'*amparo* dans les affaires judiciaires en matière civile et a corrigé la formulation de la deuxième section.

Le jour où la Commission a présenté la proposition, les députés Heriberto Jara et Hilario Medina ont présenté un vote dissident sur le projet de l'article 107, par lequel ils se sont prononcés contre le fait que la procédure d'*amparo* puisse être acceptée à l'encontre des sentences en matière civile et pénale, car il s'agit de sentences élaborées par les juges des États : selon eux, les accepter était contraire au fédéralisme. Par conséquent, pour eux, cela affectait le pouvoir judiciaire des États car ces sentences ne seraient pas définitives, conduisant la Cour suprême de justice à prendre la décision finale et à être saturée de travail. Pour ces raisons, ils ont proposé de reprendre l'article 160 de la Constitution de 1824 qui stipulait que les procès civils et

pénaux, étant des attributions des pouvoirs judiciaires des États, devaient être menés à bien dans les États et non dans la fédération[451]. Dans ce vote dissident, ils ont également estimé que le fait que les plaidants doivent faire appel constamment à la juridiction fédérale avait généré peu de confiance et de respect pour la justice des États et que cela faisait en réalité de la procédure d'*amparo* la quatrième instance de tous les procès. C'est pour cela qu'ils ont proposé une version différente de l'article 107 de la Constitution et, par conséquent, de la procédure d'*amparo*.

Tableau 66. Proposition d'article 107 de la Constitution d'Heriberto Jara et Hilario Medina dans leur vote dissident.

> Article 107. Tous les procès mentionnés dans l'article précédent seront tenus à la demande de la partie lésée, selon les procédures et les formes de l'ordre juridique déterminées par une loi. La sentence sera toujours telle qu'elle ne concernera que des individus particuliers, se limitant à les faire bénéficier de l'*amparo* et à les protéger dans le cas spécifique sur lequel la plainte est fondée, sans faire aucune déclaration générale sur la loi ou l'acte qui la motiverait

Source: Journal des débats, Tomme III. P. 791.

Le même jour, suite à la lecture des propositions, le Conseil de direction a ouvert le débat. Face à la confusion provoquée par la différence entre les trois rédactions (celle de Carranza, celle de la Commission et celle du vote dissident), le député Hilario Medina a précisé que la principale différence était que la proposition de la deuxième Commission de réforme était basée sur la proposition de Carranza et préservait la « très mauvaise tradition d'annuler la justice locale », conduisant la Cour suprême de justice à s'occuper de matière civile et pénale, ce qui ne devrait pas être son objet :

> « L'intervention de la Cour dans ces affaires qui sont poursuivies dans toute la République altère tout simplement l'administration de la justice, et la Cour établit sa jurisprudence en matière civile et pénale, alors que la Cour doit

[451] L'article 160 de la Constitution de 1824 stipulait ce qui suit : « Art.160. Le Pouvoir judiciaire de chaque État exercera par l'intermédiaire des tribunaux établis ou désignés par la Constitution, et toutes les affaires civiles ou criminelles qui correspondent à la connaissance de ces tribunaux seront conclues devant eux jusqu'à leur dernière instance et l'exécution de la dernière sentence ».

exclusivement s'occuper, en raison de sa nature, de questions purement constitutionnelles. »[452]

Pour Hilario Medina, cela signifiait que l'administration de la justice n'existait pas dans les États et que même les cas les plus simples finissaient par être analysés par la Cour suprême, les procès se concentrant ainsi à Mexico, et la Cour se voyait confier, fait grave, un rôle qui ne lui correspondait pas. De plus, il considérait que pour que la souveraineté des États soit respectée, il fallait que leur système de justice soit respecté:

> « Cela est un discrédit des tribunaux des États ; je veux que ce soit corrigé, c'est ce que je veux dans ce vote dissident. La différence consiste en ceci : le projet centralise l'administration de la justice, donne le dernier mot à la Cour ; nous souhaitons qu'il existe une justice et qu'elle soit rendue dans chaque État, que chaque État ait sa jurisprudence et ses tribunaux. »[453]

Medina considérait également que dans les procès civils et pénaux il n'y a pas de violation des garanties individuelles, mais que les plaidants cherchaient toute erreur dans la procédure pour présenter leur cas devant la Cour, et qu'il fallait donc renforcer les tribunaux locaux :

> « Nous défendons la justice locale, le prestige des tribunaux locaux ; nous voulons qu'il y ait une division parfaite entre les matières civiles et pénales, et les matières constitutionnelles que la Cour doit connaître. » [454]

Enfin, Hilario Medina a souligné que ce qu'il voulait, c'était que ce soient les tribunaux des États et les avocats des États qui résolvent les procès, et non la Cour suprême et les juristes de Mexico.

Par la suite, le secrétaire du Conseil de direction a précisé que le thème de fond était que l'avis émis par la deuxième Commission de réforme acceptait la procédure

[452] Intervention d'Hilario Medina, devant le Congrès constituant le 22 janvier 1917 dans *Diario de los debates del Congreso Constituyente 1916-1917*, INEHRM, 2016. Tome III. p. 276.
[453] Ibíd. P. 276.
[454] Ibíd. P. 278.

d'*amparo* en matière civile et pénale, alors que le vote dissident la rejetait, raison pour laquelle le Conseil de direction estimait que c'était ce point qu'il fallait discuter. Pour ces raisons, il a proposé de débattre directement du vote dissident, ce qui a été approuvé par le Congrès au grand complet.

Le premier à présenter des arguments contre ce vote dissident a été le député David Pastrana Jaimes, qui a souligné que le Pouvoir judiciaire fédéral et la Constitution politique fédérale sont les institutions qui protègent les garanties constitutionnelles, et que l'on devrait donc éviter de générer des dizaines de pouvoirs judiciaires locaux avec des critères différents, qui produiraient des États avec des garanties individuelles plus importantes que dans d'autres :

> « À un endroit, la liberté d'enseignement serait un fait ; dans un autre, l'article 3 serait un mythe, et ainsi de suite sur l'ensemble du territoire national, il n'y aurait pas un pouvoir que nous pourrions considérer avec l'unité de notre loi fondamentale. »[455]

David Pastrana Jaimes a souligné que l'importance de la proposition de Carranza et de la deuxième Commission était que ces propositions visaient à donner au Pouvoir judiciaire fédéral la capacité de protéger la Constitution et les garanties individuelles, ce qui devait être maintenu. Selon lui, cela signifiait que chaque État établirait sa propre justice civile et pénale, mais que le Pouvoir judiciaire fédéral interviendrait en cas de violation des garanties individuelles, plaçant ces dernières à un niveau élevé dans la hiérarchie des normes au Mexique, et par conséquent au sein du système juridique national :

> « La justice fédérale n'intervient que lorsqu'il s'agit de violations des garanties constitutionnelles ; seulement dans ce cas. Si la résolution civile prononcée par l'un des tribunaux des États est contraire à une garantie constitutionnelle,

[455] Intervention de David Jaimes Pastrana, devant le Congrès constituant le 22 janvier 1917 dans *Diario de los debates del Congreso Constituyente 1916-1917*, INEHRM, 2016. Tome III. P. 278.

alors la sentence de la Cour suprême de justice annulera nécessairement celle prononcée par le tribunal local. » [456]

En défense du vote dissident, Enrique Meza a demandé la parole, et a souligné que le pays avait réaffirmé son système fédéral depuis le début des débats du Congrès constituant. Cependant, dès le Congrès constituant de 1857, on avait selon lui commis une erreur en centralisant la justice et les garanties individuelles dans le Pouvoir judiciaire fédéral. Par conséquent, selon lui, pour respecter le fédéralisme, les États devraient avoir la capacité de créer leur propre jurisprudence, et c'est pour cela qu'il a adhéré à l'opinion dissidente de Heriberto Jara et Hilario Medina.

Contre le vote dissident, Alberto M. González a souligné qu'il était vrai que l'on avait abusé de la procédure d'*amparo*, engendrant ainsi plus de travail pour la Cour suprême de justice, mais que ce n'était pas un argument suffisant pour supprimer les garanties individuelles. Il a rappelé qu'en Angleterre, pour défendre la liberté humaine, on avait créé l'*Habeas Corpus*, comme moyen de défense des droits de l'Homme, mais qu'il était moins efficace que la procédure d'*amparo* :

> « L'*Habeas Corpus* est moins efficace que notre procédure d'*amparo*, car l'*Habeas Corpus* se réfère uniquement à la sauvegarde de la liberté personnelle de l'individu, et notre procédure d'*amparo* vise à maintenir de manière positive, de manière claire et vigoureuse, toutes les garanties individuelles qui sont consignées dans la Constitution sous les premiers articles jusqu'au numéro 29. » [457]

Alberto M. González a également souligné que l'*amparo* pouvait être utilisé tout aussi bien en matière civile qu'en matière pénale, mais que certains proposaient de l'abandonner définitivement sous prétexte que cela centralisait la justice au sein de la Cour suprême de justice de Mexico. À son avis, le meilleur projet était celui présenté

[456] Ibíd. P. 278.
[457] Intervention d'Alberto M. González, devant le Congrès constituant le 22 janvier 1917 dans *Diario de los debates del Congreso Constituyente 1916-1917*, INEHRM, 2016. Tome III. p. 280. Les italiques sont de moi-même.

par Carranza, car il limitait les procédures d'*amparo* qui étaient réalisées de manière incorrecte depuis 1857 en utilisant l'article 14 de la Constitution, qui établissait la garantie de « l'observation exacte de la loi » en matière civile et pénale :

> « L'un des principaux motifs qui existait auparavant pour réaliser une procédure d'*amparo* était la compétence ou l'incompétence des juges ; cela donnait lieu à beaucoup de procédures d'*amparo*, beaucoup de complications et beaucoup de difficultés. Dans le projet présenté à ce Congrès, on a résolu la question de manière presque parfaite. Une autre des raisons invoquées pour présenter continuellement des procédures d'*amparo* était la mauvaise application des lois, basant toujours l'*amparo* sur l'article 14 de la Constitution, qui établissait qu'un homme ne pouvait être jugé que par les lois applicables au cas et que celles-ci ne pouvaient avoir un effet rétroactif. Cette manière d'utiliser l'*amparo*, qui s'est multipliée, qui a provoqué un vice et est devenue alarmante, est parfaitement corrigée dans le projet de loi présenté au Congrès. » [458]

Par ailleurs, il a souligné que ce que beaucoup considéraient comme un « recours » ou une « nouvelle instance » était en réalité un procès, et à proprement parler, qu'il s'agissait d'un remède pour corriger des « vices anticonstitutionnels ». Il a expliqué qu'avec la procédure d'*amparo* promue devant les tribunaux fédéraux, les souverainetés des États n'étaient pas violées car en réalité un tribunal constitutionnel s'établissait pour protéger les garanties individuelles :

> « La garantie individuelle, c'est-à-dire le droit de l'Homme, qui est la base de tous les droits, de sa liberté civile et de toutes les autres manifestations de cette liberté, est le point vraiment délicat et sacré qu'il faut protéger dans tous les États et dans toute la Fédération... Si, donc, cette liberté qui doit être protégée si généralement, d'une manière si large et si vigoureuse, est

[458] Ibíd. P. 281.

attaquée dans n'importe quel coin de la République, la Fédération doit s'y rendre pour protéger la garantie qui s'est sentie bafouée. Cela n'a jamais signifié une attaque à la garantie d'un État. » [459]

En d'autres termes, pour Alberto M. González, il ne s'agissait pas d'attaquer la souveraineté des États mais de sauvegarder les garanties des individus. Il a réitéré que le projet de Carranza corrigeait les problèmes causés par l'abus de la procédure d'*amparo* par le biais de l'utilisation des articles 14, 16 et 21 de la Constitution[460], qui protègent les garanties individuelles. Il a souligné que le vote dissident laissait de nombreux points pour une législation secondaire dont on ne connaissait pas encore la date de publication, et que si les tribunaux des États avaient la faculté d'accepter des procédures d'*amparo*, en réalité une quatrième instance serait générée :

« Si nous laissons la réglementation de la loi sur la procédure d'*amparo* pour plus tard, si nous permettons qu'une loi ultérieure réglemente ce recours si important, nous laisserons probablement les garanties individuelles sans protection pendant longtemps. En plus de cela, la loi que le projet nous montre en la matière est peut-être plus large que celle que nous avons aujourd'hui, et si elle n'est pas parfaite, elle est très proche de la perfection... Je n'ai pas été un fervent admirateur du projet porté à la Chambre par les collaborateurs du Premier Chef, et c'est probablement la première fois que je défends un article du projet ; mais je le défends en toute conscience, en toute vérité, parce que je comprends que la loi sur la procédure d'*amparo* est assez complète pour protéger vos garanties individuelles, vos libertés personnelles, comme fondement de la liberté civile ; votre propriété, votre sécurité, votre honneur, vos intérêts, sont parfaitement protégés. » [461]

[459] Ibíd. P. 282.
[460] L'article 14 établissait la non-rétroactivité de la loi, l'article 16 le respect de la propriété et du domicile des personnes et l'article 21 établissait quelle autorité pouvait établir des peines pour les délits (pouvoir judiciaire) et quelle autorité pouvait imposer des amendes (autorité administrative).
[461] Ibíd. P. 284

Pour défendre son vote dissident, Hilario Medina a souligné que s'il s'agissait d'un État fédéré, avec 28 États, il devrait être normal qu'il y ait 28 Congrès d'État (législatures), et donc 28 administrateurs de la justice et par conséquent 28 jurisprudences. Medina a raconté qu'il connaissait des cas où les tribunaux d'État prononçaient des sentences « conformes à la justice », mais les avocats perdants profitaient de leurs ressources économiques et de leur influence pour présenter une procédure d'*amparo* à la Cour suprême de justice de Mexico, cherchant avec insistance la manière dont ils pourraient annuler la sentence du tribunal local, générant des procédures d'*amparo* sous multiples sens. Hilario Medina considérait également qu'une des vertus de l'*amparo* était de se rapprocher de la population pour défendre ses garanties établies dans la Constitution de 1857, et qu'en ce sens elle était devenue une haute institution politique :

> « La procédure d'*amparo* est devenue le remède universel, il a atteint le petit peuple, il a atteint toutes les intelligences et toutes les consciences. Celui qui était soumis au « prélèvement » présentait une procédure d'*amparo* et on voyait que celui qui le faisait y trouvait un remède ; toute personne qui voyait ses biens violés faisait de même, et ainsi de suite ; ainsi, ce recours est peut-être le seul qui soit parvenu jusqu'au cœur des masses populaires, et c'est pourquoi on a toujours fait appel à cette procédure d'*amparo* ; mais je dois dire aux avocats que l'*amparo* n'est pas un recours, mais un procès. »[462]

Il a défendu son vote dissident en soulignant qu'il n'éliminait pas l'*amparo*, mais se demandait plutôt si toutes les questions civiles et pénales devaient parvenir à la Cour suprême de Mexico :

> « Je veux seulement affirmer que le vote dissident ne supprime pas la procédure d'*amparo* ; les garanties individuelles continuent à être protégées et tous les pouvoirs sont tenus de respecter ces garanties. La question est la

[462] Intervention d'Hilario Medina, devant le Congrès constituant le 22 janvier 1917 dans *Diario de los debates del Congreso Constituyente 1916-1917*, INEHRM, 2016. Tome III. p. 287

suivante : dans un procès civil ou criminel, peut-il y avoir des cas où la Cour doit intervenir pour assurer à un citoyen la jouissance de ses droits individuels ? » [463]

Le député David Pastrana Jaimes a de nouveau répondu, soulignant qu'il s'agissait d'une discussion inutile car en réalité, ce que faisait le vote dissident était d'éliminer des fractions du projet Carranza pour les retirer de la Constitution et les établir dans une loi, raison pour laquelle il proposait de débattre et de voter paragraphe par paragraphe et de ne pas s'empêtrer dans cette discussion, et par son intervention la séance du jour s'est terminée. Mais le 22 janvier, le débat s'est poursuivi. Le député Fernando Lizardi a pris la parole le premier pour défendre le projet de la Commission, soulignant que dans celui-ci, lorsque la Cour examinerait une affaire parce que quelqu'un aurait présenté une procédure d'*amparo*, elle n'allait pas indiquer si la sentence était bonne ou mauvaise, mais examiner si les garanties individuelles avaient été violées ou non, car cela était en réalité sa fonction, et que pour ces raisons, le vote dissident devait être rejeté :

« La Cour suprême, lorsque l'on engage une procédure d'*amparo*, ne va pas dire que la peine est bonne ou que la peine est mauvaise, qu'elle est modifiée, qu'elle est révoquée ou qu'elle est confirmée. Ce que dit la Cour suprême est simplement ceci, si le plaignant obtient gain de cause dans la procédure d'*amparo* : cette décision viole une garantie individuelle et c'est aux tribunaux des États, et non à la Cour suprême, de réparer la violation de l'acte ; mais une fois la violation de l'acte réparée, si la peine est juste, la Cour suprême n'a absolument rien à y voir. » [464]

[463] Ibíd. P. 288.
[30] Intervention de Fernando Lizardi, devant le Congrès constituant le 22 janvier 1917 dans *Diario de los debates del Congreso Constituyente 1916-1917*, INEHRM, 2016. Tome III. p. 294.

Lizardi a expliqué qu'il était faux d'affirmer que la Cour changerait le sens des procès gagnés dans un État, car cela n'affecterait pas ces sentences; la Cour vérifierait seulement que les garanties individuelles n'étaient pas mises à mal :

> « Les procès gagnés dans les États ne sont pas perdus devant la Cour suprême, les tribunaux locaux peuvent maintenir la même sentence tant qu'elles ne violent pas les garanties individuelles. »[465]

Et il a rejeté le projet de la Commission parce qu'il considérait que le projet de Carranza avait bien défini et limité les problèmes d'abus de la procédure d'*amparo* :

> « On a abusé de la procédure d'*amparo*, certes ; mais si nous étudions l'article 107 du projet du citoyen Premier Chef, on verra que ces abus seront évités par les règlementations qui sont mises dans cet article. » [466]

Pour défendre le projet de la Commission et contre le vote dissident, José María Truchuelo a pris la parole et a souligné que l'idée de la nécessité de se déplacer à Mexico était fausse car l'*amparo* serait demandé depuis le lieu de résidence de la personne qui sent que ses garanties individuelles sont violentées :

> « Ce n'est pas exact, messieurs, ce que le député Jara vous a dit sur le fait que pour présenter une procédure d'*amparo*, la classe défavorisée devra se rendre à Mexico ; il n'en est rien. L'*amparo* s'interpose à l'endroit où réside l'individu dont les garanties individuelles ont été violées, et à la Cour suprême, on n'a pas du tout besoin de personnes, qu'elles soient pauvres ou riches ; parce que les procédures sont très claires et brèves, et pour la classe défavorisée il y a toujours des défenseurs commis d'office. » [467]

---

[465] Ibíd.
[466] Ibíd. P. 296.
[467] Intervention de José María Truchuelo, devant le Congrès constituant le 22 janvier 1917 dans *Diario de los debates del Congreso Constituyente 1916- 1917,* INEHRM, 2016. Tome III. P. 299.

Truchuelo a souligné qu'il s'agissait d'un procès constitutionnel qui renforçait les garanties individuelles, et que la Cour suprême était chargée de les faire respecter, raisons pour lesquelles il devrait être maintenu en tant que procès fédéral :

> « Lorsque les États promulguent une loi anticonstitutionnelle, les citoyens ont le droit de présenter une procédure d'*amparo* contre chaque acte concret qui mettrait à mal leurs droits. En déformant la procédure d'*amparo*, on restreint les bénéfices de notre Constitution, et on en vient à porter atteinte à nos institutions. » [468]

Pour ces raisons, il a estimé qu'avec la procédure d'*amparo* établie par le projet de la Commission, les bases étaient posées pour établir la justice dans le pays, et pour cette raison il a appelé au rejet du vote dissident :

> « Les articles du citoyen Premier Chef contenus dans ce projet sont ceux qui nous donnent une réglementation précise, exacte, libérale et parfaitement étudiée ; et si nous ne les acceptons pas maintenant, nous n'aurons rien fait pour jeter les nouvelles bases d'une justice tant attendue et nous nous exposerons à ce qu'un autre Congrès fasse ce qui a été fait à l'époque de la dictature de Porfirio Díaz : mutiler les garanties individuelles en créant un code réglementaire sans aucun principe conforme à la science, mais uniquement fait pour remplir une formalité. » [469]

Lorsqu'une confusion s'est produite quant à savoir s'il fallait lire l'avis de la Commission, le vote dissident ou le projet de Carranza, le Conseil de direction a indiqué que la procédure à suivre était de voter sur l'avis de la deuxième Commission. Pour ce faire, l'avis a été relu et ensuite le député José Natividad Macías, en prenant la parole, a rejeté les arguments du vote dissident de Medina et Jara contre la procédure d'*amparo* en matière civile et pénale, et les a accusés de vouloir surprendre l'assemblée, parce

[468] Ibíd. P. 300.
[469] Ibíd. P. 300.

qu'une fédération signifiait précisément renoncer à une certaine souveraineté, et que l'un des éléments qui devaient être maintenus dans la sphère fédérale devait être, en raison de son importance, la procédure d'*amparo* :

> « Nous avons ces deux vérités : la Constitution, dans la première section, déjà approuvée par votre souveraineté, le peuple mexicain accorde à tous les habitants de la République les garanties énumérées dans la première section ; et nous avons dans l'article 103 le fait que pour rendre effectives ces garanties, cette Constitution accorde aux tribunaux de la Fédération la faculté de connaître toutes les lois ou actes des autorités qui mettent à mal ces dispositions. » [470]

Quant à l'*amparo* en matière pénale, il a souligné qu'il pourrait y avoir des sentences de juges qui violenteraient les garanties individuelles, par exemple, dans le cas de la peine de mort lorsque la Constitution ne la permet pas. La procédure d'*amparo* devait donc évidemment être possible, et cela ne signifiait pas la violation de la souveraineté des États mais la protection des garanties individuelles. Il a affirmé que l'autre argument contre le projet était celui des mauvais agissements de la Cour suprême de justice, sous le gouvernement de Porfirio Díaz, puis il a demandé si les actions de la Cour étaient une raison suffisante pour retirer la procédure d'*amparo* :

> « Mais comment, parce que la Cour suprême de justice a abusé, parce qu'elle n'a pas respecté l'objet pour lequel elle a été instituée, nous allons lui retirer la procédure d'*amparo* en matière criminelle et civile ? Le Pouvoir exécutif de la nation ne l'a pas respecté non plus ; l'exécutif fédéral, loin d'être un gage de paix et de concorde, loin de rendre effectives les garanties, au lieu de respecter la souveraineté des États, a violé les garanties individuelles, a appliqué la loi « fuga » autant de fois qu'il l'a voulu, a répandu le sang partout, a privé de leur liberté des milliers de malheureux et les a maintenus en prison

[470] Intervention de José Natividad Macías, devant le Congrès constituant le 22 janvier 1917 dans *Diario de los debates del Congreso Constituyente 1916-1917*, INEHRM, 2016. Tome III. p. 304.

> pendant plusieurs années ; il a dépossédé tous ceux qui, malheureusement n'ont pas réussi à satisfaire les exigences des puissants convoitant leurs biens; et, parce que le pouvoir fédéral a fait tout cela, nous allons supprimer la Fédération ?... Non, messieurs ; nous allons faire de la Fédération un fait ; tous vos désirs visent précisément à rendre le pouvoir parfaitement organisé… » [471]

Il a souligné que lorsque la procédure d'*amparo* était possible à tout moment des procès, un abus était commis parce que cela suscitait des procès interminables, et que ces abus étaient éliminés avec le projet de Carranza, « de sorte que ce projet satisfait tous les besoins de la justice et toutes les exigences du peuple mexicain »[472], de telle sorte que la Cour n'interviendra que pour vérifier qu'il n'y ait pas de préceptes constitutionnels violés, « seule chose qui lui importe ». Il a rappelé que dans la deuxième loi sur l'*amparo* (1868), la Cour pouvait ouvrir des enquêtes, ce qui la faisait s'immiscer dans des thèmes autres que celui de l'*amparo*, ce qui était interdit dans le projet de Carranza, précisément pour que la Cour suprême ne puisse examiner que d'éventuelles violations des garanties individuelles. Enfin, il a souligné l'importance du fait qu'avec la proposition de Carranza, la procédure d'*amparo* puisse être réalisée par courrier, évitant ainsi le voyage à Mexico.

À la fin de la présentation de José Natividad Macías, le Conseil a demandé si la question avait été suffisamment discutée, ce à quoi la majorité a répondu que oui, et on a procédé au vote sur les articles 103 à 107 présentés par la deuxième Commission. L'article 107 a été approuvé avec 139 votes pour et 4 contre.

L'approbation de l'article 107 est extrêmement importante car, à partir de ce moment-là, les règles de la procédure d'*amparo* sont établies de manière détaillée au niveau constitutionnel. De plus, ces règles sont celles qui avaient été testées avec succès dans les différentes lois qui réglementaient l'*amparo* au XIX^{e} siècle, et en ce sens, ces règles sont le fruit des débats suscités après la positivisation de l'institution et la mise en pratique des différentes lois qui réglementaient la procédure d'*amparo* durant le XIXème siècle. En quelques mots, l'article 107 de la Constitution politique de 1917 a

[471] Ibíd. P. 902.
[472] Ibíd. P. 903.

condensé le débat juridique, politique et social sur la protection des droits de l'Homme au Mexique au XIX^{e} siècle.

Il est important de souligner la relation qui existe entre le concept de garanties individuelles approuvé par le Congrès constituant et les règles de l'article 107 sur la procedure d'*amparo*. Il s'agit d'une manière positiviste, comme on l'a déjà dit, d'envisager les droits de l'Homme, à travers laquelle les garanties individuelles ont été énumérées avec une grande précision afin qu'elles puissent être défendues dans un procès également établi selon des règles précises pour ne pas affecter le fédéralisme tout en garantissant le respect des droits de l'Homme au Mexique.

3. L'expression des débats sur la procédure d'*amparo* dans l'article 107 de la Constitution

Il est important d'observer la manière dont les débats sur la procédure d'*amparo* qui ont eu lieu au cours des premières décennies de constitutionnalisation de l'institution se retrouvent dans l'article 107 de la Constitution, approuvé par le Congrès constituant le 22 janvier 1917. On montrera ci-dessous la relation entre les propositions et débats sur l'*amparo* et le contenu approuvé dans l'article 107 de la Constitution. Afin d'éviter de copier des paragraphes de nouveau, cette relation est expliquée sous forme de liste :

- La sentence de la procédure d'*amparo* ne concerne que des individus particuliers, sans faire de déclaration générale sur la loi ou l'acte qui le motive. Cette règle est connue sous le nom de « Formule Otero » car elle a été proposée par Mariano Otero lors de son vote dissident au Congrès constituant de 1847. Cependant, cette formule était déjà établie depuis la Constitution de la République du Yucatán de 1841, à laquelle Manuel Crescencio Rejón a participé en tant que rédacteur principal. Le Congrès constituant de 1916-1917 a inscrit cette règle dans la première section de l'article 107 de la Constitution.

- Comme on le rappellera, les règles sur « l'*amparo* dans les affaires judiciaires » représentent l'un des débats les plus approfondis sur la procédure d'*amparo*. La deuxième loi réglementant l'amparo l'a interdite (1868), et la troisième l'a rétablie (1882). La réforme constitutionnelle de 1908 a établi qu'en matière judiciaire, la procédure d'*amparo* ne pouvait être présentée qu'à l'encontre de sentences définitives afin de ne pas entraver le travail des tribunaux. Emilio Rabasa, pour sa part, a largement expliqué en 1906 le problème d'origine à travers les règles contenues dans l'article 14 de la Constitution de 1857, qui ne faisait pas de distinction entre les procédures civiles et pénales. L'article 107 de la Constitution a repris tous ces débats et décisions dans les sections II, III, IV, V, VI, VII et VIII. Comme on peut le voir, les règles de « l'*amparo* dans les affaires judiciaires » ont été détaillées.
- Dès les premières procédures d'*amparo* précédant la publication d'une loi qui les réglementerait, les juges ont établi la pratique de demander un rapport à l'autorité sur l'accusation de violation de droits ou de garanties. La troisième loi réglementant l'*amparo* (1882) a établi comme obligatoire la remise d'un rapport à l'autorité judiciaire. Cette règle a été établie dans la section VIII de l'article 107.
- La troisième loi réglementant l'*amparo* (1882) a établi que la procédure d'*amparo* pouvait être demandée devant un juge qui ne correspondait pas au territoire où la violation s'était produite ou dans lequel se trouvait le demandeur, et qu'elle pouvait être réalisée devant un juge de la zone adjacente. Cela a été établi en raison de la possibilité qu'il n'y ait pas de juges sur le territoire où la violation avait lieu. Cette règle a elle aussi été établie dans la section VIII de l'article 107.
- A partir de la deuxième loi réglementant le procès d'*amparo* (1868), des sanctions ont été prévues pour les fonctionnaires publics qui violeraient les ordres d'un juge chargé d'analyser une procédure d'*amparo*. Ces sanctions ont été renforcées dans la troisième loi qui a réglementé l'institution (1882). Dans ce cas, la section X de l'article 107 a établi l'obligation pour le juge chargé de l'examen de la procédure d'*amparo* de notifier le ministère public de prendre en charge pénalement le fonctionnaire qui méconnaîtrait ses instructions. Par ailleurs, elle a obligé le juge à enquêter pour savoir si le fonctionnaire, en

ignorant l'ordonnance du juge, avait causé des dommages aux biens ou aux propriétés de la personne concernée, afin que le procès civil correspondant puisse être engagé. Les fractions XI et XII montrent également le durcissement des sanctions envers les fonctionnaires publics désobéissant au juge qui analyse la procédure d'*amparo*.

Comme on l'a observé au point précédent, l'article 107 résume et exprime les grands débats sur la pratique de la procédure d'*amparo* depuis sa naissance et au cours de son développement au XIX^{e} siècle.

4. La procédure d'*amparo* pendant la distribution agraire et la personnalité juridique des communautés agraires

Comme on le voit, l'article 107 de la Constitution de 1917 a condensé le débat sur la défense des droits de l'Homme à travers la procédure d'*amparo*. De plus, l'article 27 a accordé la personnalité juridique aux « *ejidos* » (propriétés agricoles collectives) et aux communautés agraires, ce qui leur a permis d'avoir accès au système de justice, aux tribunaux, et donc à la procédure d'*amparo*. De plus, l'article 27 a également déclaré comme nulles toutes les transactions de terres effectuées à partir de 1856 qui ont dépossédé les villages et communautés agraires et a ordonné la distribution agraire. Ces trois éléments ont changé la situation juridique des villages et des communautés agraires parce qu'ils ont obtenu une reconnaissance juridique, un accès à la justice et des politiques qui leur restituaient les terres qui leur avaient été arrachées.

Dès 1915, avec la loi agraire publiée par Venustiano Carranza, les politiques de distribution agraire ont commencé et la Constitution de 1917 a encouragé cette distribution avec plus de force. En ce sens, la politique post-révolutionnaire a été basée sur l'encouragement de la distribution agraire, de la restitution de la terre et de l'eau et de sa dotation aux villages qui en faisaient la demande. Cette politique était contraire à la politique d'expropriation promue tout au long de la seconde moitié du XIX^{e} siècle. Dès lors, après la reconnaissance légale que leur accorde l'article 27 de la Constitution

et la distribution agraire ordonnée par le même article, les *ejidos* et les communautés agraires demandaient des terres, et la procédure d'*amparo* est en réalité devenue une option pour les grands propriétaires qui se défendaient juridiquement de la distribution.

La chercheuse Sandra Kuntz souligne que l'article 27 établissait le droit à la dotation des terres et le droit à la restitution mais que le processus de dotation était plus simple car il suffisait de démontrer le besoin de terres et d'eau, alors que le processus de restitution signifiait démontrer la possession ou la propriété antérieure au processus d'expropriation [473] . Elle souligne également qu'un autre débat, postérieur à la Constitution de 1917, portait sur la question de savoir si la distribution agraire était une procédure administrative de l'exécutif ou un procès aux tribunaux, et que les deux voies ont été utilisées dans la recherche de dotation de terres ou de leur restitution.

Dans toutes ces procédures, les propriétaires des terres qui allaient être distribuées (c'est-à-dire ceux qui avaient accumulé des terres au cours de la seconde moitié du XIX^{e} siècle) ont utilisé la procédure d'*amparo* pour protéger leurs droits en tant que propriétaires, invoquant le fait qu'ils avaient acheté les terres, et expliquant également qu'ils les utilisaient pour la production agricole et qu'il ne s'agissait donc pas de terres inutilisées ou improductives. C'est pour cette raison que les groupes les plus radicaux du gouvernement considéraient la procédure d'*amparo* comme l'institution qui protège les grands propriétaires :

> « Le débat, comme on l'a suggéré précédemment, n'était pas seulement juridique, mais aussi politique. Les groupes agrariens et les secteurs les plus radicaux au sein du nouveau régime considéraient que la procédure d'*amparo* était le bastion que nos propriétaires terriens ont recouru pour freiner l'application de notre réforme agraire. » [474]

Kuntz souligne que cette situation a pris fin en 1932 lorsque le Congrès fédéral a réformé l'article 10 de la *Loi agraire du 6 janvier 1915* (loi préconstitutionnelle) dans le

[473] Kuntz Ficker, Sandra, *La reforma agraria durante los años veinte en los expedientes de la Suprema Corte de Justicia de la Nación,* Superma Corte de Justicia de la Nación, Méxique, 2012.
[474] Ibíd. P. 26-27.

but d'établir que la procédure d'*amparo* ne pourrait pas être utilisée contre la dotation ou la restitution de terres et d'eau aux communautés agraires et aux « ejidos » :

> « Art. 10. Les propriétaires concernés par des résolutions de rotation ou restitution d'« ejidos » ou d'eau, qui auraient été émises en faveur des villages, ou qui seraient prononcées à l'avenir, n'auront aucun droit ou recours légal ordinaire ou extraordinaire lié à la procédure d'*amparo*.
>
> Les personnes affectées par la dotation auront seulement le droit de s'adresser au gouvernement fédéral pour que l'indemnité correspondante leur soit versée. » [475]

Comme on peut le voir, la situation concernant la procédure d'*amparo* et la personnalité juridique des « ejidos » et des communautés a radicalement changé après la Constitution de 1917, parce que l'orientation des politiques était axée vers la distribution agraire, et pour cette raison, ceux qui avaient besoin de se défendre par voie judiciaire étaient les grands propriétaires. C'est pour cette raison que la procédure d'*amparo* a été un outil juridique qu'ils utilisaient pour éviter l'expropriation jusqu'à la réforme de 1932.

5. Le développement de l'institution s'est poursuivi

Comme on peut le comprendre, l'histoire de la procédure d'*amparo* ne s'est pas terminée avec la création d'un article spécifique à ses règles dans la Constitution politique de 1917, bien que ce fait ait marqué sa consolidation dans l'histoire juridique du Mexique. Cent ans plus tard, l'article 107 maintient, bien que réformées, les règles de la procédure d'*amparo*. Ce n'est pas l'objectif de ce travail de connaître le développement de cette institution au long du XX^{e} siècle, mais il convient cependant de noter que l'article est resté intact jusqu'en 1951, date à laquelle il a subi la première réforme constitutionnelle, puis en 1962 la seconde réforme. Jusqu'en mars 2021,

[475] Cité dans Kuntz, Ibíd. P. 28.

l'article a subi 18 réformes, dont la plus importante est celle de 2011, que l'on explique plus loin.

Bien entendu, la troisième loi qui a réglementé la procédure d'*amparo* (1881) était insuffisante face au nombre croissant de procédures d'*amparo* au sein du pouvoir judiciaire et face au renouvellement qu'ont impliqué la Constitution politique et la création d'un article spécifique sur la procédure d'*amparo*, l'article 107, et c'est pour ces raisons qu'une nouvelle loi d'*amparo* a été publiée en 1919.

Nous présenterons ci-après trois phénomènes qui montrent le développement de l'institution au XX^{e} siècle : l'expansion de l'*amparo* en dehors du Mexique, la proposition du Mexique à l'Organisation des Nations Unies (ONU) d'établir la procédure d'*amparo* dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme en 1948, la réforme constitutionnelle de 2011 et la Déclaration de la procédure d'*amparo* comme patrimoine documentaire de l'humanité par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) en 2015.

a. L'expansion de la procédure d'*amparo* en dehors du Mexique

Eduardo Ferrer Mac-Gregor, juriste mexicain et juge à la Cour interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH) de 2018 à 2019, s'est également chargé d'étudier la procédure d'*amparo* et a enquêté sur la portée de l'*amparo* en dehors du Mexique. Mac-Gregor soutient que la procédure d'*amparo* a été exportée et progressivement adaptée depuis sa création au Mexique dans plus de vingt pays et est devenue « le mécanisme le plus étendu de protection juridictionnelle des droits et libertés fondamentaux dans les pays d'Amérique latine, s'étendant progressivement en Europe et récemment en Afrique et en Asie, avec une portée et une efficacité similaires »[476].

Eduardo Ferrer Mac-Gregor souligne que l'expansion de la procédure d'*amparo* s'est faite par étapes, en commençant par l'Amérique centrale. Ainsi, entre 1886 et 1921, le Salvador, le Honduras, le Nicaragua, le Guatemala, le Panama et le Costa

[476] Mc Gregor Ferrer, Eduardo, «El *amparo* Iberoaméricano », dans *Revista Estudios Constitucionales*, Vol. 4, no. 2, novembre 2006, Pags. 39- 65, Centre d'études constitutionnelles du Chillo, Santiago, Chilli, Pág. 29.

Rica ont intégré l'*amparo* dans leur législation nationale. À ce stade, la première exportation de l'institution hors du continent se produit lorsqu'en 1931 on inclut dans la Constitution de la deuxième République espagnole le « recours d'*amparo* des garanties individuelles »; avec la guerre civile espagnole, l'*amparo* a éte élimié mais il a été rétabli dans la Constitution de 1978 :

> « Il faut souligner l'important travail de diffusion et d'influence du juriste mexicain Rodolfo Reyes Ochoa, dans la consécration de l'institution espagnole. Le recours d'*amparo* espagnol a été rétabli dans l'actuelle Constitution de 1978, correspondant exclusivement au Tribunal constitutionnel. » [477].

Selon Ferrer Mac-Gregor, la deuxième étape de l'expansion de la procédure d'*amparo* hors du Mexique s'est produite dans les années 50 et 60 du XX^{e} siècle, lorsqu'elle a été établie en Argentine, en Bolivie, en Équateur et au Paraguay, bien qu'il existe des antécédents dans les provinces argentines depuis les années 1920. Enfin, la troisième étape d'expansion de l'*amparo* se produit entre les années 60 et 90 du XX^{e} siècle et comprend le Pérou, le Chili, l'Uruguay, la Colombie, l'Andorre et la République dominicaine. L'institutionnalisation de la procédure d'*amparo* dans chacun de ces pays est passée par son propre débat national, avec la participation de ses juristes et membres du Congrès. C'est pour cette raison que même si ces procédures d'*amparo* ont des antécédents au Mexique, elles ont acquis des caractéristiques et des procédures particulières, fruits de débats et réflexions nationaux.

b. La procédure d'*amparo* à l'Organisation des Nations Unies

Avec la consolidation de la procédure d'*amparo* dans l'idée qu'elle était « meilleure » que l'*Habeas Corpus* anglais, figure à laquelle elle a toujours été comparée, le Mexique a présenté la proposition de l'inclure dans les déclarations des droits de l'Homme de l'après-guerre. Alberto Abád Suárez Ávila, chercheur de l'Université nationale autonome

[477] Ibíd. P. 54.

du Mexique, a fait des recherches sur les participations des représentants du Mexique devant les organismes internationaux pour en savoir plus sur l'élaboration de la proposition. Suárez Ávila souligne que lors de la Conférence interaméricaine sur les problèmes de la guerre et la paix de 1945, tenue à Mexico, le Mexique a proposé un système de protection des droits de l'Homme, proposition qui a été rejetée. Plus tard, dans l'élaboration de la Déclaration américaine des droits et devoirs de l'Homme sur laquelle on a travaillé en 1948 à Bogotá, et dans l'élaboration de la Déclaration universelle des droits de l'Homme élaborée à Paris la même année, le Mexique a insisté sur sa proposition sous la coordination de Jaime Torres Bodet, qui était secrétaire aux Relations étrangères. Suárez Ávila explique qu'au sein de l'équipe coordonnée par Torres Bodet se trouvait le juriste Pablo Campos Ortiz, qui a soutenu que si la Charte qu'était en train de créer l'Organisation des États américains (OEA) était un document constituant, il convenait d'établir dans ce document le droit à avoir une défense adéquate des droits de l'Homme, ce qui a fini par être inclus dans l'article 18 de la Déclaration américaine des droits et devoirs de l'Homme :

> « Article XVIII. Toute personne peut saisir les tribunaux pour faire valoir ses droits. De même, quiconque doit disposer d'une procédure simple et brève par laquelle la justice le protège contre des actes de l'autorité qui violent, à son détriment, l'un des droits fondamentaux consacrés par la Constitution. »[478]

La proposition a également été reflétée dans l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 signée à Paris :

> « Article 8. Toute personne a droit à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes contre les actes violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus par la constitution ou par la loi. » [479]

[478] Article XVIII de la *Déclaration américaine des droits et devoirs de l'Homme,* sur le site officiel de l'Organisation des États américains (OEA), lien : http://www.oas.org/es/cidh/mandato/Basicos/declaracion.asp Date de consultation: 1er avril 2021

[479] Article 8 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, sur le site officiel de l'Organisation des Nations Unies (ONU), lien : https://www.un.org/es/about-us/universal-declaration-of-human-rights Date de consultation : 1er avril 2021

Le chercheur Francisco Tortolero a expliqué les faits qui ont favorisé l'acceptation de la proposition mexicaine. Selon lui, en 1946, l'Organisation des Nations Unies a encouragé la création d'une charte de droits commune à tous les pays, dirigée par Eleanor Roosevelt. Comme il y avait, dans le bloc vainqueur de la Seconde Guerre mondiale, deux puissances aux positions politiques opposées, les négociations ont été complexes :

> « Les Alliés se battaient pour inclure l'Habeas Corpus, qui plaçait l'individu au centre, se défendant face à l'État. Le bloc communiste considérait que les droits ne pouvaient être compris si ce n'était pour les reconnaître à une collectivité (de paysans, d'ouvriers). C'était le cas depuis la Russie tsariste. »[480]

Selon Tortolero, c'est à ce moment-là que la représentation du Mexique a présenté une motion avec une proposition intermédiaire qui a été soutenue par les gouvernements d'Amérique latine. La proposition était la procédure d'*amparo*, parce qu'elle avait la capacité de défendre à la fois des sujets individuels et des sujets collectifs (syndicats et communautés agraires), puisqu'elle avait été établie de cette manière depuis la Constitution de 1917. Selon Abád Suárez, l'idée originale proposait d'instituer la procédure d'*amparo* dans les chartes mentionnées, mais compte tenu du refus de certains pays, la délégation mexicaine n'a pas obtenu la procédure d'*amparo* au sens strict, mais le droit à une défense pour les cas de violation en matière de droits de l'Homme ou de droits fondamentaux. Dans le cas de la proposition réalisée à Paris, elle a conduit à la création d'un séminaire par l'Organisation des Nations Unies (ONU), intitulé « Séminaire sur l'*amparo*, l'*Habeas Corpus*, et autres remèdes judiciaires pour la défense judiciaire des droits de l'Homme », également réalisé en 1948.

Quatre décennies plus tard, en 1995, la Cour suprême de justice de la Nation a créé les Maisons de la culture juridique sur l'ensemble du territoire national afin de dispenser une éducation à la justice aux personnes non spécialisées et de sauvegarder

[480] Tortolero Francisco, « El *amparo* mexicano es ahora patrimonio de la humanidad », dans *Journal numérique El informador,* 14 octobre 2015. Lien : https://www.informador.mx/Ideas/El-amparo-mexicano-es-ahora-patrimonio-de-la-humanidad-20151014-0242.html Date de consultation : 1 avril 2021.

les archives se trouvant au sein du pouvoir judiciaire de Mexico et des États de la république. Lors de la réalisation du processus de numérisation et de classement des documents, les chercheurs de la Cour suprême ont observé la valeur historique des documents conservés, notamment parce qu'à travers les procédures d'*amparo*, il est possible de savoir ce qu'étaient la justice et les droits de l'Homme aux XIX^{e} et XX^{e} siècles au Mexique.

Sur la base de cette reconnaissance, la Cour suprême de justice de la Nation a décidé en 2013 de soumettre les archives des demandes d'*amparo* à l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) en tant que « patrimoine documentaire de l'humanité ».

Après plusieurs années durant lesquelles les informations ont été organisées et analysées par le Comité de mémoire du monde de l'UNESCO, le 9 octobre 2015, ce Comité a déclaré la procédure d'*amparo* mexicaine « patrimoine documentaire de l'humanité ».

c. La réforme constitutionnelle de 2011

Au début de ce chapitre, on a expliqué la manière dont les droits de l'Homme ont été appréhendés comme « garanties individuelles » durant le Congrès constituant de 1916-1917, ce qui a impliqué le changement de nom du premier chapitre de la Constitution. Il s'agissait d'une manière positiviste voire même organiciste d'envisager la société et l'État typique de la fin du XIX^{e} siècle et du début du XX^{e} siècle. Souvenons-nous de l'explication du député José Natividad Macías citée au début du chapitre :

> « Le citoyen Premier Chef a cru que la section « Des garanties individuelles » était plus claire car, étant donné qu'il existe ces trois éléments, l'individu, la nation et le gouvernement, il y a des garanties individuelles qui voient l'individu, cet élément du droit constitutionnel que l'on appelle individu ; il y a des garanties sociales qui sont celles qui voient la nation, tout l'ensemble, tout le conglomérat d'individus ; et il y a des garanties constitutionnelles ou

> politiques, qui vont soit vers la structure, soit vers la combinaison du gouvernement lui-même. »[481]

Sur la base de cette explication, qui a été approuvée par le Congrès constituant, on a donc engendré un procès qui protégeait uniquement les « garanties individuelles » énumérées dans la Constitution politique. Comme on l'a dit, il s'agit d'une vision positiviste et limitée, surtout face au développement du droit international des droits de l'Homme fondé sur la Déclaration universelle des droits de l'Homme approuvée par l'Organisation des Nations unies (1948) et face au développement d'institutions régionales pour leur protection, dont l'Organisation des États américains (OEA). De plus, à partir des années 1960, les mouvements sociaux (féministes, écologistes, pour la diversité sexuelle) ont proposé et conquis de nouveaux droits dans d'autres pays, qui ont été très lentement incorporés dans la Constitution mexicaine. De cette manière, on a généré une liste limitée de garanties individuelles qui pouvaient être défendues par la procédure d'*amparo*.

Comme si cela ne suffisait pas, le Mexique a participé activement à la création des organismes et instruments internationaux, mais a refusé d'accepter qu'ils aient une plus grande importante sur le territoire mexicain, avançant l'argument de la souveraineté nationale et du principe de non-intervention, qui est connu comme la « Doctrine Estrada »[482]. Ainsi, lorsqu'une personne demandait l'*amparo* au pouvoir judiciaire parce qu'elle considérait qu'on violait un droit qui ne figurait pas dans la Constitution politique, mais dans un instrument international que le gouvernement mexicain avait signé, la résolution du tribunal fédéral qui analysait l'affaire rejetait généralement la procédure d'*amparo* parce que le droit ne se trouvait pas dans la Constitution politique.

Les chercheuses Natalia Saltalamacchia et Ana Covarrubias expliquent que le Mexique a généré une pression intense en 1969 contre la création de la Cour interaméricaine des droits de l'Homme. En d'autres termes, le Mexique a activement

[481] Intervention de José Natividad Macías, devant le Congrès constituant, le 1er décembre 1916 dans *Diario de los débates del Congreso Constituyente 1916-1917,* INEHRM, Tome 1, Mexique, 2017, P. 629.
[482] La « Doctrine Estrada » est le nom donné à la politique étrangère appliquée par le gouvernement mexicain à partir de 1930. Il s'agit d'une manifestation contre le fait que les gouvernements étrangers puissent avoir une opinion sur la légitimité ou non d'un gouvernement. C'est une doctrine qui a été utile au gouvernement mexicain pour se positionner sur le plan international et comme référence pour les relations diplomatiques en Amérique latine.

participé à la création de déclarations internationales et a même proposé la procédure d'*amparo*, mais s'est opposé à ce que les institutions internationales aient une quelconque ingérence dans les décisions internes de chaque pays, ce qui l'a amené à avoir des positions isolées dans les débats sur la protection des droits de l'Homme au sein de ces organismes. Selon Saltalamacchia et Covarrubias, cette contradiction est liée au fait que le gouvernement mexicain était inquiet d'une éventuelle ingérence des grandes puissances dans les affaires intérieures des pays les moins puissants.

La manière positiviste d'établir les garanties individuelles, ainsi que l'argument de la souveraineté nationale à travers la doctrine Estrada, ont conduit à ce que la procédure d'*amparo* et la Constitution politique des États-Unis mexicains aient pris du retard pendant plus d'un demi-siècle par rapport aux débats internationaux sur les droits de l'Homme, et que de manière interne le débat juridique se soit éloigné des discussions internationales.

Cependant, la baisse de la qualité de vie des Mexicains à partir de 1982, lorsque les politiques économiques liées à la mondialisation ont commencé à être appliquées, a provoqué une augmentation alarmante des violations des droits de l'Homme, ce qui a inquiété les organisations internationales des droits de l'Homme, ainsi que la naissance des premières organisations civiles dans les années 1990 dans le but de défendre les droits de l'Homme. Dès lors, à l'intérieur comme à l'extérieur, la pression s'est accrue pour que le Mexique accepte les recommandations internationales et les visites des rapporteurs de l'Organisation des Nations Unies en la matière. C'est dans ce contexte qu'en 1996, le gouvernement a invité pour la première fois la Commission interaméricaine des droits de l'Homme à effectuer une visite *in situ* et à émettre une opinion. Deux ans plus tard, en 1998, le Mexique a finalement accepté la compétence contentieuse de la Cour interaméricaine des droits de l'Homme.

La présence de l'armée dans les rues en 2007, suite à la déclaration de guerre contre le trafic de drogue par le gouvernement mexicain, a accru les violations des droits de l'Homme dans le pays, à un niveau qui a continué à alarmer la communauté nationale et internationale. Cette pression a finalement amené le Congrès de l'Union à analyser et à discuter en 2011 une réforme sur les droits de l'Homme et les garanties

individuelles, publiée le 10 juin et considérée comme la réforme la plus importante depuis 1917.

Tableau 67. Version originale de l'article 1 de la Constitution (1917)

Art. 1er. Aux États-Unis du Mexique, tout individu jouira des garanties accordées par la présente Constitution, qui ne pourront être restreintes ou suspendues, sauf dans les cas et sous les conditions qu'elle établit.[483]

Source: Constitution politique de 1917

L'importance de la réforme est qu'elle intègre les instruments internationaux en matière de droits de l'Homme que l'État mexicain a signés et les rend obligatoires, de sorte qu'un juge doit également les examiner au moment de prononcer une sentence. En ce sens, loin d'établir un catalogue de garanties, la réforme de 2011 reconnaît tous les droits établis dans la Constitution et dans les traités internationaux que le Mexique a signés et les rend obligatoires pour l'État mexicain et toutes ses institutions.

De plus, la réforme établit pour toutes les institutions publiques l'obligation de promouvoir et de respecter les droits de l'Homme. En ce sens, depuis la réforme de 2011, la manière de promouvoir les droits de l'Homme relève des principes d'universalité, d'interdépendance, d'indivisibilité et de progressivité. Ces principes ont été générés par le droit international des droits de l'Homme et le Mexique, malgré sa résistance pendant des décennies, a fini par les accepter. C'est la raison pour laquelle il n'y a pas eu de débat interne majeur à leur sujet dans cette réforme.

Tableau 68. Article 1 de la Constitution politique modifié le 10 juin 2021

Article 1. Au sein des États-Unis mexicains, toutes les personnes jouiront des droits de l'Homme reconnus dans la présente Constitution et dans les traités internationaux dont l'État mexicain fait partie, ainsi que des garanties pour leur protection, dont l'exercice ne pourra être restreint ou suspendu, sauf dans les cas et sous les conditions établis par la présente Constitution. Toutes les autorités, dans le cadre de leurs compétences, ont l'obligation de promouvoir, respecter,

[483] Version originale en espagnol: « Art. 1o. En los Estados Unidos Mexicanos, todo individuo gozará de las garantías que otorga la presente Constitución, las cuales no podrán restringirse ni suspenderse, sino en los casos y condiciones que ella misma establece ».

protéger et garantir les droits de l'Homme conformément aux principes d'universalité, d'interdépendance, d'indivisibilité et de progressivité. Par conséquent, l'État devra prévenir, enquêter, sanctionner et réparer les violations des droits de l'Homme, selon les termes établis par la loi.

L'esclavage est interdit aux États-Unis du Mexique. Les esclaves de l'étranger qui pénètrent sur le territoire national obtiendront, par ce seul fait, leur liberté et la protection des lois.

Toute discrimination fondée sur l'origine ethnique ou nationale, le genre, l'âge, les handicaps, le statut social, les conditions de santé, la religion, les opinions, les préférences sexuelles, l'état civil ou tout autre qui porte atteinte à la dignité humaine et a pour objet d'annuler ou de porter atteinte aux droits et libertés des personnes est interdite[484].

Source : Mexique, Journal officiel de la Fédération, 10 juin 2011.

Comme on peut l'observer dans la nouvelle version du premier article, l'interdiction de la discrimination a été ajoutée car elle porte atteinte à la dignité des personnes. En d'autres termes, selon la réforme, lorsqu'une personne est victime de discrimination, on l'empêche d'exercer ses droits humains. Une autre transformation importante de l'article est qu'il n'exclut pas le concept de garanties individuelles mais inclut plutôt les droits de l'Homme. Dans cette logique, en mars 2013, une nouvelle loi d'*amparo* a été publiée. Cette loi protège les droits de l'Homme des traités internationaux et ceux établis dans la Constitution.

[484] Version originale en espagnol : « Artículo 1o. En los Estados Unidos Mexicanos todas las personas gozarán de los derechos humanos reconocidos en esta Constitución y en los tratados internacionales de los que el Estado Mexicano sea parte, así como de las garantías para su protección, cuyo ejercicio no podrá restringirse ni suspenderse, salvo en los casos y bajo las condiciones que esta Constitución establece.

Las normas relativas a los derechos humanos se interpretarán de conformidad con esta Constitución y con los tratados internacionales de la materia favoreciendo en todo tiempo a las personas la protección más amplia.

Todas las autoridades, en el ámbito de sus competencias, tienen la obligación de promover, respetar, proteger y garantizar los derechos humanos de conformidad con los principios de universalidad, interdependencia, indivisibilidad y progresividad. En consecuencia, el Estado deberá prevenir, investigar, sancionar y reparar las violaciones a los derechos humanos, en los términos que establezca la ley.

Está prohibida la esclavitud en los Estados Unidos Mexicanos. Los esclavos del extranjero que entren al territorio nacional alcanzarán, por este solo hecho, su libertad y la protección de las leyes.

Queda prohibida toda discriminación motivada por origen étnico o nacional, el género, la edad, las discapacidades, la condición social, las condiciones de salud, la religión, las opiniones, las preferencias sexuales, el estado civil o cualquier otra que atente contra la dignidad humana y tenga por objeto anular o menoscabar los derechos y libertades de las personas ».

6. Autres débats autour de l'institution : originalité et limites

Pour conclure ce chapitre, il est important de signaler quelques débats qui tournent autour de l'institution de la procédure d'*amparo*, ce qui montre que son histoire continue de se construire, et qu'elle continue de susciter l'intérêt des historiens du droit. Il s'agit du débat sur l'origine de l'institution et du débat sur ses limites.

Le premier débat a été engendré en grande partie par un nationalisme exacerbé. À partir de l'idée que la procédure d'*amparo* est une institution « supérieure » à l'*Habeas Corpus* anglais, qui protège théoriquement toutes les garanties de toutes les personnes, un débat a surgi quant à savoir si l'auteur « intellectuel » de la proposition était Manuel Crescencio Rejón pour l'avoir rédigée au Congrès constituant de la République du Yucatán de 1841 ou Mariano Otero Mestas pour l'avoir présentée par le biais de son vote dissident au Congrès constituant de 1847. Les biographes des deux personnages ont débattu sur la paternité de l'institution, et les opposants de chacun d'entre eux ont utilisé leur biographie pour nier leur contribution à la construction de l'institution : alors que Manuel Crescencio Rejón a été accusé d'être séparatiste et qu'on a affirmé que sa proposition n'était pas pour le Mexique mais pour le Yucatán, on a reproché à Mariano Otero sa sympathie pour les *Polkos*, groupes séparatistes du Texas, comme on l'a indiqué dans le chapitre respectif. Actuellement, il a été reconnu que les deux personnages ont contribué à la construction et à la consolidation de l'institution. De plus, avec les découvertes d'Andrés Lira sur l'« *amparo* colonial », il était plus difficile de soutenir les hypothèses sur les auteurs intellectuels comme seules sources de la procédure d'*amparo*. Actuellement, il est reconnu que les deux membres de Congrès constituants ont contribué à la construction de l'institution, mais que de nombreux autres facteurs, antécédents, influences et débats ont contribué à la consolidation de la procédure d'*amparo*, comme on l'a vu dans les chapitres précédents.

Le deuxième débat qui a surgi autour de l'institution porte sur ses limites. Comme on l'a souligné, la Constitution de 1917 a accordé la personnalité juridique aux « ejidos », aux communautés agraires et aux syndicats, et dans cette perspective, on

peut souligner que « la procédure d'*amparo* a été collectivisée[485], car les groupes sociaux ont pu s'en servir pour défendre leurs droits. Comme les entreprises ont toujours eu une personnalité juridique (personnes morales), elles sont devenues des sujets de droits et ont donc également pu recourir à la procédure d'*amparo*. C'est la raison pour laquelle, dès la Constitution de 1917, les collectifs dotés de personnalité juridique ont pu recourir à la procédure d'*amparo*. Cependant, compte tenu de la logique positiviste de l'époque, cela ne pouvait être accordé que lorsque les « garanties individuelles » contenues dans la Constitution étaient considérées comme mises à mal, et par conséquent jusqu'à la réforme de 2011, cela n'était d'aucune utilité pour les nouveaux droits qui naissaient des grandes déclarations des droits de l'Homme publiées après la Seconde Guerre mondiale, ni à l'émergence de nouveaux droits après les mouvements sociaux des années 60 du XXème siècle. En théorie, la réforme de 2011 a été mise à jour pour inclure ces droits dans le cadre juridique mexicain et l'institution de la procédure d'*amparo* a été maintenue pour les défendre.

Comme on peut l'observer au long du chapitre, la manière dont on a établi la défense des droits de l'Homme au XX^{e} siècle au Mexique a été déterminée par les débats juridiques de la fin du XIX^{e} siècle, qui ont été fortement influencés par la pensée positiviste de l'époque. Ainsi, les garanties individuelles énumérées dans la Constitution ont bénéficié de la procédure d'*amparo* pour être défendues ; cependant, dans le contexte international, le débat sur les droits de l'Homme a subi des transformations importantes qui n'ont pas été envisagées par le système juridique mexicain tout au long du XX^{e} siècle, ce qui a signifié un dépassement de la conception des garanties individuelles tout comme de la procédure d'*amparo*. La réforme de 2011 a actualisé ces idées et par conséquent la procédure d'*amparo* a retrouvé sa vigueur en tant qu'institution de défense des droits de l'Homme, désormais appelés droits humains.

[485] Lira, Andrés, *« La Constitución de 1917 y la transición del individualismo al colectivismo jurídico »,* Conférence au Collège National, 30 août 2017. Conférence en ligne : https://www.youtube.com/watch?v=QqxhNRtjz5I Date de consultation : 1er avril 2021.

Conclusions

Depuis le début de la guerre d'Indépendance en 1810 et jusqu'à la première Constitution libérale de 1857, on observe une série d'efforts pour doter le Mexique d'une Constitution politique qui donnerait forme à ses institutions en tant que nation indépendante. Ces efforts sont le produit d'importants débats juridiques et politiques qui étaient fortement liés aux grands débats autour du constitutionnalisme des nations les plus avancées de l'époque. On observe ainsi la présence, dans les débats constitutionnels, des expériences de l'Espagne, avec la Constitution de Cadix, de la France, avec ses Constitutions et ses déclarations sur les droits de l'Homme, et des États-Unis, avec l'idée du fédéralisme. Il est par ailleurs important de noter que depuis le projet constitutionnel de 1813 intitulé *Elementos Constitucionales* (*Éléments constitutionnels*) de l'indépendantiste Ignacio López Rayón, l'idée d'établir l'*Habeas Corpus* anglais, ou une autre figure similaire de protection de la liberté, est présente. Comme le soulignait Carlos Garriga, à cette époque les anciennes normes juridiques étaient en vigueur et on n'avait pas encore terminé d'institutionnaliserles nouvelles normes juridiques[486].

Sans nul doute, l'instabilité politique de la première moitié du XIX^{e} siècle a été l'une des principales difficultés pour consolider les institutions et rendre les Constitutions politiques permanentes ; néanmoins, au cours des divers projets constitutionnels les droits de l'Homme sont apparus de manière de plus en plus importante, depuis les projets révolutionnaires comme les *Elementos Constitucionales* (*Éléments constitutionnels*, en français) de 1813 qui proposaient d'établir l'*Habeas Corpus* comme institution protectrice de la liberté. Ils apparaissent également dans *Sentimientos de la Nación* (*Sentiments de la nation*), écrit la même année par José María Morelos y Pavón, dans l'idée de la liberté et de l'interdiction de l'esclavage, qui figure dès lors dans tous les documents constitutionnels, dont la Constitution politique de 1917.

La *Constitution de 1824* et les *Sept lois constitutionnelles* de 1836 font peu référence aux droits de l'Homme, mais ces derniers apparaissent fortement dans la

[486] Garriga Carlos, “Presentación”, en Garriga (coordinateur), *Historia y Constitución. Trayectos del constitucionalismo hispano*, Instituto Mora, Mexique, 2010.

Constitution de la République du Yucatán de 1841 où on présente pour la première fois une liste de droits et une manière de les défendre : la procédure d'*amparo*. Cette procédure deviendra une institution pour l'ensemble du territoire national durant le Congrès constitutif de 1846-1847, et grâce au vaste débat juridique, politique et philosophique suscité au sein du Congrès constitutionnel de 1856-1857, la procédure sera complétée par une déclaration exhaustive des droits de l'Homme, établie dans le premier chapitre de la Constitution de 1857. C'est pour cela qu'à partir de ce moment-là, la procédure d'*amparo* ainsi que la déclaration des droits de l'Homme ont été placées à un haut niveau de la hiérarchie des normes du Mexique. Durant le Congrès constitutionnel de 1856-1857, les députés ont précisé les règles de la procédure d'*amparo* et ont évoqué l'importance d'une loi spécifique pour la réguler, qu'ils ont eux-même proposé de rédiger. Par manque de temps, ils n'ont pas réussi à la rédiger car il ne restait que peu de jours avant la clôture du Congrès constitutionnel. Cette tâche est donc restée en suspens et a été achevée par divers congrès ordinaires instaurés après l'entrée en vigueur de la Constitution de 1857.

Un demi-siècle plus tard, le Congrès constitutionnel de 1916-1917 a travaillé dans le but de réformer la Constitution de 1857. En ce sens, il s'est chargé de préciser et d'améliorer la déclaration des droits de l'Homme, d'inclure les droits sociaux des groupes qui avaient participé à la révolution et il a créé un article spécifique avec les règles de la procédure d'*amparo* : l'article 107 de la Constitution. On peut affirmer que dans le cadre de ces précisions, le concept de *droits de l'Homme* est devenu celui de *garanties individuelles*, que la rédaction sur la liberté de la presse a été adaptée et qu'on a séparé les procédures judiciaires civiles des procédures judiciaires pénales, dans l'article 14 de la Constitution. On a également amélioré les articles sur les droits des personnes impliquées dans des procédures pénales. Toutes ces améliorations et précisions sont le fruit des débats juridiques et pratiques qui se sont suscités lorsque les institutions ont commencé à fonctionner de manière plus stable durant ce qu'Héctor Fix-Zamudio a nommé *la première modernisation juridique*[487]. De plus, le Congrès constitutionnel ayant inclus les secteurs qui avaient participé à la Révolution mexicaine,

[487] Fix-Zamudio, Héctor, « La primera modernización jurídica », dans Avila, Castellanos et Hernández, (coord.) *Porfirio Díaz y el derecho. Balance crítico,* UNAM, Mexique, 2016.

il a ouvert la voie à la mise en place des « droits sociaux », c'est-à-dire, les droits des travailleurs et ceux des villages et communautés agricoles. Parmi les avancées les plus importantes, on trouve l'octroi de la personnalité juridique, c'est-à-dire, la reconnaissance juridique pour se présenter devant un juge non pas en tant qu'individus, mais en tant que groupe d'individus partageant le même intérêt, qu'il soit une propriété collective agricole (appelée *ejido*), une communauté agricole ou un syndicat. Ce Congrès constitutionnel a également apporté des précisions sur la relation entre l'Église et l'État, retirant aux églises le droit de participer à l'éducation (dans l'article 3) ainsi que leur personnalité juridique (dans l'article 27) et il a créé un article spécifique sur les règles de fonctionnement des institutions religieuses, l'article 130.

Comme on l'a souligné, les députés ont créé, au cours de ces débats constitutionnels, la procédure d'*amparo* comme instrument de protection des droits de l'Homme. Bien qu'ils aient gardé à l'esprit l'*Habeas Corpus* anglais, il faut dire qu'au Yucatán en 1841 et dans tout le pays à partir de 1847, il a été considéré comme une institution insuffisante pour la réalité mexicaine et c'est pour répondre à ces besoins qu'on a élargi la formule de l'*Habeas Corpus* qui protège la liberté de la personne, vers une protection de tous les droits de l'Homme. Ainsi, l'*Habeas Corpus* est mentionné dans *Elementos Constitucionales* (*Éléments constitutionnels*) d'Ignacio López Rayón (1813), dans l'exposé des motifs de la Constitution du Yucatán de 1841, dans les débats du Congrès constitutionnel de 1847, durant le Congrès constitutionnel de 1856-1857 ainsi qu'au cours du Congrès constitutionnel de 1916-1917. Bien entendu, inscrire dans la Constitution l'institution de la procédure d'*amparo* n'a pas été suffisant, puisqu'elle a présenté au cours de sa pratique quotidienne de multiples problèmes qui ont conduit à ce qu'elle soit redéfinie constamment par le biais des lois sur l'*amparo* qui ont été publiées au XIX^{e} siècle et qui ont été condensées avec la création d'un article spécifique : l'article 107 de la Constitution.

Il est important d'observer que la procédure d'*amparo* est devenue une institution de plus en plus utilisée par les Mexicains, parfois même de manière excessive, raison pour laquelle on a cherché, dans les débats qui ont eu lieu pour la réguler et la préciser, à la limiter sans affecter le droit des personnes à se défendre dans le cas où il existerait une possible violation de leurs droits de l'Homme.

Comme on l'a montré à travers les exemples présentés dans le chapitre VI, l'usage social de la procédure d'*amparo* au XIX^{e} siècle reflète les conflits entre une société traditionnelle aux relations sociales héritées de la vice-royauté et la configuration d'une société qui était vue, depuis la Constitution et par ses élites, comme une société constituée par des individus libres. Ainsi, la majorité des procédures d'*amparo* trouvées dans le Centre de documentation et d'analyse de la Cour Suprême de Justice de la Nation sont liées à la violation de la liberté des personnes par divers actes d'autorité, mais en particulier à cause de la « gleba » (interventions militaires visant à obliger les ouvriers, les paysans et les jeunes hommes à intégrer les forces armées). Néanmoins, comme on l'a observé dans le chapitre, les recours d'*amparo* se présentaient contre tout type d'autorité (du pouvoir exécutif, du pouvoir législatif et du pouvoir judiciaire) et en matière fiscale, administrative mais aussi pénale, ce qui montre l'usage social étendu de cette institution. On peut voir dans les archives que l'institution a été utilisée par des hommes et par des femmes, mexicains et étrangers, qui se présentaient souvent au nom d'une autre personne qui ne pouvait pas le faire car elle était en état d'arrestation, ne savait pas écrire ou parce que la distance entre son lieu d'habitation et l'endroit où se trouvait le tribunal compliquait le fait qu'elle en fasse la demande personnellement. La diversité des recours d'*amparo* trouvés montre les efforts d'une société pour défendre ses droits face aux actions de dirigeants qu'elle jugeait injustes et allant à l'encontre de ses droits de l'Homme. C'est pourquoi les archives de ces recours, conservées par la Cour Suprême de Justice de la Nation, sont d'une grande valeur historique et sociale.

Comme on l'a observé au cours des chapitres de ce travail, les députés de divers congrès constitutionnels ont participé à la définition de ce qu'est une procédure d'*amparo* et ont ainsi afiné et amélioré cette institution. S'il est vrai que l'on considère Manuel Crescencio Rejón et Mariano Otero Mestas comme ses créateurs, il faut reconnaître que les députés des congrès constitutifs en ont amélioré les principes et ont développé des règles plus claires pour son usage, jusqu'à la rédaction de l'article 107 de la Constitution politique de 1917.

Néanmoins, la notion de « procédure d'*amparo* » existait déjà avant les congrès constitutionnels. Les recherches d'Andrés Lira démontrent que durant la période

coloniale il existait une demande de protection contre les abus à laquelle les villages et communautés autochtones ont eu recours. Cela signifie que la notion de « procédure d'*amparo* » ou de « protection » était présente depuis la période de la vice-royauté et que les congrès constitutionnels ont en fait réaffirmé l'institution en pensant à une institution similaire à celle de l'*Habeas Corpus* anglais, mais capable de défendre d'autres droits de l'Homme, autres que celui de la liberté.

Dès lors, la procédure d'*amparo* a été une institution très importante pour le système politique mexicain et très utile pour les Mexicains qui souhaitent défendre leurs droits face à des abus des pouvoirs publics. Néanmoins, la formule qui a été établie dans la Constitution de 1917 par le biais du concept de *garanties individuelles* a été le fruit des influences positivistes de l'époque. Cela a provoqué une prise de retard de cette institution par rapport aux débats internationaux en matière de droits de l'Homme ; c'est pour cela qu'il est devenu impossible de la maintenir en plein XXI^{e} siècle, en particulier face à la diminution de la qualité de vie des Mexicains, conséquence de la mise en place des politiques de mondialisation néolibérale.

Pour comprendre les droits de l'Homme aux XIX^{e} et XX^{e} siècles au Mexique, il faut connaître la transformation conceptuelle de *droits de l'Homme* en *garanties individuelles*. En ce sens, on peut affirmer qu'une conceptualisation positiviste, fruit de la première modernisation juridique, a provoqué que l'on commence à les appeler *garanties individuelles* après la révolution mexicaine et la Constitution de 1917.

Au Mexique, la procédure d'*amparo* est une institution très importante; son histoire est pourtant méconnue, et c'est pour cela que l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) a décidé que le fond documentaire de la Cour Suprême de Justice de la Nation, qui contient les procédures d'*amparo* présentées durant le XIX^{e} siècle, serait déclaré patrimoine documentaire de l'humanité. Cette histoire extraordinaire a également été masquée par les principes juridiques qui ont donné à la Constitution politique de 1917 un contenu social.

Il convient de souligner que la Constitution politique de 1917, qui réforme celle de 1857, reflète largement les débats du constitutionnalisme de la seconde moitié du XIX^{e} siècle et les problèmes suscités par l'exportation des idées libérales vers un pays comme le Mexique, qui possédait des relations sociales qu'on ne saurait qualifier, à

proprement parler, de « libérales ». Elle reflète également le souci, de la part des députés constitutionnels, de transformer la réalité sociale. Ces préoccupations se sont matérialisées dans des articles constitutionnels, en particuliers ceux qui sont liés aux droits sociaux des ouvriers, des paysans et des communautés agricoles. Les « votes particuliers » sur les inégalités sociales des députés Ignacio Ramírez, le « Nigromante », et Isidoro Olvera au sein du Congrès constitutionnel de 1856-1857, ont montré l'importance de ne pas seulement prendre en compte les grandes institutions des nations considérées comme les plus avancées du monde, mais d'observer également la réalité sociale nationale, pour que la Constitution puisse être légitime et perdurer, ce qui sera finalement le cas de la Constitution politique de 1917, qui octroie la personnalité juridique et des droits aux communautés agricoles, aux propriétés collectives agricoles (appelées « ejido ») et aux syndicats de travailleurs dans les articles 27 et 123.

Le Congrès constitutionnel de 1856-1857 résume en grande partie les grands débats politiques de la première moitié du XIX^{e} siècle. Au cours d'une année, le Congrès constitutionnel s'est chargé d'arranger les démarcations territoriales des États, d'établir une charte exhaustive des droits de l'Homme et d'organiser les compétences et le fonctionnement des pouvoirs publics. En établissant le fédéralisme, il a tâché d'en fixer les règles : ce qui correspondait au gouvernement fédéral et ce qui correspondait aux gouvernements des États. Il a également établi les règles de la division des pouvoirs en soulignant ce qui revenait au pouvoir exécutif, au pouvoir législatif et au pouvoir judiciaire. En ce sens, on peut considérer qu'il s'agit d'un grand débat national, bien entendu, entre les élites intellectuelles et politiques de l'époque, qui a représenté l'opportunité d'institutionnaliser le pays, et de permettre que les codes et les lois commencent à être publiées, à fonctionner et à se réformer de manière plus continue.

Les réformes de la Constitution de 1857 peuvent être divisées en deux moments. Le premier, depuis sa publication jusqu'à l'arrivée de Porfirio Díaz au pouvoir en 1877, réformes qui ont continué à préciser les limites des territoires entre les États de la fédération et ont octroyé aux lois de réforme une valeur constitutionnelle. Avec l'arrivée de Porfirio Díaz au pouvoir, et la stabilité politique et sociale qu'elle a apportée, la *première modernisation juridique* du pays, comme l'a appelée Héctor Fix-Zamudio, s'est produite. Cette *première modernisation juridique* a généré des réformes

constitutionnelles en matière de droits de l'Homme qui ont apporté des précisions ou amélioré la rédaction de la Constitution de 1857 ainsi qu'une réforme constitutionnelle pour essayer de corriger les problèmes qui existaient dans la pratique de la procédure d'*amparo*. Ce processus de modernisation juridique et l'espace de débat qui s'est ouvert durant la seconde moitié du XIX^{e} siècle ont conduit à la création de propositions de réforme qui ont été étudiées par le Congrès constitutionnel de 1916-1917. En ce sens, la Constitution de 1917 n'est pas une Constitution radicalement différente de celle de 1857. Sur le principe, puisque la tâche du Congrès constitutionnel de 1916-1917 a été de réformer la Constitution de 1857, mais aussi parce qu'elle a repris beaucoup de débats suscités alors qu'elle était en vigueur : les lois de réforme dans l'article 130, la séparation des procédures civiles des procédure pénales dans l'article 14 (qui est basé sur l'analyse réalisée par Emilio Rabasa), les règles de la procédure d'*amparo* dans un article spécifique, l'article 107, et une partie des idées des études sur la répartition inéquitable de la propriété de la terre, la plus emblématique d'entres elles étant *Los grandes problemas nacionales* (*Les grands problèmes nationaux*,) d'Andrés Molina Enríquez, dans l'article 27 de la Constitution.

Le thème de la justice est fondamental dans les réformes de la Constitution durant le Congrès de 1916-1917. N'oublions pas que les causes des soulèvements populaires de la révolution qui a débuté en 1910 ont été les actions que les villages, communautés agraires et syndicats ont considérées injustes, comme l'était la spoliation de leurs terres et les conditions de travail dans les grandes exploitations agricoles appelées « haciendas ». De plus, la Constitution de 1857 n'octroyait pas la personnalité juridique à ces groupes sociaux, ce qui empêchait que leurs revendications de justice puissent être résolues devant les tribunaux. En ce sens, il faut s'intéresser à trois réformes adoptées par la Congrès de 1916-1917 liées à l'administration de la justice : 1) on a octroyé la personnalité juridique aux communautés agricoles, aux propriétés collectives agricoles (appelées « ejidos ») et aux syndicats, ce qui leur a donné le droit de se présenter à un procès, en tant que sujet collectif, et cette personnalité juridique est devenue un instrument particulièrement utile dans les procédures d'*amparo* pour défendre leurs droits ; 2) le système de justice pénale a été réformé pour préciser les droits de ceux

accusés d'avoir commis un délit ainsi que pour limiter le champ d'action des autorités, et 3) on a établi un article spécifique sur les règles de la procédure d'*amparo*.

C'est pour cela qu'il est important de noter que bien que la Constitution de 1917 soit en réalité une version remaniée de la Constitution de 1857, cette dernière possède également un lien étroit avec la Constitution de 1824. Il faut d'ailleurs se souvenir que le 25 août 1856, le député constitutionnel Guillermo Arriaga a présenté un tableau comparatif de ce qui était débattu au sein du Congrès et de ce qui apparaissait dans la Constitution de 1824. En ce sens, on peut souligner non seulement le lien étroit entre la Constitution de 1857 et celle de 1917, mais aussi de ces deux Constitutions avec celle de 1824. On ne peut oublier de mentionner, au sujet des débats des Congrès constitutionnels, la Constitution de la République du Yucatán de 1841 et l'Acte fédéral de réformes de 1847. En ce qui concerne la Constitution du Yucatán, non seulement pour l'institutionnalisation de la procédure d'*amparo*, mais aussi pour l'ensemble des nouveautés institutionnelles qu'elle a présentées et qui ont été reprises au niveau national en 1847 : le procès politique, la responsabilité des fonctionnaires publics, le renforcement du pouvoir judiciaire pour qu'il puisse défendre les garanties individuelles et l'élimination de la juridiction, entre autres. Ces idées ont été reprises au cours du Congrès de 1846-1847, tant par Manuel Crescencio Rejón que par Mariano Otero Mestas, et ont conduit à la publication de l'Acte de réformes de la même année. Cela démontre que la Constitution de 1917 reprend les grands débats juridiques du XIX^{e} siècle.

S'il est vrai que le Congrès de 1916-1917 a travaillé sur les réformes de la Constitution de 1857, on a considéré que le fruit de son travail est une nouvelle Constitution car elle est la base d'un nouveau système politique en vigueur dès la Révolution mexicaine. L'une des caractéristiques de la Constitution de 1917 est d'être restée le plus longtemps en vigueur dans l'histoire du Mexique. D'ailleurs, malgré ses 243 décrets de réforme, elle reste en vigueur[488]. Cela signifie qu'elle a perduré durant la consolidation de l'État post-révolutionnaire (1917-1939), durant le développement des politiques de l'État interventionniste et développementaliste (1940-1982) et durant la transformation politique et économique de la période de mondialisation contemporaine

[488] Au 4 février 2021.

(1982-). La Constitution de 1917 reprend les vertus de la Constitution de 1857, en particulier le débat sur les droits de l'Homme et les garanties individuelles, qui ont été placés, du moins dans les déclarations, à un niveau hiérarchique très élevé dans la structure normative du pays. Néanmoins, ce que fait le Congrès de 1916-1917, c'est apporter des précisions aux formules juridiques qui avaient représenté le plus de problèmes dans leur application au cours du demi-siècle durant lequel la Constitution de 1857 a été en vigueur.

Au-delà des vertus et des défauts de la Constitution de 1857, il faut dire qu'elle n'a pas inclus nombre de problèmes sociaux de la société mexicaine, notamment l'inégalité dans la propriété des terres et le manque de droits pour les travailleurs, contre lesquels Ignacio Ramírez, le « Nigromante », et Isidoro Olvera mettaient en garde dans leurs votes particuliers. En ce sens, l'une des vertus de la Constitution de 1917 est d'avoir reconnu les grands problèmes sociaux et d'avoir tenté de les résoudre de diverses manières juridiques : elle a octroyé des droits aux travailleurs (article 123), a proposé d'inculquer une éducation publique et laïque à l'échelle de l'ensemble du territoire national (article 3) et a essayé de résoudre les problèmes des villages et communautés agricoles par le biais du principe de la propriété originelle, de la répartition agricole et de la récupération des ressources naturelles susceptibles d'être exploitées par l'État (article 27). Par ailleurs, elle a octroyé la *personnalité juridique* aux villages et aux communautés agricoles pour se présenter à un procès en tant que sujet collectif, l'a interdit aux institutions de culte (articles 27 et 130) et l'a limitée pour les sociétés de crédit (article 27). Elle a également obligé les étrangers à reconnaître le droit mexicain en ce qui concerne la propriété (article 27). Il s'est agi d'une ingénierie institutionnelle autour de la propriété qui a cherché à résoudre les problèmes sociaux et qui a permis de grandes transformations structurelles.

La formule juridique de la « propriété originelle » de l'article 27 a permis que deux décénies plus tard, en 1938, on décrète l'expropriation pétrolière, sous la présidence de Lázaro Cárdenas et avec la rédaction de Francisco J. Mújica, qui a été Président de la Première commission de réforme du Congrès constitutif de 1916-1917 et qui est considéré comme l'un des leaders de ceux qu'on appelait les *jacobins*. Lorsque Lázaro

Cárdenas a été accusé d'être « communiste » à cause de l'expropriation du pétrole, il a d'ailleurs répondu qu'il ne faisait que respecter la Constitution de 1917[489].

En octroyant la *personnalité juridique* aux villages, communautés et syndicats, elle leur a donné la capacité de se présenter devant un juge pour exiger ce qu'ils considéraient comme leurs droits, non pas de manière individuelle mais en tant que village ou communauté. Par conséquent, à partir de 1917, ils ont également pu présenter un recours d'*amparo* devant la justice fédérale, lorsqu'ils considéraient que leurs droits, désormais établis dans la Constitution, étaient violés. Le fait d'avoir permis que les villages, communautés agricoles et syndicats aient accès à la justice à travers les tribunaux a engendré une voie institutionnelle pour résoudre leurs conflits et donc restaurer la paix dans le pays après la Révolution débutée en 1910.

Comme on l'a souligné, Venustiano Carranza a proposé un article spécifique avec les règles de la procédure d'*amparo* et il n'y a pas eu de débat plus approfondi sur ce thème au sein du Congrès. La proposition a été acceptée parce que les règles proposées par Carranza résumaient en réalité le débat sur la pratique de la procédure d'*amparo* depuis qu'on avait commencé à utiliser cette institution. Ainsi, les réflexions de Luis I. Vallarta sur cette procédure et d'Emilio Rabasa sur l'article 14 de la Constitution et son interprétation, ainsi que la mise en œuvre des trois lois sur l'*amparo* qui ont été en vigueur au XIX^{e} siècle, ont trouvé leur expression dans l'article 107 de la Constitution.

Venustiano Carranza a convoqué le Congrès pour réformer la Constitution de 1857, et a donc limité son travail à deux mois, d^{u} 1^{e} décembre 1916 au 31 janvier 1917. C'est pour ces raisons que lorsque la Constitution a été publiée, elle l'a été sous le nom de « Constitution politique des États-Unis mexicains qui réforme celle du 5 février 1857 », ce qui a provoqué un débat sur sa légitimité et sa légalité, et l'on débattait par ailleurs sur le fait de savoir s'il s'agissait de la même Constitution ou d'une autre. Certains juristes, comme Emilio Rabasa durant son exil aux États-Unis, l'ont considérée comme une Constitution « illégitime » qui ne respectait pas la propriété privée de par le contenu de l'article 27. Le débat s'est amoindri lorsqu'un consensus a été trouvé : il s'agissait

[489] Tello, Carlos, *Sobre la desigualad en México,* UNAM, Mexique, 2010.

d'une Constitution résultant d'une révolution, la Révolution mexicaine, ce qui a conduit à ce qu'on lui ajoute une composante sociale. En ce qui concerne sa légitimité, l'argument a perdu du terrain car ceux qui la contestaient s'étaient en général exilés, et ceux qui ont fait valoir leurs droits, les villages, communautés, travailleurs et syndicats, lui ont donné sa valeur juridique et sociale en la considérant comme la Constitution politique légitime de l'État mexicain.

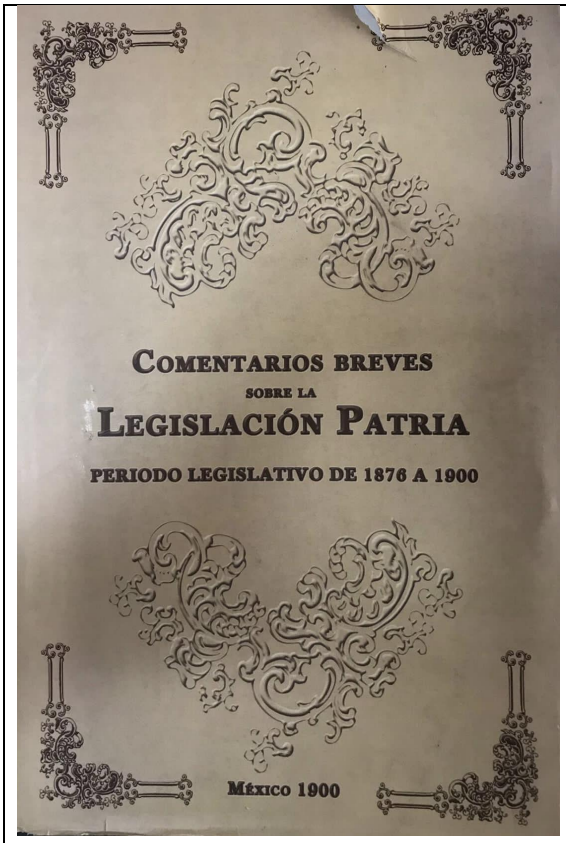
Comme on l'a observé dans ce travail, la procédure d'*amparo* est née, s'est développée et consolidée comme une institution exceptionnelle pour la défense des droits de l'Homme dans le contexte des débats constitutionnels du Mexique indépendant. Malgré la méconnaissance de son histoire, elle aura deux siècles d'existence d'ici quelques décennies, et l'histoire critique du droit est très importante pour connaître la manière dont on a délimité et précisé cette institution.

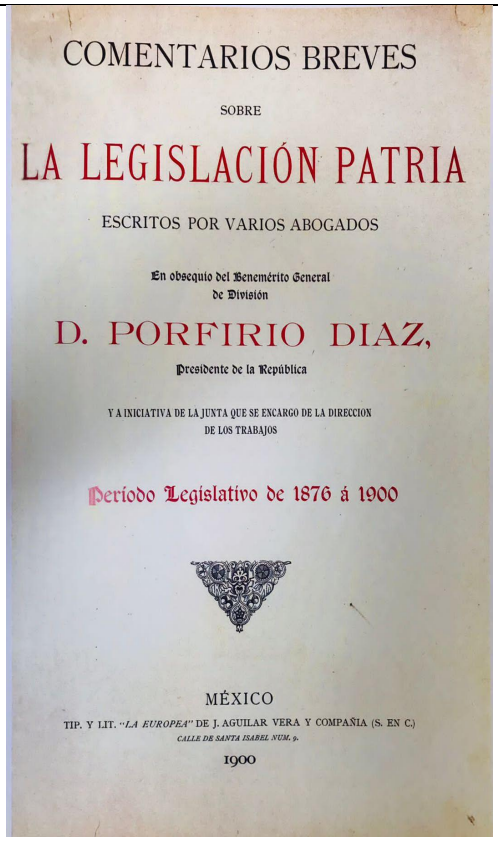
Anexo 1. Imágenes referidas

A lo largo del trabajo se hizo referencia a algunas imágenes de los libros que contenían los debates jurídicos y los amparos presentados a lo largo del siglo XIX y que fueron revisados en su respectivo capítulo. A continuación se presentan las imágenes con un breve comentario de su contenido. También aparece una fotografía del *petit comité* que redactó las propuestas de artículos 27 y 123 durante el Congreso Constituyente de 1916- 1917.

1. Comentarios breves sobre la legislación patria

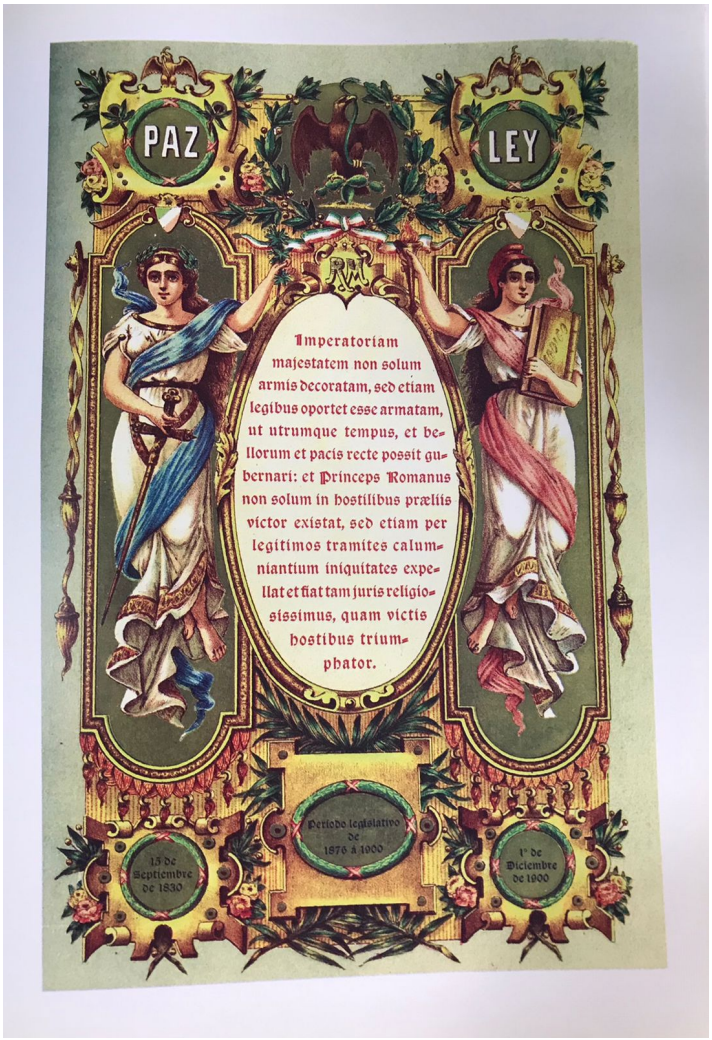
En el capítulo IV se explicó el contenido de un libro que diversos juristas elaboraron como regalo para el Presidente Porfirio Díaz. Del lado izquierdo puede apreciarse la portada del libro. Del lado derecho se observa la página legal del libro impreso por la empresa "La Europea" en el año 1900.





Fuente: *Comentarios breves sobre la legislación patria*, México, 1900, Edición fascimilar, México, 2006, Página III.

Como se señaló, la primera página del libro era una litografía con una frase en latín del emperador romano Justiniano. Esta es la litografía:

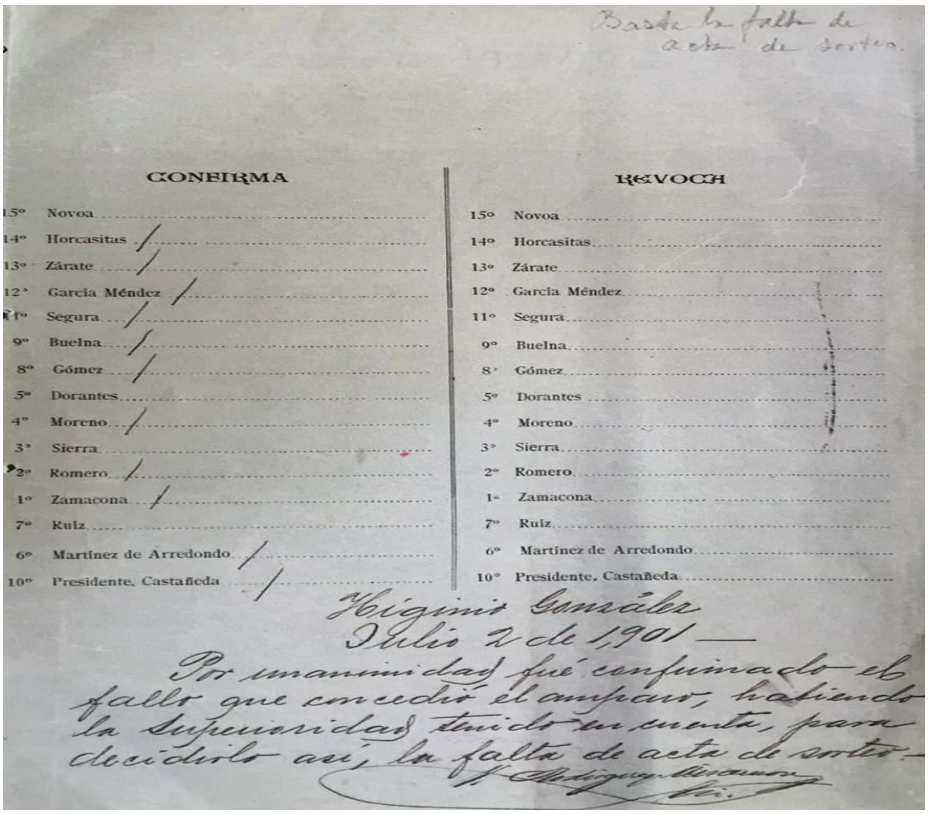


Fuente: *Comentarios breves sobre la legislación patria*, México, 1900, Edición fascimilar, México, 2006, Página III.

La traducción al castellano de la cita de Justiniano realizada por Alberto Saíd señala lo siguiente: “La autoridad pública no sólo ha de estar rodeada del brillo de las armas, sino que ha de apoyarse también en leyes sabias, para que el Estado esté bien gobernado, tanto en tiempo de guerra, como en el de paz, rechazando en los combates las agresiones de los enemigos, y con la justicia y la ley, los ataques de los hombres inicuos, y mostrándose el gobernante tan religioso guardador del derecho, como victorioso y triunfante en los combates”.

2. **Sentencia de amparo "contra la retención forzada al servicio de las armas"**

En el capítulo V se analizaron los diversos tipos de juicios de *amparo* que se presentaron durante la vigencia de las primeras leyes de amparo. Como ejemplo se presentó el expediente 968/1901 donde la vecina Nicolasa Vidal solicitaba amparo a nombre de su esposo Higinio González. A continuación se presenta la imagen del expediente donde se encuentra la sentencia ratificada por la Suprema Corte de Justicia de la Nación:


Basta la falta de acta de sorteo.

CONFIRMA

15º Novoa
14º Horcasitas /
13º Zárate /
12º García Méndez /
11º Segura /
9º Buelna /
8º Gómez /
5º Dorantes
4º Moreno /
3º Sierra
2º Romero /
1º Zamacona /
7º Ruiz
6º Martínez de Arredondo /
10º Presidente, Castañeda /

REVOCA

15º Novoa
14º Horcasitas
13º Zárate
12º García Méndez
11º Segura
9º Buelna
8º Gómez
5º Dorantes
4º Moreno
3º Sierra
2º Romero
1º Zamacona
7º Ruiz
6º Martínez de Arredondo
10º Presidente, Castañeda

Higinio González
Julio 2 de 1901.—
Por unanimidad fué confirmado el fallo que concedió el amparo, habiendo la superioridad tenido en cuenta, para decidirlo así, la falta de acta de sorteo.

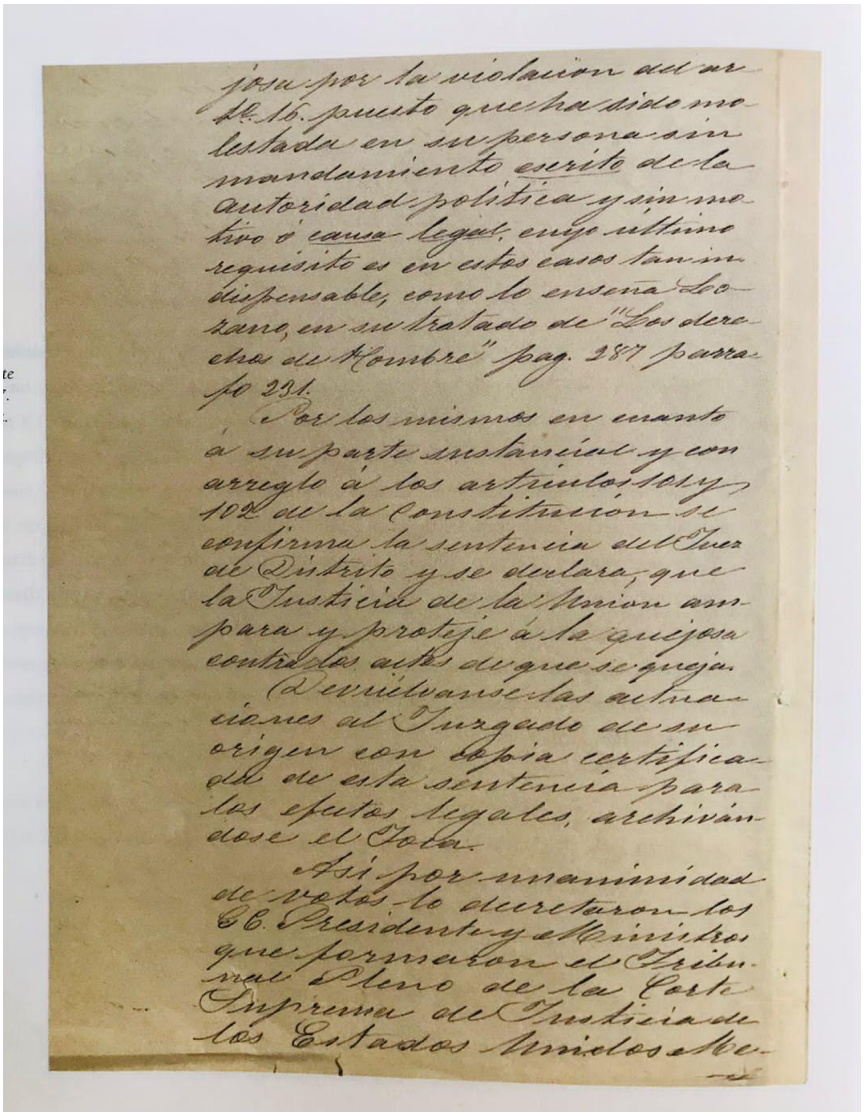
Fuente: Ramírez Rancaño Mario, *La justicia durante el Porfiriato y la Revolución. Los amparos entre el Ejército Federal (1898-1914),* Suprema Corte de Justicia de la Nación, México, 2010. Página 55.

El documento señala lo siguiente:

"Julio 2 de 1901.
Por unanimidad, fue confirmado el fallo que concedió el *amparo*, habiendo la superioridad – es decir, la Suprema Corte - tenido en cuenta, para decidirlo así, la falta de acta de sorteo"

3. Sentencia de amparo a causa del ejercicio de la prostitución

En el capítulo V se expuso una serie de casos de demandas de amparo promovidas promovidas por personas dedicadas a la prostitucion. Se presentó el ejemplo del expediente 656/1887 donde la señorita Amanda Sevilla solicitó amparo ante el segundo juzgado de Veracruz porque consideraba se violaba su derecho al trabajo, el cual le fue negado. A continuación se muestra la imagen en la que la Suprema Corte, al revisar el juicio, decide que debe otorgarse el amparo, no por violentarse sus derechos contenidos en el artículo 5 sino los contenidos en el artículo 16 constitucional:



Fuente: Suprema Corte de Justicia de la Nación, "Expediente 656/1887", en *Prostitución y garantías constitucionales a finales del siglo XIX,* SCJN, México, 2018, Pág. 145.

El documento señala:

“Considerando: que de lo expuesto se infiere que, si bien no hay méritos para conceptuar violada en el caso la garantía del artículo 5º de la Constitución, si los hay para amparar a la quejosa por la violación del artículo 16, puesto que ha sido molestada en su persona sin mandamiento escrito de la autoridad política y sin motivo o causa legal, cuyo último requisito es en estos casos tan indispensable, como lo enseña Lozano, en su tratado de “Los derechos del Hombre”, página 287 párrafo 231. Por los mismos en cuanto a su parte sustancial y con arreglo a los artículos 101 y 10 de la Constitución se confirma la sentencia del Juez de Distrito y se declara, que la Justicia de la Unión ampara y protege a la quejosa contra los actos de que se queja”

Fuente: Suprema Corte de Justicia de la Nación, “Expediente 656/1887”, en *Prostitución y garantías constitucionales a finales del siglo XIX,* SCJN, México, 2018, Pág. 145.

4. Imagen del amparo presentado a nombre de Emiliano Zapata

En el capítulo V se explicó que María de Jesús Zapata presentó una demanda de amparo a nombre de su hermano Emiliano Zapata por su "retención forzada al servicio de las armas", una de las demandas más comunes en la época. A continuación se presenta la primera página del documento. No requiere traducción por la claridad y el estado de conservación en que se encuentra:



Primera Secretaría —Núm. 285 de 1910

México, 24 de Febrero de mil novecientos diez

Vistos; y

Resultando 1º: Que Jesús Zapata por su hermano Emiliano Zapata pidió amparo, ante el Juez de Distrito de Morelos, contra actos del Jefe Político de Cuautla mediante los cuales dice que éste ha consignado á su citado hermano al servicio de las armas en el Ejército con violación de las garantías que otorgan los artículos catorce y veinte de la Constitución General.

Resultando 2º: Que el Juez de Distrito de acuerdo con lo pedido por el Ministerio Público sobreseyó en el juicio, por auto que dictó en ocho de Febrero del corriente año fundado en la causa que menciona el artículo setecientos cuarenta y siete fracción primera del Código Federal de Procedimientos Civiles

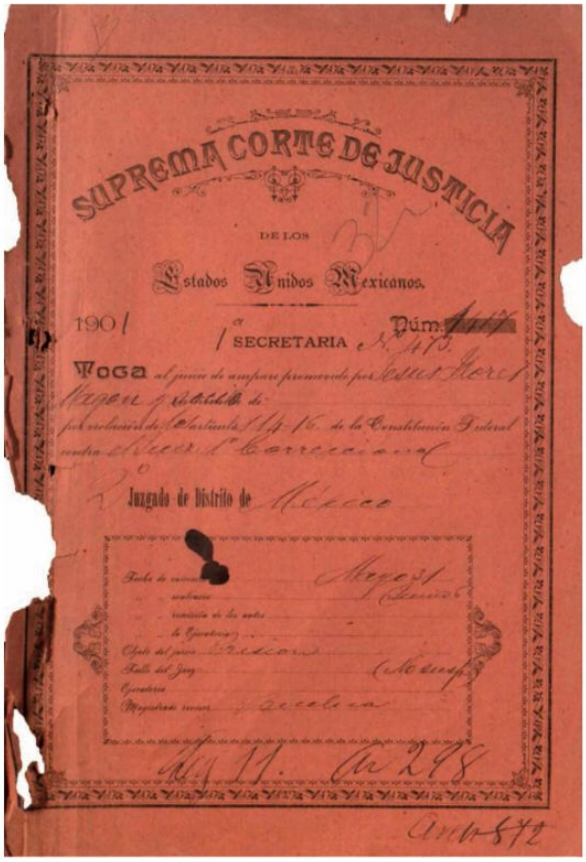
Considerando: Que, según lo dispuesto en el expresado artículo setecientos cuarenta y siete, fracción primera del Código Federal de Procedimientos Civiles, debe sobreseerse en casos como el de que se trata puesto que de lo actuado consta que el directamente agraviado se desistió expresamente de la demanda entablada

Por lo expuesto y con apoyo, además, en los artículos 101 y 102 de la Constitución y 754, 755 y 777 del citado Código, se confirma el auto que se revisa y se resuelve:

Fuente: Suprema Corte de Justicia de la Nación, *María de Jesus Zapata solicita un amparo para su hermano Emiliano*, documento en línea, vínculo: https://emiliano-zapata.scjn.gob.mx/maria-de-jesus-zapata-solicita-un-amparo-para-liberar-a-su-hermano-emiliano

5. Imagen del amparo presentado a nombre de los hermanos Flores Magón

En el capítulo V se explicó que José Flores Magón presentó diversas demandas de amparo a nombre de sus hermanos. La siguiente imagen es la portada de la demanda 1417/1901. El estado en que se encuentra el documento no permite mayor claridad en esta imagen



Fuente: Suprema Corte de Justicia de la Nación, *Los hermanos Flores Magón: semblanza y actividades que los llevaron ante la justicia federal*, Primera edición. México : Suprema Corte de Justicia de la Nación, 2012 Disponible en: http://sistemabibliotecario.scjn.gob.mx/F/?func=find-b&request=000256290&find_code=SYS&local_base=SCJ01 Fecha de consulta: 10 de enero de 2022.

6. Foto de la Comisión informal o *petit comité*

En el capítulo VI se explicó que además del pleno y las comisiones, durante el Congreso Constituyente de 1916 – 1917 laboró un *petit comité* que se encargó de redactar los artículos 27 y 123 constitucionales.

La siguiente fotografia muestra el trabajo de dicha comisión o *petit comité,* es de notar la presencia de Andrés Molina Enríquez, quien no era diputado constituyente pero fue invitado a asesorar la comisión, luego de haber analizado la situación de la tierra en México a través de su escrito *Los grandes problemas nacionales.*



Fuente: Universidad Nacional Autónoma de México, Historia gráfica del Congreso Constituyente de 1916- 197, Documento en línea, Vínculo: http://constituyente.humanidades.unam.mx/galeria_fotos.php?pagina=2&elemento=354 Fecha de consulta: 10 de enero de 2022.

Anexo 2. Artículo 123 Constitucional aprobado por el Congreso Constituyente de 1916- 1917

TÍTULO VI

Del trabajo y de la previsión social

Artículo 123. El Congreso de la Unión y las legislaturas de los Estados deberán expedir leyes sobre el trabajo, fundadas en las necesidades de cada región, sin contravenir a las bases siguientes, las cuales regirán el trabajo de los obreros, jornaleros, empleados, domésticos y artesanos y, de una manera general todo contrato de trabajo:

I. La duración de la jornada máxima será de ocho horas;

II. La jornada máxima de trabajo nocturno será de siete horas. Quedan prohibidas las labores insalubres o peligrosas para las mujeres en general y para los jóvenes menores de diez y seis años. Queda también prohibido a unas y otros el trabajo nocturno industrial, y en los establecimientos comerciales no podrán trabajar después de las diez de la noche;

III. Los jóvenes mayores de doce años y menores de diez y seis años tendrán como jornada máxima la de seis horas. El trabajo de los niños menores de doce años no podrá ser objeto de contrato;

IV. Por cada seis días de trabajo deberá disfrutar el operario de un día de descanso cuando menos;

V. Las mujeres, durante los tres meses anteriores al parto, no desempeñarán trabajos físicos que exijan esfuerzo material considerable. En el mes siguiente al parto disfrutarán forzosamente de descanso, debiendo recibir su salario integro y conservar su empleo y los derechos que hubieren adquirido por su contrato. En el período de la lactancia tendrán dos descansos extraordinarios por día, de media hora cada uno, para amamantar a sus hijos;

VI. El salario mínimo que deberá disfrutar el trabajador será el que se considere bastante, atendiendo a las condiciones de cada región, para satisfacer las necesidades normales de la vida del obrero, su educación y sus placeres

honestos, considerándolo como jefe de familia. En toda empresa agrícola, comercial, fabril o minera, los trabajadores tendrán derecho a una participación en las utilidades, que será regulada como indica la fracción IX;

VII. Para trabajo igual debe corresponder salario igual, sin tener en cuenta sexo ni nacionalidad;

VIII. El salario mínimo quedará exceptuado de embargo, compensación o descuento;

IX. La fijación del tipo de salario mínimo y de la participación en las utilidades a que se refiere la fracción vI se hará por comisiones especiales que se formarán en cada municipio, subordinadas a la Junta Central de Conciliación que se establecerá en cada Estado;

X. El salario deberá pagarse precisamente en moneda de curso legal, no siendo permitido verificarlo con mercancías ni con vales, fichas o cualquier otro signo representativo con que se pretenda substituir la moneda;

XI. Cuando por circunstancias extraordinarias deban aumentarse las horas de jornada, se abonará como salario por el tiempo excedente un ciento por ciento más de los fijados para las horas normales. En ningún caso el trabajo extraordinario podrá exceder de tres horas diarias ni de tres días consecutivos. Los hombres menores de diez y seis años y las mujeres de cualquiera edad no serán admitidos en esta clase de trabajos;

XII. En toda negociación agrícola, industrial, minera o cualquiera otra clase de trabajo, los patronos estarán obligados a proporcionar a los trabajadores habitaciones cómodas e higiénicas, por las que podrán cobrar rentas que no excederán del medio por ciento mensual del valor catastral de las fincas. Igualmente deberán establecer escuelas, enfermerías y demás servicios necesarios a la comunidad. Si las negociaciones estuvieren situadas dentro de las poblaciones y ocuparen un número de trabajadores mayor de cien, tendrán la primera de las obligaciones mencionadas;

XIII. Además, en estos mismos centros de trabajo, cuando su población exceda de doscientos habitantes, deberá reservarse un espacio de terreno que no será menor de cinco mil metros cuadrados, para el establecimiento de mercados

públicos, instalación de edificios destinados a los servicios municipales y centros recreativos. Queda prohibido en todo centro de trabajo el establecimiento de expendios de bebidas embriagantes y de casas de juegos de azar;

XLV. Los empresarios serán responsables de los accidentes del trabajo y de las enfermedades profesionales de los trabajadores, sufridas con motivo o en ejercicio de la profesión o trabajo que ejecuten; por lo tanto, los patronos deberán pagar la indemnización correspondiente, según que haya traído como consecuencia la muerte o simplemente incapacidad temporal o permanente para trabajar, de acuerdo con lo que las leyes determinen. Esta responsabilidad subsistirá aun en el caso de que el patrono contrate el trabajo por un intermediario;

XV. El patrono estará obligado a observar en la instalación de sus establecimientos los preceptos legales sobre higiene y salubridad y a adoptar las medidas adecuadas para prevenir accidentes en el uso de las máquinas, instrumentos y materiales de trabajo, así como a organizar de tal manera el trabajo, que resulte, para la salud y la vida de los trabajadores, la mayor garantía compatible con la naturaleza de la negociación, bajo las penas que al efecto establezcan las leyes;

XVI. Tanto los obreros como los empresarios tendrán derecho a coaligarse en defensa de sus respectivos intereses, formando sindicatos, asociaciones profesionales, etcétera;

XVII. Las leyes reconocerán como un derecho de los obreros y de los patronos las huelgas y los paros;

XVIII. Las huelgas serán lícitas cuando tengan por objeto conseguir el equilibrio entre los diversos factores de la producción, armonizando los derechos del trabajo con los del capital. En los servicios públicos será obligatorio para los trabajadores dar aviso, con diez días de anticipación, a la Junta de Conciliación y Arbitraje, de la fecha señalada para la suspensión del trabajo. Las huelgas serán consideradas como ilícitas únicamente cuando la mayoría de los huelguistas ejercieren actos violentos contra las personas o propiedades, o en caso de guerra, cuando aquéllos pertenezcan a los establecimientos y servicios que dependan del Gobierno. Los obreros de los establecimientos fabriles militares del Gobierno de la

República no estarán comprendidos en las disposiciones de esta fracción, por ser asimilados al Ejército Nacional;

XIX. Los paros serán lícitos únicamente cuando el exceso de producción haga necesario suspender el trabajo para mantener los precios en un límite costeable, previa aprobación del Consejo de Conciliación y Arbitraje;

XX. Las diferencias o los conflictos entre el capital y el trabajo se sujetarán a la decisión de un Consejo de Conciliación y Arbitraje, formado por igual número de representantes de los obreros y de los patronos y uno del Gobierno;

XXI. Si el patrono se negare a someter sus diferencias al arbitraje o a aceptar el laudo pronunciado por el Consejo, se dará por terminado el contrato de trabajo y quedará obligado a indemnizar al obrero con el importe de tres meses de salario, además de la responsabilidad que resulte del conflicto. Si la negativa fuere de los trabajadores se dará por terminado el contrato de trabajo;

XXII. El patrono que despida a un obrero sin causa justificada o por haber ingresado a una asociación o sindicato, o por haber tomado parte en una huelga lícita, estará obligado, a elección del trabajador, a cumplir el contrato o a indemnizarlo con el importe de tres meses de salario.

Igualmente tendrá esta obligación cuando el obrero se retire del servicio por falta de probidad de parte del patrono o por recibir de él malos tratamientos, ya sea en su persona o en la de su cónyuge, padres, hijos o hermanos. El patrono no podrá eximirse de esta responsabilidad cuando los malos tratamientos provengan de dependientes o familiares que obren con el consentimiento o tolerancia de él;

XXIII. Los créditos de los trabajadores que se les adeuden por salarios o sueldos devengados en el último año y por indemnizaciones, tendrán preferencia sobre cualesquiera otros, en los casos de concurso o de quiebra;

XXIV. De las deudas contraídas por los trabajadores a favor de sus patronos, de sus asociados, familiares o dependientes, sólo será responsable el mismo trabajador y, en ningún caso y por ningún motivo, se podrán exigir a los miembros de su familia, ni serán exigidas dichas deudas por la cantidad excedente del sueldo del trabajador en un mes;

XXV. El servicio para la colocación de los trabajadores será gratuito para éstos, ya se efectúe por oficinas municipales, bolsas del trabajo o por cualquiera otra institución oficial o particular;

XXVI. Todo contrato de trabajo celebrado entre un mexicano y un empresario extranjero deberá ser legalizado por la autoridad municipal competente y visado por el cónsul de la nación adonde el trabajador tenga que ir, en el concepto de que, además de las cláusulas ordinarias, se especificará claramente que los gastos de repatriación quedan a cargo del empresario contratante;

XXVII. Serán condiciones nulas y no obligarán a los contrayentes aunque se expresen en el contrato:

a) Las que estipulen una jornada inhumana por lo notoriamente excesiva, dada la índole del trabajo.

b) Las que fijen un salario que no sea remunerador, a juicio de los consejos de Conciliación y Arbitraje.

c) Las que estipulen un plazo mayor de una semana para la percepción del jornal.

d) Las que señalen un lugar de recreo, fonda, café, taberna, cantina o tienda para efectuar el pago del salario, cuando no se trate de empleados en esos establecimientos.

e) Las que entrañen obligación directa o indirecta de adquirir los artículos de consumo en tiendas o lugares determinados.

f) Las que permitan retener el salario en concepto de multa.

g) Las que constituyan renuncia hecha por el obrero de las indemnizaciones a que tenga derecho por accidente del trabajo y enfermedades profesionales, perjuicios ocasionados por el incumplimiento del contrato o despido de la obra.

h) Todas las demás estipulaciones que impliquen renuncia de algún derecho consagrado a favor del obrero en las leyes de protección y auxilio a los trabajadores;

XXVIII. Las leyes determinarán los bienes que constituyan el patrimonio de familia, bienes que serán inalienables; no podrán sujetarse a gravámenes reales ni

embargos, y serán transmisibles a título de herencia, con simplificación de las forma- lidades de los juicios sucesorios;

XXIX Se consideran de utilidad social: el establecimiento de cajas de seguros populares, de invalidez, de vida, de cesación involuntaria de trabajo, de accidentes y de otras con fines análogos, por lo cual, tanto el Gobierno federal como el de cada Estado, deberán de fomentar la organización de instituciones de esta índole para infundir e inculcar la previsión popular;

XXX. Asimismo, serán consideradas de utilidad social las sociedades cooperativas para la construcción de casas baratas e higiénicas, destinadas para ser adquiridas en propiedad por los trabajadores en plazos determinados.

TRANSITORIO

Quedan extinguidas de pleno derecho las deudas que por razón de trabajo hayan contraído los trabajadores hasta la fecha de esta Constitución con los patronos, sus familiares o intermediarios.

Sala de Comisiones. --Querétaro de Arteaga, 23 de enero de 1917.—Francisco J. Múgica.—Enrique Recio.-- Enrique Colunga. -- Alberto Román.—l. G. Monzón. (Aplausos.)

Anexo 3. Exposición de motivos y propuesta del artículo 27 del Congreso Constituyente presentada el 29 de enero de 1917

Ciudadanos diputados:

El estudio del artículo 27 del proyecto de Constitución abarca varios puntos capitales: si debe considerarse la propiedad como derecho natural; cuál es la extensión de este derecho; a quiénes debe reconocerse capacidad para adquirir bienes raíces y qué bases generales pueden plantearse siquiera como preliminares para la resolución del problema agrario, ya que el tiempo angustioso de que dispone el Congreso no es bastante para encontrar una solución completa de problema tan trascendental. Conforme a este plan, emprendió su estudio la Comisión, teniendo a la vista las numerosas iniciativas que ha recibido, lo mismo que el trabajo que presentó a la Cámara el diputado Pastor Rouaix, quien ayudó eficazmente a la Comisión, tomando parte en sus deliberaciones.

Si se considera que todo esfuerzo, todo trabajo humano, va dirigido a la satisfacción de una necesidad; que la naturaleza ha establecido una relación constante entre los actos y sus resultados, y que, cuando se rompe invariablemente esa relación se hace imposible la vida, fuerza será convenir en que la propiedad es un derecho natural, supuesto que la apropiación de las cosas para sacar de ellas los elementos necesarios para la conservación de la vida, es indispensable. El afán de abolir la propiedad individual inmueble no puede considerarse en su esencia sino como una utopía; pero ese deseo es revelador de un intenso malestar social, al cual nos referimos después, que está reclamando remedio sin haber llegado a obtenerlo.

Claro está que el ejercicio del derecho de propiedad no es absoluto, y que así como en el pasado ha sufrido modalidades, es susceptible de admitir otras en el porvenir, basadas en el deber que tiene el Estado de conservar la libertad igual de todos los asociados; deber que no podía cumplir sin el derecho correlativo. Es un principio admitido sin contradicción, que el dominio eminente del territorio mexicano pertenece originariamente a la nación; que lo que constituye y ha

constituido la propiedad privada es el derecho que ha cedido la nación a los particulares, cesión en la que no ha podido quedar comprendido el derecho a los productos del subsuelo ni a las aguas, como vías generales de comunicación. En la práctica se tropieza con grandes dificultades al tratarse de especificar los elementos que se quedan eliminados de la propiedad privada: la Comisión encuentra aceptables sobre este punto las ideas desarrolladas por el señor diputado Rouaix.

Como consecuencia de lo expuesto, la Comisión, después de consagrar la propiedad como garantía individual, poniéndola a cubierto de toda expropiación que no esté fundada en la utilidad pública, ha fijado las restricciones a que está sujeto ese derecho.

La capacidad para adquirir bienes raíces se funda en principios de Derecho Público y de Derecho Civil. Los primeros autorizan a la nación para prohibir la adquisición de tierras a los extranjeros si no se sujetan a las condiciones que el mismo artículo prescribe. En cuanto a las corporaciones, es también una teoría generalmente admitida que no pueden adquirir un verdadero derecho de propiedad, supuesto que su existencia se funda en una ficción legal. Con estos fundamentos, la Comisión ha determinado la capacidad de adquirir bienes raíces, de las instituciones de beneficencia, las sociedades comerciales y las corporaciones que forman centros poblados.

Hace más de un siglo se ha venido palpando en el país el inconveniente de la distribución exageradamente desigual de la propiedad privada, y aun espera solución el problema agrario. En la imposibilidad que tiene la Comisión, por falta de tiempo, de consultar alguna solución en detalle, se ha limitado a proponer, cuando menos, ciertas bases generales, pues sería faltar a una de las promesas más solemnes de la revolución pasar este punto en silencio.

Siendo en nuestro país la tierra casi la única fuente de riqueza, y estando acaparada en pocas manos, los dueños de ella adquieren un poder formidable y constituyen, como lo demuestra la historia, un estorbo constante para el desarrollo progre- sivo de la nación. Por otra parte, los antecedentes históricos de la concentración de la propiedad raíz han creado entre los terratenientes y jornaleros

una situación que, hoy en día, tiene muchos puntos de semejanza con la situación establecida durante la época colonial, entre los conquistadores y los indios encomendados; y de esta situación proviene el estado depresivo en que se encuentra la clase trabajadora de los campos. Semejante estado de cosas tiene una influencia desastrosa en el orden económico, pues con frecuencia acontece que la producción agrícola nacional no alcanza a satisfacer las necesidades del consumo. Corregir este estado de cosas, es, en nuestro concepto, resolver el problema agrario, y las medidas que al efecto deban emprenderse consisten en reducir el poder de los latifundistas y en levantar el nivel económico, intelectual y moral de los jornaleros.

El primer paso en esta vía se dio al expedir el decreto de 6 de enero de 1915, que proponemos sea elevado a la categoría de ley constitucional, con la extensión de pro- veer a todos los pueblos y comunidades de los terrenos que puedan ser cultivados por los vecinos que en ellos residan. Una vez dado este primer paso, el siguiente debe consistir en exterminar los latifundios, respetando los derechos de los dueños, por medio de la expropiación. No será preciso para esto cargar a la nación con una deuda enorme, pues los terrenos expropiados se pagarán por los mismos adquirientes, reduciendo la intervención del Estado a la de simple garantía. Sería pueril buscar la solución del problema agrario convirtiendo en terratenientes a todos los mexicanos; lo único que puede y debe hacerse es facilitar las condiciones para que puedan llegar a ser propietarios todos los que tengan voluntad y aptitud de hacerlo. La realización práctica del fraccionamiento de los latifundios tiene que variar en cada localidad, su- puesta la diversidad de las condiciones agrícolas en las diversas regiones del país; así es que esta cuestión debe dejarse a las autoridades locales, una vez fijadas las bases generales que pueden adaptarse indistintamente en toda la extensión de la República, las cuales deben ser, en nuestro concepto, las siguientes: fijación de la superficie máxima que debe tener en cada localidad un solo individuo o corporación; fracciona- miento de la superficie excedente, sea por el mismo propietario o por el Gobierno, haciendo uso de su facultad de expropiación, adquisición de las fracciones en plazos no menores de veinte años y haciendo el pago los adquirientes por medio

de anualidades que amorticen capital e interés, sin que éste pueda exceder del tipo de cinco por ciento anual. Si bajo estas condiciones se lleva a cabo el fraccionamiento, tomando todas las precauciones que exija la prudencia para que produzca el resultado apetecido, la situación de las clases trabajadoras de los campos mejorará indudablemente; los jornaleros que se conviertan en propietarios, disfrutarán de independencia y de la comodidad necesaria para elevar su condición intelectual y moral, y la reducción del número de jornaleros obtenida por medio del fraccionamiento hará que su trabajo sea más solicitado y mejor retribuido. El resultado final será elevar la producción agrícola en cantidad superior a las necesidades del consumo.

Como consecuencia de lo expuesto, proponemos a la consideración de ustedes el siguiente proyecto:

Artículo 27. La propiedad de las tierras y aguas comprendidas dentro de los límites del territorio nacional, corresponde originariamente a la nación, la cual ha tenido y tiene el derecho de transmitir el dominio de ellas a los particulares, constituyendo la propiedad privada.

La propiedad privada no podrá ser expropiada sino por causa de utilidad pública y mediante indemnización.

La nación tendrá en todo tiempo el derecho de imponer a la propiedad privada las modalidades que dicte el interés público, así como el de regular el aprovechamiento de los elementos naturales susceptibles de apropiación, para hacer una distribución equitativa de la riqueza pública y para cuidar de su conservación. Con este objeto se dictarán las medidas necesarias para el fraccionamiento de los latifundios, para el desarrollo de la pequeña propiedad, para la creación de nuevos centros de población agrícola con las tierras y aguas que les sean indispensables, para el fomento de la agricultura y para evitar la destrucción de los elementos naturales y los daños que la propiedad pueda sufrir en perjuicio de la sociedad. Los pueblos, rancherías o comunidades que carezcan de tierras y aguas, o no las tengan en cantidad suficiente para las necesidades de su población, tendrán derecho a que se les dote de ellas, tomán- dolas de las

propiedades inmediatas, respetando siempre la pequeña propiedad. Por lo tanto, se confirman las dotaciones de terrenos que se hayan hecho hasta ahora, de conformidad con el decreto de 6 de enero de 1915. La adquisición de las propiedades particulares necesarias para conseguir los objetos antes expresados, se considerará de utilidad pública.

Corresponde a la nación el dominio directo de todos los minerales o substancias que en vetas, mantos, masas o yacimientos constituyan depósitos cuya naturaleza sea distinta de los componentes de los terrenos, tales como los minerales de los que se extraigan metales y metaloides utilizados en la industria, los yacimientos de piedras preciosas, de sal gema y las salinas formadas directamente por las aguas marinas. Los productos derivados de la descomposición de las rocas, cuando su explotación necesite trabajos subterráneos; los fosfatos susceptibles de ser utilizados como fertilizantes; los combustibles minerales sólidos; el petróleo y todos los carburos de hidrógeno sólidos, líquidos o gaseosos.

Son también propiedad de la nación las aguas de los mares territoriales en la extensión y términos que fija el Derecho Internacional, las de las lagunas y esteros de las playas; la de los lagos interiores de formación natural que estén ligados directamente a corrientes constantes; la de los ríos principales, arroyos afluentes, desde el punto en que brote la primera agua permanente hasta su desembocadura, ya sea que corran al mar o que crucen dos a más Estados; las de las corrientes intermitentes que atraviesen dos a más Estados en su rama principal; las aguas de los ríos, arroyos o barrancos, cuando sirvan de límite al territorio nacional o al de los Estados; las aguas que se extraigan de las minas, y los causes, lechos o riberas de los lagos y corrientes anteriores, en la extensión que fije la ley. Cualquiera otra corriente de agua no incluida en la enumeración anterior, se considerará como parte integrante de la propiedad privada que atraviesen; pero el aprovechamiento de las aguas, cuando su curso pase de una finca a otra, se considerará como de utilidad pública y quedará sujeta a las disposiciones que dicten los Estados.

En los casos a que se refieren los dos párrafos anteriores, el dominio de la nación es inalienable e imprescriptible, y sólo podrán hacerse concesiones por el

gobierno federal a los particulares o sociedades civiles o comerciales constituidas conforme a las leyes mexicanas, con la condición de que se establezcan trabajos regulares para la explotación de los elementos de que se trata y se cumpla con los requisitos que prevengan las leyes.

La capacidad para adquirir el dominio de las tierras y aguas de la nación, se regirá por las siguientes prescripciones:

I. Sólo los mexicanos por nacimiento o naturalización, y las sociedades mexicanas, tienen derecho para adquirir el dominio directo de tierras, aguas y sus accesiones en la República Mexicana. El Estado podrá conceder el mismo derecho a los extranjeros cuando manifiesten ante la Secretaría de Relaciones que renuncian a la calidad de tales y a la protección de sus gobiernos en todo lo que a dichos bienes se refiera, quedando enteramente sujetos, respecto de ellos, a las leyes y autoridades de la nación;

II. La iglesia, cualquiera que sea su credo, no podrá en ningún caso tener capacidad para adquirir, poseer o administrar bienes raíces ni capitales impuestos sobre ellos; los que tuviere actualmente, por sí o por interpósita persona, entrarán al do- minio de la nación, concediéndose acción popular para denunciar los bienes que se hallaren en tal caso. La prueba de presunciones será bastante para declarar fundada la denuncia. Los templos destinados al culto público son de la propiedad de la nación, representada por el Gobierno federal, quien determinará los que deban continuar destinados a su objeto. Los obispados, casas rurales, seminarios, asilos o colegios de asociaciones religiosas, conventos o cualquier otro edificio que hubiere sido construido o destinado a la administración, propaganda o enseñanza de un culto religioso, pasará desde luego de pleno derecho, al dominio directo de la nación, para destinarlo exclusivamente a los servicios públicos de la Federación o de los Estados en sus respectivas jurisdicciones. Los templos que en lo sucesivo se erigieren para el culto público, serán propiedad de la nación si fueran construidos por subscripción pública; pero si fueren construidos por particulares, quedarán sujetos a las prescripciones de las leyes comunes para la propiedad privada;

III. Las instituciones de beneficencia pública o privada, que tengan por objeto el auxilio de los necesitados, la investigación científica, la difusión de la enseñanza, la ayuda recíproca de los asociados o cualquier otro objeto lícito, no podrán adquirir más bienes raíces que los indispensables para su objeto, inmediata o directamente destinados a él; pero podrán adquirir, tener y administrar capitales impuestos sobre bienes raíces, siempre que los plazos de imposición no excedan de diez años. En ningún caso las instituciones de esta índole podrán estar bajo el patronato, dirección, administración, cargo o vigilancia de corporaciones o instituciones religiosas, ni de ministros de los cultos, de sus asimilados, aunque éstos o aquellos no estuvieren en ejercicio;

IV. Las sociedades comerciales de títulos al portador, no podrán adquirir, poseer o administrar fincas rústicas. Las sociedades de esta clase que se constituyeren para explotar cualquiera industria fabril, minera, petrolera o para algún otro fin que no sea agrícola, podrán adquirir, poseer o administrar terrenos únicamente en la extensión que sea estrictamente necesaria para los establecimientos o servicios de los objetos indicados, y que el Ejecutivo de la Unión o de los Estados fijarán en cada caso;

V. Los bancos debidamente autorizados conforme a las leyes de instituciones de crédito, podrán tener capitales impuestos sobre propiedades urbanas y rústicas, de acuerdo con las prescripciones de dichas leyes; pero no podrán tener en propiedad o en administración más bienes raíces que los enteramente necesarios para su objeto
directo;

VI. Los condueñazgos, rancherías, pueblos, congregaciones, tribus y demás corporaciones de población, que de hecho o por derecho guarden el estado comunal, tendrán capacidad para disfrutar en común las tierras, bosques y aguas que les pertenezcan o que se les hayan restituido, conforme a la ley de 6 de enero de 1915. La ley determinará la manera de hacer el repartimiento únicamente de las tierras;

VII. Fuera de las corporaciones a que se refieren las fracciones III, IV, V y VI, ninguna otra corporación civil podrá tener en propiedad o administrar por sí bienes

raíces o capitales impuestos sobre ellos, con la única excepción de los edificios destinados inmediata y directamente al objeto de la institución. Los Estados, el Distrito Federal y los Territorios, lo mismo que los municipios de toda la República, tendrán plena capacidad para adquirir y poseer todos los bienes raíces necesarios para los servicios públicos.

Las leyes de la Federación y de los Estados, en sus respectivas jurisdicciones, determinarán los casos en que sea de utilidad pública la ocupación de la propiedad pri- vada, y de acuerdo con dichas leyes la autoridad administrativa hará la declaración correspondiente. El precio que se fijará como indemnización a la cosa expropiada, se basará en la cantidad que como valor fiscal de ella figure en las oficinas catastrales o recaudadoras, ya sea que este valor haya sido manifestado por el propietario o simplemente aceptado por él de un modo tácito, por haber pagado sus contribuciones con esta base, aumentándolo con un diez por ciento. El exceso de este valor que haya tenido la propiedad particular por las mejoras que se le hubieren hecho con poste- rioridad a la fecha de la asignación del valor fiscal, será lo único que deberá quedar sujeto a juicio pericial y resolución judicial. Esto mismo se observará cuando se trate de objetos cuyo valor no esté fijado en las oficinas rentísticas.

Se declaran nulas todas las diligencias, disposiciones, resoluciones y operaciones de deslinde, concesión, composición, sentencia, transacción, enajenación o remate que hayan privado total o parcialmente en sus tierras, bosques y aguas, a los condueñazgos, rancherías, pueblos, congregaciones, tribus y demás corporaciones de población, que existan todavía desde la ley de 25 de junio de 1856; y del mismo modo serán nulas todas las diligencias, disposiciones, resoluciones y operaciones que tengan lugar en lo sucesivo y produzcan iguales efectos. En consecuencia, to- das las tierras, bosques y aguas de que hayan sido privadas las corporaciones referidas, serán restituidas a éstas con arreglo al decreto de 6 de enero de 1915, que continuará en vigor como ley constitucional. En caso de que, con arreglo a dicho decreto, no procediere por vía de restitución la adjudicación de tierras que hubiere solicitado alguna de las corporaciones mencionadas, se les dejarán aquéllas en calidad de dotación, sin que en ningún

caso dejen de asignársele las que necesitare. Se exceptúan de la nulidad antes referida únicamente las tierras que hubieren sido tituladas en los repartimientos hechos a virtud de la citada Ley de 25 de junio de 1856 o poseídas en nombre propio a título de dominio por más de diez años, cuando su superficie no exceda de cincuenta hectáreas. El exceso sobre esa superficie deberá ser vuelto a la comunidad, indemnizando su valor al propietario. Todas las leyes de restitución que por virtud de este precepto se decreten serán de inmediata ejecución por la autoridad administrativa. Sólo los miembros de la comunidad tendrán derecho a los terrenos de repartimiento, y serán inalienables los derechos sobre los mismos terrenos mientras permanezcan indivisos, así como los de propiedad cuando se haya hecho el fraccionamiento.

El ejercicio de las acciones que corresponden a la nación por virtud de las disposiciones del presente artículo se hará efectivo por el procedimiento judicial; pero dentro de este procedimiento y por orden de los tribunales correspondientes, que se dictará en el plazo máximo de un mes, las autoridades administrativas procederán desde luego a la ocupación, administración, remate o venta de las tierras y aguas de que se trate y todas sus accesiones sin que en ningún caso pueda revocarse lo hecho por las mismas autoridades antes de que se dicte sentencia ejecutoriada.

Durante el próximo período constitucional el Congreso de la Unión y las legislaturas de los Estados, en sus respectivas jurisdicciones, expedirán leyes para llevar a cabo el fraccionamiento de las grandes propiedades conforme a las bases siguientes:

a) En cada Estado o Territorio se fijará la extensión máxima de tierra de que puede ser dueño un solo individuo o sociedad legalmente constituida.

b) El excedente de extensión deberá ser fraccionado por el propietario en el plazo que señalen las leyes locales, y las fracciones serán puestas a la venta en las condiciones que aprueben los gobiernos, de acuerdo con las mismas leyes.

c) Si el propietario se negare a hacer el fraccionamiento, se llevará éste a cabo por el Gobierno local, mediante la expropiación.

d) El valor de las fracciones será pagado por anualidades que amorticen capital y réditos, en un plazo no menor de veinte años, durante el cual el adquirente no podrá enajenar aquéllas. El tipo del interés no excederá del cinco por ciento anual.

e) El propietario estará obligado a recibir bonos de una deuda especial para garantizar el pago de la propiedad expresada. Con este objeto, el Congreso de la Unión expedirá una ley, facultando a los Estados para crear su deuda agraria.

f) Los mexicanos que hayan militado en el Ejército Constitucionalista, los hijos y las viudas de éstos y las demás personas que hayan prestado servicios a la causa de la revolución o a la instrucción pública tendrán preferencia para la adquisición de fracciones y derecho a los descuentos que las leyes señalarán.

g) Las leyes locales organizarán el patrimonio de familia, determinando los bienes que deben constituirlo, sobre la base de que será inalienable, no estará sujeto a embargo ni a gravamen ninguno.

Se declaran revisables todos los contratos y concesiones hechos por los Gobiernos anteriores desde el año de 1876, que hayan traído por consecuencia el acaparamiento de tierras, aguas y riquezas naturales de la nación por una sola persona o sociedad, y se faculta al Ejecutivo de la Unión para declararlos nulos cuando impliquen perjuicios graves para el interés público.

Sala de Comisiones, Querétaro de Arteaga, 29 de enero de 1917.—Francisco J. Múgica.—Alberto Román.—I. G. Monzón.—Enrique Recio. -- Enrique Colunga”.

Anexo 4. Exposición de motivos y propuesta de artículo 129 de la Constitución Política de 1917 (colocado en el numeral 130 por la Comisión de estilo)

Ciudadanos diputados:

El presente dictamen es referente al artículo 129 del proyecto de reformas, que establece el régimen legal con relación a las agrupaciones religiosas. En el artículo del proyecto están comprendidas las disposiciones de las Leyes de Reforma, que establecen la independencia del Estado y la Iglesia, el carácter de contrato civil y del matrimonio, la competencia de las autoridades civiles para intervenir en los actos de la vida humana relativos al estado civil, y algunos otros.

La Comisión ha creído que el estado actual de la sociedad mexicana y la necesidad de defensa de ésta contra la intervención de las agrupaciones religiosas en el régimen político, que en los últimos tiempos llegó a constituir un verdadero peligro de ahogar las instituciones liberales, y consideraciones de orden práctico para hacer efectiva esta defensa y hacer que el régimen político-religioso corresponda al estado antes mencionado de la sociedad mexicana, impone la obligación de ampliar el punto de vista de las leyes en esta materia, y si el caso se presenta aun de desviarse, en ciertas medidas, de los principios en las leyes de Reforma, las cuales, estableciendo la independencia entre la Iglesia y el Estado dejaron a las agrupaciones religiosas en una completa libertad para acumular elementos de combate que a su debido tiempo hicieron valer contra las mismas instituciones a cuyo amparo habían medrado.

Una nueva corriente de ideas trae ahora el artículo 129, tendiendo no ya a proclamar la simple independencia del Estado, como hicieron las Leyes de Reforma, que parece se sintieron satisfechas de sacudir el yugo que hasta allí habían soportado los poderes públicos, sino a establecer marcadamente la supremacía del Poder civil sobre los elementos religiosos, en lo que ve, naturalmente, a lo que ésta toca la vida pública. Por tal motivo desaparece de nuestras leyes el principio de que el Estado y la Iglesia son independientes entre

sí, porque esto fue reconocer, por las Leyes de Reforma, la personalidad de la Iglesia, lo cual no tiene razón de ser, y se le substituye por la simple negativa de personalidad a las agrupaciones religiosas, con el fin de que, ante el Estado, no tengan carácter colectivo. La ley respeta la creencia en el individuo y las prácticas que esa creencia impone también en el individuo; pero la colectividad, como persona moral, desaparece de nuestro régimen legal. De este modo, sin lesionar la libertad de conciencia, se evita el peligro de esa personalidad moral, que sintiéndose fuerte por la unión que la misma ley reconocería pudiera seguir siendo otro peligro para las instituciones.

Es una teoría reconocida por los jurisconsultos que la personalidad moral de las agrupaciones, no solamente del carácter de las religiosas, sino aun de las sociedades mercantiles, es una ficción legal, y que, como tal, la ley dispone de ella a su arbitrio. Si a este respecto se estudian las legislaciones de países de distintas tendencias jurídicas, como Francia e Inglaterra, se encontrará confirmado tal principio. No es, pues, una aberración jurídica basarse en semejantes teorías para negar a las agrupaciones religiosas la personalidad moral. Consecuencia del referido principio es que los ministros de los cultos son considerados no como miembros de un clero o iglesia, sino como particulares que prestan a los adictos a la religión respectiva ciertos servicios. De allí el pleno derecho del Poder público para legislar con relación a estos ministros, que reúnen en sí dos caracteres: por una parte, el mencionado de prestar servicios a los adictos a una religión y, por la otra, un poder moral tan grande, que el Estado necesita velar de continuo para que no llegue a constituir un peligro para el mismo.

Se ha procurado suprimir de un modo absoluto el ejercicio del ministerio de un culto con todos los actos de la vida política de la nación, a fin de que los referidos ministros no puedan hacer del poder moral de la creencia el apoyo de una tendencia política. A esto obedecen las prohibiciones y restricciones sobre manifestación de ideas, voto y demás, así como también la referente a las publicaciones periódicas religiosas o simplemente de tendencias marcadas en favor de determinada creencia religiosa, y la relativa a la formación de partidos políticos con denominaciones religiosas.

Con el fin de prevenir el peligro de la acumulación de bienes raíces en poder de los ministros de los cultos, se establecen incapacidad y restricciones al derecho de heredar los ministros de los cultos.

Y por razones que son obvias se prescribe que las infracciones sobre cultos no sean vistas en jurado, pues saliendo éste de la masa social, lo más probable es que el jurado, en su mayoría, participará de las creencias del ministro a quien se juzga, y que no se aplicará debidamente la ley.

La facultad de legislar, en materia de cultos religiosos, corresponde a la Federación, a causa de la unidad que en esta materia debe haber, y siguiendo la tradición iniciada en las leyes de Reforma, los Estados serán, a este respecto, auxiliares de la Federación. Sin embargo, hay algunas cuestiones en esta materia que no es posible queden sometidas a la autoridad federal, por relacionarse con circunstancias meramente locales que pueden variar de un Estado a otro, y ésta es la reglamentación del número de ministros de los cultos que puede haber en cada Estado, la cual fue pedida a la Comisión por algunos señores diputados; y aquélla, encontrando que no es extraño al régimen legal de las agrupaciones religiosas en los países civilizados, como es fácil comprobar dicha reglamentación, no tuvo inconveniente en aceptarla, dejándola por los motivos antes expresados a las legislaturas de los Estados.

Por lo expuesto, la Comisión propone a esta honorable Asamblea la aprobación del siguiente artículo 129:

Artículo 129. Corresponde a los poderes federales ejercer, en materia de culto religioso y disciplina externa, la intervención que designen las leyes. Las demás autoridades obrarán como auxiliares de la Federación.

El Congreso no puede dictar leyes estableciendo o prohibiendo cualquier religión.

El matrimonio es un contrato civil. Este y los demás actos del estado civil de las personas son de la exclusiva competencia de los funcionarios y autoridades del orden civil, en los términos prevenidos por las leyes, y tendrán la fuerza y validez que las mismas les atribuyen.

La simple promesa de decir verdad y de cumplir las obligaciones que se contraen, sujeta al que la hace, en caso de que faltare a ella, a las penas que con tal motivo establece la ley.

La ley no reconoce personalidad alguna a las agrupaciones religiosas denominadas iglesias.

Los ministros de los cultos serán considerados como personas que ejercen una profesión y estarán directamente sujetos a las leyes que sobre la materia se dicten.

Las legislaturas de los Estados únicamente tendrán facultad de determinar, según las necesidades locales, el número máximo de ministros de los cultos.

Para ejercer en México el ministerio de cualquier culto se necesita ser mexicano por nacimiento.

Los ministros de los cultos nunca podrán, en una reunión pública o privada constituida en junta, ni en actos del culto o de propaganda religiosa, hacer crítica de las leyes fundamentales del país, de las autoridades en particular o en general del Gobierno; no tendrán voto activo ni pasivo, ni derecho para asociarse con fines políticos.

Para dedicar al culto nuevos locales abiertos al público se necesita permiso de la Secretaría de Gobernación, oyendo previamente al Gobierno del Estado. Debe haber en todo templo un encargado de él, responsable ante la autoridad del cumplimiento de las leyes sobre disciplina religiosa en dicho templo, y de los objetos pertenecientes al culto.

Debe darse aviso, por ahora por el encargado de cada templo y diez vecinos más, a la autoridad municipal, de quién es la persona que está a cargo del referido templo. Todo cambio se avisará por el ministro que cese, el entrante y diez vecinos. La autoridad municipal, bajo la pena de destitución y multa hasta de mil pesos por cada caso, cuidará del cumplimiento de esta disposición; bajo la misma pena llevará un libro de registros de los templos y otro de los encargados. De todo permiso para abrir al público un nuevo templo, o del relativo a cambio de un encargado, la autoridad municipal dará noticia a la Secretaría de Gobernación por

conducto del gobernador del Estado. En el interior de los templos podrán recaudar donativos en objetos muebles.

Por ningún motivo se revalidará, otorgará dispensa o se determinará cualquier otro trámite que tenga por fin dar validez en los cursos oficiales a estudios hechos en los establecimientos destinados a la enseñanza profesional de los ministros de los cultos. La autoridad que infrinja esta disposición será penalmente responsable, y la dispensa o trámite referido será nulo y traerá consigo la nulidad del título profesional para cuya obtención haya sido parte la infracción de este precepto.

Las publicaciones periódicas de carácter confesional, ya sea por su programa, por su título o simplemente por sus tendencias ordinarias, no podrán comentar asuntos políticos nacionales ni informar sobre actos de las autoridades del país o de particulares que se relacionen directamente con el funcionamiento de las instituciones públicas.

Queda estrictamente prohibida la formación de toda clase de agrupaciones políticas, cuyo título tenga alguna palabra o indicación cualquiera que la relacione con alguna confesión religiosa. No podrán celebrarse en los templos reuniones de carácter político.

No podrá heredar, por sí ni por interpósita persona, ni recibir por ningún título, un ministro de cualquier culto, un inmueble ocupado por cualquiera asociación de propaganda religiosa o de fines religiosos o de beneficencia. Los ministros de los cultos tienen incapacidad legal para ser herederos, por testamento, de ministros del mismo culto o de un particular con quien no tengan parentesco dentro del cuarto grado.

En cuanto a los bienes muebles o inmuebles del clero o de asociaciones religiosas, se regirán, para adquisición por particulares, conforme al artículo 27 de esta Constitución.

Los procesos por infracción a las anteriores bases nunca serán vistos en jurado.

Sala de Comisiones, Querétaro de Arteaga, 20 de enero de 1917.—Paulino Machorro y Narváez.—Arturo Méndez.—Hilario Medina.—Heriberto Jara.

Sources et bibliographie

Sources

- Barragán Barragán José (compilación e introducción), *Mariano Otero,* Senado de la República, México, 1987. Documento en línea: https://archivos.juridicas.unam.mx/www/bjv/libros/6/2781/1.pdf
- Barragán José, "Los diputados novohispanos en las Cortes de Cádiz", en *Memorias del Seminario internacional: Conmemoración del bicentenario de la Constitución de Cádiz. Las ideas constitucionales de América Latina,* UNAM- Senado de la República, México, 2013. Disponible en: https://archivos.juridicas.unam.mx/www/bjv/libros/8/3525/5.pdf Fecha de consulta: 01 de Febrero 2019.
- Cámara de Diputados, *Venustiano Carranza frente al Congreso Constituyente. Archivo histórico de su proyecto de reformas, intervenciones y comunicaciones,* México, 2016.
- Capetillo Trejo José Enrique, "La Constitución yucateca de 1841 y la reforma constitucional en las entidades federativa" en De Andrea Sánchez Francisco José, *Derecho Constitucional estatal. Estudios históricos, legislativos y teórico- prácticos de los estados de la República Mexicana,* Universidad Nacional Autónoma de México, México, 2011 Disponible en: https://archivos.juridicas.unam.mx/www/bjv/libros/1/8/35.pdf Fecha de consulta: 10 de febrero de 2019.
- Carranza Venustiano, *Plan de Guadalupe. Decretos y acuerdos 1913-1917*, SEDENA-IEHRM-SEP, México, 1981.
- Colegio de Abogados de México, *Concurso de 1906. Indicación motivada de las reformas que convendría hacer al Código de Procedimientos Federales en el capítulo destinado al Juicio de Amparo,* Edición fascimilar publicada por la Suprema Corte de Justicia de la Nación, México, 2011.

- Comisión de Reformas, “Proyecto de constitución presentado a la legislatura de Yucatán por su Comisión de reformas, para la administración interior del estado”, en *Revista de la Facultad de Derecho de México,* número 60, México, 1965. Documento en línea: http://historico.juridicas.unam.mx/publica/rev/indice.htm?r=facdermx&n=60 Fecha de consulta: 10 de enero de 2019.
- Gobierno de México, Decreto sobre suspensión de garantías. 07 de junio de 1861. Vinculo electrónico: http://www.memoriapoliticademexico.org/Textos/3Reforma/1861DSG.html Fecha de consulta: 10 de enero de 2020
- Dublán Manuel, “Juicios de Amparo”, *Periódico El derecho*, 1868, México, 1868.
- Dublán María y Lozano José María, *Legislación mexicana ó Coleección completa de las disposiciones legislativas expedidas desde la Independencia de la República,* Edición oficial, Tomo IX, Imprenta del Comercio, de Dublan y Chavez, México, 1878.
- Dublán, Manuel y Lozano José María, *De las disposiciones legislativas*, imprenta del comercio a cargo de Dublan y Lozano hijos, 1876 Disponible en: http://www.internet2.scjn.gob.mx/red/marco/PDF/A.%201824-1835/c)%20CFEUM%201824/REFORMA%201846.pdf Fecha de consulta: 10 Mayo 2019
- Estado de México, “Reglamento de Administración de Justicia para los tribunales y juzgados del Estado”, en Narváez Hernández José Ramón, *Historia social de la defensa de los derechos en México. El origen del Juicio de Amparo en la Península Yucateca,* Suprema Corte de Justicia de la Nación, México, 2007.
- Fernández Segado Francisco, “El voto particular de Don Mariano Otero y el nacimiento del Juicio de Amparo en México. Nota introductoria sobre los antecedentes del Juicio de Amparo”, *Anuario Iberoamericano de Justicia Constitucional*, No 4, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, España, 2000. Vinculo:

https://recyt.fecyt.es/index.php/AIJC/article/view/50319 Fecha de consulta: 10 de septiembre de 2018

- García Rejón Manuel Crescencio, “Proyecto de Constitución presentado a la legislatura de Yucatán por su comisión de reformas para la administración interior del Estado” en *Revista Externas. Revista de la Facultad de Derecho*, número 60, Octubre-Diciembre 1965, UNAM, México, Pág. 988. Disponible en: http://historico.juridicas.unam.mx/publica/librev/rev/facdermx/cont/60/ntj/ntj8.pdf Fecha de consulta: 01 de enero de 2018
- INEHRM, “Diario de los Debates del Congreso Constituyente 1916-1917. Tomo I
- INEHRM, “Diario de los Debates del Congreso Constituyente 1916-1917. Tomo II
- INEHRM, “Diario de los Debates del Congreso Constituyente 1916-1917. Tomo III
- Kuntz Ficker Sandra, *La reforma agraria durante los años veinte en los expedientes de la Suprema Corte de Justicia de la Nación,* Serie Archivo Histórico de la Suprema Corte de Justicia de la Nación, número 3, Suprema Corte de Justicia de la Nación, México, 2012.
- México, “Acta Constitutiva y de reformas”, en Tena Ramírez Felipe*, Leyes Fundamentales de México 1808-2017*, Porrúa, México.
- México, “Decreto que reforma el artículo 3º y la fracción XXV del 73 constitucionales”, en *Diario Oficial de la Federación*, Tomo LXXXVII, número 35, jueves 13 de diciembre de 1934. Documento en línea en: https://archivos.juridicas.unam.mx/www/legislacion/federal/reformas/rc020.pdf Fecha de consulta: 10 de diciembre de 2020.
- México, “Decreto que reforma los artículos 34 y 115 de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos”, en *Diario Oficial de la Federación*, Sábado 17 de octubre de 1853. Documento en línea: https://archivos.juridicas.unam.mx/www/legislacion/federal/reformas/rc053.pdf Fecha de consulta: 20 de diciembre de 2020.

- México, Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos, 05 de febrero de 1917. Versión original en línea: https://archivos.juridicas.unam.mx/www/legislacion/federal/leyes/1917.pdf Fecha de consulta: varias
- México, Constitución Política de los Estados Unidos Méxicanos, 05 de febrero de 1017, Disponible en: https://archivos.juridicas.unam.mx/www/legislacion/federal/leyes/1917.pdf
- México, *Diario de los debates del Congreso Constituyente 1916-1917*, INEHRM, Tomo I, México, 2016.
- México, *Diario de los debates del Congreso Constituyente 1916-1917*, INEHRM, Tomo II, México, 2016.
- México, *Diario de los debates del Congreso Constituyente 1916-1917*, INEHRM, Tomo III, México, 2016.
- México, Diario Oficial de la Federación, 10 de junio de 2011.
- México, *Ley Orgánica Constitucional sobre el Recurso de Amparo*, 20 de enero de 1869. Vínculo: https://cursodeamparo.com/ley-organica-constitucional-sobre-el-recurso-de-amparo-1869/. Fecha de consulta: 10 de enero de 2020.
- México, *Ley Orgánica de los artículos 101 y 102 de la Constitución Federal del 5 de febrero de 1857*. Vinculo: http://www.internet2.scjn.gob.mx/red/marco/PDF/H.%201881-1889/b)%20Ley%20Orgánica%20arts.%20101%20Y%20102%20(14%20Dic.%201882).pdf Fecha de consulta: 10 de febrero de 2020.
- México, *Ley Orgánica de Procedimientos de los Tribunales de la Federación, que exige el artículo 102 de la Constitución federal, para los juicios de que habla el artículo 101 de la misma*, 30 de noviembre de 1861, Documento en línea: http://www.internet2.scjn.gob.mx/red/marco/PDF/D.%201855-1861/e)%20LEY%20DE%20AMPARO%20DE%201861.pdf Fecha de consulta 1 de febrero de 2020.

- República de Yucatán, “Constitución Política de Yucatán de 1841”, en Suprema Corte de Justicia de la Nación, *Homenaje a Don Manuel Crescencio Rejón,* Tomo III, México, 1960. Documento en línea: http://www.internet2.scjn.gob.mx/red/marco/PDF/B.%201835-1846/d)%20CP%20Yucatán%20(31%20marzo%201841).pdf Fecha de consulta: 10 de enero de 2019
- Suprema Corte de Justicia de la Nación, *Comentarios breves sobre la legislacion patria. Periodo legislativo de 1876 a 1900*, Edición fascimil de la Suprema Corte de Justicia de la Nación, México, 2006.
- Suprema Corte de Justicia de la Nación, *El preámbulo de la Revolución: El juicio de Amparo promovido por Francisco I. Madero en 1910*, Serie Archivo Histórico de la Suprema Corte de Justicia de la Nación, Ediciones de la SCJN, México, 2017
- Suprema Corte de Justicia de la Nación*, Las resoluciones judiciales que han forjado a México*, Tomo 1, Pág. 37, México Disponible en: http://sistemabibliotecario.scjn.gob.mx/sisbib/CST/78111/78111_2.pdf Fecha de consulta: 10 Enero 2019
- Suprema Corte de Justicia de la Nación, *Las resoluciones judiciales que han forjado a México*, Tomo 2, SCJN, México, 2010.

  Suprema Corte de Justicia de la Nación, *Las resoluciones judiciales que han forjado a México*, Tomos 1- 6. SCJN, México, 2010.
- Suprema Corte de Justicia de la Nación, *Los hermanos Flores Magón: semblanza y actividades que los llevaron ante la justicia federal*, Primera edición. México : Suprema Corte de Justicia de la Nación, 2012 Disponible en: http://sistemabibliotecario.scjn.gob.mx/F/?func=find-b&request=000256290&find_code=SYS&local_base=SCJ01

- Suprema Corte de Justicia de la Nación, *Prostitución y garantías constitucionales a finales del siglo XIX,,* Serie Archivo Histórico de la Suprema Corte de Justicia de la Nación, número 13, Suprema Corte de Justicia de la Nación, México, 2018. Vinculo: https://www.scjn.gob.mx/sites/default/files/publicaciones_scjn/publicacion/2019-02/Archivo%20Historico%20de%20la%20SCJN%20num%2012_El%20preambulode%20la%20Revolucion_juicio%20de%20amparo%20promovido%20por%20Madero.pdf
- Suprema Corte de Justicia de la Nación, "María de Jesús Zapata promueve amparo en favor de su hermano Emiliano Zapata" en Testimonio del Zapatismo ante los Tribunales Tribunales Federales, vínculo: https://emiliano-zapata.scjn.gob.mx/sites/default/files/testimonios/2019-08/OPTIM.%2002.4%2024-A_31-1933.pdf Fecha de consulta: 15 de abril de 2021
- Tena Ramírez Felipe (compilador), *Leyes fundamentales de México 1808-2017*, Editorial Porrúa, México, Vigésimoquinta edición, México, 2008.
- Tipografía y Litografía La Europea de J. Aguilar Vera y Compañía, *Comentarios breves sobre la legislación patria,* año 1900, Facsímil publicado por la Suprema Corte de Justicia de la Nación, México, 2006.
- Otero Mariano "Voto particular ante el Congreso Constituyente", en Tena Ramirez Felipe, *Leyes Fundamentales de Mexico 1808-2017,* Porrúa, xxv edición , México 2018.
- Zarco Francisco, *Historia Del congreso extraordinario constituyente (1856-1857)*, Primer edición 1857- 1861, Edición de El Colegio de México, México, 1956.

Bibliographie

- Arizpe Narro Enrique, *La primera sentencia de Amparo*, Ediciones de la Suprema Corte de Justicia de la Nación, México, 2006.
- Ávila Espinosa Felipe, *La justicia durante el porfiriato y la revolución 1898-1914,),* Suprema Corte de Justicia de la Nación, Colección ByC, México, 2010.
- Ávila Ortiz Raúl y Castellanos Hernádez Eduardo de Jesús (coordinadores), *Porfirio Díaz y el derecho. Balance crítico,* UNAM, México, 2015.
- Barragán Barragán José (compilación e introducción), *Mariano Otero,* Senado de la República, México, 1987. Documento en línea: https://archivos.juridicas.unam.mx/www/bjv/libros/6/2781/1.pdf
- Burgoa Ignacio, *El juicio de amparo*, Porrúa, décima edición, México, 1975.
- Camacho Vargas José Luis, *El Constituyente de 1857,* Instituto Mexicano de Estudios sobre el Poder Legislativo AC, México, 2008.
- Cosío Villegas Daniel*, La Constitución de 1857 y sus críticos,* Fondo de Cultura Económica, primera reimpresión, México, 2019.
- Cossío Díaz José Ramón, "El juicio de Amparo en el Porfiriato", en Hernández, Ávila y Castellanos (coordinadores) *Porfirio Díaz y el derecho. Balance crítico*, IIJ-UNAM, México, 2016.
- Cossío Díaz José Ramón, *La justicia prometida*, FCE, México, 2017.
- Cruz, Fix-Fierro y Speckman (coordinadores), *Los abogados y la formación del Estado mexicano,* Universidad Nacional Autónoma de México, México, 2013.
- De la Torre Villar, Ernesto, "La génesis del poder judicial en el México independiente", *Revista Historia Méxicana*, Colegio de México, vo. 70, n. 3, México, 1985.
- Guerrero Galván Luis René y Castillo Flores José Gabino, "Artículo 5º. Introducción histórica", en *Derechos del pueblo mexicano. México a través de sus constituciones*, volumen VI, Editado por Cámara de Diputados-Suprema Corte de Justicia de la Nación, Senado de la República, Tribunal

Electoral del Poder Judicial de la Federación- Instituto Nacional Electoral- Comisión Nacional de Derechos Humanos, Porrúa, México, 2006. Documento en línea: https://archivos.juridicas.unam.mx/www/bjv/libros/12/5629/19.pdf Fecha de consulta: 10 de enero de 2020.

- Echánove Trujillo, Carlos, "Cómo presentó Rejón sus ideas sobre el "amparo" a la nación", *Revista de la Escuela Nacional de Jurisprudencia,* número 3, México, 1939, Vínculo electrónico: https://revistas-colaboracion.juridicas.unam.mx/index.php/escuela-nal-jurisprudencia/article/view/20400/18327 Fecha de consulta: 10 de enero de 2019.
- Ferrer Mac-Gregor Eduardo, *"El amparo iberoamericano",* en *Revista Estudios Constitucionales*, vol. 4, núm. 2, noviembre, 2006, pp. 39-65, Centro de Estudios Constitucionales, Santiago, Chile.
- Fix- Zamudio Héctor, "La primera modernización jurídica", en Avila, Castellanos y Hernández, (coordinadores) *Porfirio Díaz y el derecho. Balance crítico,* UNAM, México, 2016.
- Fix-Zamudio, Héctor, "Algunos aspectos de la obra jurídica de Manuel Crescencio Rejón", *Revista de la Facultad de Derecho*, UNAM, México, 1991.
- Flores Rentería Joel, "Fundamentos ideológicos de la Constitución de 1917", en Flores y León (coordinadores), *A 100 años de la primera Constitución política y social*, UAM, México 2018.
- Galeana Patricia, *México y sus constituciones*, FCE, México 1999.
- Garciadiego Javier, "¿Por qué, cuándo, cómo y quiénes hicieron la Constitución de 1917", en *Revista Historia Mexicana,* vol. 66, número 3, enero- marzo 2017, El Colegio de México, 2017.
- Garriga Carlos (Coordinador), *Historia y Constitución. Trayectos del constitucionalismo hispano,* Instituto Mora, México, 2012.
- Gauthier Florence, *Triomphe et mort de la révolution des droits de l'homme et du citoyen, 1789, 1795, 1802,* Ediciones Syllepse Paris, Francia, 2014.

- González Bernaldo de Quirós Pilar (directora), *Independencias iberoaméricanas. Nuevos problemas y aproximaciones,* Fondo de Cultura Económica, Argentina, 2015.
- González María del Refugio, "La Constitución de 1857, reformada. La visión de la Suprema Corte de Justicia" en Mac-Gregor y Herrera (coordinadores), *El juicio de amparo en el centenario de la Constitución de 1917,* tomo I, UNAM , 2017.
- González María del Refugio, "Los abogados y la Constitución de 1857" en Cruz Barney, Fix-Fierro y Speckman Guerra (coordinadores), *Los abogados y la formación del Estado mexicano,* Universidad Nacional Autónoma de México, México, 2013.
- González Oropeza Manuel, "El juicio por jurados en las constituciones de México", *Revista Cuestiones Constitucionales. Revista Mexicana de Derecho Constitucional,* número 2, enero-junio, 2000, Instituto de Investigaciones Jurídicas, UNAM, 2000.
- González Oropeza Manuel, *Los amparos primigenios (1848-1865),* Biblioteca Porrúa de Derecho procesal constitucional, Porrúa, México, 2012.
- González Oropeza, *A los Constituyentes de 1857*, Cámara de Diputados, México, 2008.
- Guerra François Xavier, *México: Del antiguo régimen a la revolución*, Tomo I, Fondo de Cultura Economica, octava reimpesión, México, 2012.
- Guerra François Xavier, *México: Del antiguo régimen a la revolución*, Tomo II, Fondo de Cultura Economica, octava reimpesión, México, 2012.
- Hale Charles A, *La transformación del liberalismo en México a fines del siglo XIX,* Fondo de Cultura Económica, México, 2002.
- Jaiven Ana Lau y Rodríguez Bravo Roxaca, "EL sufragio femenino y la Constitución de 1917. Una revisión" en *Revista Política y Cultura,* otoño, 2017, número 44, Págs. 57- 81, Universidad Autónoma Metropolitana, méxico, 2017.
- Knigth Alan, *La revolución cósmica. Utopías, regiones y resultados,* Fondo de Cultura Económica, México, 2015.

- Lempérière Annick, “De la república corporativa a la nación moderna. México (1821-1860), en Annino Von Dusek y Guerre François Xavier (coordinadores), *Inventando la nación. Iberoamérica siglo XIX,* Fondo de Cultura Económica, España, 2003.
- Lempérière Annick, “Du juridique au politique. Droit administratif et reforme de l’Etat au mexique dans les années 1850 et 1860”, en González-Bernaldo Pilar e Hilaire-Pérez Liliane, *Les savoirs-mondes,* Preeses Universitaires de Rennes, Francia, 2015.
- Lempérière Annick, “El liberalismo hispanoamericano en el espejo del derecho” en *Revista de historia del derecho,* no. 57, enero- junio 2019, Instituto de Investigaciones de Historia del Derecho, Buenos Aires, Argentina.
- Lira Andrés, “La Constitución de 1917 y la transición del individualismo al colectivismo jurídico”, Conferencia dictada en El Colegio Nacional, 30 de agosto de 2017. Conferencia en línea: https://www.youtube.com/watch?v=QqxhNRtjz5I Fecha de consulta: 1º de abril de 2021.
- Lira González Andrés, “Derechos del hombre y garantías individuales. Vallarta en la Constitución de 1917”, en *Revista de Investigaciones Jurídicas,* vol. 29, 2005, Escuela Libre de Derecho, México, Págs. 575- 58.
- Lira González Andrés, *El Amparo Colonial y el Juicio de Amparo Mexicano (antecedentes novohispanos del Juicio de Amparo),* Fondo de Cultura Económica, México, 1971.
- Luna Argudín María, “El verdadero Bulnes. A propósito de las polémicas en torno a Juárez (1904-1906)”, en *Revista Fuentes humanistas,* no. 19- 34, Págs. 103-112, Universidad Autónoma Metropolitana Unidad Azcapotzalco, Méxicom enero de 2007.
- Mac-Gregor, Josefina “Los diputados renovadores de la XXVI legislatura al Congreso Constituyente”, *Revista Historia Méxicana,* vol. 66, número 3, enero- marzo 2017, El Colegio de México, México Pág. 1325

- Marino Daniela, “La medida de su existencia. La abolición de las comunidades indígenas y el juicio de amparo en el contexto desamortizador (Centro de México, 1856- 1910)” *Revista de Indias,* 2016, vol. LXXVI, no. 266- Págs. 287-131
- Martínez Godínez María Concepción, “La Jurisprudencia”, en *Revista Práxis de la justicia fiscal y administrativa,* año 3, número 5, Tribunal Federal de Justicia Fiscal y Administrativa, México, 2011.
- Martínez Lazcano Alfonso Jaime, “Historia del juicio de amparo contra leyes: el amparo Vega”, en *Revista del Instituto de Ciencias Jurídicas de Puebla,* volúmen 13, número 43, México, enero- junio 2019.
- Marván Laborde Ignacio (coordinador), *La revolución mexicana, 1908-1932,* Fondo de Cultura Económica, México, 2010.
- Marván Laborde Ignacio, *Cómo hicieron la Constitución de 1917*, FCE, México, 2017.
- Mijangos Pablo, “El primer constitucionalismo conservador. Las siete leyes de 1836”, *Anuario Mexicano de Historia de México*, No. 15, Pág. 2017-292, México, 2003.
- Molina Enriquez Andrés, *Los grandes problemas nacionales*, Primera edición 1909, Primera edición de la Biblioteca Constitucional INEHRM 2016, Institucio Nacional de Estudios Históricos de las Revoluciones de México-Secretaría de Cultura, México.
- Molina Suárez, García Castro y García Peña (coordiandores), *La vida, el trabajo y la propiedad en el Estado de México. Los primeros juicios de amparo en la segunda mitad del siglo XIX*, Suprema Corte de Justicia de la Nación, México, 2007.
- Moreno Daniel, *Manuel Crescencio Rejón. Pensamiento político*, UNAM, Mexico 1968
- Moreno García, Heriberto, “Tres porfiristas frente al Juárez de la Reforma y la Intervención”, en *Revista Estudios de historia y sociedad,* número 34, primavera 1988, volumen 9, El Colegio de Michoacán, 1988.

- Narváez Hernández José Ramón, *Historia social de la defensa de los derechos en México. El origen del Juicio de Amparo en la Península Yucateca,* Suprema Corte de Justicia de la Nación, México, 2007.
- O'Gorman Edmundo, "Precedentes y sentido de la revolución de Ayutla", en *Revista Secuencia. Revista de historia y ciencias sociales,* Instituto Mora, número 16, enero-abril, 1990.
- O'Gorman, Edmundo, *La supervivencia política novohispana. Reflexiones sobre el monarquismo mexicano*, UNAM, México, 2018.
- Pantoja Moran David, "Los constituyentes de 1824", en Cruz, Fix-Fierro y Speckman (coordinadores), *Los abogados y la formación del Estado mexicano,* Universidad Nacional Autónoma de México, México, 2013.
- Porrúa, *Diccionario Porrúa de Historia, Biografía y Geografía de México. 150 aniversario de la Reforma Liberal,* bicentenario.gob.mx. Consultado varias fechas.
- Pou Gímenez Francisca, "El nuevo amparo mexicano y la protección de los derechos: ¿ni tan nuevo ni tan protector?", en *Anuario de derechos humanos,* No. 10, pp. 91- 103, 2014.
- Rabasa Emilio "Análisis jurídico" en Galeana Patricia*, México y sus constituciones*, FCE, México 1999.
- Rabasa Emilio O. *Historia de las constituciones mexicanas,* Segunda reimpresión, UNAM, 2008.
- Rabasa Emilio, *La Constitución y la dictadura. Estudio sobre la organización política de México,* Edición Cien de México, CONACULTA, 2ª edición, México, 2015.
- Rabasa Emlio, *El artículo 14, estudio constitucional*, Tipografía de El progreso latino, Primera edición, México, 1906, Reprint from the collections of the University of California Libraries, febrero 2021.
- Ramírez Rancaño Mario, *La justicia durante el Porfiriato y la Revolución. Los amparos entre el Ejército Federal (1898-1914),* Suprema Corte de Justicia de la Nación, Colección ByC, México, 2010.

- Rocha Islas Martha Eva, “Feminismo y revolución”, en Espinosa Damián Gisela y Jaiven Ana Lau, (coordinadoras), *Un fantasma recorre el siglo. Luchas feministas en México 1910- 2010,* Universidad Autónoma Metropolitana, México, 2011
- Rojano García Edgar, “El constituyente de 1917. Radiografía de sus hombres”, en Cámara de Diputados, *México 2010. Publicaciones y artículos*, publicación electrónica. Vinculo: http://201.147.98.14/camara/001_diputados/010_comisioneslxi/002_especiales/005_festejos_bicentenario_independencia_y_centenario_rev/10_publicaciones_y_articulos Fecha de consulta: 10 de diciembre de 2020.
- Rojas Isidro y García Francisco Pascual, *El amparo y sus reformas*, Compañía editorial católica- Biblioteca del Bufete Central México, 1907.
- Roniger Luis, *Historia mínima de los derechos humanos en América Latina,* El Colegio de México, México, 2018.
- Rouaix, Pastor, *Génesis de los artículos 27 y 123 de la Constitución Política de 1917*, INEHRM, México, 2016.
- Saltalamacchia Ziccardi Natalia y Covarrubias Velasco Ana, “La dimensión internacional de la reforma de derechos humanos: antecedentes históricos” en Carbonell Miguel y Salazar Pedro (coordinadores), *La reforma constitucional de derechos humanos*, UNAM, Porrúa, México, 2012.
- Sánchez Vázquez Adolfo, *Rousseau en México,* Editorial Itaca, México, 2011.
- Sayeg Helú Jorge, *El constitucionalista social mexicano. La integración constitucional de México*, Tomo I, UNAM, México, 1987.
- Sayeg Helú Jorge, *El constitucionalista social mexicano. La integración constitucional de México*, Tomo II, UNAM, México, 1987.
- Soberanes Fernández José Luis & Martínez Martínez Faustino José, *Apuntes para la historia del Juicio de amparo*, Porrúa, México.
- Soberanes Fernández José Luis, “La Constitución yucateca de 1841 y su juicio de amparo”, en De Andrea Sanchéz Francisco José (coordinador), *Derecho constitucional estatal. Estudios históricos, legislativos y teórico-*

prácticos de los estados de la República mexicana, Universidad Nacional Autónoma de México, México, 1998.

- Soberanes Fernández José Luis, *Una historia constitucional de México,* Tomo II, Instituto de Investigaciones Jurídicas, UNAM, México, 2019. Documento en línea: https://archivos.juridicas.unam.mx/www/bjv/libros/12/5778/4.pdf Fecha de consulta: 10 de enero de 2020
- Soberanes Fernandez, José Luis, "El primer Congreso Constituyente mexicano" en *Revista Cuestiones Constitucionales*, Instituto de investigaciones jurídicas, UNAM, 2012
- Sordo Cedeño Reynaldo, "El Congreso y la guerra con Estados Unidos de América, 1846-1848", en Zoraida Vázquez Josefina, *México al tiempo de su guerra con Estados Unidos (1846-1848),* El Colegio de México- SRE, México, 1998.
- Suárez Ávila Alberto Abád, "La participación de la delegación mexicana en la proyección del amparo mexicano en el ámbito internacional", en Tortolero Cervantes Francisco y Pérez Vázquez Carlos (coordinadores), *El juicio de amparo en la Declaración Universal de los Derechos Humanos,* Suprema Corte de Justicia de la Nación, México, 2015.
- Tello Carlos, *Sobre la desigualad en México,* UNAM, México, 2010.
- Timothy James, "El juicio de amparo en negocios judiciales y la labor jurisprudencial de Ignacio L. Vallarta, 1877- 1882", en *Revista Historia Constitucional. Revista electrónica de historia constitucional,* Universidad de Oviedo, España, Trad. James Griess, no. 14, 2013.
- Tortolero Francisco, "El amparo mexicano es ahora patrimonio de la humanidad", Diario El Informador, 14 de octubre de 2015. Documento en línea: https://www.informador.mx/Ideas/El-amparo-mexicano-es-ahora-patrimonio-de-la-humanidad-20151014-0242.html Fecha de consulta: 01 de febrero de 2021.

- Vallarta Ignacio Luis, *El juicio de amparo y writ of habeas corpus. Ensayo crítico-comparativo sobre esos recursos constitucionales,* Imprenta de Francisco Díaz de León, México 1881.
- Villoro Luis, *El proceso ideológico de la Revolución de Independencia,* Universidad Nacional Autónoma de México, México, primera reimpresión, 1977.
- Zapata Cruz Julio Cézar, “La anécdotda de León Guzmán”, en *Revista hechos y derechos,* número 45, mayo- junio 2018, Instituto de Investigaciones Jurídicas, Universidad Nacional Autónoma de México, 2018.
- Zea Leopoldo, *El positivismo en México: nacimiento, apogeo y decadencia,* Fondo de Cultura Económica, Undécima reimpresión, México, 2014.